

Un Converti de Bossuet

JAMES DRUMMOND

DUC DE PERTH

1648-1716



Thèse pour le Doctorat ès Lettres

présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris par

A. JOLY

LICENCIÉ ÈS LETTRES



1934

IMPRIMERIE DOURIEZ-BATAILLE
5, rue Jacquemars-Giélée
LILLE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551620_0016

Un Converti de Bossuet
James Drummond, Duc de Perth
(1648-1716)



JAMES DRUMMOND, 4TH EARL OF PERTH.

Lord Chancellor of Scotland.

By Sir G. Kneller painted. After Drummond.

Un Converti de Bossuet

JAMES DRUMMOND

DUC DE PERTH

1648-1716



Thèse pour le Doctorat ès Lettres

présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris par

A. JOLY

LICENCIÉ ÈS LETTRES



1934

IMPRIMERIE DOURIEZ-BATAILLE
5, rue Jacquemars-Giélée
LILLE



A LA MÉMOIRE
DE MON ANCÊTRE MATERNEL
CHARLES - MATHIEU DAMARY
GENTILHOMME D'ÉCOSSE,
CHEVALIER DE SAINT-LOUIS,
LIEUTENANT EN LA COMPAGNIE DE COLBERT
DU RÉGIMENT *ROYAL ÉCOSSAIS*,
SOUS LES ORDRES
DU COLONEL COMTE DE DRUMMOND DE PERTH,
PETIT-FILS DE JAMES DRUMMOND,
DUC DE PERTH.
ANNO 1744

ERRATA

Page	4, note (4),	lire : « magnum »
—	15, ligne 9,	supprimer « et » devant « le général »
—	58, — 14,	lire : « plus de sérieux »
—	78, — 2,	lire : « interpréter »
—	86, lignes 18-19,	lire : « Cette commission »
—	89, ligne 10,	— : « Entre temps »
—	115, — 10,	— : « fut suivie »
—	118, — 19,	— : « Ils revinrent »
—	177, — 16,	— : « et un prince protestant »
—	188, — 11,	— : « substitution »
—	205, — 28,	— : « tous leurs espoirs »
—	233, note (5),	— : « W. Penn »
—	277, ligne 15,	— : « il y a vingt mois »
—	285, — 5,	— : « aucune illusion »
—	298, — 25,	— : « frustrer »
—	401, lignes 30-31,	— : « désintéressait »
—	403, ligne 5,	— : « que je ne sçay »
—	425, — 6,	— : « gentilshommes »
—	429, — 10,	— : « sautes de vent »
—	446, — 1,	— : « Sagripanti »
—	472, — 33,	— : « n'étant que de »

INTRODUCTION

Grand chancelier d'Ecosse sous Charles II et Jacques II, ayant ainsi, pendant plusieurs années, joué un rôle de premier plan dans le dernier acte de ce drame qu'est le règne de la dynastie des Stuarts, James Drummond, comte, puis duc de Perth, n'est certes pas un inconnu en Grande-Bretagne. Mais l'idée que l'on s'en fait, à la suite de l'historien Burnet et de Macaulay, pour n'en citer que deux, est généralement des plus défavorables. Cruel persécuteur, politique ambitieux et dénué de scrupules, âme hypocrite et vile, homme sans caractère et qui s'est élevé par la fourberie et la concussion : tels sont quelques-uns des jugements sommaires que, depuis son époque jusqu'à nos jours, on n'a cessé de porter sur lui.

Lui et son frère, John Drummond, comte de Melfort, nous sont présentés comme les deux mauvais génies de Jacques II, et la haine dont on les poursuit est parfois si aveugle, qu'il arrive que, non seulement on les confonde, c'est-à-dire qu'on les prenne l'un pour l'autre, ce qui se conçoit encore, mais qu'on les fonde en un seul et unique personnage, ce qui est exagéré. Mr. Hector Macpherson, maître ès arts, docteur en philosophie, membre de la Société Royale d'Edimbourg, membre de la Société Royale d'Astronomie, n'écrivait-il pas naguère cette phrase singulière : « Et plus tard, en 1685, *le comte de Perth et de Melfort*, alors chancelier, dans son discours, etc » (1).

Après cela, il est permis de se demander si ces messieurs savent toujours bien de qui et de quoi ils parlent.

En France, où, à l'exemple de Jacques II, il est venu achever sa carrière, lord Perth est beaucoup moins connu. Saint-Simon, il est vrai, qui l'avait rencontré et estimé, en parle à plusieurs reprises dans ses

(1) *The Covenanters under Persecution. A study of their religious and ethical thought*, Edinburgh 1923, p. 37 : « and at a later date, in 1685, the Earl of Perth and Melfort, then Chancellor, in his speech etc. ».

De même, W. C. Mackenzie, F. S. A. dans *The Life and Times of John Maitland, Duke of Lauderdale*, London, 1923, p. 352, note (1) confond le Lieutenant-général Drummond avec le comte de Melfort.

Mémoires ; mais le terrible duc a parlé de beaucoup de gens qui sont aujourd'hui bien oubliés.

Depuis, les historiens des Stuarts en exil, les biographes de Bossuet, ceux de l'abbé de Rancé ou de Mabillon ont pu le trouver sur leur chemin et lui consacrer quelques lignes ou quelques pages.

Mais c'est surtout par la correspondance de Bossuet que lord Perth nous était connu jusqu'ici ; car c'est à l'évêque de Meaux qu'il disait devoir sa conversion au catholicisme, et les lettres qu'il lui a écrites ne laissent aucun doute à ce sujet.

En 1864, Mgr Baunard, de vénérée mémoire, s'inspirant de cette correspondance, et aussi de quelques lettres de lord Perth à sa sœur, la comtesse d'Errol, et à son frère Melfort, publiait dans le *Contemporain* (1) un article, où, ayant constaté que « les biographes de Bossuet parlent peu du duc de Perth », et que « les historiens anglais conspirent à le calomnier », il se donnait pour tâche « de le réhabiliter ».

Entreprise généreuse et digne du noble cœur de Mgr Baunard ! Malheureusement, cet article trop unilatéral, et qui ne mettait en lumière qu'un des aspects du caractère de lord Perth, laissait subsister la plupart des accusations de ses détracteurs. Ceux-ci pouvaient toujours répondre : « Vous nous peignez le comte de Perth, tel qu'il s'est hypocritement montré à l'évêque de Meaux et à ses proches ; mais nous en connaissons un autre qui était bien différent de ce saint personnage, et, jusqu'à preuve du contraire, c'est au nôtre que nous croirons ».

Ce que Mgr Baunard, insuffisamment documenté, ne pouvait pas faire, nous l'avons tenté. Le problème à résoudre se ramenait à ceci : comment un homme comme le duc de Perth, qui a été le correspondant et l'ami de Bossuet, a-t-il pu être en même temps le personnage odieux que nous représentent les historiens d'outre-Manche ? La solution, si solution il devait y avoir, ne pouvait résulter que d'une étude d'ensemble : il fallait retracer toute l'existence de lord Perth. Nous l'avons donc étudié, tant dans ses origines et dans sa carrière d'homme politique en Ecosse, qu'au cours de ses voyages sur le continent et durant les vingt ans de son séjour en France, nous appliquant à ne laisser dans l'ombre rien de ce qui pouvait témoigner pour ou contre lui.

Nous ne savions pas, en commençant cette étude, si nous n'allions pas être amené à conclure contre notre héros ; mais nous étions parfai-

(1) Numéro de novembre 1864. Article incorporé ensuite dans *Reliques d'Histoire*, Paris 1899, pp. 128 à 175.

tement décidé à ne rien cacher de la vérité, et à nous incliner devant la révélation des faits, quelle qu'elle fût.

Est-ce à dire que nous soyons certain d'avoir toujours découvert et toujours dit la vérité ? Qui oserait se vanter d'avoir accompli ce miracle ? Non ; nous nous faisons trop peu d'illusion sur la valeur réelle des documents dits historiques, pour prétendre à l'infailibilité. Mais, dans la mesure où l'on peut se fier aux témoignages du passé, et seulement dans cette mesure, nous avons essayé de faire ici œuvre de justice et de vérité.

Nous sommes heureux de l'occasion qui nous est enfin donnée d'exprimer publiquement toute notre gratitude à tous ceux qui nous ont aidé au cours de notre travail. En particulier :

A Monsieur l'abbé Lévesque, le savant auteur, avec Monsieur l'abbé Urbain, de la dernière édition de la *Correspondance de Bossuet*, à qui nous devons l'idée première de cette étude, et qui nous a constamment encouragé et éclairé au cours de nos longues recherches.

Au comte d'Ancaster, propriétaire actuel du château de Drummond, qui nous en a si aimablement ouvert les portes, nous accordant toutes les facilités désirables pour nos investigations dans la bibliothèque et les archives de la famille.

A Sa Grâce, le duc de Hamilton, pour la permission si libéralement accordée de transcrire les lettres de lord Perth en sa possession.

A Son Excellence Mgr G. H. Bennett, évêque d'Aberdeen, qui a poussé l'obligeante condescendance jusqu'à copier pour nous les nombreuses lettres de lord Perth conservées dans les archives de Blairs College.

A Mgr Tisserand, pro-préfet de la Bibliothèque Vaticane, qui a bien voulu faire examiner pour nous la correspondance des cardinaux et prélats romains avec qui lord Perth avait été en rapport.

Enfin et surtout à Monsieur Georges Ascoli, professeur en Sorbonne, dont les judicieux avis nous ont permis de mener à bonne fin cette œuvre de longue haleine.

BIBLIOGRAPHIE

Principales sources utilisées pour la composition du présent ouvrage

I. — MANUSCRITS

A. — Angleterre et Ecosse, Italie

LONDRES :

British Museum :

GUALTERIO PAPERS (1704-1716) : Add. Mss. 20296, 20299 et 31256 : correspondance entre Perth et Gualterio ; les lettres de Perth sont en français, celles de Gualterio, d'abord en français, puis en italien. Correspondance régulière surtout à partir de 1710.

Add. Mss. 20292 : lettres de Jacques III à Clément XI, à Gualterio et aux autres cardinaux de Rome.

Add. Mss. 20293, 20311 et 31254 : lettres de la reine Marie-Béatrice aux mêmes personnages.

Add. Mss. 20294 et 20295 : lettres de Gualterio à la reine Marie-Béatrice.

Add. Mss. 20297 : lettres de Gualterio à Middleton.

Add. Mss. 31249, fol. 29 : lettre de lord Drummond, fils aîné de Perth à Gualterio.

LOVAT PAPERS (1702-1705) : Add. Mss. 31250 : lettres de Lovat à Torcy.

Add. Mss. 31251 : lettres de différents personnages à Lovat.

Add. Mss. 31252 : correspondance entre Gualterio et Lovat.

Add. Mss. 31253 : correspondance entre Perth et Lovat.

LAUDERDALE PAPERS (1669-1685) : Add. Mss. 23120, 23123 et 23127 : lettres du 3^e comte de Perth, le père de notre héros, à Lauderdale.

Add. Mss. 23131, 23133 et 23135 : lettres de James, lord Drummond, futur 4^e comte de Perth, à Lauderdale.

Add. Mss. 23250 : lettres de Perth à la duchesse de Lauderdale.

Add. Mss. 23242, 23243, 23246 et 35125 : lettres de John Drummond of Lundin, futur comte de Melfort, au duc de Lauderdale.

STOWE MSS. : N^o 755, fol. 26 : lettre de Perth à Lauderdale, 19 septembre 1677.

PERTH CORRESPONDENCE : Add. Mss. 19254, intitulé *Perth Correspondence* : contient, du fol. 1 au fol. 59, les nombreuses lettres de Perth à sa sœur, la comtesse d'Errol, et à d'autres mem-

bres de sa famille, éditées en 1845 par W. Jerdan pour la Camden Society ; au fol. 60, deux lettres de Louis XIV au marquis de Drummond, fils aîné de Perth (17 juin 1705 et 9 mars 1707) ; du fol. 61 au fol. 147 et dernier, d'autres lettres de Perth à diverses personnes, et un assez grand nombre de lettres à lui adressées par divers correspondants. Toutes les lettres de ce recueil sont des copies par C. K. Sharpe.

SLOANE MSS. : N° 2723, fol. 118 : lettre de Perth à lord Carlisle, du 17 juillet 1682.

LANDSDOWNE MSS. : 1163 A, B et C : lettres écrites de Rome par le comte de Melfort en 1689, 1690 et 1691. D'autres sont aux Add. Mss. 37660 et 37662.

Enfin, Add. Mss. 11252, fol. 10 et 11 : une lettre de Perth à Jacques II du 29 décembre 1685, et Add. Mss. 28224, fol. 36 : une lettre de la reine Marie-Béatrice au secrétaire Caryll du 19 mai 1701.

Record Office :

STATE PAPERS, DOMESTIC SERIES, vol. 402, 403, 404, 405 et 407 (actuellement publiés dans les *Calendars of State Papers*). Les correspondances entre particuliers qui y sont recueillies fournissent des détails intéressants sur les faits et gestes de Perth et de ses collègues du gouvernement.

WARRANT BOOK FOR SCOTLAND, vol. IV, VI et VII à XIII : donnant avec exactitude toutes les décisions royales concernant le comte de Perth.

OXFORD :

Bodleian :

CARTE PAPERS : N° 181 : lettres de Caryll et de Nairne à Perth en 1694-1695.

N° 209 : lettres de Perth à Caryll et à Nairne, de Modène, de Rome et d'Albano, 1694-1695, et lettres de Melfort à Nairne en 1694.

N° 210 : lettres de Jacques II au pape à propos de Perth en 1695 ; lettres de Caryll en 1695. Lettres de Perth à Middleton en 1710.

N° 221 : lettres de Perth et de Puysieux à Middleton en 1713.

N° 238 : lettres de Middleton à Torcy au sujet de Lovat en 1704.

RAWLINSON MSS. : D. 21 : lettre de Perth à Edward Meredith en 1696, sur sa nomination au poste de gouverneur du prince de Galles.

EDIMBOURG :

Register House : Acta et Decreta Secreti Consilii, années 1689 à 1693, sur l'emprisonnement du comte de Perth.

Parliamentary Papers, Supplement, vol. XIV, sur le procès de Melville contre Perth.

Parliamentary Decisions, vol. I. : Conclusion du procès.

Advocates' Library : Ms. 34.1.9. : *Fr. Augustine Hay's Memoirs, A.D. 1700* : sur les relations de Perth avec les génovéfains de Paris à propos de l'abbaye de Holyrood.

ABERDEEN :

Blairs College : The Letters of James Drummond, 4th Earl of Perth preserved at Blairs College : Correspondance avec le collège écossais de Paris (1687-1688) ; avec divers agents jacobites de Rome et les cardinaux romains (1695, 1702, 1704, 1706) ; avec les deux catégories (1712-1716). Plus deux lettres de lady Perth sur la dernière maladie et la mort de son mari.

DRUMMOND CASTLE :

Library : Lettres de Perth à la comtesse d'Errol : texte original de celles contenues dans le Ms. 19254 du British Museum, et qui nous a permis de compléter et corriger le texte de W. Jerdan, parfois défectueux.

Royal Letters : lettres adressées aux comtes de Perth par les rois d'Angleterre, en deux recueils.

Précieuses notes manuscrites qu'on trouve sur le *Book of Common Prayer* et divers autres ouvrages.

Charter Room : Writs and Mss., dont le Ms. de la traduction par lord Perth des *Mœurs des Israélites* de Fleury, la lettre patente nommant Perth duc, etc.

HAMILTON :

Hamilton Palace : Mss. of the Duke of Hamilton : lettres de Perth au duc de Hamilton (1677-1682, 1684-1687), fournissant des renseignements de première main sur la carrière politique de lord Perth. Publiées en partie par l'*Hist. Mss. Com.*, XI Report, Part VI (voir aux Imprimés ci-après).

SAINT ANDREWS :

University : Archives de « Saint-Leonard's College » : *Acta Rectorum*.

ROME :

Archivio Vaticano : Principi, vol. 200, fol. 178 a-b.

B. — France

PARIS :

Bibliothèque Nationale :

CORRESPONDANCE DES BÉNÉDICTINS (1687-1714) : Fonds français 17681 et surtout 19656 : lettres de Perth à Mabillon et quelques-unes à Thierry Ruinart.

Fonds français 19639 : lettre de Perth à dom Simon Bougis ; 19665 et 19666 : lettres de Perth à Ruinart. Dans 19666, deux lettres de 1714, sans destinataire, importantes pour le jansénisme de Perth.

Fonds français 18817 : « Livre des Choses Mémorables » ; relations entre la cour de Saint-Germain et l'abbaye de Saint-Germain-des-Près.

Fonds français 17706, fol. 85 : Edward Drummond à dom Bernard de Montfaucon, 25 août 1716.

F. fr. 22797, fol. 178 : Perth au duc d'Aumont, 23 mars 1716.

F. fr. 23497 : Perth à l'abbé de la Trappe sur les derniers moments de Jacques II (copie), 11 septembre 1701.

PAPIERS RENAUDOT : Nouvelles Acquisitions 7487 et 7492 : Mémoires et correspondance ayant trait au Projet d'Ecosse et à lord Lovat.

DOSSIERS BLEUS : N° 243 : Généalogie de la famille Drummond en anglais et en français, et, au folio 43, quelques détails concernant la mort de William Drummond.

Archives des Affaires Etrangères :

CORRESPONDANCE POLITIQUE, ANGLETERRE, SUPPLÉMENT (1702-1713) :

N°° 3 et 4 : lettres de Perth à Pontchartrain ;

N°° 214 et 215, 220, 221, 226, 248 : correspondance entre Perth et Torcy ;

N° 217 : lettre de Perth à Callières (?)

Archives Nationales :

PAPIERS DU PÈRE LÉONARD, K. 121 et 1717 : sur la dernière maladie et la mort de Jacques II ; copie de deux lettres de Perth à l'abbé de la Trappe à ce sujet (11 septembre et 9 octobre 1701). Ces lettres ont été imprimées dans les *Mémoires de Saint-Simon*, édition Boislisle, IX, Appendice XIV, pp. 425 à 432. D'autres copies se trouvent à Saint-Germain-en-Laye : Ms. N° 133 et à Troyes : Ms. N° 2550. Une copie de la lettre du 11 septembre est à la B. N., Fonds français 23497, fol. 62 à 64. Jacques étant mort en odeur de sainteté, on comprend l'intérêt qu'avait ce témoignage de Perth sur ses derniers instants, ce qui en multiplia les copies.

Bibliothèque Sainte-Geneviève :

Ms. N° 2525 : lettre de Perth au P. Morin, général des Chanoines Réguliers de la Congrégation de France, et abbé de Sainte-Geneviève de Paris ; lettre en anglais, suivie de deux traductions en français (fol. 143 à 148), du 5 septembre 1687. Au folio 150 est une lettre de Perth à Bossuet, en français, et la seule de son espèce ; elle est du 15 janvier 1698.

Bibliothèque de l'Institut :

Ms. N° 489, *Mélanges Historiques*, Recueil C, fol. 299 à 316 : Récit de la conversion de lord Perth fait par lui-même.

Le Ms. de l'Institut n'est pas le texte original, mais l'œuvre d'un copiste qui améliore sensiblement l'orthographe, parfois si fantaisiste, du duc de Perth. Quand ce dernier a-t-il écrit ce récit ? Durant son emprisonnement, ou plus tard, à Saint-Germain, et sur la demande de ses amis ? Nous

l'ignorons. Perth dit bien, dans sa lettre d'octobre 1685 à M^{me} de Crolly (*Corr. de Bossuet*, III, App. II, pp. 545-546) : « J'ai montré au roi un papier dans lequel j'ai exposé tout le fait de ce qui regarde ma conversion ». Mais il est clair que le Ms. de l'Institut n'est pas la traduction de ce compte-rendu de 1685, car il contient beaucoup de choses, surtout vers la fin, que Perth ne pouvait dire au roi, et il se termine du reste par quelques considérations sur des faits postérieurs à la Révolution de 1688.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE :

Archives Municipales : Registres paroissiaux de 1696 à 1716. De plus le Ms. N° 133, cité plus haut.

MEAUX :

Grand Séminaire : Ms. E. 148 : lettre de Perth à l'abbé Bossuet, neveu de l'évêque de Meaux, du 2 décembre 1704.

ARRAS :

Archives Municipales : Ms. N° 921 (359) : Généalogie de la famille Drummond depuis son origine jusqu'en 1796.

II. — IMPRIMÉS

Acta Parl. Gulielmi et Mariae, vol. IX.

Acta Parl. Scot., annis 1645-1693.

AIRY (Osmund), *The Lauderdale Papers*, 1884-85.

ALDIS (H. G.), *A List of Books printed in Scotland before 1700*. Edinb. Bibliographical Society, vol. 7, 1904.

Allgemeine deutsche Biographie, Leipzig 1879, vol. IX.

ALVES (James), *The Banks of Esk and Drummond Castle*, 1783.

ASCOLI (Georges), *La Grande-Bretagne devant l'opinion française au 17^e siècle*, vol. II, Paris 1930.

BALFOUR-PAUL (J.), *Scots Peerage*, vol. VII.

BAUNARD (Mgr), *Reliques d'Histoire* : Le duc de Perth et Bossuet, 1899.

BAYLE (Pierre), *Dict. Hist. et Crit.*, article *Drummond*.

BEAUSSET (Cardinal de), *Histoire de Fénelon*, Versailles 1817.

BELLESHEIM (Alphons), *Geschichte der katholischen Kirche in Schottland*, 2 vol. 1883.

BELLOC (Hilaire), *James the Second*, London 1928.

BERWICK (Maréchal de), *Mémoires*.

BINDON BLOOD and James MACKNIGHT, *Memoirs of Sir Ewen Cameron of Lochiel*, Edinburgh 1842.

BISCOE (A. E.), *The Earls of Middleton*, London 1876.

BLUNDELL (Dom Odo) O.S.B., *A Notable Family of Priests*, Opusculé N° 166 de la « Cath. Truth Society of Scotland ».

BORD (Gustave), *La Franc-maçonnerie en France des origines à 1815*. Paris 1909.

BOSCO DE BEAUMONT (G. du) et M. BERNOS, *La Cour des Stuarts à Saint-Germain-en-Laye*, Paris 1912.

- BRETONNEAU (François), *Abrégé de la Vie de Jacques II*, 1703.
- BRODIE (Alexander) of Brodie and his son James, *The Diary of...*, Spalding Club, Aberdeen 1863.
- BROGLIE (Emmanuel de), *Maillon et la Société de l'Abbaye de Saint-Germain-des-Près à la fin du XVII^e siècle*, Paris 1888.
- BROWN (Hume), *History of Scotland*.
- BROWN (P. Hume), *Early Travellers in Scotland*, Edinburgh 1891.
Scotland before 1700 from contemporary documents, Edin. 1893.
- BROWNE (Sir Thomas) M. D., *The Works of...*, London 1928.
- BRUNET (G.), *Corr. complète de Madame, etc.*, Paris 1904.
- Bullarium Romanum*, vol. XIV (1628-1639), Bulle CCCLXI, p. 137.
- BURNET (Gilbert), *History of his own Times*, Oxford 1823.
- BURTON, *History of Scotland*.
Calendar of State Papers, Domestic Series, 1677-1684.
- CAMPANA-CAVELLI (Marquise de), *Les derniers Stuarts à Saint-Germain-en-Laye*, Paris 1871.
- CARSTAIRS (William), *State Papers and Letters*, edited by J. McCormick, D.D., Edinburgh 1774.
- CHÉRANCÉ (Léopold de), *Saint François d'Assise*, Paris 1912.
- CLARKE (James Stanier), *Life of King James II*, 1816.
- CLARKE (William Nelson), *A Collection of Letters addressed by Prelates in Scotland to archbishop Sancroft*, 1848.
Correspondant, octobre 1900.
- COWAN (Samuel), *The ancient Capital of Scotland*, London 1904.
The Lords Chancellors of Scotland, Edin. and London 1911.
- CRAWFURD (G.), *The Lives and Characters of the Officers of the Crown*, 1726.
- DANGEAU (Philippe de COURCILLON, marquis de), *Journal*, 1854-60, *Mémoires*, 1817.
- DEPPING (G.B.), *Correspondance administrative sous le règne de Louis XIV*, Paris 1850-55.
Dictionary of National Biography, article *Perth*, par Osmund AIRY.
- DOUGLAS and WOOD, *Peerage of Scotland*, article *Perth*.
- DOUGLASS (W) M.D., *A Summary hist. and polit. of the first Planting... of the British Settlements in Nord America*, Boston 1747-49-50.
- DRUMMOND (Henry), *History of Noble British Families*, 1846.
- DRUMMOND (James), *A letter to the Earl of Perth*, 1700.
- DRUMMOND (John), *Memoirs of John, Duke of Melfort*, 1714.
- DRUMMOND (William), Viscount Strathallan, *Genealogy of the most noble and ancient House of Drummond*, Edinburgh 1831.
- DUBOIS (Louis), *Histoire de l'Abbé de Rancé et de sa Réforme*, Paris 1866.
- DUNN (John), *Letters addressed to George, Earl of Aberdeen*, 1851.
- ELLIS (Sir Henry), *Original Letters illustrative of English History*, second series, London 1827.
- Erskine of Carnock (the Hon. John), *Journal of...* (1683-1687), Edin. 1893.
- FARRER (H. L.), *Bossuet and his Contemporaries*, London 1874.
- FELBERMAN (Louis), *The Hungarian Descent of St. Margaret of Scotland*, 1912.
- FÉLIBIEN DES AVAUX, *Description de l'Abbaye de la Trappe*, Paris 1689.
- FERGUSON (Alexander), *Major Fraser's Manuscript*, Edin. 1889.
- FLEMING (D. H.), *Patrick Walker : Six Saints of the Covenant*, London 1901.
- FOLEY (Henry), *Records of the English Province of the Society of Jesus*, London, 1875-77-83.
- FORBIN (comte de), *Mémoires*.

- FORDUN (Johannis de), *Scotichronicon*.
- FOXCROFT (H. C.), *A Supplement to Burnet's « Hist. of his own Times », etc.*, Oxford 1902.
- FRASER (William), *The Annandale Family Book of the Johnstones*, Edin. 1894.
The Cartulary of Cambuskenneth, 1892.
The Book of Carlawerock, 1873.
The Chiefs of Colquhoun, 1869.
The Earls of Cromartie, 1876.
The Red Book of Grandtully, 1868.
The Chiefs of Grant, 1883.
The Melvilles, Earls of Melville and the Leslie's, etc., 1890.
The Red Book of Menteith, 1880.
- GODWIN (William), *Memoirs of the Life of Simon Fraser Lord Lovat, etc.*, London 1797.
- GRAEME (Louisa G.), *Or and Sable, a Book of the Graemes and Grahams*, Edin. 1903.
- GRANT (Alexander), *The History of the University of Edinburgh, etc.*, London 1884.
- GRANT (James), *The Seafield Correspondence (1685-1708)*, Edin. 1912.
- GROOME (Francis H.), *Ordnance Gazetteer of Scotland*, 1903.
- GUILHERMY (Roch François, baron de), *Inscriptions de la France*, 1873-83.
- HAILE (Martin), *James Edward Francis Stuart*, 1907.
Queen Mary of Modena, 1905.
- HAILES (Lord), *Memorials of the Reign of Charles I.*
- HAMILTON (Antoine), *Œuvres*, édition A. A. Renouard, Paris 1812-13.
- HEAD (F. W.), *The Fallen Stuarts*, Cambridge 1901.
- HERKLESS (John) and Robert KERR HANNEY, *The College of St. Leonard*, Edin. and London 1905.
- HISTORICAL MSS. COMMISSION :
- Mss. of Col. James Mc. Donall of Logan, at Logan, Wigtonshire.*
Mss. of Mr. and Mrs. Maxell Witham.
Mss. of the M. of Ormonde preserved at Kilkenny Castle.
Muniments of the Hon. Henry Constable Maxell Stuart of Traquair, at Traquair House (Peebles).
Papers of Stirling-Home Drummond Moray, Esq. of Blair-Drummond.
Mss. of the Duke of Hamilton.
Mss. of the Duke of Leeds at Hornby Castle, Yorkshire.
Mss. of the Duke of Buccleuch and Queensberry preserved at Drumlanrig Castle.
Mss. of the Duke of Athole and Earl of Home.
Mss. of the Earl of Mar and Kellie at Alloa House.
Mss. of the Duke of Portland at Welbeck.
Mss. of the Earl of Cowper at Melbourne Hall.
Mss. of the Marquis of Bath at Lengleat, Wiltshire.
Mss. of J. Hope Johnstone Esq.
Mss. of the Earl of Egmont.
Calendar of Stuart Papers (at Windsor Castle).
Laing Mss. (1914).
- Jacques II, *Mémoires* : « Collection des mémoires relatifs à la Révolution d'Angleterre » publiés par M. Guizot, tomes XXII à XXV.
- JADART (Henri), *Notice sur la famille de Dom Thierry Ruinart*, 1886.

- JERDAN (W.), *Letters from James Earl of Perth*, Camden Society, London 1845.
- JOHNSTON (G.P.), *Catalogue of Books and Mss. at Drummond Castle*, Edin. 1910.
- KER (John) of Kersland Esq., *The Memoirs of...*, London 1717.
- KIRK (Thomas), *A modern Account of Scotland* (vol. VI de la *Harleian Miscellany*).
- KIRK (Thomas) and Ralph THORESBY, *Tours in Scotland*, edited by P. Hume Brown, Edinburgh 1892.
- KLOPP, *Fall des Hauses Stuart*.
- LAING (David), *Various Pieces of Fugitive Scottish Poetry...*, Edin. 1825.
- LAMONT (John) of Newton, *The Diary of... (1649-1671)*, Edin. 1830.
- LANG (Andrew), *History of Scotland*.
Sir G. Mackenzie of Rosehaugh, London 1909.
- LART (C. E.) *The Parochial Registers of Saint-Germain-en-Laye*, 1910.
- LAUDER (Sir John) of Fountainhall, *Historical Notices of Scottish Affairs*, 1848.
Historical Observes, 1840.
Chronological Notes of Scottish Affairs, 1822.
The Decisions of the Lords of Council and Session, 1759-61.
- LAVALLÉE (Théophile), *Correspondance générale de M^{me} de Maintenon*, 1865-66.
- LAVISSE (E.), *Histoire de France*, tome VIII.
- LEDIEU (abbé), *Mémoires et Journal*, 1856-57.
- LEGOUIS et CAZAMIAN, *Histoire de la Littérature Anglaise*, Paris 1924.
- LEITH (W. Forbes), *Memoirs of Scottish Catholics*, 1909.
- Leven and Melville Papers*, Bannatyne Club, 1843.
- LINDSAY (A. W. C.), *Lives of the Lindsays*, Wigan 1840.
Memoirs touching the Revolution in Scotland, by Colin, Earl of Balcarres, Bannatyne Club, 1841.
- LINGARD (J.), *History of England, traduction française*, Paris 1833.
- LOCKHART (G.), *The Lockhart Papers (1702-1715)*, London 1817.
- LUPTON (J. H.), *Archbishop Wake and the Project of Union between the Gallican and the Anglican Churches*, London 1896.
- LUTTRELL (Narcissus), *A brief historical Account of State Affairs (September 1678 to April 1714)*, 1857.
- MACAULAY, *History of England*, édition Tauchnitz, Leipzig, 1849.
Critical and Historical Essays, Leipzig 1850.
- MAGGIBBON (David) and Thomas Ross, *The Castellated and Domestic Architecture of Scotland from the 12th to the 18th century*, Edin. 1887.
- MACKENZIE (G.), *Memoirs of the Affairs of Scotland*, 1831.
- MACKENZIE (William Cook), *Simon Fraser, Lord Lovat*, London 1908.
- MACKY (John), *Memoirs of the Secret Services of...*, London 1733.
- MACPHERSON (James), *Original Papers*, 1775.
History of Great Britain.
- MACRAY (W. D.), *Correspondence of N. Hooke*, Roxburgh Club 1870.
- MAIDMENT (James), *The Chronicle of Perth*, 1831.
- MALCOLM (David), *Genealogical Memoir of the House of Drummond*, 1808.
- MATHIESON (W. L.), *Politics and Religion in Scotland (1550-1695)*, Glasgow 1902.
- MAXWELL (Herbert), *Official Guide to... Holyroodhouse*, Edin. 1908.
- Mercure*, août 1703.
- Mercure Galant*, septembre 1703.
- Mercure Historique et Politique (1677 à 1716)*.

- MORONI (Gaetano), *Dizionario di erudizione storico-ecclesiastica*, Venezia MDCCCXL.
- MOURRET (abbé F.), *Histoire Générale de l'Eglise*.
- MURDOCH (Rev. Alex. D.), *The Loyall Dissuasive and other Papers... by Sir Aeneas Macpherson (1691-1705)*, Edin. 1902.
- MURRAY (John), 7th Duke of Atholl, K. T., *Chronicles of the Atholl and Tullibardine Families*, Edin. 1908.
- MUSGRAVE (W.), *The Secret History of Colonel Hooke's Negotiations*, 1760.
- NAPIER, *Memoirs of Montrose*.
- NAPIER (Mark), *Memorials and Letters on John Graham of Claverhouse*, 1859.
- NICOLL (John), *A Diary of Public Transactions and other Occurrences, chiefly in Scotland (1650-1667)*, Edin. 1836.
- PENNANT (Thomas), *A Tour in Scotland*, London 1772.
- Perth (Memoir of John, 2nd Earl of)*, Miscellany of Spalding Club, 1842.
- PHILOPATRIS (A. M.), *Scotiae Indiculum*, London 1682.
- Political Tracts 1679-1710*.
- PRÉCLIN (E.), *L'Union des Eglises gallicane et anglicane. Une tentative au temps de Louis XV*, Paris 1928.
- Proceedings of the House of Lords concerning The Scottish Conspiracy, etc.*, London 1704.
- RANKINE (Alexander), *Memoirs of the Chevalier de Saint-George*, 1885.
- RÉBELLIAU (A.), *Bossuet historien du Protestantisme*, 3^e édition.
- Records of the Scots Colleges at Douai, Rome, etc.*, New Spalding Club, 1916.
- Recueil Tournouër*.
- Register of the Privy Council of Scotland* (partie imprimée).
- Relation de ce qui s'est passé en la Cong. des Chan. Rég. de France, etc.*, année 1687. (Bibl. Sainte-Geneviève, Paris, Réserve Z, 943 in-4°).
- Relation de la Vie et de la Mort du Frère Alexis, etc.*, Paris 1705.
- Revue des Deux Mondes*, 15 février 1929.
- Revue des Questions Historiques*, juillet et octobre 1905.
- ROGERS (Rev. Ch.), *History of the Chapel Royal of Scotland*, Edin. 1822.
- RUINART (Dom Thierry), *Abrégé de la Vie de Dom Jean Mabillon*. Paris 1709.
- Saint-Germains (The Exiles at)*, Journal de lady Ogilvie publié en 1874.
- SAINT-SIMON, *Mémoires*, édition Boislisle.
- Satire against Scotland (1647)*, Miscellany of the Abbotsford Club, vol. I.
- SCOT (G.) of Pitlochrie, *The Model of the Government of East New Jersey in America*, Edinburgh 1685.
- SCOTT (Sir Walter), *Tales of a Grandfather*, London, G. Routledge and Sons.
- SETON (G.), *A History of the Family of Seton*, 1896.
- SÉVIGNÉ (Lettres de M^{me} de), *Les Grands Ecrivains*, Paris 1862.
- SHARPE (C. K.), *Letters of J. Earl of Perth*, édition ébauchée des lettres à la comtesse d'Errol : les trois premières lettres et le début de la quatrième.
- SHIELD (A.) and A. LANG, *The King over the Water*, London 1907.
- SIBBALD (Sir Robert), *Remains of Sir Robert Sibbald*, 1837.
- The Autobiography of Sir Robert Sibbald, M. D.*, Edin. 1838.
- SMOLLETT (Tobias), *Travels through France and Italy*, London 1766.
- SOURCHES (L. Fr. du Bouchet, marquis de), *Mémoires*, 1882-93.
- SPALDING, *Memorials of the Troubles*.
- Spalding Club Miscellany*, vol. II et V.
- Statistical Account of Scotland*, vol. X.
- STORY (R.H.), *William Carstares*, London 1874.

- STRATHMORE (Earl of), *Book of Record*.
Stuart Papers, 2 vols., 1889.
Tablet (The), 21 décembre 1929.
- TASSIN (Dom), *Histoire Littéraire de la Congrégation de Saint-Maur*,
Bruxelles et Paris, 1770.
- TERRY (Ch. Sanford) M. A., *Catalogue of Publications of Scottish Historical*
and kindred Clubs, 1909.
John Graham of Claverhouse, London 1905.
The Scottish Parliament, etc. (1603-1707), Glasgow 1905.
- TORCY (Marquis de), *Mémoires*.
- TYTLER, *History of Scotland*.
- URBAIN (Ch.) et E. LÉVESQUE, *Correspondance de Bossuet*.
- UZUREAU (Chanoine F.), *Andegaviana*, 25^e série, Angers 1927.
- VALÉRY (M.), *Correspondance inédite de Mabillon et de Montfaucon avec*
l'Italie, Paris 1846.
- VANEL (J.-B.), *Les Bénédictins de Saint-Maur à Saint-Germain-des-Près*,
Paris 1896.
- VILLARS, *Mémoires du Maréchal de...*, publiés par le marquis de Vogüé,
Paris 1889.
- VILLIEN (Antonin), *L'Abbé Eusèbe Renaudot*, Paris 1904.
- WENDOVER (Rogeri de), *Chronica, sive Flores Historiarum*.
- WIGORNIENSIS (Florentii), *Chronicon ex Chronicis*.
- WILLCOCK (John), *A Scots Earl in Covenanting Times*, Edin. 1907.
- WISHART, *Memoirs of Montrose*.
- WODROW (Rev. Robert), *History of the Sufferings of the Church of Scotland*,
composée en 1721-1722, publiée en 1829-1830.
Analecta, 1842-43.
-

UN CONVERTI DE BOSSUET
JAMES DRUMMOND, DUC DE PERTH
1648-1716

Première Partie
En Ecosse

CHAPITRE I

Les Origines et la Naissance de James Drummond
L'Enfance et le Milieu familial

Les ancêtres : de Maurice le Hongrois au premier lord Drummond. La construction du château. Le premier comte de Perth. Le deuxième comte de Perth et l'embellissement du château. « Le malheur des temps » : le prisonnier de Philiphaugh ; « être ou ne pas être ». La naissance de James et l'année 1648 en Ecosse. Situation de la famille : le grand-père ; le père et les raisons de son existence obscure. Les cromwelliens au château de Drummond. Impressions d'enfance de James et de son frère. La mère : son éducation, son caractère et sa mort prématurée. La Restauration et les vains efforts du père pour se faire indemniser. Son caractère d'après sa correspondance.

Une tradition transmise de père en fils, et qui vient se greffer sur les récits des vieux chroniqueurs, fait commencer l'histoire des Drummond un peu à la façon d'une épopée.

En l'an 1067, les Saxons, fuyant la cruauté de Guillaume le Conquérant, remontent vers l'Ecosse. Un navire, que secouent les flots irrités de la Mer du Nord, emporte tout ce qui reste de la famille royale saxonne : le prince Edgar Atheling, sa mère Agathe, et ses deux sœurs Marguerite et Christiane. Poussés par la tempête dans le large estuaire du Forth, les fugitifs sont contraints d'aborder à un point de la côte

qui s'appellera plus tard *St. Margaret's Hope*, du nom de la sœur aînée d'Edgar, que l'Eglise devait canoniser (1).

Le prince qui règne alors sur l'Ecosse est Malcolm III, dit Canmore, l'un des deux fils du roi Duncan. Il accueille ces malheureux avec bonté ; et bientôt, la grâce et la douceur de la princesse Marguerite, que son infortune rend plus touchante encore, agissant sur son cœur, il s'éprend d'elle, l'épouse, et en fait la reine d'Ecosse (2).

Or, d'après la tradition des Drummond, le navire saxon aurait été commandé par un gentilhomme hongrois, de sang royal, nommé Maurice. Qui est ce Maurice, et comment se trouve-t-il là ? Sa présence, nous dit-on, s'explique assez naturellement ; car il est le proche parent d'André I^{er}, roi de Hongrie, près de qui s'est jadis réfugié le prince saxon, Edouard le Proscrit, banni d'Angleterre par Canut. C'est en Hongrie qu'Edouard a épousé la princesse Agathe et que sont nés ses trois enfants, Edgar et ses sœurs ; et lorsque plus tard lui et les siens ont été rappelés en Angleterre par Edouard le Confesseur, Maurice et plusieurs autres gentilhommes hongrois ont été désignés pour les accompagner (3).

On dit parfois que l'ingratitude est le péché des rois ; il serait aussi vrai de dire que c'est celui des sujets. Ce ne fut pas en tout cas celui du roi Malcolm et de sa jeune épouse ; car tandis que celle-ci donnait en mariage à Maurice l'une de ses filles d'honneur, le roi lui concédait de vastes terres dans les comtés de Dumbarton et de Stirling, et le nommait Sénéchal de Lennox. Puis, pour perpétuer le souvenir du service que lui avait rendu l'habile navigateur, il lui conférait un blason et lui faisait prendre un nom, tous deux également significatifs. Le blason portait : trois barres onnées de gueules sur champ d'or, avec la devise *Gang Warily*, « Va prudemment ». Quant au nom de Drummond, ce serait celui du navire, le *Dromond*, que commandait Maurice, ou, plus probablement, celui d'une terre du comté de Stirling, *Drymen* ou *Drummane* ; et ce dernier nom aurait, outre son sens propre

(1) Biblioth. Nat., *Dossiers Bleus*, n° 243, fol. 43, et aussi *Acta Sanctorum, mensis Junii*, II, 319-320.

Pour les vieux chroniqueurs, voir : *Florentii Wigorniensis Monachi Chronicon ex Chronicis*, II, 2 ; *Rogeri de Wendover Chronica, sive Flores Historiarum*, II, 2 ; *Johannis de Fordun Scotichronicon*, II, 410-413.

(2) Roger de Wendover relate ce mariage et précise par ailleurs (*loc. cit.*) que c'est en voulant regagner la Hongrie, où il était né, qu'Edgar Atheling fut forcé par la tempête d'aborder en Ecosse.

(3) Cf. Henry Drummond, *History of Noble British Families*, London 1842-46, vol. II, article *Drummond*, pp. 1-3, et aussi : Louis Felberman, *The Hungarian Descent of St. Margaret of Scotland*, 1912, p. 40.

de « haute crête », un sens figuré, celui de « haute vague » par allusion aux dangers de la navigation périlleuse du *Dromond*.

Quoi qu'il en soit, Maurice Drummond, premier du nom, devait passer en Ecosse tout le reste de sa vie, c'est-à-dire vingt-sept ans. Il fut tué en 1093, à la bataille d'Alnwick, en même temps que son roi et le fils aîné de ce dernier, le prince Edouard.

Il laissait deux fils, dont l'aîné, Malcolm, en eut également deux. Et ainsi, sur la demeure encore bien modeste sans doute de la terre de Drymen, les années et les siècles passèrent, et les Drummond succédèrent aux Drummond.

Au début du quatorzième siècle, sir Malcolm Drummond fut un de ceux qui luttèrent pour l'indépendance de leur pays, avec le fameux et vaillant Robert Bruce, devenu ensuite roi d'Ecosse, sous le nom de Robert I^{er}. Après la célèbre journée de Bannockburn, où, le 24 juin 1314, les 30.000 Ecossais de Bruce triomphèrent des 100.000 Anglais d'Edouard, il se vit octroyer, en récompense de ses bons et loyaux services, plusieurs terres du comté de Perth. C'est alors également, du moins on le suppose, que furent ajoutées à ses armes les « chausse-trappes », qui auraient été préparées à son instigation, et où vint s'empêtrer la cavalerie du roi Edouard.

Avec son petit-fils, sir John Drummond, nous voyons à la fois grandir le nom et s'arrondir le domaine : c'est d'abord, sur la proposition du roi David II et en échange de plusieurs terres du comté de Dumbarton, l'acquisition d'autres propriétés plus importantes dans le comté de Perth ; c'est ensuite le mariage de sir John, avec Marie, fille aînée et co-héritière de sir William de Montifex, qui fit passer dans sa famille les terres de Cargill et de Stobhall, et le château du même nom, où les Drummond fixèrent désormais leur résidence.

Par ailleurs, en 1357, leur fille Annabella épousait John, fils aîné du roi d'Ecosse Robert II, le premier des Stuarts ; et quand, en 1390, John succédait à son père sous le nom de Robert III, Annabella devenait reine d'Ecosse. Elle mourut en 1401, laissant deux fils, David duc de Rothesay, et celui qui fut Jacques I^{er}. Et c'est ainsi que, par elle, la famille de Drummond fut alliée à celle, aussi célèbre qu'infortunée, des Stuarts.

En 1487, le 29 janvier, sir John Drummond de Cargill et Stobhall fut élevé à la pairie, avec le titre de lord Drummond, par le roi Jacques

IV dont il était l'ami. Il siégea au Parlement comme conseiller privé du roi et fut grand justicier du royaume d'Ecosse (1).

Ce fut lui aussi qui derechef changea le lieu de sa résidence devenue trop modeste pour un gentilhomme de son rang. Ayant acheté, la même année 1487, une propriété dans la vallée de l'Earn, il y fit bâtir en 1493, le château de Drummond, destiné dans sa pensée à remplacer la vieille maison de Stobhall comme siège de la famille.

Hardiment perché au sommet d'une colline rocheuse, d'où le regard plonge sur une des plus jolies vallées de l'Ecosse, le château primitif se composait d'un vaste donjon, de forme oblongue, mesurant quarante-trois pieds de long, sur trente-sept pieds de large. L'entrée se trouvait au premier étage, d'où un étroit escalier, pratiqué dans les dix pieds d'épaisseur de la muraille, descendait au sous-sol voûté. Un autre escalier à vis, dans une tourelle en saillie, conduisait aux étages supérieurs. Le premier étage contenait la salle commune, et le second, la salle principale du château, où les fenêtres aux profondes embrasures étaient pourvues de sièges en pierre. Un troisième, et peut-être même un quatrième étage complétaient le bâtiment original (2).

C'était, comme on le voit, et selon le style des châteaux écossais de cette époque, beaucoup plus une forteresse qu'une maison de plaisance.

Le troisième lord Drummond, Patrick, qui mourut avant 1600, avait embrassé la religion réformée (3). Son fils, James, quatrième lord Drummond, devait profiter des circonstances qui, en 1603, firent de Jacques VI d'Ecosse, Jacques I^{er} d'Angleterre. Un long séjour en France, durant lequel il sut parfaire son éducation, lui permit de se distinguer à la cour de ce monarque. Et lorsque le comte de Nottingham, grand amiral d'Angleterre, se rendit en ambassade à la cour d'Espagne, lord Drummond l'accompagna. A son retour, il fut, par lettre patente du 11 février 1605, créé comte de Perth (4).

Quand il mourut, prématurément, en décembre 1611, il ne laissait, de son mariage avec lady Isabel Seton, qu'une unique fille, lady Jane.

(1) Pour tout ce qui précède, voir :

Biblioth. Nat., *Dossiers Bleus*, n° 243.

Douglas, *Peerage of Scotland*, vol. II, pp. 355 et suiv.

J. Balfour-Paul, *Scots Peerage*, vol. VII, à l'article *Perth*.

Thomas Pennant, *A Tour in Scotland*, London 1772, vol. II, p. 100.

(2) David Macgibbon and Thomas Ross, *The Castlled and Domestic Architecture of Scotland from the 12th to the 18th century*. Edinburgh 1887, vol. I, pp. 285 et 286.

(3) *Mag. Sig.*, Lib. XXXV, n° 474, cité par Douglas.

(4) Le *Memoir of John 2nd E. of Perth*, dans *The Miscellany of the Spalding Club*, Aberdeen 1842, vol. II, p. 393, donne comme date de la patente : « *Apud palatium nostrum de Whithall undecimo die mensis Februarii 1605, et regnorum nostrorum 38° et secundo, magnun sigillum appositum* ».

Ce fut donc son frère, John, qui lui succéda comme deuxième comte de Perth.

Né vers 1584, ce dernier n'avait pas trente ans. A l'instar de son frère, il avait séjourné assez longtemps en France. Ayant quitté l'Ecosse à la fin de 1603, il avait, après un long et pénible voyage entrepris au cœur de l'hiver, réussi à atteindre Bordeaux, où il était resté trois ans. Puis il était allé à Toulouse, qui lui parut « une belle ville », et où il suivit pendant un an les cours publics de droit, « la seule matière », avoue-t-il, « où il comprit quelque chose ». Enfin il avait gagné Paris, « où il y avait plus de choses à voir que dans tout le reste de la France, parce que le roi et la cour y habitaient ». C'est là qu'un jour de mai de l'an 1610, en compagnie de plusieurs autres gentilshommes écossais, il assistait émerveillé au couronnement de Marie de Médicis, à Saint-Denis, et que le lendemain la nouvelle de l'assassinat du roi Henri, le plongeait dans l'étonnement. Et il trouve « étrange et remarquable qu'il ait pu se produire en si peu de temps deux événements si contraires » (1).

En août de cette même année 1610, il reprenait le chemin de l'Ecosse, quittant ce royaume de France où se voyaient de si étranges contradictions, et où il avait, entre autres choses, appris à vivre de peu ; car, depuis la mort du père, c'était son frère qui tenait les cordons de la bourse, et comme, en bon Ecossais, il était assez peu prodigue de ses deniers, il ne lui avait servi, durant toutes ces années, qu'une bien maigre pension. John le note dans ses mémoires, non sans une pointe d'amertume (2).

Devenu à son tour chef de la maison de Drummond, il épousait en 1613 lady Jane Ker ; et bien que celle-ci mourût neuf ans plus tard, et qu'il n'eût alors que trente-huit ans, il ne se remaria point, mais se consacra tout entier à l'administration de son domaine et à l'éducation de ses six enfants. Puis, quand ceux-ci eurent grandi, il envoya, selon l'usage, ses deux fils aînés en France, confia ses filles à sa belle-sœur, lady Roxburgh, et se mit en devoir d'agrandir sa demeure.

Il sut alors, tout en restant prudent et économe dans l'usage de sa fortune, engager les dépenses que l'élévation de son nom à un titre supérieur rendait nécessaires ; car le vieux donjon du quinzième siècle, dont la masse déjà imposante pouvait suffire à abriter les prétentions d'un lord Drummond, était un cadre trop restreint pour la dignité d'un comte

(1) *Memoir of John 2nd E. of Perth*, pp. 394 et 395.

(2) « *I went to France on a verie meane allowance* ».

de Perth. Sous l'impulsion de son nouveau maître, la vieille forteresse grandit, et se transforma ; elle devint une demeure somptueuse, digne d'un nom qui s'était transmis de père en fils depuis près de six cents ans, digne d'une famille dont le nombre de vassaux n'avait pas son égal en Ecosse (1).

Le deuxième comte de Perth semble bien avoir eu conscience de tout ceci, et avoir senti que sa famille n'avait pas encore atteint le degré où elle pouvait prétendre. Gentilhomme instruit, probe et intègre, et d'une grande bienveillance à l'égard de ses amis, il eût pu, à l'exemple de son frère, se distinguer au service du roi, et peut-être même enrichir son nom de quelque nouveau titre, si, comme tant d'autres avec lui, il n'avait été victime de ce qu'il est convenu d'appeler « le malheur des temps ».

Or, au moment où ces travaux s'accomplissent au château de Drummond, l'Ecosse va entrer dans une des phases les plus violentes de son histoire.

En fait, depuis le bouleversement de la Réforme en 1559, l'Eglise et l'Etat y sont en guerre, tantôt ouverte, tantôt sourde, mais continue, et c'est à qui dominera l'autre. Pourquoi cela ? Parce que, contrairement au clergé catholique, que le Parlement et les rois d'Ecosse tenaient plus ou moins en tutelle, le nouveau clergé presbytérien, invoquant la primauté du pouvoir spirituel, prétend confisquer à son profit le pouvoir temporel. La *Kirk* (2), comme on l'appelle, veut régner en Ecosse, à la manière du calvinisme à Genève, et elle accroît sans cesse ses prétentions, jusqu'à faire penser (et ceux qui le pensent ne se trompent point) « qu'elle vise à instituer une théocratie, où les prédicants seront les interprètes de la volonté divine » (3). Et comme l'Etat ne se laisse pas faire, c'est la guerre entre le roi et le prédicant.

Mais dans cette lutte qui, en 1638, avec la signature du *Covenant*, va prendre une acuité singulière, quelle est l'attitude des Drummond ?

Tirailés entre deux sentiments opposés : d'un côté, leur attachement profond, traditionnel, presque familial à la cause des Stuarts ; de l'autre, un ralliement, où il entre plus de contrainte que de conviction, à la cause des covenantaires, ils nous offrent un spectacle assez curieux. D'abord, une période d'hésitation où nous voyons les deux fils

(1) Ramsay, *Scotland and Scotsmen*, II, 50, cité par G. Seton dans *A History of the Family of Seton*, Edinburgh 1896, I, 208, en note.

(2) C'est le nom spécifique de l'Eglise presbytérienne d'Ecosse, en tant que différente de l'Eglise anglicane, ou de l'Eglise épiscopaliennne écossaise.

(3) Andrew Lang, *Sir George Mackenzie*, London 1909, p. 12.

du comte de Perth combattre, le cadet pour et l'aîné contre le roi (1), hésitation explicable sans doute, mais cependant fâcheuse, puisque, même à des yeux bienveillants, elle peut paraître dictée par le souci de se ménager des amitiés dans les deux camps (2). Puis, lorsque la cause du roi semble décidément l'emporter, nous voyons l'aîné voler, comme on dit, au secours de la victoire, et, par une ironie du sort qui ressemble assez à un châtiment, arriver juste à point pour être englobé dans la défaite !

Cette défaite est celle de Philiphaugh, où après une série de victoires, Montrose se laisse surprendre à son tour dans le brouillard d'une matinée de septembre. Il réussit à s'échapper, mais lord Drummond est fait prisonnier. Conduit d'abord au château d'Edimbourg où il reste trois mois en prison, il est, le 16 décembre 1645, transféré à Saint-Andrews (3).

La férocité du clergé puritain, d'autant plus furieux qu'il avait eu plus peur, s'y manifeste ouvertement.

Aussi quand, le 16 janvier, ordre est donné de transporter la sinistre *Maiden* (4) de Dundee à Saint-Andrews ; quand, le 20 janvier, après « un jeûne solennel et deux sermons dans la matinée », on procède aux premières exécutions ; quand surtout, deux jours plus tard, un jeune homme de dix-neuf ans, William Murray, le frère du comte de Tullibardine, beau-frère de lord Drummond (5), est impitoyablement exécuté, notre prisonnier doit-il se dire que la distance qui le sépare encore du fatal couperet diminue d'une façon inquiétante.

Son tour vient enfin de comparaître devant les juges. Il est inculpé d'avoir combattu au service du roi ; s'il est condamné, c'est la mort. Mais on fait valoir des circonstances atténuantes, et il s'en tire avec la vie sauve, moyennant paiement d'une amende de 30.000 livres écossaises (6).

« Être ou ne pas être », telle était alors la question pour lord Drummond, et pour le fils qui allait naître de lui ; et il s'en est fallu

(1) A Tippermuir. Cf. Wishart, *Memoirs of Montrose*, chap. V. pp. 75 et 79 ; Napier, *Memoirs of Montrose*, vol. II, pp. 427 et 429.

(2) J. Lingard, dans son *Histoire d'Angleterre* (traduction d'Amédée Pichot, Paris, 1833, tome XIV, pp. 154-155) note que cette attitude contradictoire des membres d'une même famille dans les questions politiques était de tradition en Ecosse : « Dans le Parlement, selon l'ancienne politique de plusieurs familles, si le père parlait pour la cour, le fils se plaçait dans les rangs de l'opposition ».

(3) *Acta Parl. Scot.*, VI, Part I, p. 488, et VII, Appendix, p. 97.

(4) « La Vierge », nom donné à l'espèce de guillotine grossière alors en usage en Ecosse.

(5) La sœur cadette de lord Drummond, Lillias, avait épousé le 3 juin 1643, James, lord Murray of Gask, fils aîné de Patrick, lord Tullibardine.

(6) *Acta Parl. Scot.*, VII, Appendix, p. 97.

de bien peu, somme toute, que sa fidélité à la cause royale ne lui ait été aussi funeste qu'elle avait été lente à se manifester.

Cependant, le voilà libre ; il peut retourner près de sa jeune femme, Anne Gordon, qu'il a épousée le 6 novembre 1639 (1), et dont il n'a eu jusqu'ici qu'un fils, John, lequel n'a pas vécu. Le 30 septembre 1646, une fille lui naît ; malheureusement, elle a le même sort que son fils John : elle meurt presque aussitôt. Aussi lorsque, le 7 juillet 1648, vers midi, le petit James paraît à son tour (2), la question qui se pose tout naturellement à l'esprit est : vivra-t-il ?

Et puis, n'était-ce point jouer de malheur, pour un fils de royaliste, que de naître en Ecosse, en l'an 1648 ? En fait, et au moment où paraissait notre héros, la cause des Stuarts n'était pas en si mauvaise posture. Le 8 juillet, au lendemain même de la naissance de James, le duc de Hamilton franchissait la frontière anglaise à la tête d'une armée de 10.000 hommes, que le Parlement écossais envoyait au secours du roi. C'était l'armée de l'*Engagement*, c'est-à-dire du traité d'alliance conclu entre Charles I^{er} et le Parlement d'Edimbourg, et aux termes duquel le dit Parlement s'engageait à rétablir le roi par la force des armes.

Malheureusement, l'armée que l'on jetait ainsi à la bataille, pour calmer l'impatience des royalistes anglais, était loin de ce qu'elle aurait dû être. « Maigrement approvisionnée en munitions, elle n'avait pas un seul canon de campagne, et sa cavalerie, quoique nombreuse et bien équipée, manquait tout à fait d'entraînement » (3). Mais surtout elle manquait de chef ; et alors que, pour lutter contre Cromwell, il eût fallu Montrose (4), il y avait le duc de Hamilton, lequel n'avait jamais su manœuvrer que sur le terrain politique, et, comme second, le comte de Callender, un vétéran qui s'improvisait général.

Dans ces conditions, il arriva ce qui devait arriver. Le défaut de cohésion d'une armée rassemblée à la hâte, multiplié par l'insuffisance stratégique de l'incapable Hamilton, permit à Cromwell d'en attaquer une fraction isolée dans la ville de Preston, le 17 août, et de la battre. Après quoi, ce fut le désordre d'une retraite précipitée, coupée de combats meurtriers, et avec des marches de nuit, sous le vent et la pluie, dans la boue et dans le sang, au terme de laquelle à Uttoxeter, le 25 août,

(1) Lord Drummond l'a noté lui-même sur la feuille de garde d'un *Book of Common Prayer* de 1638 (Bibliothèque de Drummond Castle).

(2) « *James born on fryday the seventh of Julie about 12 o'clock 1648* ». Sur la même feuille de garde.

(3) W. L. Mathieson. *Politics and Religion in Scotland*, Glasgow 1902, II, p. 92.

(4) Montrose avait reçu du roi, en juin 1646, l'ordre de licencier ses troupes. Le 3 septembre il voguait vers la Norvège, d'où par Hambourg il devait gagner Paris.

Hamilton fut obligé de se rendre avec ce qui lui restait de ses malheureuses troupes (1).

A la nouvelle du désastre de Preston, les fanatiques du sud-ouest de l'Ecosse, excités d'ailleurs par le clergé, se soulèvent et marchent sur la capitale, accomplissant ce que l'on a appelé le *Raid des Whiggamores* (2). Entrés à Edimbourg le 5 septembre, ils constatent qu'il n'y a plus de gouvernement : les hommes de l'*Engagement* ont fui ; la place est libre, ils s'installent. Rien de plus simple.

Le 4 octobre, Cromwell arrive avec son armée ; il est reçu en triomphateur. Lui, qui n'est pas dupe, obtient de ses alliés d'un jour qu'ils excluront désormais des emplois publics tous les partisans de l'*Engagement* ; et le 7, il part, non sans laisser le général Lambert et quelques solides régiments pour surveiller, sous prétexte de les protéger, ses bons amis les Whiggamores !

Et c'est ainsi que, grâce à cette alliance momentanée des presbytériens et des indépendants, l'an 1648 vit en Ecosse le triomphe de la *Kirk*.

Décidément, pour paraître en ce monde, le petit cousin des Stuarts, James Drummond, avait mal choisi son heure.

Mais si, en 1648, la situation de l'Ecosse n'est pas brillante, celle de la famille où James vient de naître ne l'est guère plus.

Quels sont alors les habitants du château de Drummond ?

Il y a d'abord le grand-père, John Drummond, deuxième comte de Perth. Nous l'avons vu naguère, animé d'une noble ambition et confiant dans les destinées de sa famille, transformer et enrichir sa demeure seigneuriale. Mais aujourd'hui, c'est un vieillard de soixante-dix ans, que les soucis accablent et qui, tout en se fortifiant par des maximes stoïciennes (3), voit, avec le regret que l'on devine, sa maison décliner un peu plus chaque jour.

Les lettres qu'il écrit alors à son fils cadet, l'honorable John Drummond, lequel est à Londres, et où il gémit souvent sur son impécuniosité, nous révèlent les traits de son noble caractère. Ce n'est pas seulement un vieillard que l'adversité a rendu circonspect, et qui conseille à son fils la prudence en politique ; c'est encore un père qui a le souci de la bonne conduite de ses enfants, et un chrétien convaincu

(1) En mars 1649, il devait être jugé et décapité par le Parlement anglais pour le rôle qu'il avait joué dans l'*Engagement*.

(2) Ce nom de *Whiggamore*, d'où est venu *Whig*, provient, dit-on, de *whiggam*, mot employé par les paysans de l'ouest de l'Ecosse pour encourager leurs chevaux.

(3) « *Nec cedo adversis rebus, nec crede secundis* ». Dans le *Memoir of John, 2nd Earl of Perth* déjà cité, p. 397.

pour qui Dieu et la religion ne sont pas de vains mots ; c'est par ailleurs un parfait honnête homme, qui ne conçoit pas que le souci de payer ses dettes ne prime point tous les autres ; et c'est enfin un lettré qui cite Horace et craint de voir son fils oublier son latin au cours de son existence dispersée (1).

Tel est le grand-père de James, et telle est aussi la situation difficile au milieu de laquelle il se débat, et avec lui son fils aîné.

Mais que devient celui-ci ? Faute de documents, on ne sait trop ce qu'il fait, ni ce qu'il pense alors. De 1648 à 1660, lord Drummond subit de ce fait une sorte d'éclipse ; et, si nous voulons nous faire une idée de son existence durant cette période, force nous est d'entrer ici dans le domaine de la conjecture et des probabilités.

Son aventure de Philiphaugh et ses émotions lors du jugement de Saint-Andrews l'ont-elles dégoûté de la vie militaire ? On serait tenté de le croire. Car, si le fait qu'il fut en 1654 frappé d'une amende de 5.000 livres par l'Acte de Grâce et de Pardon de Cromwell (2) semblerait indiquer qu'il avait pris part, cette année-là, au dernier soulèvement royaliste avec lord Lorne, Glencairn et W. Douglas, rien par ailleurs ne permet d'affirmer qu'en 1648 il ait fait partie de l'armée de *l'Engagement*. Il est probable qu'après avoir frisé la mort de si près, il n'a plus eu qu'un souci : celui de retourner,

« plein d'usage et raison,

Vivre entre ses parents le reste de son âge ».

Il ne saurait être question du reste d'occuper un emploi public quelconque. Le Parlement qui s'assemble à Edimbourg le 4 janvier 1649, ne comprend que des Whiggamores, et il est entièrement dominé par l'élément le plus fanatique du clergé presbytérien. Son premier acte est d'écarter à jamais de toute fonction publique quiconque a favorisé la rébellion de Montrose.

Puis, à l'exemple du Parlement anglais, celui d'Ecosse procède à une épuration sanglante : à Edimbourg comme à Londres, sous le couperet comme sous la hache, les têtes tombent. Le 30 janvier 1649, Charles I^{er} est décapité à Whitehall ; en mars, c'est le duc de Hamilton (3) ; le 23 du même mois, le marquis de Huntly, beau-père de lord Drummond, est exécuté à Edimbourg, comme « assassin », pour avoir provoqué quelques soulèvements royalistes, sans grande importance d'ailleurs. Enfin l'année

(1) Cf. William Fraser, *The Red Book of Grandtully*, 1868, vol. II, pp. 142 à 146.

(2) John Nicoll, *A Diary of Public Transactions and other Occurrences, chiefly in Scotland (1650-1667)*, Edinburgh 1836, pp. 125 et 126.

(3) Cf. la note (1) de la page 9.

suivante, le 20 mai 1650, le grand Montrose, bête noire des covenantaires, tombe en leur pouvoir, après une suprême et malheureuse tentative dans le nord de l'Ecosse. Il meurt comme il a vécu, en héros, triomphant de ses ennemis jusque dans sa mort, que ceux-ci auraient voulu rendre ignominieuse, mais que son mâle courage et sa noble dignité ont faite plus belle encore que sa vie.

On comprend que, dans ces conditions, lord Drummond ait jugé qu'il valait mieux rester dans l'ombre, et essayer de vivre en paix chez soi.

Mais pourra-t-il vivre en paix chez lui ? Non ; car voici que bientôt l'Ecosse va perdre son indépendance, et les Ecossais ne seront plus chez eux. Le 3 septembre 1651, Cromwell atteint à Worcester l'armée de Charles II, et, après une lutte opiniâtre, remporte une victoire complète et définitive. Charles s'enfuit en France ; c'est la fin de l'Ecosse comme royaume indépendant : la voilà, pour près de dix ans, rattachée à la République anglaise, sous la poigne de fer de Cromwell.

Et maintenant que l'Ecosse est conquise, les troupes cromwelliennes occupent tous les points principaux, et une garnison de soldats anglais s'installe au château de Drummond (1). Il faut céder la place au vainqueur ; lord Drummond et son vieux père, sa femme et ses deux enfants, dont l'aîné James, a quatre ans, et le cadet, John, guère plus d'un an, sont contraints de se réfugier dans la vieille maison de Stobhall.

Bizarrement située au sommet d'une étroite langue de terre qui domine la rive gauche de la Tay, sur le territoire de la paroisse de Cargill, à environ trente kilomètres au nord-est de Drummond, Stobhall (2) est, nous l'avons vu, l'ancienne résidence de la famille. C'est maintenant le vieux nid, délaissé jadis, où la couvée en détresse va s'abriter tant que durera la tempête, c'est-à-dire jusqu'à la Restauration, en 1660.

Les Drummond y vivent modestement, en réfugiés, « à demi ruinés *et agentes vitam precariam* », comme dit le grand-père (3). Celui-ci est toujours en proie aux mêmes soucis ; car les derniers événements n'ont pas amélioré sa situation financière, ni non plus la condition de ses « pauvres tenanciers livrés au pillage, et de leurs champs dévastés » (4).

Parfois cependant un événement heureux vient égayer cette existence diminuée, tel, en juillet 1654, le baptême de la petite Elisabeth,

(1) B. M. Add. Mss. 19254 (*Perth Correspondence*), fol. 110 : « ... à l'époque où une garnison d'Olivers nous déposséda de Drummond... ».

(2) Cf. *Statistical Account of Scotland*, vol. X, p. 1169 ; et Francis H. Groome, *Ordnance Gazetteer of Scotland*, p. 1525.

(3) *The Memoir of John 2nd E. of Perth*, déjà cité, p. 399.

(4) *Red B. of Grandtully*, II, p. 147.

filles de la comtesse de Tullibardine, à propos duquel celle-ci écrit à son frère John Drummond : « Tous vos amis d'ici ont été très gais et ont bu force rasades de bière et de vin à votre santé. My lord notre père était également très gai ; il avait bien voulu venir de Stobhall pour le baptême, et il était très content que ce fût une fille » (1).

Sur ces entrefaites, le temps passe, et les enfants grandissent. Se rendent-ils compte des difficultés avec lesquelles on est aux prises ? Evidemment non. Ils remarquent tout au plus que parfois le père, à qui ils ont posé une question, ne répond pas aussitôt et qu'il a le front soucieux ; ou encore c'est une caresse qu'ils mendient à leur mère, et que celle-ci leur donne distraitement, un peu froidement, leur semble-t-il, parce qu'elle est préoccupée par autre chose. Pour le reste, ils vivent dans une heureuse ignorance.

Et cependant il y a un fait que le petit James, qui est plus âgé, a dû remarquer et qu'il n'oubliera pas : c'est qu'on a été chassés du beau château de Drummond. Et il y a surtout une chose que, l'un comme l'autre, les deux petits frères savent parfaitement, d'abord parce qu'ils en surprennent l'écho dans les conversations, et ensuite parce que ceci, on n'a aucun motif de le leur cacher, mais au contraire plusieurs bonnes raisons de le leur faire connaître, c'est que le monde est divisé en deux classes de gens : d'un côté les bons, les loyalistes comme leur papa et leurs grands-papas, le comte de Perth et le marquis de Huntly, comme l'oncle John et comme Montrose surtout, le héros qui leur paraît si grand, et qu'ils admirent de tout leur petit cœur généreux ; de l'autre côté, les mauvais, les rebelles et les traîtres, le comte d'Argyle et ses Whiggamores, qu'on leur représente comme la cause de leurs malheurs, et l'ennemi, ce Cromwell qui a fait mourir le roi Charles, et tous ces « habits rouges » qui occupent le château de Drummond, et qu'ils apprennent à détester.

Le petit John, devenu le comte de Melfort, écrira un jour à la reine d'Angleterre : « Mes affections et mes préférences ont été formées par les récits de mes gouvernantes et par les conversations de mon entourage. J'ai été élevé dans la haine de la rébellion et des rebelles » (2). Quand on parle de ces choses, ils interrompent leurs jeux et tendent l'oreille ; leur visage d'enfant devient grave.....

Un jour, quand à leur tour ils seront au pouvoir, ils feront preuve d'un loyalisme intransigeant au service du roi, et on les accusera de

(1) *Red B. of Grandtully*, II, pp. 148-149.

(2) *Landsdowne MS.*, 1163. C., fol. 23.

complaisance et de servilisme ; ils se montreront d'une impitoyable sévérité dans la répression et le châtimement des rebelles, et on s'étonnera, on se scandalisera, on les taxera d'inhumanité et de férocité. Et nous serons alors tentés de dire : à qui la faute ? et qui donc avait commencé ?

Mais n'anticipons point. Aussi bien lord Drummond et ses fils n'ont pas encore épuisé la série de leurs malheurs ; un événement douloureux s'apprête, qui va les plonger dans le deuil.

Nous sommes aux derniers jours de 1655 ; il va y avoir seize ans qu'Anne Gordon, fille aînée du marquis de Huntly, a épousé lord Drummond. Avant son mariage, elle était allée avec sa mère passer plusieurs années en France, à la cour de Louis XIII, « où elle fut hautement estimée même de ceux qui se piquaient d'être les meilleurs juges du bel esprit ». A la cour d'Angleterre, où elle séjourna ensuite, sa conduite irréprochable n'excita pas moins l'admiration du roi et de la reine, et de tous les nobles. A Paris, comme à Londres d'ailleurs, elle avait plu à tout le monde par « son caractère gai, son maintien gracieux, sans orgueil ni vanité, et son aptitude naturelle à tous les nobles exercices du corps et de l'esprit » (1).

Là-dessus, on aurait tort de se la représenter comme une jeune personne un peu frivole, aimant le monde et les plaisirs ; car elle avait l'âme profondément religieuse. Spalding, son contemporain, va même jusqu'à nous la décrire comme « une puritaine rigoriste » (2), ce qui, du reste, nous paraît s'accorder assez mal avec le fait de son séjour prolongé à la cour de France, et avec le naturel enjoué qu'on lui reconnaît par ailleurs. Seulement, comme, dès avant son mariage, elle se conduisait en jeune fille foncièrement sérieuse et attentive à bien pratiquer tous ses devoirs religieux, comme, devenue épouse et mère de famille, elle ne cachait point ses préférences « pour un genre de vie calme et retirée, tout empreinte de piété et de vertu », elle a pu aux yeux de l'opinion passer pour une rigoriste, alors qu'elle n'était qu'une protestante convaincue.

Pour qui connaît les Gordon of Huntly, dont elle était la descendante, la question peut même se poser de savoir si, par hasard, elle n'aurait pas été catholique. Ses ancêtres l'étaient, de père en fils, jusques et y compris son grand-père, George Gordon, premier marquis de Huntly. Mais nous savons que le fils de ce dernier, George Gordon, deuxième marquis de Huntly, avait passé plusieurs années de sa jeunesse à la

(1) *Memoir of John 2nd E. of Perth*, p. 398, en note.

(2) *Spalding's Memorials of the Troubles*, 1, 240.

cour de Jacques I^{er}, lequel avait eu soin de le faire élever dans la foi protestante. Le père d'Anne était donc épiscopalien. Par ailleurs sa mère, lady Jane Campbell, fille aînée d'Archibald, septième comte d'Argyle, n'était, est-il besoin de le dire, rien moins que catholique. Il est donc moralement certain qu'Anne était elle-même protestante ; et c'est ce qui fait dire à David Malcolm, à propos de l'éducation première de notre petit James : « Il avait été, dès ses tous premiers ans, instruit dans la foi protestante par les soins de la plus tendre des mères » (1).

Mariée à lord Drummond, Anne Gordon fut, au témoignage de son beau-père, l'épouse modèle, « douce et soumise comme il se doit, et dont l'attachement à son mari grandissait chaque jour » (2).

Mais il y a une ombre au tableau, et c'est la santé de la jeune mère. Les angoisses par lesquelles elle avait dû passer durant les mois qui suivirent le désastre de Philiphaugh ; les émotions violentes qu'elle avait ressenties au cours de la guerre civile, en présence des horreurs et des cruautés dont son pays était alors le théâtre ; les regrets que lui avait causés la perte de trois enfants à peine nés, sans compter l'exécution de son père, le marquis de Huntly ; les soucis domestiques et le départ de Drummond ; les maternités nombreuses et rapprochées : tout cela avait ébranlé, puis miné sa santé.

Un dernier accouchement devait lui être fatal. Le 31 décembre 1655, elle donnait le jour à la petite Anne, et dix jours après, le 9 janvier 1656, avant d'atteindre sa quarantième année, elle mourait. Sa fin, telle que nous la raconte son beau-père, témoigne d'une force d'âme et d'une résignation peu communes. Il nous la montre faisant ses adieux à toute la maison, « avec autant d'assurance et de courage que si elle se préparait à partir pour un court voyage chez des amis ; puis se faisant amener ses jeunes enfants, les bénissant et les recommandant à Dieu, puisqu'elle ne serait plus là pour en prendre soin ». Mort admirable certes, mais, comme il dit, « plus heureuse pour celle qui s'en allait que pour ceux qu'elle laissait dans la détresse » (3).

Voici donc lord Drummond veuf à quarante et un ans, et voici surtout le petit James et son frère brusquement privés d'une présence encore si nécessaire, et d'une tendresse que rien ne saurait remplacer. Malgré cela, dans la vieille maison de Stobhall, où flotte maintenant le

(1) David Malcolm, *Genealogical Memoir of the House of Drummond*, 1808, p. 148.

(2) *Memoir of John 2nd E. of Perth*, loc. cit.

(3) *Ibidem*, p. 399, en note. Un détail qui prouverait encore, si c'était nécessaire, qu'Anne Gordon était protestante, c'est qu'elle est assistée, à ses derniers moments, par un ministre de cette religion.

fantôme léger de la morte, la vie continue. Et peu à peu le pieux souvenir s'efface, comme une fleur au papier du mur, à qui chaque journée qui passe enlève un peu de son éclat.

A cette œuvre de l'oubli, collaboreront d'ailleurs les événements qui vont surgir. Le 3 septembre 1658, au jour qui lui rappelait ses victoires de Dunbar et de Worcester, Cromwell meurt ; et neuf mois après, son faible fils et successeur, Richard, est déposé par le Rump, qu'il avait rétabli à l'instigation de l'armée. Mais, quand celle-ci, en octobre 1659, supprime le Rump à son tour, et le général Monk rassemble les troupes anglaises qui occupent l'Ecosse, et le 1^{er} janvier 1660, il franchit la Tweed. Le 26 février le Rump, qui avait été rétabli pour la deuxième fois le 27 décembre précédent, se dissout de lui-même, et le 25 avril le nouveau Parlement rappelle le roi Charles, qui débarque à Douvres le 25 mai.

Le départ des Anglais a libéré le château de Drummond, où la famille du comte de Perth peut enfin revenir. Dans quel état le retrouve-t-elle ? Ceux qui, en 1918, ont vu les châteaux abandonnés par leurs propriétaires, et où l'ennemi avait séjourné pendant plus de quatre ans, peuvent s'en faire une idée. Et ici l'occupation a duré près de dix ans !

La joie du retour n'est donc pas sans mélange ; mais enfin, on est heureux de se retrouver chez soi, heureux aussi et surtout d'être débarassés des *Olivers*, et de savoir le roi revenu à Londres.

Le grand souffle de joie, qui passe alors sur l'Ecosse entière, balaie pour l'instant toute préoccupation personnelle. Le 26 juin 1660, lord Drummond écrit à son frère John, toujours à Londres, une lettre où l'on sent l'allégresse percer entre les lignes ; et il termine par ces mots qui trahissent son impatience et sa curiosité : « Je compte recevoir de vous tout un volume... » (1).

Mais, la première effervescence une fois calmée, un désir, doublé d'un légitime espoir, ne tarde pas à se faire jour et à dominer tout le reste, celui d'être indemnisé de ses pertes. Et ici, lord Drummond est vite amené à faire une constatation aussi pénible pour lui que peu surprenante pour nous : c'est que la restauration de la royauté n'entraîne pas toujours, ni nécessairement, celle des royalistes !

L'affaire, à vrai dire, ne débute pas trop mal ; car il obtient d'abord que Charles II écrive au Parlement d'Edimbourg, le 2 janvier 1661, pour lui ordonner de faire un rapport sur les pertes subies par le comte

(1) *Red Book of Grandtully*, II, p. 152.

de Perth et son fils, au service du roi : « Nous sommes résolu », dit le monarque, « à les voir indemniser en quelque mesure pour leurs pertes et leurs souffrances » (1). Un long rapport est dressé en conséquence et publié dans les Actes du Parlement, à la date du 18 mars : il déclare que le montant des pertes s'élève à 154.979 livres, 6 shillings et 6 pence, monnaie d'Ecosse, ceci d'après un relevé établi par lord Drummond (2).

Or, dans une lettre du 8 avril, ce dernier dit à son frère que, pour activer les affaires, il va envoyer un extrait de ce relevé à Lauderdale, et lui proposer en même temps plusieurs moyens, dont on pourrait se servir pour l'indemniser ; et il prie John de se concerter avec le secrétaire d'Etat, afin que l'on aboutisse à quelque chose (3).

John Maitland, comte de Lauderdale, secrétaire d'Etat pour l'Ecosse près de la cour de Londres, est en effet l'homme tout-puissant qui, s'il le voulait, pourrait lui être du plus grand secours. Malheureusement, il ne s'en soucie guère, et c'est à tort que lord Drummond compte sur son intervention, comme d'ailleurs sur quelque initiative de la part de son frère John. Non que celui-ci se désintéresse de la détresse des siens, mais il est loin d'eux, et il a d'autres soucis en tête : il songe à se marier et à s'établir dans le sud de l'Angleterre ; et, en attendant, comme toute la jeunesse qui fréquente la cour, il s'amuse !

Aussi les jours se succèdent, et lord Drummond ne voit rien venir ; et, comme pendant ce temps la situation de sa famille devient de plus en plus critique, il finit par s'indigner. Il trouve étrange que tous ceux qui s'adressent au secrétaire d'Etat, finissent par en obtenir quelque chose, et que lui et quelques autres, à qui leur fidélité au roi a jadis valu l'épithète de *malignants*, soient précisément les seuls dont on ait l'air de se désintéresser (4).

Mais s'il s'indigne, il ne se révolte pas ; car il a le cœur trop haut placé pour se laisser détourner de son devoir par une déception, si amère qu'on la suppose. Fidèle il a été, et fidèle il sera, « et si ceci », dit-il, « doit continuer de passer pour un crime, je me réjouirai encore d'en être châtié et d'en souffrir » (5).

Pour le moment donc, lord Drummond est résigné à son triste sort ; mais sa résignation est celle du sage, du philosophe dans le malheur, qui, « malgré sa nature ambitieuse, sait fermer les yeux sur l'avance-

(1) *Acta Parl. Scot.*, VII, Appendix, p. 13.

(2) *Ibidem*, p. 98.

(3) *Red B. of Grandtully*, II, pp. 156-157.

(4) *Ibidem*, II, p. 160, lettre du 6 août 1661.

(5) *Ibidem*, pp. 160-161.

ment des autres », du moins il l'affirme, « et regarder la plèbe derrière lui » (1). Et ceci est le comment de sa résignation ; en voici le pourquoi : c'est « qu'il a sa récompense au-dedans de lui, dans le témoignage d'une bonne conscience » (2). Et voici enfin la résolution qu'elle lui inspire : il a l'intention de ne plus jamais paraître en public, mais de vivre modestement chez lui, « buvant son lait et mangeant son pain d'avoine, jusqu'à ce qu'il puisse se remettre en selle » (3).

Pour l'aider en ceci, il a d'ailleurs son amour des livres et des belles choses : deux précieuses ressources.

Dès sa lettre du 26 juin 1660, il supplie son frère de lui envoyer « des livres et des ballades ». Et ainsi presque à chaque lettre ; car à mesure qu'il les reçoit, il les dévore : « Je vous ai dit dans ma dernière lettre que j'avais reçu vos pièces de théâtre et vos recueils de chansons ; eh bien ! j'ai tout dévoré et je tends le bec pour en avoir d'autres, car j'ai un ardent appétit pour ces frivolités » (4).

Nous avons dit qu'il avait aussi l'amour des belles choses ; en effet : « Je vous ennuie, et c'est plus fort que moi, avec un tas de frivolités ; envoyez-moi donc un grand nombre des meilleures tailles-douces des personnages les plus éminents de la cour ». Et peut-être n'y a-t-il ici que la satisfaction d'une curiosité ; mais voici où le bibliophile se révèle : « Veuillez me procurer une grande bible latine, car je n'en ai pas, et aussi un missel latin pour notre bibliothèque ; et que la reliure en soit belle » (5).

Il a également, pour le soutenir au sein de toutes ses difficultés, un caractère foncièrement gai, d'une gaîté qui fuse presque malgré lui, et qui lui suggère des expressions pittoresques, amusantes même, à propos des sujets les plus sérieux.

A son frère qui songe à se marier, et qui lui a fait part de ses espérances, il souhaite beaucoup de succès : « Seulement », dit-il, « regardez bien avant de sauter !..... » (6) Dans une autre lettre, ayant parlé de lord Hoptone qui vient de mourir, il ajoute : « Et maintenant, si vous vous sentez de l'appétit pour une belle veuve, voilà votre affaire ! » (7)

Et parfois cette gaîté, au demeurant toute pleine de bonhomie,

(1) *Red B. of Grandtully*, II, p. 167.

(2) *Ibidem*, p. 164.

(3) *Ibidem*, loc. cit.

(4) *Ibidem*, p. 161.

(5) *Ibidem*, p. 165.

(6) *Ibidem*, p. 153. En dialecte écossais : « *Only look or zee loupe !* »

(7) *Ibidem*, p. 170. L'original est plus savoureux : « *Now iff zie had a stomak for a fyne widou ther wer one !* »

s'achève en un sourire en pointe : « Notre père est toujours content quand vous promettez de revenir, bien que nous soyons aujourd'hui aussi près de vous qu'il y a dix-huit mois » (1). Une autre fois, qu'il a dû garder la chambre huit jours, à cause d'un violent accès de gravelle, il commence d'un ton tragi-comique : « Je crois que ces incursions annuelles du vieux Saturne finiront par faire de nous la proie des vers » ; puis la pensée s'élève : « en prévision de quoi nous devrions marcher dans cette voie de lumière, qui conduit à une vie meilleure » ; et voici le pince-sans-rire : « et, afin de vous laisser le soin de développer le reste de cette méditation, je vous dis adieu » (2).

Même au milieu des pires ennuis, il ne perd point le sourire : « Bien que je connaisse le déclin de la fortune, je suis beaucoup plus sensible à celui de ma santé ; et pourtant il faut encore que je persiste à être gai, car, puisque les soucis ne payent point les dettes, à quoi bon me tracasser ? » (3).

Aussi, malgré Lauderdale et les déceptions successives, on ne s'ennuie pas au château de Drummond, et parfois même on y boit ferme, ce qui laisse supposer que les *Olivers* n'ont pas vidé toutes les caves, et explique par ailleurs « les incursions annuelles du vieux Saturne » ! « Tous vos amis ici sont en bonne santé », écrit lord Drummond à son frère, « et avec nos camarades, nous n'omettons jamais de boire à la vôtre, si bien qu'à force de libations, j'ai failli mourir ; mais je me suis purgé et saigné, et depuis, grâce à Dieu, je me porte assez bien » (4).

Mais il y a une chose sur laquelle il ne plaisante pas, c'est l'honneur de sa maison, et la conscience qu'il a de porter un nom sans tache lui inspire cette juste fierté, que l'on sent frémir dans plusieurs de ses lettres, et qui lui fait garder une certaine indépendance vis-à-vis des gens en place : « J'aime », dit-il, « que l'on soit aimable à mon endroit, mais je ne puis forcer l'amabilité ni l'acheter » (5).

Il est également doué d'un ferme bon sens, d'une prudence avisée, qui pourraient même sembler un peu terre à terre, s'ils ne s'accompagnaient d'un profond sentiment religieux. Or, comme son père, lord Drummond est un chrétien de vieille roche. Parlant de son neveu, lord Gask, dont la mort est imminente, il écrit : « Il faut se soumettre au décret irrévocable. Dans les afflictions, plus nous nous montrons patients,

(1) *Red Book of Grandtully*, II, p. 167.

(2) *Ibidem*, p. 172.

(3) *Ibidem*, p. 166.

(4) *Ibidem*, p. 154.

(5) *Ibidem*, p. 168.

plus nous sommes agréables à Dieu » (1). Et quand le pauvre jeune homme est mort, il dit : C'était un gentilhomme d'avenir, mais *stat sua cuique dies*, et nous ne pouvons retarder notre appel d'une minute ; et ceci devrait faire de nous des gens prévoyants et qui s'efforcent constamment d'être prêts » (2).

Voilà lord Drummond tel qu'il se montre à nous dans sa correspondance. Et si nous avons insisté sur cette analyse de son caractère, c'est qu'en essayant de voir clair dans son âme, c'est déjà un peu, et par avance, dans celle de son fils que nous pénétrons ; car on l'a dit : « les pères ont des enfants qui ressemblent au fond de leurs pensées ».

Mais à ce portrait moral il manquerait quelque chose, si, après avoir montré l'homme, nous n'essayions de donner au moins un aperçu du père.

Un ou deux traits vont suffire à nous le révéler. Ecoutez-le parler de sa petite fille, et avec quelle secrète tendresse il rapporte ses mots d'enfant : « Bébé dit que l'oncle John est un sot de rester si longtemps parti, et elle vous demande de revenir bien vite. Je suis sa servante : c'est ainsi qu'elle s'exprime ! » (3)

Mais, où le père se montre avec toute sa bonté, et avec cette sollicitude inquiète qui tremble à la seule pensée de causer une déception à ses chers petits, c'est dans le trait suivant. Etant allé à Londres, en mars 1661, il avait avant de partir promis à ses enfants, selon l'usage, de leur rapporter « quelque chose de beau ». Et puis, voilà qu'après avoir quitté la capitale anglaise, il s'aperçoit qu'il l'a oublié, le malheureux ! Que faire ? Heureusement que l'oncle John est là. Il lui écrit donc de Midhope (4), où il s'est arrêté au retour : « Je vous remercie de tout cœur de me procurer ces choses pour les enfants. Je ne m'en vais chez moi qu'aujourd'hui ; et je crois bien que, si votre lettre ne m'avait rassuré par la promesse que ces objets sont en route, je n'eusse pas osé m'aventurer parmi eux (les enfants), tellement ils désirent ces babioles que je leur ai promises, et que j'ai cependant oubliées ! » (5)

N'est-ce pas charmant ? Et il ajoute : « Il faut encore que je vous ennuie avec autre chose : un boudier en or brodé, à la dernière mode,

(1) *Red B. of Grandtully*, II, pp. 169-170.

(2) *Ibidem*, p. 171.

(3) *Ibidem*, p. 162.

(4) Château situé dans la paroisse d'Abercorn, comté de Linlithgow, et qui existe encore.

(5) *Ibidem*, p. 154.

pour moi, et quelques plumets pour les enfants ; car toute la famille marche à l'ombre de son propre plumage » (1).

Quelle joie pour les enfants d'avoir de si belles plumes ! Les voyez-vous, paradant comme de petits coqs dans les allées du jardin de Drummond, les deux garçons en tête, et lady Anne, âgée de cinq ans, qui marche en serre-file, et qui pleure peut-être, parce que les vilains frères vont trop vite pour ses petites jambes, et qu'elle ne peut pas suivre !....

(1) *Red B. of Grandtully*, II, p. 154.

CHAPITRE II

La Jeunesse et l'Education. — Le Mariage.

James et son frère au collège de Perth ; leur maladie. La mort du grand-père. A l'université de St-Andrews : le collège de St-Léonard ; ce qu'y firent James et son frère. Le séjour en France : la jeune noblesse d'Ecosse et la fréquentation des universités françaises ; à l'Académie des Exercices d'Angers. Le retour au pays. James se fait humble devant Lauderdale. Le mariage de James et de son frère. Le jeune chef de famille ; Stobhall et l'existence de gentilhomme campagnard. Le caractère de James à cette époque d'après sa correspondance. Naissance de son fils et héritier. Mort de son père.

Le 7 juillet 1661, James a treize ans accomplis, et le 8 août, John en aura onze ; l'heure est donc venue pour eux de continuer au collège une éducation qui n'a pu être qu'ébauchée au sein de la famille. « Vos neveux sont à Perth, au collège », dit Lord Drummond à son frère, le 6 août, « et ils m'ont chargé de vous présenter leur meilleur souvenir » (1).

Quand y sont-ils entrés ? Quelques semaines auparavant sans doute ; aucun document ne nous permet de fixer une date précise.

Fondée dans la seconde moitié du XII^e siècle, sous le règne de Malcolm IV, surnommé « La Jeune Fille » à cause de la douceur de son caractère, la *grammar school* de Perth était déjà en 1661 une institution vénérable et cinq fois centenaire. Tous les mémorialistes et les historiens qui en parlent, en termes malheureusement trop brefs, sont unanimes à en faire l'éloge ; et il semble bien que, dès l'origine, elle ait été ce que l'on appelle une maison d'éducation bien conduite. Sa prospérité nous est d'ailleurs attestée par le nombre de ses élèves, lequel en temps normal s'élevait, dit-on, à trois cents (2).

Les iconoclastes de la Réforme, qui avaient détruit nombre d'églises et d'abbayes, entre autres, à Perth même, la célèbre chartreuse fondée

(1) *Red. B. of. Grandtully*, II, p. 162.

(2) Samuel Cowan, *The Ancient Capital of Scotland*, London 1904, I, 36.

par Jacques I^{er}, et où reposaient ses cendres, respectèrent du moins « les temples du savoir ». Le zèle pour l'enseignement fut même, comme on l'a fait justement remarquer, à peu près le seul lien de continuité entre le catholicisme et la Réforme en Ecosse. Et c'est ainsi que le collège de Perth, non seulement put continuer son utile et glorieuse carrière, mais encore eut l'honneur, en 1651, d'être l'établissement où, pour la première fois en Ecosse, l'hébreu fut publiquement enseigné, en vue d'études bibliques, cela va sans dire (1).

Le clergé du Covenant, il n'est que juste de le reconnaître, eut également le noble souci de perfectionner et d'étendre l'enseignement. « En 1641, l'Assemblée Générale de l'Eglise présentait une requête au Parlement, pour que l'on établît dans chaque paroisse une école où les enfants pussent apprendre la lecture, l'écriture et les rudiments de la religion » ; elle demandait aussi « que chaque localité importante fût dotée d'une *grammar school* » (2). Sur ce que pouvaient être d'ailleurs certaines de ces écoles paroissiales, deux voyageurs anglais, qui visitèrent l'Ecosse en 1677, vont nous renseigner. Il s'agit des écoles de Burntisland, port de mer situé sur la rive nord de l'estuaire du Forth, en face d'Edimbourg. « Nous vîmes les écoles, où il y avait deux sièges pour les maîtres ; le reste était jonché de gazon, de mousse, etc..., et tous les élèves gisaient sur cette litière, comme des cochons dans une étable ; mais nous les délivrâmes de leur servitude » (3).

Avec Cromwell, la situation change, mais non pour s'améliorer. En 1653, quand il est question de construire une citadelle, d'où les *Olivers* pourront dominer la ville de Perth, et au besoin défendre leur conquête, comme pour bâtir il faut des matériaux et qu'on en manque, on trouve tout naturel de s'en procurer, en démolissant les bâtiments scolaires du collège, lesquels avaient trois étages et abritaient alors 360 élèves (4).

De sorte que, si le collège où James et son frère entrèrent en 1661 était de fondation très ancienne, la bâtisse en était récente. Il était soumis depuis toujours à l'autorité du maire et des échevins de la ville de Perth, lesquels nommaient et rétribuaient les professeurs. En 1658, le principal en était Georges Paterson, ex-professeur d'humanités à l'université de Saint-Andrews. Comme il occupa ce poste jus-

(1) W. L. Mathieson, *Op. cit.*, I, 207.

(2) *Ibidem*, II, 162.

(3) Th. Kirk and Ralph Thoresby, *Tours in Scotland* (1677 et 1681), édités par P. Hume Brown, Edinburgh 1892, p. 16.

(4) Samuel Cowan, *Op. cit.*, I, 87.

qu'en 1668, ce fut donc sous sa direction que nos deux collégiens firent leurs études.

Sur ce que furent ces études, nous n'avons d'autre témoignage que les dires du sympathique David Malcolm, et ils ne constituent pas, nous le savons, un document de premier ordre. Parlant de l'éducation de James, il dit : « Dans les premiers principes de la religion et du savoir, il fut instruit par les soins pieux et attentifs de la plus accomplie des mères. Au collège, où il passa ensuite, il remporta des succès étonnants » (1). Nous voulons bien le croire, mais nous n'en avons aucune preuve directe.

Il n'y a qu'une chose dont nous soyons certains, c'est qu'à peine entrés au collège, nos deux adolescents y furent sérieusement malades.

Le 25 septembre 1661, lord Drummond écrit de Perth à son frère : « La raison de ma présence ici est que vos deux neveux, mes fils, sont à l'heure qu'il est, malades de la variole. James l'a eue avec une très forte fièvre et beaucoup de délire ; mais lundi soir il a été pris d'un abondant saignement de nez, qui l'a considérablement rafraîchi. Depuis lors, il est calme et très tranquille, et le docteur et l'apothicaire ont tous deux très bon espoir à son sujet. Quant à John, il est tellement pris de la tête qu'il en est calme ; il a de très fortes nausées en ce moment, et refuse absolument tout ce qu'on veut lui faire prendre. Les boutons commencent à apparaître sur son corps ; mais il a beaucoup de fièvre et il est très malade pour l'instant. Cependant le docteur a bon espoir ; mais jusqu'à vendredi, qui est un des jours critiques, il ne peut se prononcer définitivement » (2).

L'optimisme du docteur était justifié ; car le 18 octobre les nouvelles sont bonnes : « Vos neveux sont maintenant guéris », écrit le père de son château de Drummond, « et tous vos amis ici vont bien » (3).

Malheureusement, moins d'un mois après, c'est la petite Anne qui est malade à son tour : « Ma petite fille, votre nièce, n'est pas bien, mais vos neveux commencent à reprendre des forces, et sont très sensibles à vos bontés » (4).

Il faut croire que tout finit par rentrer dans l'ordre ; car la petite Anne guérit, et les deux garçons regagnèrent leur collège, où ils durent continuer leurs études jusqu'à l'été de 1663.

C'est également pendant leur séjour à la *grammar school* que leur

(1) David Malcolm, *Op. cit.*, p. 144.

(2) *Red B. of Grandtully*, II, p. 163.

(3) *Ibidem*, p. 166.

(4) *Ibidem*, p. 167, en P. S.

grand-père mourut « à Drymen, le 11 juin 1662, à l'âge de quatre-vingts ans et plus » (1).

Dès avant sa mort, le 13 juillet 1661, son fils aîné, lord Drummond, avait été nommé conseiller privé par Charles II (2). Le 8 août 1662, devenu comte de Perth à son tour, il prêtait serment et était reçu comme membre du Conseil Privé par le Parlement d'Edimbourg (3).

Les études que firent ses deux fils à la *grammar school* de Perth ne furent sans doute point trop mauvaises, puisqu'elles les qualifièrent pour entrer à l'université de Saint-Andrews, où nous allons maintenant les suivre.

On a pu constater maintes fois, au cours de la dernière guerre, qu'une localité, même fortement endommagée par le feu de l'ennemi, si on la voyait d'assez loin et sous un certain angle, pouvait paraître à peu près intacte, un peu comme un beau visage, qui, à distance, n'accuse point les ravages du temps. Ainsi en était-il de la ville de Saint-Andrews à l'époque où nos deux jeunes gens y arrivèrent. Avantageusement située au fond de la baie qui porte son nom, la jolie ville universitaire, bien que déehue de son ancienne splendeur, continuait d'offrir de loin un noble et magnifique aspect. Mais, nous disent des témoignages contemporains, on ne tardait pas à se rendre compte, en approchant, que ce que l'on avait pris pour de superbes monuments n'était plus que d'imposantes ruines. Car le vandalisme des premiers disciples de Knox avait passé par là, et quelques heures leur avaient suffi, pour défigurer à jamais l'œuvre de plus d'un siècle de génial et patient labeur. De la cathédrale, commencée en 1161 et terminée en 1318, il ne restait plus en effet qu'une partie des extrémités est et ouest et du côté sud ; de l'église de Saint-Régulus, seul le corps principal était encore debout, mais les deux chapelles latérales étaient en ruines (4).

L'université, elle, n'avait point souffert ; elle n'avait fait que changer de chef. Placée à l'origine sous la haute direction de l'archevêque de Saint-Andrews, elle était, depuis la Réforme, gouvernée par un chancelier qu'élevaient les principaux et les professeurs des différents « collèges » (5). Ceux-ci étaient au nombre de trois : Saint-Salvator, fondé en 1458 par l'évêque Kennedy ; Saint-Léonard, créé en 1518 par

(1) James Maidment, *The Chronicle of Perth*, 1831, p. 46. En fait, il n'avait que 78 ans, si l'on en croit ses Mémoires, où il dit qu'il est dans sa soixante-treizième année en 1657.

(2) *Register of the Privy Council of Scotland*, 3rd Series, vol. I, p. 2.

(3) *Ibidem*, p. 250.

(4) Th. Pennant, *Op. cit.*, II, pp. 189 à 192. Cf. aussi *Early Travellers in Scotland*, édité par P. Hume Brown, Edimbourg 1891, p. 169.

(5) Th. Pennant, *Op. cit.*, II, p. 199.

l'archevêque Alexandre Stuart et le prieur Hepburn ; et Saint-Mary, établi en 1553 par l'archevêque Hamilton (1).

C'est au « collège » de Saint-Léonard que les deux frères entrèrent au mois de novembre 1663, comme on est en droit de l'inférer de l'immatriculation suivante, consignée dans les *Acta Rectorum* qui concernent ce « collège », à la date du 24 janvier 1664 : « *Recepti in 1am Classem : Jacobus Drummond de Drummond, Johannes Drummond* » (2). Quelques détails sur ce « collège » ne seront donc pas inutiles.

Dans la charte de fondation, l'archevêque Stuart déclare « qu'il constitue l'hôpital et l'église de Saint-Léonard en collège de Saint-Léonard, lequel s'appellera le collège des Pauvres Clercs de l'église Saint-André ». Mais aussitôt après il ajoute que « son intention n'est pas d'y entretenir des pauvres, mais d'y accroître le nombre des savants pour la gloire de Dieu et l'édification du peuple. Et », dit-il encore, « si des fils de nobles ou d'autres gens (en vue d'acquérir la vertu et le savoir) désirent se joindre à la société de nos pauvres clercs, nous ne nous y opposons point, pourvu que, d'abord et avant tout, ils cherchent le royaume de Dieu et sa justice, et que durant le temps de leur résidence chez nous, ils aient soin d'obéir au Principal et aux Régents, et de ne fournir aucune occasion, par eux-mêmes ou par d'autres, d'enfreindre nos présents statuts » (3).

Et voici quels étaient ces statuts :

D'abord, on n'était admis qu'après avoir subi sur les questions de grammaire un sérieux examen, et à condition de parler déjà passablement le latin (4).

Ensuite venaient les prescriptions du règlement (5) :

Le lever était fixé à 5 heures en été, et à 5 heures et demie en hiver. Et ici se place une coutume, que nous ne pouvons évoquer sans un sourire et un retour sur notre propre passé : « C'est l'usage ici », écrit en 1691 un étudiant de Saint-Léonard, « que chaque régent, vers 5 heures du matin, passe en revue les chambres des étudiants, lesquels, s'ils sont trouvés au lit, reçoivent une sévère réprimande » (6). *Nil novi sub sole !*

(1) Th. Pennant, *Op. cit.*, II, p. 198. Cf. aussi : John Herkless and Robert Kerr Hannay, *The College of St. Leonard*, Edinburgh and London 1905, p. 16.

(2) *Acta Rectorum*, Ms. fol. 420, que Mr. J. Maitland Anderson, l'aimable bibliothécaire de l'université de St. Andrews, mort depuis, avait bien voulu consulter sous nos yeux.

(3) J. Herkless and R. Kerr Hannay, *Op. cit.*, pp. 16-17 et 171.

(4) *Ibidem*, p. 146.

(5) *Ibidem*, p. 211.

(6) Lettre de Th. Jackson à R. Thoresby, dans *Tours in Scotland* déjà cité, p. 57.

Puis venait la prière du matin à la chapelle ; elle se composait, depuis la Réforme, d'un psaume chanté par les étudiants (1).

A 8 heures, chacun d'eux recevait quatre onces de pain ; nous espérons qu'il y avait quelque chose d'autre pour les faire glisser, mais le règlement garde sur ce point un silence inquiétant.

De 9 heures à 11 heures, cours ; puis à 11 h. 30, le dîner, que suivaient d'autres cours. A 5 h. 30, le souper, suivi de répétitions. A 7 h. le psaume du soir ,après quoi la cloche sonnait le commencement du grand silence. A 8 h. en hiver, et à 9 h. en été, le principal ou l'un des régents visitait de nouveau les chambres, pour s'assurer que tous les étudiants étaient présents, et les portes du collège étaient fermées pour la nuit (2).

Une fois la semaine, de 1 h. à 3 h., les étudiants allaient *ad campos*. Quant aux vacances, en 1588 les étudiants de Saint-Léonard avaient les mois d'août et de septembre, et ils se rebellèrent, dit-on, contre une tentative que l'on fit pour en réduire la durée (3).

Dans les prospectus que l'on envoie de nos jours aux familles, il est d'usage de faire précéder, ou suivre, l'exposé du Règlement, d'un ou de plusieurs paragraphes où, en termes judicieusement choisis, l'on s'efforce de faire ressortir les incontestables avantages de la maison. En ce qui concerne l'université de Saint-Andrews, c'est sir Thomas Pennant qui va se charger de ce soin : « L'air », dit-il, « y est pur et salubre ; les terrains de jeu sont vastes et bien secs... L'université est située dans un comté, que sa forme péninsulaire isole de tout contact avec le monde, ce théâtre de la dissipation ». De plus, « le nombre restreint des étudiants (du moins en 1772 où ils n'étaient guère plus de cent) fait que l'on y connaît parfaitement le caractère de chacun d'eux », et ainsi, croit-il, « aucune infraction à la règle ne peut y être commise, sans qu'elle soit aussitôt découverte et réprimée » (4).

Telle était l'université de Saint-Andrews, la plus ancienne et la plus célèbre de l'Ecosse, et qui avait eu l'honneur de compter au nombre de ses étudiants le grand Montrose (5).

Tel était en particulier le collège de Saint-Léonard, où avait passé le comte de Lauderdale (6).

Quant à la façon dont James Drummond s'y comporta, il n'existe,

(1) *Tours in Scotland*, p. 58.

(2) *Ibidem*, p. 57.

(3) Herkless and Hannay, *Op. cit.*, p. 173.

(4) Th. Pennant, *Op. cit.*, p. 199.

(5) Andrew Lang, *Sir George Mackenzie*, London 1909, p. 25.

(6) A. M. Philopatris, *Scotiæ Indiculum*, London 1682, p. 205.

à notre connaissance, aucun document direct susceptible de nous renseigner sur ce point (1). Et pourtant, on aimerait le suivre durant ces trois ou quatre années, qui durent être décisives pour la formation de son esprit. Mais il faut se contenter de l'évoquer, dans la grande salle des examens, assis sur la pierre noire qui en occupe le centre, et avec laquelle contraste violemment le rouge écarlate de sa robe d'étudiant. Devant lui est une estrade, où en sévère robe noire trônent les régents, et que préside le principal James Wemyss, docteur en théologie, dont Charles II vient de faire un doyen du chapitre (2).

Que pensent de lui tous ces doctes personnages ? Nous n'avons ici encore que l'autorité de David Malcolm, lequel vante les prouesses de James à St. Andrews, parle de « son ardeur peu commune à l'étude, de sa conduite exemplaire, du cours complet de philosophie qu'il a suivi, et de ses hautes connaissances en littérature générale et en sciences » (3). Mais sur quels documents se base-t-il pour parler ainsi ? On ne serait pas fâché de le savoir.

Il est cependant un point sur lequel existe une certaine probabilité, et deux autres qui paraissent à peu près certains.

D'abord, et du fait qu'au XVII^e siècle, et jusqu'à sa fusion avec St. Salvator en 1747, le collège de St. Léonard n'offrait qu'un logement très insuffisant dans des bâtiments en mauvais état (4), il n'est peut-être pas téméraire de conclure que notre jeune gentilhomme et son frère logeaient en ville, dans quelque maison privée, et qu'ils échappaient ainsi, du moins en partie, aux rigueurs de ce règlement quasi monastique (5).

De plus, à l'époque où les Drummond vinrent les rejoindre, les étudiants de St. Andrews étaient divisés en trois catégories, selon leur condition sociale et leur capacité de paiement, à savoir : les *Potentiores*, les *Potentes* et les *Minus Potentes* (6). Or, le fait que nos deux jeunes gens se trouvent inscrits en tête de liste semble bien indiquer qu'ils appartenaient à la première catégorie.

(1) Le bibliothécaire actuel de l'université de St. Andrews nous a fait aimablement savoir que les « Minutes du Collège de St. Léonard » n'existaient malheureusement pas pour cette période.

(2) Herkless and Hannay, *Op. cit.*, p. 72.

(3) David Malcolm, *Op. cit.*, pp. 143-159.

(4) Herkless and Hannay, *Op. cit.*, pp. 24-25.

(5) Th. Pennant, *Op. cit.*, p. 200, dit en 1772 : « Les étudiants peuvent être logés dans les collèges, ou dans des maisons privées, ou dans celles des professeurs ». Et Th. Kirk, en 1670, *Op. cit.*, p. 137 : « Ils résident généralement en ville et ne vont au collège qu'aux heures de classe ».

(6) Ch. Sanford Tenry, M. A., *John Graham of Claverhouse*, London 1905, p. 10, note (1).

Enfin, comme les étudiants passaient généralement leur examen de « gradué » à la fin de la quatrième année, et comme par ailleurs les noms de James et de John ne figurent nulle part sur la liste de « gradués » de 1666 à 1669 (1), on est fondé à croire qu'ils n'ont, ni l'un ni l'autre, ajouté ce couronnement à leurs études.

On n'a d'ailleurs aucune certitude sur la durée de leur séjour à l'université. Peut-être ne fut-elle que de trois ans ; mais rien ne s'oppose à ce qu'ils y soient restés jusqu'en juin 1667, accomplissant ainsi le cycle complet des études supérieures, qui était alors de quatre années.

Ce qu'il y a de certain, c'est qu'à la fin de ce même mois de juin 1667, ils sont à Londres. Voici en effet ce que leur père écrit au comte de Lauderdale, le 22 juin de cette année-là : « My lord, l'ambition de mes fils ne saurait être satisfaite qu'ils n'aient eu le bonheur de baiser les mains de Sa Majesté, et j'ai été très heureux d'acquiescer à ce dessein conforme à leur devoir, dans la confiance où je suis que Votre Seigneurie ne leur refusera pas son patronage pour les promouvoir à cet honneur. Ils sont à présent tout l'espoir de notre pauvre famille....., et je ne puis leur refuser l'éducation à laquelle aspirent généralement les autres gentilshommes de cette nation ». Et ici se glisse un rappel discret de l'éternel grief : « Ceci prouve mon désir de ne pas les laisser manquer de l'aide que peuvent leur procurer mes faibles moyens, car Dieu sait que notre maison n'a jamais été plus bas ; mais ce n'est pas ici l'heure de mendier ou de faire des compliments ».

Il continue par une requête qui nous intéresse tout particulièrement : « Je dois demander à Votre Seigneurie (bien que ce soit contraire aux lois de la politesse) de les considérer comme ses pauvres parents, et de leur donner ses conseils sur la façon de se comporter à Londres, et aussi des instructions et des adresses, au cas où la curiosité les pousserait à se rendre en France ou dans quelque autre pays, en dehors des Etats de Sa Majesté ». Et, afin que Lauderdale puisse les conseiller en connaissance de cause, le comte de Perth ajoute : « Il serait très avantageux pour eux et d'un grand profit pour leur formation, si, quand Votre Seigneurie en aura le loisir, elle daignait causer avec eux, et deviner ainsi à quoi les destinent surtout leurs dispositions naturelles, et s'ils ont jusqu'ici quelque peu bénéficié de leurs études. De cette façon, ils pourraient à l'avenir s'appliquer à l'étude des connaissances les moins pénibles à acquérir, et les plus utiles pour des gens destinés à vivre à la campagne » (2).

(1) Que nous avons consultée avec Mr. J. Maitland Anderson.

(2) B. M. Add. Mss. 23127, fol. 28.

Sa quadruple qualité de courtisan et d'homme du monde, de lettré (car il l'était), d'ancien de St. Léonard et de parent (1), semblait en effet désigner le comte de Lauderdale, pour être à la fois le juge et le conseiller des deux jeunes gens. Que se passa-t-il entre lui et eux ? Nous ne le savons pas ; mais toujours est-il que, quelque temps après, ces derniers s'embarquaient pour la France.

Car, nous l'avons déjà vu à propos du grand-oncle, du grand-père et du père de James (2), c'est généralement en France que les jeunes nobles d'Ecosse venaient compléter leur éducation. C'était là une coutume ancienne, et que justifiait la réputation européenne des universités françaises. Un Acte du Parlement écossais de 1609 se plaint que « les jeunes gens soient envoyés hors du royaume dans des pays de religion contraire, d'où ils reviennent souvent entachés de superstition et d'hérésie, ce qui les fait suspecter à juste titre comme de dangereux sujets dans l'Etat » (3).

Mais tout le monde n'est pas de cet avis. Un voyageur anglais qui parcourt l'Ecosse en 1669 remarque de son côté : « Quand ils (les jeunes nobles) ont atteint un niveau suffisant de savoir dans leur propre pays, ils se rendent à l'étranger afin d'y perfectionner leurs connaissances, et ils y font généralement tant de progrès, qu'à leur retour ils se trouvent qualifiés pour remplir toutes les hautes fonctions et occuper des emplois honorables » (4).

Un autre, dans son réquisitoire contre l'Ecosse et ses habitants, dit plaisamment, un peu méchamment aussi et même grossièrement, mais nous gazon : « Quant aux gentilhommes, il faut que je vous dise que ce ne sont pas des Ecossais ; car, dès qu'ils se détachent de leur mère, leur père les expédie en France, où... ils acquièrent de l'embonpoint, un sang nouveau et de nouvelles manières ; ils y apprennent à se tenir debout, à parler, à discourir, à faire la révérence, à courtiser les femmes et à complimenter les hommes » (5).

Ils y apprennent encore autre chose, Dieu merci ! car ils y fréquentent surtout les universités. Les étudiants en droit vont principalement « à Poitiers ou à Bourges, où il étudient le droit civil, dont quelques-

(1) Le comte de Lauderdale et les fils du comte de Perth sont cousins issus de germains.

(2) Cf. les pages 4 et 5 du chapitre I.

(3) Cité dans *Scotland before 1700 from contemporary documents*, édité par P. Hume Brown, Edinburgh 1893, p. 345.

(4) James Brome, *Three Years Travels over England, Scotland and Wales*, dans *Early Travellers in Scotland*, édité par P. H. Brown, Edinburgh 1891, p. 245.

(5) *Satire against Scotland*, 1st edition, London 1647, dans *Miscellany of the Abbotsford Club*, vol. I, p. 299.

uns sont instruits à un haut degré » (1). D'autres vont à Toulouse ou à Bordeaux, comme le grand-père de James ; d'autres à Grenoble ou à Montpellier ; d'autres enfin à Paris.

Nos deux jeunes gens, eux, vont aller à Angers. Pourquoi Angers ?

Parce que d'abord, il existe à Angers, depuis le début du XVII^e siècle, une Académie des Exercices, dont la renommée a gagné une bonne partie de l'Europe, et surtout l'Angleterre et l'Ecosse.

Fondée par Joachim Martin, écuyer, sieur des Loges, cette académie avait d'abord fonctionné dans la maison du Petit Guéméné, rue de la Tannerie. Puis, en 1629, le même Martin ayant acheté à Louis de Rohan, prince de Guéméné, l'hôtel de Casenove sur les Lices, hors de la ville, y avait transféré son école. Et déjà, dans cette première phase de son existence, la réputation de l'académie d'Angers s'était étendue au loin, comme le prouve la liste des nombreux gentilshommes allemands, anglais, écossais, flamands, bohémiens, danois et polonais, qui en suivirent les cours de 1601 à 1635, et dont les noms nous ont été conservés (2).

Il n'est donc pas étonnant qu'elle ait attiré nos deux amis ; ils avaient dû en entendre faire l'éloge, soit chez eux en Ecosse, soit à Londres, par Lauderdale ou quelque autre gentilhomme. Toutefois, ce n'est pas l'académie de Joachim Martin, sise à l'hôpital de Casenove, qu'ils vont fréquenter. Car « en 1648, le sieur Du Hallot, écuyer ordinaire de la grande écurie du roi, avait fondé en ville un nouveau manège, avec l'aide de la Mairie, qui lui allouait 300 livres et l'exemption des principales charges communes » (3). Et comme l'académie ne revint s'installer à Casenove que sous la direction de François Avril de Pignerolle, en 1674, c'est donc au manège de M. Du Hallot, sis en la ville d'Angers, que vont s'exercer lord Drummond et son frère.

De ceci, nous avons du reste une preuve certaine : c'est le témoignage de lord Drummond lui-même, dans une lettre, la première en date que nous ayons de lui, qu'il écrit de Calais, le 11 novembre 1668, à John Steuart of Grandtully : « Je vous envoie ci-joint la lettre que je vous ai promise pour M. de la Fuy à Angiers (sic). Je vous assure que vous le trouverez très courtois, et que chez lui vous jouirez d'une entière liberté. Présentez-lui mes hommages ainsi qu'à tous ceux de la

(1) A. M. Philopatris, *Op. cit.*, p. 16.

(2) Chanoine F. Uzureau, *Andegaviana*, vingt-cinquième série, Angers 1927, p. 70. La liste dont nous parlons a été dressée par Bruneau de Tartifume ; on la trouvera dans la « Revue de l'Anjou », anno 1893. Nous y relevons, parmi les noms écossais, ceux de *Jacobus Hamilton*, de *Montros* (sic) et de *Guillaume Fleming* (pour *Fleming*), tous parents ou amis des Drummond.

(3) F. Uzureau, *Andegaviana*, vingt-cinquième série, p. 70.

maison. Quant aux noms des maîtres, le maître d'armes est Monsieur du Pare, le maître à danser Monsieur le Comte, et le maître de l'académie Monsieur de Hallot. Je vous souhaite un bon voyage et tout le contentement et le bonheur possibles. Je dirai aux vôtres que je vous ai vu en bonne santé » (1).

De toutes les lettres que lord Drummond dut écrire alors à son père ou à d'autres personnes, celle-ci est malheureusement la seule qui soit parvenue jusqu'à nous ; et elle ne nous renseigne que sur deux points, à savoir : sa fréquentation de l'académie et son logement à Angers.

Mais une autre correspondance, celle de John Steuart, va nous permettre de compléter notre information. Ce John Steuart était le fils de sir Thomas Steuart of Grandtully, et l'une de ses sœurs, Grizel, avait le 18 août 1664 épousé John Drummond, l'oncle John, lequel s'était enfin décidé à prendre femme. Bien qu'il eût environ cinq ans de plus que lord Drummond, John Steuart s'était trouvé en même temps que lui à l'université de St. Andrews, et c'est sur ses conseils que, désirant, selon l'usage, compléter son éducation en France, il était venu à Angers (2).

Et voici, d'après lui, les avantages qu'offre cette ville à l'étudiant étranger, avantages qui, étant connus par ouï-dire, ont pu également déterminer lord Drummond à choisir Angers de préférence à toute autre ville.

D'abord « c'est le lieu de France le meilleur et le moins cher à habiter, et spécialement pour la danse, les armes et tous les autres exercices, c'est un tiers meilleur marché qu'à Paris » (3). Et craignant sans doute de n'avoir pas été suffisamment explicite, il ajoute une autre fois : « J'ai mes maîtres moitié moins cher ici qu'à Paris, et la nourriture est aussi beaucoup meilleur marché » (4).

Un autre avantage, qui n'est certes pas négligeable, c'est qu'« on peut y apprendre plus de français en un mois, qu'à Paris en quatre mois ». Pourquoi cela ? La raison en est simple : « Il n'y a dans cette ville d'Angers que deux ou trois Anglais en tout, alors qu'il y en a plus de quarante à Paris » (5). Mais, dira-t-on, Paris était beaucoup plus grand qu'Angers. C'est exact ; seulement, quand on le veut, il est aussi facile de se rencontrer à Paris qu'à Angers ; et l'on sait que, si l'on

(1) *Red B. of Grandtully*, vol. I, pp. CXXX-CXXXII.

(2) *Ibidem*, vol. II, p. 182.

(3) *Ibidem*, I, p. CXXXIII.

(4) *Ibidem*, I, p. CXXXIV.

(5) *Ibidem*.

va dans un pays étranger pour en apprendre la langue, ce qu'il faut autant que possible éviter d'y rencontrer, c'est un compatriote !

Par ailleurs, la maison du pasteur, M. de la Fuy, où il succède à lord Drummond, est « une très honnête maison » (1), c'est-à-dire un milieu où un gentilhomme se sent parfaitement chez lui. Quant au climat de l'Anjou, il le trouve excellent : jamais, depuis son arrivée en France, il ne s'est mieux porté ; et il en remercie Dieu (2).

Mais ici lord Drummond ne serait sans doute pas de son avis ; car la douceur de l'air angevin ne semble pas avoir convenu à son tempérament. C'est encore John Steuart qui nous l'apprend, et qui, par le fait même, nous renseigne sur la durée approximative du séjour de son ami à Angers : « My lord Drummond a été ici en France une année au moins, et je crois qu'il y serait resté beaucoup plus longtemps, s'il s'était bien porté ; mais il n'était jamais bien un mois de suite » (3). Et plus loin il dit de nouveau que « lord Drummond a été absent de chez lui environ un an et huit mois ». Or, nous savons qu'en juin 1667 il était encore à Londres, d'où il n'a guère pu partir pour la France qu'en juillet de la même année, au plus tôt. D'autre part, il est signalé comme revenant à Londres « le samedi 14 novembre 1668, avec son frère John » (4). Nous en concluons donc qu'il est resté en France de juillet 1667 à novembre 1668, c'est-à-dire environ un an et quatre mois.

Enfin, en ce qui concerne les études, John Steuart nous dit « qu'il suit, à l'exemple de lord Drummond, tous les exercices qui conviennent à un gentilhomme : il a son maître à danser, son maître d'armes, de langues et de guitare, tous les jours, comme il est d'usage » (5).

Et voilà tout ce que nous pouvons savoir, tant directement qu'indirectement, sur le séjour de James Drummond et de son frère à Angers. Il y est resté probablement plus d'une année, et il s'y est assez mal porté. Il y a appris à l'Académie des Exercices de M. du Hallot l'escrime, la danse, l'équitation et, bien qu'il n'en parle point personnellement, le français qu'il savait assez bien, comme nous le verrons par la suite. Quant à la guitare, peut-être a-t-il jugé que ce n'était pas indispensable.

Rien ne prouve, au surplus, que ce soit uniquement à Angers que James ait passé toute la durée de son séjour en France, à cette époque.

(1) *Red B. of Grandtully*, I, p. CXXXIII.

(2) *Ibidem*, p. CXXXIV.

(3) *Ibidem*.

(4) *Ibidem*, p. CXXX.

(5) *Ibidem*, p. CXXXIII.

Qu'il y ait été assez longtemps, un an au moins, pour profiter pleinement des cours de l'académie, c'est assez probable. Mais rien ne s'oppose à ce qu'il ait profité de sa présence chez nous, pour faire un peu connaissance avec la France de Louis XIV. Les années 1667 et 1668 sont précisément celles où le gouvernement personnel du jeune roi commence à étonner l'Europe, sinon à l'inquiéter, par les succès de la Guerre de Dévolution. C'est l'époque des foudroyantes victoires de Turenne en Flandre, et de Condé en Franche-Comté, que consacre le glorieux traité d'Aix-la-Chapelle. Peut-être, soit à l'aller, soit au retour, et après avoir visité les villes d'Orléans, de Blois et de Tours, qui étaient sur son chemin, James Drummond s'est-il arrêté quelque temps à Paris.

Mais l'hypothèse est un jeu facile, et on peut admirer, sans songer à l'imiter, la tranquille audace avec laquelle David Malcolm affirme que lord Drummond a fait le tour de la France, et qu'il est resté un temps considérable à Paris (1). D'Angers par contre, il ne dit pas un mot, ce qui montre combien son témoignage est parfois sujet à caution.

Sur le séjour dans la capitale anglaise, Malcolm s'aventure moins ; il parle simplement « d'une résidence temporaire à la cour de Londres ». Nous avons vu que nos deux voyageurs s'y étaient arrêtés quelque temps en l'été de 1667. Au retour, leur séjour semble s'être prolongé un peu plus. Arrivé le 14 novembre 1668, lord Drummond y était encore le 2 janvier 1669 ; car, ce jour-là, sir Thomas Steuart écrit à son fils : « Les lettres que vous avez envoyées à lord Drummond lui ont été remises à Londres, parce que jusqu'ici il y est encore » (2).

En fait, James et son frère durent revenir dans le courant de février à Drummond Castle, d'où, le 1^{er} mars, James écrit à Lauderdale une lettre qui n'est pas sans intérêt ; car nous y voyons de quelle façon il s'efforce de se mettre dans les bonnes grâces du tout-puissant ministre.

Voici en quels termes s'exprime notre jeune homme, qui n'a, il est vrai, que vingt et un ans : « Mon noble Seigneur, plutôt que de ne point manifester ma reconnaissance pour les nombreux honneurs que j'ai reçus de Votre Seigneurie, j'ai préféré présumer de la bonté de Votre Seigneurie, dans l'espoir que Votre Seigneurie considérera que ce n'est nullement par vanité que j'importune ainsi Votre Seigneurie, mais afin de m'efforcer de faire savoir à Votre Seigneurie combien je sens que l'un

(1) David Malcolm, *Op. cit.*, p. 143-159.

Dans son article du *Dict. of Nat. Biog.* sur J. Drummond, 4th E. of Perth (VI, 29-31), Os. Airy, confondant peut-être lord Drummond avec le général Drummond, parle d'un voyage possible en Russie !

(2) *Red B. of Grandtully*, II, p. 185.

des plus grands avantages dont j'aie jamais pu me vanter, est d'avoir l'honneur d'être connu de Votre Seigneurie, à laquelle j'ai des obligations dont, bien que je ne sois jamais capable de m'en acquitter, je me souviendrai toujours avec le respect que je dois ; et si je pouvais par quelque service exprimer ma gratitude, ce serait le plus grand bonheur de, mon noble Seigneur, de Votre Seigneurie, le très obligé et très obéissant serviteur » (1).

Si, après cela, le secrétaire d'Etat pour l'Ecosse n'est pas content, c'est qu'il est bien difficile ; et l'on pourrait croire qu'au reçu d'une épître aussi flatteuse, il va enfin faire couler le Pactole dans la direction de Drummond.

Mais les grands ont accoutumé d'être plus prodigues des honneurs et des titres dont ils disposent, que de l'argent dont ils n'ont, au demeurant, jamais assez. Ne pouvant, ou ne voulant pas indemniser le comte de Perth, on lui confère un grade dans la milice d'Ecosse. Une lettre royale du 12 juin 1669, « le nomme, ou, à son défaut, lord Drummond, colonel du régiment d'infanterie du comté de Perth, en remplacement du marquis de Montrose décédé » (2). Le 15 juillet suivant, le Conseil Privé lui notifie cette nomination en employant les mêmes termes : « Votre Seigneurie, ou lord Drummond, votre fils » (3).

C'est assez dire qu'on ne le juge plus guère capable de chausser les bottes d'un colonel, même d'infanterie, moins à cause de son âge (il n'a que cinquante-quatre ans), qu'en considération de sa santé chancelante.

D'ailleurs, le comte de Perth, nous l'avons vu, ne se fait guère d'illusion sur son état, et il ne serait sans doute pas fâché de voir, avant de disparaître, l'avenir de sa lignée assuré par le mariage de ses fils. Aussi l'année 1670 va-t-elle être, pour ces derniers, l'année nuptiale.

Le 18 janvier, dans la chapelle de l'abbaye de Holyrood, à Edimbourg, James lord Drummond épouse, à l'âge de vingt-et-un ans et demi, lady Jane Douglas, fille de William marquis de Douglas, et de Dame Mary Gordon son épouse (4), et cousine-germaine de sa mère à lui, Anne Gordon.

Ce que voyant, son frère John, qui n'a que dix-neuf ans et demi, se décide à l'imiter. Caractère plus ardent, esprit plus délié, moins

(1) B. M. Add. Mss. 23131, fol. 101.

(2) *Reg. Pr. C. Scot*, III, p 36.

(3) *Ibidem*, p. 42.

(4) Note manuscrite du comte de Perth sur la feuille de garde du *Book of Common Prayer* mentionné plus haut. Dans le coffre-fort aux archives, nous avons trouvé le contrat de mariage, daté des 6 et 10 février 1671 (sic).

scrupuleux aussi que James, il tient plutôt de l'oncle John ; et, dès ce premier acte important de sa vie, il se montre ce qu'il sera jusqu'au bout : entreprenant et parfois presque aventureux, allant droit au but avec une hardiesse qui souvent frise la témérité. Puisque Lauderdale est le tout-puissant patron dont il importe de s'assurer les faveurs, John prend, si l'on ose dire, le taureau par les cornes : lui qui, d'ordinaire, griffonne horriblement ses lettres, s'applique à calligraphier le mot que voici, daté de Stobhall le 17 mars 1670 et adressé au comte de Lauderdale : « Les bontés extraordinaires de Votre Seigneurie... m'ont enhardi à venir l'importuner du compte-rendu de mes progrès, en ce qui concerne la nièce de Votre Seigneurie, Mrs. Sophia Lundin (1). Mon affection m'ayant poussé à lui offrir mes hommages, et ceux-ci, bien que je sois très indigne d'un si grand honneur, étant en quelque mesure agréés, j'ai pensé qu'il était de mon devoir de demander l'avis et l'appui de Votre Seigneurie » (2).

Il faut croire que, d'un côté comme de l'autre, on était pressé d'en finir, car l'affaire fut menée rondement. Le jeudi 28 avril, réunion de famille pour l'établissement du contrat ; et le samedi 30, sans publication de bans, à six heures du soir, dans l'église de Largo, le mariage fut célébré (3).

Mais maintenant qu'il est marié, et qu'au château de Drummond il tient désormais la place qu'y occupait son père il y a dix ans, c'est à James de prendre en main les intérêts et la cause de la famille. Il n'y manque pas, et dès le 22 février 1670, il écrit au comte de Lauderdale : « J'ai tant d'obligations à reconnaître que je ne sais par où commencer, et plus je mets de temps à réfléchir aux bontés de Votre Seigneurie à mon égard, moins je suis capable de mentionner ces multiples faveurs et honneurs dont j'ai été l'objet, de manière à faire paraître que j'y suis dûment sensible ».

Cette première phrase, destinée à préparer le terrain, est légèrement alambiquée, mais voici qui est plus clair : « Votre bonté envers moi m'enhardit à vous importuner de mes supplications, en vue d'obtenir de nouvelles faveurs pour cette famille (qui a l'honneur d'une si proche parenté avec Votre Seigneurie), et votre patronage pour moi-même, qui suis..... etc... » (4).

(1) Fille et héritière de Margaret Lundin of Lundin (comté de Fife) et de Robert Maitland, frère de John, comte de Lauderdale.

(2) B. M. Add. Mss. 35125, fol. 226.

(3) *The Diary of Mr. John Lamont of Newton* (1649-1671), imprimé à Edimbourg en 1830, p. 219. Le mariage de James est également mentionné p. 216.

(4) B. M. Add. Mss. 23133, fol. 26.

Et le 27 mars 1671, c'est une autre lettre, où le pauvre James se fait de nouveau bien humble et bien petit devant son cousin au pouvoir. On aimerait qu'il courbât un peu moins l'échine, qu'il insistât moins sur « son incapacité absolue à prétendre à aucune faveur de la part de Sa Seigneurie, sous quelque prétexte que ce soit, n'était l'obligeante condescendance de Sa Seigneurie..... » (1).

L'année suivante, dans une lettre écrite de Stobhall le 23 avril, il intercède une fois encore au nom et en faveur de son père ; et cette fois il faut reconnaître que le plaidoyer est assez adroit. Après s'être excusé de sa présomption sur « la nécessité qui ne connaît pas de loi », et tout en reconnaissant que « son devoir et la distance qui le sépare de Sa Seigneurie lui commanderaient le silence », il continue : « Mais les ordres de mon père auxquels j'obéis toujours, non seulement par devoir, mais par un penchant naturel, et la considération de l'état actuel de ses affaires, dont je suis tenu de me préoccuper, me forcent à commettre l'impolitesse d'importuner Votre Seigneurie ».

Son père, dit-il, a écrit à Lauderdale quelques mois auparavant pour lui demander de lui faire obtenir l'une des pensions servies par le roi au comte Marshall et à lord Bellenden (2), qui venaient de mourir, et il se refuse à croire que sa lettre soit jamais parvenue à son adresse ; ou alors, c'est que sa requête était tellement déplacée, qu'elle ne méritait pas même un refus. Cependant, toute faveur qu'il plairait au roi de lui accorder en ce moment viendrait bien à point, et elle resterait comme un témoignage de la générosité de Sa Majesté envers un fidèle serviteur. « Il est vrai », ajoute-t-il, « que ce que mon père a fait pour le roi n'étant que son devoir, ne mérite point de récompense ; et cependant il espère fortement s'en voir récompensé, puisque certains, qui le méritaient moins, ont parfois été l'objet des attentions du roi ».

Et il termine en priant Lauderdale de vouloir bien rappeler à Sa Majesté ses gracieuses promesses, qui sont aussi les siennes, et d'« obliger ainsi, bien à propos, une famille qui, grâce à Dieu, a toujours été fidèle au milieu des changements et des tentations, et qui est doublement apparentée à sa propre personne » (3).

Nous espérons que Lauderdale ne resta point sourd à cette supplique du fils en faveur du père ; et ce qui semblerait le prouver, c'est que le comte de Perth, écrivant le 15 juillet 1673 au secrétaire d'Etat, devenu

(1) B. M. Add. Mss. 23135, fol. 42.

(2) « Lord Bellenden meurt le 4 septembre 1671 » ; noté par lord Drummond sur la feuille de garde d'un « Traité d'Agriculture » (Bibliothèque du château de Drummond).

(3) B. M. Add. MSS. 23135, fol. 157.

sur ces entrefaites le duc de Lauderdale, pour lui demander d'intervenir à propos « de droits d'octroi qui sont depuis longtemps l'indiscutable propriété de sa famille », ne fait aucune allusion à sa précédente requête, mais se contente de dire que le duc « est la personne sur laquelle ils comptent entre toutes, pour les défendre et les protéger » (1).

On a peut-être remarqué que la dernière lettre de lord Drummond était datée de Stobhall. C'est là en effet qu'il habite le plus souvent depuis son mariage. Il y vit sagement et modestement, en gentilhomme campagnard qui, pour l'instant, s'intéresse plus à la mise en valeur de son bien, qu'aux plaisirs du monde ou aux intrigues de la politique. Les existences de ce genre, paisibles et sans grand relief, sont un peu comme les peuples heureux : elles n'ont guère d'histoire. De celle-ci cependant nous sont parvenus quelques échos.

Cette humble note d'abord, écrite par lord Drummond en 1671 sur la feuille de garde d'un « Traité d'Agriculture », et qui exhale je ne sais quel arôme de vie rustique : « A Stobhall, nous avons fait faire du cidre avec des pommes de Lithington, que nous avons gardées jusqu'au 21 décembre, et il s'est trouvé être excellent. Le petit cidre s'est bien conservé jusqu'au milieu de mars » (2).

Mais voici surtout qui va nous permettre de pénétrer plus avant dans sa personnalité, de voir quels étaient alors ses sentiments, ses goûts, son tour d'esprit : c'est une lettre assez longue qu'il écrit de Stobhall, le 15 janvier 1672, à son cousin et ami Patrick Drummond, pasteur à Londres (3).

Il commence par le remercier du livre qu'il lui a envoyé, et qui lui a fait bien plaisir : « Je ne l'ai pas encore lu en entier », dit-il, « car j'étais plongé dans les *Erreurs Populaires* du Dr Browne (4). Samedi, j'ai lu son discours sur les *Urnes Sépulcrales* (5), et il m'a tellement plu, que je l'ai terminé en très peu de temps. C'est sans aucun doute un homme extraordinaire, à la fois pour l'érudition et pour la piété. Son *Religio Medici* (6) je ne l'ai jamais vu, et on ne peut pas se le procurer en Ecosse ».

Quel est donc cet auteur que lord Drummond dévore avec tant

(1) B. M. Add. Mss. 23135, fol. 276.

(2) Ce « Traité d'Agriculture » est intitulé *Systema Agriculturae, the Mystery of Husbandry discovered.... by J. Worlidge*, London 1669.

(3) Correspondant de James Sharp, l'archevêque de St. Andrews, et de Lauderdale.

(4) *Pseudodoxia Epidemica*, or « Vulgar Errors », London 1646.

(5) *Hydriotaphia, Urne-buriall, together with the Garden of Cyrus*, London 1659.

(6) London 1643.

d'avidité ? Sir Thomas Browne est un médecin mystique, en même temps qu'un dilettante féru d'antiquités ; médecin par profession, mystique par goût, dilettante et antiquaire par curiosité intellectuelle. C'est « un savant qui est surtout frappé par les limites étroites de la science », qui croit à l'astrologie, à l'alchimie, à la sorcellerie, à la magie, et à qui le miracle ne répugne point. « Ses thèmes habituels sont ceux du sermonnaire : vanité de la gloire, proximité de la mort » (1). Son *Hydriotaphia* qui a fait les délices de James n'est, après une dissertation savante sur les divers modes de sépulture en usage chez les anciens, qu'une longue méditation sur la mort et sur l'oubli. Celui-ci lui apparaît tout-puissant : « Quelle vanité », conclut-il, « que de vouloir vivre dans la mémoire des hommes ! » (2)

Et voilà l'homme qui plaît à lord Drummond ; pourquoi, sinon parce que notre jeune gentilhomme est lui-même, comme la suite de sa lettre va nous le montrer, un mystique légèrement sermonneur, et un amateur d'antiquités.

Celui-ci d'abord. Il paraît que dernièrement, à moins de cinq milles de Drummond, et parmi les collines qui se dressent du côté de la forêt domaniale de son père, deux paysans, en creusant profondément le sol pour poser les fondations d'un séchoir à blé, ont trouvé un grand anneau d'or et une quantité considérable de pièces de monnaie. Ignorant l'intérêt que pouvait avoir leur trouvaille au point de vue historique, ils ont cédé le tout à des colporteurs au poids de la monnaie du pays ; et ceux-ci, pas plus renseignés que les paysans, n'ont songé qu'à tirer profit de ces pièces, en les vendant à des orfèvres de Perth pour un prix d'ailleurs insignifiant.

« Une seule pièce », dit lord Drummond, « arriva par hasard au château, où mon père se trouvait alors pour affaires, et il en acheta environ vingt-quatre autres ». Et voici la description qu'il en fait : « Elles ont largement le diamètre d'une pièce de trois *pence* et sont au moins trois fois plus épaisses. Je ne les ai pas encore examinées de près, mais celles que j'ai vues étaient à l'effigie de Domitien, de Commode, d'Antonin le Pieux, de Trajan et de la Divine Faustine. Les revers variaient aussi bien que les avers, et je crois qu'il y a encore d'autres faces parmi elles. Les effigies en sont très bien frappées, et, d'après leur costume, elles paraissent être aussi vieilles que ceux qu'elles représentent ».

(1) Nous glanons ces appréciations dans l'« Histoire de la Littérature Anglaise » de E. Legouis et L. Cazamian, Paris 1924.

(2) *The Works of sir Thomas Browne, M. D.*, London 1928. *Hydriotaphia*, p. 46.

Là-dessus, il offre à son correspondant de lui en faire parvenir quelques-unes, pour le cas où celui-ci désirerait en parler à quelque savant. Il se fait fort de les obtenir de son père ; « car », dit-il, « il les a, pour la plupart, en deux ou trois exemplaires ».

Mais il y a une chose qui le chagrine, c'est que les orfèvres de Perth, manifestant en cela une ignorance aussi complète que celle des colporteurs et des paysans, « les aient mises au creuset, comme des imbéciles qu'ils sont, car ils auraient pu en retirer un grand profit ». Il y en avait, paraît-il, plus d'un boisseau « et l'argent en était de si bonne qualité qu'il ne voulait pas se mêler au leur ; il fallut y ajouter un tiers d'alliage ». Lord Drummond a essayé d'en avoir pour son compte personnel, mais, malgré toutes ses recherches, il n'a pu s'en procurer aucune.

Si maintenant nous voulons savoir comment cette monnaie romaine a pu s'égarer ainsi au cœur de l'Ecosse, le jeune homme va nous le dire ; car il est très au fait de l'histoire ancienne de son pays : « Le camp des Romains », dit-il, « se trouva pendant tout un hiver à Ardoch, à environ quatre milles au sud de cet endroit, et on peut encore y voir leurs retranchements et leurs fortifications en lignes circulaires, assez profondes par places pour qu'on n'y puisse voir un homme à cheval. Au nord-est, il y a d'autres tranchées, de forme et de dimensions semblables ; mais le sol y étant beaucoup meilleur, les gens les ont, en partie du moins, mises en culture, contrairement aux ordres de mon grand-père ».

Car le grand-père avait aussi le respect des reliques du passé et le goût de l'histoire de l'antiquité. Il savait même à l'occasion se servir des mécréants pour ses fouilles archéologiques : « Près de ces tranchées il y avait une ouverture ronde, semblable à la bouche d'un puits étroit, par laquelle mon grand-père ordonna à un malfaiteur de descendre. Celui-ci, trop heureux de pouvoir ainsi échapper à la pendaison, y descendit et en rapporta un éperon et un bouclier de cuivre, qui furent perdus à l'époque où une garnison d'*Olivers* nous déposséda de Drummond. On y trouva une pierre, sur laquelle était gravée une inscription portant qu'un capitaine de la légion espagnole était mort en cet endroit ». Et lord Drummond, toujours aimable et complaisant, ajoute : « Si vous voulez, je vous la copierai ; la gravure en est grossière ».

Ainsi s'exprime le jeune antiquaire. Nous allons entendre maintenant le mystique sermonneur. Il commence par une remarque historique, et de là il glisse aussitôt vers les considérations morales et reli-

gieuses : « Je vous ai ennuyé », dit-il, « avec une longue histoire qui, je crois, ne vous intéressera guère (espérons que si, pour l'honneur du révérend Patrick Drummond) ; et cependant ces choses prouvent que les Romains ont au moins salué de loin les vieux Grampians, ce qui est plus que certains n'aiment à leur concéder (1). Mais nous pouvons nous vanter, autant qu'il nous plaît, de n'avoir jamais été vaincus (sauf par la complaisance de nos perfides concitoyens envers un ennemi sans entrailles) (2) alors que, hélas ! l'ivrognerie et l'athéisme nous ont rendus esclaves de ce qui est incomparablement plus tyrannique que les Romains, les Pictes et les Danois. Nous refusons la servitude qui, seule, nous rend libres (3), et nous acceptons l'esclavage que raisonnablement nous devrions abhorrer le plus, et contre lequel nous prêtons un serment solennel, lors de la première circonstance grave de notre vie » (4).

Et voici comme un écho de sir Thomas Browne : « Le papier commence à me rappeler que je dois laisser la place pour le sceller ; il m'enseigne par ailleurs, qu'en satisfaisant ainsi mes désirs les plus chers, je laisse insensiblement passer ce temps qui, un jour, scellera mes yeux éteints et les réduira en limon et en poussière ».

Après quoi, c'est le censeur de la corruption du siècle qui reprend de plus belle : « Mais si mon temps n'est jamais plus mal employé qu'à écrire à mon très cher et très chrétien ami, je serai à mon dernier soupir plus rassuré que beaucoup de gens que je vois tous les jours errer de taverne en taverne, de lieu mal-famé à pire encore, et d'un appartement à l'autre, afin d'épier ici ce dont ils se moqueront là... »

Le bon jeune homme que voilà ! Un peu plus et il dirait comme cet autre : « O Dieu, je vous rends grâces de ce que je ne suis pas comme le reste des hommes » (5). Mais écoutons-le prêcher, et, dans sa péroraison, évoquer l'embrasement final en le comparant au déluge ; le révérend Patrick Drummond lui-même n'eût pas mieux dit.

« Ceci, quand je vais à Edimbourg. Car ici, je suis dans un petit ermitage où je prie le Seigneur de m'apprendre à employer ma tranquillité et mon temps à des choses qui feront mon bonheur, le jour où cette terre sentira que le feu a plus de pouvoir que l'eau, laquelle, bien

(1) James Alves, lui, reste dans la vérité, lorsqu'il dit dans *The Banks of Esk and Drummond Castle*, poème écrit en 1783 :

« *The North presents the Grampian's tow'ring height,
Which check'd Rome's eagle in its daring flight* ».

(2) Allusion à la conquête de l'Ecosse par Cromwell.

(3) *Servire Deo regnare est*.

(4) Allusion aux vœux du baptême.

(5) St. Luc. XVIII, 11.

qu'elle recouvrît les montagnes, la laissa cependant entière en se contentant de la dépeupler, quand, sur la réprimande de Dieu, elle s'enfuit et s'éloigna à la hâte. Que le Seigneur Dieu soit avec vous, mon très cher ami ».

Et cependant sous ce style de sermonnaire, il y a une foi et une piété réelles et profondes. Lord Drummond a lu ou entendu un peu trop de prédicants, voilà tout, mais ceci n'enlève rien à la sincérité de ses sentiments religieux, à son abandon confiant à la Providence, témoin ce mot qu'il ajoute en manière de post-scriptum — c'est à propos des craintes qu'inspire la santé de sa femme : « Mais nous nous abandonnons entièrement entre les mains de Celui qui sait faire tourner toutes choses à son honneur et à notre avantage » (1).

Sa confiance en Dieu devait être récompensée. Un peu plus d'un an après cette lettre, en janvier ou février 1673, un fils lui naissait qui s'appela James, comme son père et son grand-père, et qui devait un jour leur succéder.

Mais, dans la lettre à sa tante Grizel, la femme de l'oncle John, où il annonce cette heureuse nouvelle, il dit aussi que la mauvaise santé de son père lui prend beaucoup de temps et l'a précisément empêché d'écrire plus tôt (2). Il est clair que le comte de Perth approche de sa fin. D'ailleurs, il a vécu suffisamment pour voir naître son petit-fils (3) ; il vivra encore pour assister au mariage de sa petite Anne qui, en 1674, à l'âge de dix-neuf ans, épousera le comte d'Errol (4). Après quoi il pourra, le 2 juin 1675 (5), s'endormir en paix, laissant à son fils aîné le soin de relever l'antique nom des Drummond, et de lui donner le lustre auquel il était en droit d'aspirer.

(1) B. M. Add. Mss. 19254, fol. 110.

(2) *Red B. of Grantully*, II, p. 215.

(3) Son cadet, John, aura aussi trois enfants, avant la mort du comte de Perth : deux filles, Anne et Elisabeth, nées respectivement le 3 mars 1671 et le 22 juillet 1672, et un gargon, John, né le 31 octobre 1673, mais qui mourra très jeune.

(4) Le contrat de mariage se trouve également dans les archives de Drummond.

(5) J. Balfour-Paul, *Op. cit.*, VII, 51.

CHAPITRE III

Le Conseiller Privé

Le quatrième comte de Perth et sa participation à la lutte de l'Etat contre la *Kirk* ; l'administration de Lauderdale ; l'expédient de la *Highland Host* ; le rôle qu'y a joué le comte de Perth ; son attitude au Comité de l'Ouest. La mort de sa première femme et son second mariage. L'année 1678 et l'entrée définitive de Perth dans la vie politique. La lutte contre Lauderdale : ses péripéties à Londres ; à Edimbourg, au Parlement d'Ecosse ; comme à Tippermuir : John contre James ; deuxième voyage à Londres : Perth en est-il ? La défaite des Hamiltoniens. Perth à Londres : son évolution. L'année tragique : 1679.

C'est trois mois après la mort de son père, le 1^{er} octobre 1675, que lord Drummond est officiellement reconnu comme son héritier, avec le titre de quatrième comte de Perth (1).

Malheureusement, ce n'est pas seulement du titre de comte que James hérite, mais aussi des dettes et de la situation embarrassée de son père. Le jeune ménage a maintenant deux enfants, car une fille, Mary, lui est née le 15 juillet 1675 (2), et il lui faut faire face à des dépenses croissantes avec un revenu qui, lui, n'augmente pas.

Et voici qu'à ces soucis pécuniaires vont bientôt s'en ajouter d'autres : le jour est proche où la politique, venant le chercher jusque dans son « petit ermitage » de Stobhall, l'enlèvera par intervalles à ses paisibles occupations de gentilhomme campagnard, en attendant qu'elle l'accapare tout entier. Car, avec la Restauration, l'histoire d'Ecosse entre dans une nouvelle phase, et qui sera la dernière, de la lutte séculaire entre l'Eglise presbytérienne et l'Etat.

Dans cette lutte, qui dure depuis les jours de Marie Stuart et de Knox, la conquête de l'Ecosse par Cromwell, et la domination qu'il a fait peser sur le pays pendant huit ans, ont introduit une période d'accalmie. Le Protecteur a laissé aux presbytériens toute liberté de prêcher

(1) *Retours* : Perth, 880.

(2) *Red. B. of Grandtully*, II, 207.

l'évangile à leur manière, à la condition expresse qu'ils ne se mêlent point de politique, et des garnisons, placées aux bons endroits, ont fait respecter sa volonté.

Mais le calme dont jouit alors l'Ecosse est celui d'une classe que terrorise la présence d'un maître redouté. Aussi, quand arrive l'indolent Charles II, « la classe » presbytérienne respire. Maintenant que les *Olivers* ne sont plus là pour les tenir en respect, les fanatiques vont de nouveau s'agiter, brandir le Covenant et réclamer l'extension du presbytérianisme à l'Angleterre (1).

Seulement les hommes de la Restauration ne l'entendent pas de cette oreille. L'expérience d'un passé douloureux leur a fortement ancré dans l'esprit cette conviction, que rétablir le presbytérianisme dans tous ses droits, c'est aller inévitablement au-devant d'une nouvelle guerre civile ; et de ceci, ils ne veulent à aucun prix.

Et puis, cela se sent, ils ont une revanche à prendre. C'est à cause de ces maudits fanatiques qu'ils ont souffert, qu'ils ont été ruinés et chassés de chez eux ; et c'est pourquoi, maintenant qu'ils ont le pouvoir, ils se retournent contre leurs oppresseurs de la veille, et, s'ils ne le disent pas, ils pensent : « C'est à nous de rire à cette heure ! »

A tout ceci s'ajoute encore la réaction contre le rigorisme puritain. Pendant des années, il a fallu être, ou au moins paraître, sérieux et de bonne conduite ; mais aujourd'hui, c'est la grande liesse : le fleuve rompt ses barrages, et, du roi au dernier des gentilshommes, c'est la chasse aux plaisirs. Et alors, malheur à qui voudrait troubler la fête !

Tels sont les sentiments des hommes qui, à Londres et à Edimbourg, sont à la tête du gouvernement. Quant à Charles II, il n'a évidemment rien du tyran ni du persécuteur, et il laisserait volontiers tout le monde en paix, pourvu qu'on l'y laisse lui-même. En fait de religion, il ne pratique guère que l'hédonisme, et les querelles entre épiscopaliens et presbytériens l'intéressent beaucoup moins que la conversation de Nell Gwyn ou de la duchesse de Portsmouth. Ses secrètes préférences l'inclineraient plutôt vers le catholicisme, et il n'a que du mépris pour le presbytérianisme qui, selon lui, « n'est pas une religion de gentilhomme ». Du reste, il ne serait pas homme, s'il ne gardait rancune aux presbytériens de lui avoir, au temps de son séjour en Ecosse, fait subir tant de sermons, de réprimandes et d'avanies.

Bref, au lendemain de la Restauration, le mot d'ordre est qu'il faut en finir avec les prétentions exorbitantes de la *Kirk*, avec la tyrannie de

(1) Rev. R. Wodrow, *The History of the Sufferings of the Church of Scotland*, 4 vols. 1829-30, I, p. 14.

cès éternels empêcheurs de danser en rond. La *Kirk* veut étendre le presbytérianisme à toute l'Angleterre ; l'Etat répond à cela en s'efforçant, d'abord d'imposer à l'Ecosse l'Eglise épiscopaliennne, puis de lui faire tolérer le catholicisme. C'est à cette contre-attaque de l'Etat, qui durera pendant tout le règne de Charles II et de Jacques II, jusqu'à la Révolution de 1688, que le comte de Perth va se trouver mêlé, et où il jouera bientôt un rôle de premier plan.

Quand il arrive aux affaires, en décembre 1677, la lutte dure déjà depuis près de seize ans. Elle a commencé en 1662 par le rétablissement de l'épiscopat, qui, dans la pensée des gouvernants, doit servir de frein aux ambitions de la *Kirk*. Mais on comptait sans les « purs » du presbytérianisme, pour lesquels l'épiscopat est « un membre de l'Antéchrist », et les évêques, « des prêtres de Baal ». Les ministres refusent d'obéir, et les fidèles, désertant les églises, s'assemblent en conventicules, d'abord dans des maisons ou dans des granges, puis en plein air, dans les endroits propices qui abondent en ce pays accidenté ; et là, des prédicants de leur choix viennent leur distribuer la bonne parole.

L'opposition des presbytériens aux réformes est donc irréductible ; elle l'est d'autant plus que la personnalité des réformateurs leur est plus odieuse.

Au nombre de ceux-ci est Lauderdale, qui, depuis le printemps de 1663 où il a supplanté son rival Middleton, est pratiquement le premier ministre de Charles II en Ecosse. C'est une sorte de Grandgousier écossais, au poil roux, assez mal bâti, et dont la langue énorme semble emplir toute la bouche. Bruyant et grossier dans ses propos, irascible, et ne supportant pas plus les avis que la contradiction, à la fois autoritaire et servile, il est l'homme de confiance et le compagnon de plaisir du roi, dont il considère les ordres comme « supérieurs à toutes les lois humaines » (1). C'est par ailleurs un homme sensé et plein d'esprit, un latiniste distingué, qui en plus a étudié le grec, l'hébreu, l'italien et le français, et qui connaît son histoire et sa théologie. C'est enfin un ardent patriote, écossais jusqu'aux moelles, et qui se montre extrêmement jaloux de toute intervention des parlementaires anglais dans les affaires de son pays.

Il a été jadis un zélé convenantaire, et il garde au fond du cœur une secrète préférence pour le presbytérianisme, ce qui ne l'empêchera point, l'heure venue, de se montrer plus féroce que tout autre dans la répression de ses coreligionnaires.

(1) Osmund Airy, *The Lauderdale Papers*, 1884-85, II, p. 141.

Mais pour l'instant, il serait plutôt partisan de la modération, et de 1667 à 1672, il va tenter de pacifier l'Ecosse. Malheureusement ses mesures apaisantes viennent un peu tard. C'est en vain qu'il multiplie les tentatives de rapprochement : elles sont très mal accueillies par les fanatiques, qui n'y voient que des manœuvres perfides, déguisées sous l'apparence de bienfaits.

Leur attitude irrite fortement Lauderdale. Une funeste influence agit d'ailleurs sur lui à cette époque, celle de lady Dysart, créature ambitieuse et rapace, aussi pourvue d'esprit et de charmes que dépourvue de scrupules, et qu'il vient d'épouser six semaines après la mort de sa femme. C'est à son instigation, et pour satisfaire à ses folles dépenses, qu'il accable d'amendes et de confiscations les presbytériens réfractaires.

Mais, dès l'année 1673, au sein du Parlement écossais où jusqu'ici Lauderdale n'a rencontré aucune résistance ouverte, bien qu'il y compte pas mal d'adversaires de sa politique, un parti d'opposition déclarée se constitue, dont William Douglas, troisième duc de Hamilton prend la tête (1). Ce dernier qui, entre parenthèses, est le beau-frère du comte de Perth, est de cœur avec les presbytériens, et sa femme est une presbytérienne convaincue. On le soupçonne depuis longtemps de se montrer « peu zélé pour la politique religieuse du gouvernement » (2). Grand seigneur de l'ouest, de la région où foisonnent les conventicules, il est assez naturel qu'il soutienne ses tenanciers.

Lauderdale, devenu maintenant le duc de Lauderdale, semble puiser dans cette opposition un nouveau motif de se déchaîner contre les rebelles. Mais il a beau entasser mesures sur mesures, les conventicules se multiplient en raison directe de l'acharnement qu'il apporte à les faire cesser. Et à ces conventicules, où ils se rendent de plus en plus nombreux, voici que les rebelles prennent maintenant l'habitude de venir en armes, afin de pouvoir, le cas échéant, se défendre contre une intervention de la troupe. Et la situation dans le sud-ouest devient bientôt menaçante. Le 30 août 1677, Hamilton écrit au comte de Queensberry (3), l'un de ses partisans : « Qu'il soit possible d'arracher les

(1) William Douglas a épousé en 1656 Anne, duchesse de Hamilton, fille aînée de James, le vaincu de Preston, et nièce de William, deuxième duc de Hamilton, blessé mortellement à Worcester, dont elle a hérité le titre. Il a été créé duc de Hamilton pour la vie en 1660 par Charles II. C'est sa sœur que lord Drummond a épousée en 1670.

(2) *Historical Manuscripts Commission*, XI Report, Part VI, p. 139.

(3) William, troisième comte de Queensberry, lui-même de la famille des Douglas, avait épousé la sœur aînée de Jane Douglas ; il était donc, lui aussi, beau-frère du duc de Hamilton, et c'était également un seigneur du sud-ouest.

gens à leurs conventicules, j'en doute fort... Faisons tout ce que nous pouvons » (1). En fait, ils ne peuvent rien ; ils sont débordés.

Et la menace grandit toujours. Mackenzie, l'avocat du roi, dit à ce sujet : « Il était très facile à deux ou trois conventicules, en se joignant ensemble, de constituer une armée de 10.000 hommes, à laquelle se seraient probablement ralliés tous les partisans de cette secte » (2). Et à ce danger croissant, que peut opposer le gouvernement ? Les troupes régulières en Ecosse ne dépassent point 1.500 hommes, en tout et pour tout ; quant à la milice et aux riches propriétaires, on ne peut pas compter sur eux, ils sont trop favorables aux rebelles.

Voici donc Lauderdale acculé à une impasse. Que faire ? Aux grands maux les grands remèdes : il va lancer sur le sud-ouest cette nuée de sauterelles, l'armée des Highlands ! Et c'est ici que le comte de Perth entre en scène.

Mais ici également une question se pose : jusqu'à quel point, de quel cœur, dans quelles dispositions d'esprit a-t-il coopéré à cette odieuse mesure, qui allait précipiter une partie du pays contre l'autre, et qui est certainement l'un des plus tristes chapitres de l'histoire d'Ecosse ?

S'il faut en croire les historiens anglais ou écossais, au demeurant peu sympathiques au comte de Perth, ce dernier aurait *spontanément* offert ses services à Lauderdale, dans l'espoir de relever la situation de sa famille (3). Certains vont même jusqu'à prétendre que c'est lui, avec le marquis d'Athole, qui a *suggéré* cet expédient à Lauderdale (4). Et les uns et les autres, constatant qu'ensuite nos deux gentilshommes se retournent contre Lauderdale, crient à l'égoïsme et à la trahison.

D'autres, qui ont étudié la question de plus près, se contentent d'affirmer que le comte de Perth a su « ménager la chèvre et le chou » (5) ; il aurait multiplié les assurances de dévouement à Lauderdale, et en arrière, combattu sa politique.

Enfin, nous avons un témoignage contemporain, et ceci est plus grave, où le comte de Perth est nommé entre les nobles qui ont *volontairement* levé des troupes auxiliaires parmi leurs vassaux, et sur le loyalisme desquels on peut être rassuré (6). Et voilà qui semble bien corroborer la première assertion.

(1) *Hist. Mss. Com.*, XV, Report, Part VIII, p. 223.

(2) G. Mackenzie, *Memoirs of the Affairs of Scotland*, 1821, p. 329.

(3) Ainsi parle Osmund Airy : *Op. cit.*, III, 93.

(4) Mark Napier, *Memorials and Letters on John Graham of Claverhouse*, 1859, II, 171.

(5) A. Lang. *Sir George Mackenzie...*, of Rosehaugh, London 1909, p. 154.

(6) Lettre du Dr. Hickes au Dr. Patrick, Edimbourg, 3 janvier 1678, dans *Hist. Mss. Com.* : *Mss. of the Duke of Portland at Welbeck*, II, 45.

Ces différents jugements, auxquels, pour les deux premiers du moins, une certaine animosité n'est pas étrangère, ont le défaut d'être basés sur une documentation incomplète. Essayons donc, en nous appuyant sur des documents nouveaux (1), de débrouiller cette question épineuse, et de voir dans quelle mesure ces appréciations sévères s'écartent ou se rapprochent de ce qui paraît bien être la vérité.

Que d'abord le comte de Perth ait eu le souci de relever la situation de sa famille, rien de plus exact, mais aussi rien de plus légitime. Seulement, il y a la manière. Nommé membre du Conseil Privé par lettre royale, en date du 13 décembre 1677 (2), et reçu par le Conseil dans la séance du 10 janvier 1678 (3), il fait dès lors partie d'un groupe de nobles, dont on a dit qu'ils étaient comme « une bande de loups affamés, qui se dédommageaient par les profits de leur charge, faisant la chasse aux amendes et aux confiscations, et se battant au-dessus de leur proie » (4).

Nous ne voyons pas bien, pour notre part, le pacifique jeune homme de la lettre à Patrick Drummond brusquement métamorphosé en loup dévorant. Du reste, nous savons qu'en fin juillet 1677 il est à Edimbourg, et qu'à ce propos Hamilton écrit à Rothés : « J'ai reçu votre lettre par un des gentilshommes qui sont arrivés avec ma sœur. Elle parle peu de son mari ou de ce qu'il fait à Edimbourg. Je n'en sais rien et ne m'en soucie guère. L'intérêt particulier est l'excuse générale, et il faut bien s'en accommoder » (5).

Le comte de Perth serait-il donc à Edimbourg pour intriguer et se pousser auprès de Lauderdale ? Mais alors, pourquoi la femme de celui-ci prend-elle un air pincé pour dire « que le monde entier sait que le comte de Perth a plus d'obligations au duc de Hamilton qu'à son mari, et qu'on pourrait l'amener à croire que les intérêts du premier sont plus conformes à la justice que ceux du second ; mais qu'il est étrange qu'il oublie ce que lui dictent à la fois la parenté et la politesse envers son mari, et qu'il ne fasse pas même demander à le voir ! » (6)

La vérité est qu'à ce moment, c'est le duc de Lauderdale qui voudrait gagner le comte de Perth à son parti, mais celui-ci résiste.

Son frère, John Drummond of Lundin, n'a pas les mêmes scrupules. Capitaine au régiment des gardes à pied, il ambitionne le poste

(1) *Perth's Correspondence* aux archives de Hamilton Palace, très obligeamment mise à notre disposition par le duc de Hamilton.

(2) *Warrant Book for Scotland*, vol. IV, No. 276, p. 330.

(3) *Reg. Pr. C. Scot.*, Anno, 1678, p. 309.

(4) A. Lang, *Op. cit.*, p. 19.

(5) Mark Napier, *Op. cit.*, II, 167.

(6) Perth à Hamilton, 5 septembre 1677 : *Hamilton Palace Charter Room*.

de lieutenant de la garnison au château d'Edimbourg, et il ne craint pas, pour l'obtenir, de s'adresser à Lauderdale et même au duc d'York, frère du roi, s'aventurant parfois dans des métaphores du genre de celle-ci : « Je ne pouvais pas ne pas dire à Votre Grâce qu'alors que vous, l'honorable racine, vous fournissiez assez de sève à quelques-unes de vos branches, pour qu'elles dominent la forêt, il y en avait d'autres qui n'en recevaient point de quoi s'élever au-dessus des broussailles » (1).

Puis, comme la chose traîne en longueur et qu'il craint de voir ce poste lui échapper, il a recours à son frère. A la fin d'août 1677 il lui écrit une lettre des plus pressantes pour le supplier de venir tout de suite à Edimbourg, mais sans lui dire pourquoi. Et voilà le comte de Perth bien intrigué et bien ennuyé. Il fait part de son embarras au duc de Hamilton : « J'ai écrit à mon frère », dit-il, « que s'il ne s'agissait que d'une visite au duc de Lauderdale, dans son intérêt à lui, John, il savait bien que je n'avais aucun motif particulier, ni aucun grief personnel, pour me refuser à cette démarche ; mais qu'autrement, il connaissait mon amour de la retraite et mon désir d'être oublié de tous ses amis là-bas » (2).

Est-ce ainsi que s'exprime un intrigant ? Mais il y a mieux. Car il a ajouté que si la chose venait du duc lui-même, c'est que celui-ci voulait « ou le cajoler, ou le ridiculiser, ou l'engager dans des voies auxquelles répugnaient sa conscience et son honneur, ou encore l'obliger à un refus, afin de pouvoir tourner contre lui sa fureur ». Perth ne se fait, on le voit, aucune illusion ; il sait que Lauderdale pourrait facilement lui créer des ennuis avec ses vassaux, « vis à vis desquels », dit-il, « je suis tenu à user d'expédients » (toujours la question d'argent !) « Quant aux faveurs », lui a-t-il dit encore, « je n'en attends et n'en demande aucune ». Mais ce qu'il redoute, c'est que Lauderdale ne lui tende un traquenard ; car en allant à Edimbourg, il s'expose, d'une part, au blâme des plus honnêtes gens de l'Ecosse, lesquels ne manqueront pas de dire qu'il est allé flatter le duc, et d'autre part, à la haine de Lauderdale, qu'il ne saurait satisfaire à des conditions déraisonnables.

A tout ceci son frère a répondu par une missive plus pressante encore, affirmant que rien au monde ne pouvait l'obliger davantage, ni être plus favorable à ses intérêts à lui, John, que ce voyage à Edimbourg. Là-dessus, Perth s'est décidé à partir ; mais il prie Hamilton de ne point se hâter de le croire capable d'une infidélité ou d'une trahison

(1) *Hist. Mss. Com.* : Laing Mss (1914), 1. 409.

(2) Perth à Hamilton, 5 septembre 1677 : *Ham. Pal. Charter Room*.

quelconque. « Quoi qu'il arrive », dit-il, « comptez que je me comporterai vis à vis de Votre Grâce avec la sincérité d'un chrétien et l'honneur d'un gentilhomme » (1).

Il alla donc à Edimbourg, et sa visite profita sans doute à son frère, car celui-ci obtint le poste qu'il convoitait (2). Quant à lui, il fut, de la part de Lauderdale, l'objet de toutes sortes d'avances et de promesses d'amitié, qui ne réussirent point, du reste, à le détacher de ses principes ni de ses amis. C'est du moins ce qu'il affirme à Hamilton, qui le rencontre un peu plus tard. Ce dernier s'en réjouit dans une lettre à Queensberry, et il dit : « Je vous assure que c'est un homme de grande valeur et de beaucoup de vertu » (3).

Reste à savoir si Hamilton ne se leurre point, et si, tout en prétendant lui rester fidèle, Perth ne s'est pas, sinon perfidement, du moins imprudemment engagé à servir Lauderdale. Sur ce qui s'est passé, lors de l'entrevue d'Edimbourg, nous ne savons que ce qu'il a dit à Hamilton. Mais voici ce que, rentré à Drummond, il écrit à Lauderdale : « Je me sens tenu d'offrir à Votre Grâce mes très humbles remerciements, pour les si obligeantes et condescendantes bontés que vous m'avez témoignées, lors de la visite que j'ai eu l'honneur de vous rendre. Si je pouvais trouver un moyen, qui correspondît au sentiment que j'en ai, d'exprimer l'impression qu'elles ont faite sur mon cœur, j'emploierais avec joie tous mes efforts à assurer Votre Grâce de ma sincérité. Mais puisque je suis si incapable d'aucun service qui puisse vous être utile, et que le désordre et le pitoyable état de mes affaires me contraignent à rester ici, il faut bien que je me contente de la sincérité de mes intentions, et que je prie Votre Grâce de les accepter faute de mieux. Je me condamnerais, si j'avais occasionné les charges qui pèsent sur ma fortune et qui m'empêchent de servir Votre Grâce comme je le voudrais ; mais puisqu'elles sont le résultat du loyalisme sans tache de mon grand-père et de mon père, je me réjouis de ma pauvreté. Et si, ce qu'à Dieu ne plaise, le service du roi exigeait de moi que je hasarde le peu qui me reste, j'y prodiguerais ma vie et ce restant, avec l'allégresse qu'on est en droit d'attendre de moi » (4).

Et voilà justement l'une des deux lettres sur lesquelles on s'appuie, pour incriminer le comte de Perth. Voici maintenant l'autre, avec le résumé des circonstances qui l'ont provoquée.

(1) *Ibidem*.

(2) *Warrant Book of Scotland*, vol. IV, pp. 255 et 256.

(3) *Hist. Mss. Com.* : Mss. of the D. of Buccleuch and Queensberry, preserved at Drumlanrig Castle, I, 225.

(4) *Stowe Mss.* n° 755, folio 26.

Le 22 octobre 1677, le comte de Perth reçoit une lettre du Conseil Privé, signée de la main du duc de Lauderdale, lui enjoignant de mobiliser ses vassaux et tenanciers des Highlands, et de les tenir prêts à marcher sur Stirling au premier signal, ceci en vue de réprimer les troubles et insurrections possibles (1). Le même ordre a été expédié au marquis de Huntly et au comte d'Airly.

Que va faire le comte de Perth ? Obéir, évidemment, et sans l'ombre d'une hésitation. Pour lui, comme d'ailleurs pour tous ceux qui ne sont point dans les rangs des fanatiques, l'attitude de ces derniers est proprement révolutionnaire ; c'est un défi porté à l'autorité royale. Marcher contre eux, et, s'il le faut, les soumettre par la force, c'est donc servir Sa Majesté ; et, sur ce terrain de l'honneur et du devoir, Perth entend bien ne le céder à personne. C'est ce qui ressort de la seconde lettre dont nous venons de parler, et qu'il écrit le 3 décembre au duc de Lauderdale.

« Bien qu'il puisse toujours », dit-il, « promettre d'obéir aux ordres sacrés de Sa Majesté » avec tous ses amis et vassaux, cependant il n'a pas voulu répondre avant de s'être assuré qu'ils étaient prêts à marcher. « Maintenant, je puis promettre pour eux. Et si mon pouvoir personnel égalait mon zèle pour le bien de la cause royale, je ne le céderais à aucun mortel ». Malheureusement, comme il l'a déjà dit dans sa lettre du 19 septembre, sa famille est, à l'heure présente, dans une si triste situation, que « les grandes choses lui sont interdites ». Mais, puisque sa vie et sa fortune sont tout ce qu'il peut employer au service de son maître, personne ne peut offrir plus ; « et sûrement », dit-il, « personne ne peut les offrir plus volontiers que moi ». Et il termine par ces mots : « Votre Grâce n'a, j'espère, nul besoin qu'on la sollicite d'être assez l'ami de ma pauvre famille méprisée, pour la représenter comme très fidèle jusqu'ici ; tout ce que je demande donc, c'est d'être regardé comme aussi zélé et aussi ardent que n'importe lequel de mes prédécesseurs, bien que je sois beaucoup moins digne ou capable de rendre aucun service » (2).

Ainsi s'exprime le comte de Perth dans ses deux lettres à Lauderdale. Qu'en faut-il inférer ? Rien, croyons-nous, avant d'avoir pris connaissance de ce qui suit.

Le 1^{er} janvier 1678, il écrit à Hamilton : « J'ai eu tous ces temps-ci assez de peine à rester chez moi. Comment il a pu entrer dans la tête de nos grands personnages de s'occuper d'un homme comme moi, je ne

(1) *Reg. Pr. C. Scot.*, Anno 1677, p. 291.

(2) Osmund Airy, *Op. cit.*, III, 93.

saurais le dire ». Et il parle d'une lettre aimable qu'il a eue de Lauderdale « en réponse à une lettre conçue en termes très généraux, que je lui avais envoyée, et où je l'assurais que tout ce dont je pourrais disposer serait au service de Sa Majesté. Depuis ce temps, il a chargé mon frère de me dire les nombreuses raisons pour lesquelles il ne faisait point de grandes choses pour moi ; mais j'ai jusqu'ici pris tout cela pour des cajoleries. Maintenant, dit-on, il vante mon zèle pour le service du roi, et dit que le loyalisme est héréditaire dans ma maison. Je voudrais en vérité faire tout ce qui est en mon pouvoir pour servir le roi ; en ceci il ne fait que me rendre justice. Mais je crois que lui et moi, *nous n'avons pas la même façon d'envisager les choses* ». C'est nous qui souignons.

Son frère, ajoute-t-il, le prie de venir à Edimbourg. Qu'en pense Hamilton ? Voici, quant à lui, les raisons qui pourraient l'inciter à s'y rendre. Le duc de Lauderdale, paraît-il, dit qu'il aimerait connaître son avis sur le pays de l'ouest, sachant que l'Eglise n'a pas de fils plus digne, ni le roi de sujet plus loyal, que lui ; « et sûrement », dit-il, « s'il a quelque bonne opinion de moi, j'en tirerai parti, autant du moins que je le pourrai ». Entendons, comme le prouve la suite de sa lettre, qu'il en profitera pour tâcher de rallier Lauderdale à sa façon de voir.

D'autre part, sir Robert Hamilton, l'un des chefs des fanatiques, se trouve à Edimbourg, et comme il a toujours eu la plus haute estime pour le comte de Perth, et qu'en ce moment ses avis sont très écoutés, peut-être y aurait-il moyen de l'influencer dans le sens de la modération.

Enfin, il est décidé à déclarer d'avance, comme il l'a déjà fait en partie, qu'on n'arrivera pas à lui faire épouser de force l'opinion d'autrui. « Et surtout », dit-il, « je m'efforcerai d'éviter d'aller dans l'ouest ; car, bien que je ne sois pas du Conseil (il ne sera admis que le 10 janvier) on me dit que je dois être du Comité qui y donnera des ordres ; et cela conviendra bien mal à mon caractère » (1).

Et nous voici assez loin, n'est-il pas vrai, du Perth animé d'une ardeur combative que l'on propose à notre mépris. Il reste pourtant à expliquer comment, même des contemporains ont pu prétendre « qu'il avait levé *volontairement* des troupes auxiliaires parmi ses vassaux ».

C'est tout simplement parce que, dans la commission que le Conseil Privé lui a fait tenir le 26 décembre, et dont il envoie une copie à Hamilton, ces messieurs se sont rendus coupables d'une petite supercherie. Il y est dit en effet : « Ceux qui ont *offert* d'assister les forces

(1) Perth à Hamilton, premier janvier 1678 : *Ham. Pal. Charter Room*.

du roi ». Et Perth de s'exclamer : « Comme si cela avait été un choix volontaire ! » En fait, dit-il, si les hommes des Highlands marchent vers le sud-ouest, « il n'y en a pas un qui, en allant à Stirling, ne passe sur mes terres ; et alors je les aurai tous, les uns après les autres, pour ruiner mes gens... Et me voilà », soupire-t-il, « dans de jolis draps ! » Car sa situation financière n'a fait qu'empirer, et il n'ose se mettre à dos des gens qui peuvent découvrir où sont ses créanciers. Et, dans un sursaut d'indignation, il termine : « Mais, plutôt que de pécher contre la justice ou l'honneur, je me mettrai à dos le monde entier » (1).

Voilà, dira-t-on, de belles paroles ; mais enfin le comte de Perth a tout de même fait partie du Comité de l'Ouest : comment s'y est-il comporté ? C'est précisément ce qu'il nous reste à voir.

La commission du 26 décembre lui confère le pouvoir de mobiliser ses Highlanders et de marcher sur Stirling, où il devra être rendu pour le 24 janvier ; et là, il attendra les ordres du Conseil Privé (2).

Durant leur marche, les hommes pourront loger chez l'habitant à discrétion, et s'il le faut, s'approprier les chevaux pour le transport des malades, des munitions et autres provisions. On les absout par avance de tout ce qu'ils pourront faire : tuer, blesser, arrêter ou emprisonner les récalcitrants, et s'emparer des suspects, pourvu qu'ils agissent toujours par ordre du Comité du Conseil Privé, ou de l'officier supérieur. Or, le Comité, nommé le 18 janvier par le Conseil Privé, à la suggestion des évêques d'Ecosse, pour accompagner les troupes et diriger les opérations, se compose de onze membres, sur lesquels neuf, dont Perth, sont des chefs de l'armée. Autant dire qu'on leur donne carte blanche.

Les instructions qu'emporte le Comité sont sévères : faire signer à tous les gentilshommes et propriétaires fonciers l'engagement de ne tenir aucun conventicule ni de n'en tolérer aucun sur leurs terres ; de même pour les magistrats et autres notables ; s'assurer de tous les chevaux et de toutes les armes en bon état dans le comté d'Ayr ; réduire par les armes tous les obstinés ; à chaque séance, le Comité choisira l'un de ses membres, pour le présider, et veiller à ce que tout se passe en règle (3).

La concentration des clans se fait donc le 24 janvier à Stirling, où l'imprudence des Highlanders cause plusieurs incendies, ce qui est classique. De là, les 6 ou 8.000 « claymores » marchent sur Glasgow, où ils arrivent le 26, et sont renforcés par la milice d'Angus et un millier

(1) Perth à Hamilton, premier janvier 1678. Cette lettre a été publiée en partie par la *Hist. Mss Com.*, XI Report, Part VI, pp. 162-163.

(2) *Reg. Pr. C. Scot.*, Anno 1677, p. 300.

(3) *Ibidem*, Anno 1678, pp. 320-324.

de fantassins des troupes régulières. A voir défiler ces 8 à 10.000 hommes à pied et à cheval, avec leur quatre pièces de campagne, des munitions, des pelles, des pies et des pioches, « comme s'ils allaient attaquer de puissantes fortifications » (1), les paysans de l'ouest, consternés, se demandent ce qu'on leur prépare ; et l'aspect des nombreux traînards, que cette armée sème derrière elle, et qui s'attardent à piller, n'est point de nature à les rassurer.

Leur consternation n'a d'égal que l'étonnement des soldats et de leurs chefs, à qui l'on avait représenté l'ouest comme en pleine rébellion, et qui s'attendaient à combattre ; et voici que devant eux s'ouvre une contrée paisible, peuplée de paysans inoffensifs, et qui n'offrent aucune résistance.

Mais la résistance est tout intérieure : dès qu'il s'agit de s'engager pour lui-même, sa femme, ses enfants et ses serviteurs, et pour ses tenanciers et leurs familles, à ne plus assister aux conventicules, le gentil-homme, le propriétaire ou le magistrat refuse, alléguant qu'il n'a aucun droit d'imposer sa volonté à ses tenanciers, ce qui, dans les Lowlands, était d'ailleurs exact.

La question va se poser, entre autres, pour le duc de Hamilton, et les amis qu'il compte au sein du Comité, en particulier le marquis d'Athole et le comte de Perth, s'inquiètent à son sujet. « Il y en a », lui écrit ce dernier, « qui sont d'avis que vous signiez l'engagement, comme moyen de gagner du temps ; mais d'autres y voient un piège ». Le bruit court aussi, dit-il, qu'on enverrait des troupes à Hamilton et aux environs, « et bien que ceci me donnerait l'occasion de voir un ami, je n'y crois point ». Il ajoute qu'ils espèrent pouvoir très prochainement renvoyer leurs hommes chez eux (2).

En fait, le duc de Hamilton, qui prétexte d'abord une indisposition (3), et chez lequel Perth se rend en personne le 2 février (4), opposera, le moment venu, un refus péremptoire.

Le Comité siège dix jours à Glasgow. L'infanterie du comte de Perth est à Easter Kilpatrick, entre Glasgow et Dunbarton ; sa cavalerie est à Wester Kilpatrick (5). Et, tandis que ces messieurs se débattent avec les récalcitrants, leurs troupes se gobergent et s'enrichissent aux frais des habitants. Non point qu'elles se rendent coupables d'actes de cruauté ; il est remarquable, au contraire, qu'on n'en ait pas signalé un seul,

(1) Wodrow. *Op. cit.*, II, 389.

(2) *Hist. Mss. Com.*, XI Rep., Pt. VI, p. 163.

(3) *State Papers, Domestic Series*. Calendar 1677-78, p. 622.

(4) *Hist. Mss. Com.*, Mss. of Bucc. and Queens., I, 223.

(5) *Reg. Pr. C. Scot.*, 1678, p. 509.

durant leur séjour de cinq semaines dans ce qu'elles considéraient comme un pays conquis. Mais, pour ce qui est du pillage, il ne faut pas oublier que nous avons affaire ici à des professionnels ; et quand, leur œuvre terminée, ils remonteront vers le nord, on aura l'impression, en voyant passer leurs bagages, qu'ils ont pris part au sac de quelque ville (1).

Le 7 février, le Comité siège à Ayr, et ses efforts pour faire signer le fameux engagement n'ont guère plus de succès. Ce que voyant, les gouvernants d'Edimbourg imaginent le coup des *law-burrows* : ils supposent, par une fiction juridique assez inattendue, que le roi est, vis à vis des récalcitrants, dans la situation d'un homme qui, ayant de sérieux motifs de redouter quelque violence de la part d'un voisin, est en droit d'exiger de lui qu'il s'engage sous caution à le laisser en paix. Et c'est ainsi contre toute une partie de ses sujets en Ecosse que le roi est censé se cautionner.

Situation paradoxale, mais ce n'est pas tout. Lauderdale, que la résistance exaspère, prétend désarmer tous les gentilshommes de l'ouest, enlever son épée au duc de Hamilton lui-même. Sur ce, la brouille éclate au sein du Conseil Privé. Le chancelier Rothes proteste avec indignation ; Lauderdale lui répond avec sa grossièreté coutumière : d'où échange de propos irrités entre les deux puissances. La plupart des gentilshommes déclarent en outre que, si l'on enlève son épée au duc de Hamilton, ils déposeront la leur (2).

Au Comité de l'Ouest, qui siège toujours à Ayr, on commence aussi à en avoir assez. « On nous dit maintenant de nous occuper de votre comté » (Dumfriesshire), écrit Perth à Queensberry le 20 février, « mais vous n'avez rien à craindre ; car nous sommes résolus à renvoyer nos hommes chez nous, à cause des *law-burrows*, et aussi parce que la saison des travaux approche ». Il est temps de renvoyer les paysans à leur charrue, et d'ailleurs « cette nouvelle méthode », celle des *law-burrows*, a complètement désorienté les chefs ; « quant à moi », dit-il, « je n'ai jamais rien eu qui soit venu si opportunément me libérer de ma peine, car je prévoyais bien des maux dont on s'apprêtait à accabler nos amis ».

Et voici qui montre dans quel esprit il exerce ses fonctions de « tortionnaire » : « Ce soir, my lord Cochrane a refusé de prendre

(1) Wodrow, *Op. cit.*, II, 412. Il évalue à 200.000 livres sterling les pertes subies par le comté d'Ayr, sans parler du dommage causé dans les autres comtés (p. 426).

(2) *Hist Mss. Com.*, XI Rep. Pt. VI, pp. 163-164. Cette lettre à Hamilton est attribuée à tort au comte de Perth ; nous en avons vu l'original, qui porte une signature illisible, et n'est pas de l'écriture de Perth.

l'engagement, et moi, qui présidais, je l'ai, comme c'était mon rôle, réprimandé (sans rire) d'avoir déclaré illégale et inacceptable la clause qui oblige le maître à faire fréquenter l'église à ses serviteurs ». Que voilà un peu terrible persécuteur !... « Nous ne savons comment faire », dit-il encore, « et nous commettons bévues sur bévues, et, en bouchant un trou, nous en faisons deux. Mais quand l'un de nos « ennemis » (les guillemets sont de lui) nous tombe sous la patte, nous faisons paraître notre « bienveillance » (1).

Trois jours après cette lettre, le 23 février, le Conseil Privé permettait aux Highlanders de retourner chez eux, à l'exception de 500, dont 50 au comte de Perth (2). Ce dernier continuait de faire partie du Comité jusqu'au 8 mars, et le 15 nous le retrouvons à Edimbourg, à la séance du Conseil. Prétextant des affaires urgentes, il obtenait de rentrer chez lui, et dès le 16 mars il était au château de Drummond.

Voilà donc ce que, dans l'affaire de la *Highland Host*, le comte de Perth a dit, et ce qu'il a fait, autant du moins que les documents venus à notre connaissance nous permettent d'en juger.

Et maintenant, il faut conclure. Que, « dans l'espoir de relever sa fortune par sa complaisance », il ait « ardemment coopéré à la pire action du gouvernement de Lauderdale » (3), nous ne le croyons point : toute sa correspondance avec Hamilton et Queensberry nous prouve le contraire. Mais que, dans ses deux lettres à Lauderdale, il ait pu, quoi qu'il en dise, donner à ce dernier l'impression, qu'étant prêt à tout risquer pour le service du roi, il était également disposé à exécuter tous les ordres de son haut-commissaire en Ecosse, ceci ne paraît pas discutable. Et l'on comprend, par suite, qu'un historien sérieux, mais prévenu, comme Andrew Lang, n'ayant pour se faire une opinion que des documents incomplets, ait pu l'accuser d'avoir joué double jeu, dans l'espoir de gagner sur les deux tableaux.

Mais nous n'estimons point pour cela que le reproche d'hypocrisie soit plus justifié que celui de complaisance. Il a pu se tromper, et il est premier à le reconnaître : « J'ai commis une sottise par erreur », dit-il ; « car, croyant qu'il y avait obligation pour nous de marcher avec nos hommes, j'ai dit dans ma lettre au chancelier (Rothés) que j'étais à Stirling, et j'apprends que l'on considère cela comme une

(1) Mark Napier. *Op. cit.*, II, pp. 169-171. Comment cette lettre n'a-t-elle pas ouvert les yeux de celui qui la publiait ? L'aveuglement du parti-pris est-il donc si tenace ?

(2) *Reg. Pr. C. Scot.*, 1678, p. 393.

(3) Osmund Airy, *Op. cit.*, III, 93, note 1.

promesse » (1). Et ailleurs il avoue : « Nous constatons que toutes nos conclusions avaient de fausses prémisses » (2).

En fait, plus il va, et plus il s'aperçoit qu'il s'est fait maladroitement l'instrument d'une politique, qu'au fond il n'approuve pas. Et c'est ce qui explique la modération dont il fait preuve comme membre du Comité de l'Ouest, modération qu'un historien peu suspect de partialité en sa faveur, tel que Wodrow, n'a pu que reconnaître (3). Et c'est ce qui explique aussi, sans qu'il y ait lieu de parler de « volte-face et de trahison inspirées par l'égoïsme », qu'il se soit ensuite retourné contre Lauderdale, avec d'autant plus de violence, qu'il était secrètement dépité d'avoir été joué par lui.

L'année 1678 devait d'ailleurs faire époque dans sa vie. C'est en effet cette année-là, et après lui avoir donné un troisième enfant, une fille qui s'appellera Anne, comme la sœur du comte de Perth, que sa première femme dut mourir. Nous n'avons aucun document qui nous permette de fixer exactement la date de cette mort, ni non plus celle de son second mariage avec lady Lillas Drummond of Machany. Celle-ci était depuis 1670, veuve de James, comte de Tullibardine, lequel avait, comme nous l'avons vu, épousé en premières noces une autre Lillas Drummond, la propre tante du comte de Perth ; de sorte que ce dernier épousait la veuve de son oncle par alliance (4).

Si ce deuxième mariage n'eut lieu qu'en 1679, ce dut être au début de l'année ; car le premier enfant du second lit, John, est né cette année-là. Tout ce que l'on peut dire, c'est que, de toutes façons et quelles qu'aient été les dates respectives de ces deux événements, il n'a pu s'écouler entre eux que bien peu de mois (5).

Mais c'est surtout de cette année 1678 que date l'entrée définitive du comte de Perth dans la vie politique, c'est-à-dire le commencement de ce qui devait être la cause et de sa grandeur et de sa perte. Pourquoi

(1) Lettre à Hamilton, du premier janvier 1678, citée plus haut.

(2) A Queensberry, 20 février 1678, citée ci-dessus.

(3) Wodrow, *Op. cit.*, II, 449.

(4) Laquelle était déjà sa parente au quatrième degré : enfants d'issus de germains.

(5) Le 25 juillet 1677 sa première femme vit encore, comme le prouve la lettre de Hamilton à Rothes, citée plus haut (p. 48). Le 15 juillet 1678, dans une lettre à sa tante Grizel, Perth dit : « Ma femme vous présente ses humbles hommages... ». Qui est-elle ? Jane Douglas ou Lillas Drummond ? Si c'est encore la première, elle ne va pas tarder à mourir, en l'automne de 1678 probablement, pour faire place à la seconde qui est mentionnée dans une lettre du 29 avril à George Drummond of Blair. Si c'est déjà celle-ci, c'est que la première est morte avant l'affaire de la *Highland Host*, en l'automne de 1677. Et alors, les « affaires urgentes » invoquées par Perth en mars 1678 pour retourner chez lui, seraient peut-être ses secondes noces, auquel cas la lune de miel aurait été interrompue assez vite, puisque rentré à Drummond le 16 mars, il en repart pour Londres le 25 du même mois et n'y reviendra que le 13 juillet.

donc ce brusque coup de barre vers l'inconnu et les risques de la haute mer, alors que la veille encore on se déclarait si amoureux du sûr abri qu'offrait le port ? (1)

Sir Robert Sibbald qui, vers ce temps-là, succéda au docteur Henderson comme médecin de la famille, va nous le dire. Devenu l'ami de Perth, qu'il voyait souvent chez lui et avec qui il échangeait de nombreuses lettres, dont malheureusement aucune ne nous a été conservée, il le décrit comme étant un homme doué, sobre et d'un caractère sérieux ; il vante l'excellence de sa conversation, son vif désir d'apprendre et son grand appétit de lecture. C'est le docteur qui, sur sa demande, lui fait connaître les livres curieux traitant de théologie, de philosophie ou d'histoire, les mémoires d'hommes d'Etat, les recueils de poèmes (2). Il dévore tout, comme son père qu'il nous rappelle, avec la sobriété en plus et aussi plus sérieux dans le choix de ses lectures. C'est également son ami qui le tient au courant du progrès des sciences auxquelles il s'intéresse le plus, et, à l'occasion, le comte qui, au jugement de Sibbald, écrit en excellent anglais, s'essaie à faire des vers, traduit des psaumes de Buchanan et des odes d'Horace.

Et c'est à ces agréables passe-temps de gentilhomme cultivé qu'il va s'arracher pour se lancer dans la politique ! Quelle mouche l'a donc piqué ? Nous laissons ici la parole au docteur Sibbald.

« Je lui donnai les meilleurs conseils que je pus pour l'ordonnance de sa vie ; je lui écrivis beaucoup de lettres et eus avec lui de nombreux entretiens, pour le dissuader de fréquenter la cour et d'occuper des emplois publics, lui disant de se conformer aux préceptes que lui avait laissés son grand-père, homme de grande sagesse et de vaste savoir, qui avait conseillé à ses descendants de rester chez eux et de bien diriger leurs affaires. Mais le mauvais état de sa fortune (car, outre les sommes versées aux membres de sa famille, il avait subi de grandes pertes et payé de nombreuses amendes au cours des troubles récents), et les instances de ses amis, qui en escomptaient de grands avantages, le déterminèrent à prendre un emploi public et à se rendre fréquemment à la cour » (3).

Et, pour commencer, Perth épouse la querelle de Hamilton avec

(1) Lettre de Perth à Hamilton, du 7 septembre 1677, citée plus haut.

(2) Entre autres livres curieux qui se trouvent à la bibliothèque de Drummond, notons celui-ci : Wishart George I. G., *De Rebus Auspiciis Serenissimi et Potentissimi Caroli... Regis etc., sub imperio illustrissimæ Jacobi Montisrosarum Marchionis*, Paris, Joan. Bessin 1648. Sur la feuille de garde on lit : « Ce livre a appartenu au Maréchal Turenne et semble lui avoir été donné par le Cardinal de Bouillon... Je l'ai eu de sir Robert Sybbald, le 2 décembre 1682. Perth ».

(3) *The Autobiography of Sir Rob. Sibbald, Knt., M. D.*, Edinb. 1838, pp. 26-27.

Lauderdale et il le fait avec cette ardeur, allant parfois jusqu'à la violence, qu'il apportait à soutenir une cause, dès qu'il l'avait adoptée (1). Ceci donne lieu à des scènes regrettables au sein du Conseil Privé, où, paraît-il, notre bouillant néophyte, rendant à Lauderdale la monnaie de sa pièce, s'oublie jusqu'à lui jeter à la face les épithètes de « grand bêta », de « perfide gredin », et autres aménités du même genre ! (2)

Nous voilà bien loin du jeune homme calme et réfléchi que nous avons connu ! Naguère encore il désespérait de trouver un moyen d'exprimer à Lauderdale toute sa reconnaissance, et maintenant il s'oublie jusqu'à injurier publiquement son ancien bienfaiteur !

Tant il est vrai que la politique, en elle-même un noble et bel art, n'est souvent, telle que la pratiquent les hommes, qu'une assez vilaine chose. Et nous pensons ici à ce que A. Lang dit de sir George Mackenzie, ce contemporain du comte de Perth, et qui nous paraît convenir tout aussi bien à ce dernier : « Sa carrière n'était pas en harmonie avec son caractère, ou plutôt, l'époque fit remonter à la surface de ce caractère des éléments qui, en des temps moins troublés, eussent continués d'y dormir, insoupçonnés de lui-même » (3).

Mais se poser en adversaire déclaré de Lauderdale devant le Conseil Privé ne suffisait pas, il fallait aller dénoncer au roi les procédés tyranniques de son haut-commissaire. Aussi, le 25 mars, une petite troupe d'environ trente cavaliers, nobles et gentilshommes, où chevauchent botte à botte le duc de Hamilton, le marquis d'Athole et le comte de Perth, s'achemine-t-elle vers Londres (4).

Arrivés le 7 avril à Londres, nos plaignants ont la désagréable surprise d'y trouver le comte de Moray et sir J. Foulis of Colington, que Lauderdale y a dépêchés, dès qu'il a été avisé de leur départ, et que va bientôt venir renforcer sir G. Mackenzie, l'avocat du roi. Et si Hamilton et ses amis sont appuyés par le duc de Monmouth, Shaftesbury et l'opposition anglaise, les envoyés de Lauderdale ont pour eux le roi, le duc d'York et Danby. L'issue de la lutte ne paraît pas douteuse, et plus d'un sans doute pense, comme la comtesse de Wemyss, que « toute

(1) Cette remarque, que nous faisons nôtre, est de John Macky : *Memoirs of the Secret Services of J. Macky*, London 1733, p. 242.

(2) *S. P. Dom.* 1678 : lettre de T. Barnes à.... ?, du 28 avril 1678 ; vol. 403 (Record Office).

(3) A. Lang, *Op. cit.*, p. 5.

(4) *Hist. Mss. Com.* : *Mss of the Duke of Portland*, II, 50.

S. P. Dom. 1678 (mars-avril), vol. 402. (Record Office).

cette ardeur (des plaignants) s'en ira, telle la flamme d'une chandelle, en puanteur et en fumée » (1).

Le roi, tiraillé entre Louis XIV qui lui fournit des subsides, et l'alliance hollandaise à laquelle le pousse Danby, et sentant croître l'hostilité de la Chambre des Communes, a bien assez de se débattre au milieu de toutes ces difficultés ; et volontiers il renverrait chez eux ces gêneurs qui, non contents de troubler l'Ecosse de leurs querelles, viennent encore l'ennuyer de leurs réclamations. Mais, bien qu'il peste contre eux et refuse d'abord de les voir personnellement, et bien qu'en venant à Londres, ils aient contrevenu directement aux ordres de Lauderdale, dont une proclamation du 3 janvier interdisait, au nom du roi, à tout gentilhomme de quitter l'Ecosse, il a tellement peur des récriminations de son Parlement, qu'il n'ose sévir contre eux.

Le 14 avril, au cours d'une audience, il exprime le désir que Lauderdale convoque au plus tôt les membres du Conseil Privé, et qu'il leur fasse connaître que, « tout en étant très satisfait des mesures qui ont été prises pour pacifier l'ouest, il désire savoir quelles troupes, en dehors des forces régulières, y sont actuellement employées, où elles sont logées, et s'il ne serait pas possible de les retirer dans la quinzaine » (2). Quant à ceux qui ont désobéi à son autorité représentée par son Conseil Privé (c'est de Hamilton et de ses amis qu'il s'agit), le roi, bien que résolu à les punir, demande que l'on surseoie pour l'instant à toute procédure contre eux.

Et le 19 avril, le Conseil Privé reçoit une lettre du roi qui lui enjoint de « suspendre le *bond* (l'engagement à signer) et les *law-burrows* jusqu'à nouvel ordre, et de congédier le reste des highlanders, en ne laissant dans l'ouest que ses gardes à lui ». Sur quoi, le Conseil Privé, craignant un désastre, envoie sir G. Mackenzie en renfort (3).

Encouragés par ce premier résultat, le marquis d'Athole et le comte de Perth, qui, au fond, n'ont pas digéré le refus de les voir par lequel le roi a répondu à leurs premières avances, jugent le moment venu de demander humblement à baiser la main de Sa Majesté. « Ils reconnaissent leur faute, en demandent pardon, et s'engagent à ne plus se mêler désormais d'aucune affaire publique » (les bons apôtres !), en considération de quoi Charles II, à l'issue d'une partie de tennis, leur accorde le baise-main demandé. Mais il est bien entendu, dit-il à Moray,

(1) Osmund Airy, *Op. cit.*, III, 110.

(2) *Ibidem*, III, 112-113.

(3) Wodrow, *Op. cit.*, II, 451.

lequel l'en adjure, qu'il n'accordera cette faveur à aucun des « mutins », comme on les appelle (1).

Cependant, Athole et Perth ne se gênent pas pour intriguer en sous main. Ils vont voir l'archevêque de Glasgow, Burnet, alors présent à Londres, et s'efforcent de le dissuader de s'interposer en faveur de Lauderdale. Moray, qui l'apprend, est furieux, surtout contre Perth : « J'espère bien », écrit-il le 25 avril à Lauderdale, « que Dieu et les hommes le récompenseront comme il le mérite ! » (2) Et il voudrait bien que les « mécontents » présentent leurs doléances par écrit et qu'ils les signent ; mais ceux-ci, flairant un piège, s'y refusent obstinément : ils craignent de tomber ainsi sous le coup de la terrible loi écossaise du *leasing-making*, c'est-à-dire d'être accusés de susciter une querelle entre le roi et son peuple, ce qui ne serait rien de moins qu'un crime de haute trahison !

La crise menace de s'éterniser, quand, le 8 mai, une séance houleuse à la Chambre des Communes en précipite le dénouement. Après un double plaidoyer pour et contre Lauderdale, on vote par deux fois pour savoir si l'on va accepter ou rejeter les accusations de Hamilton et de ses amis. Les partisans de Lauderdale l'emportent, d'abord par deux voix de majorité, puis, une quinzaine de membres étant, dans l'intervalle, revenus de la « buvette », par quatre voix. C'est maigre, mais enfin c'est tout de même la victoire. « Il est juste de reconnaître », dit A. Lang avec son humour à froid, « que Lauderdale eût sans doute eu plus de partisans, si l'on avait pu décider les tories à revenir à la Chambre moins de deux heures après le dîner » (3).

Charles II, dit-on, eut à cette occasion l'une des deux colères de son règne (4). Henry Saville, gentilhomme de la Chambre, s'était fait remarquer, au cours de la séance des Communes, par son animosité contre Lauderdale, votant lui-même et invitant les autres membres à voter contre lui. Le soir, quand il entra, selon la coutume, dans la chambre du roi pour le coucher de Sa Majesté, Charles II, à sa vue, entra dans une royale fureur : son visage et ses lèvres devinrent d'une pâleur mortelle, ses joues et ses bras se mirent à trembler : « Misérable », dit-il, « comment osez-vous avoir l'impudence de paraître devant moi, après la vilénie que vous avez commise aujourd'hui ? Je vous chasse dès main-

(1) Osmund Airy, *Op. cit.*, III, 114.

(2) *Ibidem*, p. 121.

(3) A. Lang, *Op. cit.*, p. 160.

(4) « L'autre fut lorsque, parlant de Monmouth, il dit, d'après lord Ailesbury : « Dites à James d'aller au diable ! », et James s'en alla en Hollande ». (A. Lang : *ibidem*).

tenant de mon service, et je vous ordonne de ne plus jamais paraître en ma présence, ni en aucun lieu où il m'arrivera d'être » (1).

Le lendemain, à son lever, le roi se sent tout guilleret. En voyant entrer dans sa chambre sir John Murray, il se met à rire et lui dit que maintenant tout va bien.

Une semaine s'écoule encore, et comme les « mutins » se refusent toujours à signer l'exposé de leurs récriminations, Charles II déclare « qu'il a bien envie de les envoyer tous promener ». Et Moray note malicieusement que Hamilton et sa clique « commencent maintenant à baisser l'oreille ». Le marquis d'Athole, en particulier, se découvre soudain une maladie de poitrine et dit que son médecin lui conseille un voyage en France (2).

Le 25 mai, Hamilton et trois de ses amis ont une entrevue de deux heures avec le roi, qui refuse d'ailleurs de leur donner sa main à baiser. Il leur dit, entre autres choses, qu'il ne peut accepter aucune réclamation contre son Conseil Privé, à moins qu'elle ne soit signée, et, puisqu'ils ne veulent pas le faire, « il considère toutes leurs histoires comme autant de paroles en l'air ». Puis, toujours sans leur accorder le baise-main, il sort en faisant claquer la porte. Ce qu'entendant, Perth et Kincardine, qui sont dans l'antichambre, jugent prudent de s'écclipser ! Et notre ami, qui sent que décidément on n'arrivera à rien contre Lauderdale, se dit qu'il serait peut-être temps de hisser le drapeau blanc. Le soir même, il va de nouveau trouver l'archevêque de Glasgow ; mais cette fois, comme dit Moray, « il ne lui chante plus le même air » ; il lui laisse entendre qu'il s'honorerait beaucoup en s'interposant pour tâcher de réconcilier les deux parties (3).

Enfin, le 28 mai, le roi fait écrire à Moray, pour le Conseil Privé, une lettre destinée à mettre fin, au moins provisoirement, à toute cette affaire : c'est le satisfecit qu'attendait Lauderdale. Et l'on assiste alors au commencement de l'exode des « mutins ». Ils ne s'en vont d'ailleurs pas tous : Athole, « malade à la chambre », ne sort plus de chez lui ; quant à Hamilton et à Perth, ils ne quitteront Londres que le 13 juin (4).

Ainsi finit le premier acte de la comédie. On ne peut pas dire qu'il ait été un échec complet pour les « hamiltoniens » ; car c'est sans aucun doute à leur intervention qu'est dû le retrait du *bond* et des *law-*

(1) Osmund Airy, *Op. cit.*, III, 140.

(2) *Ibidem*, p. 147.

(3) Osmund Airy, *Op. cit.*, III, 151-152.

(4) *Hist. Mss. Com.* : *Mss. of Buccleuch and Queensberry*, I, 237.

burrows, ainsi que le licenciement des derniers highlanders et de la milice, qui occupaient encore le sud-ouest de l'Ecosse ; mais leur but principal, qui était de provoquer la chute et la disgrâce de Lauderdale, n'est pas atteint. Il est probable, comme le fait remarquer Burnet, « que le rapport d'Athole et de Perth laissa le roi convaincu que la tête avait tourné au duc de Lauderdale, mais qu'il ne voulut pas le désavouer, encore moins le punir » (1).

Quant au comte de Perth, il n'a retiré d'autre profit de ce premier voyage à Londres que de s'y être fait quelques solides inimitiés. Le zèle qu'il a déployé au service de son parti lui a valu, aux yeux de ses adversaires, une réputation d'« homme remuant » et de « mauvais coucheur » (2), et nous avons vu le comte de Moray appeler sur lui la vengeance de Dieu et des hommes. Le défenseur de Lauderdale l'a même accusé en pleine Chambre des Communes, et avec lui le marquis d'Athole, d'avoir contribué autant que quiconque à conseiller et à exécuter les mesures prises par le Conseil Privé (3). Nous savons que ce n'était pas exact, du moins en ce qui le concerne ; mais qui donc, dans le camp adverse, pouvait s'en douter ? Aussi apparaîtrait-il dès lors, à tous ceux qui ne connaissent point le fond des choses, comme un hypocrite et un « lâcheur ». Certains historiens l'ont jugé tel, et, nous l'avons déjà dit, on pouvait s'y tromper.

De retour à Edimbourg, le 24 juin au soir, il accompagne, avec Queensberry et quelques autres, le duc de Hamilton dans sa visite à Lauderdale ; car il faut bien aller saluer, en arrivant, le chef qu'on n'a pas pu renverser ! Et, naturellement, on n'échange que des banalités sur « l'état des routes, le beau temps et les évêques anglais » (4) ; et l'on se sépare, sans une allusion à ce qui est dans toutes les pensées.

Est-ce à dire que la paix soit faite ? Oh ! que non. La lutte continue ; il n'y a de changé que le théâtre des opérations. Au Parlement qui se réunit le 26 juin, sur l'ordre du roi, afin de voter des subsides en vue de l'augmentation des troupes régulières, nous voyons Perth siégeant, comme c'est son droit, parmi les comtes, et, dès la première séance, prenant la parole pour appuyer Hamilton contre Lauderdale (5). Mais ils ont affaire à forte partie ; car, pour défendre la thèse adverse, il y a sir G. Mackenzie, l'avocat du roi, et c'est un homme qui connaît son droit politique et qu'on ne prend pas facilement sans vert. D'ailleurs

(1) Gilbert Burnet, *History of his own Times*, Oxford 1823, II, 136-137.

(2) Osmund Airy, *Op. cit.*, III, 246.

(3) *Ibidem*, p. 136.

(4) *S. P. Dom.*, juin 1678, vol. 404 (Record Office).

(5) Sir John Lauder of Fountainhall, *Historical Observes*, 1840, pp. 267 et 270.

Lauderdale n'est pas non plus de ceux qui se laissent aisément démonter, et l'on remarque que, dès cette première escarmouche, « il se conduit avec beaucoup de prudence et de modération, alors que Hamilton tranche du grand seigneur » (1).

Et pendant toute la durée de la session, l'opposition des « hamiltoniens » continue, obstinée et systématique, mais, au demeurant, assez vaine ; car leurs interruptions, leurs refus de voter ou de paraître aux séances, rien de tout cela n'empêche le vote des subsides (£ 150.000), ni l'envoi au roi d'une lettre de remerciements, en réponse à la sienne.

Et qui est chargé de porter cette lettre au roi ? C'est John Drummond of Lundin, le propre frère de Perth ; car, si celui-ci est le beau-frère de Hamilton et de Queensberry, John, lui, est le neveu par alliance de Lauderdale ; et de même que nous avons vu jadis les deux frères, James et John face à face dans la plaine de Tippermuir, nous voyons maintenant les deux frères, James et John, fils et neveux des premiers, s'affronter dans des factions adverses.

Le 23 juillet arrive la réponse de Sa Majesté, et elle est aussi satisfaisante que Lauderdale pouvait l'espérer : le Parlement d'Ecosse a fait de bonne besogne, et le roi en félicite son haut-commissaire ; il l'attend à Londres, où il le remerciera d'une façon plus effective (2).

Fort de l'approbation du monarque, ayant par ailleurs « légèrement affermi sa position en Ecosse et affaibli ses adversaires » (3), l'ancien membre de la *Cabal* (4) se sent de taille à battre Hamilton à Londres même, à la barbe des nombreux amis que celui-ci compte dans la Chambre des Communes. Il a appris que Hamilton se propose d'aller de nouveau trouver le roi, mais il dit, non sans ponctuer sa phrase d'un juron, « que Hamilton trouvera à qui parler, car il y sera lui, et il dira la vérité ; et il compte bien que le roi le croira tout autant que le duc de Hamilton ou que le comte de Perth, « lequel », dit-il, « doit accompagner le duc » (5).

Perth est alors au château de Drummond, où, en prenant le frais sous les ombrages de son parc, il se console des déboires de la politique militante. Son intention est d'y rester, à moins que les besoins de la cause ne l'appellent ailleurs. C'est du moins ce qu'il écrit à son frère, lequel aussitôt en fait part à Lauderdale, en ajoutant, car il est pour

(1) *S. P. Dom.*, loc. cit.

(2) *S. P. Dom.*, juillet 1678, vol. 405. (Record Office).

(3) *Ibidem*, août 1678, même vol.

(4) Mot formé avec les initiales des cinq membres du cabinet anglais en 1671 : Clifford, Arlington, Buckingham, Ashley, Lauderdale.

(5) Mark Napier, *Op. cit.*, I, 370.

l'instant à Londres, près du roi : « Il me tarde extrêmement de voir Votre Grâce, pour la confusion de vos ennemis de céans, et pour la joie de Votre Seigneurie » (1).

Le comte de Perth a-t-il réellement accompagné ou suivi Hamilton à Londres ? Nous savons que le 26 juillet il est toujours à Drummond, et qu'il a un rendez-vous d'affaires pour le mardi 6 août (2). Mais après cette date, est-il allé rejoindre ses amis dans la capitale anglaise ? A-t-il assisté à la joute entre Lauderdale et Hamilton ? Aucun document ne nous autorise à l'affirmer avec certitude.

Sur cette joute elle-même, d'ailleurs, les renseignements sont plutôt maigres. On sait que, dès son arrivée à Londres, Lauderdale commence par obtenir une ratification de tout ce qu'il a dit ou fait, pendant la dernière session du Parlement écossais et depuis lors (3) ; qu'ensuite prenant l'offensive, il accuse Hamilton, en présence du roi et du duc d'York, « d'avoir très mal servi Sa Majesté en Ecosse, surtout au cours de la récente session » ; que Hamilton proteste, et que le roi demande à Lauderdale de mettre ses accusations par écrit et dit à Hamilton : « Rassurez-vous, my lord duc, je ne me prononcerai pas sur ces accusations, avant que vous n'y ayez répondu » (4). On constate ensuite, vers la fin d'octobre, que la « cause de Lauderdale gagne chaque jour du terrain », mais on annonce en même temps que « nos grands seigneurs sont en route, retour de Londres » (5).

Et dans tout ceci, pas un mot du comte de Perth. Il semble donc bien que, pendant ce deuxième acte de la comédie, il demeure dans la coulisse.

Mais il n'agit pas tout à fait de même, au cours du troisième et dernier acte qui se joue en l'été de 1679. Cela commence par des conciliabules qu'après la trêve imposée par les rigueurs de l'hiver, nos « hamiltoniens » tiennent au siège même de leur chef, à Hamilton, et où ils dressent sans doute leur plan de campagne. Du château d'Edimbourg, où Lauderdale l'a casé, John Drummond qui, décidément, fait passer les amitiés politiques avant l'amour fraternel, en avertit la duchesse de Lauderdale, le 1^{er} avril, et il ajoute : « Une partie des résolutions prises commence à se faire jour, car mon frère, d'après des informations dignes de foi, est ce soir à Carlisle, en route pour Londres. J'ai cru devoir en informer Votre Grâce aussitôt que possible ». On ne

(1) B. M. Add. Mss. 23242, fol. 89.

(2) *Hist. Mss. Com.* : Laing Mss., I, 412.

(3) *Warrant Book for Scot.*, vol. 4, p. 409.

(4) *S. P. Dom.*, vol. 407. N° 45. (*Calendar* : pp. 467-468).

(5) *Ibidem*, N° 105 (*Calendar* ; p. 498).

saurait être mieux vendu par son frère ! Mais aussi, a-t-on l'idée de chercher noise à un homme comme Lauderdale, dont l'amitié peut être si profitable ! (1) Et notre John de soupirer : « Je regrette bien, si cela est vrai, le voyage de mon frère, mais je ne suis pas son conseiller, et n'ai donc pas à répondre de ses actes » (2).

Nous savons, d'autre part, que ce voyage printanier du comte de Perth n'avait pas un motif purement politique ; peut-être même n'était-ce pas la raison principale qui le lui faisait entreprendre. Ce qui le préoccupe en ce moment est une question d'intérêt personnel : il s'agit d'obtenir du roi l'octroi de différentes propriétés, qui lui seront en effet accordées par une charte en date du 24 septembre suivant. Mais, pour l'instant, la chose ne va pas toute seule : « Le roi est si accablé de soucis... et tant de questions épineuses absorbent son attention, que lui en parler maintenant serait tout compromettre, et passer pour un sot par-dessus le marché » (3).

Charles II a en effet bien autre chose à faire ; il est aux prises avec l'impossible Parlement que lui a renvoyé, aux premières élections générales de 1679, une Angleterre affolée par le pseudo-complot papiste. Et à ce Parlement, il faut le Bill d'Exclusion contre le papiste duc d'York, et rien d'autre ! En attendant, on n'oublie pas le duc de Lauderdale : « Beaucoup sont d'avis qu'on va l'accuser de haute trahison, mais je ne le crois pas », dit Perth. « Cependant », ajoute-t-il, « il sera représenté sous des couleurs bien noires, pas aussi noires pourtant que sa conduite dans notre pauvre pays le mériterait ». Et voici qui nous rappelle le pieux jeune homme de la lettre au révérend Patrick Drummond : « Il me tarde bien d'être de retour chez moi, car ici, il n'y a que discordes et mauvais lieux. Je prie Dieu d'écarter de nous ses châtimens, mais jamais nations n'eurent plus grand'chance, ni ne méritèrent davantage, de les subir » (4).

Cette fin de lettre fait d'ailleurs plus que de nous remettre en mémoire le jeune lord Drummond de 1672 ; sauf erreur, elle nous semble bien rendre le son d'une âme que commence à gagner le dégoût de toutes ces querelles politiques, et nous sommes d'autant plus portés à le croire, que Perth va quitter Londres le 17 juin (5), au moment même où Hamilton et sa faction vont tenter une suprême offensive contre Lauderdale.

C'est ce mois-là, en effet, qu'ils présentent au roi un long réquisi-

(1) Lauderdale vient justement de faire obtenir à John une pension, en mars 1679. (B.M. Add. Mss. 35.125, fol. 307 et 308).

(2) B. M. Add. Mss. 23243, fol. 32.

(3) B. M. Add. Mss. 19254, fol. 111.

(4) *Ibidem*.

(5) *Hist. Mss. Com.*, X Report, Part I, p. 131.

toire, où sont exposés tous leurs griefs contre l'administration du haut-commissaire. Et quand le 8 juillet, à Windsor, a lieu la célèbre audience, où, en présence du roi « qui écoute patiemment », Mackenzie, seul contre tous, tient victorieusement tête aux « hamiltoniens » pendant huit heures d'horloge, le comte de Perth n'est point au nombre de ces derniers. Il ne peut pas y être, car le registre du Conseil Privé d'Edimbourg le mentionne parmi les *sederunt* aux séances du 26 et du 27 juin, du 4 et du 6 juillet ; or, il était matériellement impossible en 1679, et pour longtemps encore, qu'un homme qui se trouvait à Edimbourg le 6 juillet fût à Windsor deux jours plus tard ; et si Rothés, le chancelier, écrivant à Queensberry le 21 août suivant (1), c'est-à-dire six semaines après un événement auquel il n'a d'ailleurs point pris part (2), mentionne Perth à trois reprises différentes comme ayant été présent à cette audience, c'est par une supposition assez naturelle, mais qui ne correspond pas à la réalité.

Du reste, serait-il si téméraire de supposer que Perth, ayant à obtenir du roi la faveur dont nous avons parlé, ait jugé plus prudent de ne pas déployer, contre une cause chère au monarque, un zèle qui, pour le coup, eût été intempestif ? Et en ce cas, l'on pourrait dire qu'il fut bien inspiré de demeurer en seconde ligne, puisque la dernière offensive devait se briser contre la résistance de Mackenzie.

Quoi qu'il en soit, et quel qu'ait été le motif réel de son abstention, ce n'est qu'après la bataille et la défaite de son parti que nous le retrouvons à Londres. Il y est au mois de septembre, et obtient du roi la charte convoitée. Il y achète, étant, comme son père, grand amateur de livres, les œuvres d'Edmund Spenser, dont une édition vient de paraître, et aussi une *Vie du Roi Henri VIII*, sur la page de garde de laquelle il écrit : « Londres, 13 septembre 1679. J'ai acheté ce livre, parce que le roi (parlant des imperfections de l'histoire) m'avait dit que c'était un très beau livre, mais qu'il contenait beaucoup plus de l'esprit de l'auteur que de vérité » (3).

Et puis, qui sait ? Les événements dont l'Ecosse a été le théâtre durant le printemps et l'été de cette année 1679, l'ont peut-être fait réfléchir. Peut-être a-t-il compris que la scission et les querelles, qui divisent le gouvernement d'Edimbourg, ne peuvent qu'enhardir les fanatiques de l'ouest et d'ailleurs. Déjà, en août de l'année précédente, on notait une recrudescence des conventicules, et, ce qui est pire,

(1) Mark Napier, *Op. cit.*, I, 386-387.

(2) Puisqu'il ne part pour Londres que quelques jours après, le 25 juillet. Cf. Ch. Sanford Terry, *John Graham of Claverhouse*, 1905, p. 84.

(3) Catalogue de la bibliothèque au château de Drummond, pp. 38 et 79.

on constatait que le Perthshire, jadis si calme et si soumis, devenait à son tour « turbulent et schismatique ». De là à en rejeter tout le blâme sur le marquis d'Athole et le comte de Perth, seigneurs de ce comté, il n'y avait qu'un pas que beaucoup franchissaient (1). Et plus d'un devait penser alors ce que Mark Napier dira plus tard, « qu'au lieu d'aller exposer au roi les malheurs de l'Ecosse, ils eussent mieux fait de rester chez eux pour en supprimer la cause » (2).

Mais, c'est surtout 1679, comme nous venons de le dire, qui devait être en Ecosse l'année tragique. Il y a d'abord l'affaire de Lesmahagow, près des chutes de la Clyde : le 31 mars, un conventicule armé, sommé de se disperser, refuse, attaque les dragons (ils ne sont que quatorze) et les met en fuite, après avoir mortellement blessé leur chef, qui est fait prisonniers avec six de ses hommes. Deux de ces derniers sont froidement mis à mort trois semaines plus tard.

Puis, le 3 mai, c'est l'horrible assassinat de l'archevêque Sharp, primat d'Ecosse, sur la lande de Magus, à trois milles de son siège archiépiscopal de Saint-Andrews, par des exaltés qui se croient l'instrument de la vengeance divine. Et la terreur règne en Ecosse, quand on apprend que les assassins, loin de se cacher, sont allés dans l'ouest rejoindre, à la tête de la rébellion, Robert Hamilton, celui que Perth espérait jadis influencer dans le sens de la modération.

Enfin, le 31 mai suivant, le capitaine Graham of Claverhouse et ses dragons se heurtent aux rebelles sur la lande marécageuse de Drumellog, près de Lanark, et, battus, doivent se replier sur Glasgow. Ils s'y défendent victorieusement le 2 juin ; mais, le 3, sur des ordres venus d'Edimbourg, ils abandonnent la ville et gagnent Stirling. Robert Hamilton, qui dispose bientôt de 6 à 7.000 hommes, car de tous côtés les presbytériens accourent à la défense du Covenant, entre à Glasgow en triomphateur.

Que va-t-il se passer ? Hamilton, renforçant son armée en chemin et dédaignant la menace de Claverhouse sur son flanc gauche, va-t-il marcher sur Edimbourg ? Le Conseil Privé, affolé, fait appel à la milice ; mais peut-on compter sur elle ? Aussi, quel soupir de soulagement quand, vers le 15 juin, on apprend par Lauderdale que le roi envoie plusieurs régiments d'infanterie et de cavalerie, sous le commandement du duc de Monmouth !

D'autre part, et heureusement, la zizanie règne dans le camp des

(1) Entre autres, l'évêque de Galloway dans une lettre à l'un des principaux hommes d'Etat, le 24 septembre 1678. (Mark Napier, *Op. cit.*, II, pp. 174-178).

(2) *Ibidem*, p. 173.

covenantaires : deux partis s'y sont formés, qui, à grand renfort de textes bibliques, prêchent et prient l'un contre l'autre. Et c'est sur cette troupe désunie que le 22 juin, à Bothwell Bridge, Monmouth remporte une facile victoire.

Mais l'alerte avait été chaude, et le comte de Perth, qui, le jour même de Bothwell Bridge, ne devait pas être bien loin de la bataille (1), puisqu'il avait quitté Londres le 17 juin, arrivait en tout cas juste à temps pour en recueillir les échos. Et peut-être, nous le répétons, tout ceci le fit-il réfléchir ; peut-être comprit-il qu'on ne choisit pas, pour « nettoyer » les écuries, le moment où la maison brûle.

D'ailleurs, l'administration de Lauderdale tire à sa fin. Bien qu'il garde encore pendant plus d'un an le poste de secrétaire d'Etat, il ne possède plus le gouvernement effectif, lequel passe aux mains, d'abord de Monmouth, puis bientôt du duc d'York, frère du roi. Et c'est vers ce dernier, c'est vers cet astre qui se lève, que nous allons voir peu à peu s'orienter le comte de Perth, jusqu'à ce que, gravitant dans son orbite, il s'abîme avec lui.

(1) Bataille à laquelle son frère, Lundin, envoyé par le Conseil Privé pour accompagner Monmouth, « avait eu la bonne fortune de participer à la fois comme acteur et comme témoin ». Ce fut également lui « qui apporta à Edimbourg la première nouvelle de la défaite des rebelles », Wodrow, *Op. cit.*, III, pp. 113 et 114.

CHAPITRE IV

Le Grand Justicier

Les extrémistes s'agitent et le gouvernement sévit. La guerre aux cargillites et aux caméroniens. La torture. Perth à Edimbourg, et la cour du duc d'York. Le troisième Parlement écossais de Charles II. Le Comité des Articles. Le serment du Test et la résistance qu'on lui oppose. Le cas d'Argyle. Perth et la fondation de l'Ecole de Médecine d'Edimbourg. Son revirement à partir de 1681. Perth et le duc d'York. Il est nommé grand justicier. Le naufrage du *Gloucester*. Le procès de Halkoun et le rôle qu'y joue Perth. Ami du duc d'York. Perth dans ses fonctions de grand justicier. La *circuit court* : de Stirling à Glasgow. Procès de Campbell of Cessnock et conduite de Perth en cette occurrence.

C'est le 4 décembre 1679 que le duc d'York arrive à Edimbourg, où il est reçu avec enthousiasme. Un immense cortège de notabilités où, soyons-en sûrs, le comte de Perth n'est pas le moins empressé à se montrer, l'accueille avec force témoignages de joie et de reconnaissance, cependant que dans l'air glacé les salves d'artillerie passent en rafales.

Le même jour, il siège au Conseil Privé, où l'on donne lecture d'une lettre du roi, le dispensant de prêter le serment d'« allégeance » ; car le duc est catholique, et ce serment contient une déclaration contraire à sa religion. Et aussitôt il se met à l'œuvre : son dessein bien arrêté est de pacifier l'Ecosse. « Le roi l'a envoyé ici », écrit la duchesse à son père, le duc de Modène, « pour mettre ordre aux affaires de Sa Majesté en ce pays » (1). Et Barillon écrit de son côté à Louis XIV : « Il a mis fin aux persécutions des presbytériens et s'efforce tant qu'il peut de se rendre populaire » (2).

Malheureusement, ce premier séjour à Edimbourg est de courte durée. Charles II, qui ne s'était séparé de son frère qu'à regret, profite d'une saute de vent politique pour le rappeler à Londres. Le 7 février

(1) Martin Haile, *Queen Mary of Modena*, London 1905, p. 94.

(2) *Ibidem*, p. 93.

1680, le duc quitte l'Ecosse, qui est loin d'être pacifiée ; car la victoire de Bothwell Bridge et les sanctions qui l'ont suivie n'ont pas été de ces mesures radicales après lesquelles « l'ordre règne à Varsovie ».

Dès le printemps de 1680, les extrémistes, une minorité, mais turbulente, recommencent à s'agiter. Deux prédicants, Richard Cameron et Donald Cargill, mènent le branle, et ces messieurs n'y vont pas de main morte. Ils sont en révolte ouverte contre l'autorité royale et le disent.

A cette déclaration de guerre, le gouvernement d'Edimbourg répond par de sanglantes mesures de répression. Le 20 juillet, à Airmoss dans le comté d'Ayr, les fanatiques sont surpris par une troupe de dragons : Cameron et son frère, ainsi que sept de leurs partisans sont tués sur le champ, et Hackston of Rathillet, l'un des assassins de l'archevêque Sharp, est fait prisonnier. Celui-ci paiera pour les autres ; on lui appliquera toutes les rigueurs de la loi, et la loi écossaise n'est pas tendre pour les criminels de ce genre.

Voici d'abord la sentence qui est prononcée contre Rathillet : « Que son corps soit traîné sur une claie jusqu'à la Croix d'Edimbourg (1). Là, sur un haut échafaud, dressé un peu au-dessus de la Croix, qu'on lui coupe d'abord la main droite, puis quelque temps après la main gauche. Qu'on le hisse ensuite sur le gibet, d'où on le descendra vivant ; qu'on lui enlève les entrailles et que le bourreau montre son cœur au peuple ; puis que tout cela soit brûlé dans un feu préparé à cet effet sur l'échafaud. Ensuite qu'on lui tranche la tête et que l'on coupe son corps en quatre parties : sa tête sera fixée sur le Netherbow (2) ; l'un de ses quartiers, ainsi que ses deux mains, seront exposés à Saint-Andrews ; un autre à Glasgow ; le troisième à Leith ; et le dernier à Burntisland. Que personne ne s'avise de porter le deuil pour lui, et qu'on n'apporte point de cercueil. Qu'on ne tolère sur l'échafaud à côté de lui, personne d'autre que les deux magistrats municipaux, le bourreau et ses aides. Qu'on lui permette de prier le Tout-Puissant, mais non de parler au peuple » (3).

Et voici maintenant quelques détails suggestifs sur l'exécution : « Après qu'on lui eut coupé les mains, ce qu'il endura avec beaucoup de fermeté et de patience, on le hissa en haut du gibet à l'aide d'une poulie ; puis, quand la corde l'eut un peu étouffé, on le descendit vivant

(1) La Croix du Marché d'Edimbourg, où se faisaient d'ordinaire les exécutions capitales.

(2) Une des portes d'Edimbourg, *the Netherbow Port* ; le mot *port* a ici le sens du français « porte ».

(3) Wodrow, *Op. cit.*, III, 222.

à portée de main du bourreau, lequel lui ouvrit la poitrine avec un couteau et en arracha le cœur *qui tressauta sur l'échafaud*. Puis le bourreau y enfonça son couteau et le promena autour de l'estrade, en le montrant au peuple et en criant : « Voilà le cœur d'un traître ! » Et alors le reste de la sentence s'exécuta comme il est indiqué ci-dessus » (1).

On pourrait croire que de pareilles atrocités, qui du reste n'avaient rien d'extraordinaire pour l'époque, étaient tout de même de nature à intimider les fanatiques en révolte. Ce serait mal connaître l'énergie farouche et, il faut bien le dire, l'indomptable courage de ces rudes lutteurs. Au mois de septembre suivant, au Torwood, près de Stirling, le seul prédicant qui ait survécu, a l'audace d'excommunier formellement le roi, les ducs d'York et de Monmouth, Lauderdale et Rothés, l'avocat Mackenzie et le général Dalziel ; et deux exemplaires de cette sentence absurde sont aussitôt affichés dans les rues d'Edimbourg (2).

Sur quoi, la chasse aux cargillites et aux caméroniens devient plus ardente, et les rebelles, traqués comme des fauves, se réfugient dans les cavernes de leurs montagnes, ou dans les creux des rochers qui bordent les lacs, « maudissant les courlis qui, dérangés par leur présence, tournoient en criant et attirent ainsi les soldats vers leurs cachettes » (3). Cargill continue d'échapper aux recherches, mais plusieurs de ses partisans sont arrêtés. Le 13 novembre, le comte de Perth est chargé, avec plusieurs autres conseillers, d'interroger ces prisonniers, et, s'il le faut de les soumettre à la question. Il s'agit de leur arracher le secret de la retraite de Cargill, et pour cela on fait usage de la fameuse « botte » : c'est une sorte d'étui en bois, dans lequel on introduit la jambe du patient ; puis, entre la jambe et l'étui, on enfonce, à coups de maillet, des coins qui écrasent et brisent peu à peu le membre ainsi emprisonné. Ce supplice est atroce, mais, pas plus que l'horreur de l'exécution capitale, il ne doit nous surprendre dans l'Ecosse du XVII^e siècle.

Par deux fois, le 13 et le 15 novembre, il est infligé aux prisonniers en présence de Perth et des autres gentilshommes désignés par le Conseil Privé, et le 15 novembre en particulier, John Spreul, apothicaire à Glasgow, le subit à deux reprises. Le général Dalziel, s'il faut en croire Wodrow, se montre alors d'une férocité révoltante : il reproche au bourreau de ne pas frapper assez fort, à quoi ce dernier répond qu'il frappe tant qu'il peut et offre le maillet à Dalziel (4).

(1) Wodrow, *Op. cit.*, loc. cit.

(2) W. L. Mathieson, *Op. cit.*, II, 291-292.

(3) A. Lang, *Op. cit.*, p. 192.

(4) Wodrow, *Op. cit.*, III, 254.

Mais pourquoi le comte de Perth qui était absent du Conseil Privé, lors du jugement et de l'exécution de Rathillet (il se reposait alors dans son « ermitage » de Stobhall) (1), se trouve-t-il là maintenant pour coopérer à toutes ces horreurs ? Il vient justement d'écrire à Hamilton, quelques semaines auparavant : « Quant à moi, je m'intéresse très peu aux affaires publiques, et je voudrais pouvoir employer mon temps à mon usage personnel » (2). C'est que ce n'est plus Lauderdale qui, en fait, préside au gouvernement de l'Ecosse. Lauderdale est un homme fini ; la mémoire commence à lui manquer, et aussi le sens de la propreté. Le roi le trouve dégoûtant ; ses plaisanteries ne le font plus rire, et « la vue de ses doigts dans la tabatière royale », dit Ailesbury, « soulève le cœur de Sa Majesté » (3).

Par ailleurs comme, à Londres, les ennemis du duc d'York ne désarment pas, le roi, acculé à ce dilemme : dissoudre le Parlement ou éloigner son frère, s'est rangé à ce dernier parti (4). Et depuis le 2 novembre, le duc est de nouveau à Edimbourg, où il remplace officiellement Lauderdale en qualité de haut-commissaire.

Or, quand l'héritier présomptif de la couronne d'Angleterre est à la tête des affaires en Ecosse, on comprend que le comte de Perth tienne à participer aux séances du Conseil Privé. D'autant plus que, comme le fait remarquer l'historien Burnet, qui n'est cependant pas un ami du duc d'York, l'administration de ce dernier diffère sensiblement de celle de Lauderdale et de sa clique. La courtoisie de ses manières, « son impartialité dans les questions de justice » (5), la clémence dont il fait montre en plusieurs circonstances et le sérieux qu'il apporte aux affaires, le font aimer des Ecossais en général, et de la noblesse en particulier.

Du reste, au vieux palais de Holyrood où il réside, et qu'on vient de reconstruire entièrement (6), sa cour est magnifique, presque royale, « le duc payant de sa poche », écrit Ronchi (7) au duc de Modène. La

(1) B. M. Add. Mss. 19254, fol. 65.

(2) Perth à Hamilton, vers septembre 1680 : *Ham. Pal. Charter Room*.

(3) Cité par A. Lang, *Op. cit.*, p. 196.

(4) Barillon à Louis XIV, cité par Martin Haile, *Op. cit.*, pp. 98-99.

(5) Cité par A. Lang, *Op. cit.*, p. 109.

(6) Fondée en 1128, l'abbaye de Holyrood devint de plus en plus, à partir du XV^e siècle, la résidence favorite de la famille royale d'Ecosse. De 1498 à 1503, Jacques IV fit bâtir le palais contigu à l'abbaye. En 1544 celle-ci fut brûlée par les Anglais, qui, en 1547, en volèrent le plomb et les cloches. Quant au palais de Jacques IV, que Brantôme trouvait « certes un beau bastiment, qui ne tient rien du pays », il fut brûlé, accidentellement sans doute, par les soldats de Cromwell qui y logèrent après Dunbar, le 13 novembre 1650. Rebâti par les ordres du Protecteur, il devait être démoli et refait en entier sous Charles II, de 1671 à 1679. (Herbert Maxwell, Bart. : *Official Guide to... Holyroodhouse, with a Historical Sketch*, Edinburgh 1908, *passim*).

(7) Dr. James Ronchi, aumônier de la duchesse d'York. (M. Haile, *Op. cit.* 105).

filles de ce dernier, Marie-Béatrice d'Este, duchesse d'York, est alors dans tout l'éclat de sa jeunesse et de sa beauté ; elle a vingt-trois ans à peine. En juillet 1681, la princesse Anne (1), qui en a dix-sept, arrive à Edimbourg ; et ce sont fêtes sur fêtes : on danse, on fait de la musique, on joue la comédie.

L'été de 1681 est d'ailleurs marqué par un fait important, à savoir la réunion du 3^e Parlement écossais de Charles II, le 28 juillet, sous la haute présidence du duc d'York, commissaire du roi. Le comte de Perth y est nommé membre du Comité des Articles (2).

Qu'est-ce que le Comité des Articles ?

Avant de le dire, un mot sur la composition et la nature du Parlement écossais ne sera pas superflu. Ce Parlement consiste en une seule Chambre de moins de 200 membres, à laquelle ont constitutionnellement accès les cinq groupes suivants : les officiers de la couronne, le haut clergé (archevêques et évêques) et la noblesse qui y siègent de droit ; les barons des comtés et les bourgeois des bourgs royaux, élus par les francs-tenanciers de la couronne. C'est, comme on le voit, un corps exclusivement composé de vassaux et de fonctionnaires du roi, une institution essentiellement féodale et qui n'a absolument rien de démocratique. Il n'a rien non plus de la popularité du Parlement anglais ; au fait, le peuple écossais s'en désintéresse, et, de la Réforme à la Révolution de 1688, ne se passionne que pour les questions religieuses.

Et l'on comprend alors que, principalement dans sa partie élue, une assemblée de ce genre ait préféré se décharger du soin des affaires sur un comité choisi parmi ses membres, ce qui avait l'avantage de réduire au minimum la durée de sa présence aux sessions du Parlement. Dès 1367, à Scone, certains membres sont désignés pour siéger, tandis que les autres s'en retournent chez eux. Telle est l'origine du Comité des Articles (3).

À l'époque où nous sommes, en 1681, le Comité des Articles, qui a pris ce nom en 1424, ayant été alors officiellement constitué pour examiner certains « articles » proposés par la couronne, est formé d'environ 40 membres. Et c'est lui qui, en somme, fait tout le travail, qui délibère et légifère, le reste de la Chambre ne se réunissant que pour le nommer. et, après un ajournement plus ou moins long, pour être témoin de la ratification des « articles » et des lois préparés par le dit Comité.

(1) Fille du premier mariage du duc d'York avec Anne Hyde, sœur du comte de Clarendon.

(2) *Acta Parl. Scot.*, VIII, 235 b.

(3) C. Sanford Terry, *The Scottish Parliament ; its Constitution and Procedure* (1603-1707), Glasgow 1905, *passim*.

Le comte de Perth joue donc un rôle assez important dans ce Parlement de 1681, dont la session, au surplus, a été mémorable. Elle fournit au duc d'York l'occasion de prendre une revanche contre l'hostilité que le Parlement anglais vient de manifester à son endroit. Réuni à Oxford en fin mars, ce dernier a failli voter le Bill d'Exclusion, et il n'en a été empêché que par l'énergique intervention du roi, qui l'a dissout après sept jours de session.

A cela, le Parlement d'Edimbourg répond le 13 août en votant deux Actes, par lesquels il essaie de sauvegarder à la fois la religion nationale et le principe d'hérédité. Le premier ratifie toutes les mesures en faveur de la religion protestante, telle qu'elle est professée au sein du royaume, et toutes celles qui ont été prises contre le papisme ; le second statue qu'aucune différence de religion, ni aucun Acte du Parlement passé, présent ou futur, ne peuvent changer le droit de succession à la couronne tel qu'il est établi, et il déclare coupable de haute trahison quiconque tenterait, ne fût-ce que par écrit ou par parole, de changer, suspendre ou détourner ce droit (1).

Voici donc le duc d'York confirmé dans son droit à la succession au trône, du moins quant à Edimbourg ; car, comme le fait remarquer Barillon dans son rapport à Louis XIV, ceci n'améliore guère sa situation quant à Londres ! (2)

Mais le Parlement écossais va plus loin : non content d'affirmer le droit du duc d'York, il veut encore lui procurer le moyen de s'assurer de l'allégeance de ses futurs sujets (3). Le 31 août, non sans peine d'ailleurs, est votée l'obligation pour tous les gens exerçant une fonction publique de prêter un serment, le Test (4), par lequel ils s'engagent à professer la vraie religion protestante selon la doctrine de Knox, à reconnaître le roi pour le seul chef suprême du royaume, tant au spirituel qu'au temporel, et à déclarer illégale toute participation aux ligues ou assemblées ayant pour objet de discuter des choses de l'Eglise ou de l'Etat, ou d'y introduire un changement quelconque. Et ce serment doit être prêté sans aucune restriction mentale. Seuls en sont dispensés le duc d'York, en tant que catholique, et ses fils à venir.

L'allusion à la doctrine de Knox, ou « Confession écossaise », avait été insérée à la demande de lord Stair (sir James Dalrymple), président

(1) W. L. Mathieson, *Op. cit.*, II, 295.

(2) Cité par M. Haile, *Op. cit.*, p. 105.

(3) Ch. Sanford Terry, *John Graham of Claverhouse*, p. 96.

(4) Ne pas confondre avec le Test voté en 1673 par le Parlement anglais, et dirigé contre les papistes et autres dissidents de l'Eglise anglicane, ce qui contraignit le duc d'York à se démettre de ses fonctions de grand amiral.

de la Session, dans l'espoir sans doute de faire rejeter le Test, en y introduisant une contradiction flagrante : d'une part, reconnaître le roi pour le seul chef suprême, tant de l'Eglise que de l'Etat, et lui promettre une obéissance sans réserve ; de l'autre, jurer fidélité à la « Confession écossaise », qui dit que le Christ est le seul chef de l'Eglise, et qu'on doit obéir au roi en tout ce qui n'est pas contraire à la loi de Dieu ! Lord Stair était-il le seul membre du Comité à avoir lu la « Confession écossaise » ? On serait tenté de le croire ; car personne d'autre ne semble s'être avisé de cette contradiction, et le Test fut voté quand même (1).

Mais quand on passa à l'application, les résistances se manifestèrent. Lord Stair, à commencer par lui, refusa de prêter le serment et perdit sa place de président de la Session. Un assez grand nombre de nobles et de gentilshommes, et non seulement les catholiques pour qui la chose allait de soi, mais aussi des protestants, l'imitèrent.

Le duc de Hamilton fut du nombre de ces récalcitrants, ce qui amena le comte de Perth à lui écrire, le 19 décembre 1681 : « Le duc (d'York) me paraît très content de vous et dans les dispositions les plus affectueuses à l'égard de votre famille. C'est ce qui me pousse à vous écrire pour vous prier, si votre conscience ne s'y oppose pas, de vouloir bien prêter le serment du Test ». Et il s'excuse de le lui proposer si brutalement ; mais, connaissant la force de jugement de Hamilton, il juge inutile d'apporter des arguments qui ne sauraient l'influencer. D'ailleurs l'argument le plus puissant, il le sait bien, c'est celui de l'intérêt personnel ; et c'est pourquoi, après avoir répété à son ami que le duc d'York est très bien disposé à son égard, il conclut : « Si vous y consentiez, j'ose répondre que vous y trouveriez votre compte » (2). Cette démarche, dit-il en terminant, ne lui est dictée que par l'affection qu'il a pour Hamilton et sa famille ; et il le lui redevint neuf jours plus tard, en ajoutant : « Quand Votre Grâce sera ici (à Edimbourg) nous parlerons de vos affaires tout au long » (3).

Le résultat de cette correspondance et de ces entretiens fut, qu'en mai 1682, le duc de Hamilton prêta le serment du Test, ce qui lui valut la réintégration dans le Conseil Privé et la faveur du duc d'York.

Moins docile, et partant moins heureux, fut le comte d'Argyle. Mis en demeure, le 3 novembre, de prêter serment, il le fit de la façon suivante : « J'ai examiné le Test et je suis très désireux d'y obéir autant que je le puis. Je suis convaincu que le Parlement n'a jamais

(1) W. L. Mathieson, *Op. cit.*, II, 296-297.

(2) *Hist. Mss. Com.*, XI Report, Part VI, pp. 164-165.

(3) Perth à Hamilton, 28 décembre 1681 : *Ham Pal. Charter Room*.

eu l'intention d'imposer un serment contradictoire, et que, par suite, on ne peut l'interpréter que chacun pour soi. Je le prête donc *dans la mesure où il ne se contredit pas lui-même, ni la religion protestante*. Et je déclare que je n'entends nullement m'interdire de tenter, par des moyens légaux, tout changement que j'estimerais avantageux à l'Eglise et à l'Etat » (1).

Ce qui revenait à dire, qu'après comme avant le Test, Argyle se considérait comme seul juge de sa conduite, et laissait, par ailleurs, clairement entendre que le Test ne brillait point par sa logique intrinsèque. Et certes, ce dernier point était l'exacte vérité ; mais il était souverainement imprudent de le dire devant des gens qui l'avaient voté !

On se chargea de le lui faire comprendre : le 13 décembre, il comparait devant un jury d'assises de quinze membres, dont le comte de Perth et quelques-uns de ses plus solides ennemis, qui le déclaraient coupable de trahison et de *leasing-making*. Emprisonné au château d'Edimbourg, et craignant qu'on ne lui infligeât la peine capitale, il jugea plus prudent de ne pas l'attendre au coin du feu. Le soir du 20 septembre, il sortit du château, déguisé en page, et portant bien sagement la traîne de sa belle-fille, lady Sophia Lindsay (2).

Quelqu'un qui eût pu être bien ennuyé alors, c'était notre ami, John Drummond, le sous-gouverneur du château d'Edimbourg. Heureusement pour lui, il avait flairé le danger, et, après le verdict des assises, il avait demandé au duc d'York s'il y avait pas lieu de garder plus étroitement le célèbre prisonnier. Le duc ayant répondu par la négative, le Conseil Privé, mis au courant de ce fait par Son Altesse en personne, dégagea Drummond de toute responsabilité en cette affaire (3).

Là-dessus, certains se sont demandé si le comte d'Argyle ne s'était pas échappé avec la connivence du gouvernement. C'est possible. Il semble bien du reste, à la lecture des documents, que le duc d'York ne tenait pas outre mesure à la condamnation : « A Dieu ne plaise », aurait-il dit en conversation, « qu'il lui enlèvent la vie et la fortune ! » (4) Le comte de Perth et ses collègues des assises auraient ainsi péché par excès de zèle. Il n'est pas rare, en effet, que les sujets se montrent plus royalistes que le roi.

Quoi qu'il en soit, le 23 décembre, le Conseil prononça la confiscation des biens du fugitif, et un comité que présida le comte de Perth fut

(1) Wodrow, *Op. cit.*, III, 317 note.

(2) A. Lang, *Op. cit.*, p. 229.

(3) Wodrow, *Op. cit.*, III, 340.

(4) James Stewart, *The Case of the Earl*, cité par A. Lang, *Op. cit.*, p. 224.

nommé pour interroger les personnes que l'on soupçonnait d'avoir favorisé sa fuite (1). L'affaire devait se terminer, provisoirement, quelques mois plus tard par la liquidation de ses biens, dont une partie servit à payer ses créanciers, une autre, à indemniser ceux que son père avait ruinés à cause de leur fidélité au roi et le reste alla à ses enfants qui « furent amplement pourvus » (2).

Le refus de prêter le serment du Test fit aussi quelques victimes dans les rangs du clergé ; un certain nombre de ministres presbytériens se virent priver de leur poste.

Quant au peuple d'Edimbourg, il manifesta à sa façon l'estime qu'il avait pour le Test. Aux fêtes de Noël, le mannequin représentant le pape que l'on brûlait à la Croix du Marché, en eut un exemplaire à la main (3).

Il n'y eut pas jusqu'à l'éternelle jeunesse des écoles qui n'y trouvât l'occasion d'une amusante parodie. Les écoliers de *Heriot's Hospital* se dirent que le chien de garde de l'hôpital, exerçant une fonction publique, devait lui aussi prêter le serment du Test. Ils lui en présentèrent donc un exemplaire dont il se détourna, après l'avoir flairé. Ce que voyant, ils enduisirent le papier de beurre, celui-ci symbolisant, selon eux, l'interprétation du Test à la mode d'Argyle ; et le chien lécha le beurre, mais cracha le papier, ce pour quoi ils l'eussent pendu, si, toujours comme Argyle, il n'avait réussi à leur échapper (4).

En somme, ce serment du Test, qui paraît avoir été imaginé à la cour, afin de procurer au futur Jacques II, par des garanties politiques, une compensation au sérieux handicap de ses convictions religieuses, s'avérait à l'usage une assez fâcheuse mesure ; et nous ne voyons pas que, pour la part qu'il y prit, le comte de Perth se soit acquis des droits à la reconnaissance de ses compatriotes. Nous préférons, quant à nous, le rôle qu'il joua dans un événement plus modeste et qui fit beaucoup moins de bruit, mais qui, par contre, devait se révéler autrement bien-faisant, nous voulons dire la fondation du « Collège Royal des Médecins » en d'autres termes, de l'Ecole royale de Médecine d'Edimbourg.

Ce fut son ami, le docteur Robert Sibbald, qui prit l'initiative de cette création. Après s'être assuré l'appui de sir Ch. Scarborough, le médecin attaché à la personne du duc d'York, il n'eut pas de peine à gagner à ses vues le comte de Perth et son frère, qui, à leur tour, entraî-

(1) Wodrow, *Op. cit.*, loc. cit.

(2) Perth à Aberdeen, 14 mars 1682, dans : *Letters to George, Earl of Aberdeen*, éditées par John Dunn (*Spalding Club*, 1851), pp. 6-7.

(3) John Willcock, *A Scots Earl in Covenanting Times*, Edin. 1907, p. 282.

(4) Fountainhall, *Historical Observes*, p. 55.

nèrent l'adhésion d'un grand nombre de nobles. Puis, son flair de chercheur lui ayant permis de découvrir une charte donnée par Jacques VI en 1621, à l'occasion d'un premier projet, il la mit sous les yeux du duc d'York, lequel, reconnaissant la signature de son grand-père, déclara aussitôt qu'il se chargeait de faire aboutir la chose. Et le 29 novembre 1681, le grand sceau fut apposé à la patente qui créait l'Ecole royale de Médecine (1).

Telle fut pour le comte de Perth l'année 1681. Elle marque son adhésion définitive à la politique gouvernementale, et le contraste est assez piquant entre l'attitude qu'il eut au Parlement de 1679 et celle qu'il adopte à la session de 1681 : hier, avec l'opposition, aujourd'hui, avec le gouvernement. Comment expliquer ce revirement ?

C'est que, nous l'avons déjà dit, les circonstances et les hommes ont changé : le duc d'York n'est pas Lauderdale, et ni le Test, si malencontreux soit-il, ne saurait être assimilé au *bond* et aux *law-burrows*, ni le châtiment des rebelles de Bothwell Bridge et la répression des caméroniens, à la descente de la *Highland Host*. La politique d'aujourd'hui, aussi sévère sans doute, mais aussi plus scrupuleuse dans l'emploi des moyens, vaut tout de même mieux, dans l'ensemble, que celle d'hier ; et si le comte de Perth s'y rallie, il faut reconnaître qu'elle a fait vers lui la moitié du chemin.

Mais il y a autre chose. Nous savons, par un correspondant anonyme qui écrit d'Edimbourg à un ami anglais le 2 février 1682, que, durant son séjour au palais de Holyrood, le duc d'York a eu de fréquentes conférences « avec le duc de Hamilton, le comte de Perth et le reste de cette clique », et qu'il en a largement profité pour les chapitrer, « publiquement et en plein salon, sur le danger des factions, les pièges où elles nous font choir, et les rébellions qu'elles provoquent, et pour leur en donner de nombreux exemples ». Le correspondant ajoute que « ces conférences ont eu lieu chaque semaine et qu'elles ont produit un excellent résultat ». Nous le croyons volontiers. Et il raconte une scène de ce genre, où l'avocat Mackenzie a, pendant une heure entière et sans mentionner de noms, fait le procès des anciens factieux. « Le duc de Hamilton et le comte de Perth », dit-il, « furent souvent réduits à se défendre, mais ils le firent bien faiblement ; et jamais on ne vit hommes aussi ennuyés, ni aussi à court d'arguments ». Et il nous montre le même Mackenzie, ayant chaque jour des joutes oratoires analogues avec Hamilton

(1) Alexander Grant, Bart., *The Story of the University of Edinburgh during its first 300 years*, London 1884, I. 221-222.

Voir aussi *The Autobiography of Robert Sibbald*, déjà citée, p. 30.

et Perth, si bien que les courtisans ont pris l'habitude de faire cercle autour d'eux. Et l'avocat s'entend merveilleusement « à faire rugir Hamilton et à lui faire perdre patience, ce qui est très divertissant » (1).

Même en faisant la part de l'exagération possible, il reste que nos « hamiltoniens » sont soumis à un rude traitement ; et si, en ce qui le concerne, le comte de Perth se sentait encore quelque goût pour les luttes politiques, il est vraisemblable que ces douches froides et ces applications de pointes de feu n'ont pas peu contribué à le lui faire perdre, au moins pour un certain temps.

Par ailleurs, il ne lui est pas indifférent d'être en bons termes avec le duc d'York, car il est homme, et, quoi qu'il en dise, il n'est point dépourvu d'ambition. Et c'est apparemment de cette époque que datent les débuts de l'amitié entre ces deux hommes, au demeurant si bien faits pour s'entendre. La différence de leurs âges, le duc ayant quarante-huit ans et Perth n'en ayant que trente-trois, n'empêche pas leurs caractères de sympathiser profondément. Une qualité, commune aux deux et essentielle, les rapproche : c'est le sérieux qu'ils apportent aux affaires. Ils ont aussi le même goût de l'absolutisme, la même haine de la rébellion et des rebelles. On se les représente volontiers s'isolant parfois, au milieu des fêtes, pour parler littérature, histoire ou politique, et bientôt sans doute, sinon déjà, religion. Un exemplaire de la *Satire Ménippée*, édition de 1632, qui est à la bibliothèque de Drummond, porte cette mention écrite de la main du comte : « Drummond, 15 juillet 1681. C'est le duc qui m'a fait lire ce livre pour la première fois, comme étant une satire applicable à toutes les rébellions ».

Dans son désir de plaire au duc d'York, Perth est-il allé jusqu'à commettre la petite vilenie que lui impute cette méchante langue de Burnet ? « J'avais longtemps vécu », dit-il, « en grande amitié avec le comte de Perth : pendant plus de douze ans je fus avec lui comme un père avec son fils. Aussi, comme il avait fait partie du jury d'Argyle, je lui écrivis une lettre à ce sujet avec la liberté que je jugeais me convenir. Lui, pour se faire valoir auprès du duc (d'York), la lui montra, comme il me l'a avoué lui-même. Je pus aisément lui pardonner, mais je ne pus guère l'estimer après une action aussi indigne. Il aspirait alors à de hauts emplois, et c'est ainsi qu'il me sacrifia pour s'accréditer ». Et Burnet ajoute : « Il fit de plus grands sacrifices dans la suite » (2).

C'est ce que nous verrons. En attendant, si cette vilaine petite

(1) *Reg. Pr. C. Scot.*, 3rd Series, vol. VII, pp. 743-744.

(2) G. Burnet, *Op. cit.*, II, 314.

histoire est exacte, il est clair qu'elle ne fait pas honneur au comte de Perth. Encore faudrait-il connaître le texte de la lettre ; car, si elle était vraiment si compromettante, et si, en la montrant au duc, Perth trahissait sciemment et volontairement son ami, on ne voit pas bien pour quel motif il le lui a ensuite avoué.

Mais, qu'il faille, ou non, mettre à l'actif de Perth une action aussi regrettable, une chose apparaît en tout cas de plus en plus évidente, c'est qu'il est au mieux avec le duc d'York. Et quand ce dernier est appelé à Newmarket par le roi, en mars 1682 (1), le comte l'accompagne. Arrivé-là, il note, dans une lettre à George Gordon of Haddo (2), que ceux qui s'opposaient le plus à la venue du duc d'York, en paraissent maintenant les plus heureux ; ce qui lui suggère cette réflexion désabusée : « C'est ainsi que le succès vous attire des partisans ; mais, quand on n'a que cela pour les retenir, ce n'est qu'un attachement de fortune, et que le premier orage venu peut briser ». Hélas ! en parlant ainsi, le comte de Perth ne se doutait point qu'il était destiné à prouver un jour la justesse de cette observation.

Et voici que, pendant l'absence du duc d'York, on s'agite à Edimbourg. « On me dit », écrit-il encore, « qu'il y en a chez vous qui jouent aux grands seigneurs et prétendent faire toutes leurs volontés, faute de quoi, ils menacent d'abandonner la partie et de changer de tactique ». Et ceci l'inquiète, parce qu'« il y a ici », dit-il, « de méchantes gens, qui magnifient la moindre extravagance commise par une réunion de vieilles femmes, jusqu'à en faire une rébellion ». Et il craint qu'on ne réussisse à convaincre le roi que la présence du duc est nécessaire pour pacifier l'Ecosse, et qu'ainsi on ne le fasse partir de Londres. « Pour l'amour de Dieu », s'écrie-t-il, « maintenez tout aussi tranquille que possible, et faites-moi savoir à temps tout ce qui se passe à ce sujet. On nous rebat ici les oreilles de racontars sur vos querelles au sein du Conseil. Je vous en prie, montrez-vous en toute chose unis et soumis au bon plaisir du roi » (3).

Un tel zèle au service du roi et de son frère ne pouvait tarder à recevoir sa récompense. Charles II, sur les conseils et d'après les indica-

(1) C'est la duchesse de Portsmouth qui, sans le vouloir, avait été la cause de ce rappel. Désirant, en cas de décès du roi, s'assurer le pain de ses vieux jours, elle avait persuadé à Charles II de lui faire une rente de £ 5.000 par an, prélevée sur le revenu des postes qui appartenait au duc d'York. A la demande du roi, le duc répondit que tout ce qu'il avait était à la disposition de Sa Majesté, mais que pour régler cette affaire il fallait qu'il aille à Londres : d'où le voyage.

(2) Qui avait remplacé lord Stair comme président de la Session.

(3) John Dunn, *Op. cit.*, p. 10 : Perth à Aberdeen, 23 mars 1682.

tions du duc d'York (1), va remanier le gouvernement de son royaume d'Ecosse, et déjà, dès le 25 mars, le bruit court à Newmarket que Perth va être chancelier (2). C'était aller un peu vite en besogne. En fait, le 20 avril, il est nommé membre de la « Commission de Fondation des églises et d'Evaluation des dîmes » (3), et le 29, « Commissaire de l'Echiquier » (4). Puis le 1^{er} mai 1682, à Windsor, est signée la lettre patente qui le crée « Grand Justicier ». « Sa Majesté », dit la lettre, « se fie au loyalisme de son très fidèle et très aimé cousin et conseiller, James, comte de Perth, autant qu'à ses capacités et à son aptitude à s'acquitter des devoirs de la dite charge, et particulièrement à sa science et connaissance du droit criminel ». Avant d'entrer en fonctions, le comte de Perth devra « prêter le serment de *fideli administratione* dans le dit emploi, et jurer et signer le Test ». Le poste de grand justicier comporte en outre un traitement annuel de 600 livres payable en deux échéances, à la Pentecôte et à la Saint-Martin (5).

Et maintenant, il ne lui reste plus qu'à regagner Edimbourg et à y rendre la justice au nom du roi.

Mais ici, le destin lui réservait une petite surprise qui aurait pu très mal tourner. Le 3 mai, le duc d'York, prenant congé du roi, s'embarque pour l'Ecosse, afin d'en ramener la duchesse, impatiente de regagner Londres. Environ quatre-vingts gentilhommes l'accompagnent, parmi lesquels le comte de Perth. Le navire est le *Gloucester*, solide frégate de 60 canons, à laquelle quatre yachts font escorte.

Or, le samedi 6 mai, entre cinq et six heures du matin, un choc sourd et violent précipite le duc et ses compagnons hors de leurs couchettes : le *Gloucester*, par suite de l'incapacité, de la négligence, peut-être même de la trahison de son capitaine, vient de heurter le banc de sable du Lemmon, au large de Yarmouth.

Sur ce qui se passa ensuite, les récits diffèrent sensiblement, selon que l'on consulte les historiens jacobites ou orangistes, les Mémoires de Jacques II ou l'histoire de Burnet : les premiers faisant ressortir le respect et la retenue des compagnons de Son Altesse, et leur joie à le voir hors de danger ; les seconds mettant en relief l'égoïsme féroce du

(1) Mémoires de Jacques II, vol. II, p. 507.

(2) John Dunn, *Op. cit.*, p. 12.

(3) *Ibidem*, p. 42.

(4) Warr. B. for Scot., vol. VII, N° 82, pp. 104-105. L'Echiquier est, comme on sait, la Trésorerie. Il était géré alors en Ecosse par un trésorier, aidé d'un sous-trésorier et de quelques commissaires de l'Echiquier, sans grand pouvoir d'ailleurs.

(5) Warr. B. for Scot., vol. VII, N° 99, pp. 125-127.

Reg. of the Privy Seal, vol. VIII, p. 418.

prince. Nous suivrons, quant à nous, le récit de l'un des « rescapés », non pas de Samuel Pepys qui accompagnait le duc d'York, mais d'un autre (1) qui, durant toute la durée de l'événement, se trouva dans le voisinage immédiat du comte de Perth.

Done le duc, réveillé en sursaut, s'habille à la hâte et s'enquiert de la situation. Mais déjà il y a neuf pieds d'eau dans la cale, et la mer entre à flots par les sabords ; l'équipage et les passagers sont affolés, chacun ne songeant qu'à son propre salut. Ce que voyant, le duc fait venir sa chaloupe à la grande fenêtre de sa cabine, mais en secret, de crainte que marins et passagers ne se pressent autour de lui jusqu'à faire chavirer son embarcation. De ce fait, les seuls à monter avec lui dans la dite chaloupe sont le comte de Winton, Gordon of Haddo, et deux gentilshommes de sa chambre ; et encore il leur faut mettre l'épée à la main pour en écarter d'autres. Ici, nous laissons la parole au narrateur.

« Les voyant partis, nous fîmes avec bien de la peine mettre à la mer le canot du bord, où prit place le comte de Perth, et je l'y suivis, en sautant des haubans. Immédiatement après, le comte de Middleton sauta sur mes épaules ; puis vinrent plusieurs autres gentilshommes et les matelots qui devaient ramer. Nous jugeâmes que le chargement était suffisant, vu la violence de la houle qu'occasionnait le vent du nord-est, et qui venait de faire chavirer un autre canot près de celui du duc, en noyant tous les occupants, sauf deux hommes que nous voyions à califourchon sur la quille. Il nous tardait d'être partis ; mais, avant qu'on eût largué les amarres, il nous arriva environ vingt-quatre matelots, qui sautèrent sur nous des haubans, ce qui fit croire à tous les spectateurs, et à nous-mêmes, que nous allions sombrer ; et ce fait qu'on nous crut perdus en empêcha une centaine d'autres de sauter dans le canot.

« Nous étions si serrés que nous ne pouvions nous tenir debout ; et, tandis que nous nous efforcions de nous écarter du navire qui semblait peu à peu, les vagues étaient si furieuses que nous courions grand risque d'être projetés contre le bâtiment en détresse, et réduits en miettes. Ce ne fut donc pas sans peine que nous parvînmes à éloigner le canot du navire ; et pendant que nous ramions vers le yacht le plus proche, la houle était telle que, surchargés comme nous l'étions, nous pensions être noyés à chaque instant. Nous étions à mi-chemin du yacht, quand un grand nombre de ceux qui cherchaient à se sauver en nageant agrippè-

(1) Sir James Diok, Bart., lord maire d'Edimbourg. Cf. sa lettre du 9 mai 1682 à Mr. Ellies, à Londres, dans *Original Letters illustrative of English History*, publiées par Henry Ellies, London 1827 : 2nd. Series, vol. IV, pp. 67 à 72.

rent désespérément le bord de notre canot, en maintenant la tête hors de l'eau et en criant : « Au secours ! » Nous cherchâmes à les écarter et à leur faire ôter la main, en leur disant qu'ils allaient nous perdre avec eux, mais ceci ne réussit pas à leur faire lâcher prise, et plusieurs d'entre nous durent les écarter de force, sauf un seul, qui s'était cramponné à moi et que je fis hisser dans le canot, de peur qu'il ne m'entraînât avec lui ».

Ils arrivent enfin près de l'un des yachts, qui était à un quart de mille du *Gloucester*, n'osant approcher à cause du banc de sable. Mais la difficulté est alors d'accoster le yacht, contre le flanc duquel la violence du flot menace de les briser. « Enfin », dit notre rescapé, « on nous jeta une corde et on nous amena sous le vent du navire. Alors chacun grimpa de son mieux, et moi comme les autres, empoignant la corde et me trémoussant contre le flanc du yacht, jusqu'à ce que je parvinsse à portée des hommes qui me hissèrent par-dessus bord ».

Sir James Dick estime qu'il y avait à bord du *Gloucester* 250 hommes d'équipage, plus 80 gentilshommes et leurs domestiques, et il ne croit pas qu'il y ait eu plus de 130 survivants. C'est à peu près le nombre que l'on donne par ailleurs. Parmi les noyés étaient lord Hyde, le beau-frère du duc d'York, et Robert Drummond, comte de Roxburgh, le cousin-germain de notre grand justicier, qui, pour sa part, pouvait se vanter de l'avoir échappé belle.

Le 7 mai au soir, le duc d'York et ce qui restait de sa suite arrivèrent au port de Leith ; « sur quoi », dit Fountainhall, « il y eut de grandes manifestations de joie : coups de canons, sonneries de cloches et le reste » (1).

Le lendemain matin, Son Altesse Royale assemblait le Conseil Privé afin de lui notifier les récentes nominations. Et les conseillers apprirent, non sans grommeler *in petto*, que George Gordon of Haddo, le rescapé de la chaloupe ducale, était nommé chancelier, avec le titre de comte d'Aberdeen ; que le comte de Queensberry devenait trésorier, avec le titre de marquis, et que son emploi de grand justicier passait au comte de Perth (2).

Et le 16 mai, le duc et la duchesse d'York, ainsi que la princesse Anne et toute la cour, quittaient définitivement le palais de Holyrood.

Mais, avant son départ, le duc avait assisté à la mise en train d'une affaire qui lui tenait passablement au cœur, à savoir la mise en accusation

(1) *Historical Observes*, p. 68.

(2) *Ibidem*, p. 69.

de lord Haltoun, directeur en chef de la Monnaie à Edimbourg, et de ses subordonnés. Lord Haltoun, *alias* Charles Maitland, occupait en outre le poste de sous-trésorier, où l'avait casé son frère aîné, le duc de Lauderdale. Les deux frères avaient servi le duc d'York avec zèle. Mais Lauderdale avait eu, au Parlement de décembre 1680, le tort suprême de voter pour la culpabilité du vicomte de Stafford, incriminé, injustement d'ailleurs, à propos du prétendu « complot papiste », et le duc d'York « l'avait dès lors pris en grippe, et s'était efforcé de le briser, lui et son parti » (1). Notons, en passant, que ceci n'avait pas été sans contribuer à rapprocher le duc du comte de Perth et des autres « hamiltoniens ». Quant à Haltoun, il avait déployé au service du duc d'York un zèle à la fois excessif et intempestif, lequel, loin de servir ce dernier, lui suscitait, en haine de Haltoun, des ennemis au Parlement et dans tout le pays. Le duc, agacé par ces « caresses de l'âne », n'était donc point fâché, au risque de paraître ingrat, de se débarrasser d'un ami aussi compromettant.

Le 11 mai, en conséquence, était arrivée une lettre royale nommant une commission d'enquête sur l'état de la Monnaie. Cette commission, selon l'usage de l'époque, ne contenait que des ennemis de Haltoun, entre lesquels le comte de Perth ; c'est dire si l'affaire fut menée tambour battant. Haltoun est à Londres ; qu'à cela ne tienne, on interrogera ses subordonnés. L'un d'eux, sir John Falconer, dans l'espoir de se libérer, ou du moins d'atténuer sa propre culpabilité, charge abondamment son chef. Celui-ci revient au début de juillet. On le met en demeure de déposer comme les autres ; il s'y refuse, car nul n'est tenu de s'accuser lui-même, et il tente de se disculper en faisant ressortir la non-valeur juridique des dépositions faites contre lui. Il allègue les exonérations dont le roi l'a gratifié, fait valoir qu'il a été compris dans l'amnistie générale de 1679. Mais son plaidoyer ressemble à son zèle : il évoque l'âne de la fable. Aux mots d'exonérations et d'amnistie, ses juges se récrient et protestent contre sa prétention à décliner leur juridiction. Ils rédigent un rapport, et, sans permettre à l'accusé d'en prendre connaissance, envoient Perth et le greffier Tarbat (2) le porter au roi.

Le comte de Perth et son compagnon se mettent en route, et, le 15 août, ils sont à Stamford, dans le Yorkshire, à mi-chemin de leur desti-

(1) *Ibidem*, p. 75. Pour toute cette affaire d'ailleurs, voir : *The Decisions of the Lords of Council and Session from June 6th. 1678 to July 30th. 1712* recueillies par The Hon. Sir John Lauder of Fountainhall, (2 vols. Edinburgh 1759) vol. I, pp. 184 *et seq.*

(2) Sir George Mackenzie of Tarbat, cousin de l'avocat du roi, avec lequel il ne faut pas le confondre.

nation. Un gentilhomme arrive de Londres, voyageant en poste, et leur annonce que « la duchesse d'York a heureusement accouché d'un garçon le dimanche précédent » (1). La nouvelle était à la fois prématurée et inexacte, la duchesse n'ayant accouché que le 15 août, et d'une fille, qui mourut d'ailleurs de convulsions trois semaines après. Mais les fausses nouvelles causent, provisoirement, autant de joie ou de peine que les vraies ; et le comte de Perth, pressé d'arriver à la cour, continue sa route laissant à Tarbat le soin de le rejoindre par la diligence d'York (2).

Il arrive à Londres le 16 août dans la soirée. Le roi vient de partir pour Windsor, mais le duc d'York est encore là, et ils ont ensemble un court entretien. Le lendemain, Tarbat arrive à son tour, et, après une nuit de repos, ils se rendent tous deux à Windsor. « Je suis allé avec eux », écrit le duc d'York à Queensberry, « trouver Sa Majesté, à qui ils ont rendu compte de leur commission d'enquête. Ils en ont dit assez pour lui faire voir combien le roi et le pays à la fois ont été trompés dans cette affaire de la Monnaie » (3).

Là-dessus, le roi convoque immédiatement ses conseillers écossais, lesquels, dûment stylés par le duc d'York, le comte de Perth et Tarbat, jettent les hauts cris à la lecture du rapport, et obtiennent une lettre du roi, déclarant Haltoun et ses collègues coupables de malversations, les cassant de leur emploi et laissant à l'avocat Mackenzie le soin de les poursuivre au civil et au criminel (4). Cette lettre est datée du 24 août. Par une sinistre coïncidence, c'est le jour où, à Tunbridge Wells, entre sa duchesse et ses médecins, le duc de Lauderdale meurt de chagrin et de vieillesse (5). Et le jour où cette sentence est notifiée à Haltoun, est aussi celui où il apprend la mort de son frère.

Cet acte de justice, qui ressemble un peu trop à un acte de vengeance, bien que, d'ailleurs, Haltoun et ses collaborateurs fussent réellement coupables, ne laissa point de profiter à certaines personnes. Le frère de Perth, John Drummond of Lundin, déjà créé grand maître de l'artillerie en octobre 1680 (6), fut nommé, le 13 septembre 1682, sous-trésorier à la place de lord Haltoun, avec un traitement annuel de 600 livres et un logement à Holyrood (7). Il avait d'ailleurs, nous dit Macky, « étant bel homme et excellent danseur, conquis les faveurs de Son Altesse

(1) John Dunn, *Op. cit.*, p. 46.

(2) *Ibidem.*, p. 48.

(3) *Hist. Mss. Com.*, Mss. of Buccleuch and Queensberry : I, p. 172.

(4) Fountainhall, *Historical Notices* (éd. 1848, 4 vols.), I, 373.

(5) Du même : *Hist. Obs.*, p. 74.

(6) *Warr. B. for Scot.*, vol. VI, N^{os} 155, 156, 157.

(7) *Ibidem.*, volume VII, N^{os} 288, 304, 305.

Royale », la duchesse d'York, lors du séjour de celle-ci à Holyrood (1) ; et, comme il fallait un calculateur...

Un autre profiteur fut le chancelier Aberdeen. Quand, un an plus tard, au terme d'un procès long et embrouillé, les juges déclarèrent Haltoun redevable à la couronne de 72.000 livres sterling, le roi ramena cette somme à 20.000 livres et en donna 16.000 à Aberdeen. « Et l'on comprit alors », dit Fountainhall, « pourquoi le chancelier s'était donné tant de peine pour faire condamner Haltoun » (2).

Quant au comte de Perth et au duc de Hamilton, ils profitèrent moins de la condamnation de Haltoun que de la mort de son frère. Car c'est à celui-ci que Perth succédait, le 8 septembre, comme l'un des quatre lords extraordinaires de la Session, avec un traitement supplémentaire (3) ; le 24 octobre, il le remplaçait également comme gouverneur de l'île de Bass, fonction plus honorifique que lucrative (4).

La lettre royale du 8 septembre, qui nommait Perth lord extraordinaire de la Session, était accompagnée d'une autre, adressée au duc de Hamilton, gardien héréditaire du palais de Holyrood (5), pour le prier de donner au comte de Perth « un logement convenable » à l'intérieur du dit palais.

Et Hamilton, que reçoit-il dans tout cela ? Le comte de Perth écrit de Londres, le 29 août, à Aberdeen : « Le duc de Hamilton a grand' chance d'avoir le ruban bleu du duc de Lauderdale » (6). Et de fait, Hamilton obtint son ruban bleu. Il succéda comme chevalier de la Jarretière à son mortel ennemi, « ce qui prouve », dit Fountainhall, « l'inconstance et la vanité de tout ce qui passe. Comme Lauderdale serait furieux, s'il pouvait relever la tête et voir s'asseoir dans son fauteuil ce Hamilton, qu'il avait réussi à faire passer aux yeux du roi pour un traître et un factieux ! » (7)

Oui, certes ! Et son dépôt n'eût pas été moindre, s'il avait pu être témoin des relations amicales du duc d'York et de Perth ; si, par-dessus

(1) John Macky, *Op. cit.*, p. 243.

(2) *Hist. Notices*, I, 438-440.

(3) *Warr. B. for Scot.*, vol. VII, N° 302. Les quatre lords extraordinaires formaient, avec le chancelier, quatorze lords de la Session et le Président, la cour suprême de judicature.

(4) *Warr. B. for Scot.*, vol. VII, N° 357.

Le Bass Rock est situé à l'entrée de l'estuaire du Forth, et à deux milles de la côte sud. C'est un îlot rocheux en forme de pin de sucre, une sorte de Mont Saint-Michel écossais, d'environ un demi-mille de circonférence à la base. Il est à peu près inaccessible, sauf du côté qui fait face à la terre, et où s'élève une petite forteresse qui servait alors de prison d'Etat.

(5) Les Hamilton l'étaient de père en fils, depuis le premier duc à qui Charles I^{er} avait conféré ce titre.

(6) John Dunn, *Op. cit.*, pp. 53-54.

(7) *Hist. Observes*, p. 76.

l'épaule d'Aberdeen, il avait pu lire ce que le grand justicier écrivait à ce dernier le 16 septembre : « Le roi et le duc sont allés à Chatham voir la plus noble escadre de l'Europe, et leur nouveau vaisseau-amiral, le *Britannia*. Le duc a voulu m'avoir avec lui » (1).

Il est donc allé à Chatham ; mais son séjour à Londres tire à sa fin. Encore une semaine pour attendre les ordres du duc d'York, « puis », dit-il, « j'irai bien vite chez moi, passer au moins une ou deux semaines à la campagne, avant d'aller à Edimbourg » (2). En fait, il ne quittera la capitale que le 2 octobre, « le jour où le roi ira à Newmarket ».

Etre temps, il met à profit son séjour à Londres, pour rendre quelques services à son cher cousin, le chancelier. Il lui fait graver un sceau à ses armes, et s'occupe de lui commander « un beau carrosse à bottes (3), comme celui du chancelier d'Angleterre », chez Trumble, le carrossier.

On aime à voir le comte de Perth se donner tant de peine pour un homme dont, quelques mois plus tard, il sera le rival et l'ennemi. Dans la dernière lettre qu'il lui écrit de Londres, le 28 septembre, il dit : « Nous partons lundi prochain. J'espère rencontrer Votre Seigneurie à Edimbourg ». Et il ajoute ceci, qui n'est rien moins que prophétique : « Votre lettre du 15 m'apprend que le comte d'Errol (4) vous a rendu visite. J'assure Votre Seigneurie, une fois pour toutes, que je me comporterai toujours envers Votre Seigneurie de façon à exprimer le sentiment profond que j'ai des mérites de Votre Seigneurie et de mes obligations envers elle, et il en sera de même de tous ceux sur qui j'ai quelque influence » (5).

Nous avons peine à nous persuader que d'aussi belles protestations d'amitié n'étaient le plus souvent, surtout entre hommes d'Etat, que de simples formules de politesse, et qui n'engageaient pas outre mesure. Il est bon de s'en souvenir, avant de porter un jugement sur les hommes du XVII^e siècle, et aussi que, de tout temps, la politesse mondaine s'est accompagnée et s'accompagne encore, il le faut bien, d'une dose plus ou moins forte d'hypocrisie.

Le comte de Perth quitte donc Londres le lundi 2 octobre, en emportant dans ses bagages les œuvres dramatiques de Beaumont et Flet-

(1) John Dunn, *Op. cit.*, p. 58

(2) *Ibidem*.

(3) C'est-à-dire, muni de chaque côté d'un coffre en saillie, ressemblant vaguement à une botte à bout carré, et où peut s'asseoir une personne.

(4) Son beau-frère, qui a épousé Anne Drummond en 1674. Cf. ci-dessus, p. 41.

(5) John Dunn, *Op. cit.*, p. 75.

cher et celles de Ben Jonson, qu'il vient d'acheter (1). Il voyage en compagnie de la comtesse de Cassilis, du comte de Balcarres et de son frère, le sous-trésorier, lequel est accompagné de sa femme (2). Celle-ci n'est plus la nièce de Lauderdale, qui est morte en 1680, le laissant veuf avec six enfants. John Drummond était alors bien désolé ; mais il trouva, et sans trop tarder, une autre femme, Euphémie Wallace of Craigie, qu'il épousa cette même année 1680.

Suivons maintenant le comte de Perth dans ses fonctions de grand justicier. Le grand justicier n'est pas un officier de la couronne, mais quelque chose comme un président de cour d'assises, dont la juridiction s'étend à toute l'Ecosse. Tout ce qui relève du code pénal doit passer par lui. Il a, pour l'assister, un greffier, le *Lord Justice-Clerk* (3), et quatre juges, plus un jury de quinze membres. Le tribunal qu'il préside siège, pendant la session, tous les vendredis après-midi (4).

Si l'on veut se faire une idée de la façon dont Perth s'est acquitté de sa charge, qu'on ne consulte pas trop les historiens, dont les appréciations, selon qu'ils sont pour ou contre, peuvent varier du tout au tout : ici, le dénongant à la postérité comme un féroce inquisiteur et un inventeur d'instruments de torture (5), et là, vantant « son zèle, son application exemplaire, son impartialité, sa grandeur d'âme et son intégrité impeccable » (6). En présence de jugements si contradictoires, il ne reste qu'à examiner les faits, tels que les présentent les documents contemporains, et à essayer de se faire une opinion personnelle, également éloignée du blâme et de l'éloge systématiques.

Que le comte de Perth ait pris très au sérieux son rôle de grand justicier, ceci n'est point pour nous surprendre. Mais nous constatons d'abord qu'il a le souci de ne pas outrepasser les droits que comporte sa fonction. Lord Carlisle (7) lui ayant écrit pour réclamer un certain Story qui, arrêté par la police anglaise pour quelque méfait commis en territoire anglais, avait été repris de force par les Ecossais et devait être jugé à Dumfries, Perth répond qu'il reconnaît le bien-fondé de la réclamation et aussi l'insolence de la conduite de ses compatriotes en l'occurrence, mais il ajoute : « Je regrette qu'il ne soit pas en mon pou-

(1) *Catalogue of the rare and most interesting Books and Manuscripts in the Library at Drummond Castle*, compiled by G. P. Johnston, Edinburgh 1910, pp. 6 et 46.

(2) John Dunn, *Op. cit.*, p. 81.

(3) Le greffier de Perth est justement Richard Maitland, le fils de Haltoun !

(4) A. M. Philopatrius, *Op. cit.*, p. 113.

(5) Ainsi : Tytler, dans son *History of Scotland*, IV, 65.

(6) Balcarres's *Memoirs* cités par D. Malcolm, *Op. cit.*, p. 149.

(7) Charles Howard, premier comte de Carlisle, (1628-1684) lord-lieutenant des comtés de Cumberland et de Westmorland.

voir d'obéir à ce premier ordre de Votre Seigneurie, en vous faisant renvoyer Richard Story ; mais ma qualité de grand justicier ne m'autorise pas à le faire. Je pourrais faire arrêter n'importe quel individu soupçonné d'un crime, mais je n'ai rien à voir dans les questions de droit civil, comme celle-ci » (1).

Que par ailleurs, il ait eu parfois la main lourde, quand il s'agissait de châtier des criminels de droit commun, nous le croyons sans peine. On cite en particulier le cas du ministre Duncan que, le 6 juin 1682, en tant que sénéchal de Crieff, il condamna à mort, « sur de très faibles présomptions », assure Fountainhall (2). Duncan était inculpé du meurtre d'un enfant qu'il avait eu de sa servante, et dont on trouva le cadavre sous la pierre de son foyer. Fountainhall est d'avis qu'il eût été préférable de le condamner « à la dégradation et à l'exil ». On ne voit pas bien pourquoi. Si les présomptions que l'on avait contre ce ministre étaient vraiment si faibles qu'il le prétend, il fallait le laisser en paix.

Il est aussi des cas où Perth a affaire à forte partie : témoin ce James Douglas, condamné à être décapité pour meurtre, le 11 juillet 1682, et qui comparaît de nouveau en justice, un mois plus tard, parce que, dans l'intervalle, il s'est vanté d'avoir mis le feu au cabinet de travail d'Henry Grahame, après y avoir dérobé plusieurs livres. C'est en vain que le grand justicier s'efforce de lui arracher un aveu en présence des assises, ou même de lui faire reconnaître comme siens ceux qu'il a faits et signés un mois auparavant. Avec une opiniâtreté bien écossaise, l'accusé ne dit ni oui ni non, mais il répète aux juges : « Prouvez-le ». Ce qui ne l'empêche pas du reste d'être condamné à mort et exécuté, pour son meurtre seul toutefois (3).

Mais les reproches que l'on fait au comte de Perth visent moins sa procédure dans ces questions de droit commun, que le zèle excessif, et pas toujours désintéressé, qu'il aurait déployé dans la répression des délits politiques.

Il y a, par exemple, le cas d'Alexander Hume, condamné à mort le 15 novembre 1682 pour avoir été à Bothwell Bridge. Des amis, qu'il avait à la cour, lui obtinrent un pardon, qui, affirme Wodrow (4), serait arrivé à Edimbourg quelques jours avant son exécution ; mais le comte de Perth l'aurait gardé par devers lui, ce qui serait proprement

(1) *B. M. Sloane Mss.*, 2723, fol. 118.

(2) *Historical Notices*, I, 359.

(3) *Ibidem*, I, 364.

(4) Wodrow, *Op. cit.*, III, 417.

odieux (1). Et voici qui ne l'est pas moins. Le jour de l'exécution, c'est-à-dire le 29 décembre, toujours d'après Wodrow, la femme du condamné. Isabelle Hume, serait allée trouver la comtesse de Perth, la priant, de la façon la plus émouvante, d'intercéder en faveur de son mari, et prétextant qu'elle avait cinq petits enfants. « A quoi la comtesse répondit d'une façon si inhumaine », dit Wodrow, « que je ne le mettrai point par écrit ». Et il déclare tenir ces faits d'un ministre encore vivant et qui connaissait bien Hume et sa famille.

Faut-il donc conclure de ces affirmations que le comte de Perth était un tigre altéré de sang, et que la comtesse était une personne sans entrailles ? Nous le ferions, sans hésiter, si nous nous trouvions en présence de faits indiscutables. Mais, outre que ces cruautés gratuites nous paraissent cadrer assez mal avec ce que nous savons déjà du caractère de Perth, et avec ce que nous apprendrons par la suite de celui de sa femme, rien ne nous garantit que le témoignage, d'ailleurs isolé, du ministre ami des Hume, n'ait pas été fortement exagéré.

Nous aurons, du reste, d'autres occasions de voir notre héros à l'œuvre, car nous allons l'accompagner dans la tournée judiciaire qu'il fit, en l'été de 1683, avec la *circuit court*.

Ces *circuit courts*, ou cours d'assises ambulantes, avaient été inaugurées par une proclamation du 14 août 1679, sous le gouvernement de Lauderdale. Elles avaient d'abord eu pour objet de rechercher et de punir les rebelles de Bothwell Bridge, et tous ceux qui, de près ou de loin, directement ou indirectement, avaient favorisé leur révolte. Mais, depuis l'apparition du fameux Test, elles avaient surtout pour but de faire prêter à tous les suspects ce serment qui, dans la pensée du gouvernement, était destiné à supplanter le Covenant (2). Car, plus que jamais, l'Etat était résolu à en finir avec la *Kirk*, à purger l'Ecosse de l'éternel ferment révolutionnaire d'une Bible interprétée par des fanatiques. La terrible boutade attribuée (3), à tort ou à raison, au duc d'York, « qu'il n'y aurait jamais de paix en Ecosse, jusqu'à ce que tout le pays au sud du Forth fût transformé en terrain de chasse », traduit bien cette volonté arrêtée de faire place nette.

De là ces tournées judiciaires dans le sud-ouest, cette parade des *circuit courts*, où la justice s'entoure d'une certaine pompe, d'un appa-

(1) Il faudrait supposer alors que le chancelier Aberdeen était d'accord avec Perth, pour cacher ce pardon au condamné ; car tout ce qui venait de la cour passait d'abord par les mains du chancelier.

(2) Fountainhall, *Decisions of the Lords of Session*, I, 235.

(3) Par Tytler, *Op. cit.*, IV, 66.

reil destiné à impressionner les populations. On commence à Stirling, le 5 juin. Le matin, le comte de Perth, drapé dans sa robe de velours noir à broderies d'argent, et le chef coiffé d'une toque de la même étoffe (1), sort de son logis avec son greffier Maitland, et tous deux gagnent d'abord l'église. Puis, après le sermon, on se rend en cortège à la prison de la ville, ou *tolbooth*. En tête s'avancent les magistrats de la cité, puis deux trompettes, les massiers du tribunal et deux hérauts en uniforme ; viennent ensuite le grand justicier et son greffier, précédés des shérifs-adjoints marchant tête nue, et suivis des principaux shérifs, des nobles, gentilshommes et autres propriétaires appelés à Stirling par la proclamation (2).

Arrivés à la prison, on déclare les assises ouvertes ; puis, on fait l'appel des jurés, et les absents sont mis à l'amende, « ce qui était », dit Wodrow, « une source de revenus appréciables, les greffiers ayant soin d'insérer parmi les jurés des notables qu'ils savaient devoir refuser de siéger ». Il cite, entre autres, Luke of Clayton de Glasgow qui, à plusieurs reprises, paya près de 50 livres pour se faire excuser (3).

L'après-midi, on fait comparaître les accusés ; et l'on commence par déblayer le terrain, en expédiant quelques délits de moindre importance : un fils qui a traité son père de « chien d'ivrogne », et que l'on condamne à rester en prison jusqu'à ce que son père vienne l'en faire sortir..., un peu comme au jeu de l'Oie ; un anticlérical, qui a fait jouer au sonneur de cornemuse un air offensant pour le ministre ; un tabellion, qui a antedaté un document ; des commis de shérif accusés de concussion ; des accapareurs et des affameurs du public ; et beaucoup de gens poursuivis pour adultère. Mais tous ces délinquants, les derniers surtout, s'en tirent à peu de frais. « On leur conseille, en souriant, d'être de loyaux sujets et de s'en retourner chez eux » (4).

Seulement, dès qu'il s'agit de délit politique, le ton change. Un certain Boog, rebelle de 1679, se présente, muni d'un faux certificat. Interrogé sur ce qu'il pense de Bothwell Bridge, il refuse de reconnaître que c'était une rébellion, et aussi que la mort de l'archevêque Sharp était un assassinat. Malgré cela, on lui offre le bénéfice de l'amnistie, s'il consent à prêter le serment du Test. Il refuse et on le condamne à mort, en ayant soin de déclarer qu'il ne sera point pendu pour avoir refusé le Test, de crainte que ceci n'empêche les autres de comparaître, mais

(1) Exposées dans la galerie de tableaux au château de Drummond.

(2) *Journal of the Hon. John Erskine of Carnock* (1683-1687), Edinburgh 1893.

(3) Wodrow, *Op. cit.*, III, 489.

(4) *Journal of John Erskine*, p. 3.

pour avoir été à Bothwell Bridge (1). Et, afin qu'une terreur salutaire précède le tribunal au cours de ses déplacements, on décide d'envoyer le condamné en avant, à Glasgow, où il sera effectivement pendu.

Le 15 juin, on quitte Stirling pour se rendre à Glasgow. Chemin faisant, on rencontre les gentilshommes de Cliddesdale, avec le duc de Hamilton et l'archevêque de Glasgow, ceux de Renfrew, puis les magistrats et les bourgeois de Glasgow, en tout plus de 2.000 cavaliers en grand apparat ; et, entre deux rangées de fantassins qui bordent la rue de part et d'autre, on fait dans la ville une entrée véritablement triomphale. Du haut de son cheval, dont le soleil de juin fait miroiter les étriers de cuivre et le harnachement décoré de pierreries (2), le comte de Perth déclare « qu'il n'a jamais vu de réception plus magnifique » (3).

Le 12, en dépit de ces exécutions, et malgré le zèle déployé par Perth et ses collègues qui, le 16, siègent jusque dix heures du soir, après quoi d'ailleurs ils prennent part à un banquet offert par la ville, beaucoup de gens s'obstinent à refuser le Test. Mackenzie, l'avocat du roi, a beau déclarer qu'« avant six mois, il n'y aura plus un seul Écossais qui n'ait, ou prêté le serment du Test, ou quitté le pays » (4), les Écossais ont la tête dure, et à Glasgow, comme à Ayr et à Dumfries, où l'on se transporte ensuite, on est loin de rencontrer tout le succès désiré. Au lieu de fortifier le loyalisme des populations, en l'épurant d'éléments dangereux, cette politique tracassière n'aboutit qu'à semer des germes de désaffection et de haine, et à rendre odieux à leurs compatriotes les hommes qui, comme Perth et Mackenzie, sans se montrer du reste particulièrement féroces, s'en font les instruments.

Et cependant, toute vaine et tyrannique qu'elle paraît, cette tournée judiciaire devait, du fait des circonstances, se révéler singulièrement opportune. L'année 1683 en effet est celle du célèbre complot de Rye-House, par lequel les whigs anglais espéraient se débarrasser à la fois de la personne du roi et de celle de son frère. Mais ils comptaient pour cela sur la collaboration des mécontents écossais, lesquels, d'après le plan des opérations, devaient donner le signal de la révolte. Le comte d'Argyle devait arriver de Hollande avec des armes et des munitions et se mettre à leur tête. Les conspirateurs écossais, entre autres Campbell of Cessnock et sir John Cochrane, s'étaient rendus plusieurs fois à

(1) Fountainhall, *Decisions*, I, 235.

(2) Également conservés au musée de Drummond Castle.

(3) *Journal of J. Erskine*, p. 4.

(4) *Ibidem*, p. 6.

Londres, apparemment pour consulter le roi et le duc d'York sur un projet de colonisation en Caroline, en réalité pour s'aboucher avec leurs complices anglais (1). Et, ce fut du moins l'avis du duc d'York, la tournée judiciaire de juin vint précisément, et par pure coïncidence, bouleverser tous leurs plans, en attendant que les révélations du saunier de Londres, Josiah Keeling, et de son frère, le 12 juin et les jours suivants, amenassent la découverte de tout le complot et l'arrestation des principaux conjurés (2).

Le 30 octobre, les conspirateurs écossais, qui avaient été arrêtés en Angleterre, furent transférés en Ecosse pour y être jugés. Parmi eux se trouvait sir Hugh Campbell of Cessnock, dont le procès instruit en mars 1684, fut présidé par le comte de Perth, en qualité de grand justicier. Il convient donc que nous en disions un mot ici ; d'autant plus que la façon de faire de ce dernier, en l'occurrence, lui a été vivement reprochée, Burnet allant jusqu'à dire « qu'il avait montré alors avec quelle facilité il sacrifiait à son ambition l'innocence et la justice. Sa conduite en cette affaire », dit-il encore, « était d'autant plus odieuse, que son frère avait la promesse d'être mis en possession des biens de Campbell après sa condamnation » (3).

Tout ceci est-il bien exact ?

Nous avons sur ce procès deux témoignages de première main : celui de l'avocat Fountainhall, qui se trouvait dans la salle du tribunal, et celui de sir John Erskine of Carnock, qui, d'après ce qu'il dit, devait également y être. Voici, selon ces témoins oculaires, comment les choses se sont passées.

Cessnock n'était pas incriminé pour le complot de Rye-House, bien qu'on fût moralement certain qu'il y avait pris part, mais pour avoir, en 1679, encouragé les rebelles de Bothwell Bridge, et en avoir hébergé un grand nombre. L'accusé nia tout, naturellement. Puis, quand vint son tour de déposer, il demanda que l'on déchirât ses dépositions précédentes ; à quoi Perth répondit qu'elles l'étaient déjà, et il ajouta : « D'ailleurs, dites la vérité maintenant, car vos dépositions antérieures ne sauraient en aucun cas militer contre vous ». Ce qui fait dire à John Erskine que « le grand justicier fit preuve de beaucoup d'équité ». Et sa

(1) Ces gentilshommes écossais semblent bien avoir été sincères, du moins au début, dans leur projet de s'expatrier, car le gouvernement leur rendait la vie intenable en Ecosse. Mais, de ce projet, ils glissèrent peu à peu et tout naturellement dans la conspiration, qui leur offrait un autre moyen plus simple, bien que plus dangereux, d'échapper à la persécution.

(2) Fountainhall, *Hist. Observes*, p. 103.

(3) G. Burnet, *Op. cit.*, III, 34-35.

façon de traiter l'accusé aurait amené l'avocat Mackenzie à dire aux membres du tribunal : « Vous voyez comme tout se passe loyalement » (1).

Mais un incident allait surgir à propos de l'interrogatoire de l'un des témoins, un certain Ingram. Mis en présence de Cessnock, et prié de dire ce qu'il sait sur les paroles dont on fait un crime à ce dernier, Ingram, « comme frappé par un pouvoir invisible », explique Burnet, « par suite d'une consternation miraculeuse », risque Fountainhall, ne dit que des choses qui n'ont pas trait à la question, et finalement reste coi. Là-dessus, le public échange ses impressions, et les rires fusent. Perth veut interroger le témoin de nouveau, mais un des jurés s'y oppose, puis un autre. Ils disent qu'il est inutile de le questionner davantage, et qu'ils s'en tiendront à sa première réponse. « Vous n'êtes pas juges en la question », leur dit Perth. « Pardon », répond l'un, « nous sommes juges des dépositions, et non Votre Seigneurie ». Perth insiste une deuxième fois auprès du témoin, qui renouvelle son manège. Alors le public exulte et pousse des acclamations. Furieux, l'avocat Mackenzie se dresse et apostrophe violemment la salle ; il lui reproche ses clameurs inconvenantes et déloyales : « Jamais on n'a vu pareille chose en Ecosse », dit-il ; « ce sont là des façons d'agir qu'on emploie en Angleterre pour effrayer et confondre les témoins du roi » (2).

L'autre témoin, Crawford, dépose à son tour, varie avec le premier, mais ne dit rien qui puisse compromettre Cessnock. Après quoi, les jurés rendent un verdict d'acquiescement. Ce qu'entendant, le grand justicier se lève et déclare : « Nous avons d'autres accusations à porter contre Cessnock ; le roi l'a envoyé ici pour qu'il soit jugé au sujet de la Conspiration » (3). Ceci était sans doute exact, bien que John Erskine prétende savoir de bonne source que c'était faux ; mais, en agissant ainsi, Perth se donnait un peu trop l'air de celui qui essaie de rattraper par la queue ce qu'il n'a pas su tenir par l'oreille.

Quoi qu'il en soit, l'accusé fut reconduit en prison, et, comme il était environ une heure du matin, chacun s'en fut coucher.

Mais pourquoi le comte de Perth avait-il mis tant d'obstination à faire condamner Cessnock ? Pour Burnet, nous l'avons dit, la raison en est simple : c'est que son frère, John Drummond, avait la promesse des biens du condamné. Mais Fountainhall est d'un autre avis : « Le bruit courait », dit-il, « que lui et son frère, le sous-trésorier, avaient donné

(1) *Journal of John Erskine*, pp. 50 et 51.

(2) *Ibidem*, p. 51. Cf. aussi : Fountainhall, *Hist. Not.*, II, 510-522.

(3) *Journal of J. Erskine*, p. 52.

au roi et à la duchesse de Portsmouth l'assurance qu'ils avaient des raisons suffisantes pour confisquer les biens de Cessnock, et qu'un des fils que la duchesse avait eus du roi devait profiter de cette confiscation. D'autres », ajoute-t-il, « affirmaient que le comte de Dumbarton devait en avoir une part » (1). Du frère de Perth, comme bénéficiaire éventuel de ce procès, nulle mention dans Fountainhall.

Et alors, que penser de tout ceci ? Qu'il est bien difficile de savoir la vérité. Une chose paraît claire cependant : c'est que, si Cessnock n'avait point participé à l'affaire de Bothwell Bridge, il avait certainement trempé dans le complot de Rye-House, et que par conséquent Perth était parfaitement en droit de le garder sous clef.

Et quant à la « consternation miraculeuse » des témoins, ceux-ci l'expliquèrent le 3 avril devant le Conseil Privé, en disant que les spectateurs les avaient empêchés de parler, chacun leur murmurant à l'oreille : « Eh quoi ! est-ce que vous allez, par vos affirmations, faire perdre la vie à cet honnête vieillard ? » Il est juste d'ajouter que les témoins donnèrent cette explication après avoir passé cinq jours dans les fers. Et c'étaient, au demeurant, des témoins peu ordinaires que ces Ecosais qui disaient : « J'ai vu l'accusé agir en traître, mais je ne voudrais pas le jurer, *car cela a pu être une vision* ». Ou encore : « Je ne puis jurer que l'accusé avait une épée, *car je n'ai vu que la poignée et le fourreau* » (2).

Comme épilogue à ce procès mouvementé, le 9 avril, Perth et Mackenzie, à la manière des maîtres d'école qui, après un désordre, sermonnent leurs élèves, rappelèrent à l'ordre assesseurs et avocats. Les assesseurs, déclarèrent-ils, sont autorisés par l'Acte 91 du Parlement de 1587, à demander *modestement* qu'on éclaireisse leurs doutes ; mais ils ne doivent pas se montrer insolents envers les juges. Quant aux avocats, ils ne doivent pas s'aventurer à justifier les crimes, ni à pallier la rébellion (3).

Assesseurs et avocats, paraît-il, se le tinrent pour dit.

Telle fut la dernière affaire à laquelle présida le comte de Perth en qualité de grand justicier.

Et si maintenant nous cherchons à résumer l'impression d'ensemble qui se dégage, tant de ce procès que des autres affaires où nous avons

(1) *Historical Notices*, II, 521. A noter que le comte de Dumbarton n'eut aucune propriété en Ecosse, jusqu'à ce qu'il reçût, en janvier 1686, du roi Jacques II, un don de la confiscation d'Andrew Fletcher of Saltoun. (J. Balfour-Paul, *Scots Peerage*, III, 216-217).

(2) A. Lang, *Op. cit.*, p. 259.

(3) *Historical Notices*, II, 526-527.

suivi notre héros, nous avouons qu'elle ne nous paraît, ni aussi exécrationnelle que le prétendent ses ennemis, ni aussi édifiante que le voudraient ses panégyristes. Le comte de Perth s'y est montré à nous sous l'aspect d'un juge qui tient à rester dans les limites de la légalité, mais qui, dans ces limites, est généralement sévère, parfois même impitoyable, comme la loi qu'il représente. Est-il donc inaccessible à la pitié ? Non ; il sait, à l'occasion, faire preuve de bonté et de charité, s'intéresser au sort des malheureux, comme en témoigne sa lettre du 8 septembre 1683, où il recommande au chancelier Aberdeen la ville de Stirling, que son ancien maire est en train de ruiner (1). Nous l'avons vu aussi, alors qu'il était membre du Comité de l'Ouest, se montrer indulgent, même pour les délits politiques, parce qu'il estimait que Lauderdale et ses amis exagéraient dans le sens de l'arbitraire.

Alors, comment est-il devenu tout à coup si intraitable ? C'est qu'autrefois, il était en dehors du gouvernement et faisait même partie de l'opposition, tandis qu'aujourd'hui, il est à son tour au pouvoir ; et, bien que la politique du gouvernement d'Edimbourg, en devenant moins arbitraire, n'ait cependant point cessé d'être tyrannique, notre ami, qui désormais la juge du dedans, ne la voit plus sous le même angle : les sévérités qu'il critiquait jadis chez les autres, maintenant qu'il est un de ceux qui en usent, ne lui paraissent plus aussi répréhensibles. Et si la droiture naturelle que nous lui connaissons s'oppose vraisemblablement à ce qu'il commette les petites vilenies ou les froides méchancetés que certains lui imputent, peut-être par contre n'apporte-t-il pas toujours, dans l'exercice de ses fonctions, toute la sérénité qu'on aimerait y rencontrer.

Il convient d'ajouter, à sa décharge, qu'il a occupé son emploi dans des temps particulièrement difficiles, et que si jamais la fonction risqua de corrompre le fonctionnaire, ce fut à cette époque et dans ce pays où, l'Etat étant sans cesse en lutte avec une partie considérable de la nation, la persécution régnait comme un mal endémique, et les gouvernants, rien qu'en s'acquittant de leurs fonctions, jouaient nécessairement le rôle de persécuteurs.

Mais, comme dit Hamlet à sa mère : « Ceci n'est que le commencement du mal, et le pire est encore à venir » (2).

(1) John Dunn, *Op. cit.*, pp. 153-154.

(2) *Hamlet*, Acte III, Scène IV, vers 179 :

« *Thus bad begins and worse remains behind* ».

CHAPITRE V

Le Chancelier

Perth, avec son frère et Queensberry, contre le chancelier Aberdeen ; les phases de la lutte et la disgrâce d'Aberdeen. Perth nommé chancelier. Les rigueurs de son administration ; ce qu'il faut en penser ; les procès de Spence et de Carstares ; les *thumbscrews* ; supercherie de Lundin. Comment Perth comprend son rôle. L'idée qu'on se fait de la justice. Les rebelles et le gouvernement : *the killing time* Mort de Charles II et avènement de Jacques II. Les difficultés du nouveau roi et le but qu'il poursuit. L'ouverture du Parlement et le discours de Perth. La vaine tentative d'Argyle et l'activité de Perth. Perth et le savant Robert Boyle. Rivalité de Perth et de Queensberry. Perth se fait catholique.

Il était dit que la concorde ne régnerait jamais au sein du gouvernement d'Edimbourg. Dès l'automne de 1683, le trésorier Queensberry et son lieutenant John Drummond of Lundin intriguent pour renverser le chancelier Aberdeen.

Ils commencent par persuader au roi et au duc d'York « qu'il n'est pas prudent, ni d'ailleurs agréable à la noblesse d'Ecosse, que toutes les affaires de ce pays soient ainsi concentrées entre les mains d'un seul homme, le chancelier » (1). Il serait préférable, selon eux, qu'il y eût à la tête du gouvernement une sorte de comité préparatoire, qui serait au Conseil Privé ce qu'est le Comité des Articles par rapport au Parlement, c'est-à-dire qu'en fait, il aurait tout pouvoir. Et Lundin, qui est à Londres en octobre 1683, écrit à Queensberry, qu'à son avis, les seuls membres de ce comité doivent être les sept officiers de la couronne. Seulement, comme son frère, le comte de Perth, en tant que grand justicier, n'est pas officier de la couronne, alors que son greffier, Maitland, en est un, Lundin ajoute qu'il y a lieu de remplacer le second par le premier (2).

Et c'est effectivement ce qui arriva. Six semaines plus tard, grâce

(1) Fountainhall, *Hist. Not.*, II, 469.

(2) *Hist. Mss. Com.*, Mss. of Bucc. and Queens., II, 148.

à l'appui du duc d'York et aussi de la duchesse de Portsmouth, le roi sanctionnait la création de ce comité, qu'on évita d'appeler *Junto* ou Comité de Sûreté, ce qui sentait trop la révolution, et qu'on se contenta de désigner sous le nom de Comité Secret. Le 24 novembre, Lundin triomphait : « Le duc les a nommés au roi (les membres du comité) ; ce sont : le chancelier, le trésorier, le garde du petit sceau (Athole), le comte de Perth, le greffier Tarbat, l'avocat Mackenzie et moi ; et maintenant si les choses ne vont pas bien, c'est que le diable s'en mêlera ! » (1)

En effet. Mais il y a quelqu'un qui ne doit pas trouver cette combinaison de son goût, et c'est Aberdeen ; car, dans ce comité de sept membres, il est le seul de son parti. Aussi, quand, le 13 décembre, la lettre royale créant le Comité Secret est lue au Conseil Privé, chacun s'étonne et se demande ce que cela signifie. Les plus clairvoyants deviennent qu'il y a là une manœuvre contre Aberdeen : comme on ne peut pas encore le renverser, on va s'efforcer de lui rendre la vie impossible ; tout le monde se mettra contre lui, et sa seule ressource, quand il se heurtera ainsi à l'opposition générale, sera de congédier tout le monde (2).

Mais une pareille situation ne saurait se prolonger indéfiniment. En janvier 1684, le Comité Secret décide donc d'envoyer Perth à Londres, rendre compte de cet état de choses au roi et au duc d'York. Seulement, il faut une excuse à ce voyage. Le duc de Hamilton, à qui on n'a pas demandé de faire partie du Comité Secret et qui en est vexé, déclare en plein Conseil « que personne ne doit être envoyé au roi, si ce n'est par le Conseil tout entier, et pour en porter les instructions » (3). Qu'à cela ne tienne, on trouvera bien un prétexte. Il y a justement la question des amendes infligées aux maris, dont les femmes assistent aux conventicules (comme s'il était possible au mari d'une femme fanatique de la faire obéir !), et pour lesquelles on a besoin de l'approbation du roi.

Done, le 24 janvier, vers six heures du matin, le comte de Perth part pour Londres, voyageant en poste (4). C'est l'hiver dans toute sa rigueur. Il gèle depuis la fin de novembre, comme jamais, de mémoire d'homme, il n'a gelé. Les rivières sont prises ; à Londres, des foires et

(1) Mss. of Bucc. and Queens., II, 169.

(2) *Journal of Erskine of Carnock*, p. 32.

(3) Fountainhall, *Chronological Notes*, p. 78 ; *Hist. Not.*, II, 485.

(4) *Erskine of Carnock*, p. 31.

des marchés se tiennent sur la Tamise, et on y organise des combats de chiens contre des taureaux (1).

Notre voyageur, malgré les tempêtes qu'il essuie en chemin, arrive à Londres dans les premiers jours de février. Aussitôt, le roi réunit son conseil écossais, où la question des amendes est discutée tout au long, et Sa Majesté approuve la procédure adoptée par le Conseil Privé. Mais, contre Aberdeen, Perth constate qu'il n'y a rien à faire pour l'instant, et le 4 mars, il reprend le chemin d'Edimbourg. Le trésorier lui remettra la somme de 300 livres pour le défrayer de son voyage ; à part cela, il doit se dire qu'il s'est donné bien du mal pour peu de chose (2).

C'est en mai que devait se jouer la partie décisive. Le 6 au matin, le trésorier Queensberry partait pour Londres, accompagné de son fils, du comte de Perth, de Lundin et du greffier Tarbat. Comme ils ont été appelés par Sa Majesté, et que, deux jours plus tard, Aberdeen part à son tour avec quelques-uns de ses amis, on se dit que le roi les a sans doute fait venir pour leur ordonner de se réconcilier (3).

Mais il s'agit de tout autre chose.

En fait, la haute noblesse d'Ecosse n'a jamais pardonné à Aberdeen son élévation au poste de chancelier, où il fait, à ses yeux, figure de parvenu. On lui reproche de ne pas mener le train de vie qui convient à un si haut emploi, et de n'avoir dans sa suite que quelques gentilshommes obscurs ; le comte de Middleton (4) s'en moque dans le privé et en fait des gorges chaudes en présence du roi (5). Car le monde est ainsi fait : on n'y respecte que ce qui brille et en impose par son luxe. Et lorsqu'il conseillait à Aberdeen d'acheter « un beau carrosse à bottes, comme celui du chancelier d'Angleterre », Perth voyait juste : noblesse oblige.

Aberdeen l'oublie, et c'est son premier tort. Il en a un second, et c'est la façon dont il affecte de se passer de la noblesse. « Il a été chancelier deux ans », dit Fountainhall, « et la première année, il a agi de parti-pris sans aucun égard pour les nobles, parfois donnant son avis sur les questions débattues au Conseil Privé, sans jamais leur demander de faire, par un vote, connaître le leur » (6).

Par ce moyen, il s'est mis tout le monde à dos ; puis, voyant que

(1) Fountainhall, *Hist. Observcs.*, p. 115.

(2) Fountainhall, *Hist. Obs.*, p. 118 ; Mss. of Bucc. and Queens., I, 203 ; Warr. B. for Scot., vol. VIII, N° 250.

(3) Fountainhall, *Hist. Not.*, II, 539, et *Hist. Obs.*, p. 127 ; *Erskine of Carnock*, pp. 59-60.

(4) Secrétaire d'Etat pour l'Ecosse près de la cour de Londres.

(5) *Hist. Obs.*, p. 128.

(6) *Ibidem*, p. 129.

plusieurs de ses anciens amis l'abandonnaient, il s'est tourné vers les mécontents, ce qui n'a fait qu'empirer sa situation.

Alors, on s'est dit : il faut en finir avec cet insolent parvenu. Queensberry et ses amis, parmi lesquels le comte de Perth, se sont appliqués à le dénigrer systématiquement auprès du roi et de son frère. Ils ont eu soin de s'assurer, par ailleurs, l'appui de la toute-puissante duchesse de Portsmouth, allant jusqu'à lui verser la jolie somme de 27.000 livres, prélevée sur le Trésor (1). Ils ont également mis de leur côté les évêques et le clergé anglais. Aussi, en ce mois de mai 1684, où il vient à Londres pour se défendre, Aberdeen n'aura-t-il affaire qu'à des juges prévenus contre lui.

Le roi accorde aux deux partis une audience qui se prolonge de 9 heures à midi. Aberdeen, comme jadis Lauderdale et ses partisans, demande que ses ennemis mettent leurs accusations par écrit, et les signent. Mais ils n'y consentent pas ; et le roi qui, cette fois, n'est plus favorable à l'accusé, refuse de les y contraindre. Alors, devant l'infortuné qui se défend comme il peut, c'est le long défilé des griefs : on l'accuse, entre autres choses, de s'être opposé à la mise en jugement de sir James Dalrymple, coupable de haute trahison, et à celle des magistrats d'Edimbourg inculpés de malversations, et cela, au grand préjudice des revenus royaux et du public. On rejette aussi sur lui tout le blâme de la *circuit court* de juin, à l'occasion de laquelle il s'est enrichi indûment. On lui fait un crime du zèle et de la violence dont il a fait preuve contre Haltoun, ce qui lui a valu la ristourne de 16.000 livres (2). On lui reproche même d'avoir été insolent à l'égard de lord Newton, président de la Session, à qui il a intimé l'ordre de se taire, en l'appelant « maraud » ; et s'il allègue, pour sa défense, que Perth et son frère l'ont traité lui-même de « canaille », on lui répond que « ce n'était qu'une simple réprimande » (3).

Il essaie encore de se disculper, mais le roi a son siège fait, et il s'écrie, avec son juron des jours de colère (4) : « Qui m'a recommandé cet homme pour être mon chancelier ? » Le duc d'York pourrait lui répondre : « C'est moi ! » Mais il l'a oublié, ou plutôt, il ne veut pas s'en souvenir : il abandonne Aberdeen, comme il a abandonné Lauderdale et Haltoun. « Beaucoup s'en étonnent », remarque Foun-

(1) Fountainhall, *Hist. Not.*, II, 745.

(2) « Il est de fait », dit Fountainhall, « qu'il avait su, en très peu de temps, mettre du foin dans ses bottes, ayant fait passer son revenu annuel de 500 à 1.500 livres sterling ». (*Hist. Obs.*, p. 131).

(3) *Hist. Obs.*, p. 130.

(4) « *God's fish !* »

tainhall, « et disent que ce n'est pas en agissant de la sorte qu'on s'attache de bons et fidèles serviteurs » (1).

En entendant les paroles du roi, et surtout le ton sur lequel elles étaient prononcées, Aberdeen comprit que tout était perdu. Et cependant, il aurait peut-être pu conserver sa place, s'il avait consenti à gouverner avec le Comité Secret. Mais, instruit par l'expérience amère de l'hiver précédent, il savait que c'était impossible ; et il déclara au roi que, s'il ne pouvait exercer librement ses fonctions, comme son prédécesseur Rothés l'avait fait, il préférerait se retirer. A quoi le roi aurait répondu qu'il entendait être servi à sa manière à lui, et conformément à ses volontés. Aberdeen n'avait plus qu'à donner sa démission.

Et le 22 mai, la veille du jour où l'on fêtait l'anniversaire de la naissance du roi, il quittait Londres en secret et arrivait en Ecosse le 2 juin. A Edimbourg, on se demanda ce que cela voulait dire, et comme il gardait le silence sur ce qui s'était passé à Londres, on s'empressa autour de lui, croyant qu'il revenait en vainqueur. Mais quand, au bout de quatre jours, on le vit quitter Holyrood avec armes et bagages et gagner ses propriétés dans le nord de l'Ecosse, on comprit qu'il avait eu le dessous.

Alors, les malins après coup commencèrent à dire qu'ils avaient prévu cela depuis longtemps ; et, chacun y allant de son anecdote, on rappela toutes les fautes qu'il avait commises, tout ce qui s'était tramé contre lui, et jusqu'aux sinistres présages qui avaient marqué sa carrière. On se raconta, en hochant la tête, ce fait significatif qu'un jour, les chevaux de son carrosse avaient refusé de le mener au Parlement ; s'il sortait du carrosse, les bêtes s'ébranlaient ; mais, dès qu'il y rentrait, elles restaient clouées sur place ! (2)

Et pendant ce temps-là, à Londres, ceux qui étaient restés maîtres du champ de bataille commençaient à s'entre-regarder avec des yeux qui disaient : « Qui va lui succéder ? » Les uns désignaient le marquis d'Athole ; d'autres, l'archevêque de St. Andrews, ou Tarbat, le greffier. Mais le dernier mot était au roi, qui, « après quelques débats haineux », dit Fountainhall, « conféra cette charge au comte de Perth » (3).

Le retour des vainqueurs en Ecosse fut un véritable triomphe. A leur arrivée à Edimbourg, le 10 juillet, ils furent l'objet d'une réception magnifique : le canon tonna, la garnison était sous les armes, et les

(1) *Hist. Obs.*, p. 131.

(2) *Ibidem*.

(3) *Ibidem*, p. 132.

magistrats de la cité, en grand costume, vinrent à leur rencontre, « si bien qu'on n'eût guère pu faire mieux pour le roi ou son frère » (1).

Queensberry exultait ; mais le principal vainqueur du tournoi était le comte de Perth, à qui la disgrâce d'Aberdeen venait de procurer la première magistrature de l'Etat. La lettre royale, datée de Windsor le 13 juin 1684, qui le nomme « grand chancelier de l'antique royaume d'Ecosse de Sa Majesté », fait allusion à « son loyalisme, à ses capacités éminentes et à son intégrité » ; elle mentionne également « le loyalisme éminent de ses ascendants, les grandes pertes et les souffrances subies par sa famille à cause de sa fidélité constante aux véritables intérêts de la couronne » (2). De sorte qu'en définitive, son élévation à ce poste envié apparaît comme une compensation aux maux soufferts jadis. Elle s'est fait attendre, mais elle est enfin venue ; et si le père et le grand-père de James, qui ont si longtemps et si vainement espéré que l'on s'occupât d'eux en haut lieu, pouvaient voir leur successeur ainsi élevé au suprême degré de la puissance à laquelle un sujet pouvait prétendre, nul doute qu'ils ne se crussent amplement dédommagés de leurs souffrances.

D'ailleurs, le poste de chancelier n'est pas purement honorifique ; il s'accompagne d'un traitement annuel de 1.500 livres sterling, lesquelles remplaceront avantageusement les 600 livres du grand justicier. Mieux payé, Perth va être également mieux logé au palais de Holyrood, où il occupera les appartements d'Aberdeen (3).

Enfin, en dehors de ces avantages matériels, il a cette satisfaction intime d'avoir été choisi par son roi, pour occuper une situation hors de pair, « un poste souvent recherché, dès qu'il était vacant, et réservé d'ordinaire au noble le plus instruit et le mieux en cour » (4). Garde du grand sceau, président de droit du Parlement, de l'Assemblée Générale des Eglises et de tous les tribunaux où il paraît, il peut se dire que, désormais, rien d'important ne se fera en Ecosse, sans son ordre ou son assentiment.

La charge est aussi importante qu'elle est lourde de responsabilités ; et le comte de Perth ne semble pas s'illusionner sur les difficultés qui l'attendent. A la réunion du Conseil Privé du 15 juillet, où il est reçu comme chancelier, il prononce un petit discours de circonstance, où il dit « combien il se sent incapable de s'acquitter d'une charge aussi

(1) *Hist. Obs.*, p. 132.

(2) *Warr. B. for Scot.*, vol. VIII, N° 316.

(3) *Ibidem*, N°s 317 et 354.

(4) Samuel Cowan, *The Lords Chancellors of Scotland*, 2 vols. Edinburgh and London 1911, I, p. 11.

importante que celle que le roi vient de lui conférer ; mais il espère que Leurs Seigneuries, les conseillers, voudront bien l'aider, et aussi lui pardonner les fautes qu'il pourra commettre, étant donné qu'il n'aura jamais en vue que de servir Sa Majesté » (1).

Fountainhall, qui nous rapporte cette scène, ne nous dit pas quelle fut l'impression des conseillers, ni, d'une façon générale, de quel œil on considérait en Ecosse cette élévation de Perth au premier rang. Nous savons bien, par une lettre de Queensberry au duc d'York, que « la plupart des fidèles sujets se réjouissaient de cette nomination » ; mais, c'est le cas de le dire, qui n'entend qu'une cloche, n'entend qu'un son.

Peut-être y aurait-il une indication dans cette remarque de Fountainhall au sujet de Newton, le président de la Session, adjoint par lettre royale au Comité Secret : « Il jouera désormais un rôle plus important dans les affaires, le chancelier actuel n'étant pas de taille à l'éclipser, comme le dernier (Aberdeen) » (2). Qui sait ? Peut-être sait-on gré au comte de Perth de ne pas être, ou du moins de ne point paraître, un esprit transcendant ? Car nous doutons fort qu'il se soit trouvé alors beaucoup de gens, au moins parmi ses pairs, pour souscrire aux éloges dithyrambiques de ce poème, composé en l'honneur du nouveau chancelier et où son élévation est tout simplement comparée « à l'apparition du soleil, au terme d'une éclipse ! » (3).

Quels que fussent, du reste, les sentiments de ses compatriotes à son égard, au moment de son entrée en fonctions, le comte de Perth n'allait pas tarder à se faire détester de bien des gens par les rigueurs excessives de son administration.

Sur la férocité dont il fait preuve alors dans le procès des conspirateurs de Rye-House, nous avons le témoignage de Burnet, qui, naturellement, ne le ménage pas. Il attribue ses excès de rigueur à son ambition, comme toujours. Perth aurait vu, selon lui, que le duc d'York « était partisan d'une sévérité impitoyable », et alors, pour faire sa cour au prince, il aurait lui-même lâché la bride à ses instincts de cruauté. Ainsi il était de règle, en Ecosse, de n'appliquer la torture à un accusé que si l'on avait déjà des présomptions contre lui, et seulement après l'audition d'un témoin à charge ; de plus, la question ne se donnait qu'une fois, et avec un seul instrument de torture, la fameuse « botte ».

(1) *Hist. Not.*, II, 541.

(2) *Hist. Obs.*, p. 134.

(3) David Laing, *Various Pieces of Fugitive Scottish Poetry, principally of the XVII century*, Edinburgh 1825. Ce poème est signé MM. L'auteur en serait, suivant les uns, Mary Morpeth, une amie du poète Drummond of Hawthornden, suivant d'autres, Mungo Murray.

A l'encontre de ces usages, dit Burnet, Perth inaugure une méthode digne de l'Inquisition : il torture l'accusé sur simples soupçons, ou quiconque refuse de répondre sur la foi du serment, alors qu'il est requis de le faire ; et cette torture, il la répète, en la faisant varier, autant de fois qu'il le juge bon, et il ne cesse pas avant d'avoir obtenu de l'accusé ce qu'il en voulait obtenir (1).

« Je vis par là », conclut Burnet, « comment l'ambition pouvait corrompre un des meilleurs caractères que j'eusse jamais connus. Pendant plus de dix années consécutives, lord Perth m'était apparu comme incapable d'une action immorale ou cruelle, et voici que maintenant il était profondément engagé dans les crimes les plus noirs et les plus affreux » (2).

Et cependant, au mois de juin 1684, alors qu'il était à Londres, Perth avait, paraît-il, instamment prié Burnet de lui faire rencontrer l'ex-archevêque de Glasgow, Robert Leighton. Burnet se dit qu'une entrevue de ce saint vieillard et du chancelier ne pouvait qu'être favorable à ce dernier, et il fit venir Leighton à Londres. La rencontre eut lieu, et Leighton recommanda à Perth « à la fois la fermeté en religion et la modération dans le gouvernement ». Mais le résultat le plus clair de cette démarche fut que le pauvre Leighton, qui avait soixante-treize ans, contracta une pleurésie dont il mourut le 25 juin. Quant à Perth, l'impression favorable, s'il y en eut une, ne dura guère. « Les bons principes », dit Burnet, « étaient totalement éteints en lui » (3).

Et c'est ainsi que l'on condamne un homme, quand on ne cherche pas à pénétrer les véritables mobiles de ses actions. Mais le verdict de Burnet n'est heureusement pas sans appel, et l'on peut, après lui, essayer d'y voir clair.

Remarquons d'abord qu'on ne saisit pas bien ce qui aurait pu motiver, chez le comte de Perth, un désir de conversion au point de vue politique. On se convertit, quand on a reconnu qu'on était dans l'erreur ; or, tel que nous le connaissons, Perth est sûr d'être dans la vérité. S'il a désiré voir Leighton, ce n'était pas pour tranquilliser une conscience qui ne lui reproche rien : car, ce que Burnet appelle ses « crimes », n'est pour lui que l'accomplissement de ses fonctions, telles qu'il les conçoit. Avec sa haine profonde et congénitale pour les rebelles et les traîtres, il est persuadé, qu'en se montrant sévère à leur endroit, il ne fait que remplir son devoir. « A tous leurs pareils », dit-il, « il faut appliquer

(1) G. Burnet, *Op. cit.*, II, 416-417.

(2) *Ibidem*, p. 423.

(3) *Ibidem*.

toute la rigueur des lois ; car ce sont des gens à qui on ne peut accorder aucune faveur, et dont les principes mêmes conduisent au crime et à tous les désordres » (1). Et la seule pensée que ces gens-là pourraient échapper au châtiment qu'ils méritent, ou refuser de donner au juge les renseignements qu'il est en droit d'exiger d'eux, le met hors de lui, en même temps qu'elle éveille en son cœur cet instinct de férocité qui sommeille au fond de tout être humain.

Prenons, par exemple, le cas de William Spence, le domestique du comte d'Argyle, et celui du ministre William Carstares. D'après notre chancelier, son prédécesseur Aberdeen, malgré les instances du Conseil Privé, s'était toujours refusé à les soumettre à la question. « Et cependant », dit Perth, « notre loi est tout à fait formelle à ce sujet, et tous deux ont été arrêtés lors de la découverte du complot à Londres » (2). Quant à lui, il n'a pas hésité : « Dès que my lord trésorier et moi arrivâmes à Edimbourg (3), nous commençâmes par Spence. Il endura la torture à merveille (*sic*) pendant plusieurs jours, car nous la répétâmes souvent ». Ceci paraît cynique ; mais voici la preuve qu'il est de bonne foi : « Il faut que je vous dise, afin de vous faire voir l'usage raisonnable que nous en faisons, que si l'accusé consent à jurer qu'il ne sait rien de ce qu'on lui demande, aussitôt la torture cesse ; et même s'il avoue, l'avocat du roi déclare que cela ne saurait lui porter préjudice à lui-même, et ne peut que valoir la prison perpétuelle à toute personne ainsi dénoncée par lui » (4).

Mais, dira-t-on, si le torturé refuse de parler ? Cela, répond Perth, est son affaire ; mais, précisément, il n'a pas le droit de refuser d'éclairer la justice, et s'il le fait, et qu'il en souffre, il ne peut s'en prendre qu'à lui-même. Quant au juge, il n'a en tout ceci qu'un seul but : tâcher de découvrir la vérité ; et s'il estime que l'accusé la connaît, il est parfaitement dans son droit en employant les moyens prévus par la loi pour la lui faire avouer. Ainsi raisonne Perth : nous ne cherchons pas ici à excuser sa conduite, mais à l'expliquer autant que possible, et à la comprendre.

Et maintenant, voyons-le à l'œuvre.

Avec Spence d'abord. Il s'agit de lui faire révéler ce qu'il sait de la participation d'Argyle et d'autres personnes au complot de Rye-

(1) *Hist. Mss. Com.*, New Series, vol. VIII, p. 271. (Mss. of the Marquis of Ormonde preserved at Kilkenny Castle).

(2) *Hist. Mss. Com.*, New Series, vol. VIII, pp. 271-272.

(3) A leur retour de Londres, en juillet 1684.

(4) Même référence qu'à la note (2).

House, et en particulier, de lui faire lire une lettre chiffrée de son maître, dont on sait qu'il possède la clef. Soumis le 20 juillet, sans succès du reste, au supplice de la « botte », Spence est ensuite remis entre les mains du général Dalziel. En lui faisant porter une chemise de crin, et en le piquant avec une aiguille, comme on faisait alors pour les sorcières, on l'empêche de dormir pendant cinq nuits : le malheureux en devient à moitié fou ; mais il s'obstine toujours à ne rien révéler (1).

Le 7 août, il est de nouveau torturé à l'aide d'un autre instrument de supplice, les terribles *thumbscrews*, sorte de poucettes en fer dans lesquelles on introduisait les pouces de l'accusé, et qu'on serrait ensuite avec des vis. Bien qu'ils eussent moins chance que la « botte » de faire mourir ou d'estropier le supplicié, les *thumbscrews* causaient une souffrance intolérable. De plus, étant une nouveauté, avec laquelle la conscience publique n'était pas encore familiarisée, ils inspiraient une horreur toute particulière. On a reproché à Perth d'en avoir introduit l'usage en Ecosse ; certains ont même prétendu qu'il les avait inventés (2). Mais Fountainhall déclare qu'en fait, les *thumbscrews*, ou, comme on les appelait encore, les *thumbikins* ou *thummikins*, avaient été importés de « Moscovie » par les généraux Dalziel et Drummond, et que, du reste, un instrument du même genre était depuis longtemps en usage dans les Highlands, et parmi les mineurs écossais, où on le nommait *pilliwinks* (3).

Spence a donc les pouces écrasés par les *thumbscrews*, et, comme il refuse toujours de parler, Perth, d'après Burnet, lui dit « qu'on lui écrasera toutes les articulations du corps, l'une après l'autre, jusqu'à ce qu'il parle » (4). Et Burnet de s'indigner, sans grand motif d'ailleurs ; car enfin, ce n'était là qu'une menace, horrible si l'on veut, mais une menace en l'air ; et Perth eût été bien embarrassé, si l'accusé l'eût pris au mot. En fait, on se contente de le menacer à nouveau de la « botte », et le pauvre diable, effrayé, demande un répit, après lequel il promet de dire ce qu'il sait. On le garde au château d'Edimbourg, et le 22 août, pour éviter de nouveaux supplices, il consent à lire la lettre d'Argyle.

Sur quoi Fountainhall, exprimant froidement le point de vue du juriconsulte, déclare que « les aveux des accusés sont de nature à justifier la procédure employée contre eux » (5). Le comte de Perth n'est

(1) Fountainhall, *Hist. Not.*, II, 545-546.

(2) Entre autres, Tytler, *Op. cit.*, IV, 65 ; sans parler de Burnet !

(3) *Hist. Not.*, II, 557 ; *Chronol. Notes*, p. 97.

(4) *Op. cit.*, II, 418.

(5) *Hist. Not.*, loc. cit.

done point le seul à penser comme il le fait, et nous savons, du reste, que la plupart des membres du Conseil Privé partagent sa façon de voir. S'il en est d'autres, et il en est certainement, qui jugent que le Conseil Privé ne s'honore point en infligeant de pareilles tortures, tout ce que l'on peut dire, c'est qu'ils devancent leur époque ; car, en général, les Ecossais de ce temps-là ne pèchent point par excès d'humanité.

Le cas de William Carstares dont Perth dit : « Ensuite, nous nous occupâmes de Carstares, et, en une seule séance, il souffrit plus que Spence », en est une nouvelle preuve. Et non seulement il fait apparaître la cruauté de Perth sous son plus vilain aspect, mais il est encore, pour son frère Lundin, l'occasion d'une supercherie.

La déposition de Spence l'ayant passablement compromis, Carstares fut invité par l'avocat Mackenzie à dire toute la vérité, afin d'éviter la torture. Lundin, de son côté, le pria « instamment et à plusieurs reprises » de dire ce qu'il savait du complot, en lui promettant qu'on ne ferait usage de ses aveux contre personne. Mais Carstares refusant de parler, « le chancelier », lit-on dans ses Mémoires, « fut si furieux qu'il me déclara, autant que je me souviens, que la bonté que son frère m'avait témoignée, et la peine qu'il s'était donnée pour moi, me seraient reprochées ; et par Dieu ! dit-il, on ne laissera pas intacte une seule de vos articulations ! » (1) Toujours la même menace.

« Ce fut le 5 septembre, un peu avant midi, qu'il fut amené de la prison où il gisait depuis le 19 août, dans la salle longue et basse de plafond, où le Conseil Privé tenait ses séances et torturait ses victimes » (2). Et là, pendant plus d'une heure, il est soumis à un supplice atroce : on lui emprisonne les pouces dans les *thumbscrews*, et on serre les vis au point « qu'une sueur d'angoisse lui coule sur le front et les joues ». Ce que voyant, le duc de Hamilton, qui n'était point partisan de la torture, quitte la salle du Conseil, suivi de Queensberry, lequel dit au chancelier : « Il est clair qu'il mourra plutôt que d'avouer ». Pour toute réponse, Perth aurait ordonné au bourreau de donner un tour de vis en plus. Alors, la souffrance est telle, que Carstares s'écrie : « Les os sont brisés ! » Et le chancelier, d'une voix de tonnerre : « Si vous continuez à faire l'obstiné, j'espère bien qu'on vous brisera tous les os du corps ! » (3)

On essaie ensuite de lui appliquer la « botte », mais le bourreau inexpérimenté n'y parvient pas, et la chose est remise au lendemain.

(1) R. H. Story, *William Carstares*, London 1874, p. 89.

(2) *Ibidem*, p. 90.

(3) *Ibidem*, pp. 93-94.

Après une nuit de fièvre causée par la violence de la douleur, Carstares est visité par son médecin, qui va ensuite trouver le chancelier et lui demande de différer de deux ou trois jours tout autre supplice. Perth oppose à cette requête un refus péremptoire (1).

Sur ces entrefaites, Lundin était revenu à la charge auprès de l'accusé. Il lui avait remis un papier, non signé d'ailleurs, mais écrit de sa main, par lequel il lui promettait « qu'il ne serait jamais cité comme témoin, *directement ou indirectement*, contre qui que ce fût ». Rassuré par ce papier, Carstares accepte enfin de parler (2).

Or, et c'est ici que Lundin manifeste sa fourberie, dans un autre papier qu'il montre au Conseil Privé, les mots *directement ou indirectement* ne figurent pas. Et c'est en se basant là-dessus que le Conseil se croit ensuite autorisé à se servir des dépositions de Carstares, comme « adminicule » ou preuve indirecte, lors du procès de Baillie of Jerviswoode, l'un des conspirateurs de Rye-House. D'où l'on est amené à conclure que Lundin a trompé à la fois, et Carstares, et le Conseil ; à moins que, chose assez peu probable mais toujours possible, le Conseil n'ait été d'accord avec lui pour tromper Carstares (3).

Et le chancelier ? Était-il au courant de tout ce manège ? Apparemment non, d'après Carstares lui-même. Car celui-ci s'étant plaint de ce que l'on eût ainsi abusé de ses déclarations, Perth demanda qu'on lui fît voir l'Acte du Conseil du 6 septembre, où les conditions indiquées par son frère avaient été consignées. « Après l'avoir lu », dit Carstares, « il déclara qu'il y avait eu indubitablement violation des conditions, mais que tout ce qu'il pouvait dire, c'est qu'on ne le ferait plus » (4). Si ces paroles sont exactes, et si Perth était sincère, tout ceci ne prouve qu'une chose : c'est qu'il avait un sens de la justice plus délicat que celui de ses collègues. Et voilà qui témoigne en sa faveur.

Reste sa cruauté, qui est indéniable. Est-ce à dire, comme on l'a prétendu, qu'elle soit systématique ? En d'autres termes, Perth est-il exclusivement pour l'emploi de la manière forte ? Lui-même va nous donner la preuve du contraire.

C'est à propos d'un certain Monroe, « qui », dit-il, « avait passé toute sa vie à servir le roi ». Mais, à la suite d'une injustice, dont il avait été l'objet de la part de Lauderdale, il s'était mis à fréquenter les mauvaises compagnies, et, peu à peu, en était venu à tremper dans

(1) R. H. Story, *Op. cit.*, p. 95.

(2) *Ibidem*.

(3) Ainsi conclut A. Lang, qui étudie longuement (*Op. cit.*, pp. 264-271) cette affaire, du reste, assez embrouillée.

(4) R. H. Story, *Op. cit.*, p. 106. Aussi : *Acta Parl. Scot.*, IX, 193 a.

le fameux complot de Rye-House. « Je le fis venir », dit Perth, « de la prison où on le gardait depuis quelque temps, et je lui rappelai son honnêteté de jadis et la honte de sa déchéance. Je lui fis comprendre que l'aveu spontané de ce qu'il savait, était le seul moyen de se faire pardonner et de réparer le passé, tant et si bien qu'il avoua tout » (1).

Notre chancelier n'est donc point cruel par principe, et il sait employer la persuasion, lorsqu'il estime pouvoir le faire avec quelque chance de succès. Mais il a cette qualité du parfait fonctionnaire, trop parfait sans doute, au gré de quelques-uns : il est intransigeant. C'est le gendarme sans pitié : il est là pour faire observer le règlement.

On lui amène un jour trois ministres de Galloway, arrêtés pour exercice illégal du culte. Selon l'usage, il leur propose les trois solutions suivantes : l'exil perpétuel, la prison perpétuelle, ou la promesse de ne plus prêcher ni exercer aucune de leurs fonctions en Ecosse. L'un d'eux, au nom de tous, refuse cette dernière proposition, en disant « que la commission qu'ils tiennent de leur Seigneur et Maître, leur fait un devoir du contraire : malheur à eux, s'ils ne prêchent pas l'Evangile ! » Le chancelier lui demande alors quelle est cette commission, et de quel maître il s'agit (« ce qui parut étrange », note Fountainhall), et il ajoute : « Si vous ne la tenez pas d'un évêque, elle n'est pas valable ». Après quoi, on emmène les trois ministres en prison (2).

Ses collègues trouvent même parfois qu'il pousse un peu trop loin ce respect du règlement. Un jour, ayant appris qu'on avait donné de l'argent à l'un de ses domestiques, au cours d'un procès, afin d'en avoir des informations, il en fait l'objet d'une réprimande publique, et dit « qu'il ne permet point à ses domestiques d'accepter de l'argent de qui que ce soit ». Et comme l'avocat Mackenzie lui fait observer que c'est là un usage courant, il déclare « qu'il ne veut pas de cela ». Et Fountainhall de noter malicieusement : « Le président et les lords se turent, et il y en avait certains parmi eux qui ne paraissaient guère être de l'avis du chancelier » (3).

De retour à Edimbourg le 1^{er} novembre 1684, après avoir, selon sa coutume, pris quelques semaines de repos au château de Drummond, il ouvre la session d'hiver par une harangue, où, de la part du roi, il exhorte les lords « à rendre la justice avec promptitude et impartialité » (4). Cette exhortation venait à son heure ; car la politique toujours

(1) *Hist. Mss. Com.*, New Series, vol. VIII, p. 272.

(2) Fountainhall, *Hist. Not.*, II, 580.

(3) *Ibidem.*, 583-584.

(4) *Ibidem.*, 565.

aussi tracassière du gouvernement à l'égard des presbytériens ne pouvait manquer de provoquer une nouvelle explosion de révolte, et les prisonniers allaient affluer à Edimbourg.

Une tournée judiciaire, ou *circuit court*, semblable à celle de l'année précédente, avait, au cours de l'été et de l'automne, repris l'œuvre d'épuration dans les comtés de l'ouest, multipliant les confiscations et les emprisonnements. Aux rebelles de Bothwell Bridge, à ceux qui refusaient le Test, s'ajoutaient maintenant tous ceux que l'on soupçonnait d'avoir, de loin ou de près, favorisé la conspiration de Rye-House. Belle occasion pour les gens avides de s'enrichir. Lundin, le frère de Perth, qui n'était pas le dernier de ceux-ci, opérait dans la région de Glasgow, et il écrivait : « Ce pays-ci est à la merci du roi,... il peut y prendre ce qu'il lui plaît, et la ruine des tenanciers obstinés est absolument nécessaire » (1).

Il n'y avait donc pas à se gêner, et on ne se gênait pas. Voyez plutôt.

Aeneas Macpherson était un peu dans la même situation que jadis le père de notre chancelier : sa famille avait, au service de la couronne, subi de lourdes pertes, et il cherchait à s'en faire dédommager. Il va donc trouver le roi, qui le reçoit très bien, et lui donne une lettre pour le comte de Perth. Cette lettre ordonnait au chancelier de découvrir quelque amende ou confiscation, dont on pût faire bénéficier Macpherson. Ce dernier revient à Edimbourg et se présente à Perth avec la lettre du roi. En ayant pris connaissance, le chancelier lui dit : « Je ne connais pas pour l'instant d'amende ni de confiscation, dont on n'ait déjà disposé ; mais, si vous voulez vous donner la peine d'aller dans l'ouest, et de découvrir quelque nouveau coupable, quel qu'il soit, vous en aurez le bénéfice ». Macpherson se rend dans l'ouest, où il réussit au-delà de ses espérances ; et il revient en faire part à Perth qui l'en félicite (2).

Et ceci n'empêche pas le chancelier d'écrire, à peu près à la même époque, à la duchesse de Lauderdale : « Je puis me tromper ; mais dans la mesure où je pourrai m'y opposer, il ne sera fait d'injustice, ni à Votre Grâce, ni à personne » (3). Et en parlant ainsi, il est de bonne foi ; car pour lui, comme pour le roi et pour tout le monde alors, le procédé qu'il conseille à Macpherson, et qui nous paraît odieux, était une chose entendue : on se payait sur le dos des coupables !

(1) *Drumlanrig Papers*, ii, p. 189.

(2) *The Loyall Dissuasive and other papers*, édités par le Rév. A. D. Murdoch, Edimbourg 1902, pp. 148-149.

(3) B. M. Add. Mss. 23250, fol. 4.

Mais, comme nous venons de le dire, une pareille politique ne pouvait manquer de porter ses fruits. Le 28 octobre 1684, James Renwick, le chef des « caméroniens », rédigeait une véritable déclaration de guerre au roi et à ses « complices », et le 9 novembre, elle était affichée sur la Croix du Marché et les portes des églises. Renwick y dénonçait tous ses ennemis, « les conseillers sanguinaires, juges, officiers et soldats, gentils-hommes et roturiers, la race vipérine et haineuse des évêques et des ministres épiscopaliens », qui poussaient à la persécution des « caméroniens », y collaboraient, et témoignaient en justice contre lui et ses partisans. Tous ces gens-là seraient traduits devant les tribunaux caméroniens, où, après un jugement en bonne et due forme, ils seraient châtiés, comme étant « les ennemis de Dieu et du Covenant » (1). Et le meurtre de deux gardes du corps, qui suivit de près cette déclaration, fit voir qu'il y avait, dans l'insolent manifeste, plus qu'une simple menace.

La riposte du gouvernement ne se fit pas attendre. Le 22 novembre, le Conseil Privé, Perth en tête, déclarait à l'unanimité que toute personne qui, devant deux témoins et en présence de l'un de ceux qu'il aurait commis à cet effet, approuverait, ou même refuserait de désavouer la déclaration de Renwick, serait immédiatement mise à mort. Et le 30 décembre, après que les « caméroniens » eurent assassiné Pearson, le ministre épiscopalien de Carsphairn, parut une nouvelle proclamation interdisant à toute personne, homme ou femme, au-dessus de seize ans, de circuler sans un certificat, délivré par le Conseil ou par un de ses membres, attestant qu'elle avait abjuré la déclaration scélérate (2).

Wodrow estime à 78 le nombre total de personnes mises à mort du fait de ces mesures draconiennes ; mais il est généralement admis que beaucoup d'entre elles furent tuées en essayant de résister ou de fuir. Quoi qu'il en soit, les « caméroniens » considérèrent ces victimes comme autant de « martyrs », dont les tombes, parsemées dans les cimetières de la campagne écossaise, témoignent encore aujourd'hui de la cruauté des persécuteurs (3). Leurs historiens ont appelé cette période *the killing time*, et le comte de Perth, en tant que premier magistrat du gouvernement d'alors, est dénoncé à la postérité comme un implacable persécuteur et un cruel bourreau.

L'histoire est ancienne, et elle durera tant qu'il y aura des luttes civiles, ou des guerres entre nations. La querelle qui met aux prises les Stuarts et les presbytériens, depuis la Réforme jusqu'aux approches du

(1) Wodrow, *Op. cit.*, IV, 148-149.

(2) W. L. Mathieson, *Op. cit.*, II, 311-312.

(3) Voir à ce sujet le début du roman de Walter Scott intitulé *Old Mortality*.

XVIII^e siècle, ne fait pas exception à la règle : ici, comme toujours, chacun des deux combattants se juge en cas de légitime défense, et ils sont de bonne foi l'un comme l'autre. Quand les persécutés se retournent contre les persécuteurs, ceux-ci, qu'ils s'appellent Middleton, Lauderdale ou Perth, s'estiment attaqués, et ils opposent la violence à la violence. Royalistes convaincus, pour qui la monarchie est le seul fondement possible de la stabilité politique, quiconque s'en prend à elle, perd à leurs yeux le droit d'exister. Quant à la férocité de leurs mesures de répression, elle ne dépasse point celle que déploient leurs adversaires.

Perth et Queensberry, qui sont alors les chefs incontestés du gouvernement d'Edimbourg, ne font d'ailleurs en tout ceci que se conformer aux directives qu'ils reçoivent de Londres. Ils sont en correspondance suivie avec le comte de Moray, secrétaire d'Etat pour l'Ecosse près de Charles II, et avec le duc d'York. Celui-ci, à l'occasion, ne manque pas de stimuler leur zèle, comme le prouve ce mot qu'il adresse à Queensberry : « Je me demande pourquoi on ne continue point le procès de lord Tarras (1). Je vais, par ce même courrier, écrire au chancelier de le leur remettre en mémoire » (2).

Il est juste d'ajouter que, de leur côté, nos « duumvirs » ont toute la confiance du duc d'York, et que, du moins en matière écossaise, il ne fait rien sans les consulter. Si, par exemple, le duc de Hamilton se plaint d'être laissé à l'écart des affaires publiques, le duc d'York en écrit à Perth et à Queensberry, et leur confie le soin de nommer Hamilton où ils le jugeront convenable (3). S'agit-il de désigner un secrétaire pour l'Ecosse, afin de remplacer Middleton comme collègue de Moray, il désire également connaître leur opinion, et celle du candidat éventuel, John Drummond of Lundin, lequel, du reste, ne demande pas mieux que d'avoir ce poste (4). De même encore pour la nomination d'un successeur à l'archevêque de Saint-Andrews, il prie le roi de ne rien décider, avant que lui, le duc d'York, en ait référé à Perth et à Queensberry (5).

Bref, entre Londres et Edimbourg, c'est l'entente parfaite ; et voici l'événement qui va la rendre plus étroite encore. Le 2 février 1685, Charles II est frappé d'une attaque d'apoplexie ; et, après quatre jours passés entre la vie et la mort, il expire, non sans s'être réconcilié *in extremis* avec l'Eglise catholique.

(1) Encore un des conspirateurs de Rye-House.

(2) *Hist. Mss. Com.*, Mss. of Bucc. and Queens., I, 212.

(3) *Ibidem*, I, 206.

(4) *Ibidem*, loc. cit. La lettre patente nommant Lundin secrétaire est du 15 septembre 1684. (*Warr. B. for Scot.*, vol. VIII, N° 435).

(5) *Ibidem*, loc. cit.

La nouvelle de sa mort étant parvenue à Edimbourg le 9 au soir, le lendemain, à 10 heures du matin, toute la milice prit les armes ; et, sur une estrade élevée en hâte à la Croix du Marché, dans un décor de tapisseries de haute lice, le chancelier, entouré des officiers de la couronne et de tous les corps constitués, et flanqué du roi d'armes, de ses hérauts et de ses trompettes, « proclama, en pleurant (*sic*), Jacques, duc d'York et d'Albany, seul, indubitable et légitime roi de ce royaume, sous le nom de Jacques VII ». Après quoi, tous les assistants, la main levée, jurèrent fidélité et allégeance au nouveau monarque. Cette proclamation fit suivie d'une autre, où il était dit que le roi Jacques maintenait tout le monde dans son emploi, jusqu'à ce qu'il ait le temps d'envoyer de nouvelles commissions. Puis, le château tira une salve de coups de canon, et le ministre John Robertson fit un sermon, où, après avoir, comme il convenait, exprimé les regrets que leur causait la perte de Charles II, « il invita ses auditeurs à sécher leurs larmes, en considérant l'excellence de son successeur » (1).

L'après-midi, il y eut des feux de joie, des sonneries de cloches et de nouvelles salves d'artillerie. « Cependant », note Fountainhall, « la douleur que beaucoup de gens éprouvaient de la perte de leur roi bien-aimé, était plus grande que leur joie » (2). C'est possible ; mais une chose paraît en tout cas bien évidente : c'est qu'à Edimbourg comme à Londres tout se passa le mieux du monde, et jamais prince ne succéda plus tranquillement au trône, que le duc d'York à celui d'Angleterre et d'Ecosse.

Quant au comte de Perth, il a le cœur partagé entre les regrets que lui cause la disparition d'un roi qu'il aimait pour « son amabilité, sa clémence, sa justice et sa sage modération », et la joie de voir lui succéder un prince qui a « la sagesse pour gouverner, l'habileté pour commander, le courage pour se défendre, la miséricorde et la clémence pour pardonner ; un prince qui aime son peuple, fait de ses moyens un usage judicieux, et récompense généreusement ses fidèles serviteurs ». Cette dernière considération n'est peut-être pas à citer comme un modèle de désintéressement ; mais elle est très humaine, et elle vient tout naturellement à l'esprit de Perth qui a déjà eu sa bonne part des faveurs royales, et qui fait de son mieux pour en mériter d'autres. « Nous nous efforçons ici », dit-il, « de faire tout converger vers le service de Sa Majesté ». Il remarque d'ailleurs que « les gens sont en général beaucoup plus zélés qu'autrefois pour tout ce qui concerne leurs devoirs envers le roi,

(1) Fountainhall, *Hist. Not.*, II, 615-616.

(2) *Hist. Observes*, p. 148.

et qu'ils s'appliquent à lui faire plaisir à l'occasion de son avènement au trône » (1).

De son côté, il faut le reconnaître, le nouveau roi débute bien. Ayant conscience que le laisser-aller et la débauche ont été la grande tare du règne précédent, il entend que cela cesse. Il veut que désormais l'on soit sérieux et que l'on travaille ; et lui-même, pour donner l'exemple, congédie sa maîtresse, Mrs. Sedley, laquelle met du reste un an à lui obéir ! A la cour de Londres, où hier encore présidaient les jeux et les Ris, on ne tarde pas à s'apercevoir qu'il y a quelque chose de changé ; car, comme dit Fountainhall, qui cite Claudien, en le déformant un peu : « *Regis ad exemplum totus componitur orbis* » (2).

Par malheur, il y a un point noir à l'horizon : le catholicisme du roi. Pour l'immense majorité de ses sujets, Jacques II est, selon l'expression du même Fountainhall, « un idolâtre » ; « et », soupire-t-il, « un prince idolâtre est une grande calamité ! » (3) C'est la crainte de voir les sujets se rallier à la religion du roi, comme ils se modèlent déjà sur sa conduite, qui lui arrache ce soupir. Mais le vrai danger n'est point là : il est dans l'opposition foncière que ce fait crée entre le monarque et son peuple, à une époque où précisément la question religieuse prime tout. La situation de ce roi catholique dans un royaume protestant, au XVII^e siècle, constitue un véritable paradoxe, et qui ne laisse pas d'être inquiétant. Jacques II s'en rend compte. « Il s'était persuadé », dit Lingard, « que son trône ne pouvait être solide tant que la foi qu'il professait rendrait inhabile à occuper une fonction dans l'Etat, et tant que le culte qu'il pratiquait serait prohibé sous peine de mort » (4).

Dans ces conditions, que va-t-il faire ? Va-t-il, comme eût fait son frère, manœuvrer adroitement pour gagner les cœurs que sa religion lui aliène ? Non ; il y faudrait une souplesse d'esprit qu'il n'a pas. Va-t-il du moins, en respectant scrupuleusement la constitution, s'efforcer de calmer les craintes qu'il inspire ? Pas davantage. Il va, en usant de sa prérogative, dispenser du Test certains catholiques, et finalement, pour les libérer tous, imposer à l'ensemble du pays la liberté de conscience (5).

(1) W. N. Clarke, *A Collection of Letters addressed by Prelates in Scotland to archbishop Sancroft*, pp. 76-77.

(2) Cl. Claudien, *De IV Consulatu Honorii Augusti Panegyris*, vers 299-300.
La citation exacte serait : « *Componitur orbis* »

Regis ad exemplum ».

(3) *Hist. Obs.*, p. 153.

(4) *Op. cit.*, tome XIV, pp. 16-17.

(5) Nous n'ignorons pas ce dont on l'accuse à ce sujet, ni le plan machiavélique que lui attribue Macaulay : provoquer un conflit entre l'Eglise anglicane et les dissidents protestants, et faciliter ainsi la victoire des catholiques sur les deux. Mais nous savons aussi qu'il s'en est toujours défendu, et jusqu'au moment

Devant une politique aussi hardie qu'inopportune, et que M. Hilaire Belloc juge inspirée par la tolérance (1), ce qui est beaucoup dire, un autre eût hésité ; Jacques II, lui, n'hésite pas. Prince autoritaire et têtue, parce que d'intelligence assez limitée, il s'acharne à son dessein, sans se préoccuper des opinions qu'il froisse ni des haines qu'il suscite.

Mais il est une partie de ses Etats où il sait que, plus que partout ailleurs, ses projets vont se heurter à une opposition absolue, c'est la patrie de John Knox. Aussi, à peine a-t-il le pouvoir en mains, qu'il se préoccupe de la situation en Ecosse. Le 2 mars, arrive à Edimbourg un exprès porteur de lettres, datées du 20 février, où sont signifiées les volontés royales. Il y a d'abord des commissions, qui confirment dans leurs emplois respectifs les membres du gouvernement (2). Puis, une amnistie générale pour tous les rebelles, à condition qu'ils prêtent le serment d'allégeance dans les vingt jours, à dater du 2 mars, faute de quoi, il devront s'engager à quitter le royaume avant le 20 mai 1685 (3) ; mesure radicale, destinée à débarrasser l'Ecosse de tous les indésirables. Enfin, l'ordre à Perth et à Queensberry de se rendre au plus vite près de Sa Majesté, afin de se concerter avec Elle et de recevoir Ses instructions, en vue de la réunion prochaine du Parlement (4).

Ils partent le 7 mars, salués par les vers grandiloquents d'un poète obscur : « Partez, messeigneurs, et soyez prospères : allez, rendez-vous à la cour, et baisez les mains de l'héritier légitime de cent dix rois, de quatre diadèmes et de trois royaumes, etc., etc.... » (5).

Ils arrivent à Londres le 14 (6). Sur ce qui se passa dès lors entre le roi et eux, nous n'avons que le témoignage de Burnet, repris ensuite par Macaulay, et voici ce qu'il dit : « Queensberry déclara au roi que, s'il entraînait dans les vues de Sa Majesté de changer la religion établie, elle ne devait pas compter sur sa coopération. Le roi lui dit qu'il ne voulait rien changer, mais convoquer un Parlement où lui, Queensberry, serait son commissaire ». Et il ajoute : « Queensberry pressa le comte

de mourir (Berwick : *Mémoires*, I, 250-251). Qu'aveuglé par son zèle pour sa religion et mal conseillé par ailleurs, il ait souvent donné l'impression d'agir comme s'il poursuivait réellement le dessein qu'on lui prêtait, nous ne le nions point ; mais cela ne nous autorise pas à incriminer ses véritables intentions.

(1) *James the Second*, London 1928, pp. 194 et 197.

(2) *Warr. B. for Scot.*, vol. IX, N^{os} 90 à 95.

(3) Fountainhall, *Hist. Not.*, II, 622.

(4) *Warr. B. for Scot.*, vol. IX, N^o 118. Voir aussi : *Mss. of Bucc. and Queens.* II, 46 et 219.

(5) Cette rhapsodie est intitulée : *Caledonia's Farewell to... James, Earl of Perth, etc...* Elle fut « imprimée à Edimbourg par l'héritier d'Andrew Anderson, imprimeur du roi, *anno Domini* 1685 ». Elle n'est pas signée !

(6) Fountainhall, *Hist. Obs.*, p. 155.

de Perth de parler au roi dans le même sens que lui ; mais, tout zélé protestant que Perth prétendait être, il n'osa tenir un langage si décidé » (1).

Ceci n'a rien de surprenant : nous verrons pourquoi au chapitre suivant.

Nous lisons que, par ailleurs, le roi, Perth et Lundin dressèrent une liste d'instructions, qui, au nombre de quarante et une, devaient être presque toutes transformées en Actes du Parlement (2), ce qui prouve, entre parenthèses, que les affaires d'Ecosse tendaient de plus en plus à se concentrer entre les mains du chancelier et de son frère.

Ceci se passait le 28 mars. La veille, Perth et Queensberry, que le roi, pour les honorer, venait de nommer conseillers privés d'Angleterre, avaient été reçus comme tels. Et maintenant, il fallait songer au retour. Le Conseil Privé d'Edimbourg avait, paraît-il, discuté la question de savoir si les deux voyageurs prolongeraient leur séjour à Londres jusqu'au couronnement du roi. Mais, quand apparut la nécessité de leur procurer « un équipage en rapport avec la grandeur de la nation qu'ils représentaient, on trouva que cela coûterait trop cher » (3).

Ils devinrent donc à Edimbourg le 8 avril ; et le 23 du même mois, s'ouvrait le premier Parlement écossais de Jacques II. Et les habitants de la vieille cité revirent une fois de plus le spectacle traditionnel, qui, depuis un siècle, marquait le commencement et la fin des sessions du Parlement en Ecosse. Du palais de Holyrood sortit une impressionnante cavalcade : en tête, s'avançaient les députés des bourgs en robe noire, suivis de ceux des comtés en long manteau de velours de même couleur ; puis, les nobles en robe écarlate, rehaussée d'hermine ; ensuite, sur son cheval caparaçonné de velours rouge à garnitures d'argent, le chancelier Perth, également vêtu d'écarlate, et portant devant lui, dans une sorte de poche, le grand sceau. Un massier le précédait, portant une masse d'argent dorée. Enfin, venait le commissaire Queensberry, précédé des *Honours*, c'est-à-dire de la couronne royale, du sceptre et de l'épée. Par l'étroite rue de la Canongate, étranglée entre ses hautes maisons à encorbellements, et peu propice en somme au déroulement d'un cortège, toute cette brillante compagnie, qu'on aimait voir passer, parce qu'elle symbolisait l'autonomie de la nation, parvint à la cathédrale de Saint-Giles. Alors, tout le monde mit pied à terre, et l'on se dirigea vers la Maison du Parlement (4).

(1) G. Burnet, *Op. cit.*, III, 32.

(2) *Hist. Mss. Com.*, *Mss. of Bucc. and Queens.*, I, 80.

(3) Fountainhall, *Hist. Not.*, II, 630.

(4) Ch. Sanford Terry, *The Scottish Parliament*, déjà cité, pp. 99 à 101.

Là, dans la vaste salle de quarante mètres de long, sur treize mètres de large et autant de hauteur, sous le magnifique plafond aux poutres de chêne sculptées, quand le *clerk register* et le roi d'armes eurent déclaré la session ouverte selon la formule consacrée, le chancelier donna lecture de la lettre du roi. Jacques II y disait son intention de maintenir le pouvoir royal « dans tout son éclat », afin de défendre la religion, les droits et les biens de ses sujets « contre les entreprises des fanatiques, contre les meurtriers et les assassins » (1).

Le commissaire Queensberry parla ensuite, et, comme on pouvait s'y attendre, insista surtout sur la tolérance, et même l'appui que le roi avait promis à la religion, telle qu'elle était établie par la loi.

Puis, ce fut au tour de Perth de prendre la parole pour son compte personnel. Il commença par rappeler les services rendus à l'Ecosse par le roi, en tant que duc d'York, et il ajouta qu'en les convoquant ainsi dès le début de son règne, afin que leur conduite servît d'exemple aux autres (2), il leur avait témoigné la plus grande marque d'estime et d'affection. Il invita ensuite les députés à écarter toute vue personnelle et tout intérêt privé, afin de mieux collaborer à la grandeur du roi et à la prospérité de l'Ecosse. Puis, rappelant la dernière conspiration, celle de Rye-House, et la récente révolte des « caméroniens », il stigmatisa en termes très violents « cette race venimeuse et corrompue de scélérats », qui avait osé s'attaquer « à la vie sacrée du feu roi et de Sa Majesté actuelle ». Il parla de « cette secte issue du fumier, de cette lie du peuple,... dont l'idéal est ce maudit Covenant, et dont la loi est de ne pas en avoir ». « Et c'est », dit-il, « sur la manière de nous débarrasser de ces hommes, et de tous ceux qui penchent vers leurs principes, que nous devons offrir à Sa Majesté nos avis, notre collaboration et notre entière assistance ». C'est seulement quand ils en auraient fini avec ces « monstres » qui les déshonoraient, eux et leur religion, aux yeux de l'étranger, avec ce véritable « fléau », cet élément de trouble et d'insécurité, qu'ils pourraient songer à assurer, par des lois appropriées, le bien-être et la prospérité du pays.

Suivait un éloge dithyrambique de Jacques II, de ce prince « qui avait donné à ses sujets, alors que lui-même en était un, le plus bel exemple de loyalisme et d'obéissance (ce qui, du reste, était parfaitement exact), et qui maintenant donnait l'exemple à tous les rois par son amour, sa clémence et sa sollicitude envers son peuple ». Et il terminait

(1) W. L. Mathieson, *Op. cit.*, II, 313.

(2) Entendons : au Parlement de Londres.

en disant : « Témoignons-lui en retour notre amour, notre fidélité et notre obéissance », et « travaillons de toutes nos forces et sans réserve à assurer sa gloire et sa grandeur » (1).

Adjurés d'une façon si pressante par le comte de Perth, et rassurés d'ailleurs sur la question religieuse par les déclarations de Queensberry, les Etats répondirent au roi « qu'ils feraient tout pour extirper le fanatisme, car ils considéraient les ordres de Sa Majesté comme aussi sacrés que sa personne, et le seul moyen de se faire estimer d'eux était d'être d'un loyalisme parfait » (2). Et leurs actes ne démentirent point leurs paroles : le programme établi par le roi et ses conseillers se trouva presque entièrement réalisé ; les lois répressives et coercitives furent renforcées et complétées. De sorte que Jacques II pouvait écrire à Perth, le 3 mai : « Ayant si bien commencé, j'espère que vous finirez de même ; et ce sera d'un bon exemple pour le Parlement anglais » (3).

Or, comme jadis la tournée judiciaire avec la conspiration de Rye-House, ce renforcement de la législation anti-covenantaire allait coïncider avec la tentative de soulèvement de Monmouth et d'Argyle. On savait du reste, depuis un certain temps déjà, que quelque chose se tramait dans l'ombre. Dès le 16 avril, le roi mandait à Perth : « J'envoie deux contingents de dragons à Carlisle pour protéger la frontière de ce côté » (4). Et le 21 avril, on dépêchait de nouveau 1.200 highlanders dans les comtés de l'ouest, sous le commandement du général Drummond et du colonel Douglas, « afin », dit Fountainhall « que ce qu'ont laissé les troupes du roi, ces chenilles le dévorent » (5).

Enfin, le 28 avril, un ordre du Conseil Privé mettait le royaume en état de défense. Il était temps ; car Monmouth et Argyle, partis d'Amsterdam avec quelques troupes, des armes et des munitions, approchaient des côtes d'Angleterre. A cette nouvelle, le roi écrit à Perth : « Il faut que vous tous, en qui j'ai confiance, soyez sur vos gardes, et que vous écartiez toutes les petites querelles et animosités qui peuvent exister entre vous. Je suis sûr que vous vous comporterez en ceci aussi bien que vous l'avez toujours fait, toutes les fois qu'il s'est agi de me servir » (6).

Cet appel à l'union sacrée, devant la menace d'un danger commun, fut entendu et compris par les membres du gouvernement d'Edimbourg ; et Perth pourra dire ensuite : « L'affaire fut menée avec toute l'habileté

(1) *Hist. Mss. Com.*, *Mss. of Bucc. and Queens.*, I, 146-149.

(2) W. L. Mathieson, *Op. cit.*, II, 313.

(3) Bibliothèque de Drummond : *Royal Letters*, *Mss.*, Recueil II, N° 6.

(4) *Ibidem*, N° 4.

(5) *Hist. Not.*, II, 636.

(6) *Royal Letters*, II, N° 7.

et tout le zèle, dont quelques-uns d'entre nous étaient capables » (1). Mais il y eut là quelques semaines difficiles : « J'avoue », écrira-t-il plus tard en parlant de cette époque, « que souvent, lorsque je croyais prendre un peu de sommeil, je me suis vu contraint de l'interrompre jusque deux fois pendant la nuit, pour faire des dépêches à la cour et à l'armée. Quelquefois il ne m'était pas possible de trouver de moments pour me mettre à table ; je mangeais un morceau dans mon cabinet, comme à la dérobée, et en continuant de donner les ordres nécessaires.... » (2).

Et cependant, malgré toute l'activité déployée contre lui, Argyle eût sans doute pu, comme le craignait Jacques II (3), pénétrer dans un des comtés de l'ouest, Ayr ou Galloway, et soulever « de nombreux fanatiques, qui n'attendaient qu'un chef pour marcher » (4). Un Montrose aurait saisi l'occasion avec promptitude. Mais Argyle, qui n'avait rien d'un Montrose, fut d'ailleurs contrecarré par ses partisans. Débarqué dans son pays de Kintyre, il perdit du temps en discussions et en hésitations, et, quand enfin il voulut marcher vers le sud, il était trop tard. Ses 2.500 hommes, menacés d'encerclement par les troupes royales, essayèrent de s'échapper à la faveur de la nuit, se fourvoyèrent, et finalement fondirent comme neige au soleil. Argyle, abandonné par ses troupes, tenta de regagner son pays, et fut capturé le 18 juin, au passage d'une rivière.

Le 20 juin, il était amené de Glasgow à Edimbourg, et Perth, au nom du Conseil Privé, écrivait au roi pour savoir ce qu'il fallait en faire. Celui-ci répondit en ordonnant de l'exécuter dans les trois jours qui suivraient la réception de sa lettre ; mais il leur laissait le choix du genre d'exécution. Après de longs débats, les conseillers « firent comparaître Argyle devant eux le 29 juin, et lui intimèrent la sentence portée jadis contre lui ; ils ordonnèrent qu'il fût décapité le lendemain, 30 juin, et que sa tête fût fixée sur une haute perche et placée sur le *tolbooth* » (5).

Fountainhall, témoin de l'exécution, note froidement : « La vue de la *Maiden* l'épouvanta quelque peu, et il se fit bander les yeux avant d'en approcher. Après la séparation de la tête, par suite de la grande commotion et agitation des esprits animaux et vitaux, son corps se redressa sur ses pieds, au point qu'il fallut le maintenir à plat, et le

(1) W. N. Clarke, *Op. cit.*, p. 83.

(2) Extrait du *Récit de sa Conversion* : bibliothèque de l'Institut, N° 489, Mélanges historiques, Recueil C, fol. 300 verso.

(3) *Royal Letters* à Drummond Castle, Recueil II, N° 9.

(4) Perth à Sancroft, 1^{er} juillet 1685 : W. N. Clarke, *Op. cit.*, p. 83.

(5) *Hist. Observes*, p. 191.

sang des veines jugulaires du cou (*sic*) jaillit vigoureusement, comme une cascade ou un jet d'eau » (1).

La tentative de soulèvement, qui avait si misérablement avorté en Ecosse, n'eut guère plus de succès en Angleterre. Le duc de Monmouth, battu à Sedgemoor le 6 juillet par les forces royales, et capturé peu après, implorait vainement la clémence de son oncle. Celui-ci, instruit par l'expérience de Charles II, avait de bonnes raisons pour se montrer intraitable ; et le 15 juillet, le « bel Absalon » expiait à Tower Hill les nombreuses intrigues et les rébellions successives d'une existence aventureuse.

On pourrait croire que, tiraillé par les multiples occupations de sa charge (2), particulièrement en cette année 1685, si mouvementée, le comte de Perth n'avait ni le temps, ni même le goût, de s'intéresser à autre chose qu'à la politique. Nous verrons au chapitre suivant qu'il n'en était rien ; et nous pouvons dès maintenant noter, comme trait de caractère, que les soucis de l'administration ne parviennent pas à lui faire perdre le goût des choses de l'esprit.

C'est, par exemple, un ouvrage de son ami sir Robert Sibbald, médecin ordinaire et géographe de Sa Majesté, ouvrage intitulé *Scotia illustrata, sive prodromus historiae naturalis*, qu'il examine concurremment avec l'évêque d'Edimbourg et le greffier Tarbat, et sur lequel il rédige un rapport lu en séance du Conseil Privé, le 8 avril 1684 (3). Un an plus tard, en mars 1685, alors qu'il est à Londres, il s'occupe de faire nommer le même Dr. Sibbald professeur de médecine au Collège Royal d'Edimbourg (4).

De retour en Ecosse, il reçoit une lettre que Robert Boyle, le savant physicien et chimiste irlandais (5), lui écrit de Londres le 21 avril 1685. Ce dernier le remercie de la lettre qu'il lui a envoyée. « Elle m'a », dit-il, « non seulement surpris, mais en quelque façon couvert de confusion ; car j'y ai trouvé tant de choses élogieuses dites de la personne à laquelle elle était adressée, qu'il n'a fallu rien de moins que la suscription pour me faire croire que c'était moi qu'elle concernait ». Il le

(1) *Ibidem*, pp. 193-194. Ce redressement du corps paraît bien invraisemblable ; Fountainhall, qui ignorait encore la découverte de Harvey, n'aurait-il pas été victime d'une illusion d'optique ?

(2) Perth à Sancroft, archevêque de Cantorbéry, février 1685 : « Depuis ma dernière entrevue avec Votre Grâce., (sauf pendant mon voyage et les dimanches), j'ai eu chaque jour douze à quatorze heures de travail ». W. N. Clarke, *Op. cit.*, p. 78.

(3) *Reg. Pr. C. Scot.*, vol. VIII, p. 432

(4) Fountainhall, *Hist. Not.*, II, 630.

(5) Né à Lismore (Irlande), mort à Londres : 1626-1691. A perfectionné la machine pneumatique, et découvert l'absorption de l'oxygène dans la combustion.

remercie de la condescendance qu'il lui a témoignée, et lui demande pardon de le déranger par sa lettre, « au milieu de tant d'événements fortuits et d'affaires importantes, dont un génie ordinaire serait accablé, et qui accapareraient même un génie extraordinaire.... ».

Ces savants ont la louange un peu lourde. Il continue, en un style assez entortillé : « Je n'aurais pas moins besoin de votre pardon pour la hardiesse qui me fait m'aventurer à vous offrir la bagatelle de quelques mémoires sur l'histoire expérimentale des eaux minérales, si je ne considérais en Votre Seigneurie que le ministre d'Etat, et non l'illustre sénateur de la république des lettres ; lequel, à l'occasion de ces derniers travaux, voulut bien, il y a quelques semaines, encourager la confiance que je prends en ce moment, en se disant curieux de connaître le résultat de mes observations sur un sujet plus important qu'il n'est étudié » (1).

Et le 15 juillet, nouvelle lettre de Boyle, qui se dit heureux et fier de ce que Perth a si favorablement accueilli la bagatelle dont il lui avait fait présent ; il considère ceci comme une permission de lui offrir un autre travail qui va paraître. Par ailleurs, faisant allusion à un envoi de Perth il dit : « Je n'ai jamais douté que Votre Seigneurie tiendrait la promesse qu'elle m'avait faite d'un rapport sur la situation du camp romain » (2). Mais il s'étonne cependant que le chancelier, absorbé par tant d'affaires, ait pu trouver le temps de s'occuper « de choses d'une nature si différente et si inférieure ». Cette contribution de Perth arrive, du reste, tout à fait à point ; car, dans quelques semaines, il y aura à Londres certaines controverses entre archéologues, « auxquelles la connaissance de l'étendue des conquêtes romaines pourra apporter beaucoup de lumière » (3).

Comme on le voit, le grand chancelier d'Ecosse n'avait pas cessé de s'intéresser aux recherches historiques qui, jadis, passionnaient le jeune lord Drummond, au sortir de l'université ; il était trop heureux sans doute de pouvoir ainsi faire diversion aux soucis, toujours renaissants, de sa vie politique. Mais ce n'étaient là que de rares et courtes

(1) B. M. Add. Mss. 19254, fol. 69-70. Egalement à Drummond.

(2) Il s'agit du camp romain près de Drummond, dont il est question dans la lettre du 15 janvier 1672, au Rév. Patrick Drummond. A ce propos, lord Harley, dans ses *Voyages en Angleterre* (1723) (Cf. *Hist. Mss. Com.*, Mss. of the Duke of Portland : VI, 114-115), attribue au chancelier Perth, d'après les dires des gens du pays, d'histoire des fouilles pratiquées dans ce même camp, à l'aide d'un prisonnier, qu'il aurait fait descendre dans le souterrain, ce qui, nous l'avons vu, (p. 39) avait été le fait de son grand-père. L'identité des objets trouvés : éperon, pierre portant une inscription, indique bien qu'il s'agit des mêmes fouilles.

(3) B. M. Add. Mss. 19254, fol. 71-72.

trêves dans une existence que les affaires, sans parler des intrigues, accaparaient de plus en plus.

Un mois après la mort d'Argyle, le 1^{er} août 1685, une lettre de Moray, à lui adressée, lui faisait savoir que le roi mandait Queensberry à la cour (1). Notre chancelier fut mécontent de ne pas y être appelé en même temps (2). C'est qu'entre Queensberry et lui, et cela depuis un certain temps déjà, la bonne entente était loin de régner : d'accord pour renverser Aberdeen, ils se retournaient maintenant l'un contre l'autre. L'histoire n'est pas nouvelle.

Et cependant, les débuts de leur collaboration avaient été une véritable lune de miel ; et Perth ne manquait pas une occasion de célébrer les mérites de Queensberry, et la douceur de l'amitié qui les unissait. Parlant de l'introduction du rituel anglican dans la chapelle royale de Holyrood, sujet qui, nous le verrons, lui tenait au cœur, il écrivait le 25 août 1684 à l'archevêque de Cantorbéry, William Sancroft : « C'est monseigneur le trésorier qui a proposé la chose, et c'est à sa sollicitude que nous devons un si bon et si pieux dessein, entre beaucoup d'autres bienfaits que valent à ce pays sa grande sagesse, son intégrité et ses excellents principes ». Et plus loin : « Il faut que je vous dise que la faveur et la solide amitié, dont monseigneur le trésorier m'honore (chose rare en ce monde-ci entre n'importe quels hommes, mais plus encore entre des gens occupant notre situation) sont une des plus grandes joies de ma vie, et j'en dois à Dieu une reconnaissance infinie ». Et un mois plus tard, il disait encore, faisant allusion aux dangers de la récente conspiration de Rye-House : « La sagesse de monseigneur le trésorier nous a été d'un grand secours dans les conjonctures présentes » (3).

Au duc d'York, Perth tenait le même langage, et son frère Lundin corroborait ses affirmations. « J'ai failli oublier de vous dire », écrivait le duc à Queensberry, le 28 octobre 1684, « que le chancelier, Lundin, et les autres membres du Comité Secret, mais surtout les deux premiers, vous ont, en plusieurs de leurs lettres, rendu pleine justice, en me faisant savoir à diverses reprises avec quel zèle vous serviez Sa Majesté » (4).

C'était au point que nos bons amis ne permettaient même pas que l'on doutât de leur amitié. « Sir W. Bruce vient de me demander à

(1) *Hist. Mss. Com.*, Mss. of Bucc. and Queens., II, 101.

(2) Fountainhall, *Hist. Obs.*, p. 216.

(3) W. N. Clarke, *Op. cit.*, pp. 69 et 72.

(4) *Hist. Mss. Com.*, Mss. of Bucc. and Queens., I, 210

l'instant s'il y avait conflit entre mon frère et Votre Grâce (1) », écrivait Lundin au trésorier, le 24 janvier 1685. « Je lui ai dit que c'était un ignoble mensonge et l'ai prié de le répéter à tous ceux qui lui poseraient encore cette question. J'ai ajouté que ces infâmes racontars étaient des manigances des ennemis du roi, mais que ces derniers n'atteindraient pas leur but, car notre amitié est à l'abri de leurs coups... Je suis d'avis que de cette amitié dépendent, non seulement mon bonheur, mais aussi le bien des affaires du roi. Aussi Votre Grâce peut penser si j'avais intérêt à la défendre » (2).

Ainsi parlait Lundin au début de 1685 ; et nous supposons qu'il était de bonne foi, auquel cas il eût été bien surpris, si on lui eût dit que, dans l'espèce, « les ennemis du roi » voyaient plus clair que lui. Il n'est pas rare en effet que la perspicacité de nos ennemis, souvent supérieure à celle de nos amis, devance ainsi les événements. Il y a toujours des gens pour pressentir l'orage, hocher la tête et murmurer : « Pourvu que cela dure ! » « Si my lord Queensberry savait combien my lord Perth est en faveur à la cour, cela pourrait créer de la jalousie entre eux », écrivait-on de Londres en novembre 1684 (3).

Mais là n'était pas le principal danger, si nous en croyons Fountainhall, assez bien placé du reste pour en juger. La cause primordiale de la brouille, selon lui, fut l'attitude fière et hautaine de Queensberry, lequel aurait voulu avoir tout le monde sous sa coupe, bien que, de par ses fonctions, le chancelier eût le pas sur lui. « Mais », dit assez drôlement et non sans finesse le même Fountainhall, « le trésorier, tenant les cordons de la bourse, avait plus de partisans que le chancelier, qui ne faisait porter devant lui qu'une bourse vide ! » (4)

Parfois, même au temps où l'entente semblait encore régner entre eux, Queensberry ne se gênait pas pour contrecarrer les vues de Perth et de ses autres collègues, comme le prouve l'incident que voici : le 22 décembre 1684, Robert Barclay, l'un des propriétaires de l'East New-Jersey (5), demandait au Conseil Privé que l'on dirigeât de préférence

(1) Queensberry avait été nommé duc au mois de novembre précédent.

(2) Mss. of Bucc. and Queens., II, 210.

(3) H. Ball à lord Preston : *Hist. Mss. Com.*, VIIIth Report, Appendix, 378b.

(4) *Hist. Obs.*, p. 237. Allusion à la bourse contenant le grand sceau, dont il a été parlé plus haut, page 118.

(5) La colonie de New-Jersey, cédée définitivement à l'Angleterre par la Hollande au traité de Londres en 1674, et donnée par le roi au duc d'York, son frère, avait été divisée en 1676 en deux provinces appelées East et West Jersey. A la mort de sir George Cartwright, à qui le duc d'York l'avait cédée à son tour, l'East New-Jersey passa à six propriétaires, auxquels il l'avait léguée par testament (1^{er} décembre 1678). Le 2 février 1682, ceux-ci la passèrent à douze propriétaires, qui aussitôt cédèrent chacun une moitié de leur part à douze autres propriétaires, *inter quos*, le comte de Perth, son frère Lundin et le greffier Tarbat.

sur cette colonie, où l'on avait grand besoin d'artisans et d'agriculteurs, ceux des fanatiques que l'on se proposait d'exiler, ou qui, par suite de leur pauvreté ou de leurs principes religieux, désiraient quitter l'Ecosse. Perth et le greffier Tarbat, co-propriétaires en East New-Jersey, appuyaient cette demande ; mais le trésorier, qui n'était point partisan de ces colonies, s'y opposa jusqu'à ce que l'on connût le bon plaisir du roi à ce sujet (1).

L'attitude de Queensberry vis à vis de ses collègues était donc parfois assez désobligeante. Et cependant le comte de Perth, reconnaissant volontiers que c'était à lui qu'il devait sa place de chancelier, « fit longtemps le chien couchant ». L'expression est de Fountainhall, et peut-être exagère-t-il un peu ; mais il est de fait que, dès qu'il se mettait à vanter Queensberry, Perth le plaçait fort au-dessus de lui : « Si je n'avais pas », écrivait-il encore à Sancroft au début de 1685, « la sagesse, la fidélité au roi et l'habileté en affaires de monseigneur le trésorier, pour me servir d'appui et d'exemple, je ne pourrais m'acquitter comme il faut de ma tâche ; mais Sa Grâce est pour moi plus que je ne puis exprimer » (2).

Seulement, Perth n'était pas seul en cause ; son frère, le secrétaire Lundin, qui était d'un métal moins flexible, ayant profité de son séjour à Londres pour se mettre dans les bonnes grâces du duc d'York, éprouva bientôt le besoin de secouer la tutelle du trésorier. Il avait servi sous ses ordres jadis, en qualité de sous-trésorier, et il jugeait que cela suffisait amplement. « Et ce fut lui », dit Fountainhall, « qui, par sa crânerie, infusa de l'ardeur et du courage à son frère, si bien qu'ils se mirent à agir indépendamment de Queensberry et à le laisser de côté » (3), ce qui, ajouterons-nous, était bien la chose du monde la plus mortifiante pour un homme d'Etat.

Les hostilités s'ouvrirent après l'avènement de Jacques II, quand il fut question de désigner le commissaire du roi au Parlement d'Ecosse.

Le 14 mars 1682, le duc d'York leur confirmait cette cession par lettre patente, contre paiement d'une rente annuelle de « dix nobles de monnaie anglaise légale ». La capitale de l'East Jersey s'appelait Perth-Amboy (*alias* Perth-town, ou New-Perth). Elle naissait à cette époque et comptait en mars 1685 une douzaine de maisons.

Cf. *The Model of the Government of the Province of East New-Jersey in America etc.*, par George Scot, Edimbourg 1685 ; dédié au comte de Perth, à son frère et à Tarbat. Et aussi : *A Summary, hist. and polit. of the first Planting, progressive Improvement, and present State of the British Settlements in North America*, par William Douglass, M. D., Boston 1747/49/50, 3 vols.

(1) Fountainhall. *Hist. Not.*, II, 586.

(2) W. N. Clarke, *Op. cit.*, p. 78.

(3) *Hist. Obs.*, p. 237.

Lundin, que nous appellerons désormais Melfort, car il avait été créé vicomte de ce nom le 14 avril 1685 (1), avait bien failli frustrer Queensberry de cet emploi honorifique ; et celui-ci, par représailles, se mit à épilucher tous les envois du secrétaire, découvrant dans l'un un vice de forme, trouvant un autre préjudiciable aux intérêts du roi, et en retournant plusieurs.

Là-dessus, colère de Melfort, qui fait partager son mécontentement à son frère. « J'ai eu, il y a deux postes », écrit Moray à Queensberry le 25 avril, « une lettre de my lord chancelier... Il semble de mauvaise humeur, mais cela m'est bien égal » (2). Perth lui reprochait de semer la discorde entre les serviteurs de Sa Majesté ; Moray lui répond en se défendant de toute intention de ce genre : « Si tout le monde faisait comme moi », dit-il, « tout irait bien » (3). Il n'en est pas moins vrai qu'il écrit souvent à Queensberry et le renseigne sur tout ce qui se fait à Londres contre lui. De son côté, Melfort tient son frère au courant. Et voici que par deux fois le courrier anglais venant à Edimbourg est arrêté et volé aux environs d'Alnwick. Sur quoi Fountainhall de dire : « Il y en eut qui pensèrent que c'était un stratagème clandestin du trésorier, qui commençait maintenant à être jaloux du chancelier, afin de découvrir quelle correspondance secrète ce dernier avait avec son frère, le secrétaire Melfort, l'ennemi déclaré de Queensberry » (4).

Bref, la situation s'envenime. Dans ses lettres à Sancroft, Perth ne chante plus les louanges « de monseigneur le trésorier », mais se plaint à mots couverts de « l'humeur difficile de certains d'entre nous qui nous créent des ennuis là où nous étions le moins en droit d'en attendre » (5). Quant à Queensberry, il craint que Perth ne se rende à Londres pour exposer ses griefs au roi. Moray le rassure : « J'ai montré votre dernière lettre au roi comme vous le désiriez. Il m'a dit qu'il ne savait rien du dessein de Perth de venir ici, et que d'ailleurs il était tout à fait inopportun de songer à pareille chose en ce moment. Il sera bien temps de parler de ces choses, quand cet orage sera passé » (6). L'orage, c'est l'invasion d'Argyle. Moray, d'ailleurs, s'emploie à éloigner la menace : « C'est certainement une bonne chose que d'empêcher Perth. Tarbat, ou tout autre membre de cette clique de venir ici », écrit-il le 20

(1) *Warr. B. for Scot.*, vol. IX, N° 345. La baronnie de Melfort faisait partie des propriétés confisquées du comte d'Argyle.

(2) *Hist. Mss. Com.*, *Mss. of Bucc. and Queens.*, II, 58.

(3) *Ibidem*, *loc. cit.*

(4) *Hist. Not.*, II, 654.

(5) W. N. Clarke, *Op. cit.*, p. 84.

(6) *Mss. of Bucc. and Queens.*, II, 74.

juin, « et vous pouvez compter que je m'y emploierai de mon mieux, adviennne que pourra » (1).

En fait, nous l'avons vu, c'est Queensberry qui se rendit à Londres, appelé par le roi. Il partit le 18 août. Mais la pensée que son rival allait être à la cour, alors que lui n'y serait point pour défendre ses intérêts, devint vite insupportable au chancelier. Il écrivit donc à Jacques II pour lui demander de le faire également venir. Celui-ci lui répondit le 1^{er} septembre : « Je vois par votre lettre du 24 août (2) que vous avez envie de venir ici, et que vous désirez me dire quelque chose qui convient plutôt à une conversation qu'à une lettre. Pour cela et pour d'autres raisons, je consens à ce que vous veniez, de façon à être ici quand je reviendrai de Winchester, vers le 21. Quant aux autres choses qui sont dans votre lettre, je n'en dirai rien jusqu'à ce que je vous voie ». Et il ajoute ce mot rassurant : « Pour l'instant, je ne vous dirai que ceci : c'est que j'ai de vous une opinion aussi bonne que vous pouvez le désirer » (3).

Perth partit donc le 12 septembre, accompagné ou suivi d'un bon nombre de ses partisans, comme Queensberry l'avait été un mois auparavant. Beaucoup de nobles et de gentilshommes écossais, plus de 200, affirme Fountainhall, avaient en effet pris parti pour l'un ou l'autre des deux adversaires, et ils allaient à Londres appuyer leur chef de file et emplir la cour du bruit de leurs disputes et de leur récriminations. Le spectacle n'était certes pas nouveau, mais il déplaisait souverainement au roi, qui trouvait que toutes ces querelles étaient d'un fâcheux exemple pour les Anglais. En Ecosse, par contre, on se consolait aisément de l'absence des factieux : « Depuis qu'ils sont partis », note philosophiquement John Erskine dans son *Journal*, « le pays est beaucoup plus tranquille » (4).

La lutte à Londres se prolongea pendant plus de trois mois, chaque parti s'efforçant à son tour de perdre l'autre dans l'esprit du roi. C'était comme un duel à quatre, chacun des duellistes étant doublé d'un second : Perth aidé de Melfort, contre Queensberry aidé de Moray. Si, par exemple, Moray obtenait que Hugh Paterson of Bannockburn fût l'un des deux gardes du petit sceau, aussitôt Melfort obtenait que l'autre fût Drummond of Blair, le porte-bourse du chancelier (5).

(1) *Ibidem*, II, 78.

(2) Que nous ne possédons malheureusement pas.

(3) *Royal Letters* à Drummond Castle, Recueil II, N° 15.

(4) Page 151.

(5) Fountainhall, *Hist. Not.*, II, 663.

Le même Melfort avait du reste dressé tout un réquisitoire contre le rôle joué par Queensberry, en tant que commissaire au dernier Parlement. Il l'accusait d'avoir, en général, manqué gravement à son devoir et, en particulier, d'avoir contraint les catholiques en fonctions à prêter le serment du Test, et prolongé le Parlement d'une semaine, après avoir reçu de Sa Majesté l'ordre de le proroger. Il lui reprochait aussi de ne point donner d'argent pour le service du roi, d'avoir refusé ou différé d'en avancer à lord Dumbarton, général en chef des forces levées contre Argyle (1). Il allait même jusqu'à dire que Queensberry avait averti sous main un certain William Veitch, conspirateur et traître avéré, qu'on allait l'arrêter, et que, par conséquent, il ferait bien de disparaître.

Mais, sur ce point, il eut un petit mécompte. Le frère de ce dernier, John Veicht, avait été, par ordre du chancelier, arrêté le 4 septembre et mis au secret dans le *tolbooth*, avec l'espoir de le faire témoigner contre Queensberry. Perth, en quittant Edimbourg, avait interdit à qui que ce fût de se rendre auprès du prisonnier, sans un ordre exprès du roi. Or, après son départ, les membres du Conseil Privé, comme la femme de Barbe Bleue, s'empressèrent de lui désobéir : ils tirèrent notre homme de prison et lui firent avouer qu'il n'avait rien à dire contre Queensberry. Puis, ils envoyèrent Athole à Londres avec une lettre, où ils suppliaient le roi « de ne pas croire les calomnies que certains colporteurs de fausses nouvelles répandent contre les officiers de la couronne » (2), entendons : les accusations portées par Perth et Melfort contre Queensberry.

La riposte ne se fit pas attendre. Le 17 octobre, Perth et Melfort obtinrent du roi une lettre sévère, où Sa Majesté tançait vertement les conseillers privés, leur reprochant l'envoi d'Athole et de son factum, les mettant en demeure de dire qui ils entendaient par « les colporteurs de fausses nouvelles », et « quels étaient les officiers de la couronne que l'on accusait », et enfin les blâmant d'avoir interrogé John Veicht, contrairement aux ordres formels du chancelier.

En recevant cette mercuriale, les membres du Conseil se sentirent de bien petits garçons ; et ils furent d'abord très embarrassés de savoir

(1) A propos de l'avarice de Queensberry, Fountainhall dit, lors du retour de Londres en avril 1685 : « Plusieurs lords (qu'il nomme) cherchaient à porter la bourse devant lui ; mais il la donna à son second fils : cela comporte un salaire journalier de 5 livres sterling ». *Hist. Obs.*, p. 157.

(2) Fountainhall, *Hist. Obs.*, p. 238.

que répondre. Finalement, ils se décidèrent à envoyer une lettre fort humble, où ils déclaraient s'en remettre au jugement de Sa Majesté (1).

Mais Queensberry ne se tint pas pour battu. Il avait pour lui les propres beaux-frères du roi, les comtes de Rochester et de Clarendon, qui étaient également ses parents par alliance, et il savait qu'il pouvait compter sur leur appui. De fait, malgré les efforts de Perth et de Melfort, le 10 novembre, il était officiellement acquitté de tout ce dont on l'avait accusé. « Alors », dit Fountainhall, « le chancelier, craignant de perdre la partie, jeta le masque et se déclara ouvertement papiste ; et dès lors, son crédit ne fit que croître à la cour » (2).

Cette assertion, et l'accusation d'hypocrisie qu'elle implique, semblent bien refléter le sentiment de la plupart des contemporains du comte de Perth, qui ne purent croire à la sincérité d'une conversion se produisant en de telles circonstances ; et tous les historiens qui se sont occupés de cette période ne font, à de très rares exceptions près, que reprendre et développer le même thème.

Ont-ils raison ? C'est ce que nous allons essayer de voir.

(1) *Hist. Not.*, II, 670.

(2) *Hist. Obs.*, p. 239.

CHAPITRE VI

La Conversion

Perth et la religion : épiscopalien et anglican inquiet ; ses relations avec le haut clergé ; le défenseur et le collaborateur de l'épiscopat. Comment s'accomplit sa conversion : les papiers de Charles II ; l'*Exposition* de Bossuet ; les luttes intimes et le triomphe de la vérité. La question de sa démission. Sa conversion et la politique. L'opinion des historiens. Perth et Bossuet. Son prosélytisme : conversion du Dr Sibbald ; conversion et mort de sa femme ; conversion de son frère. Conséquence de sa conversion. L'essai de réconciliation avec Queensberry. Il convertit son fils aîné. Son mariage avec Mary Gordon et les racontars de Burnet.

Jusqu'ici nous n'avons guère envisagé dans notre héros que l'homme politique, et peut-être avons-nous trop tardé à parler de l'homme religieux, risquant ainsi de donner l'impression que Perth ne s'est intéressé aux choses de la religion qu'au moment de se convertir, ce dont ses ennemis eux-mêmes ne l'ont jamais accusé, et pour cause ! Car tout autre est la réalité. Les témoignages que nous avons sur ce point, et pour cette période antérieure à sa conversion, sont peu nombreux, il est vrai : et c'est précisément la raison pour laquelle nous avons préféré les ramasser au début de ce chapitre, plutôt que de les disséminer au cours des chapitres précédents, où ils eussent pu passer inaperçus. Mais, s'ils sont peu nombreux, ils sont, ainsi qu'on va le voir, assez probants.

Voici d'abord ce que John Macky, qui écrit vers 1700, dit sur ce sujet et à propos de Perth : « C'était dans sa jeunesse un ardent presbytérien ; mais étant allé en Angleterre, à la cour du roi Charles II, il s'orienta vers l'Eglise anglicane, et, pendant tout ce règne, il fut un épiscopalien zélé ».

La première partie de ce jugement ne paraît pas conforme à la réalité, et il est à craindre que Macky, comme avant lui Spalding au sujet de la mère de Perth (1), n'ait commis l'erreur commune, qui consiste à

(1) Cf. plus haut, p. 13.

juger des sentiments intimes d'après les manifestations extérieures : ils ont vu du puritanisme là où il n'y avait que de la conviction et du sérieux. Car, à ce point de vue, James Drummond était bien le fils de sa mère ; il le sera toute sa vie, et Macky n'est plus aussi loin de la vérité quand il ajoute : « C'est un fanatique, et il l'a été dans chacune des religions qu'il a professées » (1).

Mais un autre contemporain de Perth, dont nous avons déjà parlé, et qui joint à cette qualité celle d'avoir été pendant près de dix ans son ami intime, le Dr. Sibbald, note de son côté dans ses Mémoires : « Le comte... observait scrupuleusement les rites de l'Eglise anglicane, et il en faisait toujours célébrer les offices dans sa famille » (2). Et ceci, dès avant son séjour à la cour d'Angleterre ; en quoi il ne faisait d'ailleurs que suivre la tradition de sa maison, car son père et tous ses ascendants, depuis son arrière-grand-père Patrick Drummond, qui avait été le premier à se faire protestant, étaient des épiscopaliens ; et, depuis 1638, ce n'était plus sur la feuille de garde de la bible qu'on inscrivait les grands événements de la famille, mais bien sur celle du rituel de l'Eglise anglicane, dont l'exemplaire, plusieurs fois cité par nous, est encore au château de Drummond.

Au fait, les Drummond avaient eu assez à souffrir de la part des presbytériens pour ne pas être tentés d'en partager les croyances ni les façons de faire ; et comme ils avaient, par contre, et notre chancelier plus peut-être que tous ses prédécesseurs, le sens inné de l'ordre et de la discipline, ils étaient tout naturellement pour la hiérarchie dans l'Eglise, c'est-à-dire pour l'épiscopat. Nous avons, du reste, un témoignage décisif, celui de Perth lui-même, qui écrit à Sancroft le 8 juin 1682 : « Je considère comme mon plus grand bonheur d'avoir été élevé dans une juste estime de l'Eglise d'Angleterre, au sein de laquelle, bien que j'en sois indigne, j'espère vivre et mourir » (3).

Il ne devait pas y mourir ; mais en attendant, il y vivait, et avec une certaine austérité, si l'on en juge d'après ce que lui écrit le 26 juin 1680 le révérend Francis Turner (4), qui vient d'être malade pour avoir, au sein de sa retraite, fréquenté trop les livres et trop peu la société : « Je crains que vous, qui êtes comme moi dans un ermitage (5), ne jouiez

(1) John Macky, *Op. cit.*, pp. 241 et 242.

(2) Robert Sibbald, *Op. cit.*, p. 308.

(3) W. N. Clarke, *Op. cit.*, p. 40.

(4) Francis Turner, D.D. (1638-1700), ancien aumônier du duc d'York et futur évêque d'Ely. Il fut un des sept évêques qui protestèrent contre la Déclaration de Liberté de Conscience (18 mai 1688). Il refusa de jurer fidélité à William et à Mary, et fut privé de son emploi le 1^{er} février 1690.

(5) A Stobball : Cf. plus haut, p. 74.

avec votre santé, comme je l'ai fait avec la mienne ; et je le crains d'autant plus que j'ai remarqué l'austérité de vos jeûnes et de vos veilles.... Aussi, mon cher seigneur, dans l'intérêt de l'Eglise et du pays, prenez garde et modérez-vous » (1).

A cet ascétisme, qui n'est d'ailleurs pas rare dans la *High Church*, s'ajoute chez Perth un désir de réglementation des cérémonies du culte, qui n'est en somme qu'une manifestation de ce besoin d'ordre et de discipline, dont nous parlions il y a un instant, et que même le rituel en usage dans l'Eglise anglicane ne satisfait qu'à demi : « Je conçois sans peine », lui dit Turner, « qu'il y en ait beaucoup parmi vous, comme Votre Seigneurie me le laisse entendre, qui ont soif d'une liturgie ». Mais il ajoute qu'il ne voit pas encore pour l'instant la possibilité de « lui procurer une forme de culte convenable ». Toutefois, il espère pouvoir bientôt lui donner ce qu'il lui a promis, c'est-à-dire « quelque chose qui libère la viaie théologie pratique de l'enthousiasme mystique, sans pour cela frustrer les bonnes affections de l'âme de leur part dans le service de Dieu » (2).

Si nous comprenons bien, car cette phraséologie n'est pas des plus claires, ce que Perth réclame, et ce que le révérend Turner voudrait lui offrir, c'est un culte également éloigné des extravagances du mysticisme puritain et de la sécheresse formaliste de l'Eglise anglicane. Car, pas plus que Perth, Turner n'est pleinement satisfait du culte anglican, puisqu'il laisse échapper cet aveu : « En fait, le seul défaut de l'Eglise d'Angleterre est que nous n'y trouvons pas en abondance d'illustres exemples de l'esprit de la véritable dévotion » (3).

Or, le culte auquel, sans le désigner encore par son nom, Perth, sinon Turner, aspire, ce culte idéal, à la fois humain et divin, qui satisfait en même temps le cœur et l'esprit, la sensibilité et la raison, il n'y a qu'une religion qui puisse le lui donner, et c'est celle dont le chef est à Rome. Dans sa « soif de liturgie », il y a, encore inaperçue par lui, on ne sait quelle nostalgie des prières et des cérémonies du culte catholique. C'est, à vrai dire, et dès 1680, un catholique qui s'ignore : il rode autour du temple, en attendant que sonne l'heure de la grâce.

Mais, pour l'instant, il se contente d'être un anglican inquiet ; et tout en se félicitant d'appartenir « à la meilleure et à la plus sainte des Eglises » (4), il ne s'interdit pas de rechercher la vérité dans les ou-

(1) B. M. Add. Mss, 19254, fol. 64-65. Aussi à Drummond Castle : *Royal Letters*, Recueil II, N° 1.

(2) B. M. Add. Mss, 19254, fol. 66.

(3) *Ibidem*, loc. cit.

(4) W. N. Clarke, *Op. cit.*, p. 73. (Perth à Sancroft, 20 septembre 1684).

vrages de son célèbre contemporain, le P. Malebranche, « ce quaker qui ne l'était pas assez » (1), et qui, au demeurant, eût pu l'emmener assez loin du catholicisme. Entre temps, il s'édifie à la lecture de la vie des saints, de St. Ambroise entre autres, et de St. Athanase ; car, comme il l'écrira un jour à Bossuet, « lorsqu'il était le plus zélé pour l'erreur, il avait une telle vénération pour l'ordre et la dignité des évêques, qu'il n'a jamais eu que des pensées fort respectueuses pour les saints hommes revêtus autrefois de cette dignité dans les Eglises d'Orient et d'Occident » (2).

Il est d'ailleurs à cette époque en relations fréquentes, par correspondance et visites, avec plusieurs prélats anglais et écossais : Alexandre Burnet, archevêque de St. Andrews et primat d'Ecosse, l'évêque d'Edimbourg Paterson, l'archevêque de Cantorbéry Sancroft, sans compter le révérend Francis Turner, qui, en 1683, sera évêque de Rochester, et l'année suivante évêque d'Ely. Bien peu des lettres qu'il écrivit alors à ces hauts dignitaires, ou qu'il en reçut, sont parvenues jusqu'à nous, assez cependant pour qu'on se rende compte de la vénération profonde qu'ils lui inspiraient.

De leur côté, ces prélats avaient de lui la plus haute estime. Nous savons déjà ce qu'en pensait Turner ; et voici en quels termes le primat d'Ecosse, Burnet, le présentait à Sancroft, le 6 mars 1682 « Je ne pouvais laisser ce noble personnage, le comte de Perth, aller vous voir... sans lui rendre le témoignage qu'il mérite si bien. Fils fidèle de notre Eglise, il est aussi le grand ami et le protecteur de tout notre clergé soumis en ce pays-ci ; c'est à vrai dire un Nathanael, « un véritable Israélite » (3) ; après cela je n'ai nul besoin, j'en suis sûr, d'en dire davantage à Votre Grâce » (4). Une autre fois, il dit encore « Il est prêt en toutes occasions à nous défendre et à plaider notre cause, et sa bonté pour nous repose sur la base la meilleure et la plus sûre : la conscience de son devoir envers Dieu et envers son Prince, comme Votre Grâce le découvrira sans peine » (5).

Ceci était parfaitement exact ; il n'y avait pas alors en Ecosse d'homme d'Etat plus dévoué à la cause de l'épiscopat que le comte de Perth. Ne disait-il pas un jour à James Brodie of Brodie, mis à l'amende pour non-conformisme, et qui tâchait d'y échapper, « qu'il souffrirait vo-

(1) Comme Voltaire le fait dire à son Quaker dans ses *Lettres anglaises*, article sur les Quakers, cité par Faguet : *XVII^e Siècle*, p. 130.

(2) Urbain et Lévesque : *Correspondance de Bossuet*, III, N° 370.

(3) Saint Jean : I, 47.

(4) W. N. Clarke, *Op. cit.*, p. 37.

(5) *Ibidem*, p. 46.

lontiers et donnerait sa vie pour cette question du gouvernement de l'Eglise, et que sans cela la religion chrétienne était inconséquente » ? (1)

Or, l'Eglise épiscopaliennne d'Ecosse à cette époque était loin d'être florissante. Le gouvernement avait été amené à remplacer les ministres récalcitrants par des jeunes gens du nord de l'Ecosse, arrachés aux travaux des champs, et sans aucune formation cléricale. Ce clergé de fortune n'avait peut-être pas tous les vices qu'on lui a parfois prêtés, mais il était d'une ignorance profonde, et l'historien Burnet nous dit « qu'il n'avait jamais entendu d'aussi piètres prédicateurs » (2). Cette triste situation arrachait au comte de Perth plus d'un soupir sur ce qu'il appelait « notre pauvre Eglise languissante » (3) ; et, sachant bien, pour y être passé, que c'est dans les hautes écoles que se forme le bon clergé, il s'était attaché à réformer en ce sens les différentes universités. Le 6 février 1685, il disait dans une lettre à Sancroft : « Dès que nous serons parvenus à mettre en ordre les universités (chose qui me tient fort au cœur), j'espère qu'au bout de quelques années nous aurons un meilleur clergé ; car ce qui nous perd en ce moment, c'est de ne pas en avoir » (4).

En attendant d'avoir un clergé subalterne selon son cœur, il se posait en défenseur des évêques, collaborant de tout son pouvoir à l'effort persistant des Stuarts pour asseoir en Ecosse l'Eglise épiscopaliennne. Nous avons vu, à propos des deux ministres de Galloway, avec quelle intransigeance il maintenait les droits de la hiérarchie ; c'est qu'à ses yeux, le gouvernement de l'Eglise était aussi sacré que celui de l'Etat, et il ne consentait pas plus à ce que l'on s'affranchît de l'un, qu'il ne tolérait que l'on se révoltât contre l'autre. Et l'archevêque de Saint-Andrews avait raison de le noter : en agissant ainsi, Perth avait conscience de remplir son devoir envers Dieu et envers le roi. Si les mesures qu'il prenait étaient parfois sévères, et même cruelles, son intention du moins était droite. Il se proposait toujours, comme il dit, « de faire pour le mieux », et « il espérait que Dieu ne frustrerait pas ses efforts bien intentionnés ». « J'en puis donner l'assurance une fois pour toutes à Votre Grâce », écrivait-il à Sancroft, le 20 septembre 1684, « si les affaires de l'Eglise ne vont pas bien, ce sera la faute de messeigneurs les

(1) *The Diary of Alexander Brodie of Brodie and of his son James*, Spalding Club, Aberdeen 1863, p. 498.

(2) *Own Time*, I, 284.

(3) W. N. Clarke, *Op. cit.*, p. 71. Lettre du 20 septembre 1684.

(4) *Ibidem*, pp. 77-78.

évêques ; car la collaboration du pouvoir civil ne leur fera jamais défaut » (1).

Telles étaient les dispositions d'esprit du chancelier à la veille de sa conversion ; elles tiennent en une phrase : c'était un anglican à la fois inquiet et convaincu, qui bataillait ferme pour ce qu'il estimait jusque-là être « la meilleure et la plus sainte des Eglises », tout en gardant au fond du cœur le désir assez mal défini de quelque chose de plus parfait. Que l'intervention opportune d'un ami, confident de ses inquiétudes, mette subitement cette âme en présence de l'objet vers lequel, à son insu, tendent ses aspirations secrètes, et la voilà troublée d'abord, puis luttant contre l'évidence, et enfin entièrement et définitivement conquise : c'est en résumé toute l'histoire de sa conversion.

Essayons d'en suivre le détail, d'après le récit qu'il en a fait lui-même.

L'intervention amicale, à laquelle nous venons de faire allusion, et qui devait déclencher toute l'affaire, se produisit à Londres, lors du séjour que le comte de Perth y fit avec Queensberry, en mars 1685, « environ six semaines » après l'avènement de Jacques II. « Sa Majesté », dit-il, « m'ayant fait l'honneur de me donner une audience assez longue, tira un papier de sa poche et me demanda si j'en connoissois l'écriture ; je luy répondis qu'ouy, et que c'estoit de la main du feu Roy son frere. Sa Majesté m'ordonna de le lire à mon loisir, et en le lisant je reconus que c'estoit un écrit qu'avoit fait le Roy Charles 2^e, pour prouver qu'il ny a point d'Eglise qui puisse pretendre avec la moindre apparence être la veritable que l'Eglise Catholique Romaine » (2).

Et comment raisonnait l'auteur de ces deux courts écrits ? Car il y en a deux. Il partait de ce principe : Jésus-Christ ne peut avoir ici-bas qu'une seule Eglise ; après quoi il se demandait : où est cette Eglise ? Et il répondait aussitôt : ce ne peut être que celle « à qui sur la terre Jésus-Christ a laissé le pouvoir de nous gouverner dans les matières de Foy ». Car, disait-il, on ne peut supposer que Dieu nous ait donné une règle de conduite en laissant à chacun de nous le soin de l'interpréter à sa guise, ce qui aurait bientôt pour résultat de multiplier les sectes à l'infini. Et à plusieurs reprises, il revenait sur ce fait des variations des Eglises protestantes, conséquence fatale du libre examen.

En regard de ces doctrines divergentes, il montrait l'Eglise catholique romaine, à qui le Christ a légué son pouvoir et son Esprit : « Je

(1) *Ibidem*, p. 72.

(2) *Récit de la Conversion*, Paris, Bibliothèque de l'Institut. N° 489, *Mélanges historiques*, Recueil C, fol. 300. Nous reproduisons l'orthographe de l'original.

suis avec vous tous les jours jusqu'à la fin du monde » (1) ; cette Eglise qui, forte de ce pouvoir et vivifiée par cet Esprit, a rédigé le Symbole et s'est réservé le droit d'interpréter les Ecritures ; cette Eglise enfin, où le clergé, succédant légitimement aux premiers apôtres, se distingue nettement des fidèles, selon la parole de saint Paul aux Corinthiens : « Car nous sommes ouvriers avec Dieu. Vous êtes le champ de Dieu, l'édifice de Dieu » (2).

Si elle a eu ce pouvoir dès l'origine, continuait-il, comment a-t-elle pu le perdre ? On prétend qu'elle a erré au cours des siècles et qu'elle n'a plus enseigné la vraie doctrine. « Je voudrais bien sçavoir », disait-il, « qui doit estre le juge de cela : si c'est toute l'Eglise dont la succession a continué jusqu'à aujourd'huy sans aucune interruption, ou des particuliers, qui ont excité des schismes pour leur propre intérêt » (3).

Toute l'argumentation de ces écrits s'appuyait, on le voit, sur ce dogme fondamental, autour duquel, ne l'oublions pas, Bossuet fait également tourner toute sa controverse avec les protestants, à savoir : l'existence d'une Eglise, juge unique et infaillible en matière de foi.

Mais ces fameux papiers étaient-ils réellement l'œuvre de Charles II ? A peine son successeur les avait-il fait publier pour la première fois, vraisemblablement vers la fin de 1685 (4), qu'aussitôt l'historien Burnet en contesta l'authenticité. Il dit que, pour tous ceux qui avaient connu le feu roi, il y avait là trop d'art et trop de citations de l'Ecriture et un style trop différent de sa façon vive et naturelle de s'exprimer, pour que ces écrits aient pu être composés par lui. Il y retrouvait cependant, et presque dans les mêmes termes, plusieurs arguments que Charles II, au cours d'une conversation, lui avait un jour proposés comme des objections à la doctrine anglicane ; et ceci l'amenait à supposer que

(1) *Evangile selon saint Matthieu*, XXVIII, 20.

(2) *Première aux Corinthiens*, III, 9.

(3) Version française des deux Ecrits : *Stuart Papers*, II, 279-283.

(4) *Copies of Two Papers written by the late King Charles II of Blessed Memory*. Le catalogue du B.M. donne cette première édition comme étant de 1685 ; en fait elle ne porte aucune date. En 1686, les deux écrits étaient publiés derechef, et le roi y faisait adjoindre un troisième écrit, celui que sa première femme, Anne Hyde, duchesse d'York, avait rédigé lors de sa conversion en 1670. Là-dessus, réponse de l'évêque de Worcester, E. Stillingfleet, suivie de la riposte immédiate de John Dryden, suivie elle-même, en 1687, d'une « Défense de la Réponse de Stillingfleet ». En 1688, les écrits de Charles II paraissaient pour la troisième fois, en annexe à un ouvrage de J. Huddleston, S. J. intitulé : *A short and plain Way to the Faith and Church*, imprimé à Holyrood House, Edimbourg, peut-être à la suggestion de lord Perth, et en 1702, un certain Grascoyne y répondait encore. Une traduction française paraissait en 1691 sous ce titre : *Ecrits du feu Roy de la Grande Bretagne*, à Paris, chez Gabriel Martin, rue S. Jacques, au Soleil d'Or ; suivis de *Déclaration de feu Madame la Duchesse d'York, à Saint James le 8 Aoust 1670*. Une traduction hollandaise avait également paru, sans date, et en 1689, à Berlin, une traduction allemande.

l'auteur en était quelque seigneur catholique, qui ensuite avait persuadé au roi de les copier afin de pouvoir les étudier à loisir ; car il eût été extrêmement compromettant pour leur auteur que l'on trouvât des papiers de ce genre écrits d'une autre main que celle du roi (1).

D'après une anecdote citée par Macpherson, ces papiers n'étaient pas de l'écriture de Charles II ; un certain lord Blessington les lui avait remis de la part de quelques catholiques, et le roi les montrait souvent à certains de ses courtisans, « pour exciter le rire » (2).

A quoi Lingard répond que cette anecdote doit être contestée ; et il ajoute que si Evelyn et Burnet ne croyaient pas Charles capable d'avoir composé ces écrits, Halifax, cet autre contemporain du monarque, ne trouve, lorsqu'il décrit le caractère de Charles II, aucune raison de douter que ce dernier en fût l'auteur. « On doit », dit-il, « tirer la même conclusion du fait que, selon Evelyn, ces deux mémoires étaient raturés et interlignés, et selon Barillon, corrigés dans plusieurs passages, comme s'il y avait mis la main plus d'une fois » (3).

Aucune de ces raisons pour ou contre ne nous paraît absolument convaincante. Nous estimons cependant que la façon dont est mort Charles II semble bien infirmer les dires de Macpherson. S'il nous fallait nécessairement choisir entre les diverses opinions, nous préfererions, quant à nous, celle de Burnet, qui a au moins cet avantage de ne pas contredire le sentiment de Jacques II et de Perth, lesquels ont affirmé reconnaître dans ces papiers l'écriture du roi Charles.

Au demeurant, que ces écrits aient été, ou non, composés par Charles II, peu nous importe en somme ; il suffit que Perth les ait crus authentiques, pour que l'impression qu'ils firent sur lui, ait pu s'en augmenter d'autant. « J'y trouvay », dit-il, « tant de force et d'énergie que je ne pus m'empescher d'y penser avec application et d'y faire beaucoup de réflexions » (4). Cette lecture produisit donc sur lui une très forte impression, si forte qu'il ne lui fut plus possible d'en distraire sa pensée, et que devant sa conscience subitement inquiète se posa bientôt la question troublante : et si cependant la vérité était là, et qu'il ne l'eût jamais su !

Le comte de Perth n'était pas homme à pouvoir tolérer un doute sur un point aussi capital ; il voulut en avoir le cœur net : « Cela »,

(1) Cf. H. C. Foxcroft, *A Supplement to Burnet's « Hist. of my own Time », derived from « His original Memoirs » etc...*, Oxford 1902, p. 171. Cf. aussi *A Letter containing some Remarks on the two papers writ by his late Majesty King Charles the Second, concerning Religion*, non datée.

(2) James Macpherson, *History of Great Britain*, I, 442.

(3) Lingard, *Op. cit.*, vol. XIV, p. 140, note 1.

(4) *Récit de la Conversion*, fol. 300.

dit-il, « me donna même l'envie de m'instruire plus particulièrement et à fonds que je n'avois pas encore fait de la doctrine et de la foy des catholiques » (1).

Et à qui allait-il demander ce complément d'informations sur le catholicisme ? Un ministre de ses amis, peut-être le révérend Patrick Drummond, lui avait jadis envoyé l'*Exposition de la doctrine de l'Eglise catholique sur les Matières de Controverse*. Cet ouvrage, publié par Bossuet dès la fin de 1671, avait été, six mois plus tard, traduit une première fois en anglais par celui que l'évêque de Condom appelle, en 1679, « feu M. l'abbé de Montaigne » (2), et qui était en fait lord Walter Montague, comte de Manchester, un converti devenu oratorien (3). Très répandu en Angleterre, tant parmi les protestants que parmi les catholiques, il avait causé un certain émoi dans les milieux anglicans. C'était le livre du jour, celui dont on parle, pour l'approuver ou le discuter, et il est tout naturel que le ministre, ami de Perth, ait eu l'idée de le lui envoyer, en lui faisant remarquer d'ailleurs que c'était « un livre plus propre à satisfaire la curiosité, qu'à déterminer le jugement en matière de religion » (4).

Et c'est également en curieux que Perth l'avait alors parcouru, et avec lui, deux autres ouvrages de controverse de Bossuet, la *Conférence avec M. Claude* et le *Traité de la Communion sous les deux Espèces*, qu'il avait eu aussitôt le désir de connaître ; car cette première prise de contact avec celui qui, depuis 1681, était l'évêque de Meaux, lui avait déjà « fait concevoir une très grande estime de ses talents, de son savoir et de sa sincérité » (5). Et il avait gardé de ces lectures un souvenir assez vif pour s'être aperçu, en lisant les papiers de Charles II, que toute leur argumentation s'inspirait directement de Bossuet, et que par conséquent s'il voulait trouver aide et lumière, c'était à ce dernier qu'il devait s'adresser.

Il ne pouvait choisir de guide qui fût à la fois plus sûr et plus aimable que l'auteur de ces trois livres, dont les deux derniers ne font du reste que reprendre et développer chacun un point du premier. Et c'est celui-ci, c'est l'*Exposition*, dont Bossuet avait pesé toutes les syllabes, et qui jadis « avait fait voir la lumière » à Turenne (6), qui retint sur-

(1) *Ibidem*.

(2) Cf. l'Avertissement en tête de la troisième édition de l'*Exposition* (1679).

(3) Cf. *The Tablet* du 21 décembre 1929, p. 858 : compte-rendu de la conférence de dom Cabrol, Abbé de Farnborough, sur *Bossuet and his relations with England*.

(4) Urbain et Lévesque, *Corr. de Bossuet*, III. N° 416.

(5) *Corr. de Bossuet*, III, Appendice II, p. 546.

(6) Cf. *Revue des Deux Mondes* du 15 février 1929, p. 831

tout l'attention du comte de Perth. Il ne se contenta plus cette fois de le parcourir en dilettante ; mais, c'est lui qui nous le dit, malgré les occupations et les soucis de sa charge, que la tentative d'Argyle rendait plus lourde encore, « étant persuadé que son salut étoit préférable à toute autre chose », il donna à cette lecture « tout le temps et toute l'attention qu'il put » (1), et il eut soin de faire cette étude « en se dégageant autant qu'il était possible de tout sentiment de partialité » (2).

Et il lui advint ce qui était advenu à Turenne et à d'autres protestants : il dut rendre les armes et s'avouer vaincu « par ce livre de controverse le plus instructif », dira-t-il un jour, « qui ait paru en ce siècle, et dans lequel les vérités divines sont expliquées avec tant de netteté, et les erreurs des ennemis de l'Eglise si bien représentées,... qu'au lieu de s'étonner du grand nombre de conversions que cet excellent traité a produites, je m'étonne qu'il n'en *fait* pas encore davantage » (3).

Mais, s'il finit pas s'avouer vaincu, ce ne fut qu'au terme d'une lutte pénible et qui se prolongea pendant de longues semaines. Car ce n'est pas sans un véritable déchirement intime que l'on s'arrache à une religion, dans laquelle on a été élevé, dont on a vécu pendant plus de trente ans, et à laquelle on était aussi fortement attaché qu'il l'était à l'anglicanisme. Certains de ses contemporains se sont même étonnés, voire scandalisés, qu'un homme si zélé pour l'Eglise anglicane « qu'il se fût écarté de sa route d'au moins dix milles, pour s'agenouiller devant un évêque » (4), se soit fait catholique. Ils n'ont pas vu que ce qui attachait si fortement le comte de Perth à l'Eglise d'Angleterre, c'était précisément ce par quoi elle se rapproche de l'Eglise catholique, c'est-à-dire sa hiérarchie et sa liturgie. Il se faisait catholique, comme de nos jours certains pasteurs de la Haute Eglise, parce qu'il était déjà à l'extrême pointe, ou, si l'on préfère, à la limite du protestantisme.

Seulement, cette conversion qui, chez un homme du peuple, eût passé presque inaperçue, revêtait, du fait de la situation que Perth occupait en Ecosse, un caractère presque tragique. Se représente-t-on, en effet, ce que signifiait, pour un grand chancelier du royaume, cette capitulation devant le papisme honni de l'immense majorité de ses administrés ? N'était-ce point se vouer d'avance à tous les quolibets et à toutes les avanies, et comme inviter ses amis à aller grossir le nombre des ennemis que lui avait déjà suscités son administration ? On n'exagère pas en

(1) *Récit de la Conversion*, fol. 300 verso et 301.

(2) *Corr. de Bossuet*, III, Appendice II, p. 543.

(3) *Ibidem*, III, N° 413.

(4) *Hist. Mss. Com.*, Mss. of the Earl of Egmont, II, 169.

disant qu'il y fallait de l'héroïsme ; et l'héroïsme n'est pas une vertu de tous les jours.

Il a retracé lui-même les phases douloureuses de ce long débat entre l'esprit qui ordonne et la chair qui tremble : « Pour les Espreuves qu'il m'a fallu souffrir », dit-il, « et les combats que jay eûs a soutenir contre moy mesme, cela ne se peut presque imaginer ny comprendre. Je voyois d'Estranges oppositions entre les Lumieres que Dieu me donnoit alors, et les preventions que j'avois conservées de mon éducation. La Crainte ou jettois de devenir l'objet de la haine, et des raillerie de mes amis avoit fait sur moy tant d'impression que jay passé plusieurs fois 2 heures entieres dans une espeece d'agonie dont je ne sortois quavec une sueur extraordinaire ; mon cœur étoit tout déchiré Entre les mouvemens de la grace et ceux de la nature, entre le point d'honneur et un desir ardent dassurer mon salut. Je Confesse que la mort m'eust esté d'un grand soulagement si je neusse pas envisagé les jugemens de Dieu et les peines eternelles qui sont les suites d'une fin malheureuse » (1).

On dira peut-être qu'ici le comte de Perth exagère, et que, pour donner de l'intérêt à son récit, il en force la note dramatique. Et cependant, si l'on réfléchit que, pour un homme dans sa position, se faire catholique, c'était, humainement parlant et aux yeux du monde, se déshonorer, on comprendra qu'entre la mort et le déshonneur un gentilhomme ait pu parfois songer à choisir la première. D'autant plus que, le débat menaçant de s'éterniser, la mort, en tant que solution, lui eût été, comme il dit, « d'un grand soulagement ». C'est qu'en effet « il sentoit toujours des peines presque insurmontables pour former sa dernière resolution : d'un côté », dit-il, « je voyois la verité qui m'attiroit et de l'autre l'opprobre ou jalois mexposer » (2).

Il est de fait qu'un pareil combat dépasse les forces humaines, et que, laissé à lui seul, l'homme y succomberait. Seulement, il y a le secours d'en haut, la grâce divine, qui s'obtient par la prière. Perth ne l'ignorait pas : « Je priois Dieu », dit-il, « dans l'amertume de mon ame, et luy demandois la protection et le secours dont j'avois besoin dans de si grandes agitations ; je presentois a ses yeux toutes les difficultez qui m'arrestoient, afin quil me donnast la force de les mepriser et de les vaincre » (3).

L'effet de ces prières ne se fit pas attendre ; car c'est un fait d'expérience religieuse que Dieu ne se dérobe pas à qui le cherche d'un cœur

(1) *Récit de la Conversion*, fol. 301.

(2) *Ibidem*, fol. 301 verso.

(3) *Ibidem*.

droit. Et cet effet se manifesta sous la forme d'une résolution que prit le comte de Perth, de suivre désormais, « et sans raisonner davantage tout ce que l'Esprit de Dieu lui inspireroit de faire ». Quant à ses inquiétudes, bien légitimes d'ailleurs et si humaines, au sujet de sa réputation, de ses biens et de sa famille, il comprit « qu'il n'y avoit point d'autre voye pour les appaiser, que de s'abandonner a la divine Providence ». Et, puisque du fait des lois pénales, toujours en vigueur, il y avait incompatibilité absolue entre la qualité de catholique et les fonctions de l'Etat, « je me déterminay », dit-il, « a quitter ma charge, et a me retirer en France, ou en quelque autre pays dans lequel je ne serois pas connu » (1).

Parvenu à ce point, il est clair que Perth avait fini de lutter : comme un nageur épuisé qui, les bras au corps et les yeux clos, se laisse emporter par le courant, il s'abandonnait tout entier à l'action de la grâce. Sa conversion était désormais chose faite. « J'avois employé », dit-il, « quelques semaines a examiner ma conscience, et comme j'étois tout disposé, je fit ma confession generale et j'abjuray l'hérésie » (2).

Alors se produisit un fait, bien connu de tous les convertis et de tous les directeurs d'âmes : la naissance dans l'allégresse de l'homme nouveau : « Dès ce moment, comme si j'eusse été changé en un autre homme, je devins guay, mon cœur s'elargist, mon esprit entra dans une paix et dans une tranquillité ou on ne m'avoit jamais vû, ce qui fût remarqué de tous ceux qui m'abordoient » (3). Et par réaction du moral sur le physique, sa santé qui, paraît-il, était alors passablement ébranlée, se trouva du même coup raffermie.

Et voilà l'homme qu'on nous représente comme s'étant converti par calcul et afin de s'assurer les faveurs royales. Nous avons souligné, en passant, la détermination prise par lui de quitter sa charge et de se retirer dans un pays où il ne serait point connu, parce que précisément elle est une réponse directe aux accusations de ses ennemis. Mais, dira-t-on, ce n'est là qu'un prétexte imaginé après coup dans le récit de sa conversion, et qui, comme tel, ne prouve rien.

A quoi nous répondrons par ce passage d'une de ses lettres à M^{me} de Crolly (4), non datée, il est vrai, mais qui ne peut être postérieure à la deuxième quinzaine de juillet 1685. On y verra que Perth avait prévu

(1) *Récit de la Conversion*, fol. 302.

(2) *Ibidem*.

(3) *Ibidem*.

(4) Lady Anne Gordon, fille du marquis de Huntly ; elle avait épousé le comte de Crolly, était la cousine-germaine de Perth, et allait devenir en plus sa belle-sœur.

toutes ces accusations, et que c'était justement le seul motif qui lui avait fait retarder sa conversion : « Ainsi », dit-il, « il ne me restait plus qu'un scrupule qui m'a fait différer quelque temps de me réconcilier à l'Eglise catholique : c'était la crainte que j'avais qu'on ne crût qu'à cause que le roi est de cette même religion, je me convertissais plutôt pour lui plaire que pour le salut de mon âme, et que je serais fâché d'être ou de passer pour un homme capable de déguisement. Cependant, je me suis à la fin vaincu moi-même, et je me suis résolu à hasarder ma réputation, comme j'ai fait sur ce sujet... Ceux qui me connaissent le mieux savent que j'ai d'abord prévu que je serais obligé de quitter ma charge » (1).

Et comme à ce moment-là il était en lutte avec Queensberry, et qu'il prévoyait aussi qu'on ne manquerait pas d'attribuer sa conversion au désir de l'emporter sur son rival, il ajoute : « J'avais dessein de tenir encore quelque temps cette affaire secrète, jusqu'à ce que le roi eût déclaré sa volonté sur les affaires que nous avons ici ; mais le père Widdrington (2) l'ayant découverte par pur accident, en donna avis au père Mansuerk (3), capucin, confesseur du roi : ainsi je ne doute pas que Sa Majesté ne le sache présentement » (4).

D'après ceci, quand Perth écrivait cette lettre à sa cousine, il n'avait pas encore offert sa démission au roi. L'a-t-il réellement fait ?

(1) *Corr. de Bossuet*, III, Appendice II, p. 544. A noter que Perth, écrivant à Sancroft, en février 1685, c.-à-d. avant qu'il fût question de sa conversion, avait déjà dit : « Toutes les fois que l'occasion s'en présentera, vie, fortune, réputation : tout ce qui doit être cher à un honnête homme et à un chrétien, sera sacrifié, si mon devoir envers Dieu et son vicaire l'exige ». (W. N. Clarke, *Op. cit.*, p. 78).

(2) Il s'agit probablement de Robert Widdrington, fils de lord Widdrington, né dans le Northumberland en 1660, entré dans la Société de Jésus le 7 septembre 1679, novice à Watten, près de Saint-Omer, et mort à Durham, en 1741, après avoir longtemps desservi la mission de Biddleston. (Henry Foley, *Records of the English Province of the Society of Jesus*. London 1875-77-83, vol. VII, p. 842).

(3) « Mansuerk, ou Manswerk. S'appelait en réalité Mansuet. Capucin de la province de Lorraine, d'après la marquise Campana de Cavelli : *Les derniers Stuarts à St-Germain-en-Laye*, Paris Didier 1871, I, 33. Né à Neufchâteau (Vosges), il mourut à Bruxelles le 26 août 1693 ». (*Corr. de Bossuet*, III, App. II, p. 545, note 8).

(4) La nouvelle était en effet connue à Londres, si l'on en croit l'anecdote suivante rapportée par Wodrow (*Analecta*, II, 376) : « Queensberry étant venu souper chez lady Rosslyn, qui était catholique, lui dit qu'il partait pour Londres dans un ou deux jours (il partit le 18 août), que Perth et Melfort avaient mal agi envers lui, mais qu'il était décidé à le leur faire payer. Seulement, comme il voyait qu'il n'y avait rien à faire à la cour, sans embrasser la religion catholique, sachant que lady Rosslyn avait un prêtre, il lui demanda de le faire venir et qu'il se déclarerait catholique ; il espérait que celle-ci écrirait alors à ses amis de Londres pour leur dire ce qu'il avait fait. Lady Rosslyn sourit et lui dit franchement qu'elle ne demandait pas mieux que de le voir dans la vraie religion, mais qu'elle croyait devoir lui dire que ses deux ennemis l'avaient devancé, ce qu'elle lui prouva par des lettres récentes venues de Londres (en fait, Melfort n'était pas encore converti alors) ; aussi, en amie, elle lui conseilla de garder son ancienne religion et de prendre son souper ! »

Une chose paraît certaine : c'est qu'il en a eu l'intention, car le texte de cette démission existe et se trouve parmi les papiers conservés au château de Blair-Drummond (1). Il n'est malheureusement ni daté ni signé. Serait-ce donc une copie que Perth aurait gardée par devers lui, après avoir remis ou envoyé l'original au roi ? Ou bien est-ce l'original que le chancelier avait préparé, et qu'il n'a ni remis ni envoyé ?

Dans la mesure où un homme comme lord Perth peut être témoin dans sa propre cause, — et, sachant ce que nous savons de son caractère, nous ne nous croyons pas autorisé à mettre ici en doute sa sincérité — il semble bien que ce soit la première de ces deux hypothèses qu'il faille admettre.

Voici en effet l'entretien que le docteur Sibbald nous dit avoir eu avec Perth, vers la fin d'août, ou dans les tout premiers jours de septembre 1685. Il commence par faire remarquer que le comte s'était converti environ deux mois avant que lui, Sibbald, en eût connaissance ; ce qui corrobore l'assertion de Perth à Renaudot, à savoir que sa conversion s'est produite « alors que deux dangereuses révoltes étaient en vigueur, et qu'il y avait deux armées en campagne contre le roi » (2), c'est-à-dire dans le courant du mois de juin.

Sibbald dit ensuite : « Enfin, un dimanche qu'il avait pris médecine, il profita de ce que nous étions seuls pour me dire, en pleurant, qu'il avait épousé cette croyance, et qu'aucune considération intéressée ne l'avait induit à le faire, mais qu'il était convaincu que c'était la véritable et ancienne Eglise. Bien que j'en fusse très surpris, je lui dis que je ne pouvais que lui faire la charité de croire qu'il en était comme il me le disait, car j'étais d'avis qu'il ne pouvait y avoir rien de plus contraire à son intérêt. Il me dit qu'il le sentait bien et qu'il avait offert en toute sincérité de résigner son emploi, mais que le roi lui avait ordonné, au nom de l'obéissance, de rester à son poste » (3).

D'autre part, une note rédigée en italien vers 1695, et qui se trouve parmi les papiers du cardinal Gualterio, dit à ce sujet : « Pour bien montrer que sa conversion était sincère et désintéressée, il vint à Londres en poste et déposa entre les mains de Sa Majesté la charge de chancelier, et il supplia instamment le roi de lui accorder la permission de vivre dans ses propriétés en homme privé et sans aucun emploi... Sa Majesté ne voulut pas admettre sa demande et le pria de garder sa charge de chancelier » (4).

(1) *Hist. Mss. Com.*, Xth Report, Part I, p. 137.

(2) *Corr. de Bossuet*, III, App. II, p. 547.

(3) Robert Sibbald, *Op. cit.*, pp. 35 et 36.

(4) B. M. Add. Mss. 31244, fol. 6.

Qui a donné ces renseignements à Gualterio ? Perth lui-même, ou sa troisième femme, dont le nom et le titre sont apposés à la fin de la note en question ? Celle-ci, vraisemblablement ; mais elle tenait ces détails de son mari, de sorte que c'est toujours, en définitive, le témoignage de lord Perth que nous invoquons.

Celui-ci aurait donc offert sa démission au roi, et, comme il convenait d'ailleurs, il serait allé la lui remettre lui-même à Londres. La chose n'est pas impossible : car nous savons, par le registre du Conseil Privé, qu'il était absent d'Edimbourg du 5 au 24 août inclus ; il avait donc tout le temps, s'il le voulait, de se rendre de Drummond Castle à Londres en poste et d'en revenir, sans trop attirer l'attention. Et s'il est vrai que de retour en Ecosse, et apprenant le départ de Queensberry pour la cour (18 août), il a, ainsi que nous l'avons vu, demandé au roi dans une lettre du 24 août de l'appeler officiellement près de lui, cette démarche que lui dictait le souci de ses intérêts, n'exclut pas la possibilité d'un voyage antérieur dont il a pu prendre l'initiative pour un motif tout différent. Elle s'explique même mieux après ce voyage : Perth désirant d'autant plus se défendre contre les attaques de Queensberry, qu'il se savait maintenu dans ses fonctions.

Et nous voyons bien ce que l'on peut objecter ici : que tout cela était de la comédie, et que Perth ne risquait rien en offrant sa démission à un prince catholique, sous prétexte qu'il s'était lui-même converti au catholicisme. A quoi nous répondons que, même s'il savait qu'elle ne serait pas acceptée, Perth était tenu de l'offrir, parce que, légalement parlant, il ne pouvait être à la fois catholique et fonctionnaire, sans une autorisation spéciale du roi ; mais que d'ailleurs il n'était pas tellement sûr que le roi ne l'acceptât point, car à ce moment-là, si l'on s'en souvient, Queensberry avait plutôt le dessus ; et Burnet va jusqu'à dire que « le roi avait paru tellement satisfait de la conduite du duc de Queensberry en Ecosse, qu'il était résolu d'obliger son adversaire à lui faire ses soumissions ou à quitter ses emplois » (1).

Mais précisément, dira-t-on, vous prêtez ici le flanc à l'accusation primordiale : c'est parce que Perth se sentait perdu, qu'il s'est hâté de se faire catholique. A ceci nous répondrons encore que la coïncidence était certainement fâcheuse et de nature à faire naître, chez ceux qui ne connaissaient pas le fond des pensées du chancelier, un doute sur la sincérité de sa conversion. Mais, outre que de la concomitance de deux événements il ne s'en suit pas nécessairement que l'un soit la cause de

(1) G. Burnet, *Own Time*, III, 65.

l'autre, il semble bien, après ce que nous avons entendu Perth nous raconter de lui-même, qu'il faille ici aller plus loin et dire que sa conversion et sa querelle avec Queensberry sont entièrement indépendantes l'une de l'autre. La conversion de Perth a été ce qu'elle devait être, c'est-à-dire une question purement religieuse, où la politique n'avait rien à faire : telle est l'impression qui se dégage, pour tout lecteur non prévenu, du récit qu'il en a fait. Même en tenant compte des inexactitudes de détail inhérentes à tout récit écrit sans doute plusieurs années après l'événement, et tout en faisant la part de l'exagération dans le sens favorable, à laquelle, quand nous parlons de nous-mêmes, les secrets détours de l'amour-propre nous induisent trop souvent, on est forcé de reconnaître ici un accent de sincérité, presque de naïveté par endroits, qui emporte tous les doutes.

Ou alors, c'est que l'hypocrisie de Perth est tellement profonde qu'elle réussit à donner le change. Mais une pareille hypocrisie, pour peu qu'elle doive se prolonger, est condamnée à se démentir elle-même tôt ou tard ; car l'hypocrite est toujours intéressé, et sa simulation ne dure que tant qu'elle lui profite : le jour où il n'a plus rien à gagner à feindre la vertu, celle-ci cesse, et Tartuffe jette le masque. Or, ses contemporains purent le constater, il n'en fut pas ainsi pour le comte de Perth, et sa conduite ultérieure témoigne hautement de la sincérité de sa conversion.

Mais de ceci les historiens de l'Ecosse n'ont généralement rien dit, ni davantage ceux de l'Angleterre, comme Macaulay, qui se contente de rééditer les appréciations de Burnet, en y mettant sa causticité personnelle. L'évidence des faits a cependant arraché quelques aveux, ou demi-aveux, à certains d'entre eux. Les auteurs de l'article sur Melfort, dans le *Dictionnaire de Biographie Nationale*, reconnaissent que « la conversion de Perth semble avoir acquis de la sincérité », ce qui est encore une façon de dire qu'à l'origine elle en était dépourvue (1). Burton est plus généreux : « On est heureux de noter », dit-il, « que le chancelier a lavé sa mémoire de l'accusation d'hypocrisie et de vues intéressées, en menant la vie d'un fanatique sincèrement dévoué à l'Eglise de son choix » (2). Andrew Lang, lui, ne va pas si loin ; il se contente d'écrire : « Vers la fin de 1685, Perth s'était fait catholique, soit par conviction, soit pour se concilier les faveurs de Jacques II, on ne sait » (3).

Lang ignore-t-il la correspondance entre Perth et Bossuet ? On

(1) L. Stephen et Sidney Lee, à l'article *Drummond* du *Dictionary of National Biography*, vol. VI, p. 35.

(2) Burton, *History of Scotland*, VII, 281.

(3) A. Lang, *History of Scotland*, III, 409.

serait tenté de le croire. Ou bien, fait-il comme s'il l'ignorait ? C'est peu probable. Mais un écrivain anglais, qui, s'étant occupé de Bossuet, n'a pu l'ignorer et en cite des extraits, reconnaît pour sa part que lord Perth était « un homme naturellement pieux, et que, l'Eglise de Rome lui étant fortement représentée comme ayant des titres à sa créance, alors que, dans la torpeur où elle sommeillait, son Eglise à lui ne paraissait plus avoir droit à son adhésion, il s'avoua vaincu par le raisonnement éloquent des écrits de Bossuet » (1).

Ainsi s'exprime un écrivain protestant qui a étudié la question de plus près que les autres, et que la passion religieuse n'aveugle pas. C'est aussi qu'il a en mains les lettres du chancelier à l'évêque de Meaux. Nous ne nous sommes guère appuyé jusqu'ici que sur le récit de sa conversion ; mais les citations que nous allons être amenés à faire de la correspondance échangée entre le converti et celui qu'il appelle « son père spirituel », ne pourront que renforcer notre opinion sur la sincérité du comte de Perth.

Car c'était bien à Bossuet, et à lui plus qu'à tout autre, qu'il était redevable de sa conversion. Il le déclare dès sa première lettre à M^{me} de Crolly : « L'excellent livre de l'évêque de Meaux, de l'explication de la doctrine de l'Eglise, m'a été d'un si grand secours, que je voudrais, en reconnaissance de ce que je dois à ce digne prélat, lui baiser les pieds tous les jours ». Et, tout en faisant défense à sa correspondante d'ébruiter la nouvelle de sa conversion, avant qu'il le lui permette (2), il ajoute : « Cependant tâchez de me trouver quelque voie, pour témoigner ma reconnaissance à l'évêque de Meaux » (3). Quelques semaines plus tard, il insiste de nouveau, précisant les raisons qu'il a d'être reconnaissant à Bossuet, dont il met les ouvrages et le génie au-dessus de tous les autres. Il lui aurait déjà témoigné sa gratitude par écrit, déclare-t-il, s'il écrivait passablement en français. Que M^{me} de Crolly s'en charge et elle lui fera un grand plaisir (4).

M^{me} de Crolly s'en chargea en effet, et elle découvrit l'abbé Renaudot. Très au fait des choses religieuses et politiques de l'Angleterre, en connaissant bien la langue (5), ce dernier était tout à fait l'homme dési-

(1) H. L. Farrer, *Bossuet and his Contemporaries*, London 1874, pp. 340-341.

(2) Renaudot fut, pour sa part, fidèle à cette consigne du silence. « Il en avait fait mystère à ses amis de Rome. L'un d'eux, l'abbé Bernou, lui écrivait le 23 octobre 1685 : Le cardinal de Norfolk nous expliqua votre énigme du grand seigneur dont la conversion n'était pas déclarée et devait avoir de grandes suites, et dit que c'était le comte de Perth, grand chancelier d'Ecosse ». (*Corr. de Bossuet*, III, 159, note 2).

(3) *Corr. de Bossuet*, III, App. II, p. 545.

(4) *Ibidem*, loc. cit., p. 564.

(5) Nous aurons l'occasion de revenir sur la valeur de Renaudot comme traducteur.

gné pour servir d'intermédiaire entre Perth et Bossuet. Il transmet les remerciements du chancelier à l'évêque, lequel offrit aussitôt de travailler à instruire son néophyte sur les points qui pouvaient encore lui paraître obscurs. Mais la lecture des ouvrages de Bossuet avait suffi pour faire la pleine lumière dans l'âme de Perth, qui répondit à Renaudot que « grâce à Dieu, il ne lui restait aucun scrupule ni le moindre doute, avant même qu'il se fût réconcilié à l'Eglise ». Seulement, comme il savait que la foi qui ne se manifeste point par les œuvres n'est pas la foi véritable, il avait soin d'ajouter : « Présentement je dois tâcher, avec le secours de la grâce de Dieu, de rendre ma vie conforme à la sainte doctrine de cette Eglise, hors laquelle je ne crois pas que personne puisse être agréable à Dieu » (1).

Et le 12 novembre 1685, Perth écrivit sa première lettre à Bossuet. Comme toutes celles qui suivirent, elle fut écrite en anglais et envoyée à Renaudot qui en fit la traduction (2).

Après lui avoir dit combien il lui sait gré de l'avoir « aidé à acquérir la connaissance de la vérité dont le prix est infini », le comte de Perth rend à la valeur de Bossuet, apologiste du catholicisme, un témoignage où l'émotion le fait tout naturellement atteindre à l'éloquence : « Il faut fermer les yeux à la lumière », dit-il, « pour ne pas reconnaître la vérité, de la manière dont elle est exposée par votre plume. Vous êtes comme un autre saint Paul, dont les travaux ne se bornent pas à une seule nation ou à une seule province : vos ouvrages parlent présentement en la plupart des langues de l'Europe, et vos prosélytes publient vos triomphes en des langues que vous n'entendez pas » (3).

Il se félicite, quant à lui, d'avoir jadis appris le français, ce qui lui a permis de lire Bossuet dans le texte : « Si j'avais pu », dit-il, « écrire en cette même langue, j'aurais eu le bonheur de vous exprimer mes pensées sans le secours d'un interprète ».

Et de nouveau il insiste sur le caractère désintéressé de sa conversion ; car il sait bien que la calomnie ne désarmera jamais, et qu'à ses allégations mensongères il lui faut inlassablement opposer l'affirmation de la vérité : « Je puis dire, monseigneur, que je l'ai embrassée (la foi catholique) contre tout ce qu'il y avait de considérations mondaines... Mais, en étant pleinement convaincu, je crois qu'étant soutenu par la

(1) *Corr. de Bossuet*, loc. cit. p. 547.

(2) Nous ne possédons, à une exception près, que les traductions de ces lettres : les originaux ont été dispersés. Elles ont été retraduites en anglais et publiées en 1837 dans *The London and Dublin Orthodox Journal of Useful Knowledge*.

(3) *Corr. de Bossuet*, III, No. 356.

force de la grâce de Dieu, je l'aurais embrassée quand même il aurait fallu souffrir une mort cruelle un moment après ».

Et il termine en demandant à Bossuet sa bénédiction et ses prières, « afin qu'avec la connaissance de la véritable religion, Dieu me fasse la grâce de vivre conformément à ce qu'elle enseigne, et que je ne déshonore pas une si sainte profession » (1).

La réponse de Bossuet ne se fit pas attendre. Le 28 novembre, il lui écrivait cette lettre magnifique, toute vibrante de la sainte allégresse de son cœur d'apôtre : « Votre conversion a rempli de joie le ciel et la terre, et je ne puis vous exprimer combien elle a fait répandre de pieuses larmes. On voit clairement que c'est l'œuvre de la main de Dieu ». Et il le compare « à ce sage marchand de l'évangile, qui, ayant trouvé la vérité comme une perle d'un prix inestimable, a donné tout ce qu'il avait pour l'acquérir ». Mais il trouve que Perth a fait plus encore ; « car », dit-il, « en vous exposant à tout pour le royaume de Dieu, vous avez eu encore à craindre les reproches de ceux qui soupçonneraient que vous aviez agi par des vues humaines, qui est la chose du monde la plus capable d'affliger un cœur aussi bon et aussi généreux que le vôtre ». Et, après cette phrase que lui a dictée la délicatesse de son âme compatissante, Bossuet dit encore : « J'espère donc, milord, que Dieu qui a opéré de si grandes choses dans un homme de votre élévation et de votre mérite, les fera servir au salut de plusieurs » (2).

Ce vœu du grand évêque avait déjà trouvé, grâce à l'ardeur de prosélytisme dont était animé son converti, un commencement de réalisation. « Mestant une fois arrêté », dit Perth, « a faire réflexion sur la valeur et la dignité des âmes qui ont coûté la vie au fils de Dieu..... je crus que je ne m'en devois pas tenir à ce que j'avois fait pour moy, mais qu'il me falloit travailler au salut de ma famille et de mon domestique » (3).

Et la première personne qu'il songe à convertir est naturellement sa femme, qui est alors gravement malade et ne tardera pas à mourir. Mais ici encore, la calomnie a trouvé matière à s'exercer. Fountainhall déclare que « le comte de Perth envoya près de sa femme le docteur Sibbald et un prêtre, nommé Fotheringham, lesquels réussirent à la faire mourir en papiste » (4). Burnet, de son côté, affirme tranquille-

(1) *Corr. de Bossuet*, III, N° 356.

(2) *Ibidem*, N° 359.

(3) *Récit de la Conversion*, fol. 302 verso.

(4) *Hist. Observes*, p. 244.

ment que Perth et ses deux acolytes « forcèrent lady Perth, alors qu'elle était à l'agonie, à se déclarer convertie » (1).

En regard de ces calomnies, nous nous contenterons de placer le récit de la conversion de lady Perth, tel que nous le donne son mari, en le complétant par le témoignage du docteur Sibbald.

Que dit le comte de Perth ? Il fait remarquer que sa femme, qui était d'un fort bon naturel, mais fort zélée pour la religion protestante, était, en ce début de septembre 1685, très malade et que « depuis quelques années elle avoit une fluxion sur la poitrine qui la conduisoit a la mort ». En fait, « elle se trouvoit dans une langueur si grande... qu'on ne croioit pas qu'elle eust six jours a vivre » (2). Il l'avait quittée une première fois, « n'osant presque », dit-il, « me promettre de la retrouver »..... et la laissant « accablée de tristesse de notre separation, dans la pensée ou elle étoit qu'elle ne me reveroit plus » (3).

A Edimbourg, Perth vit son confesseur, un père jésuite, à qui il fit part du projet qu'il avait formé de convertir sa femme. Le religieux ne lui donna pas grand espoir ; il lui dit même qu'il ne croyait guère la chose possible, car il connaissait lady Perth ; il savait « qu'elle avoit beaucoup lû, qu'elle ne manquoit pas d'Esprit et qu'elle étoit fort attachée a sa Religion qui étoit celle de l'Eglise Anglicane » (4).

Ces paroles du jésuite eurent pour effet, comme on pouvait s'y attendre, de stimuler le zèle du comte. Il revint à Drummond, en se faisant accompagner du docteur Sibbald. Chemin faisant, n'ayant plus, comme tous les nouveaux convertis, que la religion en tête, il mit la conversation sur les questions de controverse. Son compagnon était de taille à lui donner la réplique, « mais », dit Perth, « Dieu m'inspira des raisons si convaincantes et des reponses si decisives, qu'elles le touchèrent et firent impression sur son cœur, en sorte qu'il en fut ebranlé, quoy qu'il n'en temoignât rien pour lors » (5). De ceci le docteur Sibbald ne souffle mot ; nous verrons qu'il a ses raisons pour cela.

Ils arrivèrent au château vers quatre heures du soir. Ce retour inespéré de son mari causa une telle joie à la malade, qu'il se produisit dans son état une amélioration très sensible : les poitrinaires sont sujets à ces brusques revirements, qui parfois sont de nature à faire naître des illusions sur la gravité du mal.

(1) H. C. Foxcroft, *Op. cit.*, p. 171.

(2) *Récit de la Conv.*, fol. 303.

(3) *Ibidem*, fol. 303 verso.

(4) *Ibidem*.

(5) *Ibidem*, fol. 303 verso et 304 .

Dès qu'il fut seul avec elle, Perth entama sur la religion un premier entretien, qui se prolongea « jusqu'à une heure après minuit ». Le sermon était sans doute un peu long pour une malade ; mais le comte brûlait du désir de convertir sa femme, et il était, comme on dit, tout plein de son sujet. « Tout ce que j'avois lû depuis peu sur les veritez de la Religion Catholique », dit-il, « m'étoit fort present, et j'en avois la memoire toute fraische » (1). Quand un prédicateur est dans ces dispositions d'esprit, il n'est pas facile de lui faire comprendre qu'il abuse de son auditoire. Et du reste l'auditoire, ici, est une femme qui aime son mari et qui est tout heureuse de le retrouver, alors qu'elle n'y comptait plus ; aussi, qu'il parle tant qu'il lui plaira, pourvu qu'il soit là, à côté d'elle.

Quand donc il eut terminé son exorde en disant, non sans habileté : « Tous ceux que jay consultez sur cette entreprise m'ont loué du zelle que j'avois pour votre sanetification, mais je me suis trouvé seul qui ait quelque espérance de reüisir ; donnez-moy seulement un peu d'attention, Madame, et faite-moy la grace de dire vos difeultez, sans craindre de m'exposer tout ce qui vous paroistra contraire a mes raisons » ; elle lui promit de le faire, en le remerciant du soin qu'il prenait de son âme, après avoir tant fait pour le soulagement de son corps (2).

Ceci se passait le samedi soir ; et le temps pressait, car le comte devait repartir le lundi à cinq heures du matin. Mais, comme après cette longue conférence il se sentait fatigué, il dut se retirer pour prendre un peu de repos, non sans avoir prié sa femme de réfléchir à tout ce qu'elle venait d'entendre. La chose, paraît-il, lui était d'autant plus facile qu'elle dormait peu, ayant des insomnies presque continuelles.

Le lendemain dimanche, dès six heures du matin, Perth était de nouveau près d'elle, pour reprendre l'entretien où il l'avait laissé ; et il la trouva aux prises avec les difficultés qu'avait fait naître chez elle leur conférence de la nuit. Ils s'entretinrent ainsi jusque dix heures, et il en résulta chez le comte « un si violent mal de teste qu'il fut obligé d'aller prendre l'air et de se promener dans son jardin » (3). Il y rencontra le médecin, et, pour se reposer sans doute, il reprit avec lui la controverse de la veille. C'est alors apparemment que Sibbald lui dit « qu'il aimait beaucoup tous les gens de bien qu'il y a parmi les catholiques, mais qu'il avait la plus grande aversion pour leur manque de charité à l'égard de ceux qui n'étaient pas de leur Eglise ». A quoi

(1) *Récit de la Conversion*, fol. 304.

(2) *Ibidem*, fol. 304 verso et 305.

(3) *Ibidem*, fol. 305 verso.

Perth aurait répondu « que les catholiques croyaient que tout homme qui, en dehors du catholicisme, avait un sincère amour de Dieu, serait sauvé ». Sibbald se déclara enchanté de l'apprendre. « Vers onze heures » dit-il, « il m'appela dans son cabinet et me lut un papier que la duchesse d'York (1) avait écrit lors de sa conversion, et il me le commenta de la façon la plus émouvante. Alors, tandis qu'il lisait et discourait ainsi, je ne sais comment cela se fit, mais j'éprouvai une grande chaleur au cœur, et, comme poussé par un élan de piété, je déclarai que je voulais embrasser cette religion. Sur quoi, il me prit dans ses bras et rendit grâces à Dieu » (2).

Le récit de Perth cadre ici, à très peu de chose près, avec celui de Sibbald ; et le comte ajoute : « Je luy témoignai la consolation que j'en avois, j'en remerciai Dieu et m'en allay dans le moment mesme retrouver ma femme » (3).

Celle-ci, le voyant ému jusqu'aux larmes (nous savons qu'il avait la larme assez facile), s'enquit du motif de son émotion. Perth lui dit alors ce qui venait de se passer ; puis s'adressant à elle : « Et vous, Madame, dans quelle situation vous trouvez-vous ? Aurois je perdu mes peines, et vôtre ame na-telle rien senty pour toutes les grandes verités que je vous ay dites ? » Et elle de dire en lui tendant les bras : « Vous m'avez gagné a Dieu ; qu'Il vous en donne la recompense ». Et elle ajouta qu'elle ne désirait plus rien au monde que quelques instants pour abjurer l'hérésie. Là-dessus, Perth se jeta à genoux pour remercier le Ciel, et ce fut, entre les deux époux, la scène d'attendrissement que l'on devine (4).

Le comte consacra le reste de ce dimanche à instruire sa femme « sur la manière dont il falloir prier Dieu », et lui conseilla la lecture de quelques livres qu'il avait apportés à tout hasard. De son côté, « elle l'interrogea sur quantité de choses qu'elle croyoit necessaire a sçavoir » (5). Car c'était, comme on l'a dit, une femme de tête, qui aimait à voir clair dans ses pensées et n'avait de cesse qu'elle n'eût l'esprit entièrement satisfait.

Le lendemain, Perth revint dans sa chambre dès quatre heures du matin et la trouva « qui fesoit le signe de la Croix et qui prioit. Son visage marquoit le contentement et la paix de son ame » (6). Mais il

(1) La première femme du duc d'York, Anne Hyde, fille du chancelier.

(2) Robert Sibbald, *Op. cit.*, p. 36.

(3) *Récit de la Conversion*, fol. 306.

(4) *Ibidem*, fol. 306.

(5) *Ibidem*, fol. 307.

(6) *Ibidem*, loc. cit.

fallait partir. Il la quitta pour la dernière fois, en l'exhortant « à garder à Dieu une fidélité constante », et en lui promettant, de son côté, de veiller à ce que leurs enfants aient une sainte éducation. « Et », dit-il, « je la laissay ainsi entre les mains de Dieu » (1).

Il restait cependant à assurer l'abjuration de lady Perth. Avant donc de quitter le château, il appela son intendant et lui ordonna de prendre soin d'un homme, qui viendrait le lendemain et se dirait médecin, mais qui en réalité serait prêtre. L'intendant, bien que fort surpris, promit de lui obéir. Arrivé à Edimbourg, Perth alla trouver son confesseur et lui fit part de la grande nouvelle. Le jésuite n'en pouvait croire ses oreilles. Mais, dès qu'il fut parvenu au château de Drummond, il lui fallut se rendre à l'évidence ; et c'est entre ses mains que lady Perth fit son abjuration.

A propos de cette conversion et de ce qui suivit, le docteur Sibbald dit dans ses Mémoires : « Je crois bien qu'en brave femme qu'elle était, elle se convertit par amour pour son mari, ne voyant en tout ceci qu'une assurance qu'elle serait sauvée par les seuls mérites du Sauveur. Et durant les quelques jours qu'elle vécut encore, je ne lui vis manifester rien d'autre que cette certitude renforcée, qu'elle acceptait du reste comme étant la vraie doctrine des catholiques ; elle prenait également part à leur culte. Mais, dans tout ce que personnellement je lui ai entendu dire, il n'y avait que ce que tous les protestants croient et ont coutume de dire, quand ils sont à l'agonie » (2).

Mais, quand il s'exprime ainsi, le docteur Sibbald, nous le verrons, n'est plus catholique ; et, de même qu'il cherche à faire passer sa propre conversion pour l'effet d'un emballement irréfléchi et ne dit rien des longues conversations qui l'ont précédée et préparée, de même ici il s'efforce de pallier la vérité. Accusé formellement, en ce mois de septembre 1685, par les gens d'Edimbourg, d'avoir, en conduisant un prêtre auprès de la comtesse de Perth, été l'instrument de sa conversion (3), il a soin de montrer que celle-ci n'est imputable qu'à Perth seul, ce qui est exact, et que d'ailleurs cette prétendue conversion n'en n'était pas une, ce qui par contre est absolument faux.

Il suffira pour s'en convaincre de comparer à ces remarques tendancieuses, le récit que Perth nous fait des derniers instants de sa femme, d'après ce que lui en a écrit son confesseur, qui fut aussi celui de la mourante. « Ma femme », dit-il, « vecut encore vingt jours apres son

(1) *Ibidem*, fol. 307 verso.

(2) R. Sibbald, *Op. cit.*, p. 36.

(3) Fountainhall, *Hist. Obs.*, p. 221.

abjuration, se confessant tous les jours et communiant deux fois par semaine... Le vingtième jour au matin, elle se trouva si mal qu'elle pria le prestre qui l'assistoit de luy apporter pour la derniere fois la sainte Communion ». Elle reçut ensuite l'extrême-onction, après quoi il lui survint « une espee de fluxion a la gorge qui l'incommodoit tellement qu'elle ne pouvoit parler ». Alors, comme elle tâchait de se soulager en secouant la tête, une de ses demoiselles « qui étoit fort attachée à la Religion protestante, dit tout haut : Madame commence presentement a douter de la verité de sa nouvelle creance ». Ce qu'entendant, la mourante retrouva assez de force pour se dresser sur son séant, et cet effort « luy fit cracher ce qui luy occupoit la gorge. Elle fit le signe de la Croix et dit ces derniers parolles : « Je ne doute nullement de la verité de la foy catholique et Romaine ; je meurs fille de l'Eglise notre mere ; je remets mon ame entre les mains de Jesus-Christ ». Et elle expira dans le moment » (1).

Ainsi mourut lady Perth. Nous avons tenu à exposer d'une façon assez détaillée les circonstances de sa conversion et de sa mort, parce que, d'une part, elles avaient été l'occasion d'une calomnie qu'il importait de réduire à néant, et que, d'autre part, elles apportent une nouvelle preuve de la sincérité du comte de Perth. Mais, ceci fait, il nous faut revenir à Londres, où nous allons voir notre chancelier, tout en tenant tête à la faction de Queensberry, s'efforcer maintenant de convertir son frère.

Si quelqu'un s'attendait à devenir catholique, ce n'était certes pas le vicomte de Melfort. Les questions religieuses n'avaient jamais eu pour lui, autant qu'on sache, l'intérêt qu'elles offraient à son frère. Ame plus mondaine et plus superficielle, dont presque toute l'activité semble régie par une passion dominante qui est l'ambition, il ne s'était guère intéressé jusqu'ici à la religion qu'en fonction de la politique. Aussi, quand Perth lui fit part de sa conversion, accueillit-il cette nouvelle avec autant de surprise que de mauvaise humeur. Prévoyant que, le roi mis à part, (et encore ce n'était pas certain) cette volte-face du chancelier allait lui aliéner tout ce qu'il lui restait d'amis et de partisans, Melfort se répandit en plaintes et en reproches. « Mais cela », dit Perth, « ne fesoit que m'affermir davantage. Je luy dis les raisons que j'avois eu d'embrasser la foy catholique. Je luy fis voir l'Erreur et l'aveuglement de ceux qui soustiennent un party contraire » (2).

(1) *Récit de la Conversion*, fol. 309 verso et 310.

(2) *Ibidem*, fol. 310 et verso.

La chose n'alla pas toute seule, s'il faut en croire notre catéchiste improvisé ; il lui fallut, paraît-il, chapitrer son frère pendant trois ou quatre semaines, « pour luy eclaireir ses dificultez et luy lever ses doubttes ». Il est vrai qu'à Bossuet, le 8 février 1686, il dit qu'en huit jours de conversation, son frère était devenu « un très bon catholique ». Se trompe-t-il dans le *Récit* écrit quelques années plus tard ; ou bien faut-il entendre : huit jours espacés sur la durée de plusieurs semaines ? Quoi qu'il en soit, Melfort finit par se rendre à ses raisons. « Il crut comme moi », dit-il, « qu'il falloit estre soumis a l'Eglise Romaine » (1).

Inutile de dire que pour Burnet et les autres avec lui et après lui, tout ceci n'est qu'une comédie jouée par les deux frères : Perth persuadant à Melfort « d'imiter sa prétendue conversion » (2), afin de s'assurer les bonnes grâces du roi et de triompher ainsi de Queensberry. Mais, pas plus que Perth, Melfort, quels qu'aient pu être ses torts par ailleurs, ne devait par sa conduite ultérieure démentir la sincérité de sa conversion. Pour l'un comme pour l'autre, l'avenir témoignerait un jour en faveur du passé.

En attendant, la conversion de Perth ne lui valait guère que des ennuis. « Ce que j'ai fait », écrivait-il à M^{me} de Crolly en octobre 1685, « m'attire beaucoup de reproches ; mais que la volonté de Dieu soit faite » (3). Tout ce qu'il avait prévu, et contre quoi se révoltait d'avance sa sensibilité d'homme, se réalisait maintenant. Ses ennemis ricanaient, et ses amis lui battaient froid. On ne lui épargnait point les sarcasmes : lord Halifax, le voyant ennuyé, lui disait publiquement : « Soyez sans crainte, milord, votre foi vous sauvera ! » (4)

Le roi lui-même, à qui il avait donné un compte-rendu écrit de sa conversion, bien qu'il lui témoignât verbalement beaucoup d'amabilité, ne laissait pas de lui préférer Queensberry. Et l'on ne manquait pas, dans son entourage, de lui faire remarquer cette anomalie. Sa belle-sœur, lady Melfort, lui dit un soir : « Est-il possible que vous soyez capable de faire profession d'une Religion qui permet au Roy de vous traiter sy durement. Car, si la Religion étoit bonne, il ne vous donneroit pas sujet de vous plaindre de luy comme il fait » (5).

La remarque était particulièrement pénible pour un nouveau con-

(1) *Ibidem.* fol. 310 verso.

(2) G. Burnet, *Op. cit.*, III, 65.

(3) *Corr. de Bossuet*, III, App. II, p. 545.

(4) G. Burnet, *Op. cit.*, III, 65. Allusion à St. Marc, V, 34. D'autres mettent la phrase au passé, comme dans l'évangile : « Votre foi vous a sauvé ! » Mais le sens est le même : Perth, étant catholique, n'avait plus rien à craindre.

(5) *Récit de la Conversion*, fol 311 verso.

verti ; mais elle ne le prit pas au dépourvu. « Je repondis a cela », dit-il, « qu'elle ne connoissoit pas les raisons que pouvoit avoir Sa Majesté de m'humilier et d'encourager mes Ennemis ; que pour moy je demourois en repos, n'ayant rien fait qui put obliger le duc de Queensberry destre faché contre moy ; j'avois mesme de la Joye de savoir qu'on le consideroit, qu'on approuvoit sa conduite et que l'on condamnoit la mienne » (1).

Voilà certes de nobles sentiments ; et loin de nous la pensée de les croire trop beaux pour être vrais. Mais, à côté de ce chrétien au langage édifiant, il y a encore chez le comte de Perth un autre homme, celui des lettres au duc de Hamilton, qu'il nous faut laisser parler maintenant, au risque de paraître l'opposer au premier. Cet homme-là est apparemment beaucoup moins résigné que ne le prétend l'autre, le chrétien : « Le roi », dit-il, le 26 novembre, « joue un jeu très serré ; il parle beaucoup de sa sollicitude pour moi et pour ceux qui m'honorent de leur amitié, mais jusqu'ici je n'en ai encore vu aucun effet » (2).

En réalité, comme on l'a déjà dit, le roi était fortement contrarié par toutes ces querelles entre les membres de son gouvernement d'Edimbourg. Dans l'espoir d'en finir, il convoqua le 3 décembre Perth, Melfort et Queensberry, et leur déclara qu'il voulait les voir désormais vivre en bonne entente. La veille, il avait pris à part le chancelier et l'avait prié de se montrer courtois envers le trésorier. « Je lui ai dit », écrit Perth à Hamilton, « que j'avais toujours été courtois envers tous les hommes, mais que, aussi vrai que j'en répondrais à Dieu, je ne pouvais plus lui témoigner d'autre confiance ni d'autre affection que celles dont ma qualité de chrétien me faisait un devoir, et que m'ordonner de faire comme si j'avais de lui quelque estime, c'était pis que de me condamner aux galères » (3).

Mais cette fois, les adversaires étant en présence, on fut de part et d'autre moins intransigeant. Perth promit d'obéir à l'avenir ; quant à Queensberry, il prit Dieu à témoin « qu'il les aimait et les estimait tous les deux (Perth et Melfort) plus que son frère, et que d'être accusé par eux avait été pour son cœur une affreuse surprise ». Perth ne trouva rien à répondre à ce qu'il appelle « un si monstrueux parjure » ; mais il reconnaît qu'en toute cette affaire, c'est la faction du trésorier qui l'a emporté. « Ils nous tiennent sous leurs pieds », gémit-il, « et s'il faut maintenant feindre l'humble soumission et les dehors de l'amitié, voilà

(1) *Ibidem*, loc. cit.

(2) *Hist. Mss. Com.*, XI Report, Appendix, Part VI, p. 169.

(3) *Ibidem*, p. 171.

qui va me perdre aux yeux de tous les hommes ». Car il a affirmé au roi « que Queensberry était un athée en religion, un scélérat en amitié, un fourbe en affaires et un traître dans sa façon de le servir ». Et, oubliant ce qu'il a dit à lady Melfort, sur la joie qu'il éprouvait à voir condamner sa conduite, alors qu'on approuvait celle de Queensberry, il déclare avec amertume : « Quant à moi, j'en suis atterré et je ne sais que faire ; mais j'ai été tellement accablé de mortifications que je suis maintenant endurci par la souffrance ». Et il ajoute, en parlant de son frère et de ses amis : « Nous sommes tous extrêmement peïnés qu'on nous fasse ainsi passer pour des imbéciles, et qu'on se moque de nous par-dessus le marché » (1).

Mais comment un homme peut-il dans le même temps s'exprimer d'une façon si différente, et par suite, à supposer qu'il soit sincère dans les deux cas, avoir des sentiments si opposés ? C'est que le cœur humain a de mystérieux détours, et qu'il est une chose « inconstante et diverse ». Quand le comte de Perth écrit à M^{me} de Crolly ou à Bossuet, il s'exprime en chrétien et manifeste une vertu qu'il croit avoir, ou qu'il se sent capable d'avoir, et que sans doute, et pour l'instant, il a en effet. Et de même quand, plusieurs années après sa conversion, il en fait le récit, il retrouve les nobles sentiments qu'il s'est alors efforcé d'avoir, et il dit : « Je voyois triompher ceus qui me vouloient du mal et mes amis méprisez ; je me réjouissois en moi mesme destre devenu l'opprobre du monde pour le nom de Jesus-Christ » (2).

Et, par suite de cette illusion que l'éloignement produit sur la vision, au moral comme au physique, peut-être se voit-il un peu meilleur qu'il n'était en réalité. Mais, aujourd'hui comme plus tard, celui qui tient ce langage édifiant, c'est l'homme nouveau qui commence à naître et à se développer en lui, mais qui n'est pas encore maître de la place, et que, dans le cours ordinaire de la vie, supplante encore trop souvent l'homme ancien, l'homme politique engagé dans la lutte des partis. Sa conversion, en tant que changement de religion, est un fait acquis ; mais sa vraie conversion, c'est-à-dire son amélioration morale ne fait que commencer : elle s'accomplira au sein du catholicisme, et il y faudra de longues années et beaucoup de souffrances.

Il n'y a donc pas lieu de se scandaliser outre mesure, en entendant Perth dire encore de Queensberry, après la tentative de réconciliation faite par le roi : « Nous nous parlons maintenant, mais c'est tout ; notre

(1) *Ibidem*, pp. 171-172.

(2) *Récit de la Conversion*, fol. 311 verso. Cette dernière phrase semble être une réminiscence des *Actes des Apôtres*, chap. V, verset 41.

simulacre de réconciliation ne fait que m'engager à être un peu plus sur mes gardes : car, comme disent les Italiens, si l'on met un verrou à sa porte pour se défendre d'un ennemi, il en faut mettre deux pour se garder d'un faux ami ». Il espère d'ailleurs qu'à la longue Dieu les aidera à surmonter les difficultés que leur suscite « cet homme faux, vindicatif et tyrannique qu'ils ont sur le dos » (1).

La rivalité ne devait cesser que trois mois plus tard par la disgrâce de l'un des deux adversaires ; mais, en attendant, ils prolongaient leur séjour à Londres le plus longtemps possible, chacun espérant toujours que l'autre lui laisserait le champ libre, et rageant en secret de le voir s'obstiner à rester. « Le roi l'a prié de s'en aller », dit Perth de Queensberry, « jusqu'à en être honteux ; mais c'est en vain qu'il insiste, car le duc de Queensberry est assez impudent pour résister à tout ce que le roi peut lui dire, et pour en plaisanter en vidant un verre » (2).

Finalement, ce fut Perth qui partit le premier, voyageant en poste, et arrivant à Edimbourg la veille de Noël.

Le 28 décembre, Queensberry y arrive à son tour et constate avec amertume que la réception qu'on lui fait n'a pas toute la splendeur à laquelle il s'attendait. Perth, de son côté, sentant l'ennemi dans la place, se met aussitôt sur la défensive : « Quand vous viendrez », écrit-il à Hamilton, « il faudra nous concerter sur un plan d'action en vue de notre sécurité personnelle et dans l'intérêt de ce pauvre pays ; car si certaines gens parviennent à leurs fins, nous serons quelques-uns à subir plus que la destruction et la ruine » (3).

Et voilà de nouveau nos deux duellistes face à face, et qui s'épient, chacun se préparant à profiter de la première faute de l'autre, cependant qu'autour d'eux on est en suspens, et l'on attend le premier indice de victoire pour se ranger du côté du vainqueur. « Notre trésorier est à l'affût du premier grief qu'il pourra trouver », dit Perth ; « mais j'espère qu'il n'en trouvera chez aucun de nous, et que ce sera lui qui nous en fournira d'abord » (4).

Il a appris d'ailleurs que derrière Queensberry il y avait Rochester, le trésorier d'Angleterre, qui, en se servant du point de vue religieux et sous prétexte de réconcilier Hamilton avec Queensberry, travaille sournoisement à le lui enlever, à lui Perth. Alors, il se dit qu'il n'y a plus à hésiter et qu'il faut employer les grands moyens. Il écrit au roi et lui

(1) *Hist. Mss. Com.*, XI Report, Appendix, Part VI, pp. 169-170.

(2) *Ibidem*, p. 169.

(3) *Ibidem*, No. 124.

(4) *Ibidem*, No. 125.

expose toute la situation ; il lui fait remarquer combien il est regrettable qu'au moment où l'évêque d'Edimbourg et l'archevêque de Saint-Andrews sont si bien disposés à favoriser la cause des catholiques en Ecosse, d'autres agissent en sens contraire, et s'efforcent de rendre le chancelier méprisable, non pas à cause du poste qu'il occupe, mais à cause de la religion qu'il professe. Et il supplie Sa Majesté « de ne pas laisser croire au monde qu'on ne peut espérer les faveurs royales qu'en s'appuyant sur ceux qui n'ont jamais en vue son véritable intérêt », entendons, l'intérêt du catholicisme, si cher à Jacques II (1).

Le plaidoyer était adroit, car il touchait le roi au point sensible : le progrès du catholicisme dans ses Etats. Il était également net et hardi, car le chancelier, sentant croître autour de lui l'hostilité générale, voulait en finir avec cette menace dans le dos que représentait Queensberry, et, en l'étayant de l'appui du souverain, asseoir solidement son autorité, avant que l'orage ne se déchaînât.

Car, pas plus à Edimbourg qu'à Londres, on ne lui pardonnait sa conversion : qu'un grand chancelier d'Ecosse fût catholique, c'était un véritable défi porté à la patrie de John Knox, et chacun des disciples de ce dernier en ressentait comme une sorte d'insulte. D'autant plus que ce catholicisme, ce « papisme » honni et détesté, Perth l'affichait ouvertement. Le lendemain de son retour à Edimbourg, le jour de Noël, ne s'avisait-il pas de bercer un petit enfant dans sa couchette, en souvenir du nouveau-né de Bethléem ! Geste bien inoffensif et d'un symbolisme assez touchant, mais qui, aux yeux des presbytériens indignés, passait pour un acte d'idolatrie. D'ailleurs, il entendait la messe très souvent, peut-être tous les jours ; et l'on prêtait à un certain colonel Whitford, lui-même catholique, mais qui trouvait cette ferveur de mauvais goût, la remarque suivante : « Ce nouveau converti va éreinter la messe, tellement il la fait dire souvent ! » (2)

Et puis, on lui en voulait aussi des conversions qu'il provoquait autour de lui. Car cela continuait : après le docteur Sibbald et sa femme, après son frère, c'était maintenant son fils aîné et le précepteur de celui-ci qu'il amenait au catholicisme.

Ce fils, James (3), était âgé d'environ douze ans, quand à l'automne

(1) B. M. Add. Mss. 11252, fol. 10 et 11.

(2) Fountainhall, *Hist. Obs.*, pp. 240-241.

(3) Le professeur Patrick Dykes, du collège de Dumferline, qui lui enseignait le latin, lui avait, le 10 mai 1685, dédié la seconde édition de sa grammaire latine. L'exemplaire est à la bibliothèque de Drummond. La longue dédicace, en latin, se termine par ce distique, que le maître recommande à son élève d'avoir toujours présent à l'esprit :

*Drummondos Perthae, per plurima saecula, lumen
Agnovere suum, curia, castra, forum.*

de cette année 1685, il tomba assez dangereusement malade. Son précepteur en avertit le comte de Perth, qui était alors à Londres, et lui demanda de le laisser auprès de son fils jusqu'à son retour, « parce que, le connoissant mieux qu'un autre, il seroit plus capable de le secourir et de le soulager » (1). Perth y consentit ; et, à son retour de Londres, il entreprit d'abord de convertir le précepteur et y réussit sans trop de peine. Celui-ci lui demanda alors la permission d'aller voir son père, à qui il avait promis de ne pas se faire catholique avant de lui en avoir parlé.

Le lendemain de son départ, Perth fit venir son fils dans son cabinet après le souper, et lui demanda pourquoi il ne voulait pas venir prier Dieu avec lui. « Parce que », lui dit l'enfant, « votre manier de prier Dieu l'offence ». « Qui vous a dit cela ? » lui demanda le comte. « Tous ceux avec qui je converse », répondit le petit James ; « et de plus, ils me disent que si, en devenant Papiste je renie mon Sauveur devant les hommes, il me rejettera devant Dieu son Pere ». Et le comte de dire : « Croyez vous donc que ceux a qui vous parlez soient plus instruits que moy, et qu'ils vous aiment autant que je fais ? » « Non, monsieur », répondit l'enfant, « mais ils prétendent que vous n'este Papiste que pour plaire au Roy » (2).

S'entendre ainsi répéter, par la bouche de son propre fils, l'éternelle accusation d'hypocrisie était particulièrement cruel. Mais le comte ne perdit pas son sang-froid : « Si cela etoit », dit-il, « je n'aurois garde de vous inquieter en ce qui regarde la religion protestante ; mais, comme c'est uniquement pour sauver mon ame que j'ay embrassé la Religion Catholique, c'est aussi pour sauver la votre que je prends la peine de vous en parler ». Et il lui fit comprendre que, s'il avait confiance en son père, en sa sagesse et en son amour, il n'avait qu'à l'écouter et à le croire. « Ce peauve Enfant », dit-il, « se jetta a mes pieds et dit quil étoit prest a m'obeir en toutes choses » (3).

Et c'est alors seulement qu'en l'embrassant, le comte lui dit que son précepteur, M. Wallace, était devenu catholique, n'ayant pas voulu, dit-il, lui en parler auparavant, afin de ne pas l'influencer par « des motifs tout humains » (4).

Ces deux conversions, bien qu'elles aient pu déplaire aux protestants, sont tout à l'honneur de Perth ; mais il est un autre événement

(1) *Récit de la Conversion*, fol. 312 verso.

(2) *Ibidem*, fol. 313 verso et 314.

(3) *Ibidem*, fol. 314 verso.

(4) *Ibidem*, fol. 313 verso.

qui se produisit alors, et à propos duquel se posent certaines questions qu'il faut essayer d'élucider ; car on s'en est également servi pour prouver que sa conversion n'était pas sincère. Nous voulons parler de son remariage avec Mary Gordon, la veuve d'Urquhart of Meldrum, mort en novembre 1684 (1).

Au sujet de ce mariage, qui eut lieu dans les tout premiers jours de janvier 1686 (2), Burnet dit : « Très peu de semaines après la mort de sa femme, il épousa d'une façon tout à fait indécente une sœur du duc de Gordon, avec laquelle il vivait de la manière la plus scandaleuse *depuis bien des années* » (3). Nous soulignons ces derniers mots, par lesquels Burnet a jugé bon de remplacer ceci, qui se trouve dans ses *Mémoires Originaux* : « Car ils étaient mariés chacun de leur côté. Maintenant qu'ils étaient tous deux veufs, il voulut légitimer cette affaire » (4).

Et Fountainhall note de son côté : « Ce mariage provoqua une réflexion satirique de Middleton sur les deux frères, Perth et Melfort, qui étaient ainsi les plus fidèles à leurs maîtresses et les plus infidèles à leur Dieu ; (car on disait que le chancelier avait des relations avec la femme de Meldrum, et son frère avec..... (5), et ils les épousèrent toutes les deux dans la suite ») (6).

Calomnie ou médisance ? Il est difficile de le dire ; probablement, comme c'est souvent le cas, beaucoup de médisance assaisonnée d'un peu de calomnie. Les variantes de Burnet, sa façon d'ajouter le venimeux *depuis bien des années*, et de supprimer ce qui pourrait être favorable à Perth, doivent nous mettre en méfiance. Son récit est nettement tendancieux : son « très peu de semaines après la mort de sa femme » est, nous le savons, plus de trois mois après : de la fin de septembre au début de janvier ; et sans doute est-ce encore un peu court, mais nous l'avons vu par l'exemple de son frère Melfort et de Lauderdale (7), ces nobles écossais n'étaient point partisans des veuvages prolongés.

(1) Patrick Walker, dans *Six Saints of the Covenant*, édité par D. Hay Fleming, London 1901, dit, page 192 du vol. II : « Adam Urquhart, laird of Meldrum, cruel oppresseur des presbytériens, mourut dans la première moitié de novembre 1684 ».

(2) Fountainhall, *Hist. Not.*, II, 694, parle d'une pension accordée par le roi à lady Mary Gordon, « maintenant comtesse de Perth », le 8 janvier 1686. Dans ses *Chronological Notes*, p. 67, il dit aussi : « Vers janvier 1686, le chancelier épousa Mary, sœur du duc de Gordon, etc. ».

(3) G. Burnet, *Op. cit.*, III, 106.

(4) H. C. Foxcroft, *Op. cit.*, p. 171. Voir d'ailleurs : Harleian Mss. 6584, fol. 127 (a) et 127 (b).

(5) Il y a ici un blanc dans le manuscrit de Mylne.

(6) *Hist. Obs.*, p. 244. Le passage entre parenthèses est une interpolation de Robert Mylne, dans les *Chronological Notes* du même Fountainhall, publiées par W. Scott en 1822.

(7) Cf. ci-dessus, pp. 46 et 90.

Bref, s'il n'y avait que le témoignage de Burnet, on pourrait n'accepter la chose que sous toutes réserves. Mais il y a celui de Fountainhall, qui a bien l'air de faire écho à la rumeur publique. Alors, faut-il donc admettre que le pieux correspondant du révérend Francis Turner, que le vertueux Nathanael de l'archevêque de Saint-Andrews vivait dans l'adultère ? Et la rumeur en question n'était-elle point parvenue jusqu'aux oreilles de ces derniers ? Ou bien, la repoussaient-ils comme une infâme calomnie ? Qui nous le dira ? Tout ce que l'on peut affirmer, c'est qu'il n'y a pas incompatibilité absolue entre des écarts de conduite, même assez fréquents, et l'intérêt qu'on porte aux choses de la religion. C'est le cas de se souvenir de l'éternelle parole : « L'esprit est prompt, mais la chair est faible ».

D'ailleurs, l'adultère, comme le notait un soldat de Cromwell en 1650 (1), avait toujours été un peu le péché mignon des Ecossais de ce temps-là. Même sous le règne des fanatiques, qui prétendaient régenter les mœurs du peuple *in virga ferrea*, nous voyons qu'on se plaint de l'adultère et de l'inceste, « ces odieux péchés qui ont atteint un tel degré d'abomination qu'on a horreur de le dire » (2). S'il en était ainsi sous les covenantaires et leur discipline de fer, que devait-ce être après la Restauration ! Nous le savons, et aussi que l'exemple venait de très haut. Le fameux Rothés ne disait-il pas à ceux qui lui reprochaient sa conduite « qu'étant commissaire du roi, il devait représenter sa personne ! » (3)

Que, dans ces conditions, la malignité du public en général et de ses ennemis en particulier, se soit exercée au détriment du comte de Perth, et qu'elle ait voulu voir des relations coupables là où il n'y avait peut-être qu'une irréprochable intimité, rien de plus naturel. Et même s'il fallait écarter cette hypothèse comme trop favorable, et admettre que, dans les derniers temps de son second mariage, où sa femme se mourait de la poitrine, le chancelier, qui en 1685 n'avait que trente-sept ans, ait cherché et trouvé auprès de sa cousine quelques consolations illégitimes, il n'y aurait là rien dont nous dussions être autrement surpris. Car, en agissant de la sorte, il n'aurait fait que se conformer à l'ambiance ; et certes, sa conduite ne serait pas à proposer en exemple ; elle prouverait tout simplement que Perth, comme nous l'avons déjà dit,

(1) « Quant aux péchés d'adultère et de fornication, ils sont aussi communs parmi eux que s'il n'y avait pas de commandements pour les interdire..... Ils sont le péché mignon de cette nation ci ». Cité par W. L. Mathieson, *Op. cit.*, II, 156.

(2) Pétition des commissaires de l'Eglise au Parlement de 1646 : *Acta Parl. Scot.*, VI, I, 552.

(3) W. L. Mathieson, *Op. cit.*, II, 206.

avait besoin d'une conversion qui fût autre chose qu'un simple changement de religion. Et l'on comprendrait alors qu'une fois catholique, et sa seconde femme étant morte, il se soit hâté de régulariser une situation qu'il jugeait désormais inadmissible.

Mais, si nous en croyons Burnet, le troisième mariage du comte de Perth aurait encore fait scandale pour une autre raison : c'est que les mariés, étant cousins germains, devaient au préalable obtenir une dispense de Rome. « Mais ils étaient si pressés qu'ils se hasardèrent à se marier sur l'assurance que, dirent-ils, leur donna leur confesseur qu'on obtiendrait facilement la dispense en question ». Et il paraîtrait, toujours d'après Burnet, que le cardinal protecteur d'Angleterre auprès du Saint-Siège, Mgr Howard, aurait eu ensuite toutes les peines du monde à obtenir cette dispense du pape Innocent XI, lequel aurait dit : « Voilà d'étranges convertis qui s'aventurent ainsi sans demander de dispense ! » (1)

Que faut-il penser de ces allégations ?

L'anecdote, si elle était vraie, serait aussi piquante que fâcheuse pour la réputation du comte de Perth, et l'on s'expliquerait parfaitement que Burnet ait pris la peine de s'en faire l'écho. Mais il est extrêmement douteux qu'elle soit exacte, et voici pourquoi.

Outre ce qu'il y a déjà d'incompatible entre une action aussi inconsiderée, et ce que nous savons des sentiments de notre converti à cette époque, de sa ferveur de néophyte et de son attachement passionné à l'Eglise de son choix, deux faits absolument certains semblent bien réduire à néant les dires de Burnet.

Nous constatons d'abord que, par une bulle en date du 18 mai 1630, le pape Urbain VIII accordait au cardinal Antonio Barberini, protecteur d'Angleterre et d'Ecosse, entre autres nombreux pouvoirs, celui de dispenser des empêchements de parenté les catholiques de ces deux royaumes, et, détail important, la faculté de subdéléguer le dit pouvoir à ses prêtres missionnaires (2). Il y a donc toute probabilité pour que le « confesseur », dont nous parle Burnet, ait été en mesure de dispenser lui-même ses pénitents. Mais ceci Burnet pouvait très bien l'ignorer, et c'est ce qui lui aura permis d'imaginer sa petite chronique scandaleuse, où il fait intervenir, assez imprudemment du reste, le cardinal Howard, qui, en qualité de protecteur d'Angleterre, avait les mêmes pouvoirs que

(1) G. Burnet, *Op. cit.*, III, 106. Cette remarque attribuée au pape n'est pas dans les *Mémoires Originiaux* du même Burnet.

(2) *Bullarium Romanum*, vol. XIV (1628-1639), Bulle CCCLXI, p. 137.

Barberini, et le pape Innocent XI, lequel n'avait pas, que l'on sache, annulé la bulle de son prédécesseur.

L'autre fait, également assez probant, c'est que, dix ans après ce mariage, Perth se trouvant à Rome et causant avec le cardinal Spada, citera comme exemple de la désinvolture avec laquelle on traite le Saint-Siège, le cas du duc de Parme qui épouse sa belle-sœur sans avoir demandé de dispense (1). Comment admettre que, s'il s'était lui-même rendu coupable d'une faute analogue, il ait pu faire usage de cet argument, précisément devant un personnage de la cour de Rome, qui, en fonctions depuis 1675, n'aurait pas ignoré l'impair jadis commis par son interlocuteur ? Manifester pareille inconscience ou pareil cynisme n'était nullement dans sa manière.

Nous nous croyons donc en droit de conclure que Burnet, qui, seul parmi les contemporains de Perth, a mis cette histoire en circulation, et que Macaulay, qui, avec l'empressement que l'on devine, la ramasse pour prouver « combien le changement de religion de Perth était peu une affaire de conscience » (2), ne méritent guère plus de crédit l'un que l'autre. La conversion du chancelier était tellement une affaire de conscience, que nous allons le voir travailler de toute son âme, avec une ardeur parfois téméraire, à propager la foi catholique en Ecosse.

(1) Cf. ci-après, p. 299, note (1).

(2) *History of England*, Ed. Tauchnitz, 1849, livre II, ch. VI, p. 347.

CHAPITRE VII

Au Service du Catholicisme

La politique religieuse de Perth : tumultes et répression. L'effort de propagande catholique ; le catholicisme en Ecosse à cette époque. Jacques II et l'abrogation des lois pénales : préparation du terrain et perspectives peu rassurantes ; anglicans contre catholiques ; l'échec devant le Parlement. Activité de Perth ; qu'il avait prévu l'échec. Le roi se range à son avis. Entente parfaite entre eux. Aménagement de la Chapelle de Holyrood. Perth et le collège écossais de Paris. Perth et les missions catholiques en Ecosse ; ce qu'il en dit à Bossuet. Nouvelle tactique de Jacques II, et pourquoi elle échoue ; maladresses et provocations. Le génovéfain Hay et l'essai de restauration de l'abbaye de Holyrood. Conclusion : le peu de succès et ses raisons.

Depuis le retour en Ecosse du chancelier converti, Fountainhall épiait ses faits et gestes, ne perdant aucune occasion de noter, en le critiquant, le zèle qu'il lui voyait déployer au service de la cause catholique.

Il avait espéré, et il n'était pas le seul, que dès la première séance du Conseil Privé, quelqu'un se lèverait pour protester contre la présence de cet homme, de ce papiste nanti du plus haut emploi, alors que « la loi écossaise interdit à ses coreligionnaires l'accès de la moindre fonction publique ». Mais il constate avec dégoût que nul parmi le clergé ou les laïques n'a le courage de proférer une seule syllabe de protestation (1). Et lorsque, quelques jours après, arrive au port de Leith un navire ayant à bord tout un chargement de « crucifix, de chapelets, d'ornements sacerdotaux et de parures d'autel » destinés à la chapelle privée que le chancelier va installer à Holyrood, il faut entendre de quel ton il parle de « tout ce rebut » que les douaniers n'osent confisquer, alors que la loi leur en fait un devoir (2).

(1) *Hist. Not.*, II, 692. Cairncross, l'archevêque de Glasgow, avait, paraît-il, l'intention d'attacher le grelot ; mais, devant le refus de Ross, l'archevêque de St. Andrews, de l'aider dans cette opération délicate, il s'abstint de venir à la séance !

(2) *Ibidem*, II, 694.

De son côté, le comte de Perth semble n'avoir eu alors aucun souci de ménager les susceptibilités. Le 14 janvier, en séance du Conseil Privé, avait été produite et lue la lettre du roi l'autorisant à garder son emploi et le dispensant du Test. Fort de cette garantie royale, le chancelier, non content de pratiquer ouvertement sa religion, prenait carrément l'offensive. La Faculté des avocats ayant donné 500 marks à un certain M. du Pont, ministre protestant français réfugié à Edimbourg, il déclarait : « Eh quoi ! n'avons-nous rien de mieux à faire de notre argent que de le donner à des rebelles et à des vagabonds de cette espèce ? » (1) Et le 28 janvier il faisait défense aux libraires et imprimeurs d'imprimer ou de vendre aucun livre sans la permission du gouvernement, « mesure évidemment dirigée contre les ouvrages de controverse protestants », dit Fountainhall, « parce qu'ils excitaient l'esprit public contre la religion du roi » (2).

Mais ce qui indignait surtout le peuple d'Edimbourg, c'était de voir qu'au mépris des lois existantes, le culte catholique était rétabli à Holyrood, où pareille chose ne s'était pas vue depuis la Réforme. Il se sentit directement provoqué ; et le dimanche 31 janvier, un ramassis de jeunes apprentis et de vauriens assaillirent lady Perth et quelques autres dames à leur sortie de la chapelle, où elles venaient d'entendre la messe, les huèrent, les houspillèrent et les couvrirent de boue (3). Burnet ajoute, mais peut-être brode-t-il, « qu'ils firent irruption dans la chapelle et la saccagèrent, et que si le comte de Perth n'avait pas fui à la faveur d'un déguisement, il eût été probablement massacré » (4).

Le Conseil Privé, craignant la colère du roi, résolut de sévir ; et le lendemain lundi, le bourreau reçut l'ordre de fouetter l'un des jeunes séditeux le long de la rue principale d'Edimbourg, la Canongate. Mais les camarades du supplicié survinrent, l'arrachèrent des mains du bourreau qu'ils fouettèrent à son tour, et, avec l'appoint de quelques étudiants de l'université, ils organisèrent une manifestation tumultueuse, qui se prolongea bien avant dans la longue nuit d'hiver. Il fallut faire appel à la garnison du château pour renforcer la police ; et les soldats, voyant qu'on leur jetait des pierres, firent feu sur la foule et tuèrent une femme et deux hommes, dont un simple badaud qui eût mieux fait de se trouver ailleurs.

Le docteur Sibbald avait, à cette occasion, passé quelques-unes des

(1) Fountainhall, *Hist. Not.*, II, 698.

(2) *Ibidem*, II, 699.

(3) *Ibidem*, II, 700.

(4) *Own Time*, III, 107.

plus mauvaises heures de son existence. Les émeutiers avaient fouillé sa maison, dans l'espoir de le trouver et de lui faire « subir le sort de Rathillet » (1) ; heureusement que les sentant venir, il s'était réfugié à Holyrood, où il resta pendant trois jours. Puis, résolu à mettre entre ses ennemis et sa précieuse personne la plus grande distance possible, le mercredi il partit pour Londres ; et le chancelier eut soin de le faire escorter par trois gardes du roi, jusqu'à ce qu'il fût assez loin d'Edimbourg.

Ce sursaut de l'âme populaire aurait pu ouvrir les yeux du comte de Perth sur les dangers auxquels on s'expose, quand on prétend heurter de front les préjugés de la masse. Et peut-être l'eût-il compris en effet, si comme le bruit en courut, il eût alors reçu de Londres des conseils de modération et de prudence. Malheureusement, le roi, partisan pour sa part d'une politique hardie jusqu'à la provocation, et influencé en ce sens par ces « ultras » qu'étaient le célèbre P. Petre, lord Castlemaine et surtout le perfide Sunderland, ne pouvait conseiller aux autres ce qu'il ne faisait pas lui-même. Cette attaque contre la religion catholique lui fit l'effet d'une insulte personnelle, et dans la lettre privée qu'il envoya au comte de Perth, loin de le blâmer et de contenir son zèle, il lui disait « qu'il espérait tirer bon parti de ces désordres », et il ajoutait : « Quant à vous et à tous ceux qui partagent mes croyances là où vous êtes, je vous soutiendrai, et je ferai voir à tous que telle est mon intention » (2).

En effet, dans une autre lettre expédiée la veille, et qui fut lue devant le Conseil Privé le 16 février, le roi déclarait « qu'il était extrêmement sensible à l'affront fait à son chancelier, et qu'il défendrait celui-ci de tout son pouvoir ». Et il ordonnait qu'on punit les coupables selon toute la rigueur des lois, et qu'on n'épargnât aucun effort pour découvrir, par la torture ou autrement, les instigateurs de la sédition (3).

Ces instigateurs, Perth n'eût sans doute pas été fâché de les trouver parmi les membres de la faction de Queensberry. D'après Burnet, il aurait même offert la vie à l'un des condamnés, à condition qu'il accusât le trésorier d'avoir poussé à la révolte (4). Mais de Burnet, dès qu'il s'agit de Perth, il faut toujours se méfier.

Quoi qu'il en soit, le 23 février, un malheureux tambour condamné à mort par le conseil de guerre fut impitoyablement fusillé. Il avait,

(1) Cf. ci-dessus, pp. 72-73. En anglais : *to « rathillet » him*, expression significative et sinistre dans sa concision.

(2) Bibliothèque de Drummond : *Royal Letters*, Recueil II, N° 16.

(3) Fountainhall, *Hist. Not.*, II, 708.

(4) *Own Time*, III, 107.

paraît-il, au moment de la sédition, tiré son épée en disant « qu'il avait bien envie de la leur passer à travers le corps ». Le corps de qui ? Des séditeux, affirma-t-il. Non, lui répondit-on ; vous vouliez dire : des papistes. Et on le lui fit bien voir !

Trois jours plus tard, un certain Keith, maître d'armes, était condamné à la pendaison, pour avoir approuvé les désordres et bu à l'extermination des papistes. « On essaya longtemps de sauver la vie de ce pauvre homme », dit Fountainhall, « car les témoins étaient *socii criminis*, et même plus coupables que lui, puisqu'ils avaient eux-mêmes prononcé les paroles incriminées, et qu'il n'avait fait que les approuver. Mais le chancelier fut inexorable et frappa le propre fils de l'accusé pour avoir intercedé en faveur de son père » (1). Peut-être l'avait-il fait avec insolence ; mais de toutes façons, le geste de Perth était brutal et déplacé. Il devait le regretter un jour.

Tout en faisant ces exemples, afin de jeter dans les âmes un effroi salutaire et de décourager par avance les amateurs de sédition, Perth attaqua le mal à sa racine. Nous l'avons vu soumettre imprimeurs et libraires à la censure ; le voici maintenant qui s'efforce d'imposer silence aux prédicateurs, dont les critiques passionnées entretenaient la haine anti-catholique. Et c'est ainsi que sur sa demande, l'évêque d'Edimbourg suspendait alors de ses fonctions un ministre de cette ville, pour avoir prêché sur le péril papiste. Le chancelier de son côté attirait l'attention du Conseil Privé sur le cas du révérend Canaries, catholique passé au protestantisme, et qui dans un sermon avait déclaré qu'on ne pouvait croire à la religion catholique sans du même coup renoncer à la raison et au bon sens, ce qui, dans l'espèce, revenait à dire que le roi n'avait ni l'une ni l'autre ! Car c'était là le côté tragique de cette impossible association d'un souverain catholique avec un royaume protestant : toute critique de la religion du prince pouvait être considérée comme une sorte de crime de lèse-majesté. Le révérend Canaries l'apprit à ses dépens : le 23 février, sur l'ordre de Perth, l'archevêque de Glasgow le releva également de ses fonctions (2).

Mais ces efforts qu'il faisait pour protéger la religion catholique contre les attaques de ses adversaires, ne résument point à eux seuls

(1) Fountainhall, *Hist. Not.*, II, 711-712.

(2) *Ibidem*, II, 708-709. Canaries était un ancien élève du collège de Douai, où il était entré le 27 mai 1678. Nous lisons en effet à cette date sur les registres du collège : *Jacobus Canaries, minister haereticus, egregii ingenii juvenis, 24 annorum..., theologiam frequentavit ; hinc abiit in Scotiam sacerdos, 20 Martii 1681 ; brevi ibidem a fide apostata factus.* (Cf. *Records of the Scots Colleges at Douai, Rome, etc.*, New Spalding Club, Aberdeen 1906, p. 54).

toute la politique religieuse du chancelier. A côté de cette défensive, il y a l'offensive, la propagande par le livre et le tract, à laquelle il se consacrait alors de toute son âme.

Car l'ardeur de prosélytisme, dont nous l'avons vu animé au lendemain de sa conversion, ne s'était pas refroidie. Encouragé par les succès qu'il avait remportés dans son entourage, et surtout par la conquête du précepteur de son fils, « ministre de grand avenir », qui avait « renoncé à toutes ses prétentions pour se faire catholique », il aspirait maintenant à généraliser ce mouvement de conversion, « à ramener un grand nombre de personnes à l'Eglise de Dieu ». C'est même pour cela, disait-il à Bossuet, « qu'il tenait à passer pour sincère parmi les hommes », afin d'être ainsi « plus capable de faire du bien dans la place où la divine Providence l'avait établi » (1).

Ce n'est pas qu'il se fit illusion sur les difficultés de l'entreprise et sur les obstacles qu'il aurait à surmonter, mais il comptait, pour triompher des unes et des autres, sur la force persuasive des écrits de Bossuet. Jugeant d'autrui d'après lui-même, il se disait que « pour ouvrir les yeux de ceux qui avaient été si longtemps aveuglés par une fausse représentation des vérités de la religion », il suffirait de leur offrir la vraie doctrine telle que l'expose l'évêque de Meaux. En conséquence, il s'occupait « de faire traduire la préface et les approbations qui sont en tête de la dernière édition de *l'Exposition de la Doctrine Catholique*, et de faire réimprimer cet ouvrage » (2). Et il demandait par ailleurs à Bossuet « de lui donner quelque chose qui pût contribuer à la conversion de ces pauvres nations abusées », car « le temps lui paraissait fort favorable » (3).

De fait (la réaction du règne de Marie Tudor n'ayant rien à voir avec l'Ecosse) il n'y avait jamais eu depuis la Réforme d'époque où le catholicisme écossais eût paru avoir plus de chances de se relever de ses

(1) *Corr. de Bossuet*, III, No. 370.

(2) La « préface », dont parle ici le comte de Perth, est l'*Avertissement* que Bossuet avait mis en tête de la troisième édition de *l'Exposition*, celle de 1679. Comme les *Approbations* qui le suivent, et parmi lesquelles on remarque deux brefs du pape Innocent XI, cet *Avertissement* était une réponse à ceux qui prétendaient que la doctrine exposée dans l'ouvrage de Bossuet lui était personnelle, et ne reflétait pas le véritable enseignement de l'Eglise de Rome.

Quant à la réimpression de l'ouvrage lui-même, il est probable qu'elle se fit d'après la nouvelle version que le P. Johnston, bénédictin anglais de la chapelle du roi, en avait donnée l'année précédente (1685). Elle avait eu deux éditions, et il s'en était vendu en trois mois plus de 5.000 exemplaires. Une troisième édition était sous presse en mars 1686 (Cf. lettres du P. Shirburne et du P. Johnston à Bossuet, publiées à la suite de *l'Exposition*). Mais il s'agit ici d'une autre édition, faite à Edimbourg par les soins de Perth, et qui paraîtra vers la fin de 1686. (Cf. lettre de Perth à Bossuet du 15 janvier 1687 : *Corr.* III, No 416).

(3) *Corr. de Bossuet*, loc. cit.

ruines. Persécuté sous les deux premiers Stuarts d'Angleterre et sous Cromwell, guère plus heureux sous Charles II, encore que ce dernier fût loin de lui être hostile, il avait maintenant l'immense avantage d'être soutenu par les deux plus hauts représentants du pouvoir civil : le roi à Londres et le chancelier à Edimbourg.

Il est vrai qu'il avait fort à faire pour reconquérir les positions perdues. Sur les 1.200 églises existant en Ecosse, pas une seule n'appartenait aux catholiques. Le culte, prohibé par les lois du pays, devait se célébrer uniquement dans les maisons privées, ou parfois même, comme dans les Highlands et les Hébrides, en plein champ. Dans ces dernières régions, que leur isolement préservait de l'application stricte des lois pénales, le nombre des catholiques était assez élevé. Alexander Leslie, visiteur de la Propagande, y comptait 12.000 communiantes en 1681 ; et l'on avait réussi à y établir deux écoles, à Glengarry et dans l'île de Barra. Mais il n'y fleurissait guère de vocations cléricales, à cause de l'opposition des parents. Par contre, les Lowlands, où il n'y avait qu'un peu plus de 2.000 communiantes et pas une seule école, envoyaient quelques recrues au collège écossais de Paris. Le clergé, uniquement composé de missionnaires dénués de ressources, n'ayant pas de résidence fixe, bien rares étaient les fidèles qui avaient la chance d'entendre la messe plus de trois fois par an (1).

La Congrégation de la Propagande, par plusieurs décrets publiés le 4 mars 1681, avait essayé de remédier aux inconvénients de cette situation ; mais il restait encore fort à faire. Il fallait un évêque, ne fût-ce que pour la confirmation et les saintes huiles, ou au moins un supérieur général qui coordonnât les efforts de ces missionnaires dispersés. Il fallait, pour assurer le recrutement de ces derniers, envoyer de bons sujets aux collèges écossais du continent, à Paris, à Douai, à Madrid et à Rome, et obtenir du roi qu'il subventionnât ces collèges, dont la situation était souvent précaire. Il fallait en Ecosse même créer des écoles ; car qui tient l'enfant tient la nation. Il fallait enfin et surtout faire supprimer les lois pénales, faute de quoi tout le reste ne servirait de rien.

Or, c'est ici que la récente émeute allait fournir au roi le prétexte dont il avait besoin ; car c'est le sort de toute tentative de rébellion qui échoue, de procurer au pouvoir l'occasion de prendre des mesures qui l'affermissent davantage. Fountainhall, avec sa perspicacité coutumière, l'avait prévu : « Il est à craindre », écrivait-il au lendemain de la sédi-

(1) Alphons Bellesheim, *Geschichte der katholischen Kirche in Schottland*, 2 vol., 1883, vol. II, *passim*.

tion, « que tout ceci ne favorise les desseins des papistes, et qu'on ne s'appuie là-dessus pour obtenir du Parlement l'abrogation des lois pénales, afin que ces gens-là puissent vivre tranquillement au milieu de nous » (1).

Fountainhall ne se trompait pas, et c'est bien à quoi pensait le roi quand il écrivait à Perth « qu'il espérait tirer bon parti de ces désordres ». Il y voyait une occasion unique d'en finir avec ces funestes entraves, qui interdisaient au catholicisme tout progrès véritable, avec ces « lois tyranniques », comme les appelle W. Scott lui-même (2), qui faisaient de l'assistance à la messe et de la propagande en faveur du papisme un crime de haute trahison. Seulement, les mêmes raisons qui les rendaient intolérables aux catholiques faisaient qu'elles étaient très chères aux protestants, lesquels les regardaient comme leur plus sûre garantie contre tout retour offensif de l'Eglise de Rome. Aussi, vouloir les abroger était-il une entreprise grosse de périls et de difficultés.

Mais Jacques II, nous l'avons dit, n'était pas homme à se laisser intimider par le côté difficile ou périlleux d'une entreprise, dès qu'il la jugeait nécessaire ; et, précisément parce qu'il n'avait pas réussi à obtenir du Parlement anglais le maintien d'une armée permanente, où figuraient bon nombre d'officiers catholiques, il allait maintenant se tourner vers son Parlement écossais, qu'il avait des raisons de croire plus docile ; et il espérait qu'Edimbourg, en donnant à Londres, comme en 1681 (3), l'exemple de la soumission, lui fournirait de nouveau l'occasion de prendre une magnifique revanche.

Mais, avant de se lancer à l'attaque de la position protestante, il fallait s'y assurer des complaisances, en écarter les éléments dangereux ou douteux, et réduire la résistance des postes avancés ; et c'est ce que l'on fit.

Le 16 février, Ross, l'archevêque de Saint-Andrews, et Paterson, l'évêque d'Edimbourg, dont Perth avait jadis signalé au roi les dispositions bienveillantes à l'égard des catholiques (4), partaient pour Londres, afin d'y recevoir les instructions de Sa Majesté. A leur retour, le 31 mars, Ross était créé membre du Comité Secret, et Paterson réintégré dans le Conseil Privé avec une pension de 200 livres. Au synode qui se réunit à Edimbourg le 13 avril suivant, ce dernier devait déclarer « que le roi était disposé à défendre la religion protestante, mais qu'il deman-

(1) *Hist. Not.*, II, 701.

(2) *Tales of a Grandfather*, London, Routledge and Sons, p. 346.

(3) Cf. ci-dessus : p. 76.

(4) Cf. ci-dessus : p. 159.

dait que ceux qui partageaient ses croyances pussent pratiquer leur religion dans le privé sans encourir la rigueur des lois ». Il ajoutait « que l'archevêque de Saint-Andrews et lui avaient tout pouvoir pour suspendre et interdire quiconque, fût-il évêque, prêcherait la sédition ». Défense était faite par ailleurs aux ministres d'Edimbourg d'accueillir dans les chaires de la ville et des faubourgs d'autres prédicateurs que ceux autorisés par lui (1).

Il était clair que le roi pouvait compter sur ces deux prélats, mais il fallait encore écarter les éléments douteux. Le 2 mars, en séance extraordinaire du Conseil Privé, on donnait lecture d'une lettre de Sa Majesté enlevant à Queensberry sa charge de trésorier, et la remettant à une commission de cinq membres, à savoir : Perth, Queensberry, Hamilton, Tarbat et le général Drummond (2). Pour Queensberry c'était la disgrâce, et Perth l'emportait enfin sur son rival. Comme fiche de consolation, l'ex-trésorier était nommé président du Conseil Privé avec une pension, « ce qui revenait », dit Fountainhall, « à lui casser d'abord la tête, puis à la recouvrir d'un capuchon » (3). De plus, le 11 mars, sa place de capitaine du château d'Edimbourg lui était enlevée et donnée au duc de Gordon, lequel, étant catholique, fut comme Perth dispensé du Test.

Restait à sonder les dispositions des membres du Comité Secret. Le 4 mars, une lettre de Whitehall leur faisait connaître les intentions du roi sur l'abrogation des lois pénales et la suppression du Test, qui serait remplacé par un serment « que tous les loyaux sujets puissent prêter ». Ceci leur était communiqué dans le plus grand secret (4).

Les membres du Comité proposèrent de consulter les évêques avant de donner leur opinion. Le roi, piqué, répondit qu'il ne comprenait pas ce scrupule ; qu'il s'agissait ici d'une question politique où les évêques n'avaient pas à être consultés et qu'au surplus, c'était son droit indiscutable d'employer qui bon lui semblait, en dehors de toute considération de religion, et aussi de suspendre toutes les lois pénales et tous les serments ayant trait au gouvernement. Il appelait en même temps à Londres le duc de Hamilton, Lockhart, président de la Session, et le général Drummond ; les deux premiers s'étaient montrés assez récalcitrants, et « le chancelier », dit Fountainhall, « les avait fait convoquer à la cour afin que par des cajoleries on triomphât de leurs scrupules » (5).

(1) Fountainhall, *Hist. Not.*, II, 717-718.

(2) *Warr. B. for Scot.*, vol. X, No. 395.

(3) *Hist. Not.*, II, 712-713.

(4) *Hist. Mss. Com.*, IX Report, App., p. 251a.

(5) *Hist. Not.*, II, 714.

Mais l'entrevue n'eut pas tout le succès désiré. Ils dirent qu'ils consentaient à ce qu'on accordât aux catholiques certaines libertés, mais à condition qu'on les étendit aux presbytériens, et que par ailleurs le roi s'engageât à ne rien entreprendre contre la religion protestante. Après de longs débats, Jacques II parut disposé à accorder la première condition ; quant à la seconde, il déclara nettement qu'il ne pouvait rien promettre à l'égard d'une religion qu'il estimait être fausse.

Dans l'intervalle, le 17 avril, Melfort avait écrit à Perth pour le prier, de la part du roi, de s'assurer de l'opinion du marquis d'Athole, lequel, n'ayant pas été présent au Comité Secret, n'avait pu la faire connaître (1). Ceci montre que le roi désirait s'entourer de toutes les précautions et ne voulait marcher qu'à coup sûr.

Les trois pèlerins du Comité Secret revinrent le 27 avril, et le 29 s'ouvrait la seconde session du Parlement d'Ecosse, avec le comte de Moray, le collègue de Melfort, comme commissaire du roi. Celui-ci lut et commenta l'adresse où Jacques II, après avoir dit qu'il accordait une amnistie générale pour tous les délits politiques du passé, et qu'il ferait tous ses efforts pour leur obtenir le libre échange avec l'Angleterre, leur demandait de vouloir bien émanciper ses sujets catholiques, lesquels, même aux heures les plus troubles, avaient toujours fait preuve d'un loyalisme éclatant.

Ce royal marchandage, qui rappelait trop la manière de Charles I^{er}, fut loin d'enthousiasmer les membres du Parlement. Ils trouvèrent que les faveurs accordées, ou promises, ne valaient pas le prix qu'on en demandait, et, tout en remerciant le roi, ils dirent que, pour ce qui concernait ses sujets de la religion catholique romaine, « ils iraient aussi loin que leur conscience le leur permettrait » (2).

Et encore, cela n'alla point sans discussion. Les uns firent remarquer qu'un Parlement protestant ne pouvait donner aux papistes le titre de « catholiques romains », que ceux-ci revendiquaient comme leur dû et comme la preuve qu'ils étaient la vraie Eglise. Fountainhall proposa alors que l'on mît « ceux communément appelés catholiques romains ». Mais le chancelier trouva que « c'était affubler le roi d'un surnom », et il proposa cette formule générale : « Quant à ceux de ses sujets que Votre Majesté a recommandés ». Finalement, après une intervention de l'archevêque de Glasgow et un vote sur la question, on décida de les

(1) *Hist. Mss. Com.*, Mss. of the D. of Athole and E. of Home, p. 35.

(2) Wodrow, *Op. cit.*, IV, 360-361. Quelques membres de la minorité dirent même que, tout bien considéré, leur conscience ne leur permettait rien du tout.

appeler « les catholiques romains », non pas à vrai dire qu'on les reconnût comme tels, mais parce qu'on ne faisait que répéter les paroles du roi (1). Telle était la susceptibilité de ces protestants d'Ecosse.

Le mot « conscience », lui aussi, souleva un incident. Comme le duc de Hamilton faisait observer qu'il y a une limite à l'obéissance due au souverain, limite imposée par la conscience : « La conscience ! » dit le chancelier, « conscience est un mot vague, qui signifie n'importe quoi ou ne signifie rien ». Ce qui, dans la circonstance, était assez exact, mais fit l'effet d'un blasphème à tous ces farouches partisans du libre examen ; et la discussion reprit de plus belle (2).

On finit cependant par s'entendre sur la réponse dont nous parlions il y a un instant, et qui fut envoyée au roi le 6 mai.

Plus dépité que surpris par cette résistance, Jacques II se dit que quelques sanctions appliquées aux bons endroits rendraient le Parlement plus souple. En conséquence, par retour du courrier, arriva une lettre royale qui cassait de son emploi l'avocat du roi Mackenzie, rayait des contrôles deux conseillers privés, et retirait sa pension à l'évêque de Dunkeld ; tous ces messieurs avaient sans doute été dénoncés pour leur zèle anti-papiste. L'évêque de Dunkeld devait être privé de son siège épiscopal quinze jours plus tard, sans qu'on apportât aucune raison pour motiver cette mesure extrême.

Mais toutes ces foudres royales ne terrifiaient personne. Dans un sermon qu'il donna à la cathédrale, devant les membres du Parlement, l'évêque de Ross, Ramsay, déclara « qu'il y avait parmi eux des astres déchus qui cependant gardaient leur emploi », et que « les colonnes du temple et de l'Etat étaient ébranlées » (3). La première de ces phrases était une allusion directe au chancelier, qui la reçut ainsi en pleine figure et ne la trouva pas de son goût.

Un autre événement survint alors, qui montra que, décidément, le vent ne soufflait pas en faveur du catholicisme en Ecosse. On vit reparaître à Edimbourg le docteur Sibbald, de retour de Londres où il avait été malade, le carême ne lui ayant pas réussi. Il revenait décidé « à rentrer dans le sein de l'Eglise où il était né », et il l'écrivit au chancelier, dont on se représente la surprise et le mécontentement. Aussi ardent à redevenir protestant qu'il avait jadis été prompt à se faire catholique, et ayant encore dans les oreilles les clameurs homicides des émeutiers de février, il offrit de faire une rétractation publique. Mais l'évêque

(1) Fountainhall, *Hist. Not.*, II, 720-721.

(2) Macaulay, *Op. cit.*, Tauchnitz, vol. II, chap. VI, p. 354

(3) Fountainhall, *Hist. Obs.*, p. 243.

d'Edimbourg, pour les motifs que l'on devine, trouva la chose inopportune ; et ce fut chez lui, en septembre, qu'eut lieu ce que Perth appelle « la malheureuse apostasie de ce misérable » (1).

A ce moment d'ailleurs, la lutte était assez vive entre controversistes de l'une et l'autre religion : les uns s'efforçant, à la suite de Bossuet, de présenter le catholicisme tel qu'il est en réalité, et non tel que le déforment les allégations mensongères de ses ennemis ; les autres, où se distinguait surtout William Wake, le futur archevêque de Cantorbéry (2), répondant que ce n'était point là le moins du monde la vraie doctrine de Rome, mais « une doctrine fardée, édulcorée et déguisée par l'évêque de Meaux » (3). Chaque effort des catholiques se heurtait à une réplique des anglicans. Le P. Johnston s'en plaignait à Bossuet le 6 mai 1686 : « Il ne se peut publier ici aucun livre touchant la religion, sans qu'on forme quelque réponse » (4).

A cette lutte le chancelier apportait sa collaboration empressée. Il allait, en même temps que l'*Exposition*, faire imprimer la *Lettre pastorale* de Bossuet *Aux nouveaux Convertis sur la Communion pascale*, qu'il avait lue dans la traduction anglaise du P. Johnston (5), et qui lui avait « donné une grande joie et une pareille édification.... Car tous vos ouvrages font un tel effet sur moi », écrivait-il à son illustre correspondant, « que je ne suis pas en repos jusqu'à ce que je les aie rendus publics pour l'avantage des autres » (6).

Et tandis que les théologiens des deux camps se renvoyaient ainsi des arguments qu'ils estimaient également irréfutables, au Parlement les séances se succédaient sans beaucoup modifier la situation. On voulait bien accorder aux catholiques le culte privé, mais à condition que, pour le reste, les lois pénales restassent en vigueur, et que le Test continuât d'être obligatoire pour tous les fonctionnaires. Ceci était inacceptable ;

(1) *Corr. de Bossuet*, III. No. 400.

(2) Il publiait, en cette même année 1686, en réponse à l'*Exposition* de Bossuet, une *Exposition de la Doctrine de l'Eglise d'Angleterre*, et aussi une *Lettre à M. l'Evêque de Meaux*, en français, où il mettait en regard des avances de Bossuet aux protestants, les *dragonnades* de Louis XIV. Voilà, disait-il, la vraie doctrine de l'Eglise catholique : *compelle intrare*. Ce corps à corps avec Bossuet devait avoir une conséquence assez inattendue : celle de le gagner à la cause de l'Union des Eglises gallicane et anglicane. De 1717 à 1720, il devait avoir à ce sujet, avec Du Pin et Le Courayer, des échanges de vues qui n'eurent du reste qu'un résultat négatif. (Cf. J. H. Lupton, *Archbishop Wake and the Project of Union, 1717-1720, between the Gallican and the Anglican Churches*, London 1896 ; et aussi : E. Préclin, *L'Union des Eglises gallicane et anglicane. Une tentative au temps de Louis XV*, Paris 1928).

(3) Fountainhall, *Hist. Obs.*, p. 247.

(4) Cf. sa lettre à Bossuet, publiée à la suite de l'*Exposition*.

(5) Même lettre.

(6) *Corr. de Bossuet*, III. No. 400.

et Moray, en désespoir de cause, congédiait les Etats et reprenait le chemin de Londres. En somme, cette session du Parlement, dont on attendait tout, n'avait rien donné.

Et cependant, si l'on avait échoué, ce n'était pas la faute du comte de Perth. Renaudot écrivait alors à Bossuet : « Les affaires d'Ecosse vont très mal : le Parlement est prorogé, parce qu'il n'a pas voulu consentir à un Acte pour décharger les catholiques du serment du Test. Le pauvre milord chancelier a eu des peines incroyables et sans aucun succès » (1). En effet, comme il l'écrira bientôt lui-même à Bossuet, par suite de l'inexpérience du commissaire Moray, de la maladie du greffier Tarbat et du départ de l'avocat Mackenzie, « dont la mauvaise conduite avait obligé le roi de lui ôter sa charge », il s'était trouvé accablé du poids de toutes les affaires. Il lui avait fallu « toutes les nuits étudier ce qu'il aurait à faire le lendemain, répondre à toutes les objections et donner tous les ordres nécessaires ». C'était, comme il dit, « un emploi beaucoup au-dessus de ses forces », et qu'on ne l'eût pas cru capable de soutenir « parmi la malice des uns, jointe à la négligence et aux fourberies des autres » (2). Et tout cela, pour aboutir à quoi ? A un échec qui réjouissait les protestants et qui allait mécontenter le roi.

Car le roi était très mécontent ; et ce fut encore sur Queensberry qu'il passa sa mauvaise humeur. Le 21 juin, ce dernier était dépouillé de tous ses emplois et honneurs, et ordre était donné de soumettre sa comptabilité à une sévère enquête (3). Les débuts de cette enquête, qui, menée avec une lenteur calculée, devait durer près deux ans, furent marqués par un petit coup de théâtre, auquel notre chancelier ne s'attendait pas ; et ce fut comme par hasard son « ami », le duc de Hamilton, qui en fut la cause. Sur son refus de passer en compte une somme de 27.000 livres inscrite au titre de dépenses additionnelles, on y regarda de plus près et l'on découvrit que c'était le montant du cadeau octroyé par Perth et Queensberry à la duchesse de Portsmouth en 1684, en vue d'obtenir la disgrâce d'Aberdeen (4). Et Queensberry avait une obligation signée de Perth pour la moitié de cette somme, au cas où l'on refuserait de la lui allouer (5).

On est souvent trahi par ses anciens amis. Heureusement qu'à l'heure où l'on faisait ces jolies découvertes à Edimbourg, Perth était

(1) Antonin Villien, *L'abbé Eusèbe Renaudot*, Paris 1904, p. 78. La lettre est datée par erreur du 10 juillet 1687 ; elle est bien de 1686.

(2) *Corr. de Bossuet*, III, No. 400.

(3) Fountainhall, *Hist. Not.*, II, 740.

(4) Cf. ci-dessus, p. 102.

(5) Fountainhall, *Hist. Not.*, II, 745.

à Londres, ou plus exactement à Windsor. Il était parti le 24 juin, appelé par une lettre du roi au Conseil Privé (1). Et là, en présence de Jacques II, c'était le conseil de guerre qui suit la défaite ; « chacun blâmant l'autre de l'échec que l'on avait subi, et tous en rejetant la faute sur Tarbat qui avait assuré au roi que c'était faisable, lui montrant les registres du Parlement, et pointant ceux des membres qui seraient pour et ceux qui seraient contre » (2).

Le comte de Perth, en ce qui le concerne, avait du moins cette satisfaction amère de constater que l'échec s'était bien produit comme il l'avait prévu. Car il n'avait jamais été partisan de convoquer le Parlement à l'effet d'en obtenir l'abrogation des lois pénales. « Je m'opposais à cette convocation », écrit-il alors à Bossuet, « pour des raisons qui n'ont encore été réfutées par personne ». Voici comment il raisonnait : les Actes que l'on pourrait arracher au Parlement, et qui adouciraient la règle sur certains points, ne feraient que la confirmer sur les autres, et un principe protestant, succédant à Jacques II dans un avenir plus ou moins éloigné, ne manquerait pas de les annuler ; au contraire, en se servant des pouvoirs qu'il tenait de sa prérogative, le roi ferait plus de réformes qu'il n'en requerrait du Parlement, et jamais il ne viendrait à l'idée d'aucun de ses successeurs de se demander si l'usage qu'il avait ainsi fait de sa prérogative était légitime ou non ; car ce qu'on tient, on le garde, « la possession en étant trop douce », dit Perth, « pour être abandonnée comme inutile » (3).

Ce raisonnement, juste en lui-même, n'avait qu'un défaut : c'est qu'il faisait trop bon marché de la résistance des sujets. Mais, puisqu'en fait c'est par cet acte d'absolutisme que le roi devait finir, il eût été plus simple de commencer par là, et de faire ainsi l'économie d'une session parlementaire, dont le seul résultat avait été d'alerter l'ennemi, de grouper les résistances, et de fournir à l'Ecosse effrayée un point de comparaison entre ce qu'on avait refusé au roi et ce que celui-ci allait faire.

Car, le premier moment de mauvaise humeur passé, Jacques II comprit qu'il valait mieux ne pas trop accuser le coup. Se rangeant enfin à l'avis de son chancelier, il se dit qu'ayant perdu une bataille sur le terrain parlementaire, il avait encore la ressource d'en gagner une autre en se servant de sa royale prérogative. En conséquence, dans une lettre

(1) *Warr. B. for Scot.*, vol. XI, No. 131.

(2) *Fountainhall, Hist. Not.*, II, 736.

(3) *Corr. de Bossuet*, III, No. 400.

adressée au Conseil Privé, il déclarait que s'il avait invité le Parlement à abroger les lois pénales, ce n'était point qu'il doutât de son droit de le faire par lui-même, mais parce qu'il avait voulu fournir aux Etats l'occasion d'accomplir un acte de justice. Mais puisque ceux-ci, se croyant, bien à tort d'ailleurs, liés par le Test, préféraient lui en laisser l'honneur, eh bien ! il l'acceptait. Il proclamait donc ses sujets catholiques libres désormais de pratiquer leur religion dans le privé, et de se livrer à la propagande, sans avoir à craindre de poursuites judiciaires. Il ordonnait en outre qu'on aménageât une chapelle catholique au palais de Holyrood (1).

C'est le 14 septembre que cette lettre fut lue en séance du Conseil ; Perth était présent, car il était revenu de Londres le 31 août (2). Elle était accompagnée d'une autre lettre destituant cinq conseillers : ceci, afin de rappeler à ceux qui auraient été tentés de protester, qu'il était plus prudent de se tenir cois.

Il fallut rédiger la réponse, ce qui provoqua un échange de propos aigre-doux entre Perth et Hamilton ; car, notons-le en passant, la question religieuse, sans parler des affaires de trésorerie, commençait à refroidir singulièrement les rapports des deux amis. Hamilton donc, ayant trouvé excessive l'épithète de « légale », que la réponse accolait à la prérogative royale, le chancelier demanda vivement : « Qui donc prétendrait douter du pouvoir qu'a Sa Majesté d'adoucir les lois ? » A quoi Hamilton répondit qu'il ne doutait pas que le roi n'eût en effet cette *prérogative*, mais qu'il n'y avait pas lieu de l'appeler une *loi*. Le mot *légal* fut donc remplacé par *suffisant*. A cela près la réponse du Conseil Privé était aussi satisfaisante qu'on pouvait le désirer : ces messieurs « reconnaissaient que le roi était un souverain absolu, n'ayant de compte à rendre qu'à Dieu, et ils s'inclinaient devant son bon plaisir » (3).

Cette réponse, dont Macaulay dit qu'elle fut « rédigée dans les termes les plus serviles » (4), partit le 16 septembre, après avoir été signée par tous les membres du Conseil. Aussitôt qu'il l'eût reçue, le roi agit en conséquence. Dès le 25 septembre, il envoyait au duc de Hamilton l'ordre de remettre au chancelier les clefs de la chambre du Conseil,

(1) Fountainhall, *Hist. Not.*, II, 750-751. Wodrow, *Op. cit.*, IV, 389-390.

(2) Fountainhall, *Op. cit.*, II, 747.

(3) *Ibidem*, II, 751. Telle était en effet la situation que faisait à son roi la législation écossaise (Cf. *Acta Parl. Scot.* James VI, xviii, Act. 2, où il est expressément déclaré qu'en Ecosse le roi est un monarque absolu, ne tenant son pouvoir que de Dieu seul). Et, en devenant roi d'Angleterre, le prince n'avait rien perdu de ses droits quant à son pays d'origine.

(4) *Op. cit.*, Ed. Tauchnitz, 1849, vol. II, p. 358.

située au palais de Holyrood ; car il avait l'intention de transformer cette vaste salle en Chapelle Royale. Une autre lettre, adressée au Conseil Privé, l'autorisait à donner les ordres nécessaires pour effectuer cette transformation « selon les indications qui leur seraient données par le chancelier » (1).

Car désormais, en ce qui concerne les affaires d'Ecosse, le roi ne voit plus que par les yeux du comte de Perth. Durant les deux mois d'été que ce dernier avait passés à la cour, l'entente parfaite avait achevé de s'établir entre Jacques II et son chancelier. « Le roi », écrivait Perth à Bossuet, « a résolu de me donner assez d'autorité en Ecosse, et des ordres si précis pour avancer la religion catholique, qu'il y a sujet d'espérer que les affaires iront bien » (2). En effet, son retour à Edimbourg avait été précédé d'une lettre du roi au Conseil Privé qui ne laissait subsister aucun doute sur ce point : « Vous accepterez », disait le monarque, « tout ce qu'il vous communiquera de notre part » ; et il ajoutait : « Notre désir est que vous respectiez un homme en qui nous avons une entière confiance, et que, pour nous servir, vous collaboriez avec lui... Nous avons de bonnes raisons d'être pleinement satisfait de ses capacités, de son zèle et de son dévouement à notre service » (3).

Ainsi rassuré du côté du roi, ayant par ailleurs son frère, créé comte de Melfort le 12 août précédent, comme agent de liaison près du pouvoir central, libéré de la tutelle de Queensberry, dans les appartements duquel il sera bientôt logé à Holyrood (4), et abondamment pourvu d'argent (5), Perth se sentait maintenant le seul maître en Ecosse. Et il était bien décidé à mettre à profit cette situation unique pour, comme il dit, « avancer les affaires du catholicisme ».

Revenu à Edimbourg le 9 novembre, après avoir, selon sa coutume, passé près de deux mois de vacances au château de Drummond, il activa les travaux d'aménagement de la chapelle ; et le 23 du même mois arrivait au port de Leith le yacht du roi, avec ce que Fountainhall

(1) *Warr. B. for Scot.*, vol. XI, Nos. 304 et 305.

(2) *Corr. de Bossuet*, III, No. 400.

(3) *Warr. B. for Scot.*, vol. XI, No. 214.

(4) *Ibidem*, vol. XI, No. 402.

(5) Le 13 février 1686, le roi lui avait fait don du revenu des droits de chancellerie, à compter du 1^{er} août 1684, et jusqu'à concurrence de la somme de 8.000 livres (*Warr. Book*, vol. X, No. 387). Il paraît que rien, sous le règne de Jacques II, ne fit plus jaser que ce cadeau qu'il fit au comte de Perth (*W. Fraser, The Melvilles, Earls of Melville etc.*, Edin. 1890, I, 277). Le 29 janvier 1687, ce don fut changé en un autre de même valeur prélevé sur les revenus des douanes, parce que le premier ne pouvait s'effectuer avant longtemps (*Warr. Book*, vol. XI, No. 495 ; et aussi : *W. Fraser, The Red Book of Menteith*, II, 440-442).

appelle « l'autel, les ornements, images, prêtres et autres accessoires pour la chapelle papiste de l'abbaye » (1). Une semaine plus tard, le 30 novembre, fête de St. André patron de l'Ecosse, la chapelle était inaugurée, bien que les travaux ne fussent pas encore achevés. Fountainhall fait remarquer qu'on l'aspergea simplement d'eau bénite, sans la consacrer solennellement (ce pour quoi d'ailleurs il eût fallu la présence d'un évêque ou de son délégué), « probablement », dit-il, « en prévision d'un prochain retour à quelque usage profane ; car l'affluence y est telle qu'il leur faudra sans doute un local plus vaste » (2).

C'est effectivement ce qui devait arriver ; mais, en attendant, c'est dans cette chapelle que se firent les offices ; et, comme on craignait quelque nouvelle attaque de la populace protestante, le chancelier eut soin de la faire garder par des soldats catholiques le jour de Noël (3).

L'activité du comte de Perth en faveur du catholicisme ne se limitait d'ailleurs pas, comme on le pense bien, à la ville d'Edimbourg ; elle s'étendait à toute l'Ecosse ; et, comme il le lui avait promis (4), il tenait Bossuet au courant de ses efforts et des progrès réalisés. Mais le contraste entre ce qu'il aurait voulu faire et ce qu'il faisait lui arrachait des gémissements : « Si peu de zèle, si peu de forces, si peu de secours, tant d'oppositions et si peu de gens qui m'assistent, sont des considérations qui ne me donnent guère de consolation » (5).

Il déplorait aussi le peu d'union qui régnait entre les catholiques d'Ecosse, pourtant en bien petit nombre, « les uns voulant être de Paul, et les autres d'Apollo ». Ce n'était point qu'on manquât de missionnaires, car les jésuites y étaient assez nombreux, et le roi avait invité des bénédictins et des capucins à y travailler de concert avec eux. Seulement, l'esprit de corps entrant en jeu, chaque groupe travaillait de son côté et à sa façon ; et Perth regrettait qu'il n'y eût pas de commandement unique pour coordonner leurs efforts.

Il faisait, quant à lui, tout son possible pour aider ces missionnaires, réunissant chez lui tous les samedis ceux qui étaient à Edimbourg ou à proximité de cette ville. Après le dîner avait lieu une sorte de conseil de propagande, où on lisait les nouvelles venues de tous les coins de l'Ecosse. Puis, on établissait un plan de campagne : on étudiait d'abord

(1) *Hist. Not.*, II, 763. C'est-à-dire la chapelle qu'on aménageait dans la salle du Conseil ; ne pas confondre avec la chapelle proprement dite de l'abbaye de Holyrood, dont il sera question plus loin.

(2) *Ibidem*, II, 764.

(3) *Ibidem*, II, 772.

(4) *Corr. de Bossuet*, III, No. 400.

(5) *Ibidem*, III, No. 416.

les moyens « d'établir des ecclésiastiques dans les lieux où il y avait d'anciens catholiques », en ayant soin de choisir « les plus capables d'avancer l'évangile de Jésus-Christ ». Perth s'était chargé de « procurer de petites pensions pour les familles qui ne pourraient pas entretenir des ecclésiastiques sans cette assistance ». Ensuite, on songeait « aux moyens d'établir des ecclésiastiques dans les lieux où il n'y en avait point », en prenant garde de les faire protéger par des personnes sur qui on pouvait compter.

Perth avait également fait demander aux missionnaires dispersés en Ecosse de lui fournir des listes de tous les catholiques des lieux où ils étaient établis « qui seraient capables de servir Sa Majesté » dans la magistrature ou dans l'armée, « comme aussi de tous ceux qui étaient pauvres, afin que le roi pût subvenir à leurs besoins ». Il avait même poussé la prévoyance jusqu'à se faire désigner les ministres qui, tout en étant convaincus de la vérité du catholicisme, ne demeureraient protestants que pour conserver leur salaire, « afin », dit-il, « qu'on pût les instruire de la méthode dont ils pourraient se servir dans leurs sermons, pour tâcher de préparer les peuples à leur conversion ».

« Enfin », ajoute-t-il, « j'ai prié ces ecclésiastiques que, s'il arrivait par méprise quelque inconvénient, ils me fissent l'honneur de me consulter, s'ils m'en jugeaient capable, comme un homme plus versé dans les affaires du monde qu'ils ne pouvaient l'être ; qu'ainsi j'espérais, avec le secours de Dieu, trouver moyen d'accommoder toutes les affaires qui pourraient survenir entre des hommes si pieux et si raisonnables, avant qu'elles fissent du bruit dans le monde » (1).

On ne pouvait laisser entendre d'une façon plus aimable qu'il était parfois nécessaire d'intervenir, pour rétablir la paix et la bonne entente entre les ouvriers de la vigne !

Mais la sollicitude du chancelier dépassait même les frontières de son pays ; elle le poussait à s'occuper des collèges que les catholiques d'Ecosse entretenaient sur le continent. Déjà, dans une lettre au roi du début de 1686, il suppliait Sa Majesté de secourir le collège écossais de Paris, « dont l'état faisait pitié » (2). Et un an plus tard, il dit de même à Bossuet : « Si par votre grand crédit vous pouvez procurer à cette pauvre maison quelque grâce du roi, qui a secouru avec tant de générosité et de bonté nos jésuites écossais de Douai, ce sera une grande

(1) *Corr. de Bossuet*, III, No. 416.

(2) B. M. Add. Mss. 11252, fol. 11. Situé rue des Fossés Saint-Victor, aujourd'hui rue du Cardinal Lemoine, ce collège fut supprimé lors de la Révolution française.

œuvre de charité, et un moyen de fournir à ce pays un secours de missionnaires prêts à tout événement » (1).

Lui-même du reste s'efforçait, et non sans succès, encore qu'il se plaigne de rencontrer beaucoup d'opposition, de réunir des fonds qui permissent à cette maison de s'agrandir et de prospérer. Dans presque toutes les lettres qu'il écrit alors au révérend Whiteford, l'un des maîtres du collège, il est question de secours pécuniaires qu'il se propose de lui faire parvenir, soit directement, soit par l'entremise de l'abbé Louis Innes, le recteur, venu en Ecosse dans ce dessein (2).

Et non seulement il travaillait à relever les finances de la maison, mais il lui fournissait encore des élèves. Son fils aîné d'abord, puis quelques enfants de sa nombreuse parenté. « Votre compagnie », dit-il à Whiteford le 8 mars 1687, « va bientôt s'accroître par l'arrivée du comte de Wigton, avec son frère (3) et un domestique. J'espère également vous en envoyer un autre qui paiera ses 25 livres sterling, mais sans pouvoir l'affirmer, et je compte bien que mon frère vous enverra bientôt son fils aîné Lundin » (4).

Au bout d'un an, il est vrai, le comte de Wigton quittait le collège écossais pour entrer au collège de Clermont, et l'année suivante, Charles Fleming s'en allait au collège de Douai (5). En se mettant ainsi sous la férule des jésuites, les deux enfants manifestaient une indépendance qui déplut à leur patron ! Cependant ils restaient en France ; le comte de Perth allait même bientôt trouver qu'ils y prolongeaient trop leur séjour.

Ennuyé au sujet des Wigton, il n'avait par contre qu'à se féliciter de la conduite et des progrès de son fils aîné, dont il avait voulu également confier l'éducation à l'abbé Louis Innes. A ce propos, il écrivait à Bossuet : « J'ai bien de la joie de ce que vous approuvez le choix que j'ai fait, en le mettant entre les mains de M. Innes. J'ose dire que si vous pénétriez au fond du cœur de ce digne ecclésiastique, vous l'approuveriez encore davantage » (6).

(1) *Corr. de Bossuet*, III, No. 416.

(2) *Perth's Correspondence preserved at Blairs College (Aberdeen)*, N^o 6 et 8.

(3) Le comte de Wigton et son frère étaient les fils de William Fleming, cinquième comte de Wigton, cousin germain de Perth, et au mariage duquel il avait assisté en 1670. Leur père étant mort en 1681, l'aîné John, alors âgé de huit ans, avait hérité du titre de comte de Wigton, tandis que son frère était toujours Charles Fleming.

(4) *Perth's Corr. at Blairs*, No 1.

(5) *Records of the Scots Colleges at Douai, Rome, etc.*, New Spalding Club, Aberdeen 1906. p. 60.

(6) *Corr. de Bossuet*, III, No. 416. La famille Innes, de laquelle sont sortis au moins dix prêtres, occupe une place importante dans les annales de l'Eglise

Ce fils était venu en France dès le mois de septembre 1686, accompagné de son précepteur, M. Wallace, et son premier soin avait été, sur la recommandation de son père, d'aller se jeter aux pieds de l'évêque de Meaux, pour le remercier et lui demander sa bénédiction. Bossuet l'avait accueilli avec une bonté toute paternelle, qui faisait dire à Perth : « Un enfant élevé au collège, à la campagne et en Ecosse, ne méritait pas que vous lui témoignassiez tant de considération » (1). Et plus tard encore : « La bonté que vous témoignez à mon pauvre enfant est une obligation qui pénètre la partie la plus sensible de mon cœur » (2).

Et ne sachant que faire pour montrer sa reconnaissance au grand évêque, il tâchait de lui rendre à son tour quelques petits services. Bossuet, qui rassemblait alors les matériaux de son *Histoire des Variations*, lui avait demandé de lui fournir quelques documents qui l'aidassent à faire la lumière sur les débuts de la Réforme en Ecosse, et Perth n'aurait certes pas eu de plus grande satisfaction que de pouvoir les lui procurer. Justement, le Dr. Sibbald, conseillé par lui, avait jadis réuni sur ce sujet tout un dossier qui eût bien fait l'affaire de Bossuet (3). Malheureusement « étant retombé dans son erreur », dit Perth le 25 juillet 1686, « je crains qu'il ne fasse difficulté de me donner ces papiers ». Dans sa lettre du 30 novembre, il revient encore sur cette question et dit combien il est difficile de se procurer ces documents, « les protestants ayant pris de grandes précautions pour empêcher que la postérité ne pût être informée » sur les origines de leur Eglise. Il y a bien l'*Histoire de l'Eglise* de John Spottiswoode, l'archevêque de St. Andrews, mais Perth trouve que « nonobstant sa dignité de primate, il a écrit comme un prédicateur fanatique qui ne mérite aucune créance » (4). Cependant, il ne désespère pas de pouvoir satisfaire Bossuet, car « plusieurs personnes lui ont promis des mémoires sur ce sujet, et s'il peut avoir des informations authentiques, il ne manquera pas de les lui envoyer par l'entremise de l'abbé Renaudot » (5).

catholique d'Ecosse. Les deux membres les plus connus sont Louis et Thomas. L'aîné de sept frères, dont cinq furent prêtres, Louis avait fait ses études au collège écossais de Paris, dont il fut nommé principal en 1682. Il exerça cette fonction jusqu'en 1713, et mourut à Paris en 1738. Nous aurons d'ailleurs l'occasion de reparler de lui. Son frère cadet, Thomas, commença ses études au collège de Navarre, entra au collège écossais de Paris en 1681 et fut ordonné en 1691. Il mourut dans ce même collège en 1744. Il est surtout célèbre par ses travaux d'érudition sur l'histoire d'Ecosse. (Cf. Dom Odo Blundell, O. S. B., *A Notable Family of Priests*, Opuscule N° 166 de la *Catholic Truth Society of Scotland*).

(1) *Corr. de Bossuet*, III, N° 413.

(2) *Ibidem*, III, N° 416.

(3) R. Sibbald, *Op. cit.*, p. 35.

(4) Perth exagère ; Spottiswoode n'est pas un historien à rejeter en bloc ; mais on ne saurait attendre de lui un jugement impartial.

(5) *Corr. de Bossuet*, III, No. 413.

Mais, comme dans la seule lettre qu'il devait encore écrire à Bossuet avant la Révolution de 1688, il n'est plus question de ces recherches, il est probable, ainsi que le dit M. Rébelliau, qu'en fait de documents authentiques et nouveaux sur la Réforme, il ne put finalement rien lui fournir (1).

Telle était alors l'activité déployée par le chancelier au service du catholicisme ; et s'il en exposait le détail à Bossuet, ce n'était point pour se faire valoir, mais afin que celui-ci pût lui donner des avis en connaissance de cause. Ces avis, il priait son correspondant « de les tourner en telle manière qu'il puisse les mettre entre les mains du roi » (2).

Jacques II était, comme bien on pense, tout disposé à appuyer cette œuvre de propagande, mais il voulait le faire en roi, c'est-à-dire, en usant de son autorité. Il avait déjà réussi à mater son Conseil Privé d'Ecosse ; car, ce que ce dernier n'avait pas voulu lui donner, il l'avait pris, et le Conseil, mis en face du fait accompli, n'avait eu qu'à s'incliner. C'était une victoire, si l'on veut ; ce n'était pas encore la victoire. Entre ses sujets catholiques et la menace des lois pénales, le roi avait interposé l'écran de sa prérogative ; mais la menace était toujours là. De même pour le Test, le roi avait introduit dans son Conseil Privé d'Angleterre plusieurs seigneurs catholiques, le comte de Powis, les lords Arundel, Bellasis et Dover, et tout récemment encore le comte de Traquair dans son Conseil d'Ecosse, sans qu'ils eussent à prêter ce serment ; mais c'étaient là autant de cas d'espèce, autant d'exceptions qui laissaient subsister la règle de l'obligation du Test pour tous les fonctionnaires en général. Cela montrait sans doute, comme Perth l'écrivait à Bossuet, « que le roi était résolu d'achever son ouvrage » (3) ; encore fallait-il qu'il l'achevât.

Aurait-il pour cela recours à une nouvelle session du Parlement écossais qui, prorogé d'abord jusqu'au 7 août, puis jusqu'au 21 octobre, allait être dissous le 8 du même mois ? On le crut un instant ; car il ne désespérait pas de s'y assurer une majorité par de nouvelles élections dans les bourgs royaux, et à cet effet il avait, dès le 4 septembre, envoyé trois lettres au chancelier au sujet de l'élection des magistrats et conseillers municipaux de ces mêmes bourgs (4) ; puis le 16, arrivait une autre lettre ordonnant de cesser toute élection, le roi étant résolu à

(1) A. Rébelliau, *Bossuet historien du protestantisme*, troisième édition, p. 178.

(2) *Corr. de Bossuet*, III, No. 416.

(3) *Corr. de Bossuet*, III, No. 400.

(4) Warr, *B. for Scot.*, vol. XI, No. 269.

se réserver la nomination des dits magistrats (1). De fait, en moins d'un an, les magistrats des principales villes étaient tous remplacés par des hommes de son choix.

Mais alors, le parti de l'opposition prétendit qu'il se faisait fort d'empêcher la réélection des représentants des comtés qui, dans la précédente session, avaient voté en faveur du papisme. On allait donc perdre d'un côté ce que l'on gagnerait de l'autre.

Le roi était perplexe. Autour de lui, on tâtait le terrain. Lockhart, le président de la Session, consulté par Perth au début de janvier 1687, fut d'avis qu'un nouveau Parlement consentirait tout au plus à faire ce qu'avait fait le précédent, et qu'il valait mieux ne pas tenter l'aventure (2).

Alors, que faire ? Jacques II, en y réfléchissant, s'avisa tout à coup que si jusqu'ici il avait échoué, c'est parce qu'il avait employé une mauvaise tactique : en réclamant la liberté pour les seuls catholiques, il avait par le fait même invité tous les protestants, de quelque secte qu'ils fussent, à faire bloc contre lui. Mais qu'arriverait-il si, par une manœuvre hardie, il offrait cette même liberté à ces vieux ennemis des Stuarts, les dissidents d'Angleterre et les presbytériens d'Ecosse ? Ceux-ci, heureux de l'aubaine, n'appuieraient-ils pas sa demande, au lieu de s'y opposer ? L'expérience semblait devoir réussir ; elle valait au moins la peine d'être tentée.

Et c'est ce qu'il fit ; mais il ne le fit d'abord qu'à moitié, donnant ainsi aux protestants l'impression « que dans son âme la nécessité luttait encore avec l'intolérance » (3). Le 10 février partait pour Edimbourg une proclamation, que l'on appelle la *Première Indulgence*, et qui suspendait toutes les lois, prohibitives et pénales, contre les catholiques ; ils seraient désormais aussi libres que les protestants de n'importe quelle secte de pratiquer leur religion et d'occuper tous les emplois, auxquels il plairait à Sa Majesté de les appeler ; seuls leur étaient interdits le culte en plein air (4) et les processions dans les rues principales des bourgs royaux. Il leur était également défendu, ce qui parut étrange, d'envahir de force les églises protestantes.

Quant aux presbytériens, et c'est ici que réapparaissait l'intolérance, ils ne pouvaient se réunir que dans des maisons privées, et pour y entendre les seuls ministres qui accepteraient l'*Indulgence*. Ils ne

(1) Fountainhall, *Hist. Not.*, II, 752.

(2) *Hist. Mss. Com.*, XI Report, Part VI, p. 174.

(3) W. L. Mathieson, *Op. cit.*, II, 331.

(4) Comme, nous l'avons vu, il se célébrait parfois dans les Highlands.

devaient point bâtir de chapelles ni faire usage de granges, et les conventicules en plein air restaient strictement interdits.

Enfin, le Test était supprimé et remplacé par un serment de « non-résistance » auquel, précisa-t-on plus tard, seraient tenus tous les ministres presbytériens qui voudraient prêcher (1).

Mais, quand il fut question de signer la réponse, où le Conseil Privé faisait part au roi de son acceptation et de ses remerciements, le chancelier eut la désagréable surprise de voir le duc de Hamilton, imité par ses deux beaux-fils, Panmure et Dundonald, s'y refuser catégoriquement. Melfort en fut navré, car il avait beaucoup insisté auprès de Hamilton pour qu'il consentît à « ces mesures de justice auxquelles, même en dehors de toute question de loyalisme, il avait trop de générosité pour s'opposer ». Il lui écrivait le 1^{er} mars : « Je n'ai jamais été plus peiné qu'à constater que vous et vos deux fils aviez refusé de signer la lettre adressée au roi » (2). Mais Hamilton avait dû s'excuser dans l'intervalle, car le même jour partit une lettre du roi qui déclarait accepter ses excuses « pour cette fois » ; quant à Panmure et Dundonald, ils étaient retranchés du Conseil (3).

Ce léger incident mis à part, tout avait marché à souhait ; et le roi félicitait le comte de Perth « d'avoir exécuté avec tant de succès les ordres qu'il lui avait envoyés » (4). Il espérait que ceci aurait le meilleur effet sur les dissidents anglais, en faveur desquels il devait, le 4 avril, proclamer la liberté de conscience, connue également sous le nom d'*Indulgence*. Entre temps, le 31 mars, il avait autorisé le Conseil Privé d'Ecosse à ne pas insister sur le nouveau serment de « non-résistance », auquel les ministres presbytériens ne semblaient pas vouloir se plier. C'est la *Deuxième Indulgence*.

Enfin, devant le peu d'enthousiasme manifesté par les dissidents anglais à l'égard de l'*Indulgence* du 4 avril, se retournant une fois encore vers l'Ecosse, il achevait de libérer les presbytériens par sa lettre du 28 juin, lue au Conseil le 5 juillet, Perth étant présent. Cette *Troisième Indulgence*, comme on l'appela, à part les conventicules en plein air qui restaient prohibés, pour tout le monde d'ailleurs, donnait toute liberté aux presbytériens, à condition que leurs assemblées fussent ouvertes à tous, qu'on n'y proférât point de discours séditions, et que

(1) Wodrow, *Op. cit.*, IV, 417-419.

(2) *Hist. Mss. Com.*, XI Report, App., Part VI, p. 172.

(3) Fountainhall, *Hist. Not.*, II, 786.

(4) *Royal Letters* à Drummond Castle : Recueil II, No. 17.

les noms des prédicateurs et des lieux de réunion fussent notifiés aux pouvoirs publics (1).

En dehors de l'irréductible Renwick et de ses partisans, tous les presbytériens d'Ecosse acceptèrent avec joie cette faveur inespérée ; et les ministres, en remerciant le roi, lui promirent qu'il n'aurait pas à regretter cet acte de bonté à leur égard. Quant aux citoyens d'Edimbourg, ils déclarèrent « ne pouvoir trouver de mots pour exprimer le sentiment qu'ils avaient d'une aussi insigne et surprenante faveur » (2).

Tout semblait donc aller pour le mieux dans le meilleur des mondes, et le roi, entrevoyant déjà la possibilité de faire abroger par le Parlement d'Edimbourg les lois pénales, qui, jusqu'ici, n'étaient toujours que suspendues, et de lui faire ratifier la suppression du Test, disait dans sa réponse à l'adresse des ministres, que son intention était de consolider leur liberté religieuse de telle sorte que personne après lui ne pourrait plus la renverser (3).

Allait-il donc recueillir le fruit de son audacieuse politique ? Il l'eût peut-être pu faire si, par sa façon d'agir d'autre part, il n'en avait annihilé, ou tout au moins singulièrement compromis, les bons effets.

On connaît les maladresses et les provocations inutiles de sa politique religieuse en Angleterre, dont s'alarmait le pape lui-même : la faveur inouïe témoignée au célèbre jésuite, le P. Petre, dont il finira par faire son conseiller privé ; son obstination à vouloir que le nonce du pape, le comte d'Adda, parût à sa première audience publique dans tout l'éclat de la pompe ecclésiastique ; l'introduction de seigneurs catholiques dans son Conseil Privé ; et, faisant contraste avec ces marques de faveur prodiguées à ses coreligionnaires, ses sévérités à l'égard des protestants : l'évêque de Londres, Compton, chassé du même Conseil et déclaré ensuite suspens et interdit par la haute cour ecclésiastique ; et surtout sa querelle avec les universités de Cambridge et d'Oxford, ces fidèles amies des Stuarts, querelle occasionnée par le refus d'accepter des catholiques dans leur sein. On pouvait se demander, et on ne tarda pas à le faire, ce qui arriverait si le Test était définitivement aboli : tous les emplois ne passeraient-ils pas progressivement entre les mains des catholiques ?

En Ecosse même, les mesures que prenait Perth, en exécution des ordres du roi ou d'accord avec lui, pour favoriser la propagande de la

(1) Wodrow, *Op. cit.*, IV, 426-427.

(2) *Ibidem*, IV, 428.

(3) W. L. Mathieson, *Op. cit.*, II, 333.

religion catholique, et cette propagande elle-même, à laquelle les récents décrets allaient imprimer une vigueur nouvelle, n'étaient pas de nature à rassurer les protestants, bien au contraire.

Les collègues de Perth à la trésorerie voyaient, avec une inquiétude et une indignation qu'il est aisé de se figurer, arriver sans cesse de la cour de nouveaux ordres, leur enjoignant de fournir des subsides aux œuvres spécifiquement catholiques. C'était, le 4 mars 1687, des pensions de 50 livres par tête à servir aux quatre prêtres qui faisaient fonctions d'aumôniers à la Chapelle Royale de Holyrood. La même lettre nommait par ailleurs le P. Dunbar aumônier du roi dans la dite chapelle, aux lieu et place du ministre Robertson (1), substitution conforme à la logique, sans aucun doute, mais qui n'en froissait pas moins les protestants.

C'était encore, le 16 mai, une somme annuelle de 100 livres à payer au chancelier « pour des aumônes particulières accordées par le roi » (2). Nous savons à qui allaient ces aumônes, et les collègues de Perth le savaient également ; et quand, le même jour, ils recevaient l'ordre de verser 100 livres de plus par an au chancelier « pour l'impression de livres et autres papiers ordonnée ou autorisée par le roi » (3), ils ne se faisaient pas non plus d'illusion sur la nature et le but de ces publications. Et afin que nul d'entre eux ne fût tenté de poser à ce sujet quelque question indiscreète, le 30 juillet, arrivait une autre lettre royale qui exemptait Perth de rendre aucun compte de l'emploi de ces 200 livres annuelles (4).

Du reste, le roi n'avait pas à se cacher pour subventionner qui bon lui semblait, et il ne se cachait pas. Le même jour où, pour les raisons que l'on vient de dire, il allouait ces 200 livres au comte de Perth, il ordonnait également de réserver 100 livres par an pour les frais du culte à la chapelle de Holyrood et aux collèges de Paris, de Douai et de Rome (5). Parmi ces derniers, le collège de Paris avait été, on s'en souvient, recommandé à la générosité royale, comme étant dans une situation lamentable au point de vue pécuniaire. La conséquence fut que le 15 juin arriva l'ordre de payer au principal de ce collège la somme de 1.100 livres (6).

Par contre, et alors que les fonds publics étaient ainsi mis à contri-

(1) Fountainhall, *Hist. Not.*, II, 788.

(2) Warr. B. for Scot., vol. XII, No 111.

(3) *Ibidem*, loc. cit.

(4) Warr. B. for Scot., vol. XII, No. 201

(5) *Ibidem*, vol. XII, Nos. 112 à 116.

(6) *Ibidem*, vol. XII, No. 152.

bution pour payer les frais de la propagande catholique, le chancelier continuait à s'opposer de son mieux à la diffusion des ouvrages de controverse protestants. Le 9 août, prenant prétexte de la vente de différentes brochures « scandaleuses et séditieuses », entre autres des *Voyages en Italie* de Burnet, il obligeait les imprimeurs et les libraires d'Edimbourg à déclarer quels livres ils avaient, durant le mois écoulé, soit importés, soit imprimés ou vendus, et à montrer leurs catalogues. Cette inquisition amena l'emprisonnement et la mise à l'amende de plusieurs d'entre eux, et il leur fut interdit désormais d'imprimer ou de vendre quoi que ce fût, sans une permission spéciale et sans l'approbation du chancelier et de l'archevêque de Glasgow. Réglementation sévère, et qui avait surtout le défaut d'être partielle : car Watson, l'imprimeur catholique, n'y était point soumis ; « et ainsi » note Fountainhall avec amertume, « lui et son fils peuvent imprimer ou vendre tout ce qui leur plaît contre les protestants » (1).

A peine est-il besoin de faire remarquer tout ce que cette mesure avait de maladroit. Prétendre fermer la bouche à l'adversaire, et se réserver ainsi le droit de l'attaquer sans lui permettre de se défendre, était une très mauvaise tactique. Le meilleur moyen de l'exciter à parler, c'était de vouloir le contraindre à se taire.

Ces choses nous paraissent aujourd'hui l'évidence même ; mais alors il en était tout autrement, quel que fût du reste le camp dans lequel on combattît. Car, il est juste de le noter, en agissant de la sorte, le comte de Perth ne faisait que retourner contre le protestantisme les armes dont ses prédécesseurs s'étaient servis contre le catholicisme. Seulement, ceux-ci avaient eu l'avantage d'agir dans le sens de l'opinion, alors que lui la heurtait de front et la bravait.

Et cette opinion allait encore être alarmée par l'essai de mise à exécution d'un projet que le roi caressait depuis un certain temps déjà, à savoir le rétablissement de l'abbaye de Holyrood.

Mais ici intervient un personnage assez original, qu'il convient de présenter au lecteur : c'est le révérend P. de la Haye, de son vrai nom Richard Augustin Hay, chanoine régulier de Sainte-Geneviève à Paris. Né à Edimbourg le 15 août 1661, privé de son père vers l'âge de cinq ans, et sa mère s'étant remariée presque aussitôt, il avait eu, pour employer son expression, une enfance plutôt « ballottée ». Promené d'école en école, « où il ne fit guère de progrès, faute de maîtres expérimentés », il avait été finalement « expédié en France », vers douze ou treize ans,

(1) *Hist. Not.*, II, 816.

et « fourré au collège écossais » de Paris. Il y restait plusieurs années ; puis, las des mauvais traitements que lui valait l'humeur fantasque d'un nouveau sous-principal venu d'Ecosse, il entra comme pensionnaire chez les chanoines réguliers de Saint-Chéron, près de Chartres, où il achevait sa rhétorique. Enfin, ne se sentant guère de goût pour retourner en Ecosse, où la situation était alors assez troublée, il prenait le 25 août 1678 l'habit de chanoine régulier à Sainte-Geneviève de Paris (1).

Après un an de noviciat et deux ans de jувénat à St.-Jacques de Provins, dont l'abbé était François d'Aligre, le fils du chancelier d'Aligre, il recevait la tonsure et les ordres mineurs. Puis, il partait pour l'abbaye de St.-Pierre de Rillé, près de Fougères, où il étudiait la philosophie et la théologie ; il y recevait en même temps le sous-diaconat des mains de l'évêque de Rennes, Jean-Baptiste de Beaumanoir de Lavardin, et le diaconat de celles d'Henri Arnauld, évêque d'Angers, le frère du Grand Arnauld. Docteur en philosophie en 1683, docteur en théologie l'année suivante, il revenait comme professeur de la troisième classe à St.-Chéron, et le 22 septembre 1685, il était ordonné prêtre dans la chapelle du palais de Chartres par François Batailler, évêque titulaire de Bethléem, l'évêque de Chartres, Ferdinand de Neuville, étant « goutteux et infirme » et ne pouvant faire l'ordination (2).

Mais, l'année qui suivit son ordination, il était pris soudain de nostalgie, et, comme Ulysse aux temps anciens, « désirant ardemment revoir la fumée de son pays », il reprenait le chemin de l'Ecosse. Seulement, le P. Morin, abbé de Sainte-Geneviève, entendait que ce voyage fût profitable à la congrégation, et, confiant dans les excellentes dispositions du roi d'Angleterre à l'égard des religieux, il chargeait le P. Hay d'obtenir la permission de rétablir les chanoines réguliers dans les Iles Britanniques, où jadis ils comptaient plusieurs monastères importants, entre autres l'abbaye de Holyrood, fondée en 1128 par le roi David I^{er} pour les chanoines réguliers de St.-Augustin, venus de St. Andrews (3).

Arrivé à Londres en septembre 1686, le P. Hay se rendait aussitôt à la cour, à Windsor, où, séjournant plusieurs semaines, il avait tout le temps d'entretenir le roi de ses divers projets. Jacques II, qui ne demandait pas mieux que de voir reflourir les ordres religieux dans ses trois royaumes, dut accueillir avec joie les propositions du P. Hay ; et il est

(1) *Hay's Memoirs* (Mss. de l'*Advocates' Library* à Edimbourg), tome III, pp. 113 à 116.

(2) *Ibidem*, pp. 118-119.

(3) Sir Herbert Maxwell, *Op. cit.*, p. 74.

probable qu'il se décida dès lors à rétablir les chanoines réguliers à Holyrood.

Mais l'affaire demandait quelque réflexion ; car l'ancienne chapelle de l'abbaye dont le chœur, abside et transept, était de style roman, et la nef, du gothique le plus pur, n'était plus depuis longtemps que l'ombre d'elle-même. Les Anglais l'avaient brûlée en 1544, et en 1547 ils en avaient enlevé la toiture de plomb. En 1569, on avait démoli ce qui restait du chœur et du transept, et, avec l'argent fourni par la vente des matériaux, on avait restauré la nef, qui était devenue l'église protestante de la paroisse de la Canongate (1). Si l'on voulait réintégrer les chanoines réguliers dans leurs biens, il fallait donc reprendre aux protestants la nef restante, et, autant que possible, rebâtir le chœur et le transept : l'entreprise était délicate et assez coûteuse.

Le P. Hay quitta la cour et s'embarqua à Gravesend le 7 novembre, à destination de l'Ecosse. Le voyage fut long et pénible : le navire, après avoir, pour rester dans la tradition, heurté le banc de sable du *Lemon and Ore*, continua sa route tant bien que mal, et à travers de violentes tempêtes, parvint à Leith douze jours après son départ de Gravesend. Et sans doute qu'alors étant sur les lieux, le P. Hay se rendit mieux compte des difficultés de l'entreprise, car ce ne fut que le 29 mai suivant qu'il entama avec le comte de Perth les négociations, en vue de l'établissement des chanoines réguliers à Holyrood (2).

Les deux hommes eurent à ce sujet plusieurs entretiens, au cours desquels le chancelier ne cacha point « l'estime singulière qu'il avait pour l'ordre de Sainte-Geneviève », et témoigna « un grand désir de le voir refleurir en Ecosse » (3). Mais la question était de savoir qui prendrait à son compte la réfection de la chapelle. Questionné là-dessus le 13 juin, le P. Hay déclara que son Ordre ne pouvait s'en charger. Allait-il donc laisser la place à d'autres ? Les jésuites n'entraient évidemment pas en ligne de compte ; mais ailleurs, ne convoitait-on pas l'abbaye ? Le P. Hay put se le demander un instant : étant venu le 16 juin pour revoir le chancelier et le trouvant occupé, il eut un long entretien avec le révérend Louis Innes, de passage à Edimbourg, et celui-

(1) Sir Herbert Maxwell, *Op. cit.*, pp. 111 à 116. Le nom de Canongate, en écossais : *rue des Chanoines*, vient précisément de ce que les chanoines réguliers, qui occupaient l'abbaye à l'origine, avaient obtenu du roi la permission de construire un bourg qui reliât l'abbaye à la ville. Ils élevèrent leurs maisons de chaque côté de ce qui devint la Canongate, nom que cette rue porte encore aujourd'hui (*Ibidem*, p. 75).

(2) *Hay's Memoirs*, III, 121.

(3) Bibliothèque Sainte-Geneviève : Réserve Z, 943 in-4° : *Relation de ce qui s'est passé en la Cong. des Chan. Rég. de France, etc.*, année 1687, p. 7.

ci lui dit « que Sa Majesté savait que la chapelle de Holyrood avait jadis appartenu aux bénédictins » (1), ce qui laissait entendre qu'elle devait leur revenir.

Le P. Hay ne nous dit pas ce qu'il répondit au révérend Innes ; mais sans doute pensa-t-il, à part lui, qu'il avait bien fait, avant de venir à Edimbourg, de passer par Windsor et d'éclairer la religion du roi ! C'est ce dernier, en fait, qui allait le tirer d'affaire et régler la question.

Voici comment. Le jour même où le P. Hay avait son premier entretien avec Perth, c'est-à-dire le 29 mai, une lettre royale restaurait l'ancien ordre de chevalerie, fondé en 1540 par Jacques V d'Ecosse, sous le nom de l'Ordre du Chardon ou de Saint-André, et qui n'avait pas survécu à la Réforme. Deux jours après paraissaient les statuts de l'ordre, qui devait comprendre douze membres en dehors du roi, et le 6 juin partait de Windsor la nomination de Perth comme chevalier du Chardon (2). Le duc de Hamilton, sur délégation du roi, devait le 27 juillet l'installer officiellement dans sa nouvelle dignité, ainsi que le duc de Gordon et le marquis d'Athole.

Celui-ci, qui n'était pas catholique, eut bien un moment d'hésitation quand il lui fallut prêter serment sur le missel romain (3), mais il passa outre.

Au surplus, bien que l'ordre du Chardon fût en même temps celui de Saint-André, il n'était pas spécifiquement catholique, et le serment par lequel le nouveau chevalier s'engageait « à défendre de tout son pouvoir la religion chrétienne et le très saint évangile du Christ » (4), était de ceux qu'un protestant pouvait prêter sans se compromettre. Quant aux insignes, la médaille d'or ovale qui pendait au bout du ruban couleur pourpre, portait bien d'un côté un saint André en croix ; mais ceux que cette image offusquait pouvaient retourner la médaille et se rassurer en contemplant l'inoffensif chardon qui figurait au revers. Le manteau n'offrait, lui non plus, rien qui fût de nature à faire naître les scrupules : si l'on en juge d'après celui que portait le chancelier, il était de velours vert avec des chardons d'or, et un médaillon central représentant le même saint André sur sa croix, avec cette devise : *Nemo impune me laessit* (5).

(1) *Hay's Memoirs*, loc. cit.

(2) *Royal Letters* à Drummond Castle ; Recueil II, No 19.

(3) Fountainhall, *Hist. Not.*, II, 814.

(4) *Royal Letters* à Drummond Castle ; Recueil II, No 20.

(5) Exposé dans la galerie de tableaux à Drummond. D'après le *Cartulary of Cambuskenneth*, Grampian Club, Edin. 1872, Introduction : pp. x et xi, Perth et Gordon auraient enrichi le médaillon de diamants et ajouté des fleurs de lys aux quatre coins de la croix de St. André.

Pour quel motif le roi avait-il donc rétabli cet ordre de chevalerie ? Pour s'attacher d'une façon plus étroite douze des plus grands seigneurs d'Ecosse, ce qui était d'une sage politique ? Sans doute ; mais il y avait une autre raison, qui apparut dans la lettre royale du 28 juin : la chapelle de l'abbaye devait désormais servir de salle de réunion aux chevaliers de St. André ; on y célébrerait également les offices du culte catholique pour la Maison Royale, quand Sa Majesté serait à Edimbourg, la chapelle du palais s'étant trouvée insuffisante (1). Ajoutons, ce que le roi ne disait pas, que le reste du temps elle devait être la chapelle conventuelle des chanoines réguliers. « Voilà donc la première église protestante qu'on nous enlève », notait Fountainhall (2), oubliant comme de juste qu'en réoccupant l'abbaye, les catholiques ne faisaient que rentrer chez eux.

En exécution de cette lettre, le Conseil ordonna aux autorités civiles de remettre les clefs de la chapelle au chancelier, ce qui fut fait le 11 juillet. Le lendemain, Perth les remit au lord maire d'Edimbourg, et lui donna quatorze jours pour faire enlever le mobilier. Et le dimanche suivant l'office protestant fut célébré à l'église de lady Yester, dont les paroissiens de la Canongate devaient se servir, en attendant qu'on leur en construisît une. Car, s'il leur reprenait la chapelle de l'abbaye, le roi leur faisait bâtir une autre église paroissiale, l'église actuelle de la Canongate, pour la construction de laquelle il déclarait abandonner dès lors à la ville d'Edimbourg une somme de 20.000 marks, jadis léguée au roi Charles par un riche marchand écossais, et destinée à cet emploi (3).

Et maintenant, il restait à aménager la chapelle de l'abbaye. Allait-on la rebâtir entièrement, ou seulement refaire le chœur, abside et transept ? C'est la première de ces deux intentions que le P. Hay prêtait au roi, en faisant part à ses confrères de Sainte-Geneviève, au début de 1688, de la substance d'une lettre que Jacques II avait, disait-il, écrite à Perth le 30 décembre précédent (4). Sur quoi, le génovéfain qui rapporte ces choses, enthousiasmé par le zèle du roi d'Angleterre, le compare à Josias et lui applique la prophétie d'Amos : « *Suscitabo tabernaculum David quod cecidit..... et reaedificabo illud sicut in diebus antiquis* » (5).

Le P. Hay disait aussi que le roi ferait bâtir un monastère, où rien

(1) Rev. Ch. Rogers, *History of the Chapel Royal of Scotland*, Edin. 1882, p. cccxxxi.

(2) *Hist. Not.*, II, 809.

(3) *Hay's Memoirs*, p. 121 ; Fountainhall, *Decisions*, I, 466.

(4) Et que nous ne possédons malheureusement pas.

(5) Amos, IX, 11. La joie semble tourner la tête au bon chanoine, qui écrit : *et reaedificabo* « eum » !

ne manquerait pour la régularité et la commodité, et qu'en attendant il logerait les religieux dans une partie de son palais et dans les maisons voisines. Il devait leur donner en outre « 6.000 livres de rente, qui suffisent en ce pays pour entretenir honnestement vingt religieux ». Il céderait « au Révérendissime P. Général le droit de nommer l'abbé, qu'il ferait chevalier et chancelier de l'ordre de St. André et pair du royaume, et le ferait jouir de tous les droits qu'avaient ses prédécesseurs » (1).

Ces intentions du roi sont confirmées par un autre témoignage du même P. Hay, qui se produisit à l'occasion suivante. Le comte de Perth lui ayant manifesté le désir « de contracter amitié avec la maison de Sainte-Geneviève », le P. Hay en avait informé son supérieur, le P. Morin, en lui faisant remarquer que le chancelier « avait reçu avec joie les compliments, que la plupart des Généraux d'ordre lui avaient écrits sur sa conversion, et accepté avec encore plus de plaisir l'association aux prières de leur ordre, que plusieurs lui avaient offerte » (2).

Là-dessus, le P. Morin avait envoyé au chancelier, en même temps que ses félicitations, des lettres d'association « écrites sur un vélin orné de filets d'or et d'une bordure de fleurs en miniature avec ses armes ». Ces lettres, datées du 10 juin 1687, furent remises au fils de Perth, lequel était un habitué de la maison de Sainte-Geneviève, avec prière « de les faire tenir au P. Hay qui les présenterait ». Averti par son fils qu'elles étaient en chemin, Perth écrivit le 7 septembre au P. Morin une lettre de remerciements, qu'il lui fit porter par le précepteur de son fils, M. Wallace. Puis, la missive du P. Morin étant enfin arrivée le 14 novembre, le P. Hay la lui remit le lendemain ; et le chancelier « la reçut avec tant de joie et de respect, qu'ayant vu la lettre d'association, il se mit à genoux, baisa l'endroit où était le nom du Révérendissime et le cachet, et obligea le P. Hay de lui donner la bénédiction de la part du P. Morin » (3).

Ceci se passait « en présence de John Paterson, archevêque de Glasgow et de plusieurs autres personnes de qualité » (4), et Perth « les assura qu'il s'estimait très heureux d'avoir été honoré de ce privilège », faisant hautement l'éloge des chanoines réguliers et disant « qu'il espérait les voir bientôt établis à Holyrood ». Et c'est alors qu'il montra au P. Hay une lettre de son frère, le comte de Melfort, « qui contenait à peu près les mêmes choses que celle du roi », datée du 30 décembre

(1) *Relation de ce qui s'est passé, etc.*, p. 7.

(2) *Ibidem*, p. 8.

(3) *Ibidem*, p. 9.

(4) *Hay's Memoirs*, p. 121.

suivant. « Et il lui promit aussi qu'en qualité de chevalier de St. André, il ferait travailler incessamment à de magnifiques ornements d'église, enrichis des colliers et des médailles de l'ordre en broderie » (1).

Et le bon chanoine qui rapporte tout ceci dit encore, avec une secrète satisfaction que l'on sent sourdre entre les lignes : « Le P. de la Haye ajoute que les R.R. P.P. jésuites qui s'emploient pour nous établir à Edimbourg, où ils ont un collège, ayant proposé au roi de faire évêque dans le pays un religieux de la congrégation, distingué par son mérite et sa qualité, Sa Majesté avait promis qu'elle en choisirait un des nôtres pour cela aussitôt que nous y serions » (2).

Malheureusement, de tous ces beaux projets et de toutes ces alléchantes promesses, il ne devait sortir que bien peu de choses. La chapelle fut à la vérité, non pas entièrement rebâtie, ce qui n'était d'ailleurs pas nécessaire, ni même complétée, mais simplement adaptée aux nouveaux usages auxquels on la destinait. Du reste, on fit bien les choses : on dressa de chaque côté, pour les chevaliers de St. André, six stalles composées chacune de colonnes corinthiennes, soutenant un architrave où était représenté le blason du chevalier qui occuperait la stalle. Malgré l'incongruité de ce style grec dans une chapelle en pur gothique, l'ensemble était, paraît-il, imposant. On pava de marbre l'église entière et on installa de grandes orgues. Tous ces travaux prirent un certain temps ; ils devaient, par ordre du roi, être terminés pour le 1^{er} mai 1688 (3).

Quant à l'installation des chanoines réguliers, elle ne devait jamais se faire. Dans sa lettre au P. Morin, le comte de Perth disait que, pour restituer l'abbaye à ses légitimes propriétaires, il ne fallait plus qu'une chose : qu'un religieux de l'ordre vienne à Londres et s'entende avec son frère, le comte de Melfort. On lui a parlé d'un P. Ryan, mais il se fait trop attendre. Que l'abbé de Sainte-Geneviève lui ordonne de se rendre à Londres et lui donne pleins pouvoirs pour négocier l'affaire, et le chancelier ne doute point qu'elle ne soit bientôt conclue (4).

Nous avons vu d'autre part ce que le P. Hay écrivait au sujet de la nomination d'un évêque. Qu'attendait donc le P. Morin pour se décider ? Le P. Morin était un homme prudent et qui ne voulait pas « qu'on puisse dire de la congrégation que, sans un ordre particulier de la Providence et sans y être obligée par les sollicitations pressantes du roi

(1) *Relation de ce qui s'est passé etc.*, p. 10.

(2) *Relation etc.*, p. 10.

(3) Rev. Ch. Rogers, *Op. cit.*, pp. CCXXXIV et CCXLIII.

(4) Bibliothèque Sainte-Geneviève ; Ms, N° 2525, fol. 143 verso et 144.

d'Angleterre, *alio quaesivit orbe Britannos* ». Il se contenta de répondre au P. Hay d'aller trouver le P. Ryan à Dublin, où celui-ci travaillait dans l'intérêt de la congrégation, et, à eux deux, d'examiner la question avec soin, avant d'aller à Londres en traiter avec le comte de Melfort (1).

Or, il se trouvait justement que le P. Hay n'attendait qu'un prétexte pour s'éloigner d'Edimbourg, où, par son outrecuidance, il s'était rendu indésirable. De ceci, et pour cause, il ne souffle mot dans ses Mémoires ; mais nous le savons par le comte de Perth, lequel, dans la crainte que le génovéfain ne fasse au P. Morin un rapport tendancieux, prend les devants et s'en explique tout au long dans une lettre du 14 février 1688, adressée au révérend Whiteford.

Lorsque la chapelle de l'abbaye fut reprise aux protestants, dit lord Perth, le P. Hay la revendiqua aussitôt comme appartenant à son ordre. Il affirma qu'il viendrait de France des gens de qualité, grassement pensionnés par leurs familles, et que ces religieux doteraient richement la fondation. « Il ne parlait pas moins que de réparer l'église et de contribuer à la construction du monastère » (2). C'était beaucoup s'aventurer, et il est fort probable que si le roi n'avait réglé la question par ailleurs, le P. Hay eût été bien empêché de tenir ses belles promesses !

Mais ce n'est pas tout ; et voici où sa conduite devint tout à fait déplaisante.

Durant l'hiver de 1688 vient à mourir la femme d'un certain capitaine Chartres. Le jour des funérailles, qui devaient avoir lieu dans la chapelle de l'abbaye, lord Perth, qui suivait le convoi dans son carrosse, voit tout à coup surgir le P. Hay, lequel lui demande d'arrêter sa voiture, afin qu'il ait le temps d'aller revêtir son surplis. Croyant que le doyen de la chapelle a invité le génovéfain à participer au service funèbre, Perth se rend à ce désir. Aussitôt le P. Hay se hâte vers la chapelle, et déclare aux trois prêtres qui attendent l'arrivée du corps que c'est à lui d'officier. « De quel droit ? » demande le doyen. « Ordre du chancelier ! » répond imperturbablement le P. Hay. Il n'y a qu'à s'incliner. Tout le monde se retire donc, « si bien », dit Perth, « que lorsque nous entrâmes, il y avait là le P. Hay, sans crucifix, sans eau bénite ni encens ». On envoie quérir de l'eau bénite par un enfant et la cérémonie s'accomplit tant bien que mal.

(1) *Relation etc.*, loc. cit.

(2) A peine est-il besoin de faire remarquer combien ceci contredit la réponse que le P. Hay prétend avoir faite au chancelier le 13 juin 1687 (voir ci-dessus : p. 191). Parfois dans nos Mémoires nous racontons les choses telles que nous voudrions qu'elles se fussent passées !

Mais, après l'enterrement, lord Perth découvre la supercherie et questionne le P. Hay. Celui-ci essaie vainement de justifier son procédé, et finit par dire « que l'affaire est réglée et qu'il n'y a plus à y revenir ! »

Vers le 4 février, il tente de récidiver à l'occasion de l'enterrement de lady Sempil. Mais cette fois, le chancelier ne s'y laisse plus prendre, et il lui fait observer, avec tout le respect dû à son caractère sacerdotal, combien sa présomption est déplacée, et les fâcheuses conséquences qu'elle entraîne. Ceci n'émeut nullement le P. Hay, qui insiste ; mais lord Perth lui oppose un refus formel. Et voilà notre homme qui se fâche et s'en va, en déclarant que tout est rompu entre les génofévains et l'abbaye de Holyrood !

« Tel est », conclut Perth, « le récit exact des faits, et si l'Abbé vous en parle, vous pourrez l'éclairer, et ainsi il verra si j'ai commis une faute, car pour ma part je n'en vois aucune » (1).

Le P. Hay allait donc partir en secouant sur le seuil de l'abbaye la poussière de ses sandales. Et qu'allait-il dire au P. Ryan ? Perth ne le devinait que trop. C'étaient de nouveaux pourparlers et de nouvelles difficultés en perspective. « Cela m'a coûté des efforts », écrivait-il le 3 février 1688 au cardinal de Norfolk, « pour arracher cette chapelle à la paroisse ; et maintenant que nous l'avons, nous ne trouvons personne à qui la donner » (2).

Il avait d'ailleurs l'impression que, dans l'ensemble, on piétinait sur place. « On aurait pu espérer », dit-il au même cardinal, « que la cause catholique ferait beaucoup de progrès, mais nous n'avons guère avancé, ou même pas du tout ». A quoi cela tenait-il ? A ce que les efforts réels que l'on faisait de différents côtés n'étaient point coordonnés. Il eût fallu le commandement unique d'un évêque. Bossuet le conseillait à Perth, dans une « lettre divine », qu'on ne nous a malheureusement pas conservée, et le chancelier était bien de son avis. Seulement, entre les divers ordres religieux établis à Edimbourg et dans le reste de l'Ecosse, c'était à qui fournirait cet évêque ; et tous ceux qui n'auraient pas cet honneur étaient bien résolus d'avance à réserver leur obéissance à leur supérieur respectif.

Cette étroitesse d'esprit faisait le désespoir de lord Perth, qui s'en plaignait à ses amis et correspondants : « Je suis entièrement de votre avis sur le choix de la personne », écrivait-il le 8 mars 1687 au révérend

(1) *Perth's Corr. at Blairs*, No. 9.

(2) *Hist. Mss. Comm.*, Calendar of Stuart Papers at Windsor Castle, I, 30

Whiteford ; « mais ce serait là pour moi un tel bonheur que je n'en espère point de semblable sur cette terre.... Je crains de devoir longtemps souhaiter, et m'efforcer de procurer, ce bonheur à cette nation-ci, et surtout à moi-même, avant d'y parvenir ; car tout le monde ne se laisse pas guider dans ses jugements par la justice et la raison » (1).

Et nous constatons que sept mois plus tard la question n'avait pas encore fait grand progrès, puisqu'il mandait alors à Bossuet : « J'avoue que je trouve plus étonnant qu'un religieux devienne un saint, que je ne m'en étonne d'un paysan. Ce ne sont pas les règles ni les modes qui mènent au ciel ; et à mon avis Thomas à Kempis n'aurait pas travaillé à empêcher qu'un pays ne reçût les bénédictions attachées à l'établissement d'un bon évêque pour y gouverner l'Eglise, afin de conserver ce gouvernement dans sa congrégation. L'état présent de nos affaires me donnerait lieu de faire sur ce sujet plusieurs semblables réflexions douloureuses. Cependant je suis obligé de dire que les religieux parmi nous sont de fort bonnes gens ; mais la moindre chose leur fait ombrage, et ils sont si entêtés de leur ordre, que cela les empêche d'examiner les choses avec exactitude » (2).

Lui-même avait envoyé deux missionnaires dans ses propriétés du Perthshire, et ils y faisaient des conversions (3). Il avait installé les jésuites au palais de Holyrood, où ils occupaient ses anciens appartements et y avaient ouvert une école. Mais les autres membres du clergé, tant régulier que séculier, n'avaient pas tardé à en être jaloux ; et c'est tout juste si Perth, en essayant de s'entremettre et en attirant sur lui un peu de l'animosité des deux partis, avait réussi à faire régner une paix relative (4).

Cette rivalité entre religieux prenait parfois une forme bien déplaisante. Le P. Hay, qui lui-même n'est pas sans péché, nous parle d'un certain P. Strachquan, venu d'Italie, et que le comte de Perth employait comme secrétaire ; en l'été de 1688, il prêcha dans la chapelle de Holyrood et prit pour texte : « *Cavete a falsis prophetis qui veniunt ad vos in vestimentis ovium, intrinsecus autem sunt lupi rapaces* ». Tout son sermon n'était qu'une attaque contre les jésuites, et conçue de telle sorte que les anciens catholiques en furent grandement scandalisés, et les nouveaux convertis nullement satisfaits. « J'avais », dit le P. Hay, « averti les jésuites, avec qui j'avais dîné ce jour-là à l'abbaye, de ce

(1) *Perth's Corr.*, at Blairs, No 1.

(2) *Corr. de Bossuet*, III, N° 440.

(3) Forbes Leith, *Memoirs of Scottish Catholics*, 2 vol. 1909, II, 242.

(4) Cf. la lettre de Perth au cardinal de Norfolk citée ci-dessus.

qui les attendait ! » Les bons pères avaient souri, incrédules ; ils ne sourirent plus quand il leur fallut ensuite « entendre sans broncher plusieurs impertinences qui les visaient ». Perth en fut outré ; quant à Hay, il en tire de fâcheux pronostics : « *Regnum Dei in se divisum desolabitur* », murmure-t-il. Et plus tard, revenant sur tout ceci après la catastrophe de 1688, il dira, en homme qui ne mâche pas ses mots : « Quant aux autres prêtres tels que Davidson, Dunbar, Abercrombie et plusieurs autres imbéciles, ce n'étaient point les hommes qu'il fallait pour cette entreprise » (1).

Mais, si tous les efforts de Jacques II et du comte de Perth, pour faire revivre le catholicisme en Ecosse, avaient en somme peu de succès, ils étaient par contre bien faits pour ouvrir les yeux aux protestants. On s'apercevait chez l'adversaire que cette fameuse liberté de conscience, dont on avait salué l'aurore en termes enthousiastes, servait surtout à la propagande catholique. Un ancien médecin, devenu ministre presbytérien, devait, dans un sermon donné à Edimbourg, en octobre 1687, dire tout haut ce que chacun pensait tout bas, à savoir que l'*Indulgence* était un mal, si elle était destinée à frayer un chemin au papisme. Traduit en justice sur l'ordre du roi, il était acquitté et son acquittement était salué comme une victoire du protestantisme (2).

Et alors, les langues se déliaient ; les ministres, regrettant leur hâte à accepter l'*Indulgence*, déclaraient « qu'ils ne se croyaient nullement tenus d'être reconnaissants d'une liberté qu'on ne leur avait accordée que pour perdre les protestants et donner droit de cité aux catholiques » (3).

Bref, au point de vue politique, tout était à recommencer ; et si le comte de Perth avait des motifs de gémir sur le peu de succès de ses efforts, Jacques II n'en avait guère moins de s'attrister devant l'échec d'une tentative qui, après avoir donné les plus beaux espoirs, semblait elle aussi devoir avorter. La politique de l'un ne réussissait pas plus que la propagande de l'autre, et leurs efforts conjugués au service du catholicisme restaient sans résultat définitif.

Et pourtant, ils allaient, l'un comme l'autre, continuer dans la même voie, sans paraître découragés : sans doute gardaient-ils encore l'espoir qu'à la longue les choses finiraient par s'améliorer, et qu'il fallait laisser faire au temps. Mais, hélas ! les jours funestes approchaient, et le temps ne travaillait point pour les Stuarts.

(1) *Hay's Memoirs*, III, 123 et 147.

(2) *Fountainhall, Hist. Not.*, II, 820-822.

(3) *W. L. Mathieson, Op. cit.*, II, 337.

CHAPITRE VIII

La Révolution de 1688

Perth à la veille de la Révolution : sa richesse et sa puissance ; comment il s'aliène de plus en plus les esprits. La politique royale met le comble à ses maladresses. La naissance du prince de Galles et la rumeur infâme. L'interrogatoire de Gordon. L'intervention de Guillaume d'Orange. L'Ecosse mise en état de défense : les défections ; l'attitude des presbytériens. Le départ des troupes régulières. Athole contre Perth : la faute suprême ; Perth mis en demeure de partir. L'émeute à Edimbourg : scènes de pillage. Perth au château de Drummond : les heures d'angoisse. Il se décide à gagner la France. Sa tentative de fuite et son arrestation.

Parmi les quelques portraits du comte de Perth qui ont survécu aux vicissitudes de l'histoire, il en est un, peint par G. Kneller en 1686, que l'on conserve au château de Blair Drummond. Le comte y est représenté tel qu'il devait être aux approches de la quarantaine, et à la veille par conséquent de la Révolution de 1688 (1).

Drapé dans les plis de sa robe de velours cramoisi, aux larges bandes d'hermine, notre chancelier a vraiment grand air. Le visage, encadré d'une perruque, dont les tons châtain s'harmonisent avec la couleur des yeux, est beau et distingué ; le regard des yeux bruns est net, un peu froid peut-être, mais d'une vivacité qui attire et retient l'attention ; le nez, plutôt long, est légèrement busqué, et l'arc des lèvres est parfait. Après l'aspect du visage, ce qui frappe surtout dans ce portrait, ce sont les mains, les belles mains qui, au sortir des manches ornées de dentelles, apparaissent, fines et nerveuses, suprêmement aristocratiques. Il se dégage de l'ensemble une indiscutable expression de noblesse : c'est bien le portrait d'un grand chancelier d'Ecosse, d'un homme qui a conscience de son rang, et qui sait qu'avec lui, et après plus de six siècles d'existence, sa famille vient d'atteindre son apogée.

(1) Voir le portrait en tête du présent ouvrage. Une copie, mais du buste seulement, en est également conservée au château de Drummond.

Jamais en effet les Drummond n'ont été aussi riches ni aussi puissants qu'en ces dernières années du règne des Stuarts. Eux que nous vîmes jadis souffrir de la gêne et se débattre au milieu des difficultés pécuniaires, les voici maintenant qui jouissent d'une large aisance. Depuis que le quatrième comte de Perth a pris en mains l'administration de ses biens, la situation de fortune de sa maison s'est considérablement améliorée.

Est-ce à dire qu'il ait tiré de ses fonctions des profits illicites ? Ses ennemis n'ont pas manqué de l'en accuser, comme d'avoir été cruel, hypocrite et adultère (car il est entendu qu'il avait tous les défauts, et quelques autres encore), et les historiens ont pour la plupart repris les mêmes accusations. A. Lang, pour n'en citer qu'un, dit « qu'il devint le concussionnaire le plus corrompu, après son frère Melfort, des ministres de Jacques II » (1). Mais si, quand il s'agit de Melfort, on apporte à l'appui de ses dires des faits précis, en ce qui concerne Perth, on se contente d'affirmer sans donner de preuves, dans la persuasion où l'on est sans doute qu'il ne devait guère valoir mieux que son frère.

Or, comme on a pu s'en rendre compte au cours des chapitres précédents, Perth était beaucoup plus scrupuleux que son frère, et il n'aurait pas, croyons-nous, commis sciemment une malhonnêteté. Seulement, dans la lutte contre les presbytériens réfractaires, on usait largement des amendes et des confiscations ; et le produit n'en allait pas toujours aux caisses publiques, soit parce qu'on se l'appropriait sans vergogne, soit parce qu'on obtenait du roi qu'il vous en fît don. Nous n'avons pas vu d'exemple que Perth ait usé du premier procédé, mais nous savons que plusieurs fois il a profité du second ; ce qui lui fera dire un jour « qu'il n'a jamais reçu d'argent de personne si ce n'est du roi » (2).

En 1688, Perth est donc riche ; il est riche et puissant, et il continue de mettre sa puissance au service de la cause catholique. De son côté, Fountainhall continue également de noter les faits et gestes du chancelier, et son indignation va croissant.

Comprenons bien la situation.

Que dans un pays où, depuis près d'un siècle et demi, les catholiques étaient officiellement hors la loi, la religion de Rome soit maintenant traitée en religion d'Etat, parce qu'elle est celle du prince régnant, qu'on la protège contre les attaques de ses ennemis, et qu'on

(1) *Sir George Mackenzie*, p. 135.

(2) *Royal Letters* à Drummond Castle, Recueil II, No. 32.

s'efforce, plus ou moins habilement du reste, de la répandre et de lui gagner les cœurs, c'est évidemment aux yeux de tous les bons protestants un véritable scandale, c'est une situation intolérable, c'est proprement le monde renversé.

Mais, pour Perth comme pour Jacques II, c'est au contraire le monde remis sur ses pieds, et tout ce que le premier fait en ce sens a l'entière approbation et les encouragements du second, lequel se déclare enchanté de la façon dont le sert son chancelier. Celui-ci peut « en toute occasion compter sur la continuation de la faveur royale » (1). Et afin que nul n'en ignore, le roi va faire savoir à qui de droit que le comte de Perth a toute sa confiance, que tout ce qu'il fait est bien fait, et qu'à la vérité il s'en remet entièrement à lui du gouvernement de l'Ecosse. Appelé à la Cour le 29 mars, le chancelier en revient le 12 mai, porteur de lettres royales qui ne laissent subsister aucun doute à ce sujet.

Un peu plus tard, d'autres lettres venaient rappeler à ceux qui eussent été tentés de l'oublier, que la propagande en faveur du catholicisme était plus que jamais inscrite au programme. L'une d'elles, adressée au duc de Hamilton, gardien de Holyrood, précisait qu'une partie du palais appelée la « maison du Plombier », devait être remise aux jésuites pour qu'ils y établissent leur collège (2). Le règlement de ce collège avait été imprimé quelque temps auparavant ; on y invitait tous les enfants à s'y faire instruire gratis, ce qui ne manqua point d'échauffer la bile de Fountainhall sur ce qu'il appelle « des promesses de charlatan » (3).

En fait, avec son collège et sa chapelle catholiques, et l'imprimerie particulière que Perth y avait fait installer sous la direction de sir Roger l'Estrange, pour l'impression des tracts et brochures de propagande, le palais de Holyrood était devenu une véritable citadelle du catholicisme (4). C'était le poste de commandement d'où le chancelier dirigeait les opérations : un jour, faisant arrêter un ministre, qui était revenu dans son ancienne paroisse, à l'ouest d'Edimbourg, et aux sermons duquel on se pressait en foule (5) ; un autre jour, retirant de sa

(1) Le roi à Perth, 22 février 1688. *Royal Letters* à Drummond Castle, Recueil II, No 27.

(2) *Warr. B. for Scot.*, vol. XIII, N° 42.

(3) Fountainhall, *Hist. Not.*, II, 846

(4) En février 1686, la populace d'Edimbourg ayant saccagé son imprimerie, l'imprimeur catholique James Watson s'installe à Holyrood. Il meurt en 1687, et Peter Bruce lui succède. On a compté qu'à eux deux ils avaient imprimé, du milieu de 1686 à la fin de 1688, trente-neuf ouvrages de propagande, dont les titres sont donnés dans : *A List of Books printed in Scotland before 1700*, par H. G. Aldis, Edin. Bibliog. Soc., vol. 7, 1904.

(5) Wodrow, *Op. cit.*, IV, 456.

propre autorité la licence d'imprimer accordée par le Conseil Privé à un autre ministre, « sous prétexte », dit Fountainhall, « qu'il y avait dans ses publications certains passages où l'on critiquait la religion papiste » ; et il cite en particulier un extrait du *Musaeum Italicum* de « Mabilillion » (*sic*), qu'il prend pour un jésuite (1) ; un autre jour enfin, menaçant de pendaison un certain Thomas Mackenzie, qui s'était cru tenu en conscience d'aller entendre prêcher dans les maisons ou aux champs la « pure » doctrine de l'évangile (2).

Il n'y était pas toujours à l'abri du sarcasme : un marchand accusé de fraude comparait devant lui ; le chancelier lui dit : « Peut-on être un bon chrétien et agir de la sorte ? » Et l'autre de répliquer avec insolence : « Oui, et un bon catholique aussi ! » Le massier reçoit l'ordre de le mettre en prison, mais le bonhomme réussit à s'échapper dans la foule complaisante des auditeurs (3).

Car, ainsi qu'il s'en plaint au cardinal Norfolk, loin d'être soutenu et aidé dans sa politique en faveur du catholicisme, le comte de Perth a presque tout le monde contre lui. Les ministres, à part quelques rares convertis, et les universitaires lui font une violente et furieuse opposition. Le duc de Hamilton, « qui trouve toujours à se plaindre de quelque chose, profite des moindres occasions pour exercer son humeur chagrine ; le fait est qu'il n'a d'autre but que de faire obstacle à la cause catholique ». Et l'armée ? Peut-il compter sur elle ? Hélas ! « Il y en a d'autres ici qui voudraient nous faire croire qu'ils sont nos amis, et ce sont en réalité nos plus dangereux ennemis, surtout dans les rangs de l'armée, où il n'y a pas un homme sur cent qui soit catholique » (4).

De sorte qu'en résumé, le chancelier a beau être riche et puissant, il est seul, ou presque seul, à tenir tête à tout le monde. Tout ce qu'il a prévu se réalise à la lettre : sa conversion en a fait une sorte d'exilé dans son propre pays !

Et autour de lui, par suite des maladresses de la politique royale, règne un sourd mécontentement, qui n'attend qu'une occasion pour se manifester au grand jour. Une récente mesure prise par Jacques II vient de le porter à son comble. Poursuivant toujours son idée, qui est de faire reconnaître par tous son pouvoir de suspendre les lois et de

(1) *Hist. Not.*, II, 858.

(2) Wodrow, *Op. cit.*, IV, 457.

(3) *Hist. Not.*, II, 800.

(4) Lettre au cardinal Norfolk, du 3 février 1688, déjà citée (*Cal. of Stuart Papers at Windsor Castle* : I, 31).

dispenser du Test, il a ordonné à tous les fonctionnaires civils ou militaires, de démissionner et de reprendre aussitôt leur emploi sans prêter le fameux serment. Mais, par cette dernière action, les fonctionnaires vont transgresser les lois existantes ? Qu'à cela ne tienne : le comte de Melfort, à l'instigation probable de son collègue et greffier James Stewart, imagine ceci, qui fait plus honneur à son ingéniosité qu'à son sens de l'honnêteté ou du ridicule : pour se faire pardonner d'avoir ainsi obéi aux ordres du roi, les fonctionnaires devront dans les trois mois verser une somme de 21 livres, dont 20 à Melfort et 1 à son ami Stewart !

Mais la patience a des limites ! Le Conseil Privé et son Comité Secret sont unanimes à protester, et au premier rang des protestataires se trouve le comte de Perth en personne. On envoie une lettre de remontrances au roi, qui fait cesser le scandale, mais non l'effet produit, lequel a été désastreux et ne s'effacera point de sitôt (1).

Dans ces conditions, on en vient à se demander pendant combien de temps une pareille situation pouvait se prolonger. Mon Dieu, elle pouvait durer autant que le règne de Jacques II ; car, à part les craintes inspirées par sa politique religieuse, les affaires publiques, en Ecosse du moins, « étaient administrées », dit Balcarres, « avec autant de justice et aussi peu de heurts qu'en aucun autre temps » (2). Pour le reste, on prenait patience ; et les presbytériens écossais, à l'exemple des whigs anglais, rongeaient leur frein en se disant que Jacques II n'était pas immortel, et qu'après lui, puisqu'il n'avait pas d'enfant de son second mariage, la couronne passerait à sa fille aînée Mary, l'épouse de Guillaume d'Orange, qui en Hollande attendait son heure.

Un événement vint tout précipiter. Les ennemis du roi fondaient tous les espoirs sur la stérilité de la reine Marie-Béatrice, bien qu'elle n'eût pas encore trente ans, et que, de 1676 à 1682, elle eût eu trois enfants, qui malheureusement étaient morts en bas âge. Or, voici qu'après six ans d'intervalle, elle allait les décevoir cruellement. Vers le milieu de novembre 1687, la nouvelle de sa grossesse se répandit, bientôt confirmée, pour la plus grande joie des uns et le plus grand dépit des autres. Dès que la chose fut connue à Edimbourg, le Conseil Privé décréta que le dimanche 29 janvier serait un jour d'action de grâces,

(1) Colin, Earl of Balcarres, *Memoirs touching the Revolution in Scotland*, edited by A. W. C. Lindsay for the Bannatyne Club, Edin. 1841, pp. 5 et 6. Fountainhall, *Hist. Not.*, II. 875.

(2) Colin, E. of Balcarres, *Op. cit.*, p. 6. Il est juste de noter que Balcarres était l'ami de Perth, dont il avait épousé la cousine germaine.

ce qui fut fait à grand renfort de coups de canon, de volées de cloches et de feux de joie (1). De nouvelles réjouissances saluèrent la naissance du prince de Galles cinq mois plus tard (2).

Mais les adversaires de Jacques II, qui n'avaient pas attendu cette naissance pour faire courir sur la reine toutes sortes de bruits calomnieux, redoublèrent d'ardeur et de malice, ne reculant point devant les inventions les plus grotesques, ni les insinuations les plus déshonorantes, pour empoisonner l'esprit du public. Ils s'employèrent à lui faire croire qu'on le trompait, et que la naissance du prétendu prince de Galles n'était qu'une imposture. Et le public, toujours porté à croire aux manœuvres secrètes et mystérieuses, surtout si elles sont dirigées contre ce qu'il estime être son intérêt, le public s'empressa d'ajouter foi à ces perfides calomnies.

La rumeur infâme se répandit dans toute l'Angleterre, et gagna l'Ecosse, où nous en retrouvons l'écho dans l'interrogatoire suivant, que le comte de Perth fit subir le 12 octobre 1688 au ministre Charles Gordon. Ce dernier était venu voir des amis en Ecosse et désirait repartir en Hollande, où il exerçait ses fonctions. Or, au début d'octobre, le Conseil Privé avait par proclamation défendu à quiconque de sortir du royaume sans sa permission ; et Perth, sachant que Gordon avait en Hollande un frère qui était un ennemi du roi, ne voulait pas qu'on lui accordât de passe-port à la légère.

« M. Gordon », lui dit le chancelier, « j'apprends que vous êtes un homme de mauvais principes et ennemi du gouvernement.

— « My Lord, si l'on vous a informé de la sorte, je vous demanderai la liberté de dire que l'information est fausse et injuste.

— « On me dit que vous êtes venu en Ecosse pour une raison toute différente de celle que vous prétextez ».

Gordon le nie, et il ajoute :

— « Mais si Votre Seigneurie soupçonne quelque chose, je suis disposé à lui donner toutes les satisfactions possibles.

— « Reconnaissez-vous l'autorité du roi ?

— « Oui, my Lord.

— « Avez-vous prêché depuis que vous êtes arrivé dans ce pays ?

— « Oui.

— « Avez-vous prié pour le roi ?

— « Oui, my Lord.

(1) Fountainhall, *Hist. Not.*, II, 846 et 850.

(2) *Ibidem*, II, 869. Wodrow, *Op. cit.*, IV, 441.

— Est-ce que vous priez pour la famille royale ?

— « Oui.

— « Est-ce que vous priez pour le prince de Galles ?

— « Non.

— « Pourquoi pas pour le prince de Galles ?

— « Il n'y a pas d'ordre qui nous enjoigne de prier pour lui.....

— « Pour qui priez-vous donc quand vous priez pour la famille royale ?

— « Pour tous les princes et toutes les princesses de la famille.

— « Ne comprenez-vous point dans votre intention le prince de Galles ?

— « My Lord, je ne l'exclus pas.

— « Mais ne le comprenez-vous point ? »

Gordon ne répond pas. Alors le chancelier :

— « Là est toute la question. Monsieur, je constate que les informations qu'on m'a données à votre sujet sont exactes.

— « Je regrette que Votre Seigneurie ait une mauvaise opinion de moi ».

Le chancelier revient à la charge :

— « Oui ou non, croyez-vous que le roi a un fils, ou que le prince de Galles est l'héritier de la couronne ? »

Nouveau silence de Gordon.

— « Pourquoi ne répondez-vous pas ? Est-ce que vous en doutez ?

— « My Lord, je ne m'occupe pas de ces affaires, et je ne suis pas compétent pour en juger.

— « Voyons, monsieur, si vous étiez le fils aîné de votre père et qu'il eût à vous léguer 350 hectolitres de grain par an, et si un autre venait vous prendre à la gorge et vous disait : Monsieur, vous êtes une canaille, vous n'êtes pas le fils de cet homme et vous n'hériterez pas de ses biens, que diriez-vous de cela ?

— « J'espère que Votre Seigneurie ne va pas appliquer cette comparaison à ce que j'ai pu dire.

— « Monsieur », conclut Perth, « vous êtes le premier qui ait jamais révoqué la chose en doute, et vous en avez assez dit pour en faire pendre cent comme vous. Mais, retirez-vous ; vous entendrez l'avis du reste de ces messieurs ».

Un quart d'heure après, Gordon est rappelé, et Perth lui présente à signer un papier par lequel il reconnaît formellement le fils du roi comme prince de Galles et héritier présomptif de la couronne, et s'en-

gage à prier pour lui en cette qualité. Mais, malgré les instances du chancelier, Gordon se refuse à signer ; et quand, en le menaçant, on le presse de donner les raisons qu'il a de douter de la naissance du prince de Galles, il se retranche derrière son incompétence en ces matières. Envoyé en prison, il est ensuite relâché sur l'intervention de certains conseillers, moins intransigeants que le chancelier, « et qui », dit Wodrow, « ont trouvé cet interrogatoire aussi impolitique qu'intempestif » (1).

Tel est l'état d'esprit contre lequel le comte de Perth doit lutter, et tels sont les gens avec lesquels il lui faut se débattre. Gordon est représentatif de l'espèce : ils ne veulent pas reconnaître le prince de Galles, mais ils ne vont pas jusqu'à le désavouer explicitement ; ils ne veulent pas dire oui, mais ils ne disent pas non ; et, dès qu'on les pousse, ils se réfugient derrière leur incompétence. Mais au fond, ils sont convaincus, parce qu'ils ont besoin de l'être, qu'on a voulu leur imposer un prince de Galles catholique, afin d'assurer la continuation de la même politique religieuse. Et comment ne le seraient-ils pas, alors qu'en Angleterre la chose court les rues, et que la propre fille du roi, la princesse Anne, en fait des gorges chaudes avec ses dames d'atour ? (2)

C'est que cette calomnie, imaginée par le parti orangiste, était destinée à préparer les voies à la venue du « Libérateur », Guillaume d'Orange, lequel apparaîtrait ainsi comme le champion de la cause protestante contre les intrigues du parti papiste.

Averti dès le mois d'août, par les soins de Louis XIV, du danger qui le menaçait, Jacques II fit longtemps la sourde oreille : il ne pouvait croire qu'il allait être attaqué par un beau-fils qui, naguère encore, lui envoyait ses félicitations à l'occasion de la naissance du prince de Galles. C'est seulement vers le milieu de septembre qu'il sortit de ce que le marquis de Seignelay appelle « sa léthargie surprenante », et comprit qu'il fallait rassembler ses forces pour repousser l'invasion.

En recevant du roi la nouvelle que le prince d'Orange se préparait à envahir l'Angleterre, les gouvernants d'Edimbourg crurent d'abord que ceci n'était qu'un prétexte pour lever des subsides, et concentrer des troupes en vue de quelque dessein secret. Mais ils ne tardèrent pas à comprendre l'inanité de leurs soupçons ; et alors, l'union sacrée se faisant une fois de plus en présence de la menace étrangère, le Conseil

(1) *Op. cit.*, IV, 457 à 461.

(2) Clarendon's *Diary*, cité par M. Haile, *Queen Mary of Modena*, p. 202.

Privé parut unanimement disposé à mettre la nation en état de défense. Ordre fut donné de convoquer la milice et d'en mettre un quart sur le pied de guerre ; les gentilshommes devaient former des corps de cavalerie, et les clans des Highlands étaient priés de tenir leurs hommes prêts à marcher (1). On s'occupa également de fournir de défenseurs et d'approvisionner en armes et en munitions toutes les places fortes du royaume. Le comte de Perth avait reçu un ordre spécial de la cour à l'effet de transporter l'arsenal d'Edimbourg au château de Stirling (2). Le 31 octobre, il signifiait de son côté à différents chefs de clan d'avoir à acheminer des contingents spécifiés sur cette même forteresse, qui est comme la clef des Highlands (3). Les forces ainsi alertées formeraient, avec l'appoint des 5 à 6.000 hommes de troupes régulières, une armée assez considérable pour l'époque et le pays.

Malheureusement, et bien que l'unanimité eût semblé régner au sein du Conseil Privé, les défections ne tardèrent pas à se manifester, entre autres celle du marquis d'Athole qui, par rancune contre Perth (4) et dans l'espoir de se concilier la faveur du prince d'Orange, se retira bientôt dans ses terres, en prétextant une crise de goutte.

Et puis, et surtout, il y avait un gros point d'interrogation : les presbytériens ! Qu'allaient faire les presbytériens ? Le roi voulut savoir s'il pouvait compter sur eux, et il chargea le comte de Perth de sonder leurs dispositions. « Celui-ci », dit Balcarres, « jugeant que sa religion pourrait être un obstacle à la franchise de leur langage, me pria de trouver quelqu'un qui ne leur fût point désagréable » (5). L'intermédiaire choisi fut sir Patrick Murray : n'appartenant, apparemment du moins, à aucune secte, il était estimé de tous. Il interrogea donc les principaux ministres presbytériens qui se trouvaient alors à Edimbourg ; mais ceux-ci accueillirent froidement ses avances, et commencèrent par ajourner leur décision à quinze jours, après l'assemblée générale. Puis, leurs amis de Hollande les ayant, dans l'intervalle, assurés que le prince d'Orange était sûr du succès, ils firent la réponse

(1) Colin, E. of Balcarres, *Op. cit.*, p. 7.

Hist. Mss. Com., Mss. of the D. of Athole and E. of Home, p. 36.

W. Fraser, *The Chiefs of Grant*, 1883, II, 26

(2) *Warr. B. for Scot.*, vol. XIII, No. 210.

(3) *Hist. Mss. Com.*, Mss. of the E. Mar and Kellie at Alloa House, p. 220. W. Fraser, *The Chiefs of Colquhoun*, Edin. 1869, I, 300.

(4) Au mois de juillet précédent, Perth avait obtenu du roi un élargissement des limites de sa sénéchaussée. Malheureusement, cette opération s'était effectuée au préjudice du marquis d'Athole, dont plusieurs terres passaient ainsi sous la juridiction du comte de Perth. Il n'en avait pas fallu davantage pour faire naître et grandir l'animosité entre les deux familles.

(5) Balcarres, *Op. cit.*, p. 9.

que l'en en pouvait attendre : « Ils reconnaissaient », disaient-ils, « que le roi leur avait témoigné quelque faveur, en quoi il n'avait d'ailleurs été que l'instrument de Dieu ; mais, étant convaincus qu'en agissant ainsi, il n'avait eu d'autre dessein que de ruiner la religion protestante, et constatant que ceux qu'il élevait aux fonctions suprêmes étaient ou des papistes ou des gens favorables aux papistes, ils ne pouvaient répondre qu'une chose, c'est que dans la conjoncture présente ils se conduiraient selon l'inspiration de Dieu » (1).

Il ne fallait pas être grand clerc pour deviner de quel côté soufflerait l'Esprit ! Le chancelier comprit que, non seulement il n'y avait rien à attendre des presbytériens, mais qu'ils pouvaient même devenir dangereux, s'ils n'étaient tenus en respect par les troupes régulières.

Or, ces troupes régulières, sa meilleure sauvegarde, voici qu'un ordre de la cour allait l'en déposséder. Jacques II, sentant qu'il ne pouvait guère compter sur les soldats anglais, venait d'ordonner qu'on lui envoyât son armée d'Ecosse. A cette injonction Perth et les autres membres du Comité Secret répondirent en exposant au roi tous les inconvénients d'une pareille mesure. Ils proposaient en outre de lever une armée, dont l'effectif joint aux troupes régulières, pourrait s'élever à environ 15.000 hommes, et avec elle de marcher sur York et de conserver ainsi au roi tout le nord de l'Angleterre. Mais à Londres l'affolement, comme il arrive toujours, commençait à remplacer l'optimisme aveugle : la proposition ne fut pas agréée, et un ordre formel fut expédié derechef d'avoir à diriger immédiatement sur l'Angleterre toutes les forces régulières (2).

Après le départ de celles-ci, Perth et ses collègues du Comité Secret n'avaient plus qu'un moyen de se protéger : c'était de concentrer autour d'Edimbourg la milice mobilisée. Ils n'y manquèrent point, et en postèrent même une partie dans la Canongate. Malheureusement, ces soldats improvisés et commandés par sir G. Monroe, officier trop âgé et qui avait perdu l'habitude du commandement, n'en imposaient guère aux presbytériens. Encouragés par leurs chefs qui sentaient l'occasion favorable, ceux-ci commencèrent à s'agiter, prirent les armes et se groupèrent en différents endroits du pays, en révolte ouverte contre le gouvernement (3). On en vit aussi affluer de partout vers la capitale, où naturellement ils formèrent des clubs. « Perth et le Comité Secret

(1) Balcarres, *Op. cit.*, loc. cit.

(2) *Ibidem*, DD. 11 et 12.

(3) *Hist. Mss. Com.*, IV Report, Appendix (1874) : Mss. of Col. James Mac Donall of Logan at Logan, Wigtonshire, p. 535 b.

savaient par leurs espions tout ce qui se passait dans ces clubs », dit Balcarres, « mais ils étaient obligés de fermer les yeux sur ce qu'ils n'avaient pas le pouvoir d'empêcher » (1).

Eternels recommencements de l'histoire ! Il y eut alors une période d'angoisse et d'incertitude. Les presbytériens interceptaient tous les courriers venant d'Angleterre, de sorte qu'on ne savait plus ce qui s'y passait. Des nouvelles alarmantes commencèrent à se répandre, mises en circulation par des gens malintentionnés, contre lesquels le Conseil Privé essaya vainement de sévir dans une proclamation du 10 novembre (2).

Enfin, l'un des courriers parvint à franchir le barrage : il apportait la nouvelle du débarquement de Guillaume d'Orange ! Bientôt après, le comte de Perth apprenait la défection de lord Cornbury et celle de lord Abingdon (3). La situation s'aggravait de jour en jour, devenait critique. « Pour savoir toute la vérité et recevoir des ordres du roi », dit Balcarres, « Perth et le Comité Secret jugèrent bon d'envoyer en Angleterre un certain Mr. Brand, lequel, en sa qualité de marchand, avait des chances de pouvoir passer ». Mais leur choix n'avait pas été heureux : le dit Brand « se rendit tout droit auprès du prince d'Orange, et se prétendit envoyé par les amis de celui-ci, afin de l'assurer qu'ils étaient tout disposés à le servir ! » (4)

En apprenant cette trahison, le Conseil Privé décida que trois de ses membres iraient trouver le roi, et le chancelier écrivit personnellement au duc de Hamilton, pour le prier de rester à Londres à la disposition de Sa Majesté, ou d'y retourner s'il était déjà en train d'en revenir (5). Mais des trois membres désignés, seul le comte de Balcarres se mit en route ; les deux autres, à savoir le vicomte de Tarbat et sir G. Lockhart, s'excusèrent en prétextant qu'ils ne pouvaient ainsi courir la poste jusqu'à Londres.

Cette incapacité subite ne trompa personne, pas plus que naguère la crise de goutte du marquis d'Athole. Celui-ci d'ailleurs allait sensiblement mieux ; son état s'était amélioré en même temps que se confirmait la nouvelle de l'arrivée prochaine du prince d'Orange. Il était revenu à Edimbourg, où, depuis le 6 octobre, il faisait partie d'un

(1) Balcarres, *Op. cit.*, p. 12.

(2) Wodrow, *Op. cit.*, IV, 469.

(3) *Hist. Mss. Com.*, XI Report, Part VII : Mss. of the D. of Leeds at Hornby Castle, Yorkshire, p. 23. Cornbury, fils de Clarendon, avait déserté à Salisbury avec deux régiments de cavalerie et un de dragons ; il s'était rendu près de Guillaume d'Orange à Exeter, où lord Abingdon ne fut pas lent à le rejoindre.

(4) Balcarres, *Op. cit.*, p. 13.

(5) *Hist. Mss. Com.*, Laing Mss., Report of 1914, I, 459.

Comité restreint du Conseil Privé, avec Perth, l'archevêque de Glasgow, Balcarres et Tarbat (1). Puis, au vent des mauvaises nouvelles, on avait vu cette noble girouette s'orienter de plus en plus vers la gauche jusqu'au moment où, comprenant qu'il y avait là une occasion unique de satisfaire ses rancunes privées, tout en ayant l'air de se dévouer à la cause publique, le marquis s'était mis carrément à la tête du parti orangiste.

Mais à un parti qui veut triompher, une première opération s'impose : il doit autant que possible se débarrasser du chef de la faction adverse. La première victime des orangistes était donc toute désignée : c'était le comte de Perth. On procéda adroitement et par étapes. On commença par répandre le bruit que la populace méditait un soulèvement, et ce soulèvement, on fit tout ce qu'il fallait pour le provoquer : on reprit les griefs mentionnés dans la *Déclaration* du prince d'Orange (2), et l'on s'en plaignit hautement. On était d'autant plus encouragé à le faire, que l'on savait que là-bas, à Londres, les affaires de Jacques II allaient très mal, et qu'un grand nombre d'officiers et de soldats abandonnaient sa cause.

Mais on se rendit bientôt compte que ni les levées presbytériennes dispersées dans le pays, ni le soulèvement populaire ne pourraient rien contre le chancelier et ses amis, tant que, pour les protéger et réprimer au besoin toute tentative de révolte, il y aurait la milice mobilisée. Celle-ci, à vrai dire, ne constituait pas une protection bien solide, mais enfin elle se composait en majeure partie de gens fidèles aux Stuarts, et elle valait en tout cas beaucoup mieux que tout ce qu'on aurait pu lui opposer. Pour en finir avec le chancelier, il fallait donc commencer par écartier cette barrière. Athole, flanqué de Tarbat, qui ne pouvait courir la poste mais savait se servir de sa langue, expliqua au comte de Perth et à ses amis qu'il était de leur devoir de licencier la milice : car à quoi bon maintenir une armée qui grevait inutilement les deniers publics, puisque, selon toute apparence, l'affaire était désormais réglée et qu'il ne saurait être question de recourir aux armes (3).

Si le comte de Perth eût été, ce que malheureusement il n'était pas, un homme énergique et entreprenant, audacieux au besoin et ne craignant pas le risque, en un mot, un chef, il eût répondu à ces messieurs

(1) *Warr. B. for Scot.*, vol. XIII, N° 299.

(2) Avant de partir pour l'Angleterre, le prince d'Orange avait publié deux *Déclarations*, adressées l'une aux Anglais, l'autre aux Ecossais, dans lesquelles il décrivait le despotisme auquel ils étaient soumis, les torts faits à la religion protestante, et ses soupçons sur la naissance du prétendu prince de Galles.

(3) Balcarres, *Op. cit.*, p. 14.

que, d'abord, l'affaire n'était pas aussi réglée qu'ils voulaient bien le dire, et que d'ailleurs, même si Jacques II devait perdre l'Angleterre, c'était une raison de plus pour lui conserver l'Ecosse. Puis, il eût pris le commandement de la milice, emprisonné les fauteurs de troubles et dispersé les rassemblements presbytériens encore sans cohésion ; la populace, sentant la poigne d'un maître, serait rentrée sous terre, et de tous les points de l'Ecosse les épiscopaliens, dont le loyalisme restait inentamé et qui n'attendaient qu'un chef pour prendre les armes, auraient rallié son étendard. Voilà ce qu'eussent fait un Montrose ou un Claverhouse ; mais le chancelier n'était pas un homme de cette trempe ; et puis, à supposer même que l'idée lui en vint à l'esprit, peut-être eut-il obscurément conscience d'avoir, depuis sa conversion et à cause d'elle, trop baissé dans l'estime de ses compatriotes, pour oser se lancer dans une entreprise aussi hardie.

Du reste, il est probable qu'il n'y songea même pas. Homme assez accommodant d'ordinaire dans ses rapports avec ses collègues, et surtout peu perspicace, « dès qu'il vit la proposition ardemment soutenue par des gens qu'il croyait être ses vrais amis » (1), il se rendit aux raisons qu'on lui apportait, sans en pénétrer le dessein caché. Et c'est ainsi qu'il commit cette première faute personnelle, la faute par excellence de tous les faibles, celle qui les fait entrer dans la voie des concessions : il accepta de licencier toute l'armée, sauf quatre compagnies d'infanterie et deux escadrons de cavalerie, qui serviraient à faire rentrer les impôts (2).

Enhardis par ce premier succès, et comprenant qu'il n'y avait pas à se gêner avec un homme qui opposait aussi peu de résistance, Athole et ses partisans, aussitôt la milice partie, vinrent trouver le comte de Perth et lui firent entendre qu'il y avait encore quelqu'un de trop à Edimbourg. « Ils ne pouvaient plus », dirent-ils, « siéger dans la même assemblée que des gens à qui leurs croyances religieuses interdisaient l'accès des fonctions publiques. Mais que seulement Perth et ses amis catholiques voulussent bien se retirer, et alors on verrait avec quelle vigueur ils serviraient la cause du roi, et disperseraient la populace et les clubs ! » (3)

Laisser entendre au chancelier que sa présence était plus nuisible qu'utile à la cause du roi, était une manœuvre assez adroite, un second panneau mieux camouflé encore que le premier, et dans lequel Perth

(1) W. Fraser, *The Earls of Cromartie*, 1876, I, cxviii.

(2) *Hist. Mss. Com.*, Mss. of E. of Mar and Kellie, p. 221.

(3) Balcarres, *Op. cit.*, pp. 14-15.

ne manquerait pas de donner. Il lui restait cependant un doute, « et », dit Balcarres, « avant de leur répondre d'une façon définitive, il consulta ses amis catholiques ». Ceux-ci lui conseillèrent de céder à la nécessité : « Il valait mieux », dirent-ils, « puisqu'on n'avait plus le pouvoir de rester au gouvernement, le quitter volontairement que d'attendre d'y être contraints, comme cela ne pouvait manquer d'arriver, étant donné que les adversaires, déjà si nombreux, seraient appuyés par la majeure partie de la population d'Edimbourg et par les clubs des mécontents » (1). Ils n'ajoutèrent pas, mais chacun le pensait, qu'en se privant du secours de la milice, Perth s'était livré à la merci de ses ennemis. Certains d'entre eux lui firent remarquer cependant qu'il était plus prudent de ne pas s'exposer aux fureurs d'une populace, qui depuis deux ou trois jours était en ébullition.

Et, comme pour leur donner raison, le soir du 9 décembre, qui était un dimanche, depuis cinq heures jusque passé minuit, l'émeute gronda dans les rues d'Edimbourg. Par bonheur, « les portes étant fermées, les émeutiers ne furent ce soir-là que quelques-uns à pouvoir pénétrer dans la Canongate et s'avancer jusqu'à l'abbaye de Holyrood ; et tout se borna à des cris séditieux, sans autre méfait » (2).

Il n'en fallait pas tant pour décider un homme qui ne se sentait plus en sûreté. Le chancelier comprit du reste que la requête d'Athole et de ses amis était moins une offre qu'une mise en demeure ; il l'écrira quelques semaines plus tard à son frère : « Mes collègues du gouvernement nous avaient interdit, à moi et aux autres catholiques, de siéger au Conseil, et depuis plusieurs jours déjà le marquis d'Athole avait cessé de venir aux séances » (3). Entendons : parce qu'il ne voulait pas s'y trouver avec lui. Aussi, le lundi matin, « il convoqua au palais de Holyrood tous les conseillers et les autres membres de la noblesse qui se trouvaient en ville, et, après avoir pris congé d'eux, il s'en alla vers le château de Drummond, à cheval et accompagné d'une dizaine de gentilhommes de ses amis et de quarante cavaliers de la milice » (4). Sa femme et sa fille aînée, lady Mary, le suivirent une heure après, dans leur voiture qu'escortaient également quelques cavaliers (5).

La nouvelle de son départ se répandit aussitôt, et en même temps la sinistre rumeur que, cette nuit-là, les papistes se proposaient de

(1) Balcarres, *Op. cit.*, p. 15.

(2) W. Fraser, *The Melvilles and the Leslie's*, déjà cité, II, 102.

C. K. Sharpe, *Letters of J. Earl of Perth*, p. 5. note.

(3) W. Jerdan, *Letters from J. Earl of Perth*, London 1845, pp. 7-8.

(4) Spalding Club Miscellany, vol. II : *The Erroll Papers*, pp. 295-296.

(5) Mêmes références qu'à la note (2).

brûler la ville ! Aussi, dès cinq heures du soir, les rues étroites de la vieille cité se remplissaient-elles de nouveau d'une tourbe hurlante d'hommes et de jeunes gens de toutes sortes, armés de bâtons, d'épées, de fusils et de pistolets. Après avoir pillé et saccagé quelques maisons de catholiques dans la Canongate, ils se ruèrent sur la citadelle du papisme, l'abbaye de Holyrood. Le capitaine Wallace, qui la gardait avec cent vingt hommes, ordonna aux émeutiers de se disperser ; puis, voyant qu'ils n'en faisaient rien et commençaient à bousculer ses sentinelles, il fit ouvrir le feu. Quelques insurgés ayant été tués et d'autres blessés, la bande se dispersa en clamant par les rues de la ville que Wallace et ses soldats massacraient les habitants.

Là-dessus, les membres du gouvernement, qui étaient en séance, jugèrent opportun d'appuyer le mouvement populaire, et le capitaine Wallace vit bientôt revenir vers lui un de ces cortèges hétéroclites qui sont de rigueur, lorsque les pouvoirs publics pactisent avec l'émeute. En tête s'avancait la garde civique, commandée par le capitaine Graham ; puis venaient le maire et les magistrats municipaux en robe, précédés de hérauts en grande tenue, qui devaient faire à Wallace la sommation au nom du roi ; enfin, les poussant plutôt qu'elle n'était conduite par eux, la bande tumultueuse des émeutiers. Aux autorités civiles s'étaient joints plusieurs des seigneurs mécontents, dont certains ne manquaient pas de pittoresque. On cite en particulier lord Mersington, un des juges de la Session, qui « avait l'abdomen sanglé d'une ceinture en cuir fauve de plus de cinq pouces de large, portait à la main une hallebarde, et était aussi ivre qu'on peut l'être de bière et d'eau de vie ! » (1)

Le capitaine Wallace ayant refusé d'obtempérer, la fusillade éclata de part et d'autre ; ce qu'entendant, les magistrats municipaux et les gens de qualité se mirent prudemment à couvert, laissant aux troupes le soin de régler la question en soldats. Une manœuvre adroite du capitaine Graham amena la décision : il parvint à entrer dans la cour du palais par une porte de derrière ; alors, Wallace et ses hommes, se voyant pris entre deux feux, durent s'enfuir ou se rendre.

Et alors aussi ce fut le triomphe de la canaille déchaînée, et le saccage en grand ; des scènes de pillage et de destruction, à la lueur sinistre des feux, dans lesquels on jetait pêle-mêle : rideaux, tentures, livres, tableaux, vêtements, meubles et bibelots. Chapelle de l'abbaye,

(1) W. Scott, *Tales of a Grandfather*, déjà cité, p. 361, où il s'inspire du reste des *Mémoires de Balcarres*.

chapelle privée et appartements du chancelier, collège des jésuites et imprimerie : tout fut saccagé de fond en comble. Les émeutiers se firent un point d'honneur de ne rien laisser. « Je crois bien », dit le duc de Gordon en parlant de Perth, « que sa vaisselle d'argent a disparu » (1). En réalité, on s'acharna principalement sur tout ce qui, de près ou de loin, avait trait au culte catholique. « Ils brûlèrent un crucifix, le portrait du roi, le vôtre et le mien dans un même feu, à la Croix du Marché de la ville », écrira le comte de Perth à Bossuet un mois plus tard. « Vous voyez », ajoute-t-il, « qu'ils m'ont mis en trop bonne compagnie » (2).

Quant au mobilier qui était abondant et riche, il ne fut pas entièrement détruit ; « la majeure partie devint la proie de la populace, chacun emportant ce sur quoi il pouvait faire main basse » (3). Il en resta cependant assez pour que, le 24 décembre, on vendît aux enchères à l'abbaye des objets de cuivre et d'étain et d'autres choses encore, pour près de vingt mille francs (4). Par ailleurs, le comte de Strathmore note dans son *Book of Record* que les agents de l'ex-chancelier « sont heureux de pouvoir emporter le meilleur de son mobilier et de le vendre en secret. Mr. Cockburn l'orfèvre », dit-il, « a acheté un lot de sa vaisselle plate d'une valeur de £ 1.500 (32.500 francs au pair). J'y ai choisi onze plats grands et petits. L'orfèvre va enlever le chiffre du comte et y mettre le mien » (5).

Après le pillage, l'orgie et la profanation : c'est la règle. « Ils ouvrirent », dit Balcarres, « les caves de Perth et les miennes, et burent jusqu'à être aussi ivres de vin qu'ils l'étaient auparavant d'enthousiasme » (6). Et Walter Scott ajoute de son côté : « Ils finirent par pénétrer de force dans les sépulcres royaux, et en retirèrent les corps des princes et des rois d'Ecosse, qu'ils traînèrent çà et là » (7).

« Vers le matin, ils se rendirent chez l'intendant du chancelier, Blair Drummond, qui avait fui avec sa femme, et saccagèrent également tout ce qu'il y avait dans sa maison » (8). Et pendant deux ou trois jours, sous l'œil bienveillant ou impuissant du Conseil Privé, ils errèrent ainsi à travers la ville, en pillant les maisons des catholiques et en faisant subir à plusieurs dames des traitements infâmes ; ce qui fait que

(1) C. K. Sharpe, *Op. cit.*, p. 6, note.

(2) *Corr. de Bossuet*, IV, No. 487.

(3) W. Forbes Leith, *Op. cit.*, II, 144.

(4) Archives à Drummond Castle : liasse I du coffre-fort.

(5) Earl of Strathmore, *Book of Record*, p. 95.

(6) Balcarres, *Op. cit.*, p. 17.

(7) *Tales of a Grandfather* p. 361.

(8) *Erroll Papers*, déjà cités, p. 296.

Mark Napier reproche au « pusillanime Perth d'avoir essayé de se sauver par la fuite en abandonnant aux traitements infâmes les dames, ses coreligionnaires » (1). Comme si, le malheureux, il avait encore pu faire quelque chose pour les protéger !

Or, pendant qu'à Edimbourg se déroulaient ces scènes de sauvagerie, que devenait le comte de Perth ? Il s'était arrêté le lundi soir chez le comte de Callender, entre Linlithgow et Falkirk, puis avait continué son chemin vers Drummond Castle, où il dut arriver dans la nuit du lundi au mardi. Drummond, c'était l'asile sûr et le salut, mais à la condition que les tenanciers et les vassaux du comte, qui étaient nombreux, se serrassent autour de lui et lui fissent un rempart de leur corps. Ceci n'était pas rare dans l'Ecosse encore féodale du XVII^e siècle, où l'esprit de clan avait conservé toute sa vigueur. Jadis, à l'époque où la maison de Drummond était dans la gêne, ses vassaux étaient venus généreusement à son secours. Mais la richesse et la puissance ont cela de tragique que, tout en ayant l'air de vous amener des amis, elles vous aliènent les cœurs ; et, le jour où l'on a perdu l'une et l'autre, on se retrouve plus seul qu'on ne l'était avant d'être riche et puissant : c'est que, dans l'intervalle, l'envie a fait son œuvre et préparé des ingrats.

Le comte de Perth devait en faire la triste expérience : loin de le défendre, « ses propres tenanciers et ceux qui vivaient de son pain se retournèrent contre lui, pour le trahir et lui susciter des ennemis dans le pays » (2). Ce revirement, auquel du reste sa conversion et son ardent prosélytisme avaient dû contribuer, fit plus que de lui causer une douloureuse surprise, il lui ôta momentanément tout son courage. Il se vit perdu, et l'angoisse lui étreignit le cœur, comme à Edimbourg, en entendant les cris de haine des émeutiers. « J'avoue », écrira-t-il à son frère, avec l'accent du Psalmiste, « que, lors des émeutes et pendant mon séjour à Drummond, les terreurs de la mort m'envahirent et que mon âme se fondit au-dedans de moi » (3). Et il ajoutera, indiquant les raisons de cette angoisse, « dont il a plu à Dieu de l'affliger : je ne voyais aucun moyen de salut, personne de raisonnable avec qui traiter, mes enfants exposés au danger et à la misère, ma pauvre femme affligée au-delà de toute mesure, et je tenais encore trop à la vie ». Vainement

(1) Mark Napier, *Dundee's Memorials*, déjà cité, III, 487. On peut également consulter, pour tout ce qui se rapporte à cette émeute, les *Mémoires de Jacques II*, IV, 76 à 102, et S. J. Clarke, *Life of James II*, vol. II, 336 à 339. Ils ne font guère d'ailleurs que répéter le récit de Balcarres. Quant à Wodrow : IV, 473-474 et à Burnet : III, 344, ils sont, comme on peut s'y attendre, assez sobres de détails.

(2) W. Jerdan, *Op. cit.*, p. 8.

(3) Psaume XXI, verset 11, ou LIV, verset 1.

il chercha un réconfort dans les pratiques religieuses : il pria, se confessa, communia, « mais toujours cette peur se collait à moi », avoue-t-il encore. « Tout ce qui aurait dû me faire du bien, me faisait souffrir, et partout mes yeux rencontraient la mort » (1).

On devine tout le parti que ses ennemis ont pu tirer de ces humbles aveux. Macaulay nous le représente « cherchant désespérément quelque consolation dans les rites de sa nouvelle Eglise, et importunant ses prêtres pour qu'ils le réconfortent... Mais sa foi était trop faible », dit-il. Pour lui d'ailleurs, Perth est un être « sans énergie et sans courage » (2).

Il est facile de critiquer la conduite d'autrui ; et cependant, chez un homme qui n'a jamais prétendu à l'héroïsme, et qui, du jour au lendemain, passait ainsi de la suprême puissance à l'extrême détresse et se croyait voué à la mort, un moment de faiblesse est assez compréhensible. Il s'est du reste ressaisi, comme nous l'allons voir ; mais de ceci, et pour cause, Macaulay ne souffle mot.

Une semaine s'était écoulée au milieu de ces incertitudes et de ces angoisses, quand, le mardi 18 décembre, arriva d'Edimbourg Blair Drummond, l'intendant du chancelier. Il apportait la nouvelle que le roi Jacques était parti en France (3), et il déclara au comte que, « s'il ne s'en allait pas immédiatement, il était un homme perdu » (4). Blair s'était procuré un navire qui serait prêt à partir le lendemain, 19 décembre, à cinq heures du soir, de Burntisland, petit port dont nous avons déjà eu l'occasion de parler, et qui est situé sur la côte nord de l'estuaire du Forth, en face d'Edimbourg. Il conseilla à Perth de s'y rendre en toute hâte ; car les monts Ocheil, qu'il fallait franchir pour y aller, étaient couverts d'une épaisse couche de neige, et l'on ne pouvait s'y risquer à cheval en plein jour sans être pris.

Or, Perth avait écrit quelque temps auparavant à un chef de clan des Highlands, Cameron of Locheil, pour le prier de se rendre, avec son fils aîné et 300 hommes, d'Inverary à Drummond Castle, son intention étant alors de gagner, sous la protection de cette troupe, Lochaber,

(1) W. Jerdan, *Op. cit.*, pp. 8-9.

(2) *History of England*, édition Tauchnitz, livre III, pp. 396-397.

(3) Il s'agissait de la première tentative de fuite du monarque, arrêté à Feversham le 11 décembre. Son second départ, qui eut lieu précisément le 18 décembre, ne pouvait pas encore être connu en Ecosse.

(4) W. Jerdan, *Op. cit.*, p. 1 : lettre de Perth à sa sœur, du 29 décembre 1688, dont nous suivrons le récit, en le complétant par la lettre à son frère, du 31 décembre, et par quelques autres sources secondaires, que nous citerons au fur et à mesure.

où il s'embarquerait pour l'Irlande (1). Avait-il donc, dans son trouble, oublié cet arrangement ? Ou bien, la proposition de Blair lui parut-elle préférable ? Toujours est-il que, pour son malheur, il opta en faveur de celle-ci.

L'aventure où ils allaient s'engager, sa femme et lui, était assez périlleuse : qu'ils fussent reconnus chemin faisant, c'était l'arrestation et, pour lui du moins, la prison et peut-être la mort. Et cependant, tant il est vrai qu'en pareil cas tout vaut mieux que l'inaction et l'attente anxieuse, dès qu'il eut pris la détermination d'essayer de gagner la France, « toutes ses vaines frayeurs se dissipèrent, et il se remit entièrement entre les mains de Dieu ». Ils se déguisèrent de leur mieux, sa femme en homme et « si bien que, s'il ne l'avait pas su, il n'aurait pu », dit-il, « la reconnaître » (2) ; quant à lui, il eut beau s'habiller en valet et porter la valise de Mr. David Drummond, son déguisement ne trompait aucun de ceux qui le connaissaient ; et il songeait, non sans inquiétude, qu'il était connu de beaucoup de monde !

Mais le temps pressait, il fallait partir. Après les scènes d'adieux que l'on devine, car il ne pouvait être question d'emmener les cinq enfants alors présents au château (3), ils se mirent en route vers six heures du soir. Ils partaient en deux groupes séparés et par des voies différentes, sa femme d'un côté, lui de l'autre, et ils s'étaient donné rendez-vous à Burntisland pour une heure convenue. On se représente ce que dut être ce voyage à cheval de près de soixante kilomètres, par une nuit d'hiver, à travers les monts Ocheil, « où », dit Perth, « les chevaux avaient de la neige jusqu'au ventre » (4). Il arriva pour sa part, avant l'aube du mercredi 19 décembre, à un endroit situé à trois kilomètres au-delà de Kinross, où il retrouva son « maître », Mr. David Drummond, et se reposa jusqu'à une heure de l'après-midi. Puis, par des chemins peu fréquentés, ils parvinrent à Burntisland vers cinq heures du soir.

Sa femme les y attendait. Malheureusement, le navire n'était pas prêt : il manquait deux hommes de l'équipage. Force leur fut donc de

(1) B. Blood and J. Macknight, *Memoirs of Sir Ewen Cameron of Lochiel*, Edin. 1842, pp. 231-232. Voir aussi : *Calendar of Stuart Papers* at Windsor Castle, IV, 44, où John Cameron, le fils aîné, dit que son père obéit à cet ordre, mais qu'arrivés à Comrie, à moins de quatre milles de Drummond, ils apprirent l'emprisonnement du chancelier.

(2) W. Jerdan, *Op. cit.*, pp. 1 et 9.

(3) Deux filles du premier mariage, Mary et Anna, deux fils du second lit, John et Charles, âgés respectivement de neuf et sept ans, et un fils du troisième lit, William, âgé de deux ans à peine.

(4) W. Jerdan, *Op. cit.*, p. 9.

passer la nuit dans une auberge, puis de traverser le Firth et d'aller s'ancrer dans la rade de Leith ; là, tandis que le patron descendait à terre chercher les deux hommes qui lui manquaient, ils perdirent encore cinq précieuses heures. Enfin, vers une heure de l'après-midi, ils mettaient à la voile, et, poussés par un vent favorable, ils se dirigeaient vers la sortie du Firth. Tout semblait désormais devoir aller pour le mieux, et il n'y avait plus guère à craindre, pensaient-ils, « que la tempête ou les corsaires dunkerquois » (1).

Mais quel est, à l'approche de la nuit, ce bateau qui les suit depuis un certain temps et qui gagne sur eux, comme s'il voulait les rattraper ? Le Dr. Nicholson, qui est maintenant le seul compagnon de Perth et de sa femme, est d'avis qu'il faut s'en méfier ; le comte, lui, ne le pense pas : il a retrouvé tout son optimisme. Mais le bateau gagne toujours ; il n'est plus qu'à une encablure, et c'est bien vers eux qu'il se dirige. Le patron du navire juge prudent de cacher les fugitifs.

Il n'a pas eu tort. Le bateau accoste ; des hommes en surgissent, furieux, et demandent le chancelier ; et comme on ne leur répond point, ils fouillent le navire, longuement et en vain. Ils passent et repassent devant la cachette ; puis leur pas s'éloignent : vont-ils repartir les mains vides ? Non, les voici qui reviennent en courant ; la cloison craque et vole en éclats sous les coups de hache ; Perth comprend : quelqu'un du bord les a trahis ! Sa vaillante femme veut sortir la première et braver leur fureur ; Perth la retient ; il est lui-même saisi par des mains qui le tirent dehors, lui arrachent son chapeau et sa perruque ; il voit luire des armes et croit qu'ils vont le tuer. D'une voix qui s'efforce de dominer leurs clameurs, il leur crie d'épargner sa vie, ce qu'ils finissent par lui promettre (2).

Que s'était-il donc passé, et d'où venaient ces pirates ? C'est qu'à l'auberge de Burntisland, où Perth avait dû loger la nuit précédente, deux individus, qui occupaient une chambre contiguë à la sienne, l'avaient reconnu. Aussitôt, l'un d'eux nommé Cook, nous dit Balcarres (3), avait couru porter la nouvelle à Kirkaldy (4), disant que le chancelier était à bord de tel navire avec de l'argent, de quoi charger quatre chevaux, que le Conseil Privé donnerait mille livres à quiconque l'arrê-

(1) *Ibidem*, p. 2.

(2) Ce qui a permis à Tytler, dans son *History of Scotland*, IV, 74, de parler de « Perth trainé sur le rivage et suppliant qu'on lui laisse la vie avec des cris indignes d'un homme ». De même Macaulay, *Op. cit.*, livre III, p. 397.

(3) *Op. cit.*, p. 17.

(4) Petit port également situé sur la rive nord de l'estuaire du Forth, et à environ cinq kilomètres au nord-est de Burntisland.

terait, et mettant ainsi toute la ville en émoi. Là-dessus, un magistrat municipal du nom de Boswel, d'autant plus animé contre Perth qu'il avait, paraît-il, beaucoup d'obligations à son frère Melfort, ayant raccolé sans peine vingt-cinq individus de sac et de corde, comme il en traîne dans tous les ports, les avait emmenés vers un bateau, avec lequel il se proposait de poursuivre les fugitifs. Mais l'homme propose, et la femme dispose : madame Boswel, redoutant un danger pour son mari, était entrée bravement dans l'eau et s'était pendue à ses basques, si bien qu'il avait dû y renoncer. Alors, un certain Wilson, ancien boucanier et bandit notoire, avait pris le commandement de la bande ; et c'est ce ramassis de forbans qui venait de s'abattre sur le comte de Perth et sa femme (1).

Quand celle-ci eut quitté son déguisement et se fut rhabillée à la hâte, on les fit passer brutalement, elle et son mari, dans le bateau de Wilson. Sur ces entrefaites, la nuit était venue, et le chancelier eut l'amer regret d'apprendre qu'ils étaient alors à moins de trois milles de l'île de Bass, de sorte que, s'ils avaient pu quitter le port de Leith deux heures plus tôt, ils étaient sauvés ! Au lieu de cela, ils étaient maintenant prisonniers de leurs ennemis, et de quels ennemis ! Des brutes qui fumaient, sacraient, se répandaient en propos orduriers à côté de lady Perth. La malheureuse femme était enceinte, et elle avait dû la veille faire à cheval près de cinquante kilomètres dans la neige ; et voici que, pour se remettre de ses fatigues, elle allait devoir passer, tête nue et sans souliers, dans cette honteuse promiscuité, les heures interminables d'une longue nuit de décembre en mer !

Cette nuit ne s'écoula d'ailleurs point sans incident. Les bandits avaient laissé, pour le ramener au port, onze des leurs sur le navire capturé. Or, à peine s'en étaient-ils éloignés de quelques heures, qu'ils entendirent la détonation d'un mousquet. Ceci leur parut être un signal d'alarme ; il fallut donc faire demi-tour, et voici ce que l'on constata : le patron du navire, obéissant évidemment à un mot d'ordre, se plaignait qu'on eût dérobé l'argent du bord ; il fallait fouiller tout le monde ! Beau prétexte pour dévaliser le comte de Perth. L'un des coquins, s'approchant alors de ce dernier, lui dit qu'il ferait bien de lui confier son argent à garder, car, à Kirkaldy, la populace ne manquerait pas de l'en dépouiller. Le chancelier, qui avait recouvré son sang-froid,

(1) Détails rapportés par Perth lui-même, à qui ils ont dû être communiqués par la suite.

leur déclara que, « s'ils avaient des ordres pour l'arrêter, il s'y conformerait, et que même si, n'ayant pas d'ordres, ils voulaient user de violence, il lui faudrait bien s'y soumettre. Seulement, il ne voyait point ce qui les autorisait à lui demander son argent » (1). Puis, voyant qu'ils s'apprêtaient à le fouiller, et comme il avait sur lui des choses qu'il ne voulait pas perdre, il prit le parti de leur remettre soixante guinées qu'il portait dans un sac, à condition qu'ils en répondissent. Ceci les calma ; et le comte et sa femme passèrent le reste de la nuit, tantôt sur le bateau, tantôt sur le navire.

Il pouvait être neuf heures du matin lorsque, le lendemain vendredi, sous les sarcasmes et les cris de haine de la populace, on les débarqua à la jetée de Kirkaldy. Les magistrats municipaux vinrent à leur rencontre et affirmèrent qu'aucun d'eux, ni aucune des personnes de qualité de la ville, n'avait autorisé, ni n'approuvait leur arrestation. Protestations hypocrites à n'en pas douter ; car le comte de Perth n'eut pas plutôt manifesté le désir de reprendre son voyage à bord du navire, qu'ils déclarèrent n'oser le permettre sans un ordre du Conseil Privé.

Puis, toujours sous les huées de la canaille, et devant les regards narquois des citadins qui garnissaient les fenêtres, on les conduisit solennellement à une auberge. Là, le citoyen Boswel rentra en scène. Il fallut remettre entre les mains de ce « tribun du peuple », comme l'appelle lord Perth, d'abord l'argent confié au boucanier, lequel eut soin d'en garder la moitié, puis les cent livres sterling que le comte avait à bord, faute de quoi la populace jurait, en brandissant ses armes, qu'elle le mettrait en chair à pâté (2).

Ceci fait, la même racaille trouva que l'auberge était trop bonne pour lui, et demanda qu'on le conduisit immédiatement à la prison de la ville ou *Tolbooth*. Arrivés là, les pauvres captifs, qui mouraient de faim et de sommeil, demandèrent qu'on leur apportât de quoi manger.

Tandis qu'on préparait le repas, le comte de Perth, apprenant qu'on allait envoyer deux magistrats à Edimbourg, afin de faire approuver par le Conseil les mesures que l'on venait de prendre, résolut de tenter une suprême démarche. Il écrivit au marquis d'Athole la lettre suivante, datée de « La Route de Kirkaldy », 21 décembre 1688 : « My Lord, j'allais me retirer de la Grande Bretagne pour ne plus jamais la revoir,

(1) W. Jerdan, *Op. cit.*, p. 4.

(2) *Ibidem*. C'est alors, remarque Fountainhall dans ses *Chronological Notes*, p. 165, qu'on se souvint de la brutalité de Perth à l'égard du fils de Keith (cf. ci-dessus, p. 168).

quand les gens de Kirkaldy m'ont poursuivi et fait prisonnier. Je supplie Votre Seigneurie de réunir le Conseil et de me mettre en liberté. J'ai adressé aux Honorables Conseillers une lettre à laquelle j'espère que Votre Seigneurie procurera une prompte et favorable réponse. Il est au pouvoir de Votre Seigneurie de faire beaucoup pour moi, et je ne vous demande point d'autre faveur que celle que je vous eusse témoignée, au cas où Votre Seigneurie se fût trouvée dans une situation semblable à la mienne, ce dont je prie Dieu de vous préserver » (1).

Mais c'est en vain que l'infortuné chancelier faisait appel à la magnanimité de ses collègues en général, et à celle d'Athole en particulier. Dès que les membres restants du Conseil Privé apprirent où il était, ils se réunirent pour savoir comment disposer de sa personne. Le débat fut très animé : les uns étaient partisans de sa mise en liberté, mais ils furent battus au scrutin par les autres, et, à une forte majorité, on vota qu'il serait mis en prison, sous prétexte de le soustraire aux insultes de la populace (2).

Restait à justifier la conduite des magistrats de Kirkaldy. Le marquis d'Athole, que la supplique de Perth avait laissé parfaitement froid, et qui, au demeurant, ne s'embarrassait pas de scrupules, « non seulement les approuva », dit Balcarres, « mais remit à leur délégué un ordre anti-daté ». Comme il l'a nié dans la suite, Balcarres n'ose s'en porter garant ; mais il dit que le comte de Mar et plusieurs autres lui affirmèrent plus tard l'avoir vu (3).

Pendant ce temps, à Kirkaldy, la situation avait failli tourner au tragique ; car, à peine les magistrats étaient-ils partis d'une heure, qu'une rumeur sinistre se répandait : les gens du comte de Perth allaient venir le délivrer et mettre le feu à la ville ! Sur ce, voilà tout Kirkaldy en ébullition : il faut envoyer le prisonnier à Edimbourg sur le champ ; autant dire l'envoyer à la mort, car à Edimbourg le peuple est convaincu « que le chancelier a ordonné au capitaine Wallace de tirer sur la foule avec des balles empoisonnées ! » (4) Ce ne fut pas sans peine qu'on parvint à calmer la population.

Le lendemain, samedi 22 décembre, arriva la réponse du Conseil Privé : elle était « prompte », mais elle n'était pas « favorable ». Ces

(1) *Chronicles of the Atholl and Tullibardine Families collected and arranged by John Murray, 7th Duke of Atholl, K. T.*, Edin., 1908, I, 271.

(2) G. Crawford, *The Lives and Characters of the Officers of the Crown*, p. 234.

(3) *Op. cit.*, p. 13.

(4) W. Jerdan, *Op. cit.*, p. 5.

messieurs d'Edimbourg approuvaient l'arrestation et avaient donné au comte de Mar l'ordre de transporter le prisonnier au château de Stirling.

Le comte de Perth et sa femme n'étaient pas encore au bout de leurs souffrances. Mar arriva le samedi soir et déclara qu'on partirait le lendemain. Seulement, le dimanche, vers dix heures du matin, nouvelle alarme : « On dit que John Drummond of Pitkellony a rassemblé 500 hommes et qu'il descend vers Kirkaldy, tuant et brûlant, et n'épargnant ni le sexe ni l'âge » (1). « Là-dessus », dit Perth, « voilà toute la population qui sort des maisons et des églises, et qui emplit les rues de ses clameurs, les femmes se tordant les mains de désespoir, et les hommes maudissant le jour où la ville s'est mêlée de mes affaires. Puis, cela finit par devenir de la fureur ; on réclame des cordes pour me traîner par le cou en bas de l'escalier du *tolbooth* » (2).

Ces clameurs de mort parviennent jusqu'aux prisonniers dans leur cellule, qui n'est « qu'un trou étroit, froid et mal aéré ». Le lit est si affreux qu'ils ne peuvent s'y étendre ; un vent d'est, glacial, y entre comme chez lui ; et toujours ces cris de haine qui montent et viennent battre les murs ! C'est dans ces conditions atroces qu'ils passent encore toute la journée du dimanche et toute celle du lundi.

Enfin, le mardi 25 décembre, jour de Noël, on les embarque vers dix heures du matin, avec plus de cent hommes de garde, et cinq ou six heures après ils arrivent à Alloa (3). Là, une escorte les attendait, qui les conduit au château de Stirling.

Les aventures tragiques du comte de Perth étaient finies, mais sa longue captivité allait commencer.

(1) *Ibidem*. L'Angleterre était alors pleine de ces rumeurs, propagées à dessein, et auxquelles le peuple, averti du licenciement des Irlandais de l'armée royale, ne demandait qu'à ajouter foi. Cf. les *Mémoires de Jacques II*, IV, 372-373, et aussi ce que dit Macaulay, *Op. cit.*, III, 356-358, sur la panique déchaînée à Londres durant la « nuit irlandaise » du 12 au 13 décembre.

(2) W. Jerdan, *loc. cit.*

(3) Dernière ville sur l'estuaire du Forth en allant vers Stirling, et à environ cinq kilomètres de celle-ci.

CHAPITRE IX

Le Prisonnier de Stirling

Le château de Stirling et la prison de Perth. Les sentiments du prisonnier d'après ses lettres à sa sœur, à son frère, à Bossuet. Les vaines missives de Jacques II. La sœur au secours du frère. La réponse de Bossuet. La sévérité du gouvernement à l'égard de Perth et ses motifs. Crawford et le cas des frères Wigton. Les passe-temps du prisonnier. On lui offre la liberté à certaines conditions ; ce qu'en pense Melfort ; intervention de Crawford. La santé de Perth s'altère ; il va aux eaux à Peterhead. Le procès de Melville contre Perth. La vérité sur les frères Wigton. La liberté relative. L'élargissement définitif et le départ pour l'exil.

Bâtie sur un roc dont la forme rappelle celui qui porte Edimbourg, la ville de Stirling a l'air d'une reproduction en miniature de la capitale de l'Ecosse. A l'exemple de cette dernière, elle a aussi sa puissante forteresse, qui couronne l'extrême pointe de son éperon rocheux, comme le château de poupe d'une galère réale. Sentinelle avancée des Lowlands, la citadelle de Stirling jaillit brusquement de la plaine, au bord du Forth, dont elle domine tout le cours. Que l'on regarde vers l'ouest, où se déroule la vallée de Menteith avec, tout au fond, le pic du Ben Lomond ; vers le nord, où l'horizon est barré par la chaîne des monts Ocheil ; ou vers l'est et le sud-est, où le Forth élargit de plus en plus ses méandres, jusqu'à devenir le long et vaste estuaire qui s'étend d'Alloa à Edimbourg : la vue que l'on a ainsi du haut de ses murailles est peut-être la plus belle de toute l'Ecosse.

Mais le comte de Perth n'entrait pas au château de Stirling en touriste, il y était amené en prisonnier ; et la chambre où on le mit, et qu'il déclare « très incommode à habiter » (1), ne donnait que sur une étroite cour intérieure appelée d'un nom significatif « la fosse aux lions ». Il ne pouvait circuler dans le château sans être accompagné d'un officier, et la nuit, de neuf heures du soir à neuf heures du matin,

(1) W. Jerdan, *Op. cit.*, p. 6.

une sentinelle veillait devant sa porte. L'homme de garde devait avoir une consigne sévère ; car il paraît qu'une nuit, « il ne voulut pas permettre au prisonnier d'appeler au secours pour sa femme, bien qu'elle eût l'air de se mourir d'une colique » (1).

Et cependant l'infortuné chancelier n'était pas aussi abattu qu'on pourrait le croire. Passé en quelques jours du rang suprême à la condition d'un prisonnier, juge des juges devenu comme le dernier des criminels, hier gouvernant tout un royaume et aujourd'hui presque condamné à mort, il puisait dans sa foi, cette même foi que Macaulay trouvait trop faible, des motifs non seulement de patienter, mais même de se réjouir. Il le dit à sa sœur, la comtesse d'Errol, à son frère Melfort ; il le dira bientôt à Bossuet.

A la première il écrit : « Et pourtant, ma très chère sœur, laissez-moi vous dire que, sauf au moment où sous la menace des poignards j'ai été un peu déconcerté, je n'éprouve pas moins de contentement que lorsque l'Ecosse était à mes ordres ; que dis-je ? je suis infiniment plus satisfait, car maintenant je suis entre les mains du Grand Médecin, et je puis Lui dire : brûlez, taillez, administrez d'amères potions, pourvu que toutes mes souffrances soient ici-bas ; oui, Seigneur, faites-moi mourir dans l'angoisse et la douleur, dans la honte et les tortures, pourvu que cela serve à Votre gloire, à l'intérêt de Votre sainte Eglise, au salut de mon âme ou à celui de n'importe quelle autre » (2).

Il a vu beaucoup de ses prétendus amis l'abandonner ; il sait que ses tenanciers se sont permis de pénétrer dans sa maison et d'y tyranniser ses enfants et ses domestiques ; ses ennemis l'insultent ; la populace le maudit et voudrait le massacrer, et il déclare ; « la douleur de mes rares amis m'attendrit le cœur, et la perspective de la mort qui s'approche ne peut pas ne pas troubler la chair et le sang : mais, en regard de tout ceci, j'ai la conscience nette, une carrière administrative sans tache, une excellente religion, une bonne cause, et un Dieu d'une miséricorde infinie : c'est sur Lui que je compte et je le ferai tant que je vivrai, afin d'être à Lui pour l'éternité » (3).

A son frère il exprime des sentiments analogues, en insistant davantage sur ce qui l'attend : « Je remercie Dieu », dit-il, « d'être en ce moment dans une paix parfaite, attendant qu'on se décide à me juger et à me condamner à mort, ce dont je suis absolument certain ». Il déclare n'avoir plus d'inquiétude qu'au sujet de ses derniers instants :

(1) W. Jerdan, *Op. cit.*, p. 9.

(2) *Ibidem*, p. 6.

(3) *Ibidem*, p. 7.

« Puisse le Bon Dieu », dit-il, « au moment où je tendrai le cou au bourreau, m'emplir l'âme de cette ardente charité qui sied à quiconque meurt pour la vérité, et je n'en demande pas plus ! » Et, à la pensée d'être bientôt réunie à son Sauveur, son âme s'élève, monte jusqu'à l'allégresse du martyr, et il s'écrie : « Ma mort est la bienvenue ! » Il termine en demandant à son frère « de consoler sa femme et d'assurer à ses enfants une éducation catholique ». Il a été très heureux d'apprendre que Melfort était parti en France. « Je croyais aller vous y retrouver », dit-il, « mais Notre-Seigneur a vu que cela n'était pas bon pour moi. Soyez sûr que je meurs en vous aimant et en priant pour vous. Adieu » (1).

Cette lettre est datée « de la dernière nuit de l'année 1688 » : il y avait donc près d'une semaine que Perth était au château de Stirling, et, malgré la résignation joyeuse dont il se dit tout rempli, sans doute n'eût-il pas été fâché de fausser compagnie à ses geôliers ; c'est du moins ce que l'on peut inférer de ce mot du marquis d'Athole à son fils, lord Murray, du 3 janvier 1689 : « Le comte de Perth se serait échappé si je n'avais ordonné qu'on le surveillât mieux » (2).

Ce qui n'empêchait pas le même marquis d'écrire trois jours plus tard au prisonnier, en l'assurant de ses bons offices !... Le comte de Perth lui répondait le 7 février : « My Lord, j'ai reçu le 2 du présent mois la lettre de Votre Seigneurie du 6 du mois passé, ce qui m'excusera à vos yeux d'avoir tant tardé à vous remercier de la peine que vous avez bien voulu vous donner alors à mon sujet, et de l'aimable assurance que vous me donnez encore de me rendre les services qui seront en votre pouvoir. J'espère constater les bons effets des efforts de Votre Seigneurie » (3).

Perth avait déjà eu, sans le savoir, l'occasion de constater ces *bons effets* ; car le jour même où Athole écrivait à son fils le mot que nous venons de citer, on avait au Conseil Privé voté l'ordre de mettre le prisonnier au secret. Cet ordre fut aussitôt rapporté (4), ce qui n'empêcha point de resserrer la surveillance.

Le captif s'en plaint à Bossuet huit jours plus tard : « On me garde de très près, de sorte que cette lettre est écrite et sera envoyée à la dérobée ». Comme il est naturel, sa lettre à l'évêque de Meaux est, plus encore que les précédentes, pénétrée d'esprit de foi et de joyeuse

(1) W. Jerdan, *Op. cit.*, pp. 9-10.

(2) *Hist. Mss. Com.*, Mss. of Athole and Home, déjà cité, p. 36.

(3) John Murray, 7th Duke of Atholl, K. T., *Op. cit.*, I, 274.

(4) B. M. Add. Mss. 19254, fol. 123.

acceptation des décrets de la Providence. Il remercie une fois encore son illustre correspondant d'avoir été l'instrument de sa conversion, et par là d'être la cause « que ce qu'il souffre lui est sacré et lui devient non seulement supportable, mais doux et agréable ». Grâce à Bossuet en effet, « ce n'est pas uniquement pour son maître, mais pour son Dieu qu'il est présentement dans la souffrance ; et s'il est noble et hautement désirable de souffrir pour son seul souverain, que doit-ce être de le faire, à cause de lui et avec lui, pour la religion catholique et sa conscience ? »

Il lui recommande le roi, son maître, et le supplie « d'employer son éloquence et sa piété à le soutenir dans son affliction ». Il lui parle de sa mort, qui paraît fort probable, et le prie humblement de vouloir bien « tenir lieu de père à son fils et d'ami à son frère ». Privé comme il l'est de tout secours religieux, « les ecclésiastiques étant maintenant si maltraités qu'ils n'osent paraître », il compte sur les prières de Bossuet qui ne lui ont jamais été plus nécessaires, « car il est », avoue-t-il, « l'un des hommes les plus faibles qu'il y ait » (1).

Deux jours après cette lettre, le 13 janvier, il en écrivait une autre

(1) *Corr. de Bossuet*, IV, No 487. Cette lettre de Perth, datée de Stirling Castle 11 janvier 1689, est malheureusement la seule dont nous possédions l'original, que les derniers éditeurs de la *Correspondance de Bossuet* ont mis à l'Appendice I du tome IV, parce qu'il leur est parvenu trop tard pour être inséré à sa place chronologique.

Ce texte original est d'autant plus intéressant qu'il nous permet d'apprécier la valeur de la traduction de l'abbé Renaudot. Et l'on voit ainsi que, si cette traduction est, dans l'ensemble, suffisamment fidèle, elle ne rend cependant pas toujours toutes les nuances du texte primitif, dont elle côtoie parfois le sens plutôt qu'elle ne le traduit.

Par exemple, texte de Perth : « and wheras it is noble and highly to be desired to suffer for one's sov'raign alone what must it be to suffer for, and with him, for the catholique Religion and conscience ? » c'est-à-dire : « et s'il est noble et hautement désirable de souffrir pour son seul souverain, que doit-ce être de le faire, à cause de lui et avec lui, pour la religion catholique et sa conscience ? » ce qui devient sous la plume de Renaudot : « et comme il y a de la noblesse et de la grandeur à souhaiter de souffrir seulement pour l'amour de son souverain, que ne doit-on pas être prêt à souffrir, lorsque avec cela on souffre pour la religion catholique et par principe de conscience ? »

D'autre fois, c'est tout un membre de phrase qui saute, par inadvertance ou parce qu'il est jugé inutile, alors qu'en fait il ne l'est pas ; exemple : « And yet if it gains one soul to God, as I hope it wil open the eyes of many, it is worthy of all the temporal loss can happen to any », c'est-à-dire : « Et cependant si cela peut gagner une seule âme à Dieu, et j'espère bien que cela ouvrira les yeux de beaucoup de gens, cela vaudra toutes les pertes temporelles qui peuvent arriver à qui que ce soit ». Or, chez Renaudot, toute l'incidente en italiques est supprimée.

Enfin, notre traducteur n'est pas à l'abri des négligences de style ; exemple : « in bestowing upon me for our Lord's sake the blessing of a happy death and an eternity of bliss and joy », qui signifie : « en m'accordant pour l'amour de Notre Seigneur la faveur d'une heureuse mort et une éternité de félicité et de joie » ; et Renaudot : « en m'accordant la bénédiction d'une heureuse mort, et d'une éternité de bénédiction et de joie ».

Tout ceci réuni nous fait regretter que le bon abbé ne nous ait pas conservé plus soigneusement le texte original de toutes les lettres de Perth à Bossuet.

à sa sœur, qui apparemment n'avait pas reçu ses lettres précédentes, car elle se plaignait de ne rien savoir de sa situation. Cette fois, à côté des sentiments déjà exprimés auparavant, perce un souci bien légitime d'ailleurs, celui de son jugement, qu'il estime ne devoir plus tarder. Il sait que la plupart des membres du Conseil sont partis pour Londres, et que le prince d'Orange a décidé qu'en Ecosse comme en Angleterre il y aurait une Convention des Etats. Et voici, sur ce sujet, les réflexions qu'il fait.

Si on le met en jugement, ce ne pourra être que pour sa religion, car, en ce qui concerne la chose publique, si on le condamne, il faudra également condamner tout le Conseil et toute la Session. « Mais j'apprends », dit-il, « qu'ils sont comme le chat qui aime le poisson mais ne veut pas se mouiller les pattes : car tout désireux qu'ils soient de me couper la tête, ils voudraient avoir pour le faire un prétexte qui ne touchât pas à la religion et qui n'impliquât point mes collègues du gouvernement » (1).

Cette pensée lui rend de l'espoir, et bien qu'il parle de la joie qu'il éprouverait à être condamné en tant que catholique, il compte, en cas de jugement, sur les bons offices de sa sœur et de son beau-frère, le comte d'Errol, et il demande que ce dernier veille sur les élections prochaines, car le verdict dépendra pour beaucoup de la personne de ses juges.

Le voici donc maintenant partagé entre l'espoir en la possibilité d'échapper au bourreau, et la résignation sereine à la mort : deux sentiments différents, mais non contradictoires ; le soldat, qui a fait joyeusement le sacrifice de sa vie, peut tout de même garder l'espérance d'en sortir sain et sauf ; mais, en attendant, il a l'âme en paix. C'est exactement la situation de notre prisonnier : « Je suis dans une grande tranquillité et une grande paix », dit-il, « et je n'ai d'autre désir que de voir la volonté de Dieu s'accomplir en tout ce qui me concerne ». Et, se rappelant la parole du Christ : bienheureux ceux qui souffrent pour la justice, car le royaume des cieux est à eux ! « Ou il faut croire en ces paroles », dit-il, « ou il ne le faut pas ; et s'il faut y croire, j'ai des raisons d'être pleinement rassuré, car je n'ai fait de tort à personne et je souffre pour mon Dieu et avec mon prince légitime » (2).

Que pendant sa présence au gouvernement il n'ait jamais fait de tort à personne, ceci paraîtra discutable ; mais on ne peut évidemment

(1) W. Jerdan. *Op. cit.*, p. 11.

(2) *Ibidem*, p. 12.

se sentir responsable que des fautes dont on a eu conscience, et Perth, nous le savons, est convaincu de n'avoir fait que son devoir.

La pensée de son salut éternel l'amène tout naturellement à songer à celui de sa correspondante. Tous les jours, et même à toutes les heures, il prie, dit-il, pour sa conversion et celle de son mari à la foi catholique, « qui n'est jamais si aimable que quand on souffre pour elle, et qui seule peut vous mener à une heureuse éternité ». Et la seule idée de l'éventualité contraire lui arrache cette exclamation, qui est une réminiscence d'Isaïe : « Et qui peut séjourner dans les flammes éternelles ? » (1) Et il termine par ce souhait : « Plût à Dieu que tous les préjugés fussent écartés de votre esprit et que vous puissiez voir la vérité telle qu'elle nous apparaît à la lumière de la mort !... Souvenez-vous de ce que je vous ai dit un jour, que si ma vie et mes (œuvres) (2) ne pouvaient vous inciter à songer à ce qui est nécessaire à votre salut, peut-être ma mort aurait-elle ce résultat. Dieu veuille qu'elle l'ait ! » (3)

Tandis que l'ex-chancelier méditait ainsi sur ses fins dernières, de la cour du roi en exil, où l'on ignorait encore sa situation, partaient à son adresse des missives datées du 12 janvier, dont l'inconsciente ironie lui eût semblé bien amère, s'il les eût jamais reçues. L'une d'elles « l'autorisait à apporter au roi ou à transporter hors de l'Ecosse le grand sceau du royaume dont il avait la garde, et, s'il ne pouvait le faire aisément, à le cacher, le jeter ou le briser, afin qu'il ne tombe pas aux mains des sujets révoltés ». Hélas ! le pauvre homme avait eu bien d'autres soucis ! Une autre lettre, à laquelle il n'eût pas demandé mieux que de pouvoir obéir, « le mandait en la présence de Sa Majesté ». Une troisième enfin lui accordait, selon la formule, « plein pardon et amnistie générale », ce qui ne l'avancait guère (4).

Un mois plus tard, on apprenait à Saint-Germain-en-Laye le triste

(1) Isaïe. XXX. 14.

(2) Nous complétons ce mot qui est incomplet dans le texte manuscrit.

(3) W. Jerdan, *Op. cit.*, p. 12.

Dans son article sur *Le duc de Perth et Bossuet*, dont il a été question au début de cet ouvrage, Mgr Baunard traduit ce passage de la façon suivante : « Souvenez-vous, ma sœur, de ce que je vous ai dit un jour, que si jamais la vie (*m'était enlevée*), je ne manquerais pas de penser à votre salut. Et qui sait, en effet, si ce n'est pas à ma mort qu'est réservée cette grâce ? Que Dieu le veuille ! » (*Reliques d'Histoire*, p. 167). Et voici le texte que le traducteur avait sous les yeux : « Remember that I told you once, that if my life and... I could not mind you to think of what is necessary for your salvation, it might be my death might work that effect. God grant it may ! » Nous avons pu, en collationnant le texte imprimé avec le manuscrit, rétablir comme suit la phrase incomplète : « *if my life and (achieve) ments could not move you etc.* ». Mais même avec le texte précédent, on avouera qu'il fallait de l'imagination pour traduire comme Mgr Baunard l'a fait.

(4) *Hist. Mss. Com.*, IX Report, Appendix 1884, 251 b, Nos 158, 159, 160.

sort du chancelier, et aussitôt le roi Jacques envoyait au comte de Mar, gouverneur du château de Stirling, l'ordre de libérer son prisonnier (1). Le comte de Mar n'eût sans doute pas été fâché de pouvoir s'y conformer, car il n'avait jamais été, quant à lui, partisan de ces rigueurs ; mais, maintenant que Perth était confié à sa garde, il ne connaissait plus qu'une chose : c'est qu'il en était responsable devant le nouveau gouvernement.

Or, loin de songer à le libérer, ses ennemis voyaient de mauvais œil les efforts que faisait sa sœur, la comtesse d'Errol, pour obtenir son élargissement. Ils allaient même jusqu'à prétendre qu'elle ne s'y employait si volontiers que parce qu'elle était, elle aussi, devenue papiste ! Elle s'en défend énergiquement dans une lettre au D^r Fraser, et déclare que c'est une calomnie et une manœuvre pour l'empêcher d'agir en faveur de son frère. Loin d'être papiste, c'est précisément parce qu'elle espère le ramener « à cette glorieuse Eglise dont il a eu le malheur de se séparer », qu'elle voudrait le voir hors de prison (2).

Mais les efforts et les démarches de sa sœur protestante, pas plus que les ordres de son roi exilé, ne parviennent à le faire sortir de prison. Ses ennemis le tiennent, et ils ne le lâcheront pas de sitôt. Il ne lui reste donc comme consolation que d'écrire à ses amis, et, parfois, d'en recevoir des nouvelles. C'est ainsi que le 18 mars nous le voyons écrire à « Monsieur Innes, principall du College des Ecosois a Paris », à l'abbé Renaudot, qui devient sous la plume du copiste Mylne l'étrange « Monsieur Herbbe Renaudet », et à sa belle-sœur, « Madame la Comtesse de Crollis, rue Saint-Honoré proche le Pallais Royale a Paris ». Ces trois lettres ont pour objet de recommander son cousin, William Drummond, petit-fils du poète Drummond of Hawthornden, lequel, « plutôt que de vivre en Hollande, a résolu de passer quelque temps dans un pays où la monarchie et les bons principes sont plus en honneur que dans une république ». Seulement, comme ce jeune homme est protestant, « il voudrait s'assurer la protection de quelques grands personnages ». Et Perth demande en particulier à sa belle-sœur « de procurer à son cousin un mot de recommandation de l'évêque de Meaux » (3).

(1) *Hist. Mss. Com.*, IX Report, Appendix 1884, 251b, N° 162.

(2) *The Miscellany of the Spalding Club*, vol. V, p. 193.

(3) W. Drummond, Viscount Strathallan, *The Genealogy of the most noble and ancient House of Drummond*, Edinburgh 1831, Appendix II, p. 271. Perth et le poète William Drummond of Hawthornden descendaient d'un ancêtre commun : Sir John Drummond, 8e du nom, mort en 1373, et père d'Annabella, qui fut reine d'Ecosse. Cf. ci-dessus, p. 3.

Bossuet vient justement de recevoir la lettre que Perth lui a écrite le 11/21 janvier, et il s'est empressé d'y répondre le 14 mars. Il est encore sous le coup de la vive émotion qu'il a ressentie en recevant la missive « d'un prisonnier de Jésus-Christ » ; car c'est ainsi qu'il considère le comte de Perth, qu'il appelle aussi « son cher frère », « ne voulant plus lui parler que comme à un chrétien ». Il loue Dieu de le voir dans de si bonnes dispositions ; pour un peu il oublierait qu'il écrit à un prisonnier ; il s'en aperçoit et s'en excuse : « Je ne sais comment j'oublie, en vous écrivant, que vous êtes dans la captivité et la souffrance. Dieu sait combien j'ai été sensible au récit que l'on m'a fait de vos maux. Mais à présent il me semble que je les oublie, tant est vive la joie que je ressens pour le courage que Dieu vous inspire, et pour l'abondance des consolations dont il vous remplit ».

Puis, dans un de ces élans où se révèle son âme d'apôtre : « Que plutôt à Dieu », s'écrie-t-il, « qu'au lieu de mon portrait, j'eusse pu être en personne auprès de vous pour vous encourager dans vos souffrances, pour prendre part à la gloire de votre confession ; et après avoir prêché à vos compatriotes la vérité de la foi, la confirmer avec vous, si Dieu m'en jugeait digne, par tout mon sang ». On sait en effet que le grand rêve de la vie de Bossuet était de réunir les Eglises que le schisme de Luther et de Calvin avait séparées ; il l'a déjà dit au comte de Perth, et il le lui répète : « Cent et cent fois j'ai désiré avoir l'occasion de travailler à la réunion de cette grande-île, pour laquelle mes vœux ne cesseront jamais de monter au ciel ».

Et telle est son admiration pour le noble captif, qu'il devine avoir été emprisonné surtout en haine de sa religion, ce en quoi il ne se trompe point, qu'il ne craint pas de lui dire : « Cependant vivez en paix, serviteur de Dieu et saint confesseur de la foi. Semblables à ceux de saint Paul, vos liens vous rendront célèbre dans toutes les églises, et cher à tous les enfants de Dieu. On prie pour vous partout où il y a de vrais fidèles. Dieu vous délivrera quand il lui plaira ; et son ange est peut-être déjà parti pour cela » (1).

Hélas ! non, l'ange libérateur n'était pas encore en chemin. Mais, en attendant sa venue, il y avait d'autres messages réconfortants qui s'acheminaient alors vers le comte de Perth, et qui, étant interceptés, ne lui parviendraient pas davantage.

Par exemple, la lettre que lord Tyreconnel, qui commandait en

(1) *Corr. de Bossuet*, IV, No. 490.

Irlande au nom du roi Jacques, lui écrivait de Dublin le 15 mars, pour lui annoncer l'arrivée du monarque à Kinsale.

Si Perth apprit ce qui se passait alors en Irlande, ce ne fut point par cette lettre, ni non plus par celle que son frère lui écrivit de Dublin le 29 mars, lettre plutôt courte, car Melfort ne sait où est le prisonnier, ni même s'il l'est encore. On dit en effet à Dublin que le comte de Mar va se déclarer en faveur de Jacques II (1) : s'il en est ainsi, le chancelier doit être déjà en liberté ; « mais », dit Melfort, « les bonnes nouvelles me sont tellement étrangères, qu'après qu'elles m'ont été trois fois confirmées, je commence seulement à les croire » (2).

Il avait raison de se méfier. La Convention des Etats, qui siègeait depuis le 14 mars, s'occupait bien du comte de Perth, mais ce n'était pas pour le libérer. Le 30 mars, elle lui avait accordé les domestiques nécessaires, à condition qu'ils ne sortissent pas du château de Stirling. Elle avait aussi donné à certains de ses parents ou anciens subordonnés la permission de venir s'entretenir avec lui, pourvu que cela se passât en présence de l'officier de service (3). Sur ce, Perth ayant écrit au comte de Mar pour qu'il permit à ces domestiques de sortir en ville, afin de lui acheter des provisions, celui-ci en référait à la Convention qui, le 5 avril, répondit par un refus : que le gouverneur désigne une personne sûre, dont il sera du reste responsable, pour acheter les dites provisions, qu'elle remettra aux soldats du château ; ceux-ci les transmettront aux domestiques du comte. Et l'on avait soin d'ajouter que les personnes admises à voir le prisonnier ne devaient plus l'être, à moins qu'il n'en fit la demande, auquel cas on verrait à donner des ordres spéciaux à cet effet (4).

Voilà, dira-t-on, bien des précautions ! C'est que si les orangistes sont les maîtres de la Convention, ils ne sont pas encore les maîtres de l'Ecosse. Le duc de Gordon, gouverneur du château d'Edimbourg (5), seigneur catholique et fidèle à la cause des Stuarts, tient la ville sous la menace de ses canons. D'autre part, James Graham of Claverhouse, vicomte de Dundee a déclaré, en quittant Edimbourg à la tête de ses

(1) Les jacobites avaient en effet projeté de tenir à Stirling une Convention rivale de celle des orangistes à Edimbourg. Le comte de Mar devait leur livrer la citadelle, et Athole, qui avait changé et changera encore de camp, devait les appuyer avec une troupe de ses Highlanders. Au dernier moment, ces deux seigneurs manquèrent du courage nécessaire.

(2) *Hist. Mss. Com.*, Mss. of Bucc. and Queens., vol. II, Part. I, pp. 39-40.

(3) B. M. Add. Mss. 19254, fol. 124.

(4) *Acta Parl. Scot.*, IX, 34b.

(5) Jacques II l'avait nommé à ce poste sur les conseils de W. Pen, le quaker, et contrairement à l'avis de certains qui prétendaient le faire passer pour fou, disant qu'un appartement à Bedlam lui conviendrait mieux que le château d'Edimbourg. Cf. Rev. Alex. D. Murdoch, *Op. cit.*, p. 157

cinquante cavaliers, « qu'il allait là où le guiderait l'esprit de Montrose », ce qui ne fait présager rien de bon ; et il est en train du reste de liguier les clans des Highlands en vue de la guerre civile. Qu'on ajoute à cela le débarquement de Jacques II en Irlande, et l'on comprendra que la Convention, menacée ainsi de divers côtés, s'entoure de précautions.

Elle craint que le comte de Perth ne communique avec le roi exilé et ses partisans ; elle a intercepté des lettres du monarque, et de ceux qui l'ont accompagné en Irlande, adressées à leurs amis d'Ecosse, entre autres celle de Melfort à Perth, du 29 mars, et une autre de lord Drummond à son père, du 28 mars. Et voici que l'on arrête un certain Bready, arrivé de France quelques mois auparavant avec des lettres pour le chancelier, et dépêché par lui en Irlande (1).

En conséquence, le 12 avril, au lendemain du jour où elle a officiellement reconnu Guillaume et Marie pour ses souverains légitimes, la Convention donne l'ordre de mettre le prisonnier au secret : un seul domestique, et qui devra rester enfermé avec lui ; plus de plumes, ni d'encre, ni de papier (2).

La mesure était sévère ; la comtesse de Perth, ainsi brutalement séparée de son mari, la trouva inhumaine ; et, au bout de quinze jours, n'y tenant plus, elle présenta à la Convention une requête qui ne fut pas repoussée. Elle eut donc, à partir du 26 avril, le droit de voir le comte une fois par jour pendant une heure, mais toujours en présence de l'officier commandant (3).

Ce dernier, dans la crainte apparemment que son prisonnier ne profitât des visites de sa femme pour correspondre avec le dehors, décida alors de son propre chef que des sentinelles monteraient la garde à l'intérieur de la chambre du comte, lequel, comme on le pense bien, s'en trouva considérablement incommodé. Il fallait composer avec l'ennemi : le 21 mai, à la demande de la comtesse, le Parlement donnait l'ordre à l'officier de placer les sentinelles à l'extérieur de la chambre ; par contre, la comtesse ne devait plus, jusqu'à nouvel ordre, avoir accès auprès de son mari (4).

Celui-ci se trouva donc ramené à sa condition précédente : à savoir, l'éternel tête à tête avec son unique domestique.

Cette situation durait depuis plus de deux mois, lorsqu'un jour

(1) *Hist. Mss. Com.*, Mss. of the D. of Buccleuch at Montagu House, I, 46. Mss. of J. Hope Johnstone Esq., p. 137.

(2) *Acta Parl. Scot.*, IX, 43a. — Mss. of Mar and Kellie, p. 222.

(3) *Acta Parl. Scot.*, IX, 68b.

(4) *Ibidem*, IX, 82a.

de la fin de juillet, au cours d'une séance du Conseil Privé, il y eut au sujet du comte de Perth un échange de propos assez vifs entre le duc de Hamilton, haut-commissaire du roi, et le comte de Crawford, président du Conseil. Le premier, qui se souvenait sans doute d'avoir été jadis le beau-frère et l'ami du prisonnier, ordonna au second de signer un ordre, rédigé au nom du Conseil, et accordant à Perth, dont la santé s'altérait, la faculté de se promener dans l'enceinte du château en compagnie d'un officier. Mais Crawford s'y refusa, en prétextant qu'il ne pouvait le faire que sur l'ordre du Conseil, lequel, à son avis, hésiterait à donner cette permission, puisque précisément le comte avait été mis au secret, parce qu'il avait abusé de la liberté qu'on lui laissait, pour correspondre avec leurs ennemis. Là-dessus, Hamilton se fâcha tout rouge ; il déclara que « Crawford faisait preuve d'une barbarie inhumaine, intolérable en pays chrétien, et que lui, en sa qualité de commissaire, prendrait sur lui de signer cet ordre ». A cette algarade Crawford se contenta de répondre que, « vu l'importance de la place de Stirling, si le comte de Perth venait à s'échapper, il ne serait pas, lui, Crawford, responsable des conséquences qui pourraient en résulter » (1).

Peu après cet incident, et comme pour justifier les scrupules de Crawford, arrivait la nouvelle de la victoire remportée à Killikrankie par le vicomte de Dundee, le 27 juillet 1689, victoire plus que compensée d'ailleurs par la mort du vainqueur.

Mais quel motif poussait donc le comte de Crawford à se montrer si intraitable ? C'est qu'il avait épousé la veuve de William Fleming, comte de Wigton, dont les deux fils, John et Charles, avaient été, on s'en souvient, envoyés en France par lord Perth pour y faire leurs études, et, crime impardonnable, y étaient devenus « papistes » ! Et voici que, dans une lettre adressée à sa mère, l'ainé, John, se plaignait des mauvais traitements que son frère et lui avaient à subir de la part des papistes : on voulait, disait-il, faire d'eux... des jésuites ! Et ce n'est pas tout : pour les empêcher de retourner en Ecosse, on les menaçait du poison, et on leur volait l'argent que le comte de Crawford leur envoyait afin de les tirer de la misère ! (2)

Nous verrons plus loin ce qu'il faut penser de ces allégations. En attendant, on se représente la colère indignée de Crawford et de sa femme à la pensée que les deux jeunes gens étaient, par la faute de

(1) Bannatyne Club 1843, *Leven and Melville Papers*, p. 200.

(2) *Ibidem*, p. 104. Aussi : *Acta Parl. Scot.*, IX, Appendix, 147b.

Perth, devenus la proie des papistes, et, détail horrible, en passe d'être accaparés par les jésuites ! Et en voilà plus qu'il n'en fallait pour justifier l'intransigeance du président. Ce n'était pas, comme il l'écrira un jour au comte de Melville, qu'il manquât « de la pitié qu'il sied à un chrétien d'avoir pour ceux qui souffrent, ni de la générosité d'âme qu'on est en droit d'attendre d'un gentilhomme », mais enfin, puisque Perth était seul responsable de l'envoi des frères Wigton en France, il n'était que juste, pensait-il, que ce seigneur servît de caution à leur retour en Ecosse (1). Et il faut reconnaître qu'à son point de vue il n'avait pas tout à fait tort.

Cependant, la bonne volonté du commissaire Hamilton s'étant heurtée à l'opposition du Conseil, le comte de Perth avait passé le reste de l'été, puis l'automne, puis tout l'hiver de 1689 à 1690, entre les quatre murs de sa chambre incommode, sans autre perspective que l'étroit et morne quadrilatère de la « fosse aux lions », sans autre compagnie que celle de son domestique. Que de fois, durant cette longue réclusion, sa pensée n'avait-elle point dû se reporter vers l'existence de jadis : vers son château de Drummond, qu'il s'était appliqué à embellir, et qu'il savait maintenant occupé par l'ennemi (2) ; vers son roi, son frère Melfort et son fils lord Drummond, dont il n'avait plus de nouvelles !

Il avait écrit à son frère vers la fin de 1689, par l'entremise du principal du collège écossais de Paris, l'abbé Louis Innes, à qui, de Rome où il était accrédité auprès du pape par Jacques II, Melfort mandait le 21 décembre 1689 : « Je vous remercie de tout cœur de la lettre que j'ai reçue de mon très cher frère. C'est la première que j'ai depuis bien des mois, et hélas ! je n'ose pas y répondre ». Dans sa lettre Perth lui confiait l'anxiété que lui causait le sort de son fils, lord Drummond, lequel avait accompagné Jacques II en Irlande et était revenu avec lui à Saint-Germain. Melfort dit à Innes qu'il serait très heureux d'avoir son neveu près de lui à Rome ; qu'il vienne donc, s'il le désire (3). Et le 8 mars 1690, il remercie de nouveau Innes de lui donner des nouvelles de son frère, à qui du reste il n'ose toujours pas écrire, « de crainte de lui faire couper la gorge ; mais », dit-il, « je prierai toujours pour lui, et j'espère que Dieu le délivrera quand il

(1) *Hist. Mss. Com.*, Mss. of J. Hope Johnstone, p. 162.

(2) *Reg. Secr. Conc., Acta* (Mss.) du 5 juin 1690, d'où il appert que le capitaine Edward Bryce tient garnison à Drummond Castle avec l'effectif d'une compagnie.

(3) B. M. Add. Mss. 37660, fol. 22.

lui plaira, et qu'en lui rendant comme à Job plus qu'il ne lui a enlevé, il lui permettra de finir sa vie plus heureusement qu'il ne l'a commencée » (1).

En attendant ces compensations, la Providence réservait au comte de Perth une nouvelle épreuve : le 4 mars 1690, sa sœur, la comtesse d'Errol, il ne savait sous quel prétexte, était conduite au château de Dumbarton et mise au secret ; elle n'en devait sortir que le 19 août suivant (2).

Mais ses ennemis avaient beau faire le désert autour de lui ; réduit à ses seules ressources, Perth trouvait encore moyen de se distraire par des travaux intellectuels. On conserve dans les archives du château de Drummond un cahier de cinquante-cinq folios, sur lequel il écrivit alors une traduction des *Mœurs des Israélites* de Fleury (3). Le choix pourra paraître un peu inattendu ; mais nous savons que le comte préférait les ouvrages du genre sérieux ; de plus, par sa formation première, il avait été, comme tout bon Écossais, fortement imprégné des enseignements de la Bible ; il est donc assez naturel que, cherchant dans l'étude des civilisations du passé une diversion aux tristesses du présent, il ait été attiré par ce tableau des mœurs et des institutions d'Israël.

C'est au sortir de ce tête à tête avec le bon abbé Fleury, c'est-à-dire au printemps de 1690, que la situation de Perth sembla devoir s'améliorer. Le secours, tout conditionnel il est vrai, lui vint, chose curieuse, du côté où il était le moins en droit d'en attendre. Le 28 mai, en séance du Parlement, le président Crawford, après s'être acquitté du discours d'usage, présente une plainte contre le comte de Perth, qu'il accuse « d'avoir séduit et *perversi* au papisme le comte de Wigton et son frère, et de les avoir envoyés dans des séminaires étrangers ». Il demande en conséquence « que l'on accorde à Perth la liberté à l'intérieur du château de Stirling pendant six semaines, afin qu'il puisse faire revenir les deux jeunes gens, et s'il n'en fait rien, qu'on le remette au secret et qu'il soit poursuivi selon les lois » (4).

Lors de la séance du 7 juin, et sur la proposition du due de Hamilton, qui continuait d'être favorable au comte de Perth, le Parlement finit

(1) B. M. Landsdowne Mss. 1163. A, fol. 10 verso.

(2) *Reg. Secr. Conc. Mss.*, au 4 mars 1690. Cette incarcération était sans doute due à l'effervescence jacobite qui régnait alors dans les Highlands ; car la comtesse était connue pour sa fidélité inébranlable aux Stuarts.

(3) Le manuscrit est intitulé : *The Manners of y^e (pour the) Israelites written Originally in French By Mr Fleury Priest, Now (pour now) Abbot of xxx Preceptor to y^e Prince of Vermandois. 1690.*

(4) *Acta Parl. Scot.*, IX, Appendix, 147b.

par s'arrêter à l'arrangement suivant : le prisonnier s'engagerait à faire revenir non seulement les frères Wigton, mais aussi son fils aîné, lord Drummond, lequel est, ne l'oublions pas, le neveu de Hamilton ; et, à cette double condition, le Parlement lui accorderait, en plus de la liberté, une amnistie pleine et entière. Le comte de Melville, haut commissaire depuis le 25 avril de l'année en cours, déclara « qu'il allait en référer au roi, et que dans l'intervalle il ferait demander au comte de Perth s'il consentait à accepter l'offre qu'on lui proposait » (1).

Perth fit-il d'abord des difficultés pour se plier à cette sorte de chantage auquel on le soumettait ? On est tenté de le croire, puisqu'en fait il resta en prison durant tout l'été et l'automne de 1690. Et cependant il en avait écrit à Innes, lequel en avait aussitôt fait part à Melfort. Celui-ci, qui avait déjà eu cette idée d'échanger son frère « contre un des coquins de qualité », comme il appelle les prisonniers orangistes (2), trouve les propositions de Crawford parfaitement acceptables, et il écrit à Innes le 22 juillet : « Ce que je vous recommande comme ma vie, c'est de réfléchir au meilleur parti à tirer des Wigton, afin qu'ils puissent servir de caution à mon frère ». Et, n'oubliant pas que l'abbé Innes est l'aumônier de la reine Marie-Béatrice, il ajoute : « Réfléchissez-y, et que la reine agisse comme il convient (3) ; car vous qui êtes sur les lieux vous savez ce qu'il y a de mieux à faire pour le salut de mon cher frère » (4).

Il y revient le 30 septembre, et comme Innes lui a sans doute parlé des adoucissements apportés à la captivité du prisonnier, il dit : « Quant à être moins sévères à son égard, ne vous fiez pas à ces rebelles ; ils n'ont ni foi ni franchise ; ils trouveraient un prétexte pour le mettre sous clef le lendemain du jour où ils auraient les Wigton en leur possession ». Et il insiste et supplie : « Pour l'amour de Dieu ! faites quelque chose. Vous savez combien j'aime mon cher frère, et que je donnerais tout au monde pour le soulager » (5).

Le 14 octobre, il est tout en émoi. On lui a écrit que les Highlanders étaient à Stirling et allaient s'emparer du château. S'il en est ainsi, son frère sera bientôt libre (6). Il devait l'être, à la vérité, quelques semaines plus tard, mais pour une autre raison, et pas pour longtemps.

Le Conseil Privé, quoi qu'en pensât Melfort, semblait en effet

(1) *Acta Parl. Scot.*, IX, App., 151a.

(2) B. M. Landsdowne Mss. 1163. B, fol. 18 verso.

(3) Le roi Jacques est en Irlande pour la campagne de 1690.

(4) B. M. Landsdowne Mss. 1163. B, fol. 96 verso.

(5) *Ibidem.* 1163. C, fol. 51.

(6) *Ibidem.*, fol. 66.

disposé à user de clémence envers son prisonnier, comme le prouve ce mot de Crawford à Melville, du 23 décembre 1690 : « Je vois que le Conseil va élargir le comte de Perth, si Sa Majesté ne s'y oppose pas » (1). Le roi Guillaume n'avait donc pas encore fait connaître sa réponse ? Eh ! non ; le roi se faisait tirer l'oreille : peu intéressé, au fond, par toutes ces questions de religion qui passionnaient les Ecossais, il eût préféré quant à lui que l'on échangeât le comte de Perth contre quelques-uns des prisonniers qu'on lui avait faits en Irlande (2).

Crawford sentit qu'il était temps d'agir, et qu'il fallait, comme il dit, « parler sans détour ». Il écrivit au roi : « Le comte de Perth, par un vote du Conseil, est maintenant en liberté jusqu'au 1^{er} janvier, et, je n'en doute pas, sera alors complètement acquitté, si Votre Majesté n'intervient pas et n'impose pas comme condition à son élargissement, le retour en Ecosse de my lord Wigton et de son frère. Il est leur seule caution, comme il a été la seule cause de leur envoi en France et de leur détention en ce pays » (3).

Le roi intervint apparemment, et le comte de Perth dut en conséquence réintégrer la prison dont il était à peine sorti. Ces quelques jours de trêve avaient cependant suffi pour que la nouvelle se répandit en France que le captif était libéré. L'abbé Renaudot en avertit aussitôt Bossuet, qui lui répondit le 7 janvier 1691 : « Vous me donnez. Monsieur, une agréable nouvelle ; nous verrons donc à cette fois, s'il plaît à Dieu, milord chancelier d'Ecosse. Je l'ai salué de loin comme un excellent catholique ; j'espère l'embrasser comme un confesseur » (4).

Hélas ! ce n'était pas encore pour cette fois. La veille même du jour où Bossuet écrivait en ces termes à Renaudot, la comtesse d'Errol implorait à son tour la clémence du Conseil Privé en faveur de son frère, que l'on venait de confiner à nouveau dans cette chambre « où, au détriment de sa santé et au préjudice de ses intérêts personnels, il avait déjà subi un long et rigoureux emprisonnement ». Elle deman-

(1) *Leven and Melville Papers*, p. 589.

(2) *Hist. Mss. Com.*, Mss. of J. Hope Johnstone Esq., p. 162.

(3) *Ibidem*, p. 166. Cette lettre, dont nous n'avons que le brouillon, n'est pas datée ; mais son contenu et la lettre de Melville qui précède indiquent qu'elle est de la fin de décembre 1690.

(4) *Corr. de Bossuet*, VII, N° 1327. C'est cette lettre qui a fait dire à A. Villien, *Op. cit.*, p. 59 : « Deux ans plus tard (1691) le chancelier sortait de prison et se disposait à partir pour la France ». Et, page 60, ceci, qui est décidément un peu audacieux : « Renaudot assista à la première entrevue du chancelier d'Ecosse et de l'évêque de Meaux ; Bossuet se fit une joie de l'y inviter ». En 1696 peut-être, mais pas en 1691. Les derniers éditeurs de la correspondance de Bossuet ont cru devoir changer la date de cette lettre et la reporter à 1696, parce que, disent-ils, c'est cette année-là seulement que milord Perth vint se fixer en France. Mais on voit que la date de 1691 peut très bien s'expliquer.

daît qu'on l'élargît sous caution, ou que du moins on lui accordât la liberté à l'intérieur de la forteresse et le droit de recevoir librement ses amis et ses domestiques. Cette seconde requête fut accordée, à condition que le comte « prît l'air en présence du sous-gouverneur ou de deux hommes par lui désignés » (1).

Ainsi s'écoulèrent encore près de six mois, durant lesquels l'existence du prisonnier fut un peu moins pénible.

Seulement, comme d'autre part sa santé s'altérait visiblement, la comtesse, sa femme, justement alarmée, tenta une nouvelle démarche en sa faveur. Elle présenta au Conseil une déclaration, signée des docteurs Burnet et Macgill et de l'apothicaire de Stirling, Wardlaw, où il était dit que, du fait de son incarcération prolongée, et surtout de sa mise au secret, entraînant le manque d'air pur et d'exercice, le comte avait contracté une maladie dangereuse, laquelle occasionnait de fréquentes syncopes. Comme remèdes, ces messieurs indiquaient le bon air, et aussi les eaux de Newburgh, si l'on permettait au malade de s'y rendre, ce que lady Perth demandait qu'on lui accordât. En retour, son mari s'engageait sous peine de l'amende que l'on voudrait, soit à réintégrer le château de Stirling dans les trois mois à dater de sa libération, soit à faire revenir les frères Wigton ; et il promettait, après le retour de ceux-ci, de vivre paisiblement en Grande Bretagne et de ne plus se mêler en rien des affaires publiques (2).

Là-dessus, et après avoir fait faire une contre-enquête par deux médecins, le Conseil prit une décision qui fut loin de satisfaire l'intéressé. Il en trouvait les conditions beaucoup trop dures, « ne voulant pas », disait-on, « avoir l'air en les acceptant de reconnaître le gouvernement de Guillaume d'Orange » (3). Crawford, pour sa part, écrivait malicieusement à Melville : « Le comte de Perth va beaucoup mieux depuis qu'il est en son pouvoir d'être un peu plus au large, si cela lui plaît ; mais il n'est guère disposé à accepter les conditions demandées, ni à reconnaître le gouvernement en aucune façon, jusqu'à ce qu'il constate le succès de nos armes en Flandre, en Irlande et sur mer » (4).

Supposition assez malveillante, et d'ailleurs gratuite : si Perth répugnait à accepter les conditions imposées, ce n'était pas, ainsi qu'il

(1) *Reg. Secr. Conc., Mss.*, au 6 janvier 1691.

(2) *Ibidem*, au 25 juin 1691.

(3) W. Fraser, *The Annandale Family Book of the Johnstones*, Edinburgh 1894, II, 49.

(4) *Leven and Melville Papers*, p. 627.

apparut aussitôt, pour les motifs qu'on lui imputait. En effet, le jour même où Crawford lançait ce petit trait envenimé, la comtesse de Perth écrivait au duc de Hamilton pour le prier de réunir ses collègues et d'en obtenir la faveur suivante : si son mari promettait, sous peine d'une amende de 5.000 livres, ou même du double, si l'on voulait, de vivre en paix et de ne rien faire contre le gouvernement ; s'il donnait sa parole d'honneur de ne pas chercher à s'enfuir ; si enfin il s'engageait à écrire en France pour faire revenir les Wigton, ne pourrait-on pas le laisser aller aux eaux de Newburgh ou de Peterhead, et ensuite lui permettre de vivre chez lui, à Stobhall (1), de visiter ses amis et de mener l'existence paisible de gentilhomme campagnard ? (2)

Le duc de Hamilton fit comme on le lui demandait, et le Conseil, en réponse à cette nouvelle supplique, déclara le 16 juillet qu'il permettait au comte de Perth de se rendre aux eaux de Peterhead (3), aux conditions stipulées, pourvu qu'en outre il revînt se constituer prisonnier à Stirling le 1^{er} septembre, ou avant cette date, si besoin était (4).

Et c'est ainsi qu'après deux ans et sept mois de séjour dans la prison malsaine de Stirling, le pauvre comte se voyait enfin octroyer six semaines de liberté relative. Et tandis que la voiture où il avait pris place avec sa femme et la suivante de celle-ci, et qu'escortaient six cavaliers de ses amis, l'emmenait vers le nord, avec quel soupir de soulagement ne dut-il pas s'éloigner de ce château où il avait tant souffert ! Des amis, car il en avait encore dans le pays, venaient le saluer au passage et le féliciter, ce qui était bien un peu compromettant ; « mais », dit-il, « je ne peux pourtant pas les chasser à coups de bâton ! » (5)

C'est dans une lettre du 26 juillet, à son ami Blair Drummond, que Perth s'exprime ainsi. Il est encore souffrant et en proie à de nouveaux soucis, par suite du procès que vient de lui intenter lord Melville.

« Nos actes nous suivent », a dit quelqu'un. Eh ! oui, nos actes nous suivent, et à l'occasion nous poursuivent. Le Parlement de 1685 avait porté une sentence de confiscation contre le comte de Melville, pour la part qu'il avait prise au complot de Rye House. Mais, ce qui est crime sous un gouvernement devient parfois vertu sous un autre ;

(1) Puisque Drummond Castle était occupé par une garnison.

(2) B. M. Add. Mss. 19254, fol. 126.

(3) Port de mer situé à 40 kilomètres au nord d'Aberdeen, et à 160 kilomètres de Stirling.

(4) *Reg. Secr. Conc., Acta.* pp. 363 et 364.

(5) *Royal Letters* à Drummond Castle, Recueil II, No 32.

et le Parlement de 1690 avait, le 3 juillet, annulé cette sentence. Melville devait donc rentrer en possession de tous ses biens. Or, il prétendait que son fils, alors le maître de Melville, avait en 1687, et afin d'obtenir le pardon des siens, payé au chancelier en personne la somme de 950 livres ; et cet argent, il le réclamait (1).

En fait, Perth n'avait pas reçu l'argent du fils de Melville, mais du roi, à qui la somme avait été versée à titre de composition. Ajoutons que, tout bien considéré, le comte de Melville était plutôt mal venu à vouloir ainsi, sous prétexte que l'on avait changé de gouvernement, reprendre au prisonnier ce qu'il avait jadis offert au chancelier. Lord Perth en fait la remarque, non sans amertume : « Tout s'étant alors négocié en termes aimables », dit-il, « je m'étonne qu'un homme d'honneur puisse en tirer la matière d'un procès » (2).

Et cependant procès il y eut, et qui dura longtemps. Le résultat fut que, le 14 juin 1694, les juges décidèrent que le comte de Perth devait payer au comte de Melville, non seulement les 950 livres, mais encore l'intérêt annuel de cette somme depuis la Saint-Martin de 1688 (3).

Mais laissons là cette histoire de gros sous, où notre héros n'a d'ailleurs pas le plus mauvais rôle, pour revenir à Peterhead et au mois de juillet 1691. Perth comptait sur son ami Blair pour obtenir une prolongation de sa liberté. Celui-ci n'y réussit-il point ? Toujours est-il qu'il fallut encore une intervention de la vaillante lady Perth.

Le 21 août, en réponse à une supplique, où elle exposait « les difficultés que son mari avait éprouvées pour gagner Peterhead, l'état encore bien précaire de sa santé et le danger qu'il y aurait pour lui de réintégrer sa prison le 1^{er} septembre », le Conseil consentait à reculer la date du retour jusqu'au 20 septembre (4).

C'est donc vers la fin de son séjour à Peterhead, où peut-être au début de son retour à Stirling, que Perth reçut de lord Wigton la lettre suivante, datée de Saint-Germain le 7 septembre 1691, en réponse à celle que le comte lui avait fait envoyer le 20 juillet pour l'inviter à revenir en Ecosse (5).

« My Lord, j'ai reçu votre lettre sans indication de date ni d'endroit, ce qui m'a fortement étonné. Mais j'espère que vous m'excuserez

(1) *Parliamentary Papers*, Supplement, vol. XIV (1691-1693), pp. 59 (1), 59 (2), 59 (3).

(2) Même lettre à Blair Drummond, du 26 juillet 1691.

(3) *Parliamentary Decisions*, I, 62.

(4) *Reg. Secr. Conc., Acta*, pp. 421-422.

(5) *Ibidem*, p. 366.

si je ne reviens pas en Ecosse en ce moment, car mes parents ne m'ont pas accordé de quoi faire mes exercices ; or, maintenant que je suis à l'étranger, je ne veux pas regagner l'Ecosse sans les avoir faits ; par conséquent, si mes amis tiennent à ce que je revienne, le plus court est de m'envoyer immédiatement de l'argent ici, afin que je puisse compléter ces exercices durant l'hiver et le printemps prochains. Cela coûterait environ 300 livres sterling. My Lord, connaissant l'état de votre santé, il n'est rien que je ne veuille faire pour vous, et à quoi ne m'oblige d'ailleurs la reconnaissance pour tous vos bienfaits. Seulement, comme je n'ai pas fait mes exercices, je ne crois pas qu'il faille me sacrifier inutilement pour une chose, où vous le savez aussi bien que moi, je ne pourrais que bien peu vous servir ; car ils vous ont fait prisonnier sans raison, et je crois qu'il n'y a pas grand'chose à en attendre. Aussi dans l'espoir que vous ferez ce qui est en votre pouvoir pour qu'on m'envoie de l'argent, et en attendant votre réponse, je reste en toute sincérité, My Lord, etc... » (1).

Et en même temps qu'il envoyait cette lettre au comte de Perth, lord Wigton en écrivait une autre au comte de Crawford, qu'il nous faut au moins résumer, car elle est typique : « My Lord », commence-t-il, « j'ai reçu votre lettre datée d'Edimbourg le 25 juillet, où vous me disiez que si j'avais quelque considération pour la santé de My Lord le chancelier, lequel avait été souffrant, je devais revenir en Ecosse le plus vite possible ». A cette missive de Crawford était jointe une lettre de change de quelque 50 livres, mais à toucher seulement au moment du départ ! Wigton trouve la plaisanterie très mauvaise. D'ailleurs, le moment est mal choisi pour le rappeler : il n'a pas fini ses exercices. Et comment étudierait-il, alors qu'aucun de ses parents ne s'inquiète de savoir si lui ou son frère ont de quoi manger !

Aussi que Crawford obtienne des parents en question 300 livres par an pour son frère et lui ; car ils veulent à tout prix, dussent-ils mourir de faim, terminer leurs exercices. Il répète ce qu'il a dit à Perth : « Le meilleur moyen de nous faire revenir est de nous envoyer de l'argent ».

Et il termine par ces mots en faveur du prisonnier de Stirling : « J'espère que vous voudrez bien vous montrer aussi bienveillant que possible envers My Lord le chancelier ». Du reste, il déclare ne pas comprendre l'échange que l'on veut faire : libérer Perth à son retour serait raisonnable s'ils étaient tous deux des prisonniers de guerre ;

(1) B. M. Add. Mss. 19254, fol. 127.

mais ce n'est point le cas. Il n'est pas prisonnier, lui ; donc l'échange n'est pas possible : « Autant vaudrait échanger n'importe qui en Ecosse contre n'importe qui en France, et dire que l'on mettra le premier en prison si le second ne revient pas en Ecosse » (1).

On se représente la figure que dut faire le comte de Crawford en lisant cette épître, lui qui regardait lord Wigton et son frère comme de véritables prisonniers des papistes. Comment ! C'était là le jeune homme qui, naguère encore, se plaignait de vivre dans les mauvais traitements et sous la menace du poison ! Le pauvre comte n'en pouvait croire ses yeux. Il cherchait la lettre reçue jadis, la relisait, comparait : était-il possible que lord Wigton eût changé à ce point ? Ou alors, est-ce qu'il mentait dans sa lettre d'autrefois ? Ou bien, n'était-ce qu'un subterfuge de jeune étudiant pour attendrir ses parents sur son sort et se faire envoyer de l'argent ? Le comte de Crawford était perplexe. Gageons qu'il ne montra point à ses collègues du Conseil la lettre qu'il venait de recevoir.

Il n'était du reste pas le seul à être déçu. Le comte de Perth, en lisant la prose de lord Wigton, dut également faire la moue. Eh quoi ! il fallait encore à ces jeunes gens tout l'hiver et le printemps prochains pour terminer leurs études ! C'était pour lui la perspective d'un quatrième hiver à passer dans l'inconfort et l'insalubrité de sa cellule de prisonnier. A moins que, constatant par la lettre de lord Wigton qu'il avait fait son possible pour récupérer les deux frères, et que l'échec de la tentative ne lui était pas imputable, le Conseil Privé ne lui accordât une liberté provisoire.

Eh bien, non ! le comte de Perth resta bel et bien en prison du 20 septembre 1691 au 29 mars 1692, c'est-à-dire plus de six mois, qui vinrent s'ajouter aux deux ans et sept mois de captivité déjà inscrits à son actif. Sa seule consolation durant cet hiver fut, autant que nous en pouvons juger, de recevoir de Rome quelques mots aimables écrits par le cardinal Norfolk le 15 janvier 1692 (2) ; puis une autre lettre, également de Rome, où Sir William Lesly lui annonçait, le 26 du même mois, l'arrivée dans la ville des Papes de son fils aîné, lord Drummond, « auquel », disait-il, « il s'empresserait de rendre tous les services qui étaient dans ses pauvres moyens » (3).

(1) *Hist. Mss. Com.*, Mss. of J. Hope Johnstone Esq., p. 172.

(2) B. M. Add. Mss., 19254, fol. 86.

(3) *Ibidem*, loc. cit. Sir William Lesly (*alias* Lesley ou Leslie : on rencontre les trois formes) était un prêtre séculier, agent de l'Eglise catholique d'Ecosse à Rome. On donnait alors couramment aux séculiers le titre de *Sir*. Nous retrouverons plus loin cet abbé William Leslie, avec lequel le comte de Perth devait un jour entretenir une correspondance suivie.

Mais la santé du pauvre prisonnier inspirait de nouveau les plus vives inquiétudes. Les médecins, consultés, affirmèrent comme auparavant « qu'il n'y avait pour le guérir que le grand air et la promenade ». Et le 29 mars, à la demande de sa femme, le Conseil Privé donnait cette fois au comte de Perth le droit de vivre chez lui jusqu'au 20 juillet suivant. Les conditions étaient les mêmes que précédemment ; et en plus, le comte de Perth s'engageait à rembourser à lady Crawford les 300 livres qu'elle avait données pour les Wigton ; il devait également prendre à son compte les frais de voyage de l'homme qu'il enverrait en France pour en ramener les deux jeunes gens. Comme on le voit, les Crawford ne le lâchaient point. Le Conseil Privé se réservait d'ailleurs la faculté de le rappeler à Stirling avant le 20 juillet, s'il le jugeait à propos (1).

Or, cette année 1692 est celle du combat naval de La Hogue ; et il va de soi que la nouvelle d'une tentative de Jacques II pour rentrer en Angleterre ait eu son retentissement jusqu'en Ecosse : *quidquid delirant reges.....* Aussi, dès le 5 mai, lettre du Conseil Privé enjoignant à Perth de se constituer prisonnier au château de Stirling le 17 du mois en cours (2).

Ses amis, indignés, formèrent-ils alors le projet de s'emparer de la citadelle et de libérer le prisonnier ? C'est du moins ce que l'on peut inférer d'une lettre de Melville au roi Guillaume, en date du 8 mai (3).

Cinq jours après, du reste, le Conseil permettait à lady Perth d'entrer au château et d'y partager la prison de son mari. Et le 26 mai, ancien style, c'est-à-dire le 5 juin, nouveau style, rassuré sans aucun doute par l'échec de Jacques II à La Hogue, et sur une nouvelle intervention de lady Perth, il autorisait le prisonnier à prendre la clef des champs, aux mêmes conditions que naguère (4).

Pendant plus d'une année le comte de Perth jouit ainsi d'une liberté relative. Mais si, fidèle à ses engagements, il vivait paisiblement sur ses terres, sans rien tramer contre le gouvernement au pouvoir, il ne renonçait par ailleurs à aucun de ses principes religieux ou politiques. Ceci eut une conséquence assez inattendue : le 28 avril 1693, un Acte du Parlement d'Edimbourg le mettait à l'amende de 1.200 livres écossaises, c'est-à-dire de 100 livres sterling, pour s'être absenté « du service de leurs Majestés durant la présente session » (5).

(1) *Reg. Secr. Conc., Acta*, au 29 mars 1692.

(2) *Ibidem*, au 5 mai 1692.

(3) *State Papers*, Calendar 1691-1692, p. 275.

(4) *Reg. Secr. Conc., Acta*, au 26 mai 1692.
B. M. Add. Mss. 19254, fol. 129.

(5) *Acta Parl. Guelmi et Mariae*, IX, 251 c. 4.

Puis, brusquement, le 3 juin, il recevait l'ordre de se rendre une fois de plus au château de Stirling (1). Pourquoi ? Sans doute parce que son fils aîné, lord Drummond, n'était pas encore revenu en Ecosse ; car le 20 juin nous voyons qu'on autorise le comte à lui envoyer des lettres et de l'argent à dessin de le rapatrier (2).

Enfin, le 28 juin, lady Perth leur ayant adressé une dernière supplique, où elle disait que, si l'on voulait permettre à son mari de choisir entre la prison et le bannissement, il préférerait celui-ci à celle-là, les conseillers, saisisaient, si l'on ose dire, la balle au bond : ils donnaient l'ordre d'élargir le comte de Perth, à condition qu'il s'engageât, sous caution signée d'un nombre suffisant de personnes, à quitter le royaume de Leurs Majestés entre le dit 28 juin et le 15 août suivant ; à ne jamais y revenir sans l'autorisation du roi ou du Conseil ; et, en attendant, à vivre paisiblement et à répondre à toute convocation (3).

Le lendemain, la caution était signée par cinq de ses parents ou amis, qui répondaient ainsi de son obéissance sous peine d'une amende de 5.000 livres sterling (4).

Il ne restait plus maintenant au comte de Perth qu'à mettre ordre à ses affaires et à recouvrer une santé suffisante pour pouvoir affronter le voyage en pays étranger. L'un et l'autre demandaient un certain temps ; et l'on se rendit bientôt compte que les six semaines accordées par le Conseil n'y suffiraient pas. Le 4 août, à la demande motivée de lady Perth, un délai fut accordé : le comte pouvait prolonger son séjour en Ecosse jusqu'au prochain départ pour l'étranger de navires convoyés (5).

La nouvelle de la libération définitive du prisonnier n'avait pas tardé à se répandre et à gagner la France. Bossuet en eut connaissance, et le 5 septembre il lui écrivait de Meaux : « J'ai appris avec une extrême joie que vous aviez la liberté de sortir de la Grande-Bretagne, et qu'on pouvait espérer de recevoir de vos lettres : j'en ai une grande impatience. Je ne doute pas que pendant votre prison, Dieu, qui n'abandonne jamais ceux qui souffrent pour sa cause, ne vous ait fait de grandes grâces ; et ce me sera une particulière consolation d'en apprendre quelque chose de vous-même. Donnez-moi donc cette joie ; et croyez, Milord, que vous m'avez toujours été présent. J'attends qu'on sache où vous êtes pour vous écrire plus amplement » (6).

(1) *Reg. Secr. Conc., Acta* (1693-1694), p. 69.

(2) *Ibidem.* p. 81.

(3) *Ibidem.* pp. 103-104.

(4) B. M. Add. Mss., 19254, fol. 128.

(5) *Reg. Secr. Conc., Acta* (1693-1694), pp. 113-114.

(6) *Corr. de Bossuet*, V, N° 907.

Le comte de Perth ne manqua certainement pas de répondre à un mot aussi aimable ; par malheur, de toutes les lettres que, jusqu'à la mort de Bossuet, il dut lui écrire, ne fût-ce que pour répondre à celles qu'il en reçut, il ne nous en est parvenu qu'une seule, datée de 1695, à laquelle nous croyons pouvoir en ajouter une autre de 1698, et c'est tout.

C'est le mercredi 20 septembre que, toutes ses affaires étant réglées et sa santé suffisamment rétablie, le comte de Perth refit, mais en des conditions bien différentes, le trajet de Drummond à Burntisland, d'où, cinq ans auparavant il avait essayé de gagner la France. Le Conseil Privé, avec une amabilité à laquelle la pensée d'être bientôt débarrassé de l'ex-chancelier n'était peut-être pas étrangère, lui avait accordé un nouveau sursis jusqu'au 10 octobre ; mais Perth n'avait à aucun prix voulu l'accepter. Et ses amis avaient dû une fois encore intervenir auprès du chancelier d'alors, le marquis de Tweedale, et des membres du gouvernement qui ne lui étaient pas défavorables, pour qu'il fût autorisé à partir avec le premier convoi stipulé dans l'ordre du 4 août (1).

Puisqu'il fallait partir et tout quitter, autant le faire tout de suite. Aussi bien, les sept enfants qu'il avait alors étaient en lieu sûr. De ses deux filles, l'aînée Mary avait, en 1691, épousé lord Keith, le futur comte de Marishall, et la cadette, Anna, était confiée aux bons soins de sa tante, la comtesse d'Errol. De ses cinq fils, l'aîné, lord Drummond, était alors revenu de Rome à la cour de Saint-Germain ; les deux suivants, John et Charles, âgés respectivement de quatorze et de douze ans, étaient entrés le 13 juillet précédent au collège des jésuites écossais de Douai (2) ; quant aux deux derniers, William, né à Edimbourg en 1687, et le petit Edward, l'enfant des jours tragiques, né en 1689 au château de Stirling, ils étaient à Banff, chez des parents (3).

Donc, « le jeudi 21 septembre, le changement de lune de l'avant-veille ayant amené la grande marée, les navires mirent à la voile » (4). Et, sans se douter que c'était pour toujours, le comte de Perth dit adieu à ce pays où il avait été tour à tour si puissant et si misérable ; où, victime que son poste et sa religion désignaient aux fureurs popu-

(1) *The Errol Papers*, déjà cités, pp. 299-300.

(2) *Hist. Mss. Com.*, Vth Report, App. 1876, Mss. of Mr. and Mrs. Maxel Witham p. 654 b. Ils y avaient retrouvé leurs cousins, Thomas et William Drummond, les fils du comte de Melfort, entrés au collège le 3 mai 1692, à l'âge respectif de sept et six ans. L'année suivante, le 28 mai 1694, un autre fils de Melfort, André, venait les y rejoindre. (Cf. *Records of the Scots Colleges at Douai etc.*, déjà cités, pp. 61-62).

(3) W. Jerdan, *Op. cit.*, p. 49.

(4) *The Errol Papers*, loc. cit.

lares, accusé de crimes qui n'étaient que des erreurs, sorte de boue émissaire de la Révolution triomphante, il avait, lui seul, expié les fautes de tous, et connu, après toutes les joies, toutes les souffrances, après les suprêmes honneurs, les suprêmes humiliations (1).

Mais ce pays, qui maintenant le reniait et le bannissait, c'était, malgré tout, son pays et le berceau de sa race, le coin de terre aimé entre tous, parce que là se trouvait cette chose ineffable, cette chose à laquelle le cœur de l'homme s'attache par mille fibres et dont il ne se sépare qu'en saignant, le foyer !.....

Et c'est sans doute à cela qu'il pensait, alors que, debout à l'arrière du navire qui l'emportait vers l'exil, il regardait les côtes de sa chère Ecosse se fondre peu à peu et disparaître dans les brumes de l'horizon.

(1) Burton, dans son *History of Scotland*, VII, 299, fait remarquer que le comte de Perth fut « le seul homme d'Etat du parti vaincu à être châtié sévèrement pour les fautes passées ».



Seconde Partie

En Exil

CHAPITRE I

Le Voyageur : les Pays-Bas, l'Allemagne et l'Italie

Perth à Rotterdam : l'ami de P. Bayle. A Anvers. A travers la Campine. Aux eaux d'Aix. Le retour à Anvers. Desservi par Melfort ; fortune menacée ; prosélytisme. Départ pour la Hollande : incidents du voyage. Il revoit son fils aîné. En route pour Rome ; la traversée de l'Allemagne. Venise ; la terre tremble. De Venise à Modène. Bologne. Il franchit le Rubicon. Lorette et la *Santa Casa*. Assise et saint François. Terni et les cascades du Velino. Rome : impressions de Perth. Sa santé s'altère. Séjour à Albano. Souffrances morales. Jacques II l'appelle à Saint-Germain. L'excursion à Naples. En route vers la France.

C'est à Rotterdam que nous retrouvons le comte de Perth, le 23 novembre 1693. Il y est arrivé au début d'octobre, après une traversée assez périlleuse : le navire a été assailli par une tempête comme, au dire des Hollandais, on n'en avait pas vu dans ces parages depuis dix-huit ans. Perth a été très malade, au point de se croire perdu ; il a communiqué en se disant que c'était pour la dernière fois (1).

Mais pourquoi est-il venu à Rotterdam ? Ne pouvait-il aller retrouver son roi à Saint-Germain-en-Laye ? Il est venu à Rotterdam pour la raison toute simple que le navire qu'il était autorisé à prendre avait ce port pour destination. Mais, une fois en Hollande, il eût pu en effet rejoindre son roi ; car, bien que nous soyons en 1693, c'est-à-dire en pleine guerre de la Ligue d'Augsbourg, et que la France, enfermée dans un cercle d'ennemis, soit isolée du reste de l'Europe, le comte n'est

(1) W. Jerdan, *Op. cit.*, p. 100.

point de ce fait, le prisonnier des coalisés. S'il ne se rend pas à Saint-Germain, c'est que, comme il l'écrira bientôt à Balcarres, son frère Melfort y a rendu odieux le nom des Drummond. « Je n'ai plus de patrie », gémit-il, « et il ne m'est point permis d'aller où je voudrais : c'est un trop grand bonheur, auquel je ne puis aspirer » (1).

Faute de la France, il lui faut donc se contenter, provisoirement, de la Hollande. C'est la terre classique de la liberté, et le séjour n'en est d'ailleurs pas désagréable. Pour l'instant la vie y est excessivement chère, il est vrai, et un étranger n'y trouve pas toujours tout le confort souhaitable. Mais Perth, qui vient de passer six semaines à visiter le pays et la ville d'Utrecht, se déclare assez satisfait. C'est que « partout il a rencontré des ecclésiastiques d'une obligeance parfaite, et qui lui ont procuré l'occasion de voir toutes les curiosités locales ». Une chose lui plaît particulièrement, c'est de constater que « les catholiques ont ici toute la liberté qu'ils peuvent désirer ». Et l'on sent qu'à part lui, il compare entre eux ces deux pays également protestants : l'Ecosse et la Hollande, et que la tolérance hollandaise lui semble bien douce après le bigotisme étroit de ses compatriotes.

Mais le temps qu'il vient de passer en Hollande lui a paru assez agréable pour une autre raison encore : gentilhomme cultivé, aimable et de bonne compagnie, esprit curieux et qui sait profiter de toutes les occasions pour s'instruire, il s'est fait des amis à Rotterdam ; et quels amis ! « Il y a dans cette ville », écrit-il à sa sœur, « un libraire, homme distingué et bien élevé, qui a son carrosse. Il est à la fois très savant et grand connaisseur en art et antiquités. Il fait travailler à un dictionnaire historique, comme celui de Moreri, mais incomparablement plus beau. Un certain M. Baile (*sic*) s'applique à en faire un bel et bon ouvrage. Ce M. Baile est un homme très instruit ; lui et Leers, qui est le libraire, sont mes amis, et ils seraient heureux de m'obliger en insérant une notice sur ma famille et celles de mes proches parents ». Et il prie sa sœur de lui envoyer des renseignements sur la famille d'Errol, et d'en obtenir de son beau-fils, lord Keith, sur la sienne. « Cela », dit-il, « enrichira le livre et ne nous causera aucun déshonneur » (2).

Le comte de Perth, ami et collaborateur de Pierre Bayle et de Leers, le libraire qui a fait mettre des « gaillardises » dans le Diction-

(1) A. W. C. Lindsay, *Lives of the Lindsays, or a Memoir of the Houses of Crawford and Balcarres*, Wigan 1840, vol. II, p. 72.

(2) W. Jerdan, *Op. cit.*, pp. 15 et 16. Cf. P. Bayle, *Dict. Hist. et Crit.*, où à l'article *Drummond*, tome II, p. 313, on lit en marge : « Cet article, tant pour le Texte que pour les Remarques, est un mémoire communiqué au libraire, le 16 de 1695. On l'imprime tout tel que l'on l'a regu ».

naire, « pour en assurer la vente » ! (1) Le fils spirituel de Bossuet apportant sa contribution au *Dictionnaire Historique et Critique*, à cet arsenal où puiseront les ennemis de l'Eglise et de la religion ! L'étrange rencontre en vérité ! Mais Perth pouvait-il se douter que cet aimable savant, au commerce si agréable, et dont l'érudition le charmait, était en même temps le démolisseur de ses plus chères croyances ? Pouvait-il deviner que ce fameux dictionnaire, auquel il collaborait avec tant d'empressement, ferait un jour les délices de tous les incrédules ?

Pour lui du reste ces « liaisons dangereuses » seront sans conséquence, car il va quitter Rotterdam. « Nous partons d'ici demain », écrit-il le 23 novembre, « et nous avons déjà loué notre yacht ». Il estime qu'il lui faudra bien trois jours pour gagner Anvers, même si le vent est favorable ; car il va falloir naviguer « sur des bas-fonds et des contrées inondées, où l'on voit encore les clochers émerger de l'eau », et, par suite, durant la nuit, particulièrement longue à cette époque de l'année, le yacht devra s'ancrer (2).

Anvers est la ville où Perth se trouvera le plus souvent durant son séjour dans les Pays-Bas. Il commence par y passer tout l'hiver de 1693-94.

Rotterdam, c'était bien ; Anvers, c'est mieux encore. Ici, dans les Pays-Bas catholiques, Perth se sent dans son élément. Ici, plus de relations équivoques ; ses amis, il les trouve dans les monastères, « et ce sont des gens de grand savoir et de hautes qualités, et qui lui ont donné de la perfection chrétienne une idée tout autre que celle qu'il s'en était faite jusque-là ». Et la façon dont les Anversoïis travaillent à leur salut, « avec crainte et tremblement », lui remet en mémoire le mot de Charles II sur la différence entre la religion protestante et la religion catholique : « la première est pour rire, la seconde est pour de bon » (3).

On est alors à la fin du carême, malgré les austérités duquel Perth déclare « se porter mieux qu'en Ecosse ». La santé de sa femme par contre laisse à désirer, et ils ont l'intention, après les fêtes de Pâques, d'aller à Aix-la-Chapelle « boire les fameuses eaux ».

En conséquence, le 8 mai, vers huit heures du matin, ils partent en berline. C'est le printemps dans toute sa beauté, et, bien qu'il fasse « extrêmement chaud et sec », ils trouvent le pays délicieux.

(1) Au dire de P. Bayle, cité par G. Lanson, *Hist. de la Litt. Française*, p. 629.

(2) W. Jerdan, *Op. cit.*, p. 14.

(3) *Ibidem*, pp. 16 et 17.

« Afin d'éviter la rencontre des voleurs ou des patrouilles françaises », à quoi ils pourraient se heurter s'ils suivaient la route du sud, par Hasselt, ils décident « de traverser la Campine, contrée sauvage qui appartient à l'évêché de Liège ». C'est dans un véritable désert qu'ils vont ainsi s'engager ; car, si aujourd'hui encore cette région du nord-est de la Belgique, où se trouve le camp de Beverloo, ressemble à notre Champagne pouilleuse, on se représente ce qu'elle devait être au XVII^e siècle ! « Il ne peut y avoir », dit Perth, « de contrée plus sauvage, sauf les pays de montagnes, car les landes sont stériles et complètement inhabitées. Nous avons roulé quatre heures de suite sans rencontrer une seule maison ».

C'est un dimanche ; ils arrivent à un petit village perdu dans la lande, où ils dînent fort mal, mais où ils ont l'avantage d'assister, du moins en spectateurs, à un repas de noces. Le comte de Perth, que tout ce pittoresque intéresse, nous décrit le marié, « jeune gars vigoureux », et la mariée, « la plus brune qu'il ait jamais vue, en tablier de taffetas noir, ainsi que ses demoiselles d'honneur ». Il note l'absence de musiciens : pas de violons ni de cornemuses comme en Ecosse. Il indique le menu du festin : « une sorte de bouillie, qui rappelle la bouillie de froment, avec du lait ; du riz, du lait et des œufs, en pâte épaisse, comme pour les crêpes ; un ragoût de veau avec des raisins de Corinthe pour les principaux invités, et du bœuf rôti avec du pain et du beurre ». Comme boisson, « de la bière blonde en abondance ».

Il remarque aussi qu'on ne danse pas ; est-ce à cause du dimanche ? Non ; « mais le curé est aussi intraitable qu'un whig de Galloway, et il a interdit les danses dans sa paroisse sous peine d'excommunication ! » Perth et sa femme se montrent aimables à l'égard de ces braves gens ; ils les font venir à leur table et leur offrent un verre de vin de Xérès, « ce qui », dit-il, « leur fit un plaisir extrême » (1).

A Maestricht, où ils parviennent le 12 mai au soir, nos voyageurs s'arrêtent, car Perth désire voir la ville. C'est précisément la grande foire annuelle, où les curiosités ne manquent pas, et si le comte s'intéresse surtout aux choses de la religion, ceci ne l'empêche pas de voir et de noter le reste. Il remarque la position de Maestricht, « ville basse, à cheval sur la Meuse et environnée de collines », et il en rappelle la « puissance prodigieuse et la célébrité bien connue ». Aix est aussi entourée de hauteurs boisées, favorables à la chasse, « ce pour quoi », dit-il, « Charlemagne la préférait à toutes ses autres possessions » (2).

(1) W. Jerdan, *Op. cit.*, p. 24.

(2) *Ibidem*, p. 26.

Il ne recule même pas devant les détails réalistes. « Les sources où l'on boit pour sa santé », dit-il à propos des eaux d'Aix, « sont chaudes et fument terriblement ; quand on ouvre le robinet, l'eau sent horriblement les œufs pourris, et en a aussi le goût ! Ma femme et moi avons commencé aujourd'hui, et cela purge fort. Il est amusant de voir les dames entrer dans leur buen-retiro, en laissant la porte ouverte, et causer librement entre elles ; il est vrai que les hommes ne vont pas aux mêmes loges qu'elles, mais enfin ils entendent tout ce qui peut être entendu, et à vrai dire nécessité n'a pas de loi » (1).

Le 7 juin, la cure étant terminée, c'est le retour à Anvers. Mais Perth ne tient pas à renouveler l'expérience de la traversée de la sauvage Campine, et il opte cette fois pour la route du sud.

Le lendemain de leur départ, à l'auberge de Tongres, où ils dînent, se produit un léger incident. Lady Perth s'est liée d'amitié à Anvers avec la princesse d'Arenberg, duchesse d'Aerschot, jeune veuve de vingt-trois ans, « sage comme à quatre-vingts et belle comme à quinze », dit Perth. Or, voici qu'à leur table, à l'auberge de Tongres, dîne une « Madame d'Anvers ». Perth note qu'en général ces Anversoises « ne sont pas gens de qualité, mais fières, riches et difficiles à contenter ». Celle-ci ne fait pas exception à la règle : rien ne la satisfait, et c'est tout juste si lady Perth et elle n'ont pas une prise de bec, à travers la table, au sujet de la princesse d'Arenberg, laquelle n'a pas l'heur de plaire à la « Madame d'Anvers » (2).

Mais voici qui va nous rappeler que nous sommes en guerre, et dans la région même des hostilités. En cette année 1694, la guerre, à vrai dire, est languissante, les adversaires étant épuisés ; mais il n'en a pas été de même l'année précédente, et la sanglante bataille de Neerwinden a laissé des traces dans le pays que Perth traverse pour se rendre de Saint-Trond à Tirlemont. « Le lendemain », dit-il, « nous allâmes dîner à Tirlemont, étant passés entre Lieve et Landen, sur le théâtre de la bataille de l'an dernier. Le sol cultivé a deux tiges de coquelicot pour une de froment ; et là où il est inculte, il égale par ses fleurs le riche coloris et le velouté d'un drap écarlate, comme si le sang de l'an dernier s'était enraciné et réapparaissait dans la floraison de cette année ». Mais les fleurs n'arrivent pas à cacher les épaves de la lutte : « crânes, os des membres, squelettes de chevaux, vieux chapeaux, chaussures, fontes, selles, etc. », qu'ils voient épars çà et là (3).

(1) W. Jerdan, *Op. cit.*, p. 26.

(2) *Ibidem*, p. 28.

(3) *Ibidem*.

A Tirlemont, où ils arrivent avant onze heures du matin, Perth s'extasie sur le nombre des belles églises, « n'en ayant », dit-il, « jamais vu autant de sa vie dans une si petite localité ». Il y découvre en particulier une de ces communautés de chanoines, qui font songer à certain « fromage de Hollande », dont il est question dans la Fontaine. « Elle a été fondée par une comtesse il y a six cents ans ». Sauf le doyen et un autre qui sont prêtres, les autres sont de simples clercs ; « ils peuvent se marier et garder leur prébende » (1). Il devait faire assez bon vivre chez les chanoines de Tirlemont.

Après Tirlemont, Louvain, puis Malines.

De Malines, où ils sont reçus par la comtesse de Rupelmonde, à Anvers, ils croisent deux ou trois régiments écossais de l'armée des alliés, « auxquels », dit ironiquement le comte de Perth, « j'ai souhaité tout le bonheur qu'ils méritent ».

Rentré à Anvers le 11 juin au soir, il y restera jusqu'au 15 juillet, et sa correspondance avec sa sœur, durant ces quelques semaines, nous le montre harcelé jusque dans l'exil par l'inévitable souci.

Il y a d'abord la conduite de son frère Melfort à son égard, laquelle lui cause un vif déplaisir. Celui-ci, que, dans ses lettres de Rome, nous avons vu si tendrement inquiet au sujet du prisonnier de Stirling, semble avoir bien changé depuis. Il est vrai que son caractère a pu s'aigrir, car il a eu des malheurs. Mais à qui la faute ? Il a le talent de se faire des ennemis partout où il se trouve. Sa mission à Rome a été une façon, honorable pour lui, de débarrasser la cour de Saint-Germain de sa présence. Revenu en France à la fin de 1691, et mis par Jacques II à la tête de son cabinet, il a réussi à se faire détester de tout le monde : Anglais, Ecossais, Irlandais, et même des Français, tant et si bien qu'en juin 1694, le roi s'est vu dans la nécessité de lui retirer son emploi. « Vous devez déjà savoir », écrit Perth à sa sœur, le 17 juin, « que le roi a jugé bon de remercier le comte de Melfort, mais avec toutes les marques de bonté imaginables ; il avait tant d'ennemis qu'il ne pouvait plus y tenir » (2).

Il est de fait que le roi Jacques, et il était à peu près le seul à le faire, avait conservé à Melfort toute sa confiance. En avril 1692, il l'avait créé chevalier de la Jarretière (3), et, en se séparant de lui à contre-cœur, il l'élevait à la dignité de duc, mais en stipulant que cette

(1) W. Jerdan, *Op. cit.*, p. 26.

(2) *Ibidem*, pp. 32-33.

(3) *Mémoires de Jacques II*, vol. IV, p. 306.

nomination ne prendrait effet qu'au retour de Leurs Majestés en Angleterre ! (1)

Quant à Perth, il avait des raisons personnelles de se plaindre de Melfort. « Je suis certainement celui de tous qui a le moins de motifs d'en être content », dit-il à Balcarres, « mais je lui pardonne. Seulement, je n'aurai pas la candeur de me fier à lui une seconde fois, car il a agi envers moi d'une façon inhumaine, alors que j'avais en lui la plus entière confiance » (2).

Qu'a donc fait Melfort pour mécontenter pareillement son frère ? S'est-il élevé ou enrichi aux dépens de ce dernier ? C'est ce que laisse entendre Perth, qui, du reste, en rejette le blâme sur lady Melfort.

Desservi par son propre frère à la cour de Saint-Germain, Perth se voit encore à la veille d'être ruiné par les ennemis qu'il a laissés dans son pays.

On se souvient que, pour obtenir son élargissement, il a dû s'engager à faire revenir son fils aîné en Ecosse, et qu'il a même été autorisé à lui écrire à cet effet. Or, lord Drummond, alors sous la tutelle de son oncle Melfort, n'a jamais reçu la lettre de son père, ainsi qu'il vient de l'en informer par un marchand de Flandre. Il est donc resté à Saint-Germain.

Et voici maintenant que Perth reçoit d'Ecosse deux lettres qui lui apprennent que les biens de son fils vont être confisqués ! « C'est à croire », dit-il à sa sœur, « qu'ils veulent ruiner ma famille. Mais en ceci, ils ne feront que ce que permettra le Tout-Puissant ». Il n'a d'ailleurs aucune illusion sur les dispositions du gouvernement d'Edimbourg à son égard. « De leur part », dit-il, « je m'attends au pire ». Mais sa confiance en Dieu lui fait espérer « de voir un jour sa famille subsister, alors que d'autres seront peut-être bien bas » (3).

Et même quand tout espoir de sauver ses biens semble perdu, il trouve encore dans sa fidélité à son prince le courage de faire la noble déclaration que voici : « Dieu merci ! je n'ai jamais été tenté de souhaiter que ma famille pût subsister à d'autres conditions que celle de pouvoir servir mon très cher Maître ; si ses affaires vont bien, je n'ai rien à craindre ; sinon, quand je devrais mendier mon pain, j'espère que je ne me plaindrai jamais » (4).

Ces fières paroles font écho à celles que nous avons relevées dans

(1) Rizzini au duc de Modène, 2 juin 1694, cité par M. Haile, *Op. cit.*, pp. 305-306.

(2) A. W. C. Lindsay, *Op. cit.*, II, 71.

(3) W. Jerdan, *Op. cit.*, pp. 36-37.

(4) A. Balcarres, 15 juillet 1694 : A. W. C. Lindsay, *Op. cit.*, II, 73.

la correspondance de lord Drummond en 1661 ; c'est le même loyalisme inébranlable : le fils est digne du père.

Fidélité à son roi, et fidélité à son Dieu : ce sont les deux ancrs solides qui maintiennent son âme au milieu des agitations et des tracasseries de l'existence. Sa foi est toujours aussi vive, et toujours aussi ardente son désir de la communiquer à tous ceux, parents ou amis, qui lui sont chers. Qu'il écrive à Balcarres ou à sa sœur, il est rare que sa lettre ne renferme point quelque exhortation à se rallier à la vraie foi.

Ainsi, à propos d'une prétendue conversion dont Balcarres lui a fait part, il dit ceci, qui est encore une preuve, après tant d'autres, du sérieux de sa conversion à lui : « Etre catholique, ce n'est pas seulement changer d'opinion, mais se conformer à ce que Dieu requiert de ceux à qui Il a révélé ce qu'ils doivent croire de Lui, et ce qu'ils doivent faire pour Lui plaire ». Et, avec un sourire qui nous rappelle encore un peu la manière de son père, il ajoute : « Mais vous allez croire que je vais me mettre à prêcher ; en fait, il n'y a que vous et Jo. Florio (1), là où vous êtes, à qui je le ferais volontiers, et j'ai si peu réussi jusqu'ici que je m'étonne de n'être pas rebuté ; et cependant, jamais je n'y renoncerais » (2).

Mais, s'il est une personne dont la conversion lui tient au cœur, c'est, nous le savons déjà, sa sœur, la comtesse d'Errol. « Plût à Dieu », lui dit-il, « que vous connussiez les vrais sentiments du christianisme, et vous surpasseriez tout ce que je connais de votre sexe et de votre rang. Mais ceci, il me faut l'obtenir de Dieu, et non de vous » (3).

En attendant, la pensée que cette sœur unique et tant aimée s'obstine à demeurer protestante est une de celles qui empoisonnent sa vie. « Il n'est personne au monde », lui avoue-t-il, « qui me fasse faire à ce sujet autant et d'aussi tristes réflexions que vous ». Et, se référant comme toujours à son expérience personnelle, il souhaite que sa sœur consente à lire les ouvrages qui l'ont lui-même convaincu : « les papiers du roi Charles, l'*Exposition* de l'évêque de Meaux et la *Conférence avec M. Claude* », auxquels il ajoute « la *Tolérance des Protestants* de M. Papin » (4).

Le comte de Perth est donc toujours animé de la même ardeur de

(1) Jacobite demeurant à Saint-Germain, et qui est peut-être le même que Jo. Menzies, alias M. de Menize, dont il sera question plus loin.

(2) A. W. C. Lindsay, *Op. cit.*, II, 76-77.

(3) W. Jerdan, *Op. cit.*, pp. 47-48.

(4) Auteur de plusieurs traités de controverse, Isaac Papin avait publié en 1687 *De la Tolérance des Protestants et de l'Autorité de l'Eglise*, dont il y eut une nouvelle édition en 1692.

prosélytisme que jadis, au lendemain de sa conversion, ou lorsqu'il attendait la mort au fond de sa prison de Stirling. Et, à ce point de vue, son séjour dans les Pays-Bas espagnols, où la vie religieuse est alors si intense, est un merveilleux stimulant pour sa foi. L'histoire de sa conversion a fait le tour des nombreux monastères anglais qui peuplent ces régions, et partout on est désireux de le voir, et on lui fait le meilleur accueil.

Ainsi, pendant qu'il est à Anvers, s'il fait une excursion, c'est pour se rendre à Hoogstraeten, où il visite un couvent de carmélites anglaises.

A Bruxelles, il rend également visite, et pour la deuxième fois, à sa vieille grand'tante, M^{lle} d'Argyle, qui a près de quatre-vingts ans. La vieille religieuse est, paraît-il, « une excellente musicienne, et bien que sa voix faiblisse beaucoup, elle chante encore juste et joue très bien de nombreux instruments, mais surtout de l'orgue ». Elle a fait une chanson pour lady Perth, paroles et musique. « ce qui prouve », dit le comte, « qu'elle n'est pas encore tout à fait au bout de son rouleau » (1).

Rentré à Anvers le 4 août, il se décide à aller passer environ un mois en Hollande, qu'il gagnera cette fois par Gand, Bruges et la Zélande ; et dans ces deux villes, ce qu'il visite surtout, et ce dont il parle à sa sœur, ce sont les couvents de religieuses anglaises.

Mais toutes ces visites de couvent où il se complaît vont cesser pour quelque temps ; car Perth et sa femme vont quitter les Pays-Bas espagnols pour entrer dans les Provinces-Unies.

La traversée de la Zélande est plutôt pénible. De Bruges à L'Ecluse, ils voyagent, comme ils l'ont d'ailleurs fait de Gand à Bruges, par le canal, et sur une galiote ou bateau couvert.

A l'Ecluse, impossible de trouver à dîner ; nos voyageurs décident donc de jeûner jusqu'à l'arrivée à Flessingue. Sur un bateau découvert, que balaie un vent violent, ils franchissent le chenal qui sépare l'Ecluse de l'île appelée alors Cadsant. « C'est ici », note Perth, « que naquit Cassander, lequel aurait voulu réconcilier les catholiques et les protestants » (2). Puis, en deux heures, dont une sous la pluie accompagnée d'éclairs et de tonnerre, une voiture, aussi découverte que le bateau, les amène à l'extrémité de l'île. Alors il leur faut franchir un deuxième chenal, beaucoup plus large que le premier, en fait un véritable bras de mer, qui sépare Cadsant de Walcheren, et vers six heures du soir ils arrivent à Flessingue, ayant grand' faim, comme on peut croire.

Le lendemain, ils prennent le bateau pour Zurickzee. Mais le calme

(1) W. Jerdan, *Op. cit.*, p. 40.

(2) Ce pour quoi d'ailleurs il fut attaqué par les deux partis.

a succédé à l'orage, et il leur faut beaucoup de temps pour atteindre cette ville, où ils se décident par suite à passer le reste de la journée et la nuit, malgré la chaleur intense. Le lendemain, une voiture découverte les conduit en trois heures près de Brouwershaven, là où se trouvait jadis la ville de Bommenede. Il s'agit maintenant de gagner Helvoetsluys, et de passer en bateau, ce qu'on ne pourrait plus faire aujourd'hui, entre Gorée et Sommelsdyke. Mais à peine ont-ils quitté le rivage qu'ils sont cloués sur place par un calme plat : il faut rester là pendant trois heures, à attendre la marée.

Enfin la marée monte, mais avec elle un vent contraire. Ils essaient de passer entre les deux îles, sont obligés d'y renoncer, et finalement de s'échouer sur le Hals. Sur ces entrefaites, la chaleur s'est accrue et le ciel se couvre : un orage se déchaîne, comme Perth, suivant son expression favorite, n'en a jamais vu. « Nous voudrions bien être à terre et passer la nuit dans la maison d'un paysan », avoue-t-il. Il est sept heures du soir ; sa femme et lui meurent de faim. Quelqu'un du bord se dévoue pour aller à terre, et revient avec « un morceau de vieux jambon, deux douzaine d'œufs durs, du pain bis et de la bière ». Perth déclare « que jamais il n'a mangé de viande qui lui ait paru meilleure que ce jambon » (1).

A minuit, l'orage s'apaise ; ils peuvent mettre à la voile et arrivent vers trois heures du matin à Helvoetsluys, « qui n'est qu'une rangée de maisons, très joliment construites du reste, de chaque côté d'un port ». Une voiture les mène à Brielle, que Perth trouve « assez grand et bien fortifié, mais malsain ». Ils y restent jusqu'au lendemain à midi ; puis, en trois heures de navigation par la Nouvelle Meuse, « et dans une énorme tempête de vent », ils atteignent enfin Rotterdam.

Mais ici, une surprise les attendait : ils trouvent des lettres de lord Drummond, où celui-ci leur dit qu'il a l'intention d'être à Gand le 23 août, si cela les arrange. Cela ne les arrange pas précisément, mais Perth est trop heureux de revoir enfin son fils pour songer à s'en plaindre. Il lui répond de venir à Anvers, s'il peut se procurer un passeport ; et le 2 septembre, il prend un yacht et regagne Anvers, où il trouve le jeune homme en bonne santé. « Je vous laisse à penser », dit-il à sa sœur, « quelle fut notre rencontre après une si longue absence ». Et il le lui décrit, avec une complaisance toute paternelle, comme étant « grand, de belle tournure, et un jeune homme de valeur » (2).

Lord Drummond, qui n'attendait qu'un passeport pour regagner

(1) W. Jerdan, *Op. cit.*, p. 46.

(2) *Ibidem*, p. 47.

l'Ecosse, en ayant enfin obtenu un, quitte son père au début de novembre, et s'en va à La Haye, d'où un navire l'emportera vers le pays natal.

Son fils aîné étant parti, Perth songe à mettre à exécution un projet qu'il caresse depuis un certain temps déjà : celui de se retirer à Rome, « où il pourra vivre loin du monde et finir ses jours en paix », ainsi qu'il l'écrivait à Balcarres au début de juillet 1694 (1).

Mais se rendre des Pays-Bas à Rome est un long voyage qu'il vaudrait mieux entreprendre durant la belle saison, ou du moins après l'hiver ; et sans doute Perth prolongerait-il son séjour à Anvers, ne serait-ce que pour faire plaisir à sa femme ; car celle-ci s'est fait beaucoup d'amies « parmi les dames de qualité du Brabant », et l'une d'elles, la princesse de Vaudemont, « lui a représenté l'Italie comme un pays si triste, que le contraste lui paraît bien lugubre » (2).

Seulement, on a appris à la cour de Saint-Germain que le comte se proposait d'aller en Italie, et, le 3 novembre, on lui expédie des instructions qui vont hâter son départ. Nous reviendrons plus loin sur ces instructions ; qu'il nous suffise pour l'instant de savoir qu'on lui ordonne de se rendre à Modène, auprès du duc Rinaldo d'Este ; puis, quand l'affaire qu'il aura à traiter avec lui sera réglée, il devra, « en faisant toute la diligence possible », gagner Rome, où il trouvera d'autres instructions.

Le comte de Perth n'a plus qu'à boucler ses valises et à prendre le chemin de l'Italie, ce qu'il fait aussitôt.

D'Anvers, il gagne une fois de plus Rotterdam, puis Utrecht et Nimègue, où ses domestiques et ses bagages doivent le rejoindre par eau, en remontant le Waal.

Malheureusement, le vent s'étant mis à souffler de l'est, les domestiques ne peuvent partir, et Perth est immobilisé à Nimègue. « Voilà six jours que nous sommes ici », écrit-il le 8 décembre à sa sœur, « et peut-être y resterons-nous six jours encore, si nos gens n'ont pas la chance de pouvoir louer une voiture ». Et il se désole d'être enfermé « dans ce trou de Nimègue, où, à part trois gentilshommes de Bruxelles, il n'y a personne avec qui converser ». Et puis, ils sont mal logés, bien que ce soit dans le meilleur *cabaret* de la ville, et avec cela fatigués. « Si les plénipotentiaires », dit-il, « lors du traité, n'avaient pas été mieux logés que nous, ils seraient plus vite venus à accommodement, à moins que l'honneur ne leur eût fait préférer l'intérêt de leur pays à leur bien-être personnel » (3).

(1) A. W. C. Lindsay, *Op. cit.*, II, 72.

(2) W. Jerdan, *Op. cit.*, p. 50.

(3) *Ibidem*, p. 48.

Bref, le comte de Perth est de mauvaise humeur, et Nimègue ne trouve point grâce à ses yeux. D'ailleurs sa femme ne va pas très bien, et comme elle refuse absolument de rester en arrière, il entrevoit toutes sortes de difficultés qui vont compliquer le voyage. Et pourtant, quand les domestiques ont rejoint avec les bagages, il faut bien partir.

De Nimègue, Perth gagne Dusseldorf, où il ne s'arrête guère, puis Cologne. Ici, il est accueilli par Mgr Doria, le nonce du pape, qui lui témoigne beaucoup d'amabilité. Lady Perth, de son côté, y retrouve plusieurs dames de qualité dont elle a fait la connaissance dans le Brabant, si bien que tout se passe assez agréablement.

De Cologne à Mayence, le trajet s'effectue en remontant le Rhin, et il faut trois longs jours de navigation pour aller d'une ville à l'autre. Perth note ses impressions de voyage : « Des environs de Bonn à Bingen », dit-il à sa sœur, « le Rhin coule entre de très hautes collines, et vous n'avez jamais rien vu, en peinture ou en *taille-douce* (1), qui ne soit surpassé par ce qu'il y a sur les rives de ce grand fleuve : des châteaux suspendus en l'air sur des pointes de rocher, des maisons bizarrement situées, des collines aux formes étranges, des villages nichés dans des anses où il y a juste assez d'espace pour les y construire, des forts juchés à des hauteurs où l'on croirait à peine possible de transporter des matériaux, des forêts et des vignobles là où il ne semble pas y avoir de terre pour les nourrir » (2).

A Mayence, il quitte le Rhin, et, par la route, gagne Frankfort, « ville de marchands », où par suite il ne s'attarde point. A trois jours de voyage de Frankfort est la ville épiscopale de Wurtzbourg, où Perth va se trouver en pays de connaissance. Il y loge en effet, et sa femme avec lui, par une dispense spéciale, dans un couvent de bénédictins écossais, dont l'abbé est le P. Cook, jadis son chapelain à Stobhall.

L'évêque du lieu, qui est prince d'Empire et duc de Franconie, se montre également d'une extrême amabilité envers nos voyageurs, et Perth, qui connaissait déjà l'hospitalité écossaise, va être initié aux largesses de l'hospitalité allemande. L'évêque les invite à sa table, et, détail significatif, « il raccourcit le dîner d'environ deux heures à cause de ses hôtes ». Perth comprend dans la suite de quelles attentions extraordinaires il a été l'objet : « car ceci a entraîné la suppression de quelques douzaines de rasades que, durant ce laps de temps, il aurait nécessairement fallu boire à la santé de ceci ou de celà ! » (3)

(1) En français dans le texte.

(2) W. Jerdan, *Op. cit.*, p. 54.

(3) *Ibidem*, p. 91 : lettre de James Drummond of Blair à la comtesse d'Errol.

A Nuremberg, où il arrive ensuite, Perth ne s'arrête pas plus qu'à Frankfort ; car ce n'est également « qu'une ville de commerce ». A Ratisbonne, par contre, c'est de nouveau le bon gîte, dans un autre couvent du même ordre qu'à Wurtzbourg, et l'évêque, « qui est de la maison de Bavière », leur témoigne aussi beaucoup de bienveillance.

L'étape suivante est Munich, qui procure à Perth l'occasion de rendre visite au prince électeur de Bavière, Joseph-Ferdinand. Héritier présomptif de la couronne d'Espagne, mais guetté par la mort qui l'enlèvera quatre ans plus tard, ce petit personnage n'a que trois ans : la conversation entre les voyageurs et lui serait donc plutôt courte, s'il n'y avait l'entourage, dont la courtoisie est parfaite.

Après la Bavière, le Tyrol et Innsbruck, où l'on séjourne assez longtemps. Car ici l'archiduchesse Eléonore-Marie, veuve depuis 1690 de Charles, duc de Lorraine, a sa petite cour, et lord et lady Perth y sont reçus tous les jours de la façon la plus aimable. Ils prennent leurs repas chez un noble irlandais, le comte de Carlingford, qui est le gouverneur des quatre fils de l'archiduchesse ; l'aîné de ceux-ci, Charles, sera reconnu officiellement comme duc de Lorraine deux ans plus tard, au traité de Ryswick.

En quittant Innsbruck, il leur faut voyager pendant six jours en pleine montagne, franchir les Alpes au col du Brenner, suivre la vallée de l'Eisach, par Brixen et Bozen, puis celle de l'Adige qui les amène à Trente, où Perth a soin « de voir tout ce qu'il y a de curieux, comme il l'a fait du reste consciencieusement au cours de tout le voyage » (1).

A Trente, ils quittent la vallée de l'Adige, pour emprunter celle de la Brenta, par le Val Sugana ; mais, « à environ un jour de voyage de Trente, la neige qui descend des montagnes les contraint à s'arrêter quelque temps » (2). Ils arrivent cependant à Venise dans les tout premiers jours de février.

La plus grande partie du voyage était achevée, et surtout la plus pénible ; car la traversée de l'Allemagne en voiture et au cœur de l'hiver n'était pas alors de ces choses que l'on fait pour son plaisir. Au total, Perth en a gardé un mauvais souvenir. En s'excusant de son silence auprès de sa sœur, car il ne lui a pas écrit depuis le départ de Nimègue, il dit : « Vous ne me blâmez pas si vous réfléchissez à ce qu'est l'Allemagne, aux longues étapes que nous avons faites, et à tous les inconvénients d'une existence précipitée comme l'a été la nôtre ». Il

(1) W. Jerdan, *Op. cit.*, p. 92 : James Drummond of Blair à comtesse d'Errol.

(2) *Ibidem.*

oublie les bons moments passés à Cologne, à Wurtzbourg, à Ratisbonne, à Munich et à Innsbruck, et se souvient plutôt des misérables auberges où l'on arrivait le soir, et qui n'avaient à vous offrir « qu'un logement indigne du dernier des humains » (1).

Quant aux choses intéressantes qu'il a vues au cours du voyage, il y en avait tant et qu'il fallait voir si vite, « que dans sa tête une chose en chassait une autre ». Voilà au moins qui est franc. A Balcarres, il dira également quelques mois plus tard : « Durant le voyage je n'ai rien eu à vous écrire qui valût la peine de vous importuner, ou alors il m'eût fallu un style assez fleuri pour surpasser Scudéry, Balzac et Voiture, en vous décrivant les étranges sites romantiques des bords du Rhin, et les aventures de chevalier errant d'une dame en détresse et d'un gentilhomme exilé » (2).

Le comte de Perth va passer plus de deux mois à Venise. Serait-ce que la célèbre ville exerce sur lui un tel charme qu'il ne peut plus s'en détacher ? Non ; Perth n'aime pas beaucoup Venise ; il le dit et le répète avec une franchise un peu rude. Que lui reproche-t-il donc ? D'être bâtie sur l'eau ? Oui et non. Il aime assez les grandes artères : le Canale Grande et ces véritables bras de mer que sont le Canal de la Giudecca et celui de San-Marco ; mais pour le reste, « tous les autres canaux sont très étroits et l'eau y sent bien mauvais » (3). Aussi cette existence de canard, qui consiste à « barboter continuellement dans un baquet n'a pour lui aucun attrait » (4). Il s'étonne que sa femme se plaise tant à Venise, et qu'elle ne le quitte qu'à regret.

Mais alors, s'il n'aime pas Venise, pourquoi y rester si longtemps ? C'est d'abord que Perth, nous le savons, a toujours aimé à bien faire ce qu'il fait : qu'il s'agisse du gouvernement de l'Ecosse, de sa conversion ou de voyages, il prend la chose au sérieux. C'est un touriste consciencieux, « et puisqu'il est à Venise, il veut, avant de s'en aller, en voir toutes les curiosités » (5).

Or ce ne sont pas les curiosités qui manquent à Venise. Il y est arrivé juste à temps pour assister au fameux carnaval, qui se prolonge pendant dix jours, du 8 au 17 février, jour du mardi gras, et il en écrit le détail à sa sœur et à sa fille, la comtesse Marishall.

« C'est par ces divertissements », conclut-il, « que l'on amuse ici le peuple et qu'on l'empêche de se forger des chimères politiques ou

(1) *Ibidem*, p. 53.

(2) A. W. C. Lindsay, *Op. cit.*, II, 78.

(3) W. Jerdan, *Op. cit.*, p. 65.

(4) *Ibidem*, p. 52.

(5) *Ibidem*.

religieuses, comme celles que se forgent les têtes folles de chez nous, ce qui leur attire le mépris et les reproches des autres hommes ». Il a remarqué en effet, au cours de ses voyages, que les Anglais ont une mauvaise presse. « On nous dit si inconstants et si sots que rien n'étonne de notre part ; décapiter des rois, les détrôner, les bannir : tout cela n'est pour nous qu'un jeu d'enfant » (1).

Mais le carnaval n'est pas, on le pense bien, ce qui intéresse le plus notre voyageur à Venise, et s'il se résigne à parcourir la ville, en suivant les canaux étroits dans « le coffre de cristal » des noires gondoles, c'est qu'il y a beaucoup de belles choses à voir. Il a visité tant de riches églises et de nobles édifices, admiré tant de tableaux d'une valeur inestimable, qu'il renonce à les décrire et renvoie sa sœur à l'ouvrage de Lassels (2), le seul guide auquel, d'après lui, on puisse se fier.

Et voici que le 25 février, à six heures du matin, il est projeté hors de son lit par une secousse sismique qui dure environ trois minutes ! La maison où il loge résiste, « mais les portes et les fenêtres font un bruit à croire que le ciel et la terre sont précipités l'un contre l'autre » Perth et sa femme en sont quittes pour la peur, et ils s'en félicitent, car « beaucoup de cheminées sont tombées en ville et il y a eu trois personnes tuées dans leur lit » (3). Et encore Venise, étant bâtie sur l'eau, n'a rien souffert en comparaison d'autres villes, ce dont Perth qui ne l'aime guère lui sait pourtant gré !

Toutefois, il ne fait pas bon s'attarder dans ces parages, et Perth, qui est pressé d'arriver à Rome, où il voudrait être pour le jeudi saint, ne demanderait pas mieux que de s'en aller. Seulement, et c'est la seconde raison qui lui fait prolonger son séjour à Venise, le temps est si mauvais qu'on ne peut se mettre en route.

Enfin, vers la mi-mars, il quitte Venise, et, par la lagune et les canaux qu'alimente la Brenta, et où il est traîné par des chevaux comme en Hollande, il gagne Padoue.

Là, il apprend que les chemins de la Lombardie sont encore si boueux qu'il n'y a pas moyen de s'y engager : les inondations de la Brenta durant l'hiver, sans parler des pluies qui ont suivi le tremblement de terre, les ont rendus impraticables. Il va donc lui falloir

(1) W. Jerdan, *Op. cit.*, p. 55.

(2) Richard Lassels, *A Voyage through Italy ; with the Characters of the People, and a Description of the Chief Towns*, Paris 1670, and London, in two parts 8vo.

(3) W. Jerdan, *Op. cit.*, p. 57.

revenir sur ses pas. Mais en attendant et pour rester fidèle à sa méthode, puisqu'il est à Padoue, il visitera cette ville et ses environs.

De retour dans sa « chère » ville de Venise, et comme on est alors dans la semaine sainte, le comte de Perth en suit les offices et se déclare « charmé au-delà de toute expression par la voix d'une femme, la *Vicentina*, qui chante à l'*Hospitaletto*. Elle est, dit-on, très laide, mais je ne croyais pas qu'il pût y avoir de voix humaine aussi suave, ni capable d'accomplir de telles prouesses ». Et, dans l'enthousiasme où le jette ce premier contact avec l'Italie, le voilà qui affirme, non sans audace, car enfin nous sommes en 1695 : « Franchement, je suis maintenant pleinement convaincu que la peinture, la sculpture et la musique n'ont jamais franchi les Alpes » (1).

Passe encore pour la musique ; mais la sculpture et surtout la peinture !...

Enfin, le mercredi de Pâques, Perth peut partir et, par la lagune, gagner l'embouchure du Pô, dont il remonte ensuite le cours jusqu'à Ferrare. Le voyage s'effectue en deux jours dans un *bouricello*, embarcation pourvue de deux cabines, et où nos voyageurs passent la première nuit. Il faut croire que l'abri du *bouricello* est insuffisant contre la fraîcheur nocturne qui monte de la lagune, car Perth y contracte un de ces rhumes tenaces, dont il aura grand peine à se débarrasser.

A Ferrare, il s'arrête deux jours, afin de visiter « tout ce qui mérite d'être vu ». Encore un jour de navigation sur le Pô, « si » dit-il, « on peut appeler ainsi le fait d'être entraîné par des chevaux », et, en empruntant d'autres rivières ou canaux, il atteint Finale di Modena.

Il y est accueilli par un bon vieux prêtre, que le duc de Modène a chargé de veiller à ce que les étrangers de qualité soient bien traités. Et de fait le vieillard se met en quatre, leur offre sa maison, leur fournit des couvertures et le reste, les promène par la ville et leur fait visiter le couvent des minimes et celui des capucins. Le lendemain, voyant qu'ils ne peuvent se procurer de chevaux pour tirer leur *bouricello*, il leur trouve des bœufs qui font tout aussi bien l'affaire.

Et le voyage continue, le *bouricello* glissant sur l'onde à l'allure lente de ces pacifiques animaux. Le soir, on arrive à une auberge, au lieu dit Bonport, et l'aubergiste, qui connaît son métier, divertit ses hôtes en leur racontant l'histoire de quatre Allemands, « qui, logeant chez lui, se mirent un jour à boire, et, en huit heures, vidèrent à eux quatre, cent quatre bouteilles de vin fort ! » Et Perth fait remarquer

(1) W. Jerdan, *Op. cit.*, pp. 64-65.

que ce n'étaient point des bouteilles ordinaires, mais des litres. Aussi n'est-il pas étonnant que l'aubergiste dut ensuite « les emporter comme des pores ! » (1)

C'est le mardi 13 avril que, vers le soir, nos voyageurs arrivent à Modène. Nous verrons au chapitre suivant quel fut le résultat des entretiens de Perth avec le duc Rinaldo d'Este. Notons seulement ici que, tout en regrettant que la présence des Impériaux dans le duché de Modène, et « quelques autres motifs » modèrent un peu l'empressement de son hôte, le comte de Perth se déclare cependant satisfait des amabilités dont il est l'objet. Le marquis de Giral dini, chargé par le duc de recevoir nos voyageurs, se montre très obligeant, et la marquise, sa femme, soigne lady Perth, qui est indisposée, « comme si elle était sa suivante ». Tous les soirs ils sont invités au palais ducal, où ils entendent « tout ce que le duc peut leur offrir de mieux comme musique ». Il y a là des chanteurs célèbres, dont l'un, note Perth avec une secrète satisfaction, « si orgueilleux qu'il refuse parfois de s'exécuter devant des princes, a cependant chanté autant que nous avons voulu ». Ce chanteur capricieux est, bien entendu, un eunuque, et le comte remarque qu'il y en a relativement beaucoup à Modène. D'ailleurs « l'Italie en fourmille », et il regrette « que ce soit un péché d'en faire », car, « à vrai dire, leurs voix sont ravissantes » (2).

Mais il faut s'arracher aux chants de ces « sirènes », et continuer dans la direction de Rome, où Perth devrait déjà être depuis longtemps. Un voyage de vingt milles, à travers un pays qu'il trouve délicieux et en suivant l'ancienne Voie Emilienne qui allait de Plaisance à Rimini, l'amène à Bologne.

Ici, et bien qu'il se dise pressé d'arriver à Rome, il ne peut faire moins que de s'arrêter sept ou huit jours. Que voulez-vous ? Il y a tant de belles choses à voir à Bologne, et surtout les monastères « qui sont de somptueux palais ».

Deux détails l'ont intéressé, qu'il note au passage : d'abord, « un clocher qui penche de côté comme s'il allait tomber », et qui est sans doute la fameuse *Torre Asinelli*, ou encore (car il y en a deux à Bologne) la *Torre Garisenda*, à laquelle Dante compare le géant Antée (3) ; ensuite, dans l'église de saint Prosper, « le noble méridien qu'y a fait Cassini, et que marque un trou pratiqué dans la toiture. Par un heu-

(1) W. Jerdan, *Op. cit.*, p. 67.

(2) *Ibidem*, p. 68.

(3) *Enfer*, XXXI, 46 : *Qual pare a riguardar la Carisenda*

.....
Tal parve Antao a me

reux hasard », dit Perth, « il descend obliquement entre deux colonnes, sans les toucher, bien qu'il passe très près de l'une et de l'autre » (1).

D'Imola à Rimini, lord Perth (est-ce à cause de la chaleur ?) s'embrouille un peu dans ses souvenirs ; il ne sait plus quel jour exactement il a franchi le Rubicon, et cite à rebours les villes qu'il a traversées. Rétablissons l'ordre : il est passé par Castelbolognese, Faenza, Forlì et Césène, et c'est entre cette dernière ville et Savignano di Romagna qu'il a dû franchir le Rubicon, ou plutôt ce que l'on croyait alors être ce célèbre ruisseau (2). « J'avais prié notre *vetturino* », dit-il, « de m'avertir quand nous en approcherions ». Et voici ce qu'il a vu : « A environ deux portées d'arc de l'extrémité du pont se dresse une colonne ; sur la face qui regarde la route est une inscription indiquant à quel pape on doit la construction de ce pont, et sur l'autre face est le décret du Sénat déclarant que tout officier ou soldat qui osera franchir la rivière (laquelle est bien misérable) sera coupable de haute trahison ; mais ceci n'a pas arrêté César » (3). Et Perth trouve excellent le latin du sénatus-consulte, ce qui n'empêche pas celui-ci d'être un faux.

De Rimini, qui leur rappelle « les misérables objections des protestants au sujet du concile qui s'y tint » (4), à Ancône, nos voyageurs longent l'Adriatique, et c'est la partie la plus agréable de leur itinéraire : leur regard se repose sur la mer « unie comme un miroir », et ils ne souffrent plus de la chaleur excessive qui régnait à l'intérieur des terres.

A Ancône, la chaleur est si forte qu'ils ne descendent pas dans la ville ; ils s'arrêtent à la colline qui la domine au sud, et de laquelle d'ailleurs on l'embrasse du regard « comme sur une carte ». Ils dînent à l'*Hosteria del Olmo*, et le soir arrivent à Lorette.

« Comme la plupart des villes et des villages de ce pays-ci », dit Perth « elle (Lorette) est située au sommet d'une colline rocheuse ». En dehors de la place du marché, qui est jolie, il ne lui trouve rien d'agréable. Mais il note « qu'elle est suffisamment fortifiée pour tenir tête aux pirates qui tenteraient de lui dérober son riche trésor » (5).

(1) W. Jerdan, *Op. cit.*, pp. 69-70.

(2) On ne connaît pas l'emplacement exact du Rubicon, qui a du reste, dit-on, changé de lit depuis l'antiquité. Était-ce l'actuel Pisciatello, ou le Fiumicino un peu plus au sud ? *Adhuc historici certant*.

(3) W. Jerdan, *Op. cit.*, p. 70.

(4) Allusion au concile réuni par l'empereur Valens à Rimini, en l'été de 359, et où il présenta la fameuse formule de Sirmium souscrite par le pape Libère (ce que les protestants appellent « la chute du pape Libère » au 3^e Concile de Sirmium), mais sans la réserve que le pape y avait ajoutée. Cf. F. Mourret, *Hist. Gén. de l'Eglise*, II, 151.

(5) W. Jerdan, *Op. cit.*, p. 72.

Les richesses de ce trésor lui paraissent dépasser tout ce qu'en dit Lassels, et tout ce qu'il en pourrait dire lui-même ; et cependant le vrai trésor de Lorette, ce ne sont point les riches présents qui y affluent au cours des siècles, c'est, ou ce pourrait être, la *Santa Casa*, si l'authenticité en était bien établie. Mais, comme le fait observer Perth, lequel, notons-le en passant, n'est pas aussi crédule que le prétendent ses ennemis, « que l'histoire en soit vraie ou fausse, on ne peut voir la sainte demeure sans en retirer, si l'on s'y prête, un vaste profit ».

Et il détaille à sa sœur toute la suite des pieuses réflexions qu'il y a faites : d'abord le sentiment de la présence de Dieu, qui s'impose à la pensée par l'évocation du grand mystère de l'Incarnation ; ensuite l'humilité du Christ et de sa sainte Mère ; puis la joie de l'ange annonciateur et de tous ses frères invisibles, à voir le début de ce qui permettra de combler les vides causés par la défection des anges rebelles ; et enfin les sentiments de douleur du chrétien à la pensée des souffrances dont il a été la cause pour un Dieu si bon, et son désir de répondre par l'amour à la charité infinie de son Maître, d'être tout à lui et d'identifier sa volonté à la sienne. « Et les résolutions que l'on prend ici », dit-il, « sont si fortes qu'on ne peut guère ensuite les oublier » (1).

Ainsi médite devant la *Santa Casa* cet homme profondément religieux. Dira-t-on encore qu'il joue la comédie ? Oui, si la ferveur est une comédie que l'on se joue à soi-même. « Nous avons fait ici nos dévotions en communiant le samedi ; et le dimanche, fête de saint Philippe et de saint Jacques, j'ai communiqué de nouveau, et vraiment ce fut une grande joie pour mon âme : était-ce sincère, ou me trompais-je moi-même ? Dieu seul le sait » (2). Voilà une humilité, une défiance de soi, une franchise qui sont tout le contraire de l'hypocrisie.

A partir de Lorette, l'itinéraire de nos voyageurs s'éloigne du rivage de l'Adriatique, faisant presque un angle droit avec celui qu'ils ont suivi jusqu'ici.

Lorsqu'ils arrivent en vue de Foligno, dont la plaine leur apparaît « comme un nid de verdure et de fleurs dans une ceinture de collines », Perth est enthousiasmé : « On ne peut imaginer », dit-il, « rien de plus beau que cette délicieuse vallée, et il n'est aucun lieu qui soit plus riche » (3).

Mais ce qui fait de l'Ombrie une terre unique au monde, ce n'est pas la vallée de Foligno, si belle qu'elle puisse être, c'est Assise et

(1) W. Jerdan, *Op. cit.*, pp. 72-73.

(2) *Ibidem*, p. 73.

(3) *Ibidem*, p. 74.

saint François. Le comte de Perth n'a garde de l'oublier, et, faisant un crochet vers la droite, il se rend en pèlerinage au tombeau du *Poverello*.

Ce tombeau a une histoire, bien connue de tous ceux qui ont lu la biographie du saint.

Le corps de saint François, mort en 1226, avait été déposé dans l'église Saint-Georges. Mais en 1228, au lendemain de la canonisation, le frère Elie, ayant voulu le transférer à la Colline d'Enfer, où François avait exprimé le désir d'être inhumé, se heurta à l'opposition de toute la ville d'Assise. Il en appela au pape, Grégoire IX, qui l'approuva, décrétant que la Colline d'Enfer s'appellerait désormais la Colline du Paradis, et ordonnant que l'on y construisît une basilique digne d'abriter le corps du saint. Les travaux, menés rondement, étaient suffisamment avancés au printemps de 1230 pour qu'on pût songer à opérer la translation des précieux restes. Mais alors le frère Elie, par rancune contre le général de son ordre qui l'avait réprimandé, résolut de soustraire la dépouille aux honneurs qu'on lui préparait. Trois jours avant la date fixée pour la cérémonie, le 22 mai 1230, et d'accord avec les magistrats d'Assise, il fit enlever clandestinement de Saint-Georges le sarcophage de pierre et le fit transporter à la Colline du Paradis. Là, on le déposa dans un caveau, creusé sous l'emplacement de l'autel de la basilique, et que l'on recouvrit d'une double dalle et d'une solide maçonnerie.

C'est là qu'en 1818, avec l'autorisation de Pie VII, et après des fouilles pratiquées en secret pendant cinquante-deux nuits, le P. Joseph de Boris, général de l'ordre des conventuels, découvrit dans sa châsse en travertin le squelette de saint François : il était intact et exhalait une odeur suave. Par la suite, le caveau fut transformé en cette église sépulcrale de style dorique, qui compléta l'ensemble des trois églises superposées (1).

Mais on se représente ce que, pendant ces six cents ans, l'imagination populaire, sans parler de celle des moines, avait pu créer de légendes autour de ce corps mystérieusement disparu.

Voici, d'après Perth, ce que l'on racontait au *Sagro Convento* de la Colline du Paradis en l'an de grâce 1695. La basilique est décrite comme ayant trois étages, car on sait que dans le roc a été creusée une crypte où repose le corps de saint François ; « mais elle (la crypte) demeure fermée depuis trois cents ans par l'ordre d'un pape ». Et ici la fantaisie entre vraiment en jeu : « Ce pape, dit-on, descendit dans la crypte pour baiser le pied du saint, lequel est, paraît-il, dans une

(1) Cf. P. Léopold de Chérancé, *Saint François d'Assise*, Paris 1912, pp. 431 et 441 à 448.

niche de la muraille, debout et sans support, les yeux levés vers le ciel, avec son teint naturel et sur son corps les stigmates miraculeux, frais et sanglants. Or le saint retira son pied, quand le pape voulut le baiser, et celui-ci ordonna que la crypte fût murée, jusqu'à ce que Dieu fît, par quelque révélation, connaître sa volonté à ce sujet » (1).

On comprend qu'on ne puisse s'arrêter en si beau chemin : « Les annales du couvent », dit Perth, « racontent qu'un évêque de Corse, ayant une grande vénération pour le saint, voulut absolument pénétrer de force dans la crypte et voir le corps ; il le fit et en revint aveugle ! Mais s'étant repenti, et la communauté ayant fait pénitence pour lui pendant quinze jours, il guérit, dit-on, et fit peindre le saint tel qu'il l'avait vu » (2).

Décidément, les bons moines du *Sagro Convento*, les conventuels, comme on les appelait, ont vu qu'ils avaient affaire à un visiteur de marque, et ils veulent lui en donner pour son argent. Ils sont du reste, comme le fait remarquer Perth, les moins réformés de l'ordre des franciscains. Mais, en les quittant, il descend dans la plaine, et visite l'église de Sainte-Marie des Anges et la chapelle de la Portioncule qu'elle abrite. Ici vivent les récollets, beaucoup plus stricts que leurs collègues d'en-haut, et l'on y cultive moins l'imagination. On se contente de montrer au noble pèlerin le rosier miraculeux où fleurissent les roses sans épines.

En revenant à Foligno, Perth s'arrête à Rivo Torto (3), où était laasure qui abrita les premiers disciples de saint François. « Ici », dit-il, « à l'entrée même de l'église, nous descendons dans une chapelle à demi souterraine qui était la chambre du saint. Son lit est comme il l'a laissé : une pierre rugueuse, si courte qu'il ne pouvait étendre les jambes, et pour oreiller un morceau arrondi de marbre grossier » (4).

Et ainsi se termine son pèlerinage à saint François, qu'il aurait pu compléter par la visite de l'ermitage *delle Carceri*, au mont Subasio.

Et maintenant il s'agit de reprendre la direction de Rome, c'est-à-dire de remonter le cours du Clitumne (5), dont on suit la charmante vallée jusqu'au-delà de Trevi. « Chemin faisant », dit Perth, « nous vîmes une jolie petite chapelle antique en marbre blanc, d'ailleurs en mauvais état, que certains regardent comme le temple dédié au dieu du

(1) W. Jerdan, *Op. cit.*, p. 75. Peut-être tout ceci n'est-il qu'un écho déformé de l'interdit que Grégoire IX jeta sur la basilique en apprenant ce qu'avait fait le frère Elie.

(2) W. Jerdan, *Op. cit.*, p. 75.

(3) Jerdan a lu « Riva Forta », ce qui est évidemment une erreur.

(4) W. Jerdan, *Op. cit.*, p. 76.

(5) Aujourd'hui la *Maroggia*.

Clitumne ». Serait-ce en effet le temple dont parle Pline le Jeune au huitième livre de ses épîtres (1) ? Non ; car s'il l'avait examiné de plus près, Perth eût vu que cet édicule était une construction de l'époque chrétienne, élevée avec des débris de tombeaux antiques.

Un peu plus loin, il s'arrête encore devant la source du Clitumne, que le même Pline a si joliment décrite dans une de ses lettres à Romanus (2). Plus modestement Perth se contente de noter que la rivière « coule par quatre orifices au bas d'un rocher, et que de chaque orifice jaillit un jet énorme ».

La première étape sur la route de Foligno à Rome est Spolète ; la seconde est Terni, où ils arrivent pour dîner, après avoir franchi « des monts d'une hauteur terrible ». Perth prend un cheval, car il veut aller voir les fameuses cascades du Velino, et c'est une excursion de quatre milles par un chemin montant et rocailleux. Mais quand on est arrivé aux cascades, quel régal pour les yeux ! « La rivière se précipite d'un rocher de grande hauteur », nous dit-il ; en fait, la cascade principale a 165 mètres. « Avant de bondir, elle se brise entre les rocs, et quand elle tombe, toute blanche comme de l'écume, cela devient une sorte de mélange de brume et d'eau ; elle se rue sur la roche d'en-bas avec une telle violence qu'elle rebondit en un nuage de vapeur d'eau, dans lequel on voit trois arcs-en-ciel distincts, et la hauteur à laquelle ce nuage s'élève au-dessus du rocher est au moins égale à la profondeur de celui-ci, ce qui est prodigieux » (3).

La vallée de la Nera, qu'ils descendent le lendemain pour gagner Narni, le fait songer à celle de Foligno, et c'est tout dire.

Enfin, le samedi 7 mai, c'est la dernière étape, au cours de laquelle ils ne voient « que des collines sauvages et incultes », jusqu'à ce qu'ils arrivent à Ponte Molle, à deux milles de Rome. De la Campagne romaine, pas un mot. La poésie austère, la solitude impressionnante de ces étendues désolées sous la lumière du soir, qui ont inspiré à Ruskin l'une de ses plus belles pages : rien de tout cela ne semble avoir été perçu par notre voyageur. Le comte est un homme du XVII^e siècle, peu sensible à la poésie des ruines.

A Ponte Molle l'attendait une surprise agréable : Mgr Caprara, agent des affaires ordinaires de la cour de Saint-Germain près de la

(1) Lettre VIII, à Romanus : « *Adjacet templum priscum et religiosum. Stat Clitumnus ipse, amictus ornatusque praetextu* ».

(2) « *Modicus collis assurgit, antiqua cupressu nemerosus et opacus. Hunc subter fons exit, et exprimitur pluribus venis, sed imparibus ; eluctatusque facit gurgitem, qui lato gremio patescit purus et vitreus, ut numerare jactas stipes et relucentes calculos possis* ». Même lettre.

(3) W. Jerdan, *Op. cit.*, p. 77.

cour de Rome, a envoyé sa voiture au-devant de lui. C'est donc dans le carrosse de ce prélat que, par ce qui fut la Voie Flaminienne, lord et lady Perth font leur entrée dans Rome.

Où vont-ils loger ? Mgr Howard (1) avait écrit à Melfort, le 17 novembre 1693, pour le féliciter de l'arrivée de son frère en Hollande, ajoutant que si le comte de Perth voulait venir à Rome, il lui offrirait « un mauvais logement dans sa maison de Rome, ou à Castel Gandolfo » (2). Mgr Caprara lui fit une offre analogue, mais Perth, dont la mission auprès du saint-père devait rester relativement secrète, ne tenait pas à trop attirer l'attention sur sa personne. Il logea donc, d'abord dans un hôtel qu'il ne nomme pas, puis à partir du 31 mai, dans un palais du Monte Pincio, près de la Porta Pinciana, d'où il écrit à sa sœur le 11 juin : « Ma femme et moi nous nous portons très bien. Le temps n'est pas encore excessivement chaud, car cette année il fait beaucoup plus frais que d'ordinaire, et nous demeurons dans un endroit très élevé » (3).

Mais, trois semaines plus tard, c'est une autre chanson : la chaleur qu'ils ont eue à partir de Bologne n'était rien, paraît-il, à côté de celle qu'il leur faut subir maintenant. La colline où ils habitent, bien qu'un peu plus froide que le reste de la ville, « est encore assez chaude pour les rôtir à souhait ! » Le 28 juin, Perth écrit à Nairne, le sous-secrétaire d'Etat à la cour de Saint-Germain : « Ma femme est souffrante. Les chaleurs commencent à être très grandes et l'horrible sirocco est pour nous une sorte de supplice » (4). Et le 30 juin, à sa sœur : « Il est maintenant dix heures du soir chez vous, c'est-à-dire deux heures du matin ici, et la chaleur est telle que je suis tout en sueur tandis que je vous écris » (5).

Bref, comme jadis la froidure à Venise, la chaleur menace de lui gâter son séjour à Rome, et par suite l'appréciation qu'il porte sur la ville éternelle manque un peu d'enthousiasme. « Nous sommes ici », dit-il, « dans une grande cité située en majeure partie sur les terres basses qui bordent le fleuve, avec quelques quartiers sur des terrains élevés qu'on appelle collines, mais qui ne sauraient mériter ce nom chez nous. La ville elle-même n'est que médiocre ; mais, pour ce qui est

(1) Le cardinal Howard, protecteur d'Angleterre, remplacé dans ce poste en novembre 1687 par le cardinal Rinaldo d'Este, était mort en 1694.

(2) Bodleian, *Carte Papers*, N° 209, fol. 84-87.

(3) W. Jerdan, *Op. cit.*, p. 79.

(4) Bodleian, *C. P.*, N° 209, fol. 311.

(5) W. Jerdan, *Op. cit.*, p. 81.

des églises, des palais, des fontaines et des places publiques, elle n'a pas son égale » (1).

Quant à décrire ce qu'il voit, il y renonce. « Dix volumes n'y suffiraient pas », dit-il. Il ne peut cependant se dispenser du couplet obligatoire sur Saint-Pierre, « qui dépasse l'idée que l'on peut s'en faire, bien que, comme tout le monde le fait remarquer, l'immensité de l'édifice et encore moins sa beauté ne soient point perceptibles à première vue, ni même à la vingtième ! » (2)

Il n'a jamais vu, pour sa part, rien d'aussi magnifique que l'illumination de Saint-Pierre, les 28 et 29 juin, pour la fête des apôtres Pierre et Paul. Le feu d'artifice qu'on a tiré alors au sommet du château Saint-Ange lui a paru également une bien jolie chose. Et la musique, « qui surpasse tout ce qu'on peut imaginer » ; et les cérémonies des églises de rites différents, qui offrent ainsi le spectacle très édifiant de l'unité de doctrine dans la variété du culte extérieur. « La vue de toutes les nations qui louent le Seigneur », dit-il, « est pour moi une grande joie ». Il y voit « une confirmation de la catholicité de l'Eglise, de l'Irlande à la Chine et de l'Ecosse au cap de Bonne-Espérance ». La question du clergé indigène n'était pas inconnue à la fin du XVII^e siècle, car il dit : « On voit ici un collège de noirs, et parmi eux d'excellents et vertueux ecclésiastiques » (3).

Il s'édifie et se divertit à la fois aux récits d'un missionnaire de Chine, dont il a fait la connaissance. « C'est un Français et un grand apôtre, et comme il doit repartir, il laisse pousser sa barbe qui lui descend jusqu'au milieu de la poitrine » (4). Un homme doué d'une aussi belle barbe, et qui vient de si loin, doit en effet raconter des choses bien intéressantes. Perth en donne à sa sœur deux échantillons qui ont trait à la rivalité entre les Hollandais et les Anglais aux Indes et au Japon.

Mais ce qu'il se plaît surtout à lui relater, c'est sa visite au pape. Comme on pouvait s'y attendre, le saint-père a fait sur le comte de Perth la meilleure impression. « C'est un digne vieillard, d'une grande bonté et encore très vigoureux malgré ses quatre-vingts ans et quatre mois. Il est de haute naissance (5) et en a tout à fait les manières ».

Perth est allé lui présenter ses hommages, et Innocent XII a été

(1) W. Jerdan, *Op. cit.*, p. 80.

(2) *Ibidem*.

(3) *Ibidem*, pp. 81-82.

(4) *Ibidem*, p. 82.

(5) Innocent XII, de son nom Antonio Pignatelli, issu, d'après Moreri, d'une très noble famille de Naples. Né en 1615, pape en 1691, il devait mourir en 1700.

très aimable à son égard. « Il m'a fait entrer dans son appartement avec mon épée, mon chapeau et mes gants, ce qu'on ne fait guère que pour les princes, et après avoir conversé avec moi à l'aide d'un interprète pendant près d'une heure, il m'a donné un chapelet pour moi et un autre pour ma femme ». Et quelques jours après, le charitable pontife, sachant bien que l'homme ne vit pas seulement de la parole de Dieu, « lui a envoyé un présent de vin, de sucre et de chandelles de cire », et plus tard un autre présent « du plus beau fromage qu'il y ait en Italie et d'excellent vin » (1).

Après le pape, les cardinaux. Tous ceux auxquels il a rendu visite, et en particulier Mgr Janson (2), lui ont témoigné la plus grande bienveillance. « Or », dit-il, « un cardinal à Rome se considère à peu près comme un roi » (3).

Telles sont sur Rome les impressions de Perth, en tant que voyageur. Mais à peine y est-il d'une semaine que sa santé, fortement ébranlée jadis par le séjour à Stirling, commence à lui inspirer de nouveau de vives inquiétudes.

Il patiente ainsi jusque vers le milieu d'octobre, quand, une nuit, il est repris soudain de tels vertiges et d'une souffrance si vive dans la région du cœur, « que, si cela s'était prolongé, il n'aurait pas vécu un quart d'heure ». Il essaie de se mettre sur son séant : la souffrance le rejette sur le dos avec une si grande violence que sa femme en est effrayée. Par bonheur la crise est de courte durée, et il ne perd pas connaissance. Mais, comme ensuite « les vertiges continuent et que tout ce qu'il absorbe s'aigrit dans son estomac » (4), il comprend qu'il serait dangereux d'insister, et le 25 octobre il part pour Albano (5).

Situé à vingt kilomètres à vol d'oiseau au sud-est de Rome, Albano était alors, comme il l'est encore aujourd'hui, la villégiature favorite des Romains. « Tous ceux qui en ont les moyens », dit Perth le 2 novembre, « quittent Rome pour vingt jours à cette époque de l'année ». Albano est selon lui un séjour délicieux, un vrai paradis. « Depuis une semaine », dit-il, « il fait ici le temps que nous avons en Ecosse à la fin de juin : pas un nuage au ciel ; la température un peu chaude, mais cependant supportable » (6).

(1) W. Jerdan, *Op. cit.*, p. 80. Par une lettre du 11 août 1695, il devait lui octroyer la faculté d'avoir sa chapelle privée durant le temps de sa résidence à Rome. (*B. M. Add. Mss.* 19254, fol. 107).

(2) Cardinal depuis 1690, Mgr Toussaint de Forbin-Janson était alors l'envoyé de Louis XIV à la cour de Rome, après avoir été successivement évêque de Digne, de Marseille et de Beauvais, et ambassadeur en Pologne.

(3) W. Jerdan, *Op. cit.*, p. 80.

(4) *Ibidem*, p. 85.

(5) Perth à Caryl, 24 octobre 1695 : Bodleian, *Carte Papers*, N° 209, fol. 358.

(6) W. Jerdan, *Op. cit.*, p. 85.

Et le voilà évoquant des souvenirs classiques, selon la tradition qui avait cours alors, et qui a été reconnue fausse depuis : « Ici est la ville qui a jadis disputé à Rome la souveraineté ». A vrai dire, Albe la Longue était située de l'autre côté du lac, sur la rive orientale, et non sur l'emplacement d'Albano qui est au sud-ouest.

Mais ce qui fait le charme du séjour d'Albano pour Perth et sa femme, ce ne sont point les souvenirs plus ou moins authentiques d'un passé obscur, c'est la beauté des sites, ce sont les plaisirs délicats que cardinaux et princesses leur offrent à l'envi.

Il y a d'abord le cardinal Ottoboni, à qui Perth ne donne guère plus de vingt ans, bien qu'il en ait vingt-huit, ayant été gratifié du chapeau à vingt-deux ans, le 7 novembre 1689, par son grand-oncle, le pape Alexandre VIII (1). « Il est jeune », dit-il, « aime le plaisir, est chevalier de Malte et nullement dans les saints ordres, de sorte qu'il vit en grand seigneur. Il a les meilleurs musiciens du monde, et il est heureux quand les étrangers vont chez lui partager ses amusements ».

Invités par ce cardinal et le prince, son père, qui leur ont fait l'honneur d'une visite, lord et lady Perth se rendent chez les Ottoboni et y entendent de la musique admirable. Ils y rencontrent le célèbre musicien de Bologne, Archangelo Corelli, qui fait partie de la suite du cardinal, et qui est, dit Perth, « le meilleur violoniste et le plus grand compositeur qu'il y eût jamais ». Aidé d'un élève qu'il a formé et qui ne joue guère moins bien que lui, de trois eunuques et d'autres encore, il donne chaque soir un concert « dont rien ne saurait surpasser la beauté » (2).

Un autre jour, c'est la princesse Pallavicini, petite-nièce d'Innocent XII, qui se charge de les distraire. Jeune veuve, très riche, « et qui a beaucoup d'esprit et encore plus de bonté », elle se montre d'une amabilité extrême pour Perth et sa femme. Comprenant qu'ils ne peuvent avoir un carrosse à six chevaux, c'est elle qui les conduit partout.

Ainsi, le 3 novembre, elle les mène d'abord à la messe, puis dans un vignoble, où la princesse Savelli (3) surveille ses vendanges. Et Perth se divertit au spectacle des jeunes vendangeuses qui, entre deux cueillettes, chantent de jolies chansons au rythme des tambours de basque. La princesse Savelli, bien qu'elle ne les attendît pas, leur donne un magnifique dîner, après quoi ils se rendent tous en voiture jusqu'à un couvent

(1) Gaetano Moroni, *Dizionario di erudizione storico-ecclesiastica*, Venezia 1840, vol. L, p. 73.

(2) W. Jerdan, *Op. cit.*, n. 86.

(3) Albano a appartenu aux Savelli jusqu'en 1697

au nord du lac d'Albano, d'où l'on a une vue superbe sur la Campagne de Rome. Le chemin qu'ils suivent est pratiqué à flanc de coteau et domine en terrasse les eaux du lac, limpides comme un miroir, où se reflètent les forêts et les vignobles environnants.

Parfois aussi Perth visite ses bons amis, les capucins, qui ont un couvent sur une haute colline, au nord de la ville, d'où un chemin sous bois descend à pic vers le lac.

D'autres fois il va par le chemin qui suit la crête de la colline rocheuse et dominant le lac, et qui est « une noble allée plantée d'arbres », jusqu'à Castel Gandolfo, résidence papale. De là on a le lac à sa droite et, à sa gauche, la villa Barberini qui est « un endroit délicieux, plein de promenades magnifiques ; et la vue qu'on y a sur la mer, sur Rome et sur la campagne entre les collines et la mer, est incomparable » (1).

Bref, tout le pays situé entre Frascati et Velletri lui apparaît, selon une expression qui revient sans cesse sous sa plume, « comme un véritable paradis ».

Plaisirs de l'art, plaisirs de la nature et de la société : il a tout ce qu'il faut pour être heureux, et il le serait sans doute s'il était bien portant. Mais son manque de santé, et surtout les vertiges dont il souffre, le rendent, à ce qu'il dit « indifférent à tout ». Son état oscille entre le mieux et le pis.

Rentré à Rome, il constate le 6 décembre que « sa tête commence à se dégager un peu » (2). Mais trois jours après, il est de nouveau bien pessimiste, et annonce à sa sœur que, « selon toute probabilité », elle le perdra plus tôt qu'elle ne le souhaiterait.

Et ce n'est pas seulement la maladie, ce sont aussi les souffrances morales qui tourmentent le comte de Perth en cette année 1695. Sa famille lui cause toutes sortes de soucis. Sa cadette, Anne, qui est toujours chez la comtesse d'Errol, est constamment souffrante. Son fils aîné, lord Drummond, l'a mécontenté en s'adressant au prince d'Orange sans son consentement, et Perth déclare « qu'il eût préféré perdre la vie que de faire ce que son fils a fait » (3).

Après ses enfants, son frère Melfort, qui le boude, et dont la

(1) W. Jerdan, *Op. cit.*, p. 86.

(2) Bodleian, *Carte Papers*, N° 209, fol. 365.

(3) A. W. C. Lindsay, *Op. cit.*, II, 78. Melfort à Nairne, 18 déc. 1694 : « Je suis heureux d'apprendre que le roi Jacques n'est pas fâché contre lord Drummond, mais je ne puis comprendre que celui-ci soit allé, comme on le prétend, avec le comte de Selkirk, et qu'il ait baisé les mains du prince d'Orange ». (Bodleian, C. P. 209, fol. 289).

conduite l'indigne, et sa sœur, dont il désire tant la conversion, et qui s'obstine à rester protestante.

Enfin il y a l'exil qui lui pèse et dont il dit à son ami Balcarres : « Le devoir nous impose la souffrance ; personnellement, je ne vois d'autre remède que la patience, et encore faut-il que cette vertu soit soutenue par beaucoup de foi. Dieu nous aide ! » Sa femme surtout en a plus qu'assez d'errer par les chemins de l'Europe ; « mais » soupire-t-il, « il faut bien que nous suivions notre destinée » (1).

Son séjour en Italie tire d'ailleurs à sa fin. Dès le mois de décembre il entrevoit la possibilité, sinon de rentrer en Ecosse, ce qui est impossible, du moins d'aller retrouver son roi dans ce succédané de la patrie qu'est la cour de Saint-Germain.

Le 28 novembre, en effet, le secrétaire Caryll lui a écrit de Saint-Germain qu'il espère que le séjour d'Albano sera favorable à sa santé, et qu'à la bonne saison il pourra venir prendre l'air en France, « où l'on a à la fois le désir et le besoin de sa présence » (2). Et de nouveau le 5 décembre, le même Caryll lui répète de la part du roi que Sa Majesté sera heureuse de le voir en France, « pourvu que cela puisse se faire sans compromettre ses biens en Ecosse, ou du moins ce qu'il s'en est réservé pour sa subsistance » ; car, malgré le désir qu'il en a, le roi « n'est pas à même de compenser les pertes que le comte pourrait encourir » (3).

Du moment que son roi l'appelle près de lui, Perth n'hésite pas : il ira à Saint-Germain. Il sait cependant que les gouvernants d'Edimbourg ont sommé son fils, lord Wigton et Meldrum de comparaître devant eux et de donner les noms de ceux qui sont avec le roi Jacques, pour que l'on confisque leurs biens (4). Mais il sait aussi « qu'il a été banni de l'Ecosse purement et simplement » (5), et que rien ni personne ne peut l'empêcher de se rendre en France, s'il estime que c'est son devoir.

Seulement, il ne veut pas quitter Rome et l'Italie sans avoir vu « la délicieuse et célèbre ville » de Naples. Aussi, le 11 janvier 1696, il part de Rome et cinq jours après il est à Naples. Là, c'est le ravissement : le pays est si beau, le ciel si pur, le soleil chaud comme en Ecosse au mois de juin. Tout est verdoyant comme en mai, « sauf les ormes

(1) A. W. C. Lindsay, *Op. cit.*, II, 78-79.

(2) Bodleian, *C. P.*, N° 181, fol. 631.

(3) *Ibidem*, fol. 632.

(4) A. W. C. Lindsay, *Op. cit.*, II, 71.

(5) Bodleian, *C. P.*, N° 209, fol. 309.

et les peupliers qui soutiennent les vignes, et qui n'ont pas encore de feuilles » (1).

De Naples, il se rend à Pouzzoles, où il visite la grotte du Pausilippe et la solfatare, avec « son bruit qui ressemble à celui de cent salines bouillant ensemble ».

Un autre jour, il fait l'ascension du Vésuve. Le temps n'a jamais été plus beau, mais la chaleur est excessive. Quand ils arrivent « au sommet du premier bord de l'énorme marmite, qui a quatre milles de circonférence », c'est tout juste si la chaleur de la montagne en feu ne brûle pas leurs souliers. Par contre, « le vent est si âpre et si froid qu'il fouette le visage comme les pires vents glacés en Ecosse ». Il remarque, « dans la vaste marmite, où de nombreux endroits fument comme autant de fournaises », la cheminée d'environ un quart de mille de tour, sinon plus, « qui a grandi de moitié en hauteur depuis la dernière éruption, il y a vingt moins ». Ce jour-là, il s'en dégage une telle fumée « que tout le monde croit que le Vésuve va se fâcher pour tout de bon » (2). C'est le piment de l'émotion nécessaire au touriste.

Mais ce que Perth voit surtout à Naples, et qui restera le grand souvenir de sa vie, c'est le miracle de saint Janvier. Par une faveur insigne, et qui « depuis longtemps n'est accordée qu'à des princes souverains », on lui montre les précieuses reliques, et, à l'élévation de la cinquième messe célébrée devant elles, le prodige s'accomplit, et le comte voit de ses yeux ce sang, qui « s'était », dit-il, « liquéfié si naturellement, quant à la couleur et à la consistance, que nul sang jailli d'une veine n'eût paru plus vivant » (3).

A Rome, où il est de retour le 30 janvier, il trouve des lettres de Saint-Germain qui l'appellent en France. Et certes il y obéirait aussitôt, car il lui tarde d'être près de son roi, si le bien du service de Sa Majesté, qui à ses yeux prime tout, ne le retenait encore pour quelques semaines à la cour papale (4).

Enfin le 10 mars il peut écrire à sa sœur : « Dans trois jours je quitte Rome » (5). Et l'on sent que la perspective d'aller à Saint-Germain le rendrait heureux, si par ailleurs il n'avait d'autres sujets de s'attrister. Mais son fils aîné, en Ecosse, a des ennuis avec le gouver-

(1) W. Jerdan, *Op. cit.*, p. 96.

(2) *Ibidem*, p. 97.

(3) *Ibidem*, p. 101.

(4) Bodleian, *C. P.*, N° 209, fol. 376.

(5) W. Jerdan, *Op. cit.*, p. 103.

nement (1). Et puis, malgré l'amélioration momentanée produite par le séjour à Albano, sa santé est toujours bien précaire et lui arrache cette constatation pessimiste : « J'ai beau lutter contre la maladie et la mort, je n'espère plus vivre longtemps » (2).

Il a du moins la consolation de s'apercevoir, en quittant Rome, qu'il ne laisse derrière lui que des amis. On ne se sépare de sa femme et de lui qu'avec beaucoup de tristesse. « La princesse Pallavicini pleurait comme une enfant en prenant congé de ma femme », dit-il, « et de même beaucoup d'autres que je n'eusse pas crus capables de tant de tendresse dans l'expression de leurs sentiments » (3).

Le voyage de Rome à Florence s'effectue en trois jours, plus un jour consacré à la visite de Sienne. A Rome, c'était le printemps, qui les accompagne d'ailleurs durant leur première étape ; mais, à mesure qu'ils remontent vers le nord, c'est l'hiver avec des vents froids et de fortes pluies. « Tous les monts de Toscane et leurs environs sont couverts de neige ». Nous sommes en mars.

A Florence, où il y a tant de belles choses à voir, Perth reste cinq jours ; puis, deux jours à Pise. Après quoi, le 23 mars, « par un vent violent qui prend sa voiture de travers et un peu plus la renverserait », il gagne Livourne. Ici l'attend une galère, très obligeamment mise à sa disposition par le grand-duc de Toscane, sur la demande de Jacques II (4). Mais la Méditerranée est encore sous l'influence de l'équinoxe de printemps, et il faut attendre qu'elle se calme ; car les galères, que l'on appelle à Livourne « les demoiselles de la mer », ne peuvent sortir par gros temps.

Livourne est « une jolie petite ville douée d'un beau port » ; mais le comte est très fatigué, et il lui tarde de partir.

Enfin le 1^{er} avril, il écrit une dernière fois à sa sœur et dit qu'il espère pouvoir se mettre en route le lendemain. Son intention est de gagner Gênes. « S'il plaît à Dieu que j'y arrive sain et sauf », dit-il, « il se peut que vous ayez encore une lettre de moi ; mais après cela, à

(1) A la suite de la découverte du complot tendant à l'assassinat de Guillaume d'Orange (février 1696), lord Drummond craint d'être arrêté. Il le sera en effet, et le 26 mars, le Conseil Privé ordonnera de le confiner au château de Stirling. Il essaiera de se soustraire à la justice, mais, sommé de comparaître sous peine d'une amende de 1000 livres sterling, il se soumettra et sera enfermé au château d'Edimbourg. Cf. *Memoirs of Cameron of Lochiel*, pp. 328-329, et aussi : James Grant, *The Seafield Correspondence*, Edin. 1912, p. 189.

(2) W. Jerdan, *Op cit.*, p. 104.

(3) *Ibidem*.

(4) Bodleian, C. P., N° 181, fol. 632-633.

moins que vous ne le demandiez, vous ne recevrez plus autant de nouvelles » (1).

Il est à croire que, de Livourne à Saint-Germain, le comte n'a pas trouvé l'occasion d'écrire une seule fois, car il n'existe, à notre connaissance, aucune lettre de lui datant de cette période. Une fois en France d'ailleurs, l'échange de lettres avec l'Ecosse devenait plus difficile.

Quoi qu'il en soit, si nous avons pu suivre le comte de Perth pas à pas, depuis son débarquement en Hollande jusqu'au moment présent, force nous est de terminer ici le récit de ses voyages ; car, comme dit Hamlet en mourant : « Le reste est silence ».

(1) W. Jerdan. *Op. cit.*, p. 108.

CHAPITRE II

Le Négociateur : Modène et Rome

La mission du comte de Perth en Italie. Aux prises avec le duc de Modène. Ce qu'il doit faire à Rome. La question de la protectorerie. Perth et Mgr Caprara. Le cas de Mgr Ellis, Jacques II et la papauté. L'atmosphère de la cour de Rome. L'audience d'Innocent XII. Perth et les cardinaux. La deuxième audience d'Innocent XII. La chute de Namur : effet sur la cour de Rome. Perth exhale sa mauvaise humeur. La sermonce au P. Lesley. Perth est exaspéré. Il ne se décourage point. Son impuissance. Résultat de sa mission.

Le voyage du comte de Perth à travers l'Italie, et le séjour qu'il avait fait à Modène d'abord, ensuite et surtout à Rome, n'étaient pas, nous l'avons dit, un simple passe-temps de touriste. Il avait mandat de la cour de Saint-Germain de négocier dans ces deux villes diverses affaires assez délicates, et qui exigeaient de la part du négociateur un certain doigté. Le fait qu'on eût songé à lui pour remplir cette mission montre bien qu'il n'avait rien perdu de la confiance de son roi. A vrai dire, Leurs Majestés britanniques tenaient toujours le comte de Perth en très haute estime. « Je ne connais personne », écrit à son sujet le secrétaire Caryll à l'évêque Ellis, le 11 avril 1695, « qui jouisse, et mérite de jouir davantage de la faveur du roi et de la reine que Sa Seigneurie ; vous qui le connaissez, vous serez d'avis qu'on ne fait ainsi que lui rendre justice » (1).

Quelles furent donc ces négociations, comment le comte de Perth les conduisit-il, et quel fut le résultat de ses efforts ? C'est ce que nous allons essayer de voir au cours de ce chapitre.

On se souvient qu'en novembre 1694, alors qu'il était à Anvers, Perth avait reçu de Saint-Germain des instructions en vue de son voyage en Italie. Or, voici ce que nous y lisons : Perth devra d'abord se rendre à Modène, où le duc Francesco d'Este, frère de la reine Marie-Béatrice,

(1) *Calendar of Stuart Papers at Windsor Castle*, p. 101.

vient de mourir (1), et présenter à son successeur, le duc Rinaldo d'Este, les condoléances de Leurs Majestés.

De plus, comme il est probable que le duc Rinaldo, que la reine, sa nièce, a fait jadis nommer cardinal et protecteur d'Angleterre (2), va se démettre de son cardinalat pour se marier, car il n'est pas dans les ordres, il faudrait s'entendre avec lui sur le choix d'un successeur à sa double fonction, en ayant soin de ne rien faire sans s'assurer de l'assentiment de la Cour de France : pour cela, consulter le cardinal Janson à Rome.

Enfin Perth devra s'occuper d'une question particulièrement épineuse : la succession du duc de Modène. En épousant jadis le duc d'York, Marie-Béatrice a dû renoncer à l'héritage de son père et de sa mère. Mais ceux-ci étant morts, et son frère venant également de mourir sans laisser d'enfant, elle estime qu'elle doit hériter d'une part importante, à moins que son frère ne l'ait exclue par testament. Aussi faudra-t-il procéder avec prudence et attendre que le duc Rinaldo en parle le premier. S'il le fait, Perth se déclarera commissionné par la reine ; il dira que Sa Majesté compte, pour être bien informée, sur l'amitié et la justice de son oncle. S'il ne le fait pas, aborder le sujet « de la façon la plus discrète qu'il se pourra », et de toutes façons ne pas quitter Modène sans que la reine sache à quoi s'en tenir.

Tout ceci étant réglé, Perth devra se rendre à Rome, où il trouvera d'autres instructions. Il aura soin, avant de quitter Modène, de faire part au duc en confidence de sa mission auprès du saint-père, laquelle a principalement pour objet d'empêcher une paix entre les belligérants d'où le roi Jacques serait exclu (3).

A ces instructions était jointe une lettre personnelle de Jacques II accréditant le comte auprès du duc de Modène.

Mais tandis que Perth traversait péniblement l'Allemagne, on apprenait à Saint-Germain que le duc Rinaldo ne se comportait pas envers la reine, sa nièce, avec toute la franchise qu'on était en droit d'attendre de lui. Aussitôt le sous-secrétaire David Nairne en faisait part au comte de Perth dans une lettre que celui-ci devait trouver en arrivant à Modène, et qui modifiait les instructions sur certains points. De plus, durant son séjour à Venise, Perth recevait une autre lettre de Caryll, où ce dernier lui disait textuellement : « Il est douteux que le duc de

(1) Le 6 septembre 1694.

(2) Cardinal en février 1686, et protecteur d'Angleterre en novembre 1687.

(3) Bodleian, *Carte Papers*, N° 210, fol. 606 à 608.

Modène nous donne nettement satisfaction en ce qui concerne les intérêts de la reine » (1).

L'affaire s'annonçait donc plutôt mal. Arrivé à Modène le 13 avril, et ayant pris connaissance de la lettre de Nairne, Perth est très contrarié de constater que le duc Rinaldo a « donné à la reine tant de sujet de mécontentement ».

Le lendemain, au sortir de sa première audience, il est perplexe, le cœur partagé entre la crainte et l'espoir ; car, d'une part le duc a témoigné beaucoup d'affection et de respect pour Leurs Majestés britanniques, mais, d'autre part, il a trop laissé voir son désir de rester en bons termes avec l'empereur d'Allemagne et le roi d'Espagne, dont les troupes occupent son duché. C'est du moins l'impression que Perth a emportée de cet entretien, où les deux hommes n'ont guère fait qu'échanger des politesses, sans aborder aucun des sujets mentionnés dans les instructions. « Jusqu'à mon audience de demain », écrit-il à Nairne le 14 avril, « je ne puis faire que des conjectures » (2).

Or, il a deviné juste, comme l'événement va le prouver. Le 15 avril a lieu l'audience décisive : Perth s'efforce de sonder les dispositions du duc à l'égard de Jacques II. Conformément à ses instructions, il commence par lui présenter les condoléances de Leurs Majestés au sujet de la mort du duc Francesco, et leurs félicitations sur son accession au pouvoir, en essayant de lui donner l'occasion de se prononcer nettement en faveur des Stuarts. Mais le duc se garde bien de saisir la perche qu'on lui tend, et, s'il se donne comme passionnément dévoué à la cause de Jacques II, son dévouement reste conditionnel. « S'il pouvait le servir », dit-il, « il n'épargnerait ni sa vie, ni son sang, ni rien de ce qu'il a au monde ; mais les circonstances présentes le forcent à être prudent » (3).

C'est bien ce que Perth avait pressenti : le duc se sent surveillé, et il y a trop d'yeux braqués sur lui pour qu'il ait le courage d'agir selon ses opinions, réelles ou prétendues.

Lord Perth aborde alors la question de la protectorerie, car, comme on l'avait prévu, le duc, s'étant démis de son cardinalat, ne peut plus exercer la fonction de protecteur d'Angleterre auprès du Saint-Siège. Ici la réponse de Rinaldo est aussi nette que possible : nul à son avis

(1) Bodleian, *Carte Papers*, N° 181, fol. 609-610.

(2) *Ibidem*, N° 209, fol. 294.

(3) *Ibidem*, N° 209, fol. 296.

n'est plus qualifié pour lui succéder que le cardinal Barberini (1), lequel en toute occasion se montre très zélé pour le service du roi Jacques. Même si ce cardinal n'était pas son oncle (2), c'est encore lui qu'il estimerait le plus apte à occuper cet emploi. Du reste, il se déclare prêt à déférer au bon plaisir de Sa Majesté, et il juge également qu'il conviendrait de consulter à ce sujet l'intérêt de la France (3).

Ici encore le comte de Perth n'est qu'à demi satisfait ; car, si à Saint-Germain on n'est pas opposé en principe à la candidature de Barberini, on estime par ailleurs que ce cardinal a déjà trop à faire, et qu'étant protecteur de la Savoie, il ne saurait l'être en même temps de l'Angleterre (4).

Enfin, en ce qui concerne la succession du duc Francesco, l'ex-cardinal Rinaldo se borne à dire qu'une copie du testament est déjà entre les mains de la reine. Il n'y a donc pas lieu d'insister. Perth le comprend, et, n'étant une indisposition subite et violente de sa femme qui l'oblige à prolonger d'une journée son séjour à Modène, il partirait incontinent ; « car », dit-il, « je n'ai plus rien à faire ici » (5).

En somme cette première négociation n'a guère réussi. Perth n'a pas été mal reçu, mais il ne l'a pas été non plus comme il aurait dû l'être. Le marquis de Giral dini qui l'a hébergé s'est montré, nous l'avons vu, d'une extrême amabilité à son égard ; mais enfin ce n'était pas chez le marquis de Giral dini qu'il devait loger, c'était au palais ducal. Que la crainte de déplaire aux Autrichiens ait empêché le duc de donner asile à l'envoyé de sa nièce, c'est ce que Marie-Béatrice ne comprendra pas. A son avis, les Autrichiens eux-mêmes « ne pouvaient être assez inhumains pour lui chercher querelle à ce sujet » (6). Dans une lettre que, contrairement à son habitude, elle écrit en français, elle laisse voir à son oncle combien elle en a été contrariée : « Je ne doute point », dit-elle, « que la conjoncture dans laquelle le Comte de Perth est arrivé à Modène n'ait empêché que vous ne l'ayez fait l'accueil qu'il auroit reçu dans un autre temps, et je veux croire que la contrainte dans

(1) Carlo Barberini, né à Rome en 1630. Neveu de deux cardinaux : Francesco et Antonio Barberini, et oncle du cardinal Francesco *junior* Barberini. Créé cardinal-diacre en 1652, et déjà protecteur des moines célestins, de ceux de Saint-Bernard, des chanoines réguliers de Latran, de la *Santa Casa* de Lorette, et des royaumes d'Irlande et de Savoie. Cf. Gaetano Moroni, *Op. cit.*, vol. IV, pp. 113-114.

(2) Francesco d'Este, le père de Rinaldo, avait épousé en troisièmes nocces Lucrezia Barberini, sœur du cardinal Carlo, et Rinaldo était né de cette union.

(3) *Carte Papers*, N° 209, fol. 296.

(4) *Ibidem*, N° 210, fol. 607.

(5) *Ibidem*, N° 209, fol. 296.

(6) *Ibidem*, N° 181, fol. 615-617.

laquelle vous vous estes trouvé pour sa réception vous a esté aussi facheuse qu'a moy même » (1).

La réprimande de la nièce fera réfléchir l'oncle, qui chargera Mgr Martiani de présenter ses excuses au comte de Perth (2).

Ce dernier ne se fait du reste aucune allusion sur les sentiments réels de Rinaldo. Le duc de Modène lui donne nettement l'impression d'un homme « qui hésite entre deux partis, et qu'en voulant ainsi rester en bons termes avec tout le monde, il finira par mécontenter les uns et les autres » (3).

Le comte de Perth n'avait pas tort de se méfier du duc de Modène, et l'avenir allait amplement corroborer l'opinion médiocre qu'il avait de ce personnage. A en juger d'après les lettres de l'abbé Rizzini, l'envoyé de Modène à la cour de Saint-Germain, la reine Marie-Béatrice eut d'abord toutes les peines du monde à se faire rembourser la part qui lui revenait de la succession de son frère, et ce n'est qu'en février 1697 qu'elle reçut un petit acompte de mille doublons. Le reste viendrait plus tard. Il ne vint que trois ans après : d'abord un second acompte en février 1700, et le complément de la somme durant l'été qui suivit. Mais la reine ne reçut jamais tout ce à quoi elle avait droit ; elle devait mourir sans voir la fin des négociations conduites à ce sujet entre Saint-Germain et Modène (4).

Du reste, le duc Rinaldo, qui en novembre 1695 épouse une princesse hanovrienne, Charlotte Félicité, fille aînée du duc de Brunswick-Lunebourg, va s'orienter de plus en plus vers les ennemis de Louis XIV et des Stuarts, quitte à implorer l'intervention de sa nièce quand la fortune des armes le mettra dans une situation critique (5).

Bref, le comte de Perth l'avait bien jugé : Son Altesse Sérénissime est un homme à double face, et partant assez méprisable.

Quant à l'affaire de la protectorerie, comme nous allons le voir en accompagnant Perth à Rome, elle ne sera pas réglée de sitôt.

Dans le courrier que l'abbé Walter Innes (6) lui remet au lendemain de son arrivée à Rome, Perth trouve, en plus d'instructions détaillées, une lettre de créance pour le pape, où la position qu'il devra

(1) *Calendar of Stuart Papers*, p. 102.

(2) *Carte Papers*, N° 209, fol. 338.

(3) *Ibidem*, fol. 299.

(4) Cf. Martin Haile, *Op. cit.*, pp. 316-317, 326, 341-343.

(5) L'occupation de Modène par Vendôme en 1702.

(6) L'un des six frères de l'abbé Louis Innes, dont nous avons parlé plus haut. Ancien élève du collège écossais de Rome, missionnaire en Ecosse en 1688, emprisonné en 1690, banni en 1691, à Rome dès 1692, où il s'occupe des affaires du roi Jacques avec l'abbé W. Leslie. Parti au-devant de Perth, il l'avait croisé sans le savoir à Spolète, avait continué jusqu'à Assise, où informé de son erreur il avait rebroussé chemin, et était arrivé à Rome un jour après Perth.

occuper à la cour romaine est clairement définie. Le roi Jacques a soin de faire remarquer dans cette lettre qu'il profite simplement d'un voyage que Perth a entrepris de sa propre initiative, « afin de vénérer le tombeau des Apôtres et de baiser les pieds sacrés de Sa Sainteté ». Il rappelle aussi que ce gentilhomme « a supporté chrétiennement les longues misères de la prison pour la religion catholique et son loyalisme inébranlable ». Puis il continue : « Nous avons jugé bon, non seulement de le recommander de tout notre cœur à votre bienveillance, mais de lui confier nos pensées intimes et les secrets de nos affaires, afin qu'il les transmette de notre part à Votre Béatitude, et nous la supplions de faire entière confiance au dit comte en tout ce qui nous regarde ». Il convient du reste, ajoute le monarque, que la mission de Perth demeure secrète, et qu'on ne la souligne par aucune pompe extérieure, et ceci pour deux raisons qui sont : la situation critique où se trouve la cour de Saint-Germain, et la nécessité de sauvegarder les biens du comte en Ecosse. Mais cela ne doit pas empêcher le pape de le recevoir comme l'envoyé du roi, de l'écouter et de lui parler en toute confiance (1).

Le comte de Perth est donc bien en fait, mais seulement pour le pape et les quelques personnes qui sont déjà, ou qu'il sera nécessaire de mettre, dans le secret, l'envoyé de la cour de Saint-Germain ; mais pour le reste du monde, il n'est et ne doit rester qu'un fils de l'Eglise catholique venu déposer ses hommages aux pieds du père commun des fidèles. Sa situation, on le voit, est assez délicate : il lui faudra, pour ne pas se trahir, s'entourer de beaucoup de prudence, mesurer ses paroles et se méfier des espions.

Quelles sont maintenant ses instructions ?

D'abord, puisque sa mission doit rester secrète, il aura soin de se concerter avec l'abbé William Leslie (2), sur la façon d'obtenir une audience du pape sans éveiller les soupçons.

De plus, étant donné les relations du roi Jacques avec Louis XIV, il convient qu'avant l'audience du saint-père, le comte rende visite au cardinal Janson, lequel connaît son arrivée à Rome et un peu aussi l'objet de sa mission. Mais il faut que cette visite soit faite avec beaucoup de discrétion, afin qu'on ne sache pas qu'il est commissionné par le roi, ce qui exciterait la jalousie.

(1) *Carte Papers*, N° 210, fol. 613. La lettre est en latin.

(2) Perth lui avait écrit de Venise le 4 avril 1695 : « J'espère que vous aurez la bonté de me conseiller sur de nombreux points où je suis dans l'ignorance absolue, et c'est ce qui m'encourage à me rendre dans cette ville où vous avez si longtemps vécu ». (*Perth's Correspondence at Blairs College*, N° 13).

Ceci fait, et quand le pape le recevra, il s'efforcera, après lui avoir présenté sa lettre de créance, de lui faire bien comprendre que le roi, son maître, a perdu son royaume uniquement parce qu'il était catholique. Ce point est important, et si l'on a choisi le comte de Perth pour remplir cette mission, c'est précisément parce qu'on espère qu'ayant été lui-même témoin oculaire et victime de la révolution de 1688, ses paroles feront plus d'impression sur Sa Sainteté.

Après ce préambule, le comte abordera le point capital, « qui est d'empêcher que le pape ne soit amené par surprise, ou autrement », à laisser Louis XIV et les alliés conclure un traité de paix d'où le roi Jacques serait exclu. Permettre une telle paix, ce serait en effet sanctionner une grave injustice, et comme on ne peut faire le mal même pour un plus grand bien, il y a donc là pour le pape un devoir absolu ; d'autant plus que, s'il voulait assister le roi, celui-ci serait très probablement vite rétabli. Ceci, Perth devra le lui dire, et quelle que soit d'ailleurs la réponse du saint-père, l'assurer que le roi lui restera toujours fidèle et soumis.

A côté de cette affaire principale, le comte de Perth devra encore s'occuper de quelques questions secondaires : d'abord celle de la protectorie, sur laquelle il demandera conseil à l'abbé Leslie ; ensuite celle des subsides à obtenir pour les catholiques des trois royaumes qui ont suivi le roi en exil, et qui sont dans la misère ; enfin il y aura à régler le cas de Mgr Ellis (1), lequel s'attarde à Rome alors qu'il devrait retourner en Angleterre, où l'attend sa charge pastorale. S'il en parle, il faudra l'encourager à le faire (2).

Voilà un beau programme, et que Perth, « avec la grâce de Dieu s'efforcera d'exécuter aussi ponctuellement que possible » ; il est résolu « à obéir à ses ordres avec toute la fidélité et tout le zèle dont il est capable » (3).

Mais, avant de pouvoir s'occuper des autres, il lui faut régler une question qui le concerne personnellement : quel titre veut-il qu'on lui donne ? Mgr Caprara (4) s'en inquiète. Si Perth désire être traité com-

(1) Philip, en religion Michael, Ellis était le 3^e fils de John Ellis, l'auteur de *Vindiciae Catholicæ*. Après sa conversion, il étudia au collège de Douai, est ordonné prêtre, envoyé comme missionnaire en Angleterre, où en 1687 Jacques II le nomme vicaire-apostolique du district de l'ouest. Evêque en 1688, arrêté et emprisonné à la Révolution, il s'échappe, reste un moment à Saint-Germain, puis gagne Rome, où il est l'agent officieux de Jacques II. Cf. *Dict. of Nat. Biog.*, vol. XVII, pp. 287-289.

(2) *Carte Papers*, N° 210, fol. 611-612.

(3) *Ibidem*, N° 209, fol. 298.

(4) Alessandro Caprara, né à Bologne en 1626, de famille patricienne. Auditeur de Rote et Préfet de la Pénitencerie. Il sera créé cardinal par Clément XI le 27 mai 1706. (Gaetano Moroni, *Op. cit.*, vol. IX, p. 217).

me chancelier, le titre d'Excellence lui est indubitablement dû ; seulement, dans ce cas, il lui faut un train conforme à cette qualité.

A ceci Perth répond que, vu la situation où elle se trouve, Sa Majesté ne peut assurer à ses serviteurs un traitement en rapport avec l'emploi qu'ils occupaient en Grande-Bretagne ; que d'ailleurs il a lui-même souffert dans ses biens comme dans sa personne, et que, s'il est venu à Rome, c'est pour y trouver la sécurité en pays neutre, et non pour y faire figure. Aussi, qu'on lui donne ce qui est dû à un comte, il ne désire rien de plus.

Toutefois, si Perth n'exige que cela, il ne s'opposera pas à ce que, à l'occasion, on lui accorde davantage ; et quand, par exemple, le cardinal Barberini lui donne de l'Excellence, « il le laisse faire, car, s'il protestait, il aurait l'air de refuser un titre dont le prince d'Orange ne peut pas le priver, et que son maître, le roi Jacques, n'a jamais révoqué » (1).

Cette question d'étiquette une fois réglée, on passe aux affaires sérieuses, et d'abord à celle de la protectorerie.

Au terme d'un premier entretien que Perth a le 9 mai avec l'abbé Leslie et Mgr Caprara, ce dernier aborde le sujet. Il n'a pas voulu, dit-il, prendre sur lui de recommander qui que ce soit en particulier ; il s'est contenté de faire valoir les titres de trois ou quatre personnes qu'il a jugées susceptibles d'occuper cet emploi.

L'abbé Leslie, avec qui Perth en parle dans la suite, est d'un avis différent : il estime qu'il vaut mieux remettre cette affaire à plus tard, et laisser au roi le temps de la considérer sous toutes ses faces. La question n'est pas si simple : le cardinal Barberini, selon toute apparence, aimerait mieux voir son neveu (2) dans cet emploi, que de l'occuper lui-même. D'ailleurs, il ne peut pas abandonner complètement la Savoie pour l'Angleterre. Leslie préférerait, quant à lui, que l'on eût, non pas un, mais trois protecteurs : un pour l'Angleterre, un pour l'Ecosse, et un pour l'Irlande (3).

Perth avoue ne point partager cette opinion, qui, du reste, n'est pas en faveur à la cour de Saint-Germain où l'on voudrait « un seul et même protecteur pour les trois royaumes » (4).

Et le cardinal Barberini, que pense-t-il de tout ceci ? Perth ne saurait le dire exactement. Au cours de l'entrevue qu'ils ont le soir

(1) *Carte Papers*, N° 209, fol. 300.

(2) Le cardinal Francesco *junior* Barberini, fils aîné de son frère cadet Maffeo.

(3) *C. P.*, N° 209, fol. 299.

(4) *Ibidem*, N° 210, fol. 607.

du même jour, le cardinal parle « avec tout le respect imaginable des liens qui attachent sa famille à la cause de la Grande-Bretagne, de l'estime qu'il a pour la personne du roi Jacques, et de son zèle pour les intérêts du monarque » ; il dit « combien il serait fier d'occuper un poste, quel qu'il soit, où il pourrait rendre service à Sa Majesté » (1). Mais Perth, sentant qu'on veut l'amener à parler d'affaires, et craignant toujours pour le secret de sa mission, se maintient dans les généralités, si bien que ni d'un côté ni de l'autre on n'aborde le vif du sujet.

Une autre conversation qu'ils ont quelques semaines plus tard aboutit au même résultat. « Je crois bien », dit Perth, que le cardinal avait envoyé chercher, « que c'était pour me parler de la protectorerie ; mais ni son Eminence ni moi n'en avons fait mention » (2).

Dans ces conditions on conçoit que l'affaire ait pu traîner longtemps. En fait, c'est Mgr Caprara qui, en 1706, devait finir par occuper cet emploi ; et ceci n'était pas pour déplaire à Perth, car il dira un jour, après six mois passés à Rome : « Quant à Mgr Caprara, personne n'est plus disposé que lui à me rendre service, et, sans cette circonstance fâcheuse que, sa famille étant entièrement dévouée à l'empereur, il est de ce chef un peu suspect, j'aimerais mieux qu'on se servît de lui que de n'importe quel autre » (3).

A vrai dire, Perth est assez intrigué par la façon dont Caprara se comporte à son égard. Dès le premier contact, il a constaté que le prélat semblait animé d'un grand zèle pour le service du roi Jacques. « Il a été très franc », dit-il, « appelant toujours le roi *notre roi*, et se déclarant prêt à faire pour moi tout ce qu'il pourrait » (4). Plus tard Caprara lui a dit avoir des ordres de Caryll pour lui avancer de l'argent, et il s'emploie de son mieux à lui procurer des audiences du pape (5).

Tout cela serait très bien si, par ailleurs, le zèle de Caprara ne menaçait de devenir indiscret. Mais Sa Grandeur a parfois des prétentions que Perth ne peut pas ne pas trouver un peu exorbitantes. « Il a l'air », dit-il, « de se croire chargé des affaires de Sa Majesté auprès de cette cour, comme l'était jadis my lord Melfort » (6). D'après lui, Perth ne devrait pas voir le pape avant de savoir assez l'italien pour pouvoir lui parler en cette langue. Le comte regimbe : car, s'il com-

(1) *Carte Papers*, N° 209, fol. 300.

(2) *Ibidem*, N° 209, fol. 313.

(3) *Ibidem*, fol. 357.

(4) *Ibidem*, fol. 299.

(5) *Ibidem*, fol. 317, 321-322.

(6) *Ibidem*, fol. 299.

prend déjà tout ce qu'on lui dit en italien, il lui faudrait un certain temps pour être à même de s'exprimer passablement (1). D'ailleurs le cardinal Albani, qui assistera à l'audience, pourra servir d'interprète. Mgr Caprara compte bien en être également, « mais », dit Perth, « je puis facilement éviter ceci ».

Bref, si Perth est intrigué par la conduite de Caprara, celui-ci ne l'est pas moins par le mystère dont s'entoure celui-là. Ils se trouvent dans la situation légèrement comique de deux hommes, dont chacun se demande à propos de l'autre : qui est-il en fin de compte, et quel est son rôle ici ?

« Mgr Caprara », écrit Perth à Jacques II le 26 juillet 1695, « se donne toutes les peines imaginables pour savoir en quelle qualité Votre Majesté m'emploie ici » (2).

Mais voici qui va, pour Perth du moins, éclaircir la situation. Caryll, sur l'ordre du roi, lui répond le 15 août, et lui explique comment Mgr Caprara s'est trouvé amené à s'occuper des affaires de Sa Majesté.

Après le départ de lord Melfort, en 1691, les affaires du roi à la cour papale avaient été confiées à sir John Lydcott. Mais les frais de sa charge incombant aux finances royales à une époque où l'argent était déjà rare à Saint-Germain, Caprara, qui était alors l'homme d'affaires de la reine Marie-Béatrice, après avoir été celui de sa mère, la duchesse de Modène, vit l'occasion propice pour intervenir. Il offrit ses services au roi qui les accepta volontiers. Et c'est ainsi qu'il est devenu l'agent de ses *affaires ordinaires* près de la cour de Rome (3).

Perth respire : « Je suis heureux », écrit-il le 6 septembre, « de connaître la qualité du mandat de Mgr Caprara, et qu'il se borne à ce que vous dites » (4).

Mgr Caprara n'est d'ailleurs pas le seul à vouloir pénétrer le secret de la mission du comte de Perth ; l'évêque Ellis est tout aussi curieux. Seulement, après une tentative infructueuse, au cours de leur première entrevue, il n'insiste pas. « Je ne vois l'évêque Ellis que bien rarement », dit Perth, « et, soit incrédulité, soit dissimulation, il n'insinue plus jamais qu'il me soupçonne d'être ici pour le service du roi » (5).

(1) Il prendra du reste des leçons durant son séjour à Rome. Son maître d'italien, et celui de sa femme, sera un ex-chanoine de Tivoli, « excellent homme », pour qui il essaiera d'obtenir un bénéfice vacant à Saint-Pierre de Rome (*Perth's Correspondence at Blairs College*, N° 14).

(2) *Carte Papers*, N° 209, fol. 326.

(3) *Ibidem*, N° 181, fol. 623.

(4) *Ibidem*, N° 209, fol. 345.

(5) *Ibidem*, fol. 309.

Ce prélat, il est vrai, a d'autres soucis : il est jaloux de Mgr Caprara, auquel il a essayé jadis de se substituer ; mais le roi, « pour de nombreuses raisons », dit Caryll, « n'a pas jugé opportun de satisfaire ses désirs » (1).

Au fait, Mgr Ellis n'est pas estimé à Rome, où on le considère comme un homme de peu de valeur, ce qui ne l'empêche pas de s'obstiner à y rester. « D'après ce que j'apprends », dit Perth le 10 mai, « il n'est pas pressé de partir d'ici » (2). Quand on lui a payé sa dernière mensualité de vingt-cinq couronnes, on lui a laissé entendre que, s'il voulait se retirer dans son diocèse, on lui verserait d'avance le salaire de trois mois ; « mais lui, jugeant que c'était là une façon de le remercier une fois pour toutes, a pris son argent sans rien répondre » (3).

Le 30 août, Perth le trouve toujours « aussi peu disposé à s'en aller, à moins que la situation (en Angleterre) ne s'améliore » (4). Le roi Jacques finit par s'impatienter, et en novembre, il lui envoie l'ordre de rejoindre son poste. « J'ai reçu », dit Perth le 21 novembre, « la copie de la lettre de Sa Majesté à Mgr Ellis ; mais je crois qu'il trouvera moyen de la rendre inefficace. Il a des façons de se pousser que j'avoue ne pas comprendre. Au demeurant, il ne m'a jamais, que je sache, causé aucun préjudice. Je crois que Mgr Caprara ne fera point secret de la lettre du roi à son ami, et je me conformerai aux ordres que je recevrai, si je vois qu'il n'obéit pas » (5).

A son retour d'Albano, le 6 décembre, Perth constate que la situation n'a pas changé. Il a rencontré Mgr Ellis trois ou quatre fois par hasard depuis son retour, et un jour l'évêque est même venu exprès pour le voir, « mais jamais une seule fois il n'a parlé de la lettre du roi, ni de son intention de quitter Rome » (6). Et comme Perth n'a pour consigne que de l'encourager à partir au cas où l'évêque en manifesterait le dessein, si celui-ci s'obstine à ne rien dire, il n'y a pas de raison pour que cela finisse ! (7)

Mais si Perth n'a pas grand succès en ce qui concerne Mgr Ellis, question après tout secondaire, réussit-il du moins en ce qui fait l'objet principal de sa mission, c'est-à-dire à obtenir du pape qu'il intervienne

(1) *Ibidem*, N° 181, fol. 627.

(2) *Ibidem*, N° 209, fol. 300.

(3) *Ibidem*, fol. 309.

(4) *Ibidem*, fol. 344.

(5) *Ibidem*, fol. 363.

(6) *Ibidem*, fol. 365.

(7) En fait Mgr Ellis ne rejoignit jamais son poste. En 1705, il résigna son vicariat-apostolique entre les mains de Clément XI, qui, le 3 octobre 1708 le nomma évêque de Segni, où il mourut le 16 novembre 1726.

en faveur de Jacques II, qu'il l'aide moralement et pécuniairement ? C'est ce qu'il nous reste à voir.

Ce n'était pas la première fois, on le pense bien, que le monarque détrôné invoquait le secours de la papauté. Au lendemain de son arrivée en France, dès le mois de février 1689, il envoyait à Rome le colonel Porter, chargé de plaider sa cause auprès du pape. Il espérait que Sa Sainteté ferait tout son possible pour réconcilier Léopold et Louis XIV, afin que celui-ci, ayant les mains libres sur le continent, pût tourner toutes ses forces contre l'usurpateur Guillaume d'Orange (1). La reine Marie-Béatrice écrivait de son côté à son oncle Rinaldo d'Este, pour qu'il décidât Innocent XI à liguier les princes catholiques dans une croisade contre la menace protestante, et à fournir des subsides qui aidassent au rétablissement du roi Jacques (2).

Vains efforts ! La vraie menace, pour Innocent XI, ne venait pas du nord mais de l'est, et la croisade pour laquelle il se passionnait était celle que Léopold faisait contre les Turcs. Pour cette guerre sainte il trouvait bien de l'argent, lui qui vivait chichement et était si économe de ses deniers (3). Mais allait-il consacrer ses ressources au rétablissement d'un prince, qui avait à ses yeux le tort suprême d'être l'allié et le protégé de Louis XIV, de cet orgueilleux roi de France, avec lequel la papauté était alors en lutte sur le terrain religieux, et qui, précisément, subventionnait les Turcs contre Léopold ?

La réponse de Rome fut donc ce que l'on devine : le pape se disait très marri de ce qui venait d'arriver au roi d'Angleterre. Il l'était d'autant plus qu'il avait conscience d'avoir été trompé par Guillaume d'Orange, et de s'être donné, aux yeux de l'univers, l'apparence d'avoir contribué au succès de l'usurpateur. N'avait-on pas écrit à la craie sur les portes du palais de St. James à Londres : « Cromwell II, par la grâce de Dieu et la faveur du Siège Apostolique, Protecteur d'Angleterre » ? Mais son affliction ne l'empêchait pas de persister à croire que la vraie cause des malheurs de Jacques II avait été son alliance avec

(1) Campana de Cavelli (marquise de), *Les derniers Stuarts à Saint-Germain*, vol. II, p. 489.

(2) *Ibidem*, II, 488.

(3) Michel Germain à Placide Porcheron : Rome, ce 2 octobre 1685..., « Samedi dernier, jour de Saint-Michel, où on épargna environ cent écus, en ne tirant qu'avec très peu de poudre les canons du Château Saint-Ange. Cette lésinerie a fait rire bien du monde, mais Nostro Signore y trouve son compte ». (M. Valéry, *Corr. inédite de Mabillon et de Montfaucon avec l'Italie*, Paris 1846, Lettre LV.

Claude Estiennot à Charles Bulteau : Rome, le 3 mars 1685,... « Il (le pape) dépense tous les jours un teston, c'est-à-dire 31 sols de France. Il n'est rien de plus modeste, et si tous ceux qui l'ont précédé avaient fait comme lui, la chambre apostolique aurait plus de pistoles qu'elle n'a d'écus ». (*Ibidem*, Lettre XXIX).

Louis XIV. Dans ces conditions, il déclarait ne pouvoir fournir aucun subside au roi exilé (1).

Celui-ci ne se tint pas pour battu, et l'année suivante, 1690, il envoyait à Rome le comte de Melfort, lequel allait d'ailleurs travailler autant pour le compte de Louis XIV que pour celui de Jacques II. Mais il ne devait guère avoir plus de succès que le colonel Porter. Alexandre VIII, qui avait succédé à Innocent XI, commence également par faire la sourde oreille, et pour les mêmes raisons. « Il ne manque pas ici d'argent ni d'autres choses qui pourraient être utiles au roi », écrit Melfort à la reine Marie-Béatrice le 28 février 1690, « ce qui manque, c'est la disposition à donner » (2). Et à Louvois, le 18 avril suivant : « Si les belles paroles étaient utiles nous en aurions un grand secours, mais pour les effets on n'est pas si libéral » (3). Enfin le saint-père se décide à envoyer, en deux fois, la somme de 20.000 couronnes, que Melfort trouve bien misérable : « J'ai décidé le pape à arroser, mais si peu que cela n'en vaut pas la peine » (4).

Mais voici, un an plus tard, Innocent XII, et l'espoir renaît. Le nouveau pape n'a qu'un désir : la paix. Il commence par la faire lui-même en 1693 avec Louis XIV, qui s'est enfin soumis. La situation paraît donc beaucoup plus favorable à Jacques II, et c'est toujours dans le même espoir de s'assurer l'appui moral et financier de la cour de Rome qu'il y a envoyé le comte de Perth.

Celui-ci réussira-t-il où son frère a échoué ? Six semaines avant de quitter Rome, et au lendemain de l'élection d'Innocent XII, Melfort écrivait : « La scène a bien changé ici depuis le dernier pontificat ; tout est maintenant à la piété et à la charité, plus de famille ni de népotisme ; et nous avons bon espoir de voir Sa Sainteté s'engager à fond dans l'intérêt du roi. En attendant, il est impossible à quiconque de parler mieux qu'il ne le fait, et il a la réputation de dire ce qu'il pense » (5).

Ceci, en juillet 1691. Mais nous sommes en mai 1695, et, dans l'interval, la diplomatie des alliés n'a pas chômé. Voici quelle est maintenant, d'après le comte de Perth, l'atmosphère de la cour de Rome : « L'artifice et l'imposture y ont présenté le cas de l'usurpateur sous un jour si faux que, soit que l'on ait résolu de paraître assez sot pour

(1) Klopp, *Fall des Hauses Stuart*, IV, 413.

(2) B. M. Add. Mss. 37660, fol. 130.

(3) B. M. Landsdowne Mss. 1163 A, fol. 77.

(4) *Ibidem*, 1163 B, fol. 97.

(5) B. M. Add. Mss. 37662, fol. 216.

se laisser imposer par la pure et franche scélératesse, soit que l'on fasse profession d'être assez pervers pour appuyer ouvertement toutes les monstrueuses injustices faites à Sa Majesté et les persécutions exercées contre ses sujets catholiques, on veut paraître persuadé ici que, pour humilier la France, non seulement tous les moyens sont légitimes, mais qu'on est tenu de les employer » (1).

Donc, nous sommes toujours au même point : l'allié de la cour de Rome, c'est l'empereur Léopold qui guerroye contre les Turcs. « Je trouve la faction autrichienne très puissante ici », dit Perth (2). L'ennemi, c'est toujours le Roi Très Chrétien, avec qui on a pu se réconcilier sur le terrain religieux, mais qui n'en reste pas moins l'adversaire de Léopold. Et de même que l'on est plein d'indulgence pour le protestant Guillaume d'Orange, parce qu'il est l'allié de l'empereur, de même on n'a que du mépris pour l'infortuné Jacques II, parce qu'il s'est mis à la remorque de Louis XIV.

Tels sont les sentiments de la cour de Rome. Et le pape, que pense-t-il de la situation ? Perth nous le dira quand il aura eu sa première audience ; en attendant, il recueille les bruits qui courent : « Le pape est si terrifié », dit-il, « par l'annonce de la venue prochaine de Russell dans ces mers, qu'il commence à parler avec plus de prudence qu'il n'avait coutume de le faire » (3).

Le 6 juin, Perth en est toujours à attendre sa première audience du pape. Mgr Caprara, qui doit la lui procurer, est si affairé par ailleurs qu'il trouve toujours un prétexte pour la remettre au lendemain. Le saint-père est lui-même fort occupé en ce moment : il lui faut recevoir les nombreux prélats qui veulent quitter Rome avant la venue des grandes chaleurs, et cela lui prend la majeure partie de son temps.

En attendant une audience qui ne vient pas, Perth a la désagréable surprise, lui qui tient tant à ce que sa mission reste secrète, de lire dans la *Gazette de Venise*, organe des partisans de Léopold, un article où on le représente comme venu à Rome pour demander le secours du pape en faveur de Jacques II ! Et Perth de s'indigner : « Jugez de la vérité de leurs nouvelles, quand si près de Rome un mensonge aussi notoire a cours ». Et il voit déjà la nouvelle gagnant la Hollande, puis l'Angleterre, et ses amis en Ecosse « traités comme si elle était vraie » (4).

(1) *Carte Papers*, N° 209, fol. 299.

(2) *Ibidem*, fol. 300.

(3) *Ibidem*, N° 209, fol. 300. L'amiral Russell allait en effet venir croiser dans les eaux italiennes, afin d'inspirer aux Romains une crainte salutaire. Perth écrit à sa sœur le 30 juin 1695 : « Il y a 20 jours que Russell est dans ces mers, mais jusqu'ici il n'a encore rien tenté ». (W. Jerdan, *Op. cit.*, p. 83).

(4) *Ibidem*, fol. 309.

Est-elle donc si fausse ? Oui, dit Perth, puisque je n'ai pas encore vu le pape en particulier. Non, pourrait-on lui répondre, puisqu'en fait, si vous êtes venu à Rome, c'est bien un peu pour cela. Ce « mensonge notoire » n'est donc, si l'on peut dire, qu'une vérité « prématurée » : Perth le sent bien, au fond, et d'avoir été ainsi démasqué est précisément ce qui le vexe. Ceci ne l'empêche pas du reste d'ajouter presque aussitôt : « Je ne crois pas que personne me soupçonne d'être ici en mission ; aussi nous pouvons être tranquilles sur ce point » (1). Confiance d'autruche ? Cela en a bien l'air. Car comment peut-il espérer échapper à la clairvoyance d'un milieu aussi averti que celui de la cour de Rome ?

Cette cour, il continue d'en sonder les dispositions, et l'examen n'a rien d'encourageant. A part le cardinal Janson qui, en tant que représentant de la France, a mis l'optimisme dans son programme, les autres, même s'ils sont pour Jacques II, ne se font guère d'illusion sur la fin de l'aventure ; par exemple Mgr Caprara, dont Perth dit : « Je trouve, s'il est sincère avec moi, qu'il n'a aucune sorte d'espoir en la restauration du roi ».

Done, sauf quelques rares amis, dont la plupart sont sceptiques, la cour de Rome est hostile. « Tout le monde ici », dit Perth, « si l'on peut appeler de ce nom la proportion de six pour un, se montre très froid pour nos intérêts ». Quand il parle de l'injustice dont le roi est victime, on lui répond froidement : « Oui, on est injuste à son égard ». Et c'est tout. La grande préoccupation est de savoir comment obtenir la paix. Pour le reste, on dit : « Le prince (de Galles), s'il vit, régnera sans doute ; mais comment se débarrasser de Guillaume d'Orange ? Il a le pouvoir ; il est brave et avisé, et il sait s'y prendre pour gouverner l'Angleterre. Il est le maître de la Hollande, et le ciment qui unifie les intérêts différents de la Grande Alliance. Même si les alliés le lâchaient, et si l'Angleterre s'agitait, il a de l'argent en réserve, une armée à sa dévotion, et il mettra l'Europe sens dessus dessous, si on ne le laisse pas jouir jusqu'au bout du pouvoir qu'il a usurpé. Voilà ce qu'on dit communément, et ceux mêmes que nous considérons comme de fermes partisans, insinuent que cela est raisonnable » (2).

Les amis de l'Autriche vont plus loin. Ils essaient par tous les moyens de persuader au pape que le prince d'Orange n'est pas ennemi des catholiques, et qu'il n'a d'autre dessein que de se maintenir sur le trône d'Angleterre. Ainsi Mgr Caprara lui-même, en demandant au

(1) *Carte Papers*, N° 209, fol. 309.

(2) *Ibidem*, fol. 308.

pape de recevoir le comte de Perth, lui a dit que, si Guillaume avait interdit à celui-ci de se rendre en France, il lui avait cependant permis d'aller à Rome. Ce qu'entendant, Perth a un sursaut d'indignation. « Je lui ai dit », déclare-t-il, « qu'il n'en était nullement ainsi, mais que j'étais banni purement et simplement. Je puis aller en France si je veux ; le danger provient d'un Acte récent du Parlement, non d'une interdiction. Le prince d'Orange ne désire aucunement que je sois ici, car il n'aime pas plus le pape que la France ». — « Oh ! mais », s'est écrié Caprara, « il ne faut pas dire cela au pape ». — « Si, je le lui dirai », a répondu Perth, ajoutant que « tous ceux qui voudraient faire passer Guillaume pour un ami des catholiques, trahissent à la fois le roi Jacques et la vérité ».

Caprara est bien ennuyé. « Le vieillard », dit-il (c'est du pape qu'il s'agit), « semblait si content de savoir qu'on vous avait permis de venir ici ; il ne faut pas contredire une nouvelle qui lui a paru si agréable ». Mais Perth est catégorique : il détrompera le pape, et lui montrera comment les missionnaires catholiques sont bannis de l'Angleterre. Sur ce point, du reste, le P. Lesley (1), dans son rapport au saint-père, « a pris », dit Perth « trop de précautions oratoires, comme je le lui ai reproché assez nettement, lui disant que pas un jésuite en Grande-Bretagne n'aurait agi comme il l'a fait ». Il dira au pape que, dans ses discours publics, Guillaume déclare avoir banni le papisme et la tyrannie, et que c'est en se vantant ainsi d'être l'ennemi du papisme qu'il compte garder son pouvoir usurpé. Il le dira, bien qu'on lui ait fait savoir indirectement que, s'il cherchait à faire apparaître l'empereur Léopold comme un fauteur de l'hérésie, il s'attirerait quelque malheur. Perth se rit de ces menaces. « Avec la grâce de Dieu », dit-il, « je consacrerai, sans rien craindre, toutes les forces de mon zèle à défendre la cause du roi » (2).

Il est assez piquant de voir le comte de Perth, âme intransigeante et sans détours, aux prises avec les finesses de la politique romaine, dont le spectacle lui arrache cette remarque : « L'intérêt ne règne que trop universellement dans le monde entier, mais ici il est tyrannique » (3).

Enfin, le 7 juin à sept heures du matin, le comte de Perth qui n'espérait plus l'avoir si tôt, obtenait sa première audience du pape.

(1) Le P. William Aloysius Lesley (ou Leslie) S.J., recteur du collège écossais de Rome de 1674 à 1683, et de 1692 à 1695, cousin de l'abbé William Leslie, avec lequel il ne faut pas le confondre, car les deux hommes étaient de grands adversaires en politique.

(2) *Carte Papers*, N° 209, fol. 309, et 307 collé là par erreur.

(3) *Ibidem*, fol. 307

Voici, d'après le compte-rendu qu'il expédie le soir même, ce qui s'est passé au cours de cette audience.

Perth commence par faire au pape, « et bien à contre-cœur », un récit détaillé de ses souffrances personnelles, ceci sur les conseils du cardinal Janson, et afin d'engager le saint-père à écouter le reste avec d'autant plus d'attention.

Puis, après avoir conjuré Sa Sainteté de garder le secret, et lui avoir présenté sa lettre de créance, il lui dit, au nom du roi, tout ce qu'il croit pouvoir l'amener à se faire une juste idée des souffrances de ce monarque, « lui démontrant qu'aucune puissance terrestre n'aurait pu porter préjudice au roi, sans le concours des princes catholiques, lesquels eussent été d'ailleurs impuissants, si le roi avait été de la religion de ses Etats ».

Le pape en paraît fermement convaincu et déclare « que le roi est un saint ». — « S'il en est ainsi », dit aussitôt Perth, « tout ce que Votre Sainteté peut faire pour lui n'est que trop peu de chose ». Or, continue-t-il, on parle beaucoup de paix à Rome en ce moment, et d'une paix dont les conditions, si elles étaient acceptées ou seulement tolérées par le pape, entacheraient la réputation de Sa Sainteté et feraient blâmer le Siège Apostolique.

« C'est vrai », dit le saint-père, « mais que pouvons-nous faire ? J'ai fait et je ferai ce qui, humainement parlant, est possible, mais les princes catholiques ne veulent pas m'écouter. Ils ont perdu le respect que l'on avait jadis pour les papes. La religion a disparu et une pernicieuse politique s'est installée à sa place ».

A quoi Perth répond « que Sa Sainteté peut cependant empêcher une paix d'où le roi Jacques serait exclu ».

« Dieu sait », dit le pape, « que pour restaurer le roi, je donnerais mon sang ! Mais les chrétiens », répète-t-il, « ont perdu tout respect pour nous ». Et il continue : « Comment peut-on croire que je consente jamais à une paix qui exclurait ce bon roi de ses justes droits ? A Dieu ne plaise ! A Dieu ne plaise ! Mais qu'advient-il de tout ceci ? Le prince d'Orange est le maître, il est l'arbitre de l'Europe. L'empereur et le roi d'Espagne sont ses sujets, pis que cela, ses esclaves. Ils ne veulent, ni n'osent risquer de lui déplaire ». Et le saint-père de frapper par deux fois sur la table et de soupirer. « Si Dieu », dit-il, « n'intervient pas par quelque effet de sa toute-puissance, nous sommes perdus ». Et comme Perth le prie de considérer que la guerre actuelle est en

réalité une guerre de religion, « ceux qui ne le voient pas sont aveugles », répond le pape.

Pour conclure, Perth lui expose la situation lamentable de ces pauvres catholiques qui, ayant suivi leur maître en exil, sont maintenant réduits à une extrême misère. « Dieu les aide ! » dit le saint-père, « mais que puis-je faire ? Si je faisais quelque chose, on me reprocherait de favoriser la France qui cherche à dominer tout le monde ». Il déclare cependant que tout ce que Perth a dit est très raisonnable, et qu'il y réfléchira (1).

Ainsi se termine cette première audience, où Innocent XII se montre à nous tel qu'il est : sincèrement apitoyé par l'infortune de Jacques II, et ardemment désireux de lui venir en aide, mais paralysé par les nécessités d'une politique qui, elle, est impitoyable au vaincu (2). Père commun des fidèles, au cœur compatissant, qui ne connaît d'autres parents que les pauvres, et qui mourra béni de tous, il voudrait que la concorde règne entre les princes de l'Europe, mais ceux-ci ne l'écoutent pas. Au fond, il n'aime pas et ne peut pas aimer le prince d'Orange, qu'il sait bien être le champion du protestantisme ; par contre, quand on lui présente le portrait du jeune prince de Galles, le fils de Jacques II, il le prend dans ses mains et le baise en disant : « Je voudrais bien espérer voir cet ange rétabli dans ses justes droits » (3). Mais que peut-il pour lui, et que peut-il contre l'usurpateur ?

Quant à Perth, il emporte de cette audience la conviction que le pape « ne consentira, ni même ne tolérera jamais une paix qui puisse frustrer Sa Majesté de ses justes droits, et c'est un grand point », dit-il. Pour ce qui est de l'argent, « il espère qu'avec le temps, il y aura moyen d'obtenir quelque chose ».

Et maintenant, il va rendre visite à quelques-uns des cardinaux, qu'il a des raisons de croire favorables à Jacques II, et « il s'efforcera de les éclairer, afin qu'ils se fassent une idée exacte de la situation » (4).

Le résultat de ces visites est assez réconfortant. Voici en effet ce qu'il écrit le 5 juillet, au sortir d'une audience du cardinal Spada (5), à qui d'ailleurs il ne s'est point donné comme l'envoyé du roi, mais

(1) *Carte Papers*, N° 209, fol. 306.

(2) Telle a toujours été l'attitude d'Innocent XII vis-à-vis de Jacques II, et ce que dit lord Perth, les agents qui l'avaient précédé, sir John Lydcott, le cardinal Howard et Mgr Ellis, l'avaient déjà dit. (Cf. Macaulay, *Hist. of England*, Tauchnitz Ed., 1855, vol. VII, p. 78).

(3) Perth à sa sœur : Rome, 10 mars 1696. (W. Jerdan, *Op. cit.*, p. 104).

(4) *Carte Papers*, N° 209, fol. 306.

(5) Fabrizio Spada, né en 1643 ; nonce à Turin, puis à Paris ; cardinal en 1675 ; choisi comme secrétaire d'Etat par Innocent XII ; meurt le 15 juin 1717. (Gaetano Moroni, *Op. cit.*, vol. LXVIII, pp. 20-21).

simplement comme un homme « ayant le souci des intérêts de Sa Majesté ». Le cardinal a été très franc avec lui. « Il m'a dit », rapporte le comte, « que lui, et plusieurs autres qui ont part aux affaires, étaient convaincus que les infortunes du roi n'étaient dues qu'à sa religion, que le prince d'Orange était un fourbe et un tyran, et que s'allier avec lui c'était se rendre coupable d'impiété au suprême degré ; que par contre il allait de l'intérêt et de l'honneur de la cour romaine de servir sincèrement le roi (Jacques), et qu'ils s'efforceraient de montrer que telle était leur conviction ».

Et comme Perth exprimait la crainte que, pour la signature de la paix, les alliés ne traitassent le pape, comme on le fait parfois en ce qui concerne les dispenses (1) ; qu'on ne le mît en face d'une situation irrémédiable, et qu'on ne lui demandât ensuite son consentement, le cardinal a répondu « qu'il espérait qu'on prendrait les mesures nécessaires pour obvier à un pareil malheur ». Car le pape, a dit Spada, comprend parfaitement que le prince d'Orange, bien qu'il ait surtout pour but de conserver le fruit de son usurpation, n'en vise pas moins à ruiner l'Eglise catholique. Aussi est-on disposé à Rome à faire tout son possible pour sauvegarder les intérêts de Jacques II. Si on ne peut lui être d'un grand secours, du moins ne permettra-t-on pas qu'il soit lésé par une paix conclue à son détriment (2).

Voilà de belles paroles, se dit Perth ; mais il voudrait obtenir du saint-père une déclaration expresse, et c'est pourquoi il va lui demander une nouvelle audience.

Et voici que brusquement l'affaire de Casal (3) met la cour de Rome en rumeur, et les commentaires vont leur train : les uns, et ce sont les plus clairvoyants ou les renseignés, prétendent « que c'est par suite d'une collusion, et que la paix est très proche » ; d'autres font observer « qu'il faut que le corps entier soit bien malade pour que l'estomac rende ce qu'il avait absorbé de si bon appétit » ; d'autres enfin, « de ce succès des alliés sur un point, concluent à leur triomphe sur tous les autres, et supposent hardiment que le prince d'Orange est déjà maître d'Ypres ou de Dunkerque ». Ce que Perth voit nettement, pour

(1) Il cite le cas du duc de Parme qui va épouser sa belle-sœur ; s'il était exact, comme le dit Burnet, que Perth eût commis la même offense, on ne comprendrait pas bien qu'il se serve de cette comparaison.

(2) *Carte Papers*, N° 209, fol. 315.

(3) On se rappelle que la place de Casal fut, le 9 juillet 1695, et sur l'ordre de Louis XIV, livrée par son gouverneur, M. de Crénan, au duc de Savoie, Victor-Amédée, qui en fit raser les fortifications avant de la restituer au duc de Mantoue, à qui le roi de France l'avait achetée.

sa part, c'est qu'il faut à Guillaume quelque belle victoire pour raffermir sa situation en Angleterre (1).

Les événements, nous le verrons plus loin, vont malheureusement lui donner raison.

Mais, quel que soit le sort des batailles, le comte de Perth n'en continue pas moins de faire tout son possible pour servir son maître sur le terrain diplomatique. Il a promis « de ne pas rester oisif », et il tient sa promesse. La lettre du 20 juillet, où il parle de l'affaire de Casal, rend également compte de la deuxième audience que le saint-père lui a accordée.

Perth a lu au pape un assez long mémoire, dont voici la substance : il rappelle à Innocent XII qu'il lui a jadis demandé deux choses, de n'accepter qu'une paix qui sauvegarde les droits de Jacques II, et de vouloir bien soulager pécuniairement les pauvres sujets catholiques qui ont suivi Sa Majesté en exil. Il aurait attendu la réponse de Sa Sainteté, sans l'importuner davantage, si depuis lors ne s'étaient produits deux événements « de grande conséquence pour l'intérêt du roi, et auxquels Sa Sainteté seule peut apporter remède » (2).

Le premier, dont le saint-père doit déjà être informé, est que le prince d'Orange a lancé récemment une sévère proclamation ordonnant à tous les prêtres catholiques d'Ecosse de quitter immédiatement la Grande-Bretagne, avec défense d'y rentrer sous peine de mort, et qu'il a également banni tous les jésuites. « Le roi, mon maître », dit Perth dans son Mémoire, « fait remarquer à juste titre que ceci est plus funeste que de faire pendre quelques prêtres, car enlever les ecclésiastiques du royaume, c'est déraciner complètement la vraie religion, ainsi qu'il est évident pour tout le monde » (3).

Le second événement est que, par suite de l'extrême indigence où il se trouve, le roi s'est vu contraint de congédier les officiers et autres gentilhommes qui s'étaient mis à son service, en attendant qu'une occasion s'offrît de risquer leur vie pour sa restauration. Et cependant, bien qu'ils fussent des gens de qualité, ils se contentaient d'une paie bien médiocre, « la moitié de ce qu'on alloue par jour à un valet de pied à Paris ». Mais, cette misérable solde, le roi ne peut plus la leur donner, et le voilà forcé, « pour sauver le corps, de supprimer les bras qui devaient le défendre ». Quelle souffrance pour lui et pour ces braves

(1) *Carte Papers*, N° 209, fol. 321.

(2) *Ibidem*, fol. 323.

(3) *Ibidem*.

soldats ! Et ce n'est pas tout : Sa Majesté avait pu jusqu'ici accorder de petites pensions aux veuves et aux orphelins de ceux qui étaient tombés en combattant pour Elle, et voici que maintenant les choses en sont venues au point qu'il lui faut également les abandonner à leur triste sort (1).

Et Perth adresse un pressant appel à la charité du saint-père qui est le seul espoir de ces infortunés. Il supplie instamment le pape de leur envoyer un secours qui, s'il est prompt, arrivera bien opportunément. Ainsi Sa Sainteté montrera qu'elle est bien le pasteur qui prend soin de ses enfants dans la détresse, et elle fera taire « les hérétiques, les rebelles et les traîtres » qui se moquent de ceux qui souffrent pour leur religion. « Veuillez », dit Perth en terminant, « m'accorder une réponse, afin qu'on ne croie pas que je néglige mon devoir envers mon Maître et mes compatriotes ». Car la charité du saint-père est si connue dans le monde entier que, si l'on n'est pas soulagé par lui, on n'en peut conclure qu'une chose, c'est qu'il n'est pas mis au courant de la situation telle qu'elle est (2).

Ainsi s'exprime le comte de Perth ; et que répond le pape ? Le pape se plaint amèrement des princes catholiques qui s'allient à Guillaume d'Orange. Il affirme qu'il risquera tout plutôt que de voir le roi Jacques lésé par un traité de paix. Il dit que Dieu châtiara sévèrement l'empereur et le roi d'Espagne pour ce qu'ils font ainsi contre Sa Majesté et en faveur des hérétiques ; « car il voit bien que cette politique charnelle et perverse de princes intéressés menace de ruiner la religion » (3).

Protestations de dévouement, justes sévérités, paroles vengeresses : et après ? Après, c'est un bref que Sa Sainteté adresse au roi Jacques, et que Perth lui expédie le 26 juillet, un bref tout plein de paternelles consolations. Et l'argent ? « Je voudrais », dit Perth, « qu'il eût envoyé cent mille couronnes avec le bref ; mais on a tellement empli l'esprit du bon vieillard de ses constructions, et aussi de la crainte que l'empereur ne mendie de son côté, qu'il se lamente sur sa pauvreté comme un capucin » (4).

Il est vrai qu'il continue d'affirmer sa volonté de tout risquer plutôt que de laisser faire une paix préjudiciable au roi. Et ceci est important, car il faut qu'à Rome du moins « on désapprouve un traité

(1) *Carte Papers*, N° 209, fol. 323.

(2) *Ibidem*.

(3) *Ibidem*, fol. 321.

(4) *Ibidem*, fol. 331. Pour les constructions faites sous le pontificat d'Innocent XII, cf. *Merc. Hist. et Polit.*, janvier-juin 1696.

aussi infâme », un traité où l'on verrait « des princes catholiques exclure un roi catholique parce que catholique ».

Et c'est cette idée que Perth « s'efforce de son mieux d'imprimer si fortement dans l'esprit du pape et de ses ministres, qu'aucune considération spécieuse du bien général, de la paix de la chrétienté, et de l'intérêt de l'Europe ne puisse l'effacer » (1). A l'en croire, il n'y réussirait pas trop mal, car « le pape et les cardinaux Spada et Albani sont persuadés qu'une paix qui consoliderait le prince d'Orange serait une honte pour Rome » (2). Le cardinal Albani en particulier lui a dit « que c'était une honte pour les honnêtes gens et un scandale pour les catholiques de reconnaître un usurpateur aussi indigne » (3).

« Mais », dit-il justement, « l'avenir dépendra pour beaucoup de cette campagne », celle de 1695. La situation ne semble pas mauvaise pour l'instant : l'affaire de Casal donne bien l'impression que le gouverneur, M. de Crénan, « a été le maître absolu du traité, ce qui ne fait pas grand honneur à la politique des alliés ». Par ailleurs, l'amiral Russell, dont la présence sur les côtes d'Italie terrorisait la cour de Rome, a disparu.

Seulement, il y a un point noir à l'horizon : un exprès est arrivé à Rome avec la nouvelle d'un engagement dans les Flandres. Que se passe-t-il de ce côté ? Perth est impatient de le savoir. La nouvelle se précise bientôt : il ne s'agit pas, comme le disait l'exprès, d'un succès de M. de Villeroy, mais bien du siège de Namur par le prince d'Orange, ce qui est tout différent.

Une semaine s'écoule, et le comte en est toujours à épier l'arrivée du courrier, « afin de savoir si Namur est assiégé pour de bon » ; car à Rome on s'attend généralement à une paix pour l'hiver qui va venir, et « si le prince d'Orange n'est pas repoussé loin de Namur, comme c'est de lui surtout que dépendront les conditions du traité, nous nous trouverons », dit Perth le 9 août, « en bien mauvaise posture ». Il se console à la pensée que, de l'avis général, *et dans la mesure où Rome pourra s'y opposer*, le roi ne sera point lésé. En tout cas, il n'aura, pour sa part, rien à se reprocher, « n'ayant en vue que son devoir envers Dieu et son souverain légitime » (4).

(1) *Carte Papers*, N° 209, fol. 330.

(2) *Ibidem*.

(3) *Ibidem*, fol. 334. Gianfrancesco Albani, né à Urbino en 1649, fait cardinal en 1690 par son ami Alexandre VIII, et membre du Saint-Office par Innocent XII, auquel il succédera en 1700 sous le nom de Clément XI. (Cf. Gaetano Moroni, *Op. cit.*, vol. XIV, pp. 59-70).

(4) *Ibidem*, fol. 334.

Une semaine s'écoule encore, et le 16 août Perth écrit : « Nous attendons ici de savoir quel sera le sort de Namur ». Les gens renseignés prétendent que la nature de la paix en dépend, « et il y en a bien peu qui doutent de sa chute ». Et le 23 encore : « Tous les yeux ici sont tournés vers la France, et tout le reste est en suspens ».

Enfin, le 25 août, fête de Saint-Louis, par une coïncidence plutôt fâcheuse, et que tout le monde fait remarquer, arrive à Rome la nouvelle de la reddition de Namur ! (1) « La surprise est d'autant plus grande », dit Perth, « que le courrier précédent avait donné l'assurance que Namur tiendrait jusqu'à l'arrivée de l'armée de secours ». Et il note les réactions diverses des gens qu'il rencontre : « Les Espagnols, qui n'ont pas l'habitude de remporter de succès, en sont si exaltés que Versailles serait à leurs yeux une récompense trop indigne de la valeur du prince d'Orange, et ils vont dans leurs espérances jusqu'à ne faire qu'une bouchée de la France entière ! » (2)

Les francophiles, de leur côté, font observer « que la ville a tenu quatre fois plus longtemps que lors de sa reddition par les Espagnols ; que si la citadelle tient aussi bien, toutes proportions gardées, ce sera une victoire chèrement achetée ; que, selon toutes probabilités, le roi de France ne la laissera pas prendre, s'il peut la secourir, et que précisément on se dispose à le faire » (3).

Il y a un troisième groupe, celui des indifférents, et ceux-ci commencent à se dire « que la France doit être bien bas, puisque, n'ayant aucune flotte en mer, peu de troupes en Italie et relativement moins encore en Catalogne, une médiocre armée en Allemagne, rien ou peu s'en faut entre Meuse et Moselle, et de maigres effectifs à l'intérieur du royaume, elle ne peut trouver de quoi faire face à 100.000 hommes dans les Pays-Bas. Où sont donc, disent-ils, ces 300.000 soldats dont on parlait l'été dernier ? Nous n'avons pas entendu dire qu'ils aient été décimés par la peste, ou tués dans une bataille. Ils ne se sont pas débandés. Que sont-ils devenus ? » (4)

Voilà ce qu'on dit à Rome, et « tout le monde y parle d'une paix dictée par les alliés ». Tout le monde, sauf les Allemands, qui eux sont

(1) Namur avait capitulé le 6 août.

(2) « Nos Espagnols ici parlent d'avaler la France cette année comme un œuf poché ». Perth à Balcarres, 26 juillet 1695. (A. W. C. Lindsay, *Op. cit.*, II, 83).

(3) *C. P.*, 209, fol. 343. Caryll écrivait à Perth le 29 août : « On a donné des ordres formels pour tenter de la secourir à tout prix ».

(4) *Ibidem*.

pour la guerre à outrance. Le cardinal de Goës (1) va répétant que l'empereur s'est engagé, si Namur tombait, à prolonger l'alliance de cinq ans, et que le prince d'Orange ne veut pas entendre parler d'arrangement : « car il faut réduire la France au point de la rendre incapable d'entretenir des effectifs, de labourer la terre et de payer des impôts » (2).

Ces Allemands ont les dents longues, et, comme ces messieurs d'Espagne, ils les montrent un peu trop. Mais les uns et les autres s'illusionnent sur la situation. Grâce à Dieu, la France n'en est pas encore réduite à se laisser dévorer sans pouvoir se défendre. Elle est fatiguée de la guerre, mais les alliés ne le sont pas moins, et d'un côté comme de l'autre on ne désire, et depuis longtemps, qu'une seule chose : la paix.

Et le pape, quels sont alors ses sentiments ? Il a appris sans plaisir, paraît-il, la capitulation de Namur, que l'ambassadeur d'Espagne s'est hâté d'aller lui annoncer. Et le voilà maintenant moins disposé que jamais à se séparer de son argent, car « il craint que, si on fait la paix en dehors de lui, le roi Jacques ne lui échée en partage en qualité d'hôte, ce qui », dit Perth, « serait pour lui, aussi bien que pour nous, un accident terrible ». Raison de plus, lui semble-t-il, pour que le pape s'efforce d'obtenir une paix favorable à Jacques II, si toutefois on négocie d'égal à égal (3).

Mais, en ce soir du 30 août, il note que même les Français de Rome commencent à se décourager et à craindre que la citadelle de Namur ne tombe comme la ville. « Dans ce cas », dit-il, « nous en pâtirons plus que la France ». C'est l'évidence même, et c'est ce que l'on comprend également à Saint-Germain, d'où Caryll lui écrit le 29 : « Il n'y a plus que la divine Providence qui puisse empêcher qu'on ne sacrifie la famille exilée à l'obtention de la paix » (4).

Car, plus on va, et plus la situation des Stuarts devient critique ; et plus elle devient critique, moins elle a chance de susciter l'aide de qui que ce soit. L'égoïsme sacré, qui règne alors à Rome comme ailleurs, veut qu'il en soit ainsi : on ne s'intéresse qu'à ce qui est fort, qu'à ce qui réussit ; on ne secourt que le vainqueur. « Nos affaires ne prospéreront jamais ici », note Perth avec autant de lucidité que d'amer-

(1) Jean, comte de Goës (1611-1696), d'origine portugaise, né à Bruxelles, prêtre en 1676 et fait cardinal par Innocent XI en 1686 ; dès 1689 agent de l'empereur Léopold près de la cour de Rome, où il devait mourir le 19 octobre 1696. (*Allgemeine deutsche Biographie*, Leipzig 1879, vol. IX, pp. 323-324).

(2) *Carte Papers*, N° 209, fol. 343.

(3) *Ibidem*, fol. 343 et 344.

(4) *Ibidem*, N° 181, fol. 624.

tume, « aussi longtemps que nous ne ferons pas meilleure figure dans le monde ; car ce n'est pas ce que l'on doit à Sa Majesté, en tant que roi légitime de ses Etats, ou parce qu'il les a perdus pour la foi catholique, mais le profit que Rome pourrait tirer de son alliance, qui est la mesure des faveurs de cette cour-ci » (1).

On pourrait croire, après cela, que le comte de Perth est découragé ; mais il n'en est rien, et, comme s'il avait fait sienne la devise du Taciturne (2), il continue quand même de plaider auprès du pape et de ses ministres la cause de son infortuné maître.

Il essaie même de se faire seconder par le cardinal Janson, « qui a une grande influence sur le pape ». Mais Janson ne peut rien faire, et voici pourquoi : s'il parlait de paix au saint-père, celui-ci, croyant que Mgr Caprara a toute la confiance de Jacques II (« et le monde entier », dit Perth, « ne saurait convaincre Mgr qu'il ne l'a pas »), lui en ferait part ; Caprara en informerait de Goës, et alors on crierait que les Français ne peuvent plus se passer de la paix. Si Janson parlait d'argent, le même manège se reproduirait, et l'on dirait que les Français sont aux abois. Dans ces conditions, Janson déclare qu'il préfère s'abstenir (3).

Décidément Perth joue de malheur, et l'on comprend qu'exaspéré par son impuissance à faire prévaloir ce qu'il estime être la cause du droit outragé, il éprouve parfois le besoin de soulager son cœur, en disant tout le mal qu'il pense de la cour romaine. « Je m'adresse à vous », écrit-il le 13 septembre au sous-secrétaire Nairne, « pour vous supplier d'avoir la bonté de faire savoir à Leurs Majestés que, si je n'ai aucun succès à cette cour, ce n'est pas faute de bonne volonté ni d'efforts, mais parce que j'ai affaire à d'étranges gens. Il y avait ici, dans l'église de la Madonna del Popolo, l'épithaphe d'un ministre espagnol qui avait longtemps vécu à Rome. On y lisait : « Ci-gît Inigo Henriquez, qui a pratiqué la cour romaine pendant quarante ans, l'a bien comprise, l'a étudiée de près, en a observé attentivement les méthodes, et qui cependant avait la foi ».

Je voudrais que vous fussiez ici, ne fût-ce que trois mois, pour voir comment on y traite les affaires ecclésiastiques et combien on y méprise ceux qui souffrent pour la religion ; comme on y ridiculise et raille leur misère, et comme en réalité il y a peu de religion en cet endroit, où de

(1) *Carte Papers*, N° 209, fol. 345.

(2) « Il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre, ni de réussir pour persévérer ».

(3) *C. P.*, N° 209, fol. 345.

loin on serait porté à croire que chacun s'y efforce à qui sera le plus zélé pour le service de Dieu ! Mais je crois qu'il raisonnait juste, celui qui disait que la religion doit être vraie, pour subsister parmi tant de factions, de partialités, d'artifices et de scandales. Croiriez-vous que pour un partisan que notre Maître a ici, le prince d'Orange en a cinquante ? Et cependant il en est ainsi » (1).

Voilà évidemment le ton d'un homme écœuré ; et ce qu'il écrit à Nairne, il a dû le dire, au moins en partie, à Bossuet, auquel il a envoyé le 12 juillet une lettre, qui, naturellement, ne nous a pas été conservée (2). L'évêque de Meaux, dont le solide bon sens et la foi raisonnée ne s'émeuvent pas pour si peu, lui répondra le 9 octobre : « Vous êtes dans une Cour où il y a beaucoup de religion dans quelques-uns, et beaucoup de politique, qui pourra vous étonner, dans les autres. Au milieu des pensées humaines, l'œuvre de Dieu s'accomplit ; et la foi romaine, révéree dans tous les siècles, subsiste » (3).

C'est aussi ce que se dit le comte de Perth, et sa persévérance « non seulement dans la véritable doctrine, mais encore dans la véritable piété », pour laquelle Bossuet lui dit qu'« il prie Dieu sans cesse », ne court aucun risque, car il sait faire le départ nécessaire entre la solidité de la religion qui demeure et la faiblesse des hommes qui passent. Mais il ne s'interdit pas pour cela de juger et de critiquer ces derniers. Il sait même à l'occasion dire leur fait à ceux dont la partialité en faveur des alliés le révolte. Sa dernière entrevue avec le P. Lesley, qui va quitter Rome, en est un bel exemple (4).

Le P. Lesley vient donc prendre congé du comte, et lui demande pardon de tout ce qui, dans sa conduite, a pu l'offenser. Quand il a, dit-il, parlé en faveur des alliés, il n'a fait qu'exprimer les sentiments d'autrui, et non les siens propres, car, pour sa part, il est d'avis qu'on est injuste envers le roi, et il croit que si l'empereur Léopold en était aussi convaincu que lui, il n'agirait pas comme il le fait. Il espère que Perth n'étendra pas à toute la Compagnie de Jésus la mauvaise opinion qu'il a de lui.

Le comte lui affirme qu'il n'a rien à craindre à ce sujet, « car », lui dit-il, « ne vous ai-je pas dit un jour qu'il n'y avait pas au monde un seul jésuite anglais qui partageât vos principes politiques ? »

(1) *Carte Papers*, N° 209, fol. 347.

(2) *Ibidem*, fol. 319, en P. S. à une lettre à Nairne : « Il y a également (ci-incluse) une lettre pour Mgr l'évêque de Meaux que M. Innes ou M. l'abbé Renaudot lui feront parvenir ».

(3) *Corr. de Bossuet*, VII, N° 1291.

(4) Le P. Lesley quittait alors le rectorat du collège écossais, où il était remplacé par le P. Forbes.

A quoi le P. Lesley, légèrement piqué, répond que, s'il le voulait, il pourrait lui donner la preuve authentique que c'est avec l'approbation du roi qu'il agit ainsi.

« Je crois », réplique Perth, « que vous dépassez de beaucoup votre mandat, car le roi ne peut vouloir que vous vous montriez infidèle à vos devoirs de sujet, ce qui reviendrait, selon moi, à vous permettre de pécher.... Car autre chose est ne rien dire et laisser les autres penser ce qu'ils veulent, et autre chose est justifier complètement ceux qui se sont montrés les plus injustes envers Sa Majesté » (1).

Là-dessus on se sépare ; si le P. Lesley n'est pas content, il n'a qu'à s'en prendre à l'empereur. C'est du moins l'avis de Perth qui, personnellement, n'est pas fâché d'avoir eu cette occasion de décharger sa mauvaise humeur sur quelqu'un. Car il est de très mauvaise humeur, cela se sent. L'été de Rome le débilité, la cour de Rome l'excède. L'estomac détraqué, la tête vide et en proie aux vertiges, d'une part, et de l'autre, l'âme ulcérée par l'insuccès et remplie d'amertume, c'est un homme qui souffre physiquement et moralement. L'anxiété, l'attente fiévreuse de nouvelles qui n'arrivent pas, ou qui, si elles arrivent, sont généralement mauvaises : tout cela lui met les nerfs à vif.

Un jour ce sont les Espagnols qui annoncent que « le prince d'Orange s'est présenté devant Bruxelles, y a battu le maréchal de Villeroy et l'a poursuivi jusque sous les murs de Mons » ; un autre jour, ils prétendent « que la citadelle de Namur a capitulé par suite d'une mutinerie de la garnison » (2). Perth n'en croit rien et se contente d'en sourire. Par contre, lorsque des lettres reçues par le cardinal Janson disent « que Villeroy va secourir la citadelle de Namur, que le prince d'Orange est fortement retranché devant la place, et qu'on s'attend à une bataille d'un jour à l'autre » (3), ces nouvelles, bien qu'elles ne soient pas plus exactes que celles des Espagnols, augmentent à la fois sa curiosité et son anxiété.

Ballotté entre ces rumeurs contradictoires, Perth ne sait plus à quel saint se vouer. « Cette affaire de Namur m'a mis de si mauvaise humeur », écrit-il à Caryll le 20 septembre, « que je ne sais plus que dire ». Il n'a que la ressource de s'indigner contre ce dont il est témoin à Rome. Il y a là quelques Anglais (4), « qui font autant de bruit que si

(1) *Carte Papers*, N° 209, fol. 347-348.

(2) *Ibidem*, fol. 346. La citadelle avait bien capitulé le 3 septembre, mais après un mois de siège et une héroïque défense de Guiscard et de ses 9.000 hommes.

(3) *Ibidem*, fol. 349.

(4) Entre autres le fils de sir John Dalrymple, l'homme du massacre de Glencoe (13 février 1692).

chacun d'eux avait pris la citadelle de Namur et fait prisonnier le duc de Villeroy ! » Mais ce qui l'exaspère plus que tout, c'est la conduite des Romains. « Il ne se peut rien de plus scandaleux », dit-il, « que d'entendre les vivats que l'on pousse ici pour le prince d'Orange, les uns l'appelant « Orange », mais la plupart « le roi d'Angleterre ». Il est ici le seul héros ! » Il est de fait « que Guillaume s'est distingué en prenant une place comme Namur à la barbe d'une armée que l'on croyait capable de sauver cette ville. Mandez-moi », supplie Perth, « ce que l'on dit pour excuser cette faute, ou ce que l'on fait pour la réparer » (1).

Une faible compensation lui vient, chose curieuse, du côté des Allemands, et ceci s'explique. Quand on fait la guerre à plusieurs, il faut autant que possible que chacun des alliés réussisse, mais pas trop. Or, la prise de Namur est un beau succès pour Guillaume, mais c'est un succès trop éclatant, et surtout trop isolé : les Allemands sont secrètement mortifiés de n'avoir rien à mettre en parallèle, pas même une petite victoire sur les Turcs. « Ils sont inquiets pour leurs affaires en Hongrie », note Perth, « et ils seraient heureux de faire la paix avec la France ». Il y en a même qui vont jusqu'à souhaiter que le prince d'Orange « reçoive un mauvais coup sur la tête » (2), car, disent-ils, s'allier à lui est impie, et l'abandonner serait honteux ; mais on sent que sa disparition les arrangerait bien.

Une semaine plus tard, la situation n'a pas changé, ou plutôt elle s'est développée dans le même sens. « La réputation qu'avaient les Français de savoir prévoir et agir », dit Perth le 27 septembre, « est ici aussi basse que possible, et à moins qu'ils ne fassent quelque grande action, elle n'est pas près de se relever ».

Quant aux alliés, « ils avouent que si le prince d'Orange avait été repoussé de Namur, ils l'auraient abandonné » ; mais, comme il a été vainqueur, « il est maintenant le sauveur, le protecteur, l'idole, et tous les héros de l'antiquité ne sont que ses précurseurs ». D'avoir triomphé de Louis XIV, d'avoir battu Villeroy et Boufflers, cela le grandit tellement, que tout le monde en conclut qu'il va fortifier l'alliance, obtenir de l'Angleterre tout ce qu'il voudra, et finalement accomplir son dessein, qui est d'humilier le roi de France et de lui ravir toute sa gloire en lui imposant ses conditions (3).

Mais il y a toujours la contre-partie : les Impériaux auxquels se

(1) *Carte Papers*, N° 209, fol. 350.

(2) *Ibidem*.

(3) *Ibidem*, fol. 352.

joignent désormais les Espagnols, flairent un danger. Ils constatent que le prince d'Orange, déjà maître absolu en Hollande, l'est également dans les Pays-Bas ; que le roi d'Espagne vienne à mourir, et Guillaume pourra lui donner un successeur, et ainsi fortifier le parti protestant en Allemagne au point de pouvoir dicter ses volontés à l'empereur Léopold. Aussi continue-t-on de ce côté de faire des vœux pour qu'intervienne la catastrophe providentielle et libératrice.

En attendant, le comte de Perth est toujours aussi indigné par ce qui se dit à la cour de Rome au sujet du roi Jacques et de Guillaume d'Orange. « On ne parle ici », dit-il, que de l'arrivée du roi à Rome, ce qu'à Dieu ne plaise, et de l'établissement du prince d'Orange en Angleterre pour toute sa vie, quelle qu'en soit la durée ». Pour lui, il ne voit pas du tout le roi Jacques venant à Rome, « où, en dehors de Sa Sainteté et de quelques cardinaux,... il ne compte que peu d'amis et beaucoup de gens prêts à insulter à ses souffrances ». Et il conclut par ces mots, où s'exprime la foi qui le soutient : « Mais Dieu est juste et il fait tout pour le mieux ! » (1)

Ceci, en réponse sans doute à ce que lui a écrit Caryll le 19 septembre : « Malgré tous ces événements décourageants, et puisque le roi Jacques s'est attiré toutes ses infortunes temporelles par son zèle pour le service de Dieu, la divine Providence, par quelque coup extraordinaire, et lorsque l'heure en aura sonné, amènera sa restauration » (2).

Il n'était pas défendu de l'espérer.

Octobre arrive, et les lettres du comte de Perth déroulent toujours la même litanie : les Impériaux menacés par les Turcs, et les Espagnols inquiets pour l'avenir, voient toujours avec la même méfiance grandir la réputation et la puissance du prince d'Orange. Ah ! s'ils pouvaient se fier à Louis XIV.... Mais le roi de France ne tient jamais sa parole, et il faut bien « qu'ils s'allient au monstre (Guillaume) pour combattre le géant (Louis XIV) » (3). Le cardinal de Goës en vient à souhaiter que le roi Jacques « soit encore sur son trône d'où il a été bassement renversé. Seulement, la difficulté est de se débarrasser du tyran ». Or, à moins que le roi de France « ne prenne des mesures capables de frapper l'alliance à la racine », Perth prévoit que « le prince d'Orange va s'incruster si fortement en Angleterre, qu'il ne sera pas facile de l'en faire partir » (4).

(1) *Carte Papers*, N° 209, fol. 352.

(2) *Ibidem*, N° 181, fol. 626.

(3) *Ibidem*, N° 209, fol. 357.

(4) *Ibidem*, fol. 354.

Mais la France peut-elle s'attaquer directement à l'Angleterre ? Le cardinal Janson dit « qu'on n'y peut songer, à moins d'avoir quelque base solide où se retirer en cas d'échec ».

Alors, conclut Perth, c'est toujours et en définitive sur Dieu seul qu'il faut compter : « Il est tout-puissant, et il peut disposer du tyran quand il lui plaira de restaurer l'oïnt du Seigneur » (1).

Au surplus, en cette fin d'octobre 1695, Perth a bien l'impression qu'à Rome comme sur les champs de bataille, « on marque le pas et qu'il ne se fait plus rien ». En ce qui concerne le pape et ses ministres, le communiqué reste le même : « Le pape ne veut pas entendre parler de donner de l'argent et proteste de sa pauvreté ; mais il déclare qu'il n'approuvera jamais une paix excluant notre royal maître. Ses ministres font de même » (2). Mais, qu'à cela ne tienne, on se passera de son approbation ; car, comme le saint-père le répète souvent au comte de Perth : « Guillaume d'Orange est le maître du monde, et tous les princes catholiques lui obéissent comme des esclaves » (3).

On pourrait croire qu'étant donné cette stagnation des affaires, Perth va se croiser les bras et attendre les événements. Ce serait mal connaître son zèle pour le service du roi. D'Albano, où il essaie de rétablir sa santé si ébranlée, il se préoccupe de rassembler les éléments d'une suprême offensive. Le 7 novembre, il demande à Caryll de lui procurer des renseignements exacts sur les mesures que l'on prend en Grande-Bretagne, pour empêcher les enfants des catholiques d'être élevés dans leur religion. « Cela me fournira une nouvelle occasion », dit-il, « de pousser Sa Sainteté à veiller à la conservation du peu de vérité qui reste chez nous » (4).

Rentré à Rome en décembre, il apprend qu'au dernier consistoire le pape s'est exprimé plus nettement que de coutume au sujet de la paix. Il aurait dit à peu près « que la Grande Alliance était une ligue protestante, et qu'en tout cas la religion catholique en subissait un détriment énorme ».

C'est aussi le moment où le saint-père écrit au roi et à la reine d'Angleterre, pour les féliciter de tout ce qu'ils font pour défendre la religion catholique dans leur pays (5).

Perth s'empresse de transmettre ces bonnes nouvelles à Caryll. Mais

(1) *Carte Papers*, N° 209, fol. 357.

(2) *Ibidem*.

(3) *Ibidem*, fol. 363.

(4) *Ibidem*, fol. 361.

(5) Archivio Vaticano, *Principi*, vol. 200, fol. 178 a-b.

son optimisme est de courte durée ; le 12 décembre, il fait entendre un autre son de cloche : « Toute notre éloquence est impuissante à convaincre cette cour que les catholiques sont persécutés en Grande-Bretagne et en Irlande, ou que le prince d'Orange cherche à déraciner notre religion partout où son pouvoir usurpé peut l'atteindre ». On préfère en croire les rapports qui viennent de Londres, et qu'on produit comme preuves de la conduite généreuse de Guillaume envers les catholiques. Il faudrait donc se procurer des attestations en sens contraire, et qui puissent alarmer la cour de Rome (1).

On pouvait toujours essayer en effet, bien qu'il fût apparemment beaucoup plus aisé de rassurer Rome sur ce point que de l'alarmer.

Ceci est-il la dernière manifestation de l'activité du comte en tant qu'envoyé de Jacques II ? Il semble bien que non ; car, comme le pape est sur le point de nommer des nonces dans les diverses cours d'Europe, Perth rédige un Mémoire qu'il prie l'abbé Leslie de remettre au cardinal Albani (2), et où sont consignés les desiderata de Jacques II.

Le roi, par la plume de Perth, demande qu'on choisisse pour ces différents postes des hommes d'une piété solide, des hommes d'honneur et de conscience, zélés pour la foi catholique et sa propagation, qui aiment la justice et soient soucieux de la réputation du Saint-Siège. Ils devront être assez instruits, particulièrement des affaires de la Grande-Bretagne, pour ne pas se laisser abuser par les ennemis de Sa Majesté sur la nature de la royauté anglaise, laquelle, pour les Stuarts, est toujours de droit divin (3).

Autrement dit, et pour qui lit entre les lignes, il faut des nonces qui s'emploient de leur mieux à empêcher une paix qui exclurait le roi Jacques ; car ce serait un mensonge et une iniquité, et, en sanctionnant l'usurpation, cela porterait préjudice à la religion catholique et ferait blâmer le pape.

Efforts stériles que ceux qui prétendent dieter sa conduite au Saint-Siège. Innocent XII choisira ses nonces comme il voudra, ou comme il pourra, et ceux-ci, pas plus que leur maître, ne parviendront, à supposer qu'ils le désirent, à empêcher la paix qui se prépare. Elle se fera en dehors d'eux ; Louis XIV se verra contraint d'abandonner les Stuarts et de reconnaître, avec la royauté de Guillaume, la fin de la monarchie de droit divin en Angleterre.

(1) *C. P.*, N° 209, fol. 367.

(2) Lettre à W. Leslie du 7 janvier 1696 (*Perth's Corr. at Blairs*, N° 17).

(3) *C. P.*, N° 209, fol. 375.

Bref, pas plus à Rome qu'à Modène, la mission du comte de Perth n'aura, semble-t-il, obtenu le succès désiré. Est-ce à dire qu'elle ait été un échec complet ? Non pas ; car le pape enverra par la suite quelques subsides à la cour de Saint-Germain, et ce sera sans aucun doute aux instances de Perth qu'on les devra. Mais, pour ce qui est de l'objet principal, celui de la paix à empêcher si elle doit être préjudiciable à Jacques II, il est clair qu'il n'a obtenu sur ce point que des promesses, formelles et réitérées il est vrai, mais enfin des promesses et rien de plus.

Aussi bien, est-ce tout ce qu'il était humainement possible d'obtenir. On le sait à Saint-Germain, d'où Caryll lui écrivait le 6 juin 1695, qu'il allait entreprendre à Rome « une tâche difficile, pour ne pas dire impossible » (1). Et le 30 janvier 1696, il lui envoie ce satisfecit : « Quel que soit le résultat des représentations faites à la cour papale, votre zèle et vos efforts pour le service du roi n'en seront pas moins éminemment méritoires » (2).

Du reste, Perth n'avait pas envisagé de récompense terrestre. Dès son arrivée à Rome, il écrivait à Caryll : « Je suis ici pour une juste cause, et, je l'espère, en vue d'une félicité plus durable que tous les avantages que ce monde pourrait me procurer, et je me suis tracé comme règle de conduite la ferme résolution de faire mon devoir, et de suivre mon inspiration, sans ambition et sans crainte » (3).

Et maintenant que, rappelé par une lettre de Jacques II au pape, datée du 2 janvier 1696, il va quitter, sans regrets, cette cour de Rome où il croyait trouver la paix, et où au contraire, et pour un si mince résultat, il s'est donné tant de peine et a tant souffert, il emportera du moins cette suprême satisfaction d'avoir réalisé son programme à lui : il voulait faire tout son devoir, et il l'a fait.

(1) Martin Haile, *Op. cit.*, p. 315.

(2) *Carte Papers*, N° 181, fol. 634.

(3) *Ibidem*, N° 209, fol. 300.

CHAPITRE III

Le Gouverneur du Prince de Galles

La cour de Saint-Germain au moment où Perth y arrive : la famille royale et son entourage ; rivalités, intrigues, misère. Perth est nommé gouverneur du prince de Galles. Idée qu'il se fait de son emploi. En quoi consiste son rôle. Caractère du petit prince. Le gouverneur dans ses fonctions. L'incident Melfort et ses conséquences. Dernière maladie et mort de Jacques II. Perth est nommé duc. L'intervention de lord Belhaven. Le Dr. Betham et l'influence janséniste. Rapports avec la cour de France. Perth cesse ses fonctions. Son compte-rendu au pape : le prince tel qu'il sort de ses mains en 1706. L'opinion de Fénelon en 1709.

Tandis qu'au début d'avril 1696, le comte de Perth attendait à Livourne que l'état de la mer et la direction des vents lui permissent de gagner Gênes, et de là Saint-Germain, le roi Jacques, immobilisé à Calais depuis un mois, attendait, lui aussi, en vue des blanches falaises de Douvres, si proches et pourtant inaccessibles, « que le ciel eût dit oui ».

C'était la troisième et dernière tentative de l'infortuné monarque pour reconquérir ses royaumes, si tant est qu'il en ait jamais eu sérieusement l'intention. Il est permis d'en douter. A le voir, après chaque échec, après la Boyne comme après la Hougue, se résigner si facilement (1), on a l'impression de se trouver en présence d'un homme qui agit par acquit de conscience, pour remplir son devoir de roi et de père, mais sans cette conviction profonde, sans ce vouloir opiniâtre qui forcent le succès.

Cette fois encore Jacques II, beaucoup plus préoccupé de gagner le ciel que de regagner l'Angleterre, ne s'était décidé à l'action que sur les instances de son entourage. Berwick, qui nous fait ces confiden-

(1) « Il raconte ce qu'il sait en riant et sans aucune altération ». Lettre de Foucault, intendant de la Basse-Normandie, après le retour d'Irlande en 1690, citée par MM. du Bosq de Beaumont et Bernos dans *La Cour des Stuarts à Saint-Germain-en-Laye*, Paris 1912, p. 88.

ces, nous énumère aussi les forces fournies par Louis XIV : un corps expéditionnaire de 16.000 hommes, commandé par le marquis d'Harcourt, et, pour l'escorter, deux escadres sous les ordres de Nesmond et de Jean Bart (1). Mais, comme si le ciel eût été complice des secrets désirs du monarque, ces forces ne purent jamais sortir des ports de Dunkerque et de Calais : des vents contraires maintinrent la porte fermée, jusqu'à ce que la flotte anglo-hollandaise vînt pousser le verrou.

C'est alors que Jacques II, en quelques lignes où l'on sent passer comme un soupir de soulagement, écrit à Berwick « que les vents contraires l'ont empêché de partir, que l'on a été trahi et que le prince d'Orange a pris des mesures qui ne permettent pas de rien entreprendre ; que d'ailleurs le Parlement d'Angleterre venant de déclarer qu'il entreprendrait tout pour soutenir l'Usurpateur, il faut se soumettre à la volonté de Dieu qui se manifeste si visiblement » (2).

A vrai dire, le ciel, en s'opposant au départ du corps expéditionnaire, s'était montré pitoyable envers lui ; car il était exact que Guillaume, alerté par la découverte d'un complot dirigé contre sa personne, avait pris toutes ses dispositions pour le recevoir comme il convenait.

Mais, même sans cela, les circonstances étaient-elles aussi favorables qu'on le croyait à Saint-Germain ? Le comte de Perth n'était pas de cet avis. Il écrivait à son ami Balcarres, le 26 juillet 1695 : « Quant à vos espoirs de quelque entreprise en ce moment, je voudrais bien en connaître les motifs. Car, franchement, à vous parler comme à un ami, je n'en vois point la moindre probabilité ».

Et voici les raisons de son scepticisme : sauf en ce qui concerne les ressources militaires de la France, qu'il semble sous-estimer, il aperçoit nettement le point faible de toute tentative de restauration des Stuarts, qui est « qu'on ne possède personne en Angleterre sur qui l'on puisse compter », alors qu'il y a au contraire « beaucoup de gens gagnés au parti adverse par l'appât des récompenses et des profits immédiats, et par l'espoir des honneurs futurs, et à qui la crainte des châtimens ou des reproches et mille autres motifs inspirent la haine des jacobites ». Quant à la populace : « Bonté divine ! » s'écrie Perth qui se souvient du passé, « qui voudrait avoir affaire à elle sans avoir la certitude de la pouvoir tenir en respect ? » (3)

(1) *Mémoires* de Berwick, I, 214.

(2) *Ibidem*, I, 221.

(3) A. W. C. Lindsay, *Op. cit.*, II, 82-83.

Il est donc probable que si Perth avait été à Saint-Germain au début de 1696, il n'eût pas été de ceux qui encouragèrent le roi Jacques à tenter l'aventure. Les circonstances firent qu'il y arriva vraisemblablement assez peu de temps après le retour de son maître, lequel eut lieu le 5 mai. Aucun document ne nous permet de préciser la date de l'arrivée du comte. Tout ce que nous savons, c'est que le 9 juillet il était à Paris, d'où il écrivait à l'abbé Leslie : « Je suis encore comme l'oiseau sur la branche, sans logement personnel ni rien de fixé ; mais je suis en droit d'espérer que d'ici quelques semaines je serai mieux pourvu » (1).

Il avait dû, d'après ceci, arriver à Paris vers la fin de juin, et son installation à Saint-Germain se fit apparemment dans le courant de juillet. Ce qui est certain en tout cas, c'est qu'il s'y trouvait à propos pour recevoir les doléances de gens qui, pour la troisième fois depuis six ans, goûtaient, après la douceur de l'espoir, l'amertume de la déception.

Il n'entre pas dans notre dessein de refaire ici l'histoire de la cour des Stuarts à Saint-Germain-en-Laye (2), mais simplement d'indiquer brièvement, et autant qu'il est nécessaire à l'intelligence de ce récit, quelles en étaient la physionomie et l'atmosphère au moment où Perth vint la rejoindre.

Le cadre d'abord : cet antique château de Saint-Germain-en-Laye, délaissé par Louis XIV pour les splendeurs de Versailles, demeure déchuë, accueillant dans sa grandiose solitude une majesté déchuë comme elle.

Puis, dans ce mélancolique décor qui semblait fait pour abriter l'infortune des Stuarts, un roi qui, comme tel, n'est plus que l'ombre de lui-même. Nous avons connu jadis en Angleterre un Jacques II actif et entreprenant, un monarque autoritaire et qui voulait régner, un prince ardent et passionné qui ne se séparait qu'à regret de ses maîtresses ; nous retrouvons ici un vieillard fatigué, un vaincu qui semble accepter sa défaite, un mystique qui déplore les fautes de sa jeunesse et qui voudrait les réparer par une vie de pénitences et de mortifications.

À côté de ce roi qui voudrait être un anachorète, il y a la reine Marie-Béatrice, qui n'a que deux amours au monde : son mari et ses

(1) *Perth's Corr.* at Blairs College, N° 18.

(2) Voir à ce sujet : Georges Ascoli, *La Grande-Bretagne devant l'opinion française au 17^e siècle*, vol. II, Paris 1930, et aussi l'ouvrage de du Boscq de Beaumont et Bernos, que nous citons il y a un instant, ouvrage d'une lecture agréable, mais pas toujours exempt d'erreurs.

enfants. A l'encontre du roi, celle dont Perth disait jadis « qu'elle méritait pour ses qualités la préférence sur toutes les femmes qu'il eût jamais connues » (1), a plu dès l'abord. Louis XIV a prononcé sur son compte un jugement définitif : « Voilà », a-t-il dit, « comme il faut que soit une reine, et de corps et d'esprit, tenant sa cour avec dignité » (2).

Mais il est un point où Jacques II et Marie-Béatrice se ressemblent et se ressembleront de plus en plus : c'est leur prédilection pour la vie religieuse. Si le roi aime à se réfugier dans l'austère solitude de la Trappe, la reine ne connaît pas d'asile plus cher que le couvent des visitandines de Chaillot. Elle s'y est liée d'amitié avec la supérieure, la Mère Françoise-Angélique Priolo (3), qui devient vite la confidente de ses rares joies et de ses espoirs fugitifs, plus souvent hélas ! de ses angoisses et de ses déceptions.

Enfin, il y a, complétant la famille royale, les deux enfants : le petit Jacques, prince de Galles, et sa sœur, la princesse Louise-Marie.

A son arrivée à Saint-Germain, en janvier 1689, alors qu'il n'était qu'un poupon de sept mois à peine, le premier est apparu à Madame de Sévigné comme un petit prince « beau, gai, qu'on élève en dansant » (4). C'est maintenant un joli garçonnet de huit ans, qui a les grands yeux noirs de sa mère et des cheveux bruns et bouclés. C'est « le petit *Merle*, dont on porte la santé avec tant d'enthousiasme en Angleterre et en Ecosse, à chaque retour de son anniversaire » (5).

A côté de lui, la petite princesse Louise-Marie, l'enfant de l'exil. Née le 25 juin 1692, elle a paru, comme une éclaircie dans un ciel sombre, au lendemain du désastre de la Hougue. Jacques II, ce nouveau roi Lear, dont elle sera la Cordélia, s'est écrié lorsqu'on la lui a présentée : « Ah ! j'ai maintenant une fille qui n'a pas péché contre moi » (6). Elle a quatre ans. D'une charmante vivacité qui contraste avec l'air réfléchi qu'elle a parfois, elle gagne déjà tous les cœurs. C'est le sourire de Saint-Germain.

Autour de la famille royale, la cour, reconstituée en 1690, après le retour d'Irlande, comme on refait une troupe avec les débris d'une armée battue. Il semblerait que tous ces fonctionnaires, depuis le grand-chambellan jusqu'au dernier laquais, qui avaient ainsi suivi ou rejoint

(1) W. Jerdan, *Op. cit.*, p. 41.

(2) *Lettres de Madame de Sévigné*, Paris 1862, vol. VIII, p. 414.

(3) La fille d'un noble vénitien qui avait servi en France sous le duc de Longueville.

(4) *Lettres*, VIII, 444.

(5) A. Shield and A. Lang, *The King over the Water*, London 1907, p. 45.

(6) *The Exiles at St.-Germain's*, Journal of Lady Ogilvie, 1874, p. 18.

leur Maître en exil, unis qu'ils étaient dans la même infortune, dussent l'être également dans leurs sentiments et leurs pensées. Et de fait, dans l'espoir de coordonner les efforts et de faire l'union, une loge franc-maçonne du rite écossais s'était fondée, loge dont Jacques II était le grand-maître et qui avait uniquement pour but de faciliter la restauration des Stuarts. Lord Perth s'inscrira naturellement parmi ses membres (1).

Eh bien, malgré cela, à Saint-Germain, comme jadis à Londres et à Edimbourg, la division régnait ; c'était même, à vrai dire, la seule chose qui régnât. « Les Anglais ne peuvent se souffrir les uns les autres », écrira la Princesse Palatine en 1706, « c'est ce que nous voyons bien à la cour de Saint-Germain ; ils y vivent comme chiens et chats » (2).

Dès le début, il s'était formé deux partis : les *compounders*, ou partisans du compromis, et les *non-compounders*, ou intransigeants. Les premiers, qui avaient pour chef le secrétaire d'Etat, comte de Middleton, étaient pour une restauration conditionnée par l'engagement que prendrait le roi de maintenir la religion et les libertés anglaises. Les seconds, à la tête desquels s'était tout naturellement placé le premier ministre Melfort, exigeaient au contraire une restauration inconditionnée, s'en remettant entièrement à l'honneur et à la générosité du monarque.

En 1696, nous l'avons vu, Melfort n'était plus à Saint-Germain, et son emploi avait été donné à son rival Middleton, qui en remplissait les fonctions tout en gardant son titre de secrétaire d'Etat (3). Mais les deux partis subsistaient. Et c'était entre eux une lutte sourde et perpétuelle, une série d'intrigues et de petits complots, de rivalités politiques et de querelles religieuses, qui entretenaient dans l'entourage du roi une sorte de guerre civile en miniature.

Du reste, tout ce monde, qui vivait surtout d'espoirs et de l'attente des jours meilleurs, était travaillé par l'ambition et l'envie : on avait, pour suivre le Maître, laissé presque tous ses biens en Angleterre, et c'était à qui s'assurerait pour le présent la meilleure part, et pour l'avenir la plus forte compensation. Le comte de Perth, jugeant la situation d'après ce que lui en écrivait son ami Balcarres, disait assez plaisamment : « Je ne doute pas que Saint-Germain ne soit, comme

(1) Voir le fac-similé de sa signature dans Gustave Bord, *La Franc-maçonnerie en France, des origines à 1815*, vol. I, p. 119.

(2) *Corr. complète de Madame, duchesse d'Orléans, née Princesse Palatine*, édition G. Brunet, Paris, 2 vol., I, 90.

(3) A. C. Biscoe, *The Earls of Middleton*, London 1876, p. 167.

toutes les cours, plein d'envie et de jalousie, d'autant plus qu'il y a peu à donner et qu'ils sont beaucoup à demander. On déteste même ceux qui ne demandent rien, parce qu'ils peuvent le faire d'un moment à l'autre ; et si chacun avait ce qu'il croit mériter, les trois royaumes n'y suffiraient pas » (1).

Mais à côté de ces braves gens qui se disputent ainsi une peau d'ours chaque jour plus problématique, et dont le dévouement à la cause des Stuarts, si intéressé qu'on le suppose, ne fait cependant aucun doute, il y a la petite troupe, parfois dépistée et sans cesse renaissante, des traîtres et des espions, et celle, tout aussi dangereuse, des besogneux et des aventuriers, gens à opinions successives, qui misent sur les deux tableaux, vendant au plus offrant les services d'un loyalisme toujours suspect. Nous aurons l'occasion de revenir sur le plus célèbre d'entre eux.

Enfin, dans cette cour exilée, sur qui planait une atmosphère d'ennui et de tristesse (2), laquelle allait s'appesantissant à mesure que les années se succédaient, accumulant les déceptions, le besoin commençait à se faire cruellement sentir : au château, et malgré les libéralités de Louis XIV, c'était la gêne ; chez les jacobites disséminés à travers la ville, où leur présence, d'abord bien accueillie, devenait encombrante et à charge, c'était la misère.

Telle était, en résumé, la situation de la cour d'Angleterre, quand, après huit ans de séjour en France, elle vit arriver le comte de Perth. Quel rôle allait-il y jouer ?

Notons d'abord, qu'en dehors de ses fonctions officielles, il y eut alors de sa part, et faisant suite à ses négociations romaines, tout un déploiement d'activité : supplier le pape d'intervenir auprès des princes belligérants en faveur de Jacques II ; faire appel à sa charité pour le soulagement des pauvres jacobites de Saint-Germain ; obtenir que Rome reconnaisse au roi détrôné, mais toujours roi cependant, le droit de nommer un cardinal ; défendre les intérêts de la mission catholique d'Ecosse et la faire doter d'un évêque : tels sont en effet les principaux thèmes de la correspondance que, pendant dix années, de 1696 à 1706, lord Perth va échanger avec les amis qu'il a laissés à Rome.

Afin de ne point fatiguer le lecteur par la monotonie des redites,

(1) A. W. C. Lindsay, *Op. cit.*, II, 80-81.

(2) Hamilton, le spirituel chroniqueur, gémit :

« La solitaire Saint-Germain

N'est plus à présent que l'asile

D'un ennui qui n'a point de fin ».

Œuvres du comte Antoine Hamilton, 3 vol., Paris 1812-13, III, 134.

nous n'entrerons pas dans le détail de cette correspondance, car elle ne fait le plus souvent que reprendre les sujets étudiés au chapitre précédent. Voyons plutôt quelles furent les fonctions officielles du comte à la cour de Saint-Germain.

« J'ay une nouvelle d'une autre espèce à vous mander », écrivait la reine Marie-Béatrice à la Mère Angélique Priolo, le 28 juillet 1696, « qui est que le Roy a nommé ce matin Milord Perth gouverneur de mon fils : nous venons de le mettre entre ses mains. C'est une grande affaire faite pour moi, et j'espère que Dieu bénira ce choix que nous avons fait après avoir prié plus d'un an, afin que Dieu nous inspire à le bien faire ». Elle croit que cette élection est agréable à Dieu, « car c'est un saint home et d'un mérite distingué aussy bien que d'une grande qualité. Je suis contente d'avoir mon fils entre ses mains, n'en conoisant pas de meilleures » (1).

Etre ainsi choisi entre tous par Leurs Majestés, et après mûre réflexion, comme étant l'homme le plus qualifié pour les remplacer auprès de leur unique fils, était « la plus grande preuve d'estime » que le comte de Perth pût recevoir de ses maîtres. C'était aussi, est-il besoin de le dire, « un honneur recherché par tous ceux qui en étaient ou s'en croyaient dignes » (2).

Cet enfant que le roi et la reine lui confient, c'est tout ce qu'ils ont de plus cher et de plus précieux, c'est l'espoir de la dynastie. Le poste de gouverneur du prince de Galles est donc aussi important qu'il est honorable, et Perth en a parfaitement conscience. « C'est un enfant admirable », dit-il à l'abbé Leslie, « et qui peut grandement contribuer à l'avancement de la gloire de Dieu, s'il vit et s'il est bien éduqué. Désormais cela dépendra de moi, et j'ai bien peu d'aptitude pour accomplir une si grande œuvre ». Il considère son emploi comme « le poste le plus dangereux et la tâche la plus difficile qui se puisse imaginer, étant donné les circonstances présentes » (3).

Mais il se rassure à la pensée que, cet emploi redoutable, il ne l'a point brigué ; il y a été appelé « par les meilleurs des maîtres », qui, au besoin, le soutiendront de leurs avis ; et, puisqu'il n'a d'autre dessein que de servir Dieu, l'Eglise et Leurs Majestés, en répondant à ce qu'il considère comme un appel divin, il espère que Dieu dans sa bonté ne

(1) *Stuart Papers*, Roxburghe Club, London 1889, I, 26-27. L'attestation de cette nomination, signée J. Porter, vice-chambellan, est datée du 19 août 1696. (Drummond Castle : *Royal Letters*, II, N° 38).

(2) *Perth's Corr.* at Blairs, N° 19.

(3) *Ibidem*.

lui refusera point son secours, et ne le laissera point échouer dans sa mission auprès du jeune prince (1).

Du reste, dans toutes les lettres qu'il écrit alors à ses amis de Rome, il réclame l'appui de leurs prières. Il supplie le cardinal Spada, Mgr Fabroni et le cardinal Albani d'obtenir, pour le jeune prince et pour lui, la bénédiction du saint-père. Et, parce qu'il est difficile, même dans les grandes choses, d'oublier sa petite personne, en même temps qu'il fait prier le pape de bénir ses efforts, ce qui est très bien, il a soin d'ajouter, ce qui n'est plus aussi désintéressé : « Si le cardinal Albani pouvait obtenir un bref pour le roi et un autre pour la reine, approuvant le choix qu'on a fait de moi, ce serait une grande faveur » (2).

Ce rôle de gouverneur du prince de Galles, que Perth envisageait avec une réelle appréhension, n'avait effectivement rien d'une sinécure. L'année précédente, le 20 juin, pour son septième anniversaire, l'enfant royal avait été retiré des mains de sa gouvernante et confié aux soins d'un précepteur, le Dr Betham, pour lequel Perth avait la plus haute estime (3). Et de même que le Dr Betham était doublé du Dr Ingleton en qualité de sous-précepteur, Perth avait deux remplaçants, ou sous-gouverneurs, qui furent Mr. Ployden et Mr. Ed. Perkins.

Le comte paraissait très satisfait du choix de ses collaborateurs. « La maison du Prince », dit-il à l'abbé Leslie, « est composée de personnes que je choisirais si c'était encore à faire ». Désormais du reste c'est à lui qu'on s'en remettrait pour cela. « La reine me confiera le choix à l'avenir, car le roi lui laisse pour une grande part le soin de régler ces choses » (4). Ainsi, l'un des sous-gouverneurs, Mr. Perkins, étant mort en 1697, ce fut apparemment Perth qui désigna pour lui succéder le colonel Dominic Sheldon, « un des plus beaux, des meilleurs et des plus étendus esprits de toute l'Angleterre, brave, pieux, sage, savant, excellent officier, et d'une fidélité à toute épreuve.... » (5).

Si nous nous référons maintenant au règlement tracé par le roi et la reine, règlement qui devait guider le gouverneur dans l'acquittement de sa charge, et qui ne comprend pas moins de vingt-huit articles, nous constatons que ses nouvelles fonctions exigent du comte de Perth

(1) Bodleian, *Rawlinson Mss.* D, N° 21, fol. 4. Lettre du 7 septembre 1696 à Ed. Meredith, jacobite réfugié à Rome.

(2) *Perth's Corr.* at Blairs, N° 28. Cf aussi les N°s 21, 22 et 23.

(3) Cf. sa lettre du 28 juin à Caryll. (*C. P.*, 209, fol. 313).

(4) *Perth's Corr.* at Blairs, N° 29.

(5) Saint-Simon, *Mémoires*, XV, 416. Il ajoute en marge : « mais vieux et extrêmement sourd ». Né en 1647, Sheldon, en 1697, pouvait être sourd, mais n'était pas encore vieux. Boislisle le confond du reste avec Skelton qui, en 1697, avait 23 ans !

qu'il exerce sur le jeune prince, en dehors des quatre ou cinq heures où celui-ci sera avec ses précepteurs, une surveillance de tous les instants.

Multiples sont les obligations qui incombent au gouverneur. Il devra dormir dans la chambre du prince, le servir durant ses repas, garder son argent de poche et en régler l'emploi selon qu'il le jugera bon. A lui aussi de déterminer les heures où les étrangers pourront rendre visite à Son Altesse, et de n'en admettre aucun à d'autres moments, à moins qu'il ne s'agisse d'une personne de très haut rang, et sauf les circonstances extraordinaires. Afin de prévenir tout danger d'empoisonnement physique ou moral, il devra veiller à ce qu'il ne soit fait au prince aucun présent de nourriture, fleurs ou parfums, de livre, écrit ou chanson, qu'il n'ait au préalable vu et approuvé.

Pour la même raison, il devra réprimer les écarts de langage ou de conduite des domestiques de l'enfant, et bannir les délinquants de sa présence. Il ne permettra à personne de prendre le prince à part et de lui parler à voix basse dans les coins, ou dans un endroit quelconque où il ne pourrait ni voir, ni entendre ce qui se dit et ce qui se fait. Ceci en particulier quand des enfants seront admis à jouer avec le petit prince. Et, à ce propos, seuls seront admis à cet honneur, et jamais plus de deux ou trois à la fois, les enfants que le gouverneur aura convoqués à cet effet, après entente avec Leurs Majestés.

Enfin, comme il convient au plus haut point que gouverneur et précepteur collaborent étroitement, Perth aura soin de s'entendre avec le Dr Betham sur les heures à consacrer à l'étude des sciences profanes et à celle de la religion. Que si, par hasard, il se présentait une circonstance importante non prévue dans le règlement, il y aurait lieu d'en référer à Leurs Majestés. De même pour toute modification de ce règlement, qui à l'expérience s'avérerait nécessaire (1).

On le voit, le poste de gouverneur n'était pas un de ces emplois purement honorifiques, comme il s'en rencontre dans les cours et ailleurs, mais une fonction qui eût mis le fonctionnaire à la chaîne, si celui-ci avait été seul. Mais il n'était pas seul, et pouvait en toutes circonstances avoir recours aux sous-gouverneurs. Ceux-ci se relayaient chaque semaine, et celui qui était de service « devait toujours être », disait le règlement, « à portée de la voix du gouverneur, pour recevoir ses ordres suivant le besoin » (2). Même en ce qui concernait sa présence dans la chambre du prince durant la nuit, le gouverneur avait la faculté

(1) *Calendar of Stuart Papers*, I, 114-117.

(2) *Ibidem*, I, 115.

de se faire remplacer par l'un de ses subordonnés, à condition toutefois qu'il eût un juste motif de s'absenter.

Du reste, si le sort d'un maître dépend pour beaucoup de l'état d'esprit de ses élèves, il est certain que les heureuses dispositions du prince de Galles allégeaient considérablement la tâche de son gouverneur. « Il a tous les charmes qui gagnent les cœurs », dit Perth, « et toute l'aptitude souhaitable à acquérir ce qu'il faut pour être un grand prince et rendre heureux les royaumes de son père » (1). Et encore : « Le prince est un merveilleux enfant et fort en avance sur son âge » (2).

C'était en fait un petit garçon qui donnait beaucoup d'espérances, et auquel ses parents, son père surtout, avaient appris dès l'âge le plus tendre à être brave, et à aimer le courage et la loyauté. Est-ce à dire que tout fût parfait en lui ? Non. L'atmosphère de tristesse et de drame dans laquelle il avait grandi ayant comprimé sa jeune âme, et débilité un corps né délicat, il était plutôt timide et réservé, et la faiblesse de ses poumons avait, à plusieurs reprises, mis ses jours en danger.

Par ailleurs, s'il ne manquait pas d'esprit, il n'avait pas l'intelligence vive de sa sœur, pas plus qu'il n'en avait la robuste santé, ni le charme et la grâce. La reine qui, comme toutes les mères, aimait à parler de ses enfants, disait à ses chères religieuses de Chaillot « que la princesse, par son air engageant et ses manières agréables et caressantes, plaisoit davantage que le roi son frère, qui étoit trop froid, et que le Mylord Pert (*sic*) lui avoit souvent dit, étant jeune, qu'il devoit par étude se rendre aussi affable que la princesse sa sœur l'étoit par naturel » (3). Mais le charme des manières,

« Et la grâce, plus belle encor que la beauté », sont des choses que l'on apporte en naissant, plutôt qu'on ne les acquiert par l'effort. Jacques II en était dépourvu, et en cela le prince de Galles était bien le fils de son père.

Il l'était encore, et heureusement, à d'autres points de vue, apportant à l'œuvre de son éducation le même sérieux, la même application que Jacques II apportait aux affaires du gouvernement, et cette correspondance parfaite du petit prince aux efforts de son gouverneur faisait la joie de ce dernier et la consolation du pauvre monarque. « J'ai reçu ce matin », écrivait le roi à Perth, de Fontainebleau, le 28 septembre 1699, « votre lettre du 26, dans laquelle vous me donnez de très bonnes nouvelles de mon fils. Ce m'est une grande satisfaction d'apprendre

(1) Bodleian, *Rawlinson Mss.*, loc. cit.

(2) *Perth's Corr.* at Blairs, N° 29.

(3) *Stuart Papers*, Roxburghe Club, II, 382.

qu'il se comporte si bien. Je suis sûr », ajoutait aimablement le roi, « que ce ne serait point votre faute s'il en allait autrement » (1).

Le prince était entre les mains de Perth depuis trois ans, lorsque son père lui rendait ce beau témoignage. Ces trois années avaient été marquées par divers petits événements, qui avaient fait époque dans son existence d'enfant, et que nous mentionnons, parce que le comte de Perth y fut, de par ses fonctions, vraisemblablement mêlé.

C'est ainsi que le 5 septembre 1696, le petit prince et sa sœur, âgés respectivement de huit et quatre ans, avaient, dans ces habits de cour qui nous font aujourd'hui l'effet d'un charmant déguisement, rendu à Louis XIV « une visite sérieuse dans les formes » (2).

Puis, le 18 juin 1697, l'année de Ryswick, c'était, dans la chapelle du Château-Vieux, où l'enfant devait également faire sa première communion à la Noël de 1699, la confirmation reçue des mains de Mgr l'archevêque de Paris (3).

L'année suivante, 1698, avait lieu la fastueuse ambassade du Hollandais, Guillaume Bentinck, devenu le comte de Portland. L'envoyé de Guillaume d'Orange était reçu avec les plus grands égards, mais, sur l'objet principal de sa mission qui était d'obtenir de Louis XIV l'éloignement de Jacques II, il se heurtait à un refus péremptoire. Le roi de France ne demandait qu'à rester en bons termes avec Guillaume d'Orange, il désirait même resserrer son entente avec lui en vue de la succession d'Espagne, mais il ne pouvait retirer à son noble et malheureux hôte l'asile qu'il lui avait donné. Bentinck dut en prendre son parti, et risquer de se rencontrer un peu partout avec ces jacobites abhorrés, comme cela ne manqua pas de se produire. Quand il apprenait que le roi Jacques devait se trouver à un rendez-vous de chasse, il en était quitte pour retirer ses bottes et ne pas y aller, ce qui arriva le 27 février (4).

Ainsi sa présence n'est pas mentionnée à la volerie de la plaine du Vésinet le 24 avril, à laquelle participaient le roi Jacques et son fils, mais il ne put, par contre, se dispenser d'assister à la revue du 5 juin dans la plaine de Grésilles, près de Passy. Jacques II y vint à cheval avec le prince de Galles, et, vraisemblablement, le comte de Perth. Les Anglais de la suite de Portland y admirèrent beaucoup le petit prince, « qu'ils trouvèrent fort joli » (5). Celui-ci essaya même d'entrer en

(1) B. M. Add. Mss. 19254, fol. 94.

(2) Sourches, *Mémoires*, V, 187.

(3) C. E. Lart, *Parochial Registers of St.-Germain-en-Laye*, p. 129.

(4) Sourches, VI, 16.

(5) Dangeau, *Journal*, VI, 361 ; Sourches, *Mémoires*, VI, 38.

conversation avec lord Woodstock, le fils de l'ambassadeur, mais Woodstock, que son père surveillait, se garda bien de répondre aux avances de Son Altesse.

D'autres Anglais, lorsque par hasard ils rencontraient le prince de Galles, manifestaient à son égard une indifférence insolente, dont l'enfant ne s'apercevait peut-être pas, mais qui n'échappait point à son gouverneur. Quelque temps après le départ de Portland, Matthew Prior, qui était alors secrétaire à l'ambassade anglaise de Paris, se trouvant sur le passage du petit Jacques, affectait de ne pas le saluer. « Votre Excellence n'aura pas de peine à s'imaginer », écrivait-il ensuite à Portland, « quel regard my lord Perth et Melfort (1) jetèrent à l'homme qui voyait leur prince passer devant lui sans lui témoigner aucun respect ».

Le même Prior ne se faisait pas faute d'espionner les faits et gestes du gouverneur et de son élève : témoin cette petite scène qui se passait à Chaillot, où le prince était venu rejoindre la reine sa mère, et que M. le secrétaire d'ambassade s'empresse de rapporter au comte de Portland : « My lord Perth », dit-il, « ayant aperçu dans la foule un certain Twisden, que pour plusieurs motifs je soupçonne d'appartenir à ce parti (les jacobites), bien qu'il s'en cache, dit à sa femme : Madame, voici Mr. Twisden, et comme il lui présentait le prince, Twisden s'agenouilla et lui baisa la main » (2).

Non seulement on espionnait l'enfant royal, mais, si nous en croyons le bruit qui courait en avril 1699, il y eut un temps où le comte de Perth put craindre que les jours de son petit prince ne fussent menacés. « On disait », note le marquis de Sourches le 19 avril, « que la reine d'Angleterre ayant reçu des avis qu'on voulait attenter à la vie du prince de Galles, on lui avoit donné des gardes du corps pour le suivre, en plus grand nombre qu'à l'ordinaire » (3).

Du moins, si l'on n'en voulait pas à sa vie, on continuait de vouloir le tuer moralement. Un certain Fuller publiait en octobre 1700 un livre contre la naissance du prince de Galles. Il ne faisait d'ailleurs qu'y rééditer la calomnie mise en circulation dès la première heure : c'étaient les jésuites, disait-il, qui avaient amené le roi Jacques et la reine à croire de leur droit, et même de leur devoir, de supposer cet enfant ! Et le *Mercure Historique* de reprendre le refrain connu : « Le

(1) Melfort avait été autorisé à revenir à Paris le 17 novembre 1697. (Dangeau, *Op. cit.*, VI, 228-229).

(2) *Hist. Mss. Com.*, Mss. of the Marquis of Bath at Lengleat, Wiltshire, III, 231 et 271.

(3) *Mémoires*, VI, 147.

jésuitisme a des échapatoires (*sic*) par tout et des échapatoires à la gloire de Dieu ! » (1)

Cependant, le petit prince, malgré l'apparente fragilité de sa nature délicate, s'adonnait avec ardeur aux sports de l'époque : très bon cavalier pour son âge et passionné pour la chasse comme son père, il faisait l'admiration des deux cours par son adresse au tir, et aussi par sa résistance à la marche, au point de fatiguer le comte de Perth et les autres gens de sa suite. On raconte qu'un jour de novembre 1699, un sanglier, dont il avait lui-même découvert la retraite, s'étant élancé vers lui, le brave enfant (il avait onze ans) attendit froidement que la bête furieuse fût à portée de fusil, tira et la blessa au dos. Le sanglier fit demi-tour et s'enfuit, poursuivi par le jeune chasseur, qui n'eut de cesse que l'animal ne fût capturé. « Pourquoi vous exposer à un tel danger ? » lui demandait ensuite son père, à la fois fier et effrayé. « Monsieur », répondit le prince, « il ne faut pas hésiter à attaquer l'ennemi parce qu'il est puissant et fort, mais savoir courir le risque » (2).

Décidément, le roi pouvait être fier de son fils, et le gouverneur de son prince.

Mais, à mesure qu'il voyait l'enfant grandir et prendre de l'assurance, le comte de Perth, soucieux de le préparer au rôle qu'il entrevoyait pour lui, s'inquiétait de l'ignorance des questions politiques où on le laissait croupir. « Tout ce que vous dites à propos du prince de Galles est vrai », écrivait-il le 30 mars 1700 à l'abbé Leslie, « et il conviendrait certes qu'il fût dès maintenant initié aux affaires, et qu'on lui découvrit l'avenir qui l'attend. Mais », ajoutait-il, faisant allusion à l'inertie où, sous l'influence de Middleton et de Caryl, s'enlisait la cour de Saint-Germain, « les avis qui prévalent ici sont ceux qui conseillent l'inaction et l'attente du miracle. Bien souvent je songe à Jupiter ou à Hercule et au paysan à la charrette embourbée : nous aussi, nous devrions atteler un autre cheval, caler et étayer les roues, pousser vigoureusement nos bêtes et ensuite compter sur la Providence » (3).

Les événements semblaient lui donner raison. Le 29 juillet mourait à Londres le petit duc de Gloucester, fils de la princesse Anne, « le plus dangereux concurrent à la couronne », dit Perth, « que mon cher prince pût jamais avoir ». Et le voilà comparant les chances : d'une part,

(1) *Mercure Hist. et Pol.*, novembre 1700, pp. 544-547.

(2) Bodleian, *English Hist. Mss.*, C. 2, fol. 265.

(3) *Perth's Corr.* at Blairs, N° 69.

le roi Jacques II avec « un fils qui donne les plus belles espérances et une charmante fille », de l'autre, la princesse de Danemark qui n'aura probablement pas d'autre enfant viable. « Ses excès dans le boire et le manger, je veux dire sa gloutonnerie, tuent tous ses enfants », remarque-t-il (1).

Puis vint la mort de Charles II d'Espagne, et l'acceptation de son testament par Louis XIV, et Perth se réjouissait à la pensée que régnerait bientôt à Madrid un prince ami des Stuarts. « Il est parti pour son royaume », dit-il de Philippe V, « le cœur parfaitement disposé à notre égard, et quand il embrassa le Prince (de Galles) en se séparant de lui, il y eut des larmes de part et d'autre » (2).

Lui-même avait été chargé par le roi d'Angleterre d'aller à cette occasion présenter à Louis XIV les compliments du prince de Galles. « Je le fis », dit-il, « en ces termes : Sire, Monseigneur le P. de Gales m'envoy pour faire ses compliments a Votre Majesté sur l'accession de Sa Majesté Catholique à la Couronne d'Espagne. J'ose prétendre de connoître le cœur de Mon Prince et je puis assurer Vostre Majestée qu'il est tout plein de joye sur tous les evenéments glorieuses qui arrive a l'Auguste famille de Vostre Majestée ». Louis XIV lui répondit par ces quelques mots que le comte enregistre soigneusement : « Monsieur, Je suis persuadé que vous élevé le Prince de Galles dans ses sentiments la et je vous en remercy ; je ne desespere pas d'avoir un pareil compliment a luy faire ; remerciez le bien de ma part pour l'interest qu'il prend en tout ce qui me touche » (3).

Et Perth d'ajouter avec une secrète satisfaction : « Je dois vous dire que tous ceux qui entendirent ce *pareil compliment a luy faire*, laissèrent paraître sur leurs visages une joie qui me fit comprendre que l'intérêt du prince d'Orange est bien petit surtout dans le cœur de nos grands d'ici » (4).

Si cependant le fils de Jacques II, pour qui Perth caressait, à part lui, de si beaux espoirs, savait déjà se conduire en vaillant petit homme ; si, dans les circonstances officielles, comme celle du 19 novembre 1700, où il rendait visite au nouveau roi d'Espagne, Philippe d'Anjou, il apparaissait aux yeux de tous comme l'égal des plus grands rois de la terre (5), cela ne l'empêchait pas d'être à ses heures un enfant avec les autres enfants, avec sa petite sœur en particulier.

(1) *Perth's Corr.* at Blairs, N° 70.

(2) *Ibidem*, N° 73. Sourches, *Mémoires*, VI, 324.

(3) Nous reproduisons l'original qui est en français.

(4) *Perth's Corr.* at Blairs, N° 73.

(5) *Mercure Hist. et Pol.*, décembre 1700, p. 640.

Parfois, il allait retrouver Louise-Marie dans ses appartements, et à eux deux ils adressaient à lady Ogilvie, qui était au service de la princesse, une de ces prières auxquelles on ne résiste pas : « Chère Ogilvie », disaient-ils, « racontez-nous une histoire d'autrefois ». Et la bonne dame, qui se serait fait hacher pour eux, « essayait, en y mettant tout son cœur, de leur exposer les hauts faits de leurs fidèles highlanders » (1).

Une autre scène nous les montre prenant leurs ébats dans la forêt de Saint-Germain. Nous sommes en mai 1701 : le roi et la reine sont aux eaux de Bourbon, et les enfants sont entièrement à la charge du comte de Perth et de la comtesse de Middleton, celle-ci étant gouvernante de la princesse. Jacques va avoir treize ans, et Louise-Marie approche de ses neuf ans. « Elle aime beaucoup errer par la forêt, cueillant les fleurs et les fraises qui y abondent », dit lady Ogilvie. « Ce jour-là », continue-t-elle, « était particulièrement beau, et ma princesse et son frère jouissaient de l'air frais et pur, et du chant des oiseaux dans les vieux arbres, cependant que le murmure du vent dans les vastes ramures, mêlé au rire joyeux de leurs jeunes et charmantes voix, me semblait si apaisant et si doux » (2).

Heureux moments que ceux où le comte de Perth pouvait ainsi, dans la compagnie de ces enfants gais et rieurs, oublier un peu les soucis qui, nous le verrons, ne lui manquaient pas à cette époque ! Heureux moments aussi que ceux où il accompagnait la petite princesse à l'église de Saint-Germain, pour un de ces nombreux baptêmes de la colonie anglaise, auxquels, s'il s'agissait d'une fille, on leur demandait d'être respectivement parrain et marraine. L'enfant recevait alors les jolis prénoms de Louise-Marie. Et c'est ainsi que, détail touchant, on voit, à la date du 7 décembre 1698, deux lignes tracées au crayon sur le registre paroissial, pour guider la main de la petite marraine qui n'avait que six ans et demi ! D'autres fois, quand on baptisait un garçon, le parrain et la marraine étaient le prince de Galles et lady Perth (3).

Mais si ses fonctions de gouverneur du prince de Galles procuraient alors au comte de Perth de bien douces consolations, les événements se chargeaient par contre de lui apporter les sujets de tristesse et de contrariété, auxquels nous faisons allusion il y a un instant, et qui, au surplus, sont inséparables de toute vie humaine.

(1) *The Exiles at St.-Germain's*, p. 101.

(2) *Ibidem*, pp. 148-149.

(3) *Registres paroissiaux de St-Germain-en-Laye*, Archives de la Mairie, années 1696 et suivantes.

L'année 1701 est marquée par deux faits qui secouent la morne torpeur où la cour de Saint-Germain menace de sombrer : l'un n'est qu'un incident regrettable ; l'autre est un dénouement prévu depuis longtemps ; mais tous deux sont importants par les conséquences qu'ils entraînent.

Le vendredi 18 février 1701, le comte de Melfort, qui n'avait pas fait parler de lui depuis longtemps, écrivait de Paris à son frère une longue lettre, où, après avoir parlé de la grande flotte que Louis XIV préparait pour l'été suivant, il lui disait que jamais les circonstances n'avaient été plus favorables au rétablissement de Sa Majesté. La seule difficulté, selon lui, était d'en convaincre le roi de France. Il faudrait, disait-il, quelqu'un qui eût l'oreille des ministres français et pût leur exposer toute l'affaire en détail. Ce quelqu'un ne pouvait être Middleton, son adversaire direct, à qui il trouve naturellement beaucoup de défauts, entre autres celui de ne pas avoir la confiance des jacobites d'Angleterre, ce qui était exact. Ce ne pouvait être non plus le secrétaire Caryll, parce que derrière Caryll il y avait Middleton. Le plus qualifié pour cette mission, c'était à n'en pas douter, et bien qu'il ne le dît pas, le comte de Melfort.

Bref, quand on aurait trouvé cet agent indispensable, et que par lui on se serait assuré l'appui de la France, il n'y aurait plus qu'à entrer en relations avec le parti de l'Eglise d'Angleterre favorable à Jacques II, celui des *Non-Jurors* (1), comme on disait, avec les catholiques anglais, et surtout avec le duc de Hamilton, qu'il appelle le comte d'Arran (2), lequel se rendrait vite maître de l'Ecosse. Mais, d'un autre côté, deux mesures préliminaires s'imposaient : il fallait à Saint-Germain se débarrasser de tous les suspects, entendons de Middleton et de ses partisans, « les envoyer en Champagne ou en Bourgogne selon leurs préférences » ; ensuite, il serait très utile de constituer un comité chargé de délibérer sur l'entreprise en présence de Leurs Majestés, afin de bien s'entendre sur le programme d'action (3).

Après avoir rédigé ce beau plan de campagne, le comte de Melfort plia ses papiers, les cacheta, et, de sa vilaine écriture, il écrivit au dos : « Au Très Honorable le Comte de Perth, Gouverneur du Prince, Les présentes » (4). Sans doute jugea-t-il superflu d'ajouter « à Saint-

(1) On appelait ainsi les membres du clergé anglican qui avaient refusé de prêter le serment de fidélité à Guillaume et à Marie, après la Révolution de 1688.

(2) Le comte d'Arran était le fils du duc de Hamilton.

(3) *Political Tracts 1679-1710*, pp. 3 à 11. London 1701.

(4) En anglais : *For the Right Honorable the Earl of Perth, Governour to the Prince, These.*

Germain-en-Laye », puisque son domestique allait remettre ce pli au messager habituel de la cour d'Angleterre.

Or la malchance voulut que, ledit messager tardant à se montrer, le domestique crut bien faire en portant la lettre au bureau de poste. Là, l'employé, voyant un pli dont l'adresse était en anglais, le mit étourdiment dans le courrier d'Angleterre (1). Et voilà comment, au lieu d'aller à Saint-Germain, le factum de lord Melfort prit le chemin de Londres, où le directeur des postes, sir Robert Cotton, s'empressa de l'envoyer au roi Guillaume (2).

Coup de théâtre ! L'usurpateur en tira le parti que l'on devine. La lettre fut, par son ordre, lue dans les deux Chambres du Parlement, qui en votèrent la publication, et cela fit une belle rumeur. Guillaume (et les mouvements de troupe ordonnés par Louis XIV dans les Pays-Bas semblaient lui donner raison) se prétendit menacé par la France, laquelle, dit Saint-Simon, « ne pensait à rien moins ». Et il ajoute très justement : « D'ailleurs ce n'eût pas été au comte de Melfort qu'on se fût fié d'un dessein de cette importance, dans la situation où il était avec sa propre cour et la nôtre » (3).

Quels durent être alors les sentiments du comte de Perth, combien il dut se sentir à la fois peiné et mortifié, il ne nous le dit pas, mais nous l'imaginons aisément. Avait-on l'idée d'une pareille maladresse ! Décidément, il était dit que cet intrigant et ce brouillon de Melfort ne lui vaudrait jamais, directement ou indirectement, que des déboires et des ennuis.

Quant au roi Jacques, la lettre d'un Anglais résidant à Paris (4) nous le dépeint comme « profondément irrité contre lord Melfort », et c'est assez dire. Ce dernier du reste ne nia pas avoir écrit la lettre ; il prétendit seulement qu'elle ne contenait point tout ce qu'il y avait dans le document publié en Angleterre (5). Certains l'accusèrent de trahison : « Melfort..... fut fort soupçonné », dit Saint-Simon. « Je ne sais si ce fut à tort ou non » (6). Ce soupçon nous paraît tout à fait

(1) Cf. à ce sujet : Saurches, VII, 30 ; *Mercure Hist. et Pol.*, 1701, I, 436 ; Rizzini au duc de Modène, 16 mars 1701, dans *Queen Mary of Modena* de Martin Haile, p. 349.

(2) Narcissus Luttrell, *Op. cit.*, V, 19.

(3) *Mémoires*, VIII, 99.

(4) Lettre de John Coke à Thomas Coke, Paris 16 mars 1701, dans : *Hist. Mss. Com.*, Mss. of the E. of Cowper at Melbourne Hall, II, 422-423.

Le Rev. Robert Wodrow (*Analecta*, I, 1, au 3 mars 1701) parle de cet incident comme d'une « lettre de Perth à Melfort sur le projet d'invasion de l'Angleterre » !...

(5) John Coke dit à ce sujet : « Tout le monde à St.-Germain, papistes aussi bien que protestants, croit que toute la lettre est authentique ».

(6) *Mémoires*, VIII, 100.

injuste. Non, Melfort n'avait pas trahi, il avait été simplement victime d'une fâcheuse erreur. Mais il y a des erreurs qu'on n'a même pas le droit de provoquer. Louis XIV se chargea de le lui faire comprendre. Et l'insigne maladroit, qui avait voulu reléguer les autres en Champagne ou en Bourgogne, dut se rendre avec toute sa famille au château d'Angers, où il put méditer tout à son aise sur les inconvénients d'une adresse incomplète. « Tel cuide enseigner autrui... ».

Mais on avait beau punir Melfort, le mal était fait. Guillaume disait l'année précédente à son ami Heinsius : « Le seul jeu que j'aie à jouer avec ce peuple (les Anglais), c'est de l'engager insensiblement à la guerre » (1). Or, en communiquant la fameuse lettre aux deux Chambres du Parlement, « il avait », dit Lingard, « obtenu ce qu'il voulait », c'est-à-dire, « fait revivre avec la crainte de l'invasion tous les ressentiments mal éteints de l'Angleterre contre la France » (2).

Toutefois cet incident, si fâcheux qu'il fût, n'eût pas suffi par lui-même à soulever contre notre pays une nation qui, dans son ensemble, ne voulait plus la guerre. Il fallait trouver un motif sérieux : Guillaume n'eut pas à le chercher bien longtemps, ce fut Louis XIV qui le lui procura. Et c'est ici le second événement, gros de conséquences, qui marqua l'année 1701 à la cour de Saint-Germain.

Le 4 mars, un vendredi de carême, le roi et la reine d'Angleterre étant à la messe dans la chapelle royale au Château-Vieux, au moment où le chœur chantait ces paroles significatives : « Souvenez-vous, Seigneur, de ce qui nous est arrivé, regardez et voyez notre opprobre. Notre héritage a passé à des étrangers, nos maisons à des inconnus » (3), Jacques II, pris soudain d'une grande faiblesse, tomba la face en avant, au grand effroi de la reine, qui, nous dit Dangeau, « en fut aussi malade que lui » (4).

Huit jours plus tard, nouvelle défaillance. Sur les conseils de Fagon, le roi consentit à tenter une cure à Bourbon. Il en revint le 7 juin, « avec peu ou point de soulagement » (5), et durant tout l'été les accidents se multiplièrent, jusqu'au début de septembre, où ils prirent un tel caractère de gravité que l'on comprit, et le roi tout le premier, que c'était la fin.

Les circonstances qui ont accompagné la dernière maladie et la mort du roi Jacques ont été retracées par d'autres (6) et sont suffi-

(1) Cité dans *l'Histoire de France* de Lavisse, VIII, 77.

(2) *Hist. d'Angleterre*, traduction de M. de Marlès, Paris 1837, XV, 399.

(3) *Lamentations* de Jérémie, chap. V, versets 1 et 2.

(4) Dangeau, *Journal*, VIII, 50.

(5) Saint-Simon, VIII, 311.

(6) Cf. du Boscq de Beaumont et Bernos, *Op. cit.*, chap. XI.

samment connues. Nous n'insisterons donc ici que sur le rôle qu'y joua le comte de Perth, lequel, en sa qualité de gouverneur du prince héritier, fut naturellement mêlé de très près à ce triste événement. Il en a lui-même, sur l'ordre du roi d'abord et de la reine ensuite, exposé tout le détail à l'abbé de la Trappe, dom Jacques de la Cour (1). C'est de ce récit que nous nous inspirerons, en le complétant par quelques petits faits que nous fourniront ses lettres à M. Wallace, du collège écossais de Paris, au président Le Pelletier et à l'abbé Leslie.

Nous sommes au dimanche 4 septembre 1701. Se trouvant assez bien, le roi s'est habillé et vient de manger « d'une aile de perdrix que M. le Prince son fils a tirée le jour précédent ». Mais, entre midi et une heure, il est pris d'une telle faiblesse qu'on le croit mort. « Son apothicaire lui ouvre les dents avec un couteau et une cuiller, et lui pousse le doigt dans la gorge pour le faire vomir ». L'expédient réussit, et le roi, après avoir rendu le sang en abondance, revient à lui. Il réclame le saint viatique et demande que l'on fasse venir son fils.

« Quand on nous vint avertir chez M. le prince de Galles », dit Perth, « on ne nous dit pas l'état où étoit le roi, de sorte que le prince entrant et voyant le roi, mourant et tout couvert de sang, le regarder fixement, il commença à jeter de grands cris, en se jetant tout en larmes entre ses bras ». Le roi l'embrasse tendrement et, en lui donnant sa bénédiction, lui recommande d'être bon catholique, de craindre Dieu, et d'obéir à sa mère et au roi de France. Mais l'émotion où ils le voient inquiète les médecins qui erient de toutes leurs forces : « Milord Perth, ôtez Monsieur le Prince ; vous voyez que le roi est tout ému ». On craint un retour de l'hémorrhagie. « Je voulois, sur cela », dit Perth, « arracher le Prince d'entre les bras du roi son père ; l'un et l'autre pleuroient d'une manière à attendrir le prince d'Orange lui-même, et c'est tout dire. Mais le roi, avec le peu de force qui lui restoit, embrassa son fils et me dit : « Ne m'ôtez pas mon fils ; laissez-moi le bénir encore une fois » ; et, en lui disant : « Ne vous séparez jamais de la religion catholique ; on ne peut trop perdre pour Dieu », il le bénit avec le signe de la croix, et je le retirai d'auprès du roi » (2).

Après avoir reconduit le prince chez lui, Perth revient près de Jacques II et le trouve qui exhorte ses officiers protestants « à se faire bons catholiques ». Ensuite le prêtre lui apporte les derniers sacrements, et lorsqu'il le voit entrer, le moribond s'écrie : « Ah ! Voyez l'heureux

(1) MM. du Boscq de Beaumont et Bernos disent par mégarde, page 228, que c'est à l'abbé de Rancé, lequel était mort le 27 octobre 1700.

(2) *Mémoires de Saint-Simon*, IX, Appendice XIV, p. 426.

temps venue ! » Il communie et reçoit l'extrême-onction « avec », dit Perth, « la dévotion d'un saint mourant » (1).

Après quoi, voyant le comte de Perth auprès de lui, il lui dit avec beaucoup de bonté : « Milord, je vous recommande mon fils ». « Mes larmes », dit Perth, « m'empêchèrent de lui répondre ; c'est ce qui l'obligea de me répéter la même chose. Ne pouvant plus contenir mes larmes, je me retirais, quand il m'appela encore et me dit pour la troisième fois, en me donnant sa main : « Milord, je vous recommande mon fils ; je lui ai donné un bon gouverneur ». Le Père confesseur lui dit : « Sire, Votre Majesté n'a-t-elle rien à ordonner davantage ? » Il ordonna qu'on me fît venir ; car je m'étois retiré dans un coin de la chambre. Quand il me vit, il me dit : « Approchez-vous ». Je me mis à genoux, et il me chargea d'une commission pour le roi de France : c'étoit la dernière prière qu'il faisoit à Sa Majesté » (2).

En rapportant cette même scène à M. Wallace, Perth ajoute : « Mais j'espère maintenant qu'il le verra lui-même, car il est probable qu'il durera quelque temps encore » (3).

Deux jours se passent en effet, apportant une légère amélioration, et l'on se reprend à espérer. « Le roi est encore en danger », dit Perth le mardi soir à M. Wallace, « mais les médecins n'ont pas encore perdu tout espoir ». Et, avec une certaine complaisance, bien pardonnable au surplus, il raconte la visite que Louis XIV a rendue la veille au roi, son maître, et le rôle qu'il a joué, lui Perth, en cette occasion.

« Quand le roi de France arriva, il descendit de son carrosse à l'intérieur de la grille. Vous savez que la fenêtre de mon cabinet donne de ce côté. Je descendis donc en hâte et fus la seule personne de qualité à lui rendre ses devoirs. Je lui dis que je regrettais que Sa Majesté fût descendue de son carrosse, car le roi, mon maître, ne l'eût pas entendue, même si elle avait pénétré dans la cour. « Monsieur », dit le Roy, « estce que mon carrosse ne fait autant de bruit qu'un autre ? » (4) Délicatesse digne du grand roi.

En apercevant son royal visiteur, Jacques lui dit : « Monsieur, que J'embrace Vostre Majestée pour la Dernière fois. — Non, Monsieur, dit le Roy, J'espère ce ne sera pas pour la Dernière fois, mais Je suis

(1) Perth à M. Wallace, 5 sept. 1701. (*Correspondence at Blairs*, N° 80).

(2) *Mémoires de Saint-Simon*, loc. cit., p. 427.

(3) *Corr. at Blairs*, N° 80.

(4) *Ibidem*, N° 81. Cette dernière phrase est en français dans le texte, et nous reproduisons l'orthographe de Perth.

édifié tout a fait de ce que je voy dans Votre Majesté. C'est un grande lesçon : Dieu nous fasse la Grace d'en profiter » (1).

Ceci se passe le lundi 5 septembre. Dès le mercredi, on voit clairement qu'il faut renoncer à tout espoir. Le malade du reste ne désire point guérir, et à Perth qui se tient près de son lit il déclare « qu'il ne souhaite rien tant que de ne pouvoir plus offenser Dieu, et, tant que l'on est dans cette vie, il est toujours dangereux, et on est toujours dans l'occasion de le faire » (2).

Le comte a toujours été son homme de confiance ; il l'est encore en ces instants suprêmes. C'est lui qu'il charge de dire à l'un des gentilshommes de sa cour « de quitter toutes ses vues mondaines d'honneur et de vanité qui l'empêchent de se faire catholique, et que c'est son roi mourant qui lui fait cette exhortation » (3).

Enfin, lorsque Louis XIV, cédant aux prières de la reine Marie-Béatrice, qu'appuyaient celles de Madame de Maintenon, et contrairement à l'avis de son Conseil, a décidé de reconnaître le prince de Galles comme roi d'Angleterre, et vient à Saint-Germain, le 13 septembre, pour en porter la nouvelle au roi Jacques, c'est encore le comte de Perth qui est le témoin direct de cette scène historique.

Arrivé à Saint-Germain vers trois heures de l'après-midi, Louis XIV entre par le balcon chez la reine, sans passer par la chambre du roi. « Il n'y eut pas été un quart d'heure », dit Perth, « qu'il m'appela par la fenêtre et m'ordonna de faire venir le prince de Galles ». Un autre quart d'heure se passe ; l'enfant sort tout en larmes. « Et comme, en le conduisant dans son appartement, je lui demandai, sans me douter de ce qui s'étoit passé, ce que le Roy lui avoit dit, ce jeune Prince me répondit, avec une présence d'esprit surprenante : « Monsieur, le Roy m'a ordonné de n'en parler à qui que ce soit, et je ne vous en dirai pas même un mot, car je veux lui obéir en toutes choses » (4).

Ce que le petit prince refusait de confier à son gouverneur, celui-ci n'allait pas tarder à l'apprendre. Revenu près de son maître, il voit Louis XIV entrer, s'approcher du lit et donner à Jacques II l'assurance qu'il reconnaîtra son fils pour roi d'Angleterre. A cette heureuse nouvelle, la joie des assistants éclate. « Notre transport étoit tel », dit Perth, « que ni le triste objet de notre très cher roi et maître mourant, ni l'auguste présence de notre généreux protecteur ne furent pas capa-

(1) *Ibidem*. Egalement en français dans le texte.

(2) Saint-Simon, p. 427.

(3) *Ibidem*, p. 428.

(4) *Ibidem*, p. 429.

bles de réprimer les éclats et les saillies ». C'est au point que le bruit empêche Louis XIV d'entendre les remerciements du roi moribond (1).

Sur ce, le roi de France quitte l'appartement, et, apercevant le gouverneur, « il lui parle de la manière la plus obligeante du monde, en louant toujours le prince de Galles de sa discrétion, de sa sagesse et de ses réponses tout à fait spirituelles » (2).

Mais à peine est-il parti qu'on vient avertir Perth que le roi le demande. « J'y cours », dit-il, « et, au moment où j'entrai dans sa chambre, il me dit d'un ton de voix ferme et assuré : « Milord, savez-vous la bonne nouvelle ? Le Roy veut reconnaître mon fils pour roy sitôt que je serai mort. Allez vite le conduire au Roy, qu'il se jette à ses pieds pour l'en remercier et pour lui marquer sa reconnaissance de la bonté et de la générosité qu'il lui témoigne en cette occasion » (3). Perth lui explique alors que le roi de France en a donné la nouvelle au prince de Galles avant de venir près de Sa Majesté, et que du reste il est déjà parti.

Cette reconnaissance du prince de Galles par Louis XIV était certainement la plus grande consolation que le monarque français pût apporter à son hôte mourant, et les dernières paroles que celui-ci adressa à son fils furent pour lui recommander la gratitude envers son royal bienfaiteur. Le mercredi matin, le comte de Perth ayant amené l'enfant près du lit de son père, ce dernier s'attendrit un peu et lui dit : « Dieu vous bénisse, mon fis ! Je ne vous ai point vu depuis que Sa Majesté Très Chrétienne a déclaré qu'il vous veut reconnaître pour roi après ma mort. N'oubliez jamais sa bonté, et soyez-en toujours reconnaissant » (4).

Quant à Perth, il ne fait point mystère de ses sentiments à ce sujet. Racontant l'entrevue qu'il eut avec Mgr le duc de Bourgogne, lequel lui déclara « que le roi n'avoit jamais fait d'action qui l'eût pénétré davantage que celle qu'il venoit de faire pour Mgr le prince de Galles », il ajoute : « et je serois prêt de me révolter contre tous ceux qui auroient été d'un avis contraire » (5).

Et cependant, si magnanime et si généreuse que fût la décision prise par Louis XIV, elle était indubitablement une faute, dont les conséquences allaient être en fin de compte aussi funestes au fils de Jacques II

(1) Perth raconte la même scène, avec de légères variantes, dans une lettre en français à son ami, le président Le Pelletier (14 septembre 1701). *Corr. at Blairs*, N° 82.

(2) Saint-Simon, *loc. cit.*, p. 429.

(3) *Ibidem*, *loc. cit.*, p. 430. Aussi : *Corr. at Blairs*, N° 82.

(4) *Ibidem*, pp. 430-431.

(5) *Ibidem*, p. 431.

qu'au roi de France. Celui-ci aura beau épiloguer et prétendre qu'il n'a point violé le traité de Ryswick, Guillaume d'Orange aura le droit d'être d'un avis tout différent ; et, le premier mouvement d'humeur passé (1), il se félicitera en secret de l'argument décisif que lui fournit ainsi son rival, pour décider l'Angleterre à de nouvelles hostilités contre la France. La guerre de la Succession d'Espagne va s'ouvrir, et jamais Louis XIV n'aura été moins à même de contribuer au rétablissement du Stuart détrôné.

Mais, si les conseillers de Louis XIV envisagèrent ces éventualités, si le monarque lui-même les redouta un instant et passa outre, à Saint-Germain, où le souci de l'avenir immédiat hantait les esprits, on ne comprenait qu'une chose : abandonné par le roi de France, on n'existait plus ; reconnu et protégé par lui, on continuait d'exister, et tous les espoirs étaient encore permis.

Jacques II mourut le vendredi 16 septembre. Il avait demandé à être inhumé dans l'église paroissiale de Saint-Germain, sans aucune cérémonie et comme les pauvres, avec cette simple épitaphe : « Ci-gît Jacques II, roi d'Angleterre ». Mais Louis XIV lui fit apparemment comprendre que la dignité royale ne pouvait s'accommoder d'un pareil traitement (2). Le corps fut donc transporté à minuit dans une chapelle de l'église des bénédictins anglais, à Paris, faubourg Saint-Jacques, où, dans son triple cercueil, recouvert de velours noir, il reposa sous un dais, en attendant qu'on pût le transférer à Westminster. Il devait attendre longtemps, jusqu'au jour de 1793, où les sans-culottes vinrent lui faire subir le sort réservé aux cadavres de tous les « tyrans » !

Comme le défunt était mort en odeur de sainteté (3), les viscères que l'on avait prélevés pour l'embaumement furent distribués entre divers sanctuaires : une partie des entrailles fut inhumée dans l'église paroissiale de Saint-Germain-en-Laye, et le reste fut donné au collège des jésuites anglais à Saint-Omer ; le cœur fut porté au couvent de Chaillot ; quant au cerveau, il fut remis au collège écossais de Paris,

(1) « Le roi William reçut en sa maison de Loo, en Hollande, la nouvelle de la mort du roi Jacques II et de la reconnaissance du prince de Galles, pendant qu'il était à table avec quelques princes d'Allemagne et quelques autres seigneurs ; il ne proféra pas une seule parole outre la nouvelle, mais il rougit, enfonça son chapeau et ne peut contenir son visage ». (Saint-Simon, IX, 298-299).

(2) « Quelle réponse il (Jacques II) obtint à cette requête, je ne sais », dit Perth à ce sujet, « mais j'ai entendu le roi de France admirer devant notre curé (de Saint-Germain) la foi et la résignation de notre roi, comme un grand exemple donné à notre siècle ». (*Corr. at Blairs*, N° 81).

(3) « Le peuple de Paris l'a déjà canonisé par la rumeur publique », dit Perth à l'abbé Leslie, le 24 octobre 1701. (*Corr. at Blairs*, N° 78, par erreur).

« où le comte de Perth fit élever à ses frais un beau monument, témoignant combien le collège se sentait honoré de posséder ces précieuses reliques » (1).

Par son testament Jacques II établissait la reine Marie-Béatrice régente conjointement avec le roi de France, Perth étant désigné, avec plusieurs autres, pour faire partie du Conseil de la régente (2). Et c'est sous la tutelle de sa mère et de son royal bienfaiteur que le jeune Jacques III allait commencer son long règne de roi en exil.

Or, en mai 1701, lorsque le duc de Beauvillier, ancien gouverneur du duc d'Anjou, avait été créé grand d'Espagne par son élève devenu roi, la reine d'Angleterre avait, de Bourbon, écrit au prince de Galles : « Vous devriez suivre un aussi bon exemple s'il plaît à Dieu de vous mettre à même de manifester votre gratitude envers votre gouverneur » (3). Et l'enfant avait gentiment remis ce mot à lord Perth, après y avoir ajouté de sa main : « Ceci est l'avis que la Reine me donne à cette occasion, et je le suivrai ». Devenu roi à son tour, Jacques III tint parole, et l'un de ses premiers actes fut pour récompenser son gouverneur en l'honorant d'un titre nouveau. Le 24 septembre 1701, présidant son premier Conseil à six heures du soir, il le déclarait duc de Perth (4).

En agissant ainsi, il ne faisait d'ailleurs que ratifier une nomination déjà faite par le roi défunt. « Depuis la mort du roi d'Angleterre », lisons-nous dans le *Journal* de Dangeau, « la reine a voulu que le comte de Perth, gouverneur du jeune roi, prît le titre de duc, Middleton le titre de comte, et le secrétaire de ses commandements, qui s'appelle Caryll, le titre de baron, dont le feu roi leur avoit donné les patentes pendant qu'il étoit en Irlande ; mais ils l'avoient prié tous trois de tenir la chose secrète » (5).

Nous ignorons si Perth a su en mars 1689 qu'il était créé duc, car il n'était pas facile alors de communiquer avec le prisonnier de Stirling ; mais que Jacques II l'ait nommé duc à cette époque, cela est certain : la lettre patente existe, et elle est antidatée : à Dublin le 10 mars 1689 (6). Il est plus probable que cette heureuse nouvelle ne lui fut

(1) *Mémoires de Jacques II*, IV, 463.

(2) *Cal. of Stuart Papers*, II, 515.

(3) B. M. Add. Mss. 19254, fol. 103.

(4) *Nairne's Journal*, cité par M. Haile dans *James Francis Edward, the Old Chevalier*, London 1907, p. 57.

(5) VIII, 289-290. En fait Middleton était comte depuis longtemps.

(6) On sait que Jacques II n'arriva à Kinsale que le 12 mars (ancien style) et n'entra à Dublin que le 24. Dans cette lettre sur grand parchemin, avec le socle en cire verte de Jacques II, le roi, après avoir rappelé à tous ses sujets les services et les mérites de lord Perth, ajoute : *Et volentes insuper quod ille*

communiquée que plus tard, en même temps qu'on lui envoyait ou remettait la dite lettre, et il est très possible qu'alors il ait prié le roi de n'en point parler, préférant attendre sans doute que la restauration de Jacques II donnât à ce titre de noblesse sa consécration définitive et sa véritable valeur (1).

Quoi qu'il en soit, il ne pouvait plus maintenant refuser le titre dont on l'honorait sans faire injure au jeune prince, et sans gâter le plaisir que celui-ci éprouvait à jouer ainsi au monarque régnant. Il l'accepta donc, et c'est en qualité de duc de Perth qu'il écrivit au pape pour lui annoncer la mort de Jacques II ; à quoi Clément XI, qui avait été un des premiers à reconnaître la royauté de Jacques III, répondit par un bref en date du 6 décembre 1701 (2).

Le 17 octobre, il était confirmé dans ses fonctions de gouverneur du jeune roi (3), et le 30, la duchesse, sa femme, était élevée au rang de dame de la chambre de Sa Majesté la reine (4). Le 6 décembre, nous la voyons à la toilette de la duchesse de Bourgogne, où elle prend possession du fameux tabouret (5).

C'est vers cette époque, c'est-à-dire à la fin de 1701, que le gouverneur Perth put craindre un instant que le jeune roi ne lui fût enlevé. En novembre, en effet, on vit arriver à Saint-Germain lord Belhaven, qui devait y rester trois mois. Il venait, de la part du duc de Hamilton et des seigneurs écossais mécontents du nouveau régime, offrir la couronne à Jacques III, à condition que ce dernier se fît protestant (6). La reine, qui le reçut en audience privée le 2 février 1702, lui « répondit » qu'elle ne consentirait jamais à persuader son fils de troquer ses espérances célestes contre une couronne » (7). Rebuté, lord Belhaven ne se découragea point. Si le prince voulait rester catholique, pouvait-il au moins promettre de ne tolérer qu'un nombre limité de prêtres *romains* dans son royaume, et de ne faire aucune tentative pour changer la religion établie en Grande-Bretagne ? Ceci, la reine le promit en son nom.

Encouragé cette fois, lord Belhaven tenta la suprême démarche :

et posteri ejus Regii favoris nostri insigne aliquod gerant, Eum et posteros ejus titulo et gradu Ducis de Perth, etc., etc., Regni nostri Scotiae tanquam perpetuo nostri (sic) meritorum ejus estimationis monumento ornare decrevimus. Apud Dublinum decimo die Martii 1689, anno Regni nostri sexto. (Archives de Drummond Castle).

(1) Car il va sans dire que pour l'Angleterre officielle, James Drummond n'était et ne sera toujours que le comte de Perth.

(2) Archives de Drummond Castle, liasse I.

(3) *Cal. of Stuart Papers*, I, 162.

(4) *Ibidem*, I, 164.

(5) *Sourches*, VII, 164.

(6) *Sourches* y fait allusion le 19 décembre 1701 (*Mémoires*, VII, 173).

(7) M. Haile, *Queen Mary of Modena*, p. 359.

est-ce que Sa Majesté consentirait à envoyer son fils en Ecosse, où sa seule présence suffirait à galvaniser l'énergie de ses partisans ? Aventurer en Ecosse, sous la garde d'un jacobite d'aussi fraîche date que lord Belhaven, un enfant qui n'avait pas encore treize ans ? La reine n'y pouvait songer : la prudence de la régente, sans parler du cœur de la mère, se révoltait à cette seule pensée. Et les choses en restèrent là (1).

Mais le bruit de ces transactions était parvenu jusqu'à Rome, où l'on s'inquiéta. Perth, averti par son ami, l'abbé Leslie, put le rassurer pleinement. « Vos hommes politiques de Rome », lui écrit-il le 13 juin 1702, « n'ont rien à craindre pour la religion de notre roi. Il y est fermement attaché et pieux à un degré que je n'ai encore jamais rencontré chez personne de son âge. C'est l'adolescent le plus vigoureux, le plus actif et le plus judicieux que j'aie jamais vu » (2).

Le danger, si danger il y avait, n'était pas que le jeune Prétendant reniât la religion de ses parents, mais bien qu'il donnât dans cette déformation de la religion catholique : le jansénisme. Vers la fin de 1703, en effet, se produisit un incident qui, jetant un jour assez curieux sur l'éducation que l'on donnait à ce prince, mérite à ce titre que l'on s'y arrête un instant.

La reine Marie-Béatrice découvre tout à coup que le Dr Betham incline vers le jansénisme. On l'accuse, entre autres choses, de conseiller à son élève les livres de dévotion de Port-Royal à l'exclusion de tous autres ; d'avoir dit que Port-Royal était un des plus réguliers et des plus saints monastères de France ; d'avoir loué Arnauld, Nicole, etc. comme de grands hommes et de dignes réformateurs du clergé français. En politique, ses idées sont tout aussi subversives, car il aurait dit qu'il préférerait vivre sous Cromwell ou le prince d'Orange que sous le gouvernement de France (3).

La reine, alarmée, en réfère à Madame de Maintenon, laquelle lui répond le 19 décembre que Mgr de Thiard, évêque de Toul, consulté, est d'avis « qu'une tierce personne soit toujours présente aux entretiens du prince avec son précepteur ». Conseil facile à donner, moins commode à suivre. Quelle serait cette tierce personne ? Le gouverneur, naturellement. Mais voici que le duc de Perth est soupçonné d'être lui aussi assez favorable aux jansénistes, et nous verrons par la suite que ce soupçon n'était pas sans fondement. Du reste, le précepteur ne va-t-il

(1) A. Shield and A. Lang, *Op. cit.*, p. 61.

(2) *Perth's Corr. at Blairs*, N° 84.

(3) *Cal. of Stuart Papers*, I, 190-191.

pas trouver étrange cette innovation, et s'en formaliser ? Alors, faut-il, comme le propose le curé de Saint-Sulpice, M. de la Chétardye, donner des conseils au Dr Betham ? Comment ce dernier les recevra-t-il ? Madame de Maintenon conclut que, « tout bien considéré, il vaut mieux s'abstenir de toute intervention précipitée » (1).

Mais la reine d'Angleterre veut être rassurée sur le compte du Dr Betham, et qui choisit-elle pour sonder les dispositions du précepteur ? Le cardinal de Noailles, archevêque de Paris, celui-là même à qui Madame de Maintenon écrivait le 13 octobre 1698 : « J'ajoute que le roi d'Angleterre me dit qu'il lit tous les livres de ces messieurs (de Port-Royal), sans scrupule, parce que vous lui en avez donné la permission. La reine me dit en même temps qu'elle ne les veut point lire » (2).

Comme on pouvait s'y attendre, les deux entretiens que le cardinal eut avec le Dr Betham le satisfirent pleinement. « Ce matin », écrit-il à la reine le 20 février 1704, « j'ai eu avec lui une longue conversation. J'ai des raisons d'être satisfait, et j'espère que V. M. le sera aussi à l'avenir ». Et de nouveau, le 3 mars : « Je ne doute point qu'il ne se conduise désormais comme V. M. peut le désirer » (3).

Voilà qui était tout à fait rassurant ! Les craintes de Marie-Béatrice s'apaisèrent, et l'influence de Port-Royal put continuer de s'exercer impunément sur l'esprit du jeune roi.

Et pendant trois ans encore le duc de Perth continua également de veiller sur l'éducation de Jacques III, l'accompagnant dans les nombreuses visites que la cour de Saint-Germain rendait, comme par le passé, à la cour de France. Parfois, et pour les circonstances officielles (4), on allait à Versailles ; mais le plus souvent c'était soit à Marly, soit à Trianon, où, l'été, Louis XIV faisait au jeune roi et à sa mère les honneurs de ses jardins, après leur avoir donné, comme dit de Souches, « une collation très propre ». Le soir, feu d'artifice et souper en musique (5).

En automne, c'étaient les chasses et les spectacles à Fontainebleau, et aux unes comme aux autres le jeune monarque trouvait le plus grand plaisir. Nous lisons dans le *Journal* de Dangeau, à la date du vendredi 12 octobre 1703 : « Le soir, *Alexandre* de Racine et le *Concert Ridicule*

(1) *Cal. of Stuart Papers*, I, 189.

(2) Théophile Lavallée, *Corr. gén. de M^{me} de Maintenon*, Paris 1866, IV, 260-262.

(3) *Cal. of Stuart Papers*, I, 192-193.

(4) Par exemple pour le baptême du comte de la Marche, le 30 juin 1704, où la reine d'Angleterre fut marraine et Louis XIV parrain. (Souches, VIII, 408 ; Dangeau, X, 58).

(5) Souches, IX, 45 (12 août 1704).

de Palaprat. Jacques s'y divertit fort ; non seulement il n'en avoit jamais vu avant ce voyage-ci, mais même il n'en avoit jamais lu » (1).

L'hiver, il y avait à Marly force bals et soupers. A un de ces derniers, le 6 janvier 1704, on fête les Rois. Les gâteaux passent, et naturellement c'est Marie-Béatrice qui est « reine ». « Monseigneur », dit Sourches en parlant du duc de Bourgogne, « se débaucha ce soir-là à cause de la cour d'Angleterre. On donna à tous les convives des sifflets qui faisoient toutes les parties de la musique, et on siffla toutes les fois que les reines burent ». (2). Une autre fois, en mars 1705, nous voyons qu'une table spéciale est réservée au duc de Perth et aux autres Anglais (3).

Ainsi se succédaient les saisons, et passaient les années, jusqu'au jour de juin 1706, le 20 exactement, où le prince, ayant atteint sa majorité légale de dix-huit ans, fut émancipé à la fois de son précepteur et de son gouverneur. Désireux de donner au duc de Perth, qu'il avait déjà nommé gentilhomme de sa Chambre le 17 février 1703 (4), une nouvelle preuve de sa gratitude, il lui conféra l'ordre de la Jarretière (5).

De son côté, le duc, arrivé au terme de ses fonctions, estima qu'il était de son devoir de rendre compte au souverain pontife de son mandat de gouverneur, l'éducation d'un roi étant de ces choses, dit-il, qui peuvent avoir leur contre-coup, bon ou mauvais, sur le sort de la chrétienté, dont le pape est le chef suprême. La longue lettre qu'il écrivit alors à Clément XI va nous montrer quel fut son programme d'éducateur, quelle méthode il suivit, et quels résultats il obtint.

Son programme d'abord. « Dès que j'eus accepté cet emploi, je résolus de travailler à inculquer dans l'esprit de mon royal jeune maître les notions les plus justes que je pourrais lui donner de ses devoirs envers Dieu et l'Eglise, envers ses parents et Sa Majesté Très Chrétienne, envers tous les hommes en général et les sujets de son père en particulier » (6).

Sa méthode ensuite. Le prince confié à ses soins n'avait que huit ans ; il était à l'âge « où la raison ne commence qu'à poindre, où les passions sont vives et les appétits puissants ». Pour maintenir cette ardente jeunesse dans les limites de la raison, le gouverneur avait le choix entre deux moyens : la douceur persuasive, ou la sévérité autoritaire. Il opta pour le premier, « comme plus en rapport avec la situa-

(1) IX, 318.

(2) Sourches, VIII, 257.

(3) Saint-Simon, XII, 440.

(4) *Cal. of Stuart Papers*, I, 181.

(5) Le décret est du 21 juin 1706. (Archives de Drummond Castle, *Royal Letters*, N° 51 ; *Cal. of Stuart Papers*, I, 205).

(6) B. M. Add. Mss. 19254, fol. 138.

tion que Son Altesse occupait dans le monde, et plus conforme à son tempérament » : en quoi il fit preuve de beaucoup de bon sens, car en matière éducative, mieux vaut adapter la méthode à l'enfant, que de vouloir plier l'enfant à la méthode. En conséquence, il s'efforça dans tous ses préceptes de s'accommoder à la capacité réceptive du jeune prince, « lui montrant », dit-il, « les raisons pour lesquelles il devait faire ce que je lui commandais, et l'avantage qu'il en retirerait, et, si je ne pouvais le lui faire comprendre, je lui disais qu'il comprendrait plus tard quand son jugement aurait mûri, et que par conséquent il devait pour le moment obéir, et qu'un jour il en constaterait les bons effets » (1).

Bref, le gouverneur voulait obtenir de son élève une obéissance intelligente et raisonnée, la seule qui forme réellement le caractère : méthode éducative excellente et d'une application relativement aisée quand elle s'adresse à un individu isolé et suffisamment docile ; méthode également bonne, mais d'un maniement beaucoup plus délicat s'il faut l'appliquer à une collectivité ; méthode enfin que les mauvaises dispositions naturelles du sujet peuvent rendre absolument stérile.

Par bonheur (et c'est du reste ce qui avait déterminé le choix de la méthode), le prince de Galles était naturellement docile. « Il manifestait pour son avancement d'excellentes dispositions », dit Perth, « telles qu'on en rencontre chez peu d'enfants, et, à mon avis, chez presque aucun prince ». Par exemple, « jamais il ne s'irritait d'être contredit, réprimandé, humilié, ou (ce qui pour lui était plus grave encore, si l'on considère la déférence et la crainte révérencielle qu'il avait pour ses parents) lorsqu'on se plaignait de lui au roi et à la reine, et qu'on leur représentait ses fautes, ses défauts ou ses imperfections ».

Tel était l'enfant, et tel devait être le jeune homme ; « car », dit Perth en 1706, « alors que, tout dernièrement encore, je faisais à la reine et devant lui un tableau un peu poussé au noir de ses petits défauts, il ne le prit pas en mauvaise part, ne changea point d'attitude envers moi, ni ne fut moins aimable à mon égard l'instant d'après ».

Le duc se félicite de trouver tant de vertu chez un être si jeune, car il y voit un indice rassurant pour l'avenir. Un jour ce prince, qui supporte si bien la critique, « saura écouter patiemment ses conseillers lui présenter la vérité sous son vrai jour ; il saura peser avec calme et sagesse ce qu'on lui dira, même si cela ne répond point à son sentiment personnel. Dans ces conditions », dit-il, « il ne pourra manquer d'être un excellent prince » (2).

(1) B. M. Add. Mss. 19254, fol. 138.

(2) *Ibidem*.

Et voilà déjà un résultat appréciable. Mais Perth en découvre d'autres. Le premier, et le plus important à ses yeux, est d'avoir ancré fortement dans l'âme du jeune homme la vertu de religion et tout ce qui en découle. « Quant à ses devoirs envers Dieu », dit-il, « jamais que je sache personne de son âge ne fut aussi constant que lui dans ses dévotions, ni aussi curieux des choses de la religion, ou de ce qui pourrait le rendre acceptable à Dieu ». Ces dispositions édifiantes ont grandi avec lui, continue Perth, et « maintenant qu'il a dix-huit ans accomplis, il est innocent comme un enfant de trois ans ». Il pousse même le souci de sa préservation morale jusqu'à demander à Dieu dans ses prières de le retirer de ce monde, si Dieu voit que son séjour ici-bas peut être dangereux pour le salut de son âme.

Et Perth d'en conclure que ceci est le fruit des bons exemples que lui ont donnés ses parents, et des ferventes prières qu'ils ont faites pour lui. Nous ajouterons, ce que la modestie l'empêche de dire, que la piété de son gouverneur n'a pas été sans influencer le jeune prince.

En ce qui concerne son profond respect pour le Siège Apostolique, il est, dit Perth, au-delà de toute expression. « Personne ne peut être attaché à la foi catholique de façon plus ferme et plus orthodoxe (nonobstant l'influence janséniste !) que ne l'est Sa Majesté » ; et ici le duc ne craint pas d'ajouter : « comme on pouvait l'attendre d'un enfant confié aux soins d'un homme aussi entièrement dévoué à Votre Sainteté que je l'ai toujours été, depuis que j'ai eu l'honneur de vous être présenté » (1).

Chrétien convaincu, catholique inébranlable, le prince est aussi un fils respectueux et soumis, qui aime ses parents et n'a pas de plus grande joie que de leur plaire et de prévenir leurs désirs. Tel il fut envers son père, tant que vécut celui-ci, tel il continue d'être à l'égard de sa mère, « et jamais », dit Perth, « on ne vit d'union plus parfaite que celle qui règne entre la reine et lui ».

Il a aussi pour le roi de France toute la reconnaissance que méritent les multiples obligations qu'il a envers ce monarque. Depuis la mort de Jacques II, il a toujours considéré Louis XIV comme son bienfaiteur et son second père, « ce que Sa Majesté Très Chrétienne a toujours été pour lui », dit Perth. Et le duc en est tellement pénétré qu'il se déclare « impuissant à parler de cette affaire d'une façon qui corresponde à l'idée qu'il en a » (2).

Enfin, pour ce qui regarde ses sujets rebelles et obstinés dans leur

(1) B. M. Add. Mss. 19254, fol. 139.

(2) *Ibidem*.

rébellion, ses sujets qui repoussent leur roi légitime comme ils repoussent la vraie foi, « ils sont l'objet de sa charité et non de son ressentiment ». Il prie pour leur conversion, « et si l'exemple d'une vie sainte peut y contribuer, ils le trouvent dans la façon dont Sa Majesté pratique son devoir ».

En terminant, le duc de Perth reconnaît que sa tâche d'éducateur a été, comme nous l'avons déjà dit, considérablement facilitée par les qualités innées du jeune prince. Il ne manquait en fait à cette âme naturellement fière, et accoutumée dès l'âge le plus tendre à recevoir toutes les marques extérieures du respect, qu'une seule vertu : l'humilité. Et ce n'est qu'au prix de longs efforts, et grâce à la patiente insistance de son gouverneur, que le prince a fini par en reconnaître la nécessité. « Acquisie ainsi par la raison et sanctifiée par la grâce », dit Perth, « elle n'en est que plus méritoire » (1).

Voici donc un jeune prince que l'on a « entraîné à haïr la flat-terrie, à estimer la vertu et à repousser le vice », et à se convaincre que seule sa valeur personnelle pourra lui acquérir l'estime réelle des hommes. Il a appris que le bien public devait être la règle de son gouvernement, et qu'une judicieuse distribution des récompenses et des châti-ments devait en être le ressort. Il est persuadé que le devoir d'un roi est de travailler au bonheur de ses sujets, en assurant leur progrès moral et matériel, plutôt qu'à sa propre grandeur, en élargissant les limites de ses Etats, au détriment de ses voisins. Il s'est appliqué à l'étude de l'histoire (2) et à celle du droit, et il n'ignore point les principes de l'art militaire. En un mot, il s'est préparé à la grande tâche qui lui est réservée : « reconquérir ses royaumes et les gouverner ensuite avec sagesse et selon la justice » (3).

Trois ans plus tard, Fénelon, ayant eu l'occasion d'héberger le Prétendant à Cambrai, en faisait ensuite un portrait qui confirme sur plusieurs points l'appréciation de lord Perth. L'archevêque y mettait naturellement en relief les qualités qu'il eût aimé rencontrer chez son ancien élève, le duc de Bourgogne, auquel il avait précisément, l'année précédente, reproché les défauts contraires (4). « J'ai vu plusieurs fois assez librement le roi d'Angleterre », écrivait-il au duc de Beauvillier

(1) B. M. Add. Mss. 19254, fol. 139.

(2) Dès septembre 1696, Perth écrivait à ce sujet à l'abbé Leslie : « S'il plaît à Dieu que je vive assez pour voir mon jeune maître en âge de recevoir ces maximes, elles ne lui feront pas défaut. Je sens si bien la nécessité pour un roi catholique d'Angleterre de les avoir, que j'oublierai beaucoup de choses avant d'oublier d'en instruire le prince ». (*Corr.* at Blairs, N° 30).

(3) B. M. Add. Mss. 19254, fol. 139-140.

(4) Cf. Cardinal de Beausset, *Histoire de Fénelon*, Versailles 1817, tome IV, pp. 80 à 110.

le 15 novembre 1709, « et je crois devoir vous dire la bonne opinion que j'en ai. Il paroît sensé, doux, égal en tout ; il paroît entendre toutes les vérités qu'on lui dit. On voit en lui le goût de la vertu et des principes de religion sur lesquels il veut régler sa conduite ; il se possède, et il agit tranquillement comme un homme sans humeur, sans fantaisies, sans inégalités, sans imagination dominante, qui consulte sans cesse la raison, et qui lui cède en tout. Il se donne aux hommes par devoir, et est plein d'égards pour chacun d'eux. On ne le voit ni las de s'assujettir, ni impatient de se débarrasser, pour être seul et tout à soi, ni distrait, ni renfermé en soi-même au milieu du public. Il est tout entier à ce qu'il fait ; il est plein de dignité sans hauteur, et il proportionne ses attentions et ses discours au rang et au mérite. Il montre la gaîté douce et modérée d'un homme mûr ; il paroît qu'il ne joue que par raison, pour se délasser selon le besoin, ou pour faire plaisir aux gens qui l'environnent. Il paroît tout aux hommes, sans se livrer à aucun : d'ailleurs cette complaisance n'est suspecte ni de foiblesse, ni de légèreté ; on le trouve ferme, décisif, précis. Il prend aisément son parti pour les choses qui doivent lui coûter..... » (1).

Ces dernières remarques, suggérées à Fénelon par l'attitude de Jacques III lors de la bataille de Malplaquet, bien que parfaitement justifiées en cette circonstance, sont les seules qui ne nous paraissent point cadrer absolument avec ce que nous savons du jeune prince. Car l'éducation un peu étroite, un peu austère aussi, qu'on lui avait donnée, avait développé la tendance à l'hésitation et au scrupule d'une nature déjà prédisposée à douter d'elle-même, ce qui le portera un jour à consulter au lieu d'agir. Sur ce point, Saint-Simon nous semble plus près de la réalité lorsqu'il dit du Prétendant, à propos de la tentative de 1708 : « Il montra beaucoup de volonté et de fermeté, qu'il gâta par une docilité qui fut le fruit d'une mauvaise éducation, austère et resserrée, que la dévotion mal entendue en partie, en partie le désir de le maintenir dans la crainte et la dépendance, lui fit donner par la reine, sa mère, qui voulut toujours dominer avec toute sa sainteté » (2).

Cependant, et cette réserve faite, il est indéniable que Jacques III avait été soigneusement préparé au rôle qu'il pouvait être appelé à jouer un jour.

A cette préparation minutieuse le duc de Perth avait collaboré de toute son âme, et il méritait qu'une parole venue de haut l'en félicitât. Mais les jours passaient, et sa lettre au pape restait sans réponse. Au

(1) Cardinal de Beausset, *Op .cit.*, tome III, pp. 285-286.

(2) *Mémoires*, XV, 430-431.

bout de trois semaines, il crut bon de rafraîchir, au moins indirectement, la mémoire du saint-père, et, à la fin d'une lettre du 5 août, il dit à l'abbé Leslie : « Je voudrais que vous obteniez une audience du pape, et alors, sans paraître vous enquérir de l'affaire, vous pourriez apprendre sans peine si mon compte-rendu sur la façon dont je me suis acquitté de ma charge lui a plu » (1).

Il faut croire que Clément XI n'avait pas besoin de cette remise en mémoire, car le 10 août, avant par conséquent que Leslie ait pu recevoir la lettre de Perth, il envoyait à celui-ci un bref très élogieux, où la satisfaction du pontife se résumait en cette phrase : « Nous ne pouvons assez louer la piété, la sagesse et l'habileté avec lesquelles vous n'avez cessé de travailler à ce que ce prince devînt grâce à vous tel qu'il devait être » (2).

L'ex-gouverneur du prince de Galles pouvait dormir en paix : il avait obtenu son satisfecit.

(1) *Corr.* at Blairs, N° 93.

(2) B. M. Add. Mss. 19254, fol. 141.

CHAPITRE IV

Les Amitiés françaises du duc de Perth

Lord Perth et Bossuet : il lui recommande M. de Menize ; échange de lettres ; Bossuet à Saint-Germain ; il envoie ses ouvrages à Perth ; la distribution des prix au Collège de Navarre ; mort de Bossuet. Perth et la Trappe : l'épisode de frère Alexis ; Perth et le successeur de Rancé. Perth et les bénédictins de Saint-Maur : ses lettres à Mabillon ; celui-ci lui fait présent de ses ouvrages ; mort de William Drummond ; relations entre l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés et la cour exilée ; mort de Mabillon ; Ruinart écrit sa vie à la demande de Perth ; difficultés à surmonter ; Perth au R. P. Général ; mort de Ruinart. Perth janséniste.

Homme d'un commerce agréable (1) et d'une réelle vertu, le duc de Perth s'était, nous l'avons vu, fait des amis un peu partout : dans les Pays-Bas, en Allemagne et en Italie. Il devait également s'en faire durant les vingt années qu'il lui restait à passer à Saint-Germain, et particulièrement dans le monde ecclésiastique, où sa conversion et les souffrances qu'il avait endurées pour sa foi avaient suscité un vif intérêt.

Nous voudrions ici, autant du moins que nous le permettent les quelques documents qui nous ont été conservés, étudier les relations amicales qu'il eut avec Bossuet, la Trappe et les bénédictins de Saint-Maur.

Avec Bossuet d'abord. Il y avait, à vrai dire, entre le grand évêque et son fils spirituel autre chose et plus que de l'amitié ; il y avait ce sentiment d'un genre tout spécial qui unit entre eux le prêtre et le converti qu'il a engendré à la foi : de la part de Bossuet, une sollicitude et une tendresse toutes paternelles ; du côté de Perth, un sentiment complexe, fait d'admiration, de confiance et de gratitude.

Le 14 novembre 1695, alors qu'il était encore à Rome, Perth écrivait à Bossuet : « Je prends la liberté de vous présenter le gentilhomme

(1) « *(He) tells a story very prettily* », dit John Macky, *Op. cit.*, p. 242.

qui aura l'honneur de vous porter cette lettre, M. de Menize, un de mes amis, qui ne m'a jamais abandonné, et qui a toujours adhéré au roi par principe d'honneur et de justice : je serois très aise d'y ajouter de religion aussi ; mais c'est de vous, Monseigneur, que j'espère que Dieu se servira pour lui donner des principes si au-dessus de la raison humaine ».

Quel est ce gentilhomme écossais dont Perth dit « qu'il lui est fort cher », qui fait partie de la cour de Saint-Germain, et qui écrit lui-même à Bossuet, en s'excusant de le faire « en fort mauvais français » ? Ne serait-ce point Jo. Menzies, que Perth désigne à Balcarres comme étant l'un de ceux en qui ce dernier « peut avoir une entière confiance » (1) ; Jo. Menzies à qui il vient précisément d'écrire le 4 octobre précédent (2), et dont le nom aura été ainsi francisé en « de Menize » par le traducteur ou par un copiste ? C'est assez probable.

Quoi qu'il en soit, Perth, qui a été converti par Bossuet, ne doute point que son ami ne le soit également. « J'espère », dit-il, « que si vous voulez avoir la bonté pour moi de discourir avec lui sur la religion catholique et même sur la chrétienne, car j'ai peur qu'il ne soit pas trop persuadé de ce premier principe, il en sera convaincu et se rendra avec gloire au plus habile et plus digne prélat qui soit sur terre ». Et il profite de l'occasion pour redire une fois de plus à son illustre correspondant que « c'est à lui qu'il doit ses espérances après Dieu » (3).

Ce que dut être, quelques mois plus tard, la rencontre des deux hommes, nous le pouvons inférer de ce mot de Bossuet à l'abbé Renaudot, qui doit être de la fin de juin 1696 : « C'est vous, Monsieur, qui m'avez donné l'agréable avis de l'arrivée de milord grand chancelier d'Ecosse. Depuis ce temps-là nous nous cherchons l'un l'autre avec un égal empressement. J'ai été à Saint-Germain ; j'ai été en un autre lieu où l'on m'avoit assuré qu'il étoit ; j'ai été au collège des Ecossois, où l'on m'avoit dit qu'il devoit dîner. Joignez-nous, Monsieur, je vous en supplie, dès aujourd'hui, s'il se peut ; j'attendrai ici vos ordres toute la journée. Vous savez ce que je vous suis » (4).

(1) A. W. C. Lindsay, *Op. cit.*, II, 72.

(2) *Carte Papers*, N° 209, fol. 356. Dans *State Papers and Letters* de W. Carstairs, édit. J. Mac Cormick D. D., Edin. 1774, page 192, il est question d'un Mr. John Menzies, jadis professeur de philosophie à St. Andrews, et si connu pour son jacobitisme qu'il n'ose rester en Ecosse. Venu à Saint-Germain, il dirige la correspondance entre le roi Jacques et l'évêque de Glasgow. Plus tard, sous le nom d'Abram, il est le principal agent jacobite à Londres, où Perth en 1714 lui écrit assez souvent. Or, dans les *Stuart Papers*, I, 507, il y a une lettre de lui (4 février 1716) intitulée : *J. Menize (Menzies) to Lord Mar*. Ce doit être notre « M. de Menize ».

(3) *Corr. de Bossuet*, VII, N° 1304.

(4) *Ibidem*, N° 1350. Cette lettre nous paraît placée un peu trop tôt dans l'édition de MM. Urbain et Lévesque, entre le 26 mars et le 6 avril.

Quelques semaines plus tard, dès qu'il apprend la nomination de Perth au poste de gouverneur du prince de Galles, Bossuet s'empresse de lui écrire : « Ce n'est pas avec vous, Milord, c'est avec Leurs Majestés Britanniques et avec monseigneur le Prince de Galles qu'il faut se réjouir, de ce que vous êtes choisi pour son gouverneur. Dieu vous préparait à cette grande charge par les souffrances qui vous ont rendu en quelque façon le martyr de la religion et de la royauté, où Dieu veut que Sa Majesté reluisse. Conservez donc à l'Eglise, Milord, ce grand et précieux dépôt ; et gardez en la personne de ce jeune Prince, un instrument dont je crois que Dieu se veut servir pour l'exécution de ses grands desseins. Il fallait un homme comme vous pour les seconder » (1).

Regrettons une fois de plus qu'on ne nous ait pas conservé les lettres que lord Perth écrivait alors à Bossuet, et dont ce dernier dit le 31 mars 1697 : « Toutes les lettres qui me viennent de votre part me donnent une joie infinie, par la foi et la piété que j'y ressens dans toutes vos paroles » (2).

Et à ce propos serait-il téméraire de supposer que la lettre suivante du 15 janvier 1698, dont le destinataire n'est pas indiqué, fut adressée à Bossuet ? Nous la citons en respectant l'orthographe de Perth, qui, cette fois, écrit en français.

« Monseigneur, J'ai reçu avec beaucoup de plaisir le livre que vous m'avez fait l'honneur de m'envoyer ; c'est à moy à profiter d'un tel present, et non pas à presumer d'en donner mon opinion ; cependant étant comme il est plein d'erudition, de pieté solid, d'une modestie capable de prouver de quelle main il vient, il n'est pas possible pour moy de me refuser la satisfaction de declarer que tout ce que j'ay veu jusqu'icy sur le sujet de la censure du quietisme n'approche point de ce que vous avez si solidement écrit sur cette matière dans votre lettre pastoral avec autant de brieveté que de netteté ».

Si c'est de Bossuet qu'il s'agit, le livre dont parle lord Perth serait l'*Instruction sur les Etats d'Oraison*, paru en mars 1697, et la lettre pastorale pourrait être également l'*Ordonnance et Instruction pastorale de Mgr l'évêque de Meaux sur les Etats d'Oraison*, qui est du 16 avril 1695.

Le reste de la lettre semble d'ailleurs confirmer cette hypothèse. Lord Perth continue en effet : « Puisse vostre troupeau profiter de la Benediction d'avoir un tel pasteur, et toute l'Eglise de Dieu se réjouir

(1) *Corr. Boss.*, VIII, N° 1410.

(2) *Ibidem*, N° 1485.

avec cette heureuse partie d'ycelle qui est confiée a vos soins ; et puissent tous ceux qui ont l'honneur d'estre de vos serviteurs, congratuler avec vous plus sur ce que vous faites le devoir d'un Excellent Eveque, avec fidelité et succès, que ni sur l'honneur que vous avez d'estre estimé de vostre Roy et un Roy qui sçait juger des hommes avec tant de discernement ; ni sur les marques de distinction que Sa Majestée vous donne de tems en tems. Je puis vous assurer Monseigneur que personne ne peut avoir plus de joye de la derniere quelle vous a donné que celui qui a l'honneur d'estre toujours avec beaucoup de respect et de veneration, Monseigneur, vostre tres humble et tres obéissant serviteur. Perth » (1).

L'année 1699 ne nous a laissé qu'un mot de Bossuet à Perth, daté de Germigny, le 29 juin, par lequel il prie le comte de remercier de sa part la reine d'Angleterre de ce qu'elle a bien voulu faire pour son neveu, l'abbé Bossuet. Celui-ci venait de séjourner pendant deux ans à Rome, où il avait contrecarré les efforts du cardinal de Bouillon en faveur de Fénelon et du quiétisme. A son retour, il avait éprouvé le désir de se montrer à la cour de Modène, et Bossuet avait dû prier la reine Marie-Béatrice de vouloir bien recommander son neveu à la bienveillance du duc Rinaldo.

L'année suivante, si nous en croyons le *Journal* de Ledieu, Bossuet fait de fréquentes visites à la cour de Saint-Germain, ce qui explique sans doute que nous n'ayons point de lettres de lui à Perth en 1700 ; car, contrairement à ce qui s'est fait pour les lettres de Perth, celles de Bossuet nous ont été soigneusement conservées.

En 1700, l'évêque de Meaux séjourna même à Saint-Germain, à l'occasion de l'Assemblée du Clergé « qui s'y tint », nous dit Saint-Simon, « quoique le roi d'Angleterre occupât le château » (2). Le président de cette Assemblée était l'archevêque de Reims, lequel, nous dit le même Saint-Simon, « y tenoit une grande table et avoit du vin de Champagne qu'on vanta fort. Le roi d'Angleterre, qui n'en buvait guère d'autre, en entendit parler et en envoya demander à l'archevêque, qui lui en envoya six bouteilles. Quelque temps après, le roi d'Angle-

(1) Bibliot. Ste-Geneviève, Mss, 2525, Supplément Z. 790, fol. 150. Les marques de distinction, si notre conjecture est exacte, seraient, pour les plus anciennes, la nomination de Bossuet au poste de premier aumônier de la Dauphine, le 8 janvier 1680, celle de supérieur de la Maison de Navarre, le 14 août 1695, celle de conservateur de l'Université, le 14 décembre 1695, et enfin celle de conseiller d'Etat, le 29 juin 1697. Quant à la dernière, dont le roi vient de l'honorer, ce serait celle de premier aumônier de la duchesse de Bourgogne, qui est du 30 septembre 1697.

(2) *Mémoires*, VII, 164.

terre, qui l'en avoit remercié et qui avoit trouvé ce vin fort bon, l'envoya prier de lui en envoyer encore. L'archevêque, plus avare encore de son vin que de son argent, lui manda tout net que son vin n'étoit point fou et ne couroit point les rues et ne lui en envoya point » (1).

Monsieur de Reims, nous le savons, n'avait pas grande opinion du roi exilé, mais il n'en était pas de même de Bossuet. Nous lisons dans le *Journal* de Ledieu, à la date du 8 juillet 1700 : « Depuis douze ou quinze jours, je m'aperçois que notre prélat se rend assidu à la cour d'Angleterre. Le matin à la messe du roi et à son dîner, et le soir quelquefois chez la reine vers l'heure de son souper ».

Ledieu le soupçonne d'avoir « quelque vue au cardinalat sur la nomination de ce roi » (2). Peut-être ; mais en dehors et au-dessus de ces vues intéressées, Bossuet en avait d'autres, et c'est Ledieu lui-même qui nous le rappelle : « Le roi Jacques », dit-il, « déclara souvent lui-même le dessein qu'il avoit toujours eu d'appeler M. de Meaux à Londres, si l'état des affaires l'avoit permis, pour entrer en conférence avec les Anglois ». C'eût été aller au-devant des plus chers désirs de Bossuet, et l'on comprend que Ledieu ajoute : « M. de Meaux sentoit son zèle s'échauffer pour la religion quand ce roi lui parloit de la sorte, et disoit qu'il étoit prêt à passer les mers pour obéir aux ordres de Sa Majesté » (3).

Le mardi 21 septembre, à quatre heures de l'après-midi, Perth eut l'occasion d'entendre prêcher son ami dans la chapelle du château. Le sermon avait pour sujet la conversion de saint Mathieu, et peut-être l'ex-chancelier d'Ecosse fit-il le rapprochement, qui naît assez naturellement dans l'esprit, entre ce fonctionnaire qu'on lui montrait quittant son emploi pour répondre à l'appel de Jésus, et lui-même, qui s'était jadis déterminé à tout abandonner pour se faire catholique.

Puis vint 1701 et la mort de Jacques II, et ce fut encore Bossuet qui trouva les paroles qu'il fallait dire à la reine d'Angleterre et à son fils. Le 20 septembre, il écrivait à lord Perth : « Dieu est le Seigneur : il sait les moments ; il a des couronnes à donner, dont rien ne peut approcher sur la terre. Tout ce qui passe n'est rien ; tout ce qui finit, comme dit Saint Paul, doit presque être compté comme n'étant pas. On fait des vœux, on offre des sacrifices, on espère, on attend les temps que Dieu a réservés à sa puissance. Dieu seul sait ce qui est bon ; et c'est là, Milord, ce que vous ferez sentir au roi » (4).

(1) *Ibidem*, 165.

(2) Vol. I, p. 66.

(3) *Ibidem*, p. 178.

(4) *Corr. de Boss.*, XIII, N° 2094.

Enfin, comme il est d'usage entre amis, Bossuet se faisait une joie d'envoyer à son converti, au fur et à mesure de leur publication, les ouvrages qu'il composait infatigablement. Comme sa santé déclinante ne lui permettait plus guère d'effectuer le voyage de Saint-Germain, il chargeait lord Perth d'en présenter de sa part un exemplaire à Leurs Majestés britanniques, tout en s'excusant de ne pouvoir le faire lui-même. C'est ainsi que, si notre conjecture est exacte, il lui envoyait en 1698 son *Instruction sur les Etats d'Oraison*. Le 29 janvier 1702, c'était l'*Instruction pastorale sur les promesses de J.-C. à l'Eglise* (1). Le 6 janvier 1703, celle *Contre la version du Nouveau Testament imprimée à Trévoux*, dont il lui faisait tenir la seconde partie le 16 août suivant (2).

Au sujet de l'envoi du 6 janvier 1703, nous lisons dans le *Journal* de Ledieu : « Ce dimanche, 7 de janvier 1703 (3), M. de Meaux a envoyé son livre à Saint-Germain-en-Laye, au roi et à la reine d'Angleterre, adressant sa lettre et son paquet à milord duc de Perth, gouverneur du roi, avec un livre pour lui, un autre pour le duc de Berwick, fils naturel du feu roi, et pour milord Middleton, secrétaire d'Etat. Le duc de Perth lui a fait une réponse très obligeante de la part du roi et de la reine, avec toutes sortes d'honnêtetés de sa part, se disant toujours l'un de ses enfants gagné à l'Eglise par sa doctrine. Je garde cette lettre originale, d'autant plus qu'elle fait mention de la conversion du duc de Perth par les livres de M. de Meaux » (4).

L'abbé Ledieu a tellement bien gardé la « lettre originale » du duc de Perth qu'on ne la retrouve plus !

Sur ces entrefaites, le P. Fr. Bretonneau avait publié son *Abrégé de la vie de Jacques II*, extrait de l'ouvrage écrit en anglais sur le même sujet par le P. Sanders. La reine d'Angleterre ayant aussitôt chargé lord Perth d'en envoyer un exemplaire à l'évêque de Meaux, celui-ci écrivait au duc le 28 mars 1703 : « Je ne puis vous exprimer ma très humble reconnaissance envers la reine, non seulement pour le témoignage du précieux souvenir de Sa Majesté, mais encore pour l'excellence du présent dont elle m'honore. Le livre que vous me faites l'honneur de m'envoyer de sa part est plein de vrais miracles ; et je n'en vois

(1) *Corr. de Boss.*, XIII, N° 2110.

(2) *Ibidem*, XIV, N°s 2205 et 2230. Alphons Bellesheim (*Op. cit.*, II, 326) s'est autorisé de ceci pour dire que Bossuet « montrait au... comte de Perth les épreuves de ses ouvrages », « dem... Grafen Perth die Druckbogen seiner Werke vorlegte ». Son traducteur, le P. O. Hunter Blair O.S.B., renchérissant sur l'original, affirme tranquillement (IV, 139) que Bossuet « lui dédia une édition de ses œuvres », « dedicated to him an edition of his works ».

(3) Bossuet a écrit sa lettre la veille, mais le paquet n'est parti que le lendemain.

(4) Vol. II, p. 365.

point de plus grand que la foi, les sentiments et les pratiques d'un roi humble, d'un roi pénitent, d'un roi qui sent et fait sentir la plus signalée de toutes les grâces, dans la suite des malheureux succès qui l'ont dépouillé de trois royaumes, et l'ont tenu relégué tant d'années dans un pays étranger » (1).

La lettre du 16 août, qui accompagnait l'envoi de la seconde partie de l'ouvrage contre le *Nouveau Testament de Trévoux*, « un faible hommage », disait-elle, « dont le dévouement de mon cœur relève le prix », fut apparemment la dernière que Bossuet devait écrire à Perth. Mais, s'il ne lui écrivit plus, il dut le revoir encore, et ce fut au Collège de Navarre, dont il était supérieur depuis 1695, et où les deux plus jeunes fils de lord Perth, William et Edward, faisaient alors leurs études (2).

Le 20 août 1703, en effet, lors de la distribution des prix à Navarre, on y présenta à Mgr l'évêque de Meaux « *Bénigne, apôtre de Dijon* », tragédie en cinq actes, à lui dédiée par son auteur, Bénigne Caillet, professeur d'éloquence au collège. Tout nous porte à croire que Perth y assista, d'autant plus que ses fils étaient au nombre des acteurs, William tenant le rôle de l'empereur *Aurélian*, et Edward, celui de *Pallian*, favori du dit empereur. D'après le *Mercure* (3), ils y eurent même beaucoup de succès, « et reçurent des applaudissements extraordinaires. Ces jeunes seigneurs », lisons-nous, « firent voir par la manière dont ils entrèrent dans les rôles qu'ils représentaient, qu'il ne leur manquerait rien pour jouer un jour avec esprit sur le Théâtre du monde les rôles qui conviennent à des personnes de leur rang. Ils n'y feront point de faux pas, s'ils suivent l'exemple de Milord duc de Perth leur père » (4).

Bossuet ne devait plus présider la distribution des prix au Collège de Navarre. Sa mort, qui survint le 12 avril 1704 et dut être vivement ressentie par son fils spirituel, n'a point laissé de traces dans la correspondance de ce dernier, telle du moins qu'elle est parvenue jusqu'à nous ; car il va sans dire que lord Perth dut envoyer ses condoléances à l'abbé Bossuet, lequel ne prit pas plus soin de cette lettre que des autres, adressées par notre héros à son oncle.

(1) *Corr. de Boss.*, XIV, N° 2213.

(2) Perth écrit à l'abbé Leslie, le 26 novembre 1696 (*Corr. at Blairs*, N° 31) que, par crainte de les voir élever de force dans l'hérésie, et « nonobstant de nombreuses difficultés », il les fait venir d'Ecosse pour qu'ils fassent leurs études en France.

(3) Août 1703, p. 322.

(4) Cité dans la *Corr. de Boss.*, XIV, pp. 401 à 403.

Et cependant c'est à ce même neveu du grand évêque que Perth devait dire une dernière fois tout le bien qu'il pensait de son oncle, et voici à quel propos. Le dimanche 30 novembre 1704, le P. de la Rue, au sortir d'un sermon qu'il venait de prêcher devant le roi Jacques III, rend visite au duc de Perth et lui demande s'il a reçu le paquet que l'abbé Bossuet lui a envoyé. Réponse négative de Perth, et étonnement du jésuite, qui envoie aussitôt chercher par la ville de Saint-Germain, et découvre que le paquet est resté au bureau des carrosses depuis le milieu de septembre !

Le zèle déployé par le P. de la Rue en cette circonstance s'explique : le précieux paquet contenait quelques exemplaires de l'oraison funèbre de Bossuet, laquelle, comme on sait, avait été prononcée dans la cathédrale de Meaux, le 23 juillet précédent, par le même P. de la Rue.

Là-dessus, lettre de Perth à l'abbé Bossuet, où il raconte toute l'affaire et ajoute : « Ne m'imputez pas donc, Monsieur, aucun négligence, bein moins l'incivilité d'avoir manqué si longtemps de vous remercier pour les copies (1) de l'oraison funèbre de feu vostre illustre oncle de qui la mémoire, aussy bien que les ouvrages, sera précieuse dans l'Eglise comme l'ornement et le maître du siècle dans lequel il a vécu, le défenseur de la verité et l'honneur de son pays ». Et il dit encore, montrant par là avec quel soin il conserve, pour sa part, les lettres qu'il a reçues de Bossuet : « J'espère que vous avez reçu la copie de la lettre que mon cher Père M. votre oncle me fit l'honneur de m'envoyer pour me consoler dans ma prison ; elle m'est et me sera précieuse tant que je vivray » (2).

Plût à Dieu que les héritiers de Bossuet eussent suivi cet exemple ! Les héritiers de Bossuet,... et les moines de la Trappe : car, si nous n'avons, pour le temps de son séjour en France, qu'une seule lettre de Perth à l'évêque de Meaux, nous n'avons par ailleurs aucune de celles qu'il dut écrire à l'abbé de Rancé, ne fût-ce qu'à l'occasion de l'épisode du frère Alexis.

Qu'est-ce que le frère Alexis, et comment lord Perth s'est-il trouvé mêlé à son existence ?

Né en 1679 au château de Rostourne, « à une petite lieue d'Edimbourg » (3), Robert Graeme était l'un des fils du capitaine Graham, ou

(1) Au sens anglais de *copies*, qui signifie « exemplaires ».

(2) Mss. du Grand Séminaire de Meaux : E, 148.

(3) *Relation de la Vie et de la Mort du Frère Alexis nommé dans le monde Robert Graeme, gentilhomme Ecossois*, Paris, 1705, p. 1. B. N. Nx : 563. Cette *Relation* a été traduite en anglais et publiée récemment par la *Catholic Record Society*, XXVII, 236-260. Elle est l'œuvre du frère aîné de Robert, Patrick Graeme,

Graeme (on trouve les deux orthographes), le commandant de la garde civique d'Edimbourg, que nous avons vu se distinguer lors de l'attaque du palais de Holyrood, en décembre 1688.

Elevé selon les principes de la religion protestante par sa mère et son précepteur, il avait à peine dix ans, lorsque, échappant à leur surveillance, il réussit à se glisser dans la chapelle royale d'Edimbourg, où il assista au sacrifice de la messe. Ce fut pour sa jeune âme, déjà ardente et impulsive, une véritable révélation. Et dès lors il ne se passa plus de dimanche qu'il ne parvînt à fausser compagnie à sa mère et à son précepteur. On devine l'irritation de ces derniers ; mais, malgré les reproches de l'une et les fustigations de l'autre, le jeune Robert n'en continuait pas moins de persévérer dans son « idolatrie ».

Quelqu'un cependant observait ces choses avec le plus vif intérêt, et c'était le chancelier Perth. Charmé par la constance de l'enfant, et craignant sans doute que les mauvais traitements ne finissent par avoir raison de son opiniâtreté, il résolut d'intervenir. S'autorisant des liens de parenté qui existaient entre eux (1), il offrit au capitaine Graham de prendre soin de l'éducation du jeune Robert. Le capitaine, que cette offre gênait terriblement, mais qui n'osait opposer à la demande du chancelier un refus pur et simple, fit comme font d'ordinaire les maris embarrassés : il dit à Perth : « Voyez ma femme ; c'est elle qui est chargée de l'enfant » (2).

Madame Graeme tenait, si possible, encore moins que son mari à confier son fils à un papiste aussi notoire ; car, connaissant comme tout le monde l'ardeur de prosélytisme dont ce dernier était animé, elle devinait parfaitement ses intentions. Elle y consentit cependant, avec l'arrière-pensée que les troubles qui menaçaient alors l'Ecosse (on était en 1688) forceraient bientôt le chancelier à lui rendre l'enfant, et qu'alors elle n'aurait aucune peine à le reconquérir.

C'est ainsi que Robert devint à la fois le fils adoptif et le disciple de lord Perth, lequel, nous dit la *Relation*, « n'eut pas de peine à insinuer les vérités de la Foy et les maximes de la piété Chrestienne dans un cœur que la grâce avoit déjà si bien préparé » (3).

d'abord officier dans l'armée de Jacques II, puis capucin sous le nom de P. Archange, et finalement supérieur d'un couvent de son ordre à Boulogne-sur-Mer. C'est de lui que Tobias Smollett parle dans ses *Travels through France and Italy*, London 1766, vol. I, Lettre III, p. 35, comme d'un « homme bien élevé et sensé, d'une vie et d'une conversation exemplaires, et dont la mémoire est très vénérée dans cette ville ».

(1) Il était le cousin, assez éloigné du reste, de Robert par la grand'mère de celui-ci, Jeanne, fille de John Drummond, 2^e lord Madertie.

(2) *Relation*, p. 7.

(3) *Ibidem*, p. 8.

Malheureusement, les jours pressentis par Madame Graeme ne tardèrent pas à arriver, et Perth se vit contraint de rendre l'enfant à sa mère. On ne se sépara point sans larmes de part et d'autre, le maître exhortant son disciple à « estre fidelle et constant au service de J.-C. et luy faisant présent de plusieurs Livres qu'il jugea propres à entretenir sa piété et à l'affermir dans les véritez de la Religion Catholique » (1).

Mais un petit garçon de dix ans qui retrouvait sa maman n'avait que faire d'ouvrages de piété que, même s'il les avait lus, il n'eût compris qu'à moitié. Sous les caresses d'une mère, qui les multipliait d'autant plus qu'elle y voyait un moyen de reprendre son fils, le jeune Robert eut vite fait d'oublier les principes qu'on lui avait inculqués. Il alla même plus loin : devenu adolescent et laissé libre de fréquenter ceux de son âge comme bon lui semblait, il glissa dans la débauche, et, au grand scandale de son oncle, ministre protestant et presbytérien rigide, chez qui il logeait avec sa mère, il devint finalement l'un des plus vilains garnements de son époque.

Et cependant, les vices auxquels il s'adonnait sans aucune espèce de retenue, n'avaient pas complètement étouffé les enseignements de lord Perth, et parfois, au milieu de ses égarements, il était pris soudain de remords. A Londres, où la soif des plaisirs l'avait poussé, on le vit, pendant ces intervalles de vertu, visiter les malades des hôpitaux et leur prodiguer ses aumônes et ses bons offices. Tant et si bien qu'un jour, désireux sans aucun doute de rompre avec un passé qui lui faisait horreur, il quitte Londres, se rend à Bruges, où il est confirmé par l'évêque du lieu, puis à Nieuport, où il échoue dans un monastère de religieux anglais.

Mais il trouve bientôt leur existence trop austère, les quitte, et tout en restant à Nieuport, se lie d'amitié avec les officiers anglais de la garnison et retombe dans tous les errements du passé. Son père, devenu le colonel Graham au service de Jacques II, et lord Perth alors à Saint-Germain, s'efforcent vainement de l'arracher à ce milieu. « Le Milord », dit la *Relation*, « informé des désordres dans lesquels vivoit son Cousin, luy écrit pour le ramener plusieurs lettres très fortes et très touchantes ; mais Robert ne fit aucun cas ny de ses prières ny de ses remontrances » (2). Enfin, craignant d'encourir la défaveur de la reine Marie-Béatrice, ce dont lord Perth le menaçait, il vient à la cour de Saint-Germain.

(1) *Relation*, p. 10.

(2) *Ibidem*, p. 19.

A Saint-Germain, dit Antoine Hamilton,

..... « on en est quitte
Pour savoir chanter au lutrin ;
Jamais ici Phébus n'habite,
C'est la demeure du chagrin » (1).

Robert Graeme n'est pas de cet avis. Il sait, quand il le faut, « chanter au lutrin », autrement dit, il professe ouvertement la religion catholique, mais, pour le reste, sa vie est à peu près ce qu'elle était à Londres ou à Nieuport. La reine va se fâcher ; le jeune homme finit par le comprendre. Une nouvelle volte-face le conduit au séminaire de Meaux, « où il reste dix mois, étudiant le français et les devoirs du chrétien, et donnant la pension que lui faisait la Reine aux malades et aux pauvres » (2). C'est alors aussi qu'il retrouve au fond de sa malle les livres que Perth lui a donnés jadis ; et il les lit !

Et puis, un jour, il entre dans une auberge : il y a un crucifix au mur ; Robert le regarde, et c'est de ce moment que date sa véritable conversion.

Aussitôt, il veut se faire ermite, en Italie. Un moine anglais de ses amis lui fait observer qu'il est inutile d'aller si loin ; pourquoi ne pas entrer à la Trappe ? Ils s'y rendent tous deux. « Admis aux exercices réguliers, Robert les pratique avec une grande exactitude et un grand zèle » ; et lorsque son ami, vaincu par les austérités de la Trappe, s'en va et l'invite à le suivre, il s'obstine à rester et réclame à grands cris l'habit de moine (3).

Mais l'abbé de Rancé ne s'émeut point pour si peu : le jeune homme ne recevra l'habit que si lord Perth y consent. Or celui-ci croit avoir de très bonnes raisons pour refuser son consentement. Il connaît Robert depuis longtemps, au physique et au moral. Il sait que c'est un grand mangeur, et qu'à Meaux il faisait quatre repas par jour, ce qui du reste ne l'empêchait pas de s'évanouir fréquemment, car les excès de sa vie antérieure ont affaibli sa constitution. Avec cela il est paresseux : ne devait-on point naguère lui porter à manger au lit, où le seul plaisir de dormir le faisait rester jusque deux heures de l'après-midi ! Comment s'accommoderait-il du grabat d'un trappiste, lui qui jadis, en Ecosse, trouvait qu'un lit pourvu de plusieurs matelas n'était pas assez moelleux pour recevoir sa douillette personne ? Comment se plierait-il à la

(1) *Œuvres*, III, 237.

(2) *Relation*, p. 21.

(3) *Ibidem*, p. 32.

règle sévère de la Trappe, avec son caractère si fier, si impétueux, dont l'inconstance n'a d'égale que l'inflexibilité ?

Et le voici précisément qui, devant le refus qu'on lui oppose, se cabre, entre en fureur et tient des propos inconsiderés. Le maître des novices, outré de ces violences, lui déclare que, « s'il estoit cru, il ne le souffrirait pas deux heures dans la maison ». Aussitôt Robert s'arme d'une plume, et, en anglais, écrit à lord Perth ce qu'il pense de ce religieux. Ce qu'il en pense est si odieux qu'un moine anglais ayant traduit la lettre, on n'ose l'envoyer à son adresse ! (1)

Décidément le noviciat de Robert Graeme prend bien mauvaise tournure. Va-t-il quitter la Trappe, comme il a quitté le monastère de Nieuport, et se replonger dans le dévergondage ? Non ; il a définitivement rompu avec le passé. L'abbé de Rancé s'en rend compte ; il comprend aussi qu'il a affaire à un de ces caractères entiers qui se retournent tout d'une pièce, dès que l'on fait agir certains ressorts. Contrarié dans ses désirs, Robert s'est révolté ; mais cela ne prouve rien contre lui. Que l'on continue l'expérience.

Le P. Abbé avait raison, et sa mansuétude accomplit ce miracle : l'arrogant et orgueilleux jeune homme devient doux et docile. C'est en vain qu'en public et en particulier le maître des novices s'applique à l'humilier, rien n'y fait : il s'est opéré en lui une transformation complète. Lord Perth, à qui Rancé en fait part, et que son cousin continue de presser de ses sollicitations, donne enfin son consentement « avec », dit la *Relation*, des réflexions dignes de sa sagesse et de sa piété » (2). Et deux mois plus tard, le 31 octobre 1699, Robert reçoit l'habit de l'Ordre et prend le nom de frère Alexis.

Sa vie désormais sera celle d'un religieux modèle, dont l'humilité et l'esprit de pénitence feront l'admiration du roi Jacques II et de sa suite, lors de leurs visites à la Trappe. Il exagérera même les mortifications, comme le prouve l'anecdote suivante : un jour qu'il emportait un morceau de pain du réfectoire pour un oiseau à demi-mort trouvé dans sa cellule, il est surpris par le maître des novices. Celui-ci, sans demander d'éclaircissements, l'humilie et lui dit « qu'il mériterait d'être privé de pain pendant trois jours ». Le pauvre frère confesse publiquement son larcin, et, considérant la menace du maître des novices comme un ordre, reste trois jours sans manger de pain (3).

Sa piété égale ses mortifications, et il en vient à ne plus pouvoir

(1) *Relation*, p. 35.

(2) *Ibidem*, p. 39.

(3) *Ibidem*, p. 45.

que prier. Une pensée l'obsède : il voudrait convertir son père et sa mère. Celle-ci se convertira en effet lors de son arrivée en France, après la mort de Robert. Quant au colonel Graham, il se croit tenu par l'honneur de rester fidèle à la religion dans laquelle il a été élevé. Mais ceci ne l'empêche pas de s'intéresser vivement au sort de son fils, et ce qu'on lui raconte du jeune trappiste l'étonne tellement qu'il se décide à l'aller voir. Lord Perth, mis au courant de ce projet, lui remet une lettre de présentation, à la fin de laquelle, dit la *Relation*, « après avoir déploré le malheur de ce gentilhomme qui n'avoit aucune religion, il s'écrie : Plust à Dieu que l'air de la Trappe puisse le détromper et que l'exemple de son fils le porte à changer de sentiments » (1).

Ce vœu devait être exaucé. Le colonel Graham, profondément remué par le changement qu'il constate chez son fils, décide de se faire catholique, et, détail touchant, il choisit pour le jour de son abjuration celui de la profession de frère Alexis. La double cérémonie eut lieu le 25 octobre 1700, et le frère aîné de Robert, le capucin Patrick Graeme, en religion Père Archange, y assistait. Quand, à la fin de la messe, le frère Alexis eut prononcé ses vœux, en présence de toute la communauté, le colonel Graham vint à son tour faire son abjuration solennelle.

Lord Perth vécut là quelques-uns des plus doux instants de son existence. « La consolation qu'il eut », dit encore la *Relation*, « de voir renaître et fructifier toutes les semences de vertu qu'il avoit autrefois jetées dans le cœur de cet enfant prodigue, luy fut d'autant plus sensible, qu'il la regarda comme la récompense de tous les soins qu'il avoit pris de son éducation » (2).

Malheureusement, il est rare que l'on goûte ici-bas une joie absolument pure. Tandis qu'à la chapelle de N.-D. de la Trappe se déroulaient ces heureux événements, dans sa cellule, l'abbé de Rancé agonisait. Lord Perth « s'étoit flatté, en partant de Saint-Germain, d'avoir encore une fois la consolation d'entretenir un des hommes du monde, pour qui il avoit le plus d'estime, d'amitié et de considération » (3), mais cette grâce lui fut refusée. L'abbé mourait deux jours après la profession du frère Alexis, le 27 octobre 1700, et le jeune trappiste lui-même devait s'éteindre le 21 mai 1701, à l'âge de vingt-deux ans.

Perth n'interrompit point pour cela ses relations avec la Trappe. Nous l'avons vu écrire par deux fois au successeur de Rancé, dom Jacques de la Cour, lors de la mort de Jacques II. Le 1^{er} avril 1703, il lui

(1) *Relation*, p. 58.

(2) *Ibidem*, p. 62.

(3) *Ibidem*, p. 61.

écrivait de nouveau, à la demande de la reine Marie-Béatrice. Sa lettre accompagnait l'envoi de l'*Abrégé de la vie de Jacques II*, dont il disait : « C'est seulement un abrégé, mais toujours l'on y voit un échantillon de ce qu'étoit ce grand Roy ; il vous aimoit, il avoit une véritable estime pour vous et ses derniers jours furent occupez à étudier vos sentimens ». Et il ajoutait ceci, qui montre bien que son intention était de continuer ses rapports amicaux avec le célèbre monastère : « J'espère avant la Toussaint d'avoir l'honneur de vous saluer dans votre hermitage ».... (1).

D'ailleurs, si ce qu'on dit est exact, l'intérêt que lord Perth portait à la Trappe ne datait pas de son séjour à Saint-Germain. Il aurait en effet, alors qu'il était encore en Ecosse, traduit l'ouvrage de Félibien des Avaux intitulé *Description de l'Abbaye de la Trappe* (2). Bien que nous n'ayons pu découvrir sur quoi s'appuyaient ces dires, nous ne voyons par ailleurs aucun motif de les récuser.

Nous savons en effet que, surtout depuis sa conversion, le duc de Perth a toujours manifesté une grande prédilection pour les ordres religieux. Nous l'avons vu, au cours de ses voyages sur le continent, profiter de toutes les occasions pour visiter les monastères et entrer en relations avec leurs habitants. C'est encore dans le même milieu qu'il trouve aujourd'hui ses amis les plus chers, ainsi que nous allons le constater en étudiant ses rapports avec les bénédictins de la Congrégation de Saint-Maur.

Mais ici non plus, lord Perth n'avait pas attendu d'être en France pour correspondre avec la société de l'abbaye de Saint-Germain-des-Près, du moins dans la personne de son plus illustre représentant, dom Mabillon. On se souvient que lors de sa conversion, il avait reçu de plu-

(1) *Recueil Tournouër*, I, N° 689^a, fol. 106-107.

(2) L'abbé Dubois, dans son *Histoire de l'Abbé de Rancé et de sa Réforme*, Paris 1866, tome II, p. 241, note 3, dit à propos des descriptions de la Trappe que Jacques II déclarait avoir lues en Angleterre : « Celle de M. Félibien des Avaux, traduite en anglais par milord duc de Perth, grand chancelier d'Ecosse ». Cette assertion a été reprise par le P. Marie-Léon Serrant, trappiste, d'abord dans un article du *Correspondant* (25 octobre 1900), puis dans deux articles de la *Revue des Questions Historiques* (juillet et octobre 1905), mais avec des divergences. Selon lui, cette traduction aurait été faite par « lord Drummond, qui devint plus tard grand chancelier d'Ecosse et duc de Perth », donc antérieurement à sa conversion, ce qui est très possible. De plus, la *Description* qu'il aurait traduite serait l'œuvre du P. des Mares, de l'Oratoire, aidé « sans doute » par Félibien des Avaux. Nous ferons remarquer à ce propos que dans l'édition de 1689 de cette *Description*, il y a un *Avis du Libraire* où il est dit : « qu'il s'est fait plusieurs éditions hors de Paris, dont beaucoup sont peu correctes... Et mesme il s'en trouve une imprimée à Lyon... en l'année 1683, que l'on a témérairement attribuée au R. P. des Mares ». Vient ensuite une lettre « du P. des Mares, Prestre de l'Oratoire, à Monsieur ***, Docteur de Sorbonne », où ce religieux proteste énergiquement contre cette attribution. « Il n'a jamais été à la Trappe ». Il prie son correspondant « de blâmer severement la hardiesse du Libraire de Lyon qui », dit-il, « s'est servy de mon nom pour donner quelque poids à un ouvrage auquel je n'ay nulle part ».

sieurs supérieurs d'ordres religieux français des lettres d'affiliation. L'une de celles-ci lui était envoyée par Mabillon. Très sensible à cette faveur qui le faisait participer aux prières et aux bonnes œuvres de la communauté, Perth répondait le 27 août 1687, en un français assez hésitant et dont il s'excusait : « Je ne suis pas capable d'exprimer la joye qui c'est rependüe dans mon Cœur quand j'estois Instruit par la lettre que Vr Rec m'a bien voulüe me faire l'honneur de m'Escrire que Vr. Ste Congregation m'avoit accordé des lettres d'association » (1).

C'est à Mabillon que Perth devait cet honneur, et il le savait bien, « Monsieur Wallace (2) », dit-il « m'ayant Instruit suffisamment de Vostre bonté envers Moy ». Mais il craint que M. Wallace, « qui l'aime trop pour voir les choses comme elles sont », ne l'ait représenté à Mabillon sous un jour trop favorable, alors qu'il n'est qu'un pauvre homme, occupant une situation (celle de chancelier) dont il se juge indigne, et qui se débat au milieu de toutes sortes de difficultés. Cette faveur de l'affiliation qu'on veut bien lui faire, bien qu'il ne la mérite pas, arrive cependant fort à propos. « Car », dit-il, « il faut avouer qu'il ny a guere de secours capable de m'estre si utile que ce qu'elle (la Congrégation de Saint-Maur) m'a si genereusement accordé » (3).

Et à la pensée de ce que vient de faire pour lui la Congrégation de Saint-Maur, la reconnaissance jaillit de son âme envers ces bénédictins qu'il appelle « cette troupe des Anges ». Puis, remontant à la source de toutes les faveurs spirituelles, il écrit : « Je ne sçauray assez Admirer la bonté De Dieu Envers Moy. Je suis Absolüement Confondu de ce que j'en recois Continouement. De me sauver la vie si souvant quand si je l'auray perdu assurément J'auray perdu Mon Ame, en me retirant de l'heresie ou J'Estois Elevé En me donant l'amitié de tants des Saints personnes pour m'Instruire et pour solliciter Sa divine bonté pour moy et en me donant quelques sentiments de Gratitude pour toutes ses bien-faites. Combien de fois Ay'je souhaité que les Moments favorables ou ces choses sont devant mes yeux furent les dernieres de ma vie afin que je puisse paroiter devant luy ayant le Cœur plein d'Amour. Mais il faut dépendre sur sa Ste volonté et Espérer qu'il ne me laissera pas perir puisqu'il m'a donnez quelque peu d'Amour pour Luy. Nostre Divin Sauveur a rependüe son sang pour les Enormes pecheurs Comme je suis et c'est là toute ma Confiance » (4).

(1) B. N., *Fonds Français*, 19656, fol. 48.

(2) Le gouverneur de son fils aîné, qui avait accompagné celui-ci à Paris.

(3) B. N., *F. Fr.*, 19656, fol. 49.

(4) *Ibidem*.

Avec son style légèrement embarrassé, avec son orthographe incertaine, cette lettre respire une foi profonde et une grande sincérité, comme du reste toutes celles que Perth écrivait alors à Bossuet. Mais elle a en plus ce que n'ont pas les lettres à Bossuet qui ont été écrites en anglais, un je ne sais quoi de plus touchant, de plus naïf, qui provient précisément de sa forme un peu gauche.

C'est, à vrai dire, le cas de toutes les lettres que Perth écrira par la suite, soit à Mabillon, soit au fidèle collaborateur de celui-ci, Thierry Ruinart. Car, maintenant que le contact est établi, les relations ne cesseront plus entre Perth et ses amis de Saint-Germain-des-Près.

Lorsqu'il est à Rome, il rend visite aux bénédictins de Saint-Maur, dont la maison est justement située sur le *Monte Pincio*, où il a lui-même son hôtel. « C'est toujours avec joy », écrit-il alors à Mabillon, « que [j'] entend de vos nouvelles ; et le Rev. Pere Etinot [Estiennot] me donne (toujours quand j'ay l'honneur de le voir) un plesir très grand en m'advertisant de l'Estat de Vr. Santé ».

Mabillon a dû lui faire envoyer de nouvelles lettres d'affiliation, car les premières avaient disparu lors de la Révolution de 1688. « La canaille », écrit Perth dans son amusant jargon, « qui se sont souslevée quand ils ont pillé ma maison ont brulés come des choses d'Impiete tout ce que j'avois de plus precieux Les Reliques des Sts. et les lettres de filiation ; Vr. Rce. a reparé ce pert en partie ; Et j'espere que vos sts. prieres aideront d'achever le rest, en me procurant les Graces necis-sires pour ma Conduite vers le Ciel » (1).

Arrivé à Saint-Germain-en-Laye, à proximité de ses bons amis, les bénédictins, Perth devient un des habitués de leur abbaye. On comprend qu'un esprit curieux comme le sien se sente attiré par ce milieu de savants, où il a parfois la chance de se rencontrer avec des érudits comme les deux Boivin, le bon M. Baluze, l'abbé de Longuerue, et l'abbé Renaudot, son interprète de jadis.

Sans doute y fait-il également connaissance avec certains grands seigneurs, amis des lettres, que l'on nous signale (2) comme venant souvent voir Mabillon : le maréchal de Noailles et son frère l'abbé de Noailles, le futur évêque de Châlons ; l'abbé de Caumartin, dont il sera question plus loin ; le président de Harlay, et le ministre d'Etat Le Pelletier. Nous connaissons par ailleurs ses relations amicales avec ce dernier, qu'il appelle « le saint ministre de Villeneuve » (3), et qui

(1) *Ibidem*, 17681, fol. 30 ; lettre du 21 juin 1695.

(2) E. de Broglie, dans *Mabillon et la Société de Saint-Germain-des-Près à la fin du XVII^e siècle*, Paris 1888, II, 285.

(3) Lettre à Mr. Wallace, 6 sept. 1701, (Corr. at Blairs, N° 81).

écrit à Mabillon le 18 avril 1700 : « J'ai reçu, mon Père, un volume que vous m'avez renvoyé ; j'espérais que le bon gentilhomme écossais que vous m'avez fait connaître pourrait me le rapporter ici (1), où j'ai fort envie de le gouverner un peu » (2).

Mais c'est surtout Mabillon qui en fin de compte attire lord Perth à Saint-Germain-des-Près, Mabillon et Ruinart, avec lesquels il se lie bientôt d'une solide amitié. Le premier et lui ont d'ailleurs un trait commun : ils ont été tous deux en Flandre et en Allemagne, et parfois aux mêmes endroits, comme à Louvain et à Ratisbonne, et surtout ils ont, à dix ans d'intervalle (3), accompli à travers l'Italie un voyage presque identique, à propos duquel il est donc assez naturel qu'ils échangent et comparent leurs impressions.

Toutefois, ce que Perth estime et admire surtout chez Mabillon, c'est son érudition consacrée tout entière au service de Dieu et de l'Eglise. « Pendant que nous autres », lui dit-il dans sa lettre du 21 juin 1695, « perdons les occasions que Dieu nous donne pour nostre sanctification, vous travaillez nuit et jour pour sa Gloire et pour le Salut de vos freres, et quand on m'assure que Vr. Rce. a encore Sa Santé passablement bonne, quoy que vous travaillez beaucoup, je suis seur que Dieu a un champion prest à combatre l'erreur et l'heresie » (4).

Aussi s'intéresse-t-il vivement à tout ce que publie le savant religieux. Celui-ci, comme Bossuet, lui fait présent de ses œuvres, à mesure qu'elles paraissent, ce dont Perth lui est très reconnaissant. « Je vous suis Infiniment obligé de songer a moy toujours quand vos stes. et Dignes Ouvrages vient de paroître » (5), lui écrit-il le 8 janvier 1706, en le remerciant de l'envoi d'un livre qui doit être le second ou le troisième volume des *Annales Ordinis Sancti Benedicti*.

C'est ainsi que Mabillon envoie à Perth un exemplaire de la fameuse *Lettre d'Eusèbe Romain à Théophile François sur le Culte des Saints Inconnus*, imprimée à Paris en 1698. On sait le scandale que cette publication fit à Rome, où elle fut déferée à l'Index et faillit être condamnée, cependant que Mabillon, sûr d'être dans la vérité, écrivait tranquillement : « Si l'on savait à Rome les excès que l'on commet en France et ailleurs sur le culte de ces sortes de reliques, je crois que l'on conviendrait que je n'en ai pas assez dit »..... (6).

En France, par contre, l'approbation fut unanime. Dans la lettre

(1) A sa maison de campagne de Villeneuve-le-Roi.

(2) E. de Broglie, *Op. cit.*, II, 286.

(3) Mabillon en 1685, et Perth en 1695.

(4) B. N., *F. Fr.*, 17681, fol. 30.

(5) B. N., *F. Fr.*, 19656, fol. 57.

(6) *Œuvres Posthumes* de Jean Mabillon, I, 345.

qu'il lui écrit le 20 février 1699, de Saint-Germain-en-Laye (1), pour le remercier de son envoi, Perth dit : « Iey tous ceux qui ont leu ce petit ouvrage en parlent avec admiration, ils disent que l'on a guere veu d'Ecrit si solide et si modeste en mesme temps. Je vous felicite sur l'approbation que l'on vous donne, *Car en ces temps icy c'est une chose assé rare que d'estre applaudie en disant la vérité* (2) et si l'on vous faisoit Justice Je ne sçay pas ce que l'on pourroit faire qui fut digne de vous ».

Nous avons souligné à dessein une phrase de cette lettre, parce qu'elle jette un jour curieux sur l'état d'esprit de lord Perth à cette époque. Nous y reviendrons. Notons ici simplement que la *Lettre d'Eusèbe* était bien faite pour lui plaire, car elle s'attaquait précisément à certains abus, dont les protestants faisaient, et font encore grief à l'Eglise catholique. Qu'elle fût, comme elle le sera pleinement en 1705, approuvée par Rome, et l'accusation des protestants tombait à plat.

Ceci explique l'admiration que, dans l'entourage de Perth, on manifeste pour cet ouvrage. Du reste, Mabillon était très estimé à la cour de Saint-Germain, où il se rendait assez souvent, et Jacques II, qui aimait lui aussi rendre visite à la maison de Saint-Maur (3), « avait », dit de Broglie, « une singulière affection pour cet humble visiteur » (4). Lors de la dernière maladie de ce monarque, nous voyons lord Perth écrire à Mabillon, à peu près dans les mêmes termes qu'à l'abbé de la Trappe, et lui demander le secours de ses prières.

L'année qui suivit la mort de Jacques II, en 1702, Mabillon fit imprimer un petit ouvrage intitulé *La mort chrétienne*. C'était, dit Ruinart (5), « un recueil des morts les plus touchantes qu'il avoit ramassées en lisant les vies des saints et autres grands hommes. Il l'avoit fait pour son usage particulier ; mais comme il s'en étoit glissé beaucoup de copies dans le monde et qu'il y avoit lieu de craindre qu'il ne fût imprimé furtivement, quelques personnes de piété le pressèrent de le faire imprimer luy-même » (6).

Il eut alors la délicate pensée de le dédier à la reine d'Angle-

(1) Datée par erreur : *St-Ger^e ce 20 feb. 1696. F. Fr.*, 19656, fol. 50.

(2) C'est nous qui soulignons.

(3) Cf. *Livre des Choses Mémorables*, B. N., *F. Fr.*, 18817, fol. 25 et 31 : Récit d'une visite du Roy d'Angleterre à l'abbaye de Saint-Germain-des-Près, le Vendrai-Saint 1699.

(4) *Op. cit.*, II, 352.

(5) Dans son *Abrégé de la Vie de Dom Jean Mabillon*, Paris 1709, pp. 252-253.

(6) E. de Broglie dit, p. 352, que c'est à la demande de la reine Marie-Béatrice que Mabillon composa cet ouvrage. Mais, comme il ne donne aucune preuve de son assertion, nous préférons nous ranger à la version de Ruinart, bien placé du reste pour en juger.

terre. Le 13 janvier 1702, la reine ayant reçu la dédicace de l'ouvrage, Perth écrivait à Mabillon : « La reine a veu La Dédication et elle en est si Contentée qu'elle m'ordonne de vous en remercier et de vous assurer de sa Gratitude pour toutes vos prières, pour tout ce que vous faites pour sa famille Royale et principalement pour ce que vous dittes du feu Roy son Mary » (1).

Lord Perth se disait impatient de recevoir l'ouvrage de Mabillon, sans se douter que le jour était proche où il aurait lui-même l'occasion d'y chercher des consolations. Le 20 août 1703, il avait, nous l'avons vu, assisté au triomphe de ses deux fils, William et Edward, sur la scène du Collège de Navarre. Or voici que moins d'un mois après, le 14 septembre, à six heures du soir, l'aîné, William, lui était ravi par la mort, après quinze jours de maladie (2). Le coup était aussi cruel qu'inattendu, mais le duc de Perth sut le recevoir en chrétien, en homme qui envisage toutes choses sous l'angle de l'éternité.

« Christianisme un peu stoïque », a-t-on fait remarquer (3), et c'est exact, car voici ce qu'il écrit en réponse aux condoléances de Mabillon :

« Mon tres Revd et tres honoré Pere. — La lettre que Vr. Rec. m'a fait l'honneur de m'Ecrire sur l'occasion de La Mort de mon Chere fils m'a Esté d'une Consolation tres grande. Il est vray que le moment de vie qui nous semble d'Estre si digne de nos soins, et que nous Estudions de rendre si agreable, n'est pas digne que nous en pensions si ce n'est pour nous procurer le salut, qui devroit Estre nostre seul occupation et l'objet de nos applications les plus assidues, et quand on nous donne des marques aussy consolentes de leur heureuse Eternité, comme celles que ce pauvre enfant nous a donnés, 50 ou 60 ans de plus ou de moins n'est pas une affaire ; c'est l'Eternité que nous devrions envisager par tout, et Comme nous avons des fortes raisons de bien espérer pour le bonheur de nostre fils, Mad^e de Perth et Moy sommes obligés d'en remercier Dieu plus tost que de nous affliger pour un pert, qu'assurement selon le monde est tres grand et tres sensible pour nous et pour nostre famille. Monsr Wallace m'a fait remarquer qu'il auroit Esté Aussy facil à N.-S. d'avoir sauvé l'Ame de mon fils sans ces circonstances consolantes pour nous qu'avec. Mais quell doit

(1) B. N., *F. Fr.*, 19656, fol. 54. Dans la dédicace Mabillon s'était arrangé pour parler de la mort exemplaire du roi Jacques.

(2) B. N., *Dossiers Bleus*, N° 243, fol. 43. *Mercure Galant*, septembre 1703, pp. 97-98.

(3) E. de Broglie, *Op. cit.*, II, 292.

estre nostre Gratitude pour Une bonté si Condescendant en Nostre egard. Mad^e de Perth Est en verité inconsolable ; Elle passe les jours et les Nuits en pleurs et dans des tristesses mortelles. Il est vray qu'elle tache d'en Interrompre le cours et qu'elle avou toujours qu'elle est entierement soumise a la volonte de Dieu. Mais si cela continue, elle en mourera. Elle vous fait ses Compliments et vous remercie pour les Charités que vous, et par vostre moyen toute vostre Ste maison ont fait pour l'ame du defunct ».... (1).

La duchesse de Perth, en sa qualité de femme et de mère, ne se soumet qu'avec des larmes ; on sent qu'elle n'a pas trop de toute sa foi pour ne pas se révolter. Le duc, lui, s'efforce de garder un lucide sang-froid et n'y réussit que trop bien. Sa lettre a on ne sait quelle résonnance janséniste, dont nous aurons bientôt l'occasion de reparler.

Cependant les relations entre l'abbaye de Saint-Maur et la cour exilée continuaient. Le 30 octobre 1704, c'est Mabillon qui se rend à Saint-Germain et présente au jeune roi et à la reine, sa mère, son *Librorum de re diplomatica Supplementum* (2). En janvier 1706, c'est un autre ouvrage à propos duquel Perth écrit à Mabillon : « Je n'ay pas manqué de présenter le livre de Dom Lamie (Lamy) au Roy mon Maître qui m'a ordonné de vous faire ses Compliments et de vous prier de prendre la peine de remercier ce bon Religieux de sa part » (3).

En mars 1706, c'est Michel Félibien d'Avaux qui vient, accompagné de Mabillon, offrir à Jacques III son principal ouvrage : *Histoire de l'Abbaye Royale de St.Denys en France*. Le prince reçoit ce présent « avec des marques de joie et d'estime », et il charge ensuite le duc de Perth d'en remercier dom Félibien. « Le Roy », écrit Perth, « a bien feuilleté votre ouvrage, mon Pere, depuis que vous l'avez donné à Sa Majesté. Il en est charmé, et il m'a ordonné de vous en bien remercier de sa part » (4).

Malheureusement, Perth ne se trouvait pas à Saint-Germain lors de la visite des deux religieux, et il l'a beaucoup regretté. « J'estois bien mortifié a mon retour de la chasse le jour que Vr. Rce. fut icy », écrit-il le 11 mars à Mabillon, « mais Monsieur Wallace vous dira que ce n'estoit pas ma faute que j'estois dehors ce jour là (5).

Quelques mois plus tard, Jacques III rendait visite aux bénédictins.

(1) B. N., F. Fr., 17681, fol. 32-33.

(2) B. N., F. Fr., 18817, fol. 117.

(3) B. N., F. Fr., 19656, fol. 60.

(4) B. N., F. Fr., 18817, fol. 133 ; repris par dom Tassin : *Hist. Litt. de la Cong. de St.-Maur*, Bruxelles et Paris 1770, pp. 414-415.

(5) B. N., F. Fr., 19656, fol. 62.

« Le 17 août », lisons-nous dans le *Livre des Choses Mémorables*, « le Roy d'Angleterre vint en ce monastere incognito sans en avertir afin d'éviter les ceremonies, il envoya un peu auparavant avertir D. Jean Mabillon et son compagnon (Ruinart), qui coururent aussitost à la porte, ou ils le trouverent qui descendoit du Carosse. Estant entré dans la grande sale, il fit toutes sortes de démonstrations d'amitié a ce père. On avertit le R. P. General qui descendit aussytost ». C'était l'heure de la grand'messe au chœur ; quand elle fut finie, on fit entrer le roi dans le sanctuaire « pour bien voir l'autel », et « il fit sa prière sur un carreau ». Il visita ensuite le tombeau de saint Germain, la chapelle de sainte Marguerite, les tombeaux des lords Douglas, et, à la sacristie, « adora et considera la vraye croix dans le reliquaire de l'Empereur Manuel Commene, vit l'image de N. Dame remportée sur les Moscovites par le Roy Casimire. Il avoit vu auparavant le refectoir ; mais il n'eut pas le temps de voir la bibliotheque et il fut reconduit à son carosse ou il remonta. Il avoit avec luy M^r le Duc de Perth et son fils Mylord Edouard, M^r le Duc de Milford, M^r le Duc de Louzun et quelques officiers des Gardes. Il avoit avec le sien deux autres Carosses ou étoient ceux de sa Cour qui l'avoient suivis, mais il n'y avoit point de garde du Corps » (1).

L'année suivante, 1707, allait s'achever quand Mabillon, quelques mois après avoir publié le quatrième volume de ses *Annales*, vit soudain s'aggraver un état de santé qui, au surplus, n'avait jamais été bien satisfaisant ; et le 26 décembre il mourait.

Aussitôt Mme de Caumartin, apprenant que le duc de Perth possédait un portrait du défunt, demandait à Ruinart de lui obtenir la permission de le faire copier. Celui-ci écrivait à Thomas Innes qui lui répondait : « Je ne croy pas que Milord duc de Perth fasse difficulté d'accorder à Mme de Caumartin une copie du tableau tel qu'il est de l'illustre défunt, mais je croy comme vous qu'il est bon de luy écrire ou parler avant que d'envoyer le peintre. C'est pourquoi j'écris dans le moment à mon frère (2) pour en parler à Milord..... Peut-estre que Mylord duc s'attendroit que vous luy écriviez en cette occasion » (3).

Dom Ruinart écrivit donc à lord Perth une lettre où, sûr que l'on comprendrait sa peine et qu'on y compatirait, il laissait parler son cœur. Le duc, que la mort de Mabillon avait vivement affecté, fut très sensible à cette marque de confiance et d'amitié. Il était allé voir Mabil-

(1) B. N., *F. Fr.*, 18817, fol. 146.

(2) L'abbé Louis Innes.

(3) Henri Jadart, *Notice sur la famille de dom Thierry Ruinart*, 1886, p. 169.

lon pendant sa dernière maladie, et, au moment des adieux, les deux amis n'avaient pu maîtriser leur émotion. « Vous m'est témoin », dit Perth dans la réponse à Ruinart, « combien mon cœur estoit unie a ce Grand et venerable homme illustre par tant d'endroits, et respecté par toute l'Europe. Il me faisoit l'honneur de m'aimer, et en me donant sa benediction j'ay bien veu qu'il s'est laissé un peu attendrir. Mais c'estoit de voire l'Estat ou j'estois ».

Quant au désir de Mme de Caumartin, il ajoute en P. S. « J'ay trop de consideration pour Mons^r l'abbé Commartin de refuser ce que Madame Commartin demande pour copier le portrait de mon tres cher Pere Defunct, Si j'auray une inclination de le refuser d'ailleurs. Mais je suis prest d'en donner des Coppies à tout le monde pour faire honneur a la mémoire de Dom Mabillon » (1).

Le bon Ruinart qui, comme Mabillon, était depuis plusieurs années en relations amicales avec les Drummond (2), allait bientôt trouver l'occasion de manifester à la fois la vénération qu'il ressentait pour la mémoire de son maître et l'affection qu'il portait à lord Perth. Cette occasion, ce fut ce dernier qui la lui fournit. « Quelque temps après le décès du P. Mabillon », dit dom Tassin, « Milord Duc de Perth, qui l'avoit honoré pendant sa vie d'une manière singulière, pressa D. Thierry Ruinart son élève de faire paroître en public quelque chose du détail de sa vie cachée » (3).

Perth ne pouvait demander à Ruinart rien qui lui fût plus agréable, et le religieux promit aussitôt de se mettre à l'œuvre. « Je suis Impatient de sçavoir l'Estate de vostre santé », lui écrit Perth dès le 23 avril 1708, « et si ce que vous avez eu la bonté de me promettre pour l'honneur de Nostre Illustre Amy est encor avancé. Je languis après une chose qui me sera toujours précieuse Et encor plus par ce qu'elle vient d'une main que j'honore comme je dois ».... (4).

L'impatience de Perth se comprend, mais il lui faudra la modérer, car dom Thierry a constaté chez le R. P. Général une vive répugnance à lui laisser publier son ouvrage. Il n'était pas dans les usages des bénédictins de faire ainsi publiquement l'éloge de l'un des leurs, même après sa mort. Ceci paraissait contraire à l'humilité de la Congrégation de

(1) B. N., *F. Fr.*, 19639, fol. 230-231.

(2) Originaire de Reims, Ruinart y avait encore sa famille, qui en 1701 recevait l'un des fils de Perth, Edward. (Cf. B. N., *F. Fr.*, 19656, fol. 172, et aussi *F. Fr.* 19665, fol. 238, où l'on voit Edward écrire à Ruinart le 15 octobre 1703, et parler d'un séjour à Reims, durant lequel la famille du religieux « a eu des bontez pour luy »).

(3) Dom Tassin, *Op. cit.*, p. 275.

(4) B. N., *F. Fr.*, 19666, fol. 175.

Saint-Maur, qui voulait que, célèbres ou obscurs, ses morts fussent ensevelis dans une tombe anonyme. Mais ne pouvait-on pas faire une exception pour Mabillon ? Les confrères de dom Thierry ne le pensaient pas. « Je suis fâché », lui mande Perth le 1^{er} mai, « que l'assemblée de vos Peres retard la permission [que] vous attendé pour l'Ecrit que je suis si Impatient de voir » (1).

Les semaines et les mois passent, et Ruinart se heurte toujours à la même opposition. Plusieurs supérieurs, principalement le R. P. dom Robert Marchand, prieur de Saint-Germain, ont sollicité le P. Général assez inutilement d'ailleurs. Alors Perth se décide à tenter une démarche personnelle auprès de ce dernier. « Quoi que je sois dans une estate qui me rend tres peu capable d'Ecrire », dit-il à Ruinart le 18 août, « je n'ay pas laissé de faire ma lettre au très Rd Père Gen¹¹ pour obtenir sa permission pour l'Impression de l'Ecrit que vous avez pris la peine de faire pour honoré nostre tres cher et Illustre ami ». Et, envisageant l'hypothèse d'un refus, il ajoute : « Mais si le P^r G¹ ne veut pas absolument vous accorder cette Grace j'espère que vous m'en accorderez une Copie pour moy, Je la traduiray moy mesme et l'envoyray dans Nostre pays et je ne doubte pas qu'elle ne produise des Effets considerables » (2).

Le même jour il écrivait en effet au R. P. Général, dom Simon Bougis, lui faisant remarquer que la religion catholique retirerait le plus grand profit de cet ouvrage, surtout en Angleterre, où l'on appréciait hautement le savoir et la bonne foi de Mabillon. « Mais », ajoutait-il, « ils (les Anglais) ont de la peine à croire qu'il ait esté bien persuadé de plusieurs pratiques qui se trouvent établies dans l'Eglise Cath : et pour ne se voir pas condamner par un si grand homme, ils voudroient qu'on eut cette pensée de luy dans leur pays : Rien ne seroit plus capable de leur persuader le contraire que de leur faire un narré simple de toute la suite de sa vie et de sa mort ».

D'ailleurs, pour éviter que cela ait l'air d'une « Vie », dom Thierry pourrait lui « adresser cet escrit par forme de Lettre », et lui « faire comme a un amy de l'Illustre mort, une confidence de la vie privée et des sentiments si chretiennes de ce grand homme » (3).

Dom Simon Bougis aurait eu mauvaise grâce à ne pas se rendre à des raisons aussi sérieuses et aussi adroitement présentées. Aussi, bien que l'opposition de principe fût loin d'être réduite, « finit-il par consen-

(1) B. N., F. Fr., 19639, fol. 233.

(2) *Ibidem*, fol. 234.

(3) *Ibidem*, fol. 236.

tir à la publication, ou tout au moins par la tolérer. Il donna même ordre qu'on examina l'ouvrage, il fut encore examiné par M. l'abbé Renaudot qui en fut nommé depuis l'approbateur » (1).

Et c'est ainsi qu'au printemps de 1709, dom Ruinart eut le plaisir d'annoncer à lord Perth qu'il allait enfin lui apporter l'*Abrégé de la vie de Dom Jean Mabillon* (2). « Vostre Ree me donne une joye sensible », lui répond Perth le 12 avril, « en me faisant sçavoir que nous aurons l'honneur de vostre visite aujourd'hui en huit et que le livre que vous venez de faire est imprimé..... M^{me} de Perth vous assure de sa veneration comme fait aussy votre antien amy Edouard. Ils sont fort aise de sçavoir que nous aurons l'honneur de vous avoir a Diné avec nous venderdy le 19 du mois. C'est un jour que j'attend avec Impatience » (3).

Dom Thierry tint parole, et le 19 avril il se rendit avec son compagnon à Saint-Germain-en-Laye pour faire l'honneur de son livre à qui de droit. « Il fut praesanté au Roy d'Angleterre », dit le *Livre des Choses Mémorables*, « par Mylord Duc de Perth le premier Gentilhomme de la Chambre, il en fut receu avec toute la bienveillance et la douceur que tout le monde sçait luy estre naturelle ; il en mit d'abord un autre entre les mains de Madame la Duchesse de Perth pour estre porté à la Reine qui étoit indisposée, et qui voulût bien mesme luy en faire faire quelques excuses ; ensuite il en praesanta un troisième à la Princesse d'Angleterre sœur du Roy qui l'accepta pareillement avec toute la bonté qu'on en pouvoit attendre. Mylord Duc de Perth à qui elle estoit dédiée en receut un, aussy bien que Madame la Duchesse de Perth son Epouse, et Mylord Edouard son fils : les exemplaires qui furent praesantés aux cinq premiers estoient reliés en Maroquin rouge doré sur tranche avec plusieurs petits ornements de dorure mais sans armoirie. Mylord Duc de Perth nous fit ensuite l'honneur de nous donner à Disner et sur les 3 heures nous prîmes congé de luy pour nous en revenir à Paris » (4).

On devine avec quel empressement lord Perth lut l'ouvrage de son ami Ruinart. « Le jour apres que Vr Ree me fit l'honneur d'estre icy », lui écrit-il le 24 avril, « j'ay leu sans Interruption le livre dont

(1) B. N., F. Fr. 18817, fol. 182.

(2) L'ouvrage est un petit in-12 de 440 pages, dédié à « Mylord duc de Perth, Cy-devant Gouverneur du Roy de la Grande-Bretagne, premier Gentilhomme de la Chambre de Sa Majesté ». Paris MDCCIX. L'exemplaire de la Réserve (Bibl. Nat.) n'est pas aux armes du duc de Perth, comme le dit le Catalogue X. 2. art. 13108, mais à celles du président Robert Le Peletier.

(3) B. N., F. Fr., 19666, fol. 178.

(4) B. N., F. Fr., 18817, fol. 183.

vous m'avez fait present et je me trouve heureux de ce que c'estoit la vie d'une si saint, et si humble un Religieux (1). Autrement ce que vous adressez a moy auroit esté peut estre un tentation d'orgoile : Mais Comme l'Illustre Dom Mabillon dit si souvant : Humilité ! Car c'est la nostre seul refuge devant Dieu....

Le Roy mon maitre la Reine sa mère et Madame la Princesse ont parlé de Dom Mabillon Comme une personne qui meritoit un tell panegirist et m'ont fait des compliments sur ce que j'estois l'occasion de rendre publique les vertües d'un si saint homme. Que dois-je donc à Vr Rce sur cette occasion ! » (2)

Il lui devait certainement beaucoup de reconnaissance, mais hélas ! il allait avoir bien peu de temps pour la lui témoigner. L'année 1709 n'était pas achevée que dom Thierry mourait à son tour. L'abbé de Rancé, Bossuet, Mabillon, Ruinart, le pauvre duc voyait tous ses amis disparaître l'un après l'autre. C'est un des inconvénients de la vieillesse.

Cependant, même après la mort de dom Thierry, il gardait encore des amitiés dans l'accueillante maison de Saint-Maur : le prieur de Saint-Germain-des-Près, dom Félibien d'Avaux, dom Bernard de Montfaucon, qui lui écrit parfois sur des questions de littérature (3), et surtout celui qu'il appelle le « cher Dom Pierre », et qui est sans doute le jeune Pierre Sabbathier, le collaborateur de Ruinart vers 1705.

Mais à qui écrira-t-il, quelques années plus tard, les deux lettres suivantes, par lesquelles nous voudrions terminer cette revue de ses amitiés françaises ? Elles sont particulièrement intéressantes, comme on va le voir.

On se souvient que, lors de l'incident du Dr Betham, le duc de Perth nous a été signalé comme suspect de jansénisme. Ce n'était pas sans raison. Voici en effet ce que, le 9 mai 1714, il écrivait à un bénédictin de Saint-Maur, qui pourrait bien être dom Vincent Thuillier (4) :

« Très Révérend et Honoré Père (5). — J'ai dit à M. Innes que ni la maladie, ni la souffrance, ni le malheureux état des affaires du Roi mon maître en Angleterre, ni aucune autre occupation pressante ne pouvaient m'empêcher de lire d'un bout à l'autre l'excellent écrit

(1) Perth pense en anglais et écrit en français.

(2) B. N., *F. Fr.*, 19639, fol. 239.

(3) B. N., *F. Fr.*, 17706, fol. 85. Lettre d'Edouard Drummond au P. de Montfaucon, 25 août 1716.

(4) On sait que ce religieux (1685-1739) avait commencé par être janséniste. En 1714, il avait 29 ans, et peut-être ne s'était-il pas encore soumis. Il devait le faire assez vite et écrire ensuite l'*Histoire de la Constitution Unigenitus*.

(5) Cette lettre et la suivante sont en anglais.

que vous avez bien voulu me laisser. Et bien que les passages ayant trait à la Grâce exigeassent de la part d'un homme qui, comme moi, est si peu au fait de ce qui regarde les Ecoles, une attention toute particulière, j'ai lu le tout en beaucoup moins de temps que je n'eusse osé l'espérer. Votre Révérence croira sans peine que j'ai éprouvé un plaisir singulier à voir les questions dont il s'agit si clairement exposées et prouvées avec une si complète évidence. Je me demande si on essaiera d'y répondre, ou si une condamnation formelle de Rome ou une lettre de cachet seront les seuls arguments qu'on y opposera. Pour écrire avec la force qui se voit ici, il faut comprendre parfaitement sa religion, et l'auteur des *Réflexions* (1), quelque capacité qu'il paraisse encore avoir à un âge où la plupart des hommes voient leurs facultés intellectuelles affaiblies par le temps et les infirmités, n'aurait pu défendre sa propre cause avec autant d'ardeur qu'on en rencontre d'un bout à l'autre de cet écrit. J'avoue qu'avec la *Défense* de feu l'évêque de Meaux (2), et ceci réunis, je ne vois pas comment les évêques ont pu trouver, comme ils l'ont prétendu, la vraie foi catholique dans la Constitution (3). Mais ignorant comme je le suis, je ne devrais pas tant parler d'un sujet qui est tellement au-dessus de ma portée, mais je n'observe aucune réserve avec Votre Révérence, car je connais votre charité pour moi » (4).

Il termine par ceci, où l'on voit que son correspondant est bien un religieux de Saint-Maur : « Permettez-moi de présenter mes humbles hommages à tous nos dignes Pères, Dom Prieur, Dom Bernard (de Montfaucon), Dom Félibien (Michel), notre cher Dom Pierre, etc..., et croyez que personne ne peut être avec plus de vénération et une plus sincère estime que moi », etc....

Voilà qui est déjà très clair ; mais voici ce qu'il écrit huit jours plus tard, et qui ne l'est pas moins : « La lettre de Votre Révérence (comme tout ce qui vient de votre main) m'a donné beaucoup de conso-

(1) Le P. Quesnel, mort à 95 ans en 1719. Il avait 90 ans en 1714.

(2) Il s'agit de l'*Avertissement sur le Livre des Réflexions morales*, que Bossuet avait composé en 1699, à la demande du cardinal de Noailles, et qui devait être placé en tête de la nouvelle édition de l'ouvrage du P. Quesnel, mais seulement après qu'on aurait changé ou corrigé 120 propositions du texte, que Bossuet trouvait particulièrement répréhensibles. Cette condition fut jugée inacceptable, et la 2^e édition des *Réflexions* parut sans l'*Avertissement*. C'est seulement six ans après la mort de Bossuet, en 1710, qu'un ami du P. Quesnel, ayant réussi à se procurer une copie de l'*Avertissement*, la publia sous le titre frauduleux de *Justification du Livre des Réflexions morales, par feu M. Bossuet, évêque de Meaux*, posant ainsi ce dernier, qui ne pouvait plus protester, en défenseur du jansénisme.

(3) Allusion à l'Assemblée du clergé de 1713, où 40 prélats sur 48 avaient accepté la bulle *Unigenitus*.

(4) B. N., F. Fr., 19666, fol. 179.

lation, et sans l'affliction que me causa l'horrible tableau que vous me faites des malheurs qui sont suspendus sur la tête de tant de dignes hommes, si capables et si zélés, ma joie à recevoir de vos nouvelles eût été complète. Dieu finira sans doute par faire tourner tout pour le mieux. La situation où nous nous trouvons présentement requiert de la patience, de la fidélité et des prières : c'est aux vôtres que je me recommande.

Je vous envoie aujourd'hui le plus petit des deux écrits. Il est plein de fougue. *Videntem dicere verum quis vetat ?*..... Présentez mes hommages, s'il vous plaît, à tous nos amis autour de vous que j'ai nommés dans ma dernière lettre. La duchesse de Perth et lady Betty Drummond (1) présentent leurs hommages à Votre Révérence et à dom Pierre, et je suis toujours avec tout le respect possible et une entière estime »..... etc. (2).

Le duc de Perth était donc devenu janséniste ? Apparemment. Et si l'on réfléchit qu'il se rallie à ce jansénisme des débuts du XVIII^e siècle, dont on a pu dire avec raison que « jamais l'hérésie jansénienne n'avait plus ressemblé au protestantisme par ses doctrines ; jamais elle ne s'était plus rapprochée de lui par ses attitudes et ses procédés » (3), on sera conduit à faire cette constatation assez piquante : que, sur le déclin de sa vie, notre héros était en train, oh ! bien à son insu et de la meilleure bonne foi du monde, de revenir au protestantisme par le détour captieux du jansénisme !.....

Comment en était-il venu là ? Sa correspondance, en dehors des deux lettres que nous venons de citer, et qui ne font que révéler le fait accompli, ne nous donne à ce sujet que de vagues indications, et nous les avons relevées au passage. Il n'est cependant pas impossible d'au moins entrevoir la genèse de cette seconde « conversion », qui était en fait une perversion.

Qu'on se rappelle en effet la longue collaboration avec ce janséniste avéré, le Dr Betham, pour l'éducation du prince de Galles ; qu'on se représente tout ce que ces fréquentes, ces quotidiennes relations se prolongeant pendant dix années consécutives, ont pu exercer d'influence sur un esprit comme celui de lord Perth. Qu'on se souvienne également des caractéristiques de cet esprit : la sérieux foncière, la vertu farouche et légèrement méprisante, le rigorisme religieux du jeune homme de la lettre au révérend Patrick Drummond, sa tendance à exagérer

(1) Elizabeth Middleton, la femme de son fils Edouard.

(2) B. N., F. Fr., 19666, fol. 180.

(3) Abbé F. Mourret, *Hist. Gén. de l'Eglise*, VI, 453.

les austérités, alors qu'il était encore protestant, sa prédilection pour les ordres religieux les plus sévères, dès qu'il se fait catholique.

Que l'on songe aussi que ce fils spirituel de Bossuet a vu celui-ci, en qui il a toute confiance, se montrer de son vivant plutôt sympathique aux hommes de Port-Royal (1), et sembler, par-delà le tombeau, les défendre encore dans la personne du célèbre oratorien Quesnel (2).

Que l'on considère enfin que lord Perth est un familier du collègue écossais de Paris, qui nous était signalé naguère comme « une véritable citadelle janséniste » (3) ; qu'il devient l'ami et le fréquent visiteur de cette maison de Saint-Maur signalée par Fénelon comme acquise au parti janséniste (4), cette maison qui abrita le fougueux Gerberon et Vincent Thuillier, pour n'en citer que deux, cette maison où son ami Mabillon avait écrit la préface de l'édition bénédictine, et nettement janséniste, de saint Augustin.

Pour qui réfléchit à toutes ces choses, l'étonnant, à vrai dire, n'est pas que le duc de Perth soit devenu janséniste, l'étonnant eût été qu'il ne le fût point devenu !

(1) Nous songeons ici à l'ordonnance du 20 août 1696, que Bossuet avait rédigée pour l'archevêque de Reims, contre le livre de Martin de Barcos, neveu de Saint-Cyran, mais où « la doctrine de saint Augustin sur la Grâce est, de la façon la plus forte, mise au pînaole ».

(2) Par la *Justification des Réflexions Morales*, publiée en 1710, et dont Perth s'autorise bien à tort du reste.

(3) Cf. dans la *Revue Anglo-Américaine* d'Août 1933, pp. 522-524, l'article où M. Pierre Janelle analyse l'ouvrage de Miss Ruth Clark « *Strangers and Sojourners at Port-Royal* », Cambridge University Press, 1932.

(4) Mémoire au P. Le Tellier, 1710, N° 2.

CHAPITRE V

Le duc de Perth et lord Lovat

Situation politique en Ecosse et à Saint-Germain au début du XVIII^e siècle. Lord Lovat entre en scène. Son passé et ses desseins. Ses offres de service aux deux cours : contrecarré par Middleton et soutenu par Perth. Sa conversion au catholicisme. Son départ pour l'Ecosse : intrigues et trahison. Retour par la Hollande. La vérité transpire. Perth défend toujours Lovat. Le rapport de James Murray. Projet de mariage. Les lettres de lord Drummond : triomphe de Lovat et joie de Perth. Efforts de Perth en faveur du projet d'Ecosse. Lovat démasqué : son exil à Bourges, puis à Angoulême. Lord Perth est désabusé.

Nous avons suivi le duc de Perth dans ses fonctions de gouverneur du prince de Galles et dans ses rapports avec une partie du monde religieux français ; il nous reste maintenant à étudier son activité politique durant les quinze ans qu'il devait encore passer en France, après la mort de Jacques II.

Cette activité politique est orientée tout entière vers un seul but : le rétablissement des Stuarts sur le trône d'Angleterre. Le fils de Jacques II, James Edward Francis, celui que ses partisans appellent, en Ecosse Jacques VIII, et en Angleterre Jacques III, a-t-il donc des chances de réussir là où son père a si lamentablement échoué ? Un rapide coup d'œil sur la situation politique de l'Ecosse au début de XVIII^e siècle va nous permettre d'en juger.

Au moment où la reine Anne succède à son beau-frère, Guillaume d'Orange, l'Ecosse est divisée en trois partis politiques : d'abord les *whigs*, que l'on appelait sous le règne précédent les *Williamites*, ceux que la Révolution de 1688 a fait accéder au pouvoir, et qui, par suite, en sont les farouches partisans ; ensuite leurs adversaires directs, les *jacobites*, les vaincus de cette même Révolution, ceux qui envers et contre tout sont restés fidèles à Jacques II et à son fils ; enfin ceux, et ce ne sont pas les moins nombreux, que la politique pratiquée à leur égard

par Guillaume d'Orange (1) a dégoûtés de la tutelle anglaise, et qu'on pourrait appeler les *nationalistes*.

Lorsqu'en 1701, le Parlement anglais, pour écarter tout danger du retour d'un prince catholique, en l'espèce de Jacques Stuart, a, par l'*Acte de Succession*, désigné comme devant éventuellement succéder à la reine Anne la princesse Sophie de Hanovre, ou l'un de ses descendants, toute l'Ecosse, à l'exception des quelques whigs au pouvoir ou y aspirant, a refusé de suivre l'exemple de l'Angleterre. Pour les jacobites, la résistance allait de soi ; quant aux nationalistes, à ceux qui forment ce qu'on appelle le *Country Party*, ils ont répondu à l'*Acte de Succession* en faisant voter au Parlement écossais l'*Acte de Garantie* : au cas où la reine Anne mourrait sans laisser d'enfants, le Parlement d'Edimbourg se réserve le droit de lui choisir un successeur, qui ne pourra prendre le pouvoir qu'à la condition de *garantir* l'honneur et l'indépendance de la nation écossaise ; et afin d'être à même, le cas échéant, de soutenir ces prétentions, tous les Ecossais capables de porter les armes devront s'exercer chaque mois.

Donc, à ne considérer que l'intérêt du Prétendant Jacques Stuart, l'atmosphère politique de l'Ecosse est nettement favorable. Elle le serait plus encore si, d'une part, les jacobites pouvaient s'entendre et s'unir sous la conduite d'un chef, et si, d'autre part, les nationalistes qui, eux, ont un chef, en avaient un autre que le prudent et hésitant duc de Hamilton, trop riche et tremblant toujours pour ses vastes possessions. Telle qu'elle est cependant, c'est encore sur l'Ecosse que le Prétendant peut le plus compter.

Malheureusement, à Saint-Germain, tout le monde n'est pas de cet avis. A la cour exilée il y a toujours, comme avant, deux partis, mais qui se sont adaptés aux circonstances nouvelles : les *compounders*, ou partisans du compromis, dont le chef est toujours le comte de Middleton, s'appellent maintenant les « Anglais », parce qu'ils ont mis tous leurs espoirs dans le gouvernement de Londres, et sont en correspondance suivie avec le trésorier Godolphin et surtout avec Marlborough, sur qui ils croient pouvoir compter pour la restauration de Jacques III ; les *non-compounders*, ou intransigeants, à la tête desquels Perth a remplacé son frère Melfort, sont devenus les « Ecossais », parce qu'ils ne voient de solution que dans un soulèvement de l'Ecosse appuyé par la France. Les premiers veulent temporiser, attendre la mort de la reine Anne, et

(1) En particulier l'affaire du *Darien Scheme*, sans parler du massacre de Glencoe.

craignent de tout compromettre par une tentative « qui ne servirait qu'à faire une diversion utile à la France, mais préjudiciable aux intérêts du roi Jacques » (1). Les seconds sont au contraire pour l'action déclenchée au moment opportun, pour l'invasion et la conquête de l'Angleterre par l'Ecosse.

Et ces deux partis reflètent bien le tempérament de leurs chefs : Middleton, homme modéré, affable, patient et astucieux, « plein d'esprit et de ruse » (2), et dont l'arme préférée est l'intrigue ; Perth, caractère droit, entier et passionné, aussi intransigeant, aussi extrémiste en politique qu'en religion. Deux esprits aussi différents ne peuvent évidemment voir les choses sous le même angle (3) ; et la disgrâce de Melfort a eu pour conséquence d'élargir encore le fossé qui les sépare. Saint-Simon dit à ce propos : « Middleton étoit le seul secrétaire d'Etat, parce qu'il avoit coulé à fond le duc de Melfort..., qui n'en avoit plus que le nom depuis les exils où fort injustement, à ce que les Anglais de Saint-Germain prétendoient, Middleton l'avoit fait chasser » (4).

Depuis lors, il est vrai, Jacques II étoit mort, et, avec la pieuse Marie-Béatrice comme régente, Perth, gouverneur du jeune Prétendant, pouvait espérer que le protestant Middleton perdrait un peu de son crédit. Mais voici que, peu de temps après le décès du roi, le sceptique secrétaire d'Etat, avec un à-propos vraiment remarquable, se convertissait à son tour au catholicisme. « Il fut un matin trouver la reine », dit Saint-Simon, « et comme éperdu lui conta que ce prince (Jacques II) lui avoit apparu la nuit, lui déclara avec grande effusion de cœur qu'il devoit son salut à ses prières, et protesta qu'il étoit catholique. Middleton fit une retraite qu'il termina par son abjuration, se mit dans la grande dévotion, et à fréquenter les sacrements. La confiance de la reine en lui n'eut plus de bornes ; il gouverna tout à Saint-Germain » (5).

Que le duc de Perth ait été profondément dépité et indigné de se voir ainsi éclipsé par son rival, cela se comprend ; d'autant plus qu'il

(1) B. N., Nouv. Acq., *Papiers Renaudot*, 7492, fol. 14.

(2) Saint-Simon, *Mémoires*, XII, 449. Il dit encore (XV, 417) de Middleton et de sa femme : « Elle et son mari avoient de l'esprit et de l'intrigue comme deux démons ».

(3) Lady Ogilvie dit (*The Exiles at St.-Germain's, déjà cité*, p. 181) : « *My Lords of Perth and Middleton are never of one mind ; they never see with the same eyes* ».

(4) *Mémoires* XV, 416.

(5) *Ibidem*, XV, 417-418. A noter ici une contradiction de Saint-Simon qui (XV, 417-418, anno 1708) place la conversion « quelques mois après la mort de Jacques II », c'est-à-dire au début de 1702, après avoir dit en 1705 (XII, 450), en parlant du retour de Melfort à Paris, que c'est à la suite de ce retour que Middleton s'est converti. Mais l'événement est bien de 1702, ainsi que le prouve une lettre de la reine Marie-Béatrice à la Mère Angélique Priolo. (Cf. M. Haile, *Queen Mary of Modena*, p. 362).

ne se faisait apparemment qu'une piètre idée du loyalisme de Middleton. Avait-il raison, ou avait-il tort, d'accuser ce dernier de trahison ? Il est difficile de le dire. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'il courait, à Versailles comme à Saint-Germain, de fâcheux bruits sur le compte du secrétaire d'Etat. Saint-Simon nous signale encore ce fait, assez inquiétant, que Middleton et sa femme « étoient les seuls de tout ce qui étoit à Saint-Germain qui touchassent tous leurs revenus en Angleterre » (1). On en concluait que si ce seigneur avait tant de relations avec l'Angleterre, ce n'était pas, comme il le prétendait, pour le service de son maître, mais pour le sien.

Les choses en étaient là, tant en Ecosse qu'à Saint-Germain, quand, un jour de juillet de 1702, survint à Paris lord Lovat. Qui était-il ? D'où sortait-il ? Que venait-il faire chez nous ?

Simon Fraser of Beaufort, gentilhomme écossais, plus connu en France sous le nom de lord Lovat, était un de ces nobles aventuriers, un de ces pêcheurs en eau trouble, à qui les périodes mouvementées de l'histoire fournissent l'occasion d'exercer leur talent.

Né vers 1676 (2), il n'avait guère que vingt-trois ans lorsqu'en 1699, il s'était, pour la première fois, présenté à la cour de Saint-Germain. Mais, pour jeune qu'il fût encore, il avait, paraît-il, déjà donné d'amples preuves de son esprit d'initiative. Désireux d'entrer en possession des biens et du titre de son cousin, lord Lovat, il avait jugé que le plus simple était d'en épouser la veuve. C'était le plus simple en effet, mais à la condition que lady Lovat consentît à cette union ; or elle n'y consentait pas. Maître Simon n'y alla point, dit-on (3), par quatre chemins : il envoya quérir un pasteur et un cornemuseux, et, pendant que les notes sauvages de l'instrument national couvraient les protestations de la douairière, le mariage fut fait et parfait, *ratum et consummatum* !

Quoi qu'il faille penser de ces noces à la housarde, sur lesquelles le biographe de Lovat (4) estime qu'il est assez difficile de faire la lumière, il est certain que, par elles, le jeune homme s'était attiré l'inimitié du duc d'Athole, frère de lady Lovat, et de toute sa famille. Mais

(1) *Mémoires*, XV, 417.

(2) La date de sa naissance est incertaine ; mais comme il fut reçu M. A. en 1695 (ceci est sûr : cf. Lettre de Mr. P. J. Anderson, Aberdeen University Librarian, dans l'*Inverness Courier*, Jan. 14, 1908), la date de 1676 indiquée dans ses *Mémoires* paraît assez plausible.

(3) *Major James Fraser's Ms.*, edited by Alexander Fergusson, Edinburgh 1889, vol. I, p. 114.

(4) W. C. Mackenzie F.S.A., *Simon Fraser, Lord Lovat, his Life and Times*, London 1903, p. 25.

les ennemis de nos ennemis sont souvent nos amis, et c'est ce qui explique que Simon, se présentant à Saint-Germain, ait été « reçu à bras ouverts » (1) par lord Perth, lequel, nous le savons, n'avait eu aucune raison de se féliciter de l'attitude d'Athole à son égard.

C'est ce qui nous porte à croire aussi que Simon ne ment pas, lorsqu'il affirme dans ses *Mémoires* (2) que Jacques II, à qui il fut immédiatement présenté par lord Perth, lui promit formellement de le défendre contre les attaques de ses ennemis en général, et de la famille d'Athole en particulier. Athole, on s'en souvient, avait été en 1688 l'un des premiers à se révolter contre le gouvernement des Stuarts en Ecosse ; par contre, les Fraser of Beaufort avaient jusque-là toujours fait preuve d'un ardent loyalisme, et Simon se permettra un jour de rappeler à lord Perth les services rendus par sa famille : « Un millier de Frasers tués au service du roi, son oncle tué à Worcester, son père plusieurs années prisonnier, puis condamné à mort, et son frère tué à l'armée du vicomte de Dundee » (3).

Le roi Jacques lui aurait même conseillé de se réconcilier avec Guillaume d'Orange, afin de sauver son clan. Ceci paraît moins probable, et l'on est tenté de croire que Simon commençait dès lors à jouer sur les deux tableaux. En quittant Saint-Germain, il se rendit en effet à Loo, où, par l'entremise de Carstares (4), il obtint son pardon.

De là il regagnait l'Ecosse, où nous le retrouvons en 1700, n'osant se montrer dans son pays, et n'ayant par ailleurs aucune chance d'obtenir gain de cause auprès des juges écossais dans le procès que lui a intenté la famille d'Athole, si bien qu'il est contraint de chercher refuge chez le duc d'Argyle. Les mois passent, et l'argent se fait rare. Au milieu de 1701, il est sans le sou et se risque dans ses terres, où il réussit à ramasser quelques 5 ou 600 marks. Mais ses ennemis ont tôt fait de le dépister, et la douairière lance la justice à ses trousses. Le 16 mars 1702, il est mis au ban de l'Ecosse (5).

Heureusement, Guillaume d'Orange vient de mourir, et Lovat, estimant sans doute que l'heure du triomphe des jacobites ne saurait tarder à sonner, décide de tenter un grand coup : en cas de succès, c'est sa fortune rétablie et assurée ; en cas d'échec, il lui restera toujours la

(1) *Memoirs of the Life of Simon Lord Lovat, written by himself in the French language and now first translated from the original Ms.* (by Godwin), London 1797, p. 102.

(2) *Ibidem*, p. 103.

(3) B. M., Add. Mss., 31253, fol. 1.

(4) Le Carstares torturé jadis devant le chancelier Perth.

(5) W. C. Mackenzie, *Op. cit.*, pp. 45 à 51.

possibilité de passer, avec armes et bagages, dans le camp ennemi. Il proclame donc Jacques VIII dans ses terres et se met à lui recruter des adhérents. Réussit-il, comme il le prétendra, auprès des chefs de clan jacobites ? On peut se le demander : la reine Anne est une vraie Stuart, et l'on croit généralement, en Ecosse comme en Angleterre, qu'avant de mourir elle désignera pour son successeur le fils de Jacques II, son frère après tout. Mais Lovat, qui songe à se présenter derechef à Saint-Germain, ne veut pas y arriver les mains vides, et, alors que les chefs des Highlands ne lui ont, à part quelques-uns, donné que de vagues assurances, il dira qu'il en a reçu des engagements formels.

En mai 1702, il est à Londres, où il s'attarde dans une intrigue amoureuse avec une certaine Lucy Jones (1), qui s'est éprise de lui ; car Simon est bien de sa personne, et, au surplus, il a des lettres et ne manque pas d'esprit. Madame de Maintenon, mise au courant de ses aventures matrimoniales, lui fera un jour ce compliment équivoque : « Les dames, Monsieur, vous regardent comme un homme *ravissant* ! » Il prolonge donc son séjour à Londres, n'étant du reste pas encore bien décidé à se rendre à Saint-Germain. Comme l'illustre Mr. Micawber, il attend que se produise on ne sait quel heureux événement.

Mais il ne se produit rien, et il lui faut décidément mettre le cap sur Saint-Germain. Et c'est ainsi qu'en juillet 1702, après être passé par la Hollande, il arrive à Paris. Il s'agit maintenant d'obtenir une audience de la reine Marie-Béatrice. A qui va-t-il s'adresser ? A Middleton ou à Perth ? Son cousin, le chevalier John Maclean, par qui, quoi qu'il en dise, il a dû être renseigné sur les deux factions qui divisent la cour exilée, lui fait comprendre qu'il n'a pas le choix : lord Perth est le seul des conseillers de la reine (2) qui puisse réellement s'intéresser à son affaire.

Lovat se rend donc à Saint-Germain où Maclean l'introduit dans le cabinet du duc de Perth. Celui-ci le reçoit « avec cette bonté qui lui est naturelle » (3). Mais, dès que Lovat lui explique ce qui se prépare en Ecosse, Perth, enchanté d'apprendre qu'on y projette un soulèvement pour la restauration du jeune roi, et que surtout ce sont des nobles de sa parenté (4) qui sont à la tête du mouvement, lui recommande aussitôt la plus grande discrétion vis-à-vis de Middleton. « Car », lui dit-il, « tous les vrais amis de Sa Majesté sont persuadés que c'est un traître

(1) Cf. Lettres de Lucy Jones à lord Lovat : B. M., Add. Mss. 31251.

(2) Ils sont quatre : Middleton, Caryll, Berwick et Perth.

(3) *Mémoires de Lovat*, p. 121.

(4) En particulier son fils aîné, lord Drummond, son beau-frère, le comte d'Errol, et son beau-fils, lord Marishall, par qui Lovat se dit envoyé.

perfide, pensionné par le Parlement anglais pour le renseigner sur tout ce qui se passe à la cour de Saint-Germain ». Et il aurait ajouté que « le feu roi et la reine elle-même le soupçonnaient d'avoir découvert leurs secrets au prince d'Orange » (1).

Evidemment, les *Mémoires* de Lovat ne sont pas à prendre comme parole d'Evangile, et il est au surplus assez difficile d'admettre que la reine Marie-Béatrice ait pu soupçonner Middleton de trahison et avoir ensuite tant de confiance en lui. Cependant, mieux valait se méfier, ne fût-ce qu'à cause de l'hostilité bien connue de Middleton à tout projet d'attaque par l'Ecosse. Lovat le comprit parfaitement, et quand, par l'intermédiaire de Perth et de Maclean, il put voir la reine, non seulement il amena celle-ci à entrer dans ses vues, mais encore il obtint la promesse qu'elle n'en dirait rien au secrétaire d'Etat.

Rallier la reine d'Angleterre à son projet était déjà pour Lovat un succès appréciable ; ce n'était cependant que le premier pas, et comme la permission d'agir. Si l'on voulait que la tentative réussît, il fallait s'assurer la collaboration de la France. Et ici encore c'est le duc de Perth qui servit d'intermédiaire. Il commença par présenter Lovat au nonce Gualterio (2) et au diplomate Callières. Puis, le terrain étant ainsi préparé, il écrivait à Torey le 25 juillet 1702 : « Monsieur, — C'est par ordre de la Reine que je me donne l'honneur de vous Ecrire par My Lord Lovat, et son Cousin Germain le Chevalier Maclean Deux de Principaux Chefs des tribus des Montaignards d'Ecosse, et qui ont des vasseaux les plus aguerries et les plus braves d'aucuns de cet pays. Ils auront l'honneur de vous entretenir sur la proposition fait par mes Compatriots pour le service de Sa Majesté très Chrestienne et pour tacher de faire quelque chose pour marquer leur devoir a leur Souverain » (3).

Le projet de soulèvement en Ecosse ainsi présenté constituait une offre de service faite à Louis XIV, et lord Perth ne manquait pas de signaler tout le profit qui pourrait en résulter pour la France.

Comment Torey accueillit-il Lovat et ses propositions ? Pas trop mal sans doute, puisqu'il lui demanda un rapport sur l'affaire d'Ecosse. Lovat en profita pour faire un très grand éloge de lord Perth, et mettre Torey en garde contre Middleton et sa faction. « Tous les fidèles sujets

(1) *Mémoires* de Lovat, pp. 121-122.

(2) B. M., Add. Mss. 20293, fol. 62. Filippo Antonio Gualtieri, connu en France sous le nom de Gualterio, était né en 1660. D'abord vice-légat en Avignon, de 1696 à 1700, puis nonce de Sa Sainteté auprès de Louis XIV. Dévoué à la cause des Stuarts, il allait devenir l'ami et le correspondant assidu de lord Perth.

(3) Aff. Etrang. Paris, *Corr. polit. Angleterre, Suppl.* N° 214, fol. 270.

d'Ecosse », dit-il, « n'ont point de confiance en aucun du conseil de la Reine qu'en Mons^r le Duc de Perth, parce que tous les autres sont Anglais naturels ou d'inclination, ignorants de notre pays et qui n'ont point d'intérêt la dedans ». Par contre, Perth connaît le pays mieux que personne, et il y jouit d'une grande influence, « étant parent ou allié a toutes les grandes familles du Royaume ». Tout ce qu'on lui reproche, c'est d'être trop bon catholique, « et », fait adroitement remarquer Lovat, « trop zélé pour les intérêts de la France ». Et il conclut : « Ainsi il est le seul en qui nous devons avoir confiance. C'est pour quoi je supplie V^{otre} Excellence de prendre Confiance en ce que my Lord Perth vous dira et de ne point croire les autres » (1).

Cette recommandation n'était pas superflue, car à Saint-Germain le clan Middleton était alerté. La reine avait-elle laissé échapper le secret, ou le rusé secrétaire d'Etat avait-il eu vent de l'affaire ? On ne sait. Toujours est-il que Torey, venant voir la reine et rencontrant Maclean, se plaint à lui de ce que « l'affaire s'étoit répandue », et il trouve cela étrange (2). Pour qui connaissait la cour de Saint-Germain, la chose était au contraire assez naturelle, car il était bien difficile d'y garder un secret, bien difficile surtout d'y cacher quelque chose à ce fin renard de Middleton.

Mis au courant de ce qui se tramait ainsi à son insu, celui-ci, qui devait être renseigné sur Lovat par ses nombreux correspondants d'Angleterre, s'emploie aussitôt à prémunir la reine contre les agissements de ce dangereux personnage. Perth, de son côté, ne reste pas oisif. Il écrit à Lovat lettre sur lettre, un jour lui recommandant la patience (3), un autre jour lui disant qu'il va voir la reine et qu'une fois de plus il discutera toute l'affaire avec elle (4), un autre jour enfin le rassurant sur son compte : « Quant à moi », lui dit-il, « vous pouvez être tranquille. Il n'est au pouvoir de personne de changer mes sentiments à votre endroit » (5).

Lovat se félicite d'être si bien défendu. « J'estime que c'est un grand bonheur pour moi d'avoir Votre Grâce pour patron », lui écrit-il, « car il n'y a personne d'aussi capable de me soutenir, ni d'aussi qualifié pour représenter au roi et à la reine le loyalisme constant de ma famille et mes sincères efforts personnels au service de Leurs Majestés » (6).

(1) B. M., Add. Mss., 31250, fol. 26. Brouillon rédigé trois fois, mais non daté.

(2) B. M., Add. Mss., 31251, fol. 69. Lettre non datée.

(3) B. M., Add. Mss., 31253, fol. 9. Lettre non datée.

(4) *Ibidem*, fol. 12. Lettre non datée.

(5) *Ibidem*, fol. 29. Lettre non datée.

(6) *Ibidem*, fol. 1. Lettre non datée.

Et ce que Perth fait pour lui à Saint-Germain, le nonce Gualterio le fait à Versailles. « Je me persuade », lui écrit Lovat le 22 janvier 1703, « que si V^{otre} Excellence ne m'avoit point soutenue depuis mon arrivé dans ce païs, La Cour de France m'auroit méprisé ».... M. de Callières ne lui a-t-il point dit que « peut-être la Cour le regardoit comme un jeun Avanturier capable de faire un coup désespéré pour faire sa fortune ou avoir la tête cassé » ? « S'ils jugent de la sorte ils se trompent fort », dit Lovat (1). C'est ce que nous verrons !

Enfin la reine Marie-Béatrice, probablement sur les instances de lord Perth, s'est décidée à parler à Louis XIV. Lovat annonce cette nouvelle à Gualterio le 1^{er} février : « Les affaires ont changé de faces », dit-il (2). Par ailleurs, Alexandre Maclean, le cousin de John, lui fait savoir que la reine a dit à Perth avoir appris par Madame de Maintenon « que le Roy était bien disposé à leur égard » (3).

Mais Lovat voudrait des assurances plus nettes. Il demande donc à Perth de faire sonder Louis XIV par Torcy (4). Finalement, par l'entremise de ce dernier, il obtient une audience à Versailles (5). Dès lors, il semble que le projet prenne corps. « Le Duc de Berwick paroît fort résolu pour l'affaire », écrit-il à Gualterio le 20 mars (6). Vauban et Villars s'y intéressent également. Va-t-il réussir ?

Malheureusement, Lovat exagère un peu ses exigences : il voudrait être nommé général en chef de l'entreprise, alors qu'à Saint-Germain on ne se propose de lui donner qu'un brevet de colonel d'infanterie, et il compte encore sur Torcy pour appuyer sa demande auprès de Louis XIV. La reine d'Angleterre qui, de son côté, avait l'intention de soumettre l'affaire au roi de France, s'étonne que Lovat ait pris l'initiative de faire présenter sa requête par Torcy. Elle en exprime son mécontentement à Perth, lequel s'efforce de la rassurer. « Je lui ai dit », écrit-il à Lovat le 30 mars, « qu'il devait y avoir quelque malentendu, et que je savais que vous ne désiriez avoir de commission que de votre roi. Elle a paru ne pas me croire ». Perth est pessimiste : « Comment finira cette affaire », ajoute-t-il, « je ne puis le dire, mais ce qu'il y a de certain, c'est qu'elle rencontre bien des traverses » (7).

Personnellement il fait tout ce qu'il peut pour seconder Lovat,

(1) B. M., Add. Mss., 31252, fol. 6.

(2) *Ibidem*, fol. 8 et 9.

(3) B. M., Add. Mss., 31251, fol. 95.

(4) B. M., Add. Mss., 31253, fol. 15.

(5) *The Proceedings of the House of Lords concerning The Scottish Conspiracy, etc.*, London 1704. *Duke of Queensberry's Paper*, N° XV, p. 20.

(6) B. M., Add. Mss., 31252, fol. 30.

(7) B. M., Add. Mss., 31253, fol. 16.

mais ses efforts sont contrecarrés par Middleton et ses partisans. « Les offices du Duc de Perth », note l'abbé Renaudot, « ont jusqu'icy esté traversés par une cabale opposée aux Ecossois dans la cour de Saint-Germain qui a mis tout en usage pour prévenir l'esprit de la Reine contre cette entreprise et par elle la cour de S. M. (Louis XIV) afin de l'empescher de secourir les bien intentionnés du Royaume d'Escosse » (1).

Et voici que surgit un autre incident. Le 27 mars, Perth écrit à Torcy : « Je prend la liberté de vous adresser Monsieur Mackenzie comme une personne qui paroît avoir beaucoup d'empressement de servir le Roy son Maître et par conséquent le Roy (Louis XIV). Il Est parent de My Lord Tarbat qui Est Secrétaire D'Estate de la Princesse de Denmark pour le Royaume d'Escosse et ce My Lord la a beaucoup d'amitié pour luy. Si par son entremise l'on pourroit gagner quelque chose sur l'Esprit de My Lord Tarbat, ou au moins quelque connoissance des choses qui nous pouroit Estre Utile ce seroit au moins quelque avantage. Je l'ay toujours trouvé fidele ; et j'Espère qu'il tachera de meriter les Graces que vous aurez la bonté de luy accorder » (2).

Or, Lovat, qui a de bonnes raisons pour ne point laisser partir Mackenzie, dont la présence en Ecosse pourrait le gêner dans ses agissements, s'empresse de le ruiner dans l'esprit de Torcy, disant que Perth veut s'en servir pour des fins particulières et à l'insu de la cour de France. Le résultat est que le pauvre jeune homme, jugé dangereux, est embastillé ! (3)

Perth, qui ne soupçonne point la trahison de Lovat, est bien ennuyé par cette malencontreuse affaire (4). Il croit nécessaire d'écrire à Lovat « Je vous prie My Lord De Dire A Mgr. Le Nonce et a Mongr. de Collieres que le jeune homme en question m'ayant communiqué tout ce qu'il sçavoit de Nostre affaire, Et en vérité il en sçavoit beaucoup, et il m'a dit que c'estoit par My Lord Midleton, qu'il estoit si Instruite, Je croyois qu'il estoit necissaire de le Menager », ayant l'intention, par lui, « de gagner My Lord Tarbat ». Mais, « S'il a Abusé du Credit que je luy ay donné pour cette fin en faisant a croire que je luy avois employé en aucun autre affaire que celle de My Lord Tarbat, il a fait une chose indigne d'un honeste homme et bien loin de ma pensée »..... (5).

C'est ainsi que le pauvre duc était dupé par cet aigrefin de Lovat, et ce n'était que le début. D'autres d'ailleurs y furent pris, et non des

(1) B. N., Nouv. Acq. *Papiers Renaudot*, 7487, fol. 364.

(2) Aff. Etr., *Corr. pol. Angl. Suppt*, N° 215, fol. 54.

(3) *The Proceedings of the House of Lords, etc., Queensberry's Paper*, XV, 20.

(4) B. M., Add. Mss., 31253, fol. 10.

(5) *Ibidem*, fol. 13. Lettre du 31 mars 1703.

moindres, comme on va le voir. L'astucieux aventurier, voyant que les choses traînaient en longueur et menaçaient même de se gâter, eut une idée géniale : il décida de se convertir au catholicisme ! Pour le coup, la pieuse reine Marie-Béatrice serait conquise.

Et ce fut encore aux bons offices de lord Perth qu'il eut recours en cette circonstance. Mabillon écrivait en effet à Bossuet le 6 (avril) 1703 : « Monseigneur, — Ce gentilhomme Ecossois qui aura l'honneur de presenter ce billet à V. G. m'a esté adressé par My Lord Due de Perth, qui m'a ordonné de prier V. G. d'avoir la bonté de l'entendre sur quelques difficultés qu'il a a vous proposer touchant l'Eglise Catholique a laquelle il souhaite se reunir. Car il est né Protestant. Il a lû votre Exposition sur la Foy qui l'a fort ébranlé. Je ne doute pas qu'avec la grace de N. S. vous n'acheviez l'ouvrage de Sa conversion lorsqu'il aura eu l'honneur de recevoir vos éclaircissem^s de vive voix. C'est la grace que je demande pour luy à V. G. » (1).

Et l'évêque de Meaux, heureux à la pensée d'ajouter un nouveau converti à la liste de ceux qu'il avait ramenés à la foi catholique, d'écrire à Lovat et de lui envoyer « les catéchismes qu'il a publiés pour son diocèse », en prenant la peine de lui en expliquer le contenu. Il terminait par ces mots : « Au reste je prie Mylord d'estre persuadé que je ne l'oublierai jamais et ne cesserai de le recommander à Dieu avec toute la sincérité possible. C'est la un pacte eternal entre luy et moy qui suis a jamais son tres humble et tres obeissant serviteur » (2).

Il convient d'ajouter (car avec Lovat on n'est jamais sûr de rien) que cette conversion n'était peut-être pas sans quelque sincérité. Nous savons bien ce que James Murray (3) dira un jour à la reine Marie-Béatrice : que Lovat s'est vanté au due d'Argyle et au comte de Leven de s'être fait catholique afin de pouvoir amener la cour de Saint-Germain à entrer dans ses vues (4). Mais nous constatons aussi que, cinq mois avant de s'adresser à Bossuet, le 10 novembre 1702, il recevait d'un certain Mac Cogelan sept pages in-folio et manuscrites sur la religion catholique (5). Et sans doute ceci ne prouve-t-il qu'une chose : que Lovat songeait depuis longtemps à cet expédient. Si l'on veut. N'oublions point toutefois que le même homme, à cet instant suprême où l'on est

(1) B .M., Add. Mss., 31251, fol. 52-53.

(2) *Ibidem*, fol. 116-118. Lettre du 28 avril 1703.

(3) Qui va bientôt partir pour l'Ecosse. Cf. ci-après.

(4) James Macpherson, *Original Papers*, 2 vol., 1775, I, 664

(5) Cf. Add. Mss. 31251.

généralement sincère, n'ayant rien à gagner et ayant tout à perdre à ne point l'être, déclarera mourir en catholique.

Quoi qu'il en soit, Lovat, par sa conversion, avait certainement raffermi son crédit auprès de la reine. C'est alors aussi que nous le voyons se rapprocher de Middleton. Celui-ci a-t-il compris qu'à un homme aussi rusé il fallait opposer la ruse ? Toujours est-il qu'il ne semble plus faire obstacle au projet. Mais ce n'est qu'une apparence, car, sous la main, et par Torey, il conseille la prudence au roi de France ; tant et si bien que Louis XIV se décide en fin de compte à ajourner l'expédition projetée, jusqu'à ce que l'on ait des garanties formelles de coopération de la part de l'Ecosse. Et Middleton, qui n'a jamais cru aux rapports de Lovat concernant ce pays, va, sur l'ordre de la reine (1) et, paraît-il, au su de lord Perth (2), y envoyer James Murray, lequel se renseignera sur place et verra en particulier si le duc de Hamilton consent à prendre la tête du mouvement.

Ceci ne fait pas du tout l'affaire de Lovat, qui expose à Gualterio toutes les raisons pour lesquelles on doit s'opposer au départ de James Murray (3). Mais en vain : l'envoyé de Middleton part, et c'est Lovat qui voudrait bien partir, et qui ne part pas. A plusieurs reprises il demande au duc de Perth d'obtenir de Leurs Majestés qu'il puisse retourner dans son pays (4).

Enfin, le 30 avril, il peut écrire à Gualterio : « La reine a ordonné a My Lord Due de Perth de me dire que jeudy Sa Majesté me voirait et me donneroit toutes mes ordres et que dimanche j'aurois mon audience de Congé du Roy et de Sa Majesté, si bien que je devrois me préparer a partir la semaine qui viene » (5).

C'est le 9 mai que Lovat eut son audience de congé du roi Jacques, lequel lui remit ses instructions pour les chefs des Highlands, un brevet de colonel et son portrait (6). Il devait être accompagné du colonel Graham, de son cousin le Major Fraser et de John Murray, que Perth avait, quelque temps auparavant, recommandé à Renaudot (7).

Ayant quitté Paris vers la fin de mai, le 29 de ce mois, il est à Saint-Omer, d'où il écrit à Gualterio qu'il est si triste à la pensée qu'il ne le verra sans doute plus, que cela lui enlève le sommeil et l'appétit.

(1) *The Proceedings etc., Sir John Maclean's Paper*, p. 51.

(2) *Ibidem, Sir John Maclean's further Examination*, p. 53.

(3) B. M., Add. Mss., 31252, fol. 31-32.

(4) Mss. 31253, fol. 3, 6 et 7.

(5) Mss. 31252, fol. 32.

(6) *Ibidem*, fol. 36.

(7) B. N., *Nouv. Acq.*, N° 7487, fol. 345.

« Toute ma compagne », dit-il, « craignent que j'en mouray. Je suis résolu de rester ici quelques jours pour faire mes devotions et pour recouvrir (*sic*) ma santé » (1).

Sa bourse est encore plus malade que lui. Louis XIV lui a fait remettre quatre mille livres pour son voyage, c'est vrai ; mais, ayant dû rester en France « huit mois quand il ne croyoit rester que huit jours », il avait « plusieurs petites dettes » ; et il a tant dépensé avec ses amis de Saint-Germain et ses compagnons de voyage, qu'après avoir payé toutes ses dettes, il ne lui restait plus « qu'environ cinquante pistoles ». Avec quatre personnes à nourrir, il n'a donc plus de quoi faire la moitié du chemin. Cela me force », dit-il, « de suplier V. E. de parler à Mons^r le Marquis de Torey pour m'obtenir un billet de 80 ou 60 pistoles sur Mons^r Bagnoles Intendant du Roy a Brusselles, et jay les repayeray au premier qui viendra en ffrance pour les affaires du Roy ou je les feray payer par my Lord Perth en rendant l'argent a son homme d'affaire en Ecosse » (2).

Et en post-scriptum il ajoute ceci, qui nous renseigne sur ses fréquentations : « Je prie tres humblement V. E. de me faire l'honneur de m'escire sous un Couvert au pere Directeur du College des Jésuites Anglois à St. homer ».

Le 1^{er} juin il gagne Calais, essaie d'obtenir du gouverneur, M. de la Tour, une chaloupe qui puisse le transporter en Angleterre pendant la nuit. Mais le gouverneur s'est montré « un peu Brutal » et lui « a dit fièrement qu'il ne pouvoit rien faire la dedans sans les ordres de la Cour ». Sur quoi Lovat s'est permis d'écrire à Torey, sous le couvert de Gualterio, afin d'avoir la chaloupe.... et surtout de l'argent ! (3)

Quelques jours plus tard il mande au nonce : « Depuis que j'ay eu l'honneur de vous ecrire jay été avec le capitaine Anglois de Bacquet Boat (4) qui est ici pour le ransom et l'échange de prisoniers. Après avoir beu une bouteille ensemble je luy dit que javois envie d'aller en Angleterre mais que je ne voudrois pas y paroître. Il m'a dit si javois la resolution d'aller tout a fait qu'il me prendray et qu'il me mettroit en seurté a Londre mais qu'il falloit donner d'largent. Je luy dit que je donneroit tout ce qu'il voudroit pour me mettre en seurté dans le pays. Il la promis fidellement et il a le caractere d'un honête homme »

(1) B. M., Add. Mss., 31252, fol. 48.

(2) *Ibidem*, fol. 49.

(3) B. M., Add. Mss., 31252, fol. 51.

(4) C'est-à-dire de *packet boat*, de « paquebot ».

(1). La conclusion est que, s'il n'a plus besoin de chaloupe, il a plus que jamais besoin d'argent.

Ces appels de fonds réitérés produisaient un assez mauvais effet à Paris et à Saint-Germain. Gualterio lui répond le 8 juin qu'il est bien ennuyé d'apprendre qu'il manque d'argent ; mais il n'a pas cru à propos d'en parler à Torey ni de lui remettre la lettre de Lovat. « C'eût été », dit-il, « un coup mortel à votre fortune et à votre réputation » (2).

Il s'en est ouvert à lord Perth, « qui en fust un peu estonné aussy ; mais enfin il se chargea d'en parler à S. M. Il le fist et voicy sa reponce... Vous verrez que l'argent est trouvé mais non pas sans peine.... ». Et le bon Gualterio d'adjurer l'enfant prodigue : « Au nom de Dieu soyez meilleur economer à l'advenir ; et fait toutes vos affaires avec ordre » (3).

Le nonce trouve aussi que Lovat se hasarde beaucoup à se mettre entre les mains d'un Anglais qu'il ne connaît pas, et il lui conseille la prudence.

A ceci Lovat répond de Calais le 13 juin par une très longue épître, où il dit la « joie inconcevable » qu'il ressent de la lettre de Gualterio ; car il était au désespoir de ne pas recevoir de ses nouvelles,..... et surtout de son argent ! A l'entendre, « l'empressement qu'il a pour le service de son Roy lui occupe tant l'esprit que cela le rende souvent malade ». Le pauvre homme !

Il rassure ensuite son correspondant au sujet du capitaine anglais. Il s'est renseigné auprès de « Madame l'Abbesse des Dames Angloises a Dunquerque, la sœur de Mi Lord Carrell (Caryll) dont il est « l'amie fidelle » ; il a « pris l'avis des peres jesuistes à St. Omers et de monsieur de la Tour ». Bref, « il a toutes les esperances du monde d'arriver en seurté a Londre ou », dit-il, « je seray comme chez moy a ce que je croy ».

Mais ce sur quoi il tient surtout à s'expliquer, c'est sur la question d'argent. « Je proteste », dit-il, « sur la parole d'un honête homme et j'espere un veritable christien que je ne suis pas a blâmer comme V. E. le croy ou comme Mi Lord Duc de Perth a plu de me représenter ». Il n'a jamais fait de dépenses inutiles, n'ayant jamais été « ni joueur ni Ivrogne ».

Il indique toutes les occasions, et elles sont nombreuses, qu'il a

(1) Mss. 31252, fol. 57. On sait que Lovat s'y connaît en honnêteté !

(2) *Ibidem*, fol. 60-61. Le mal était fait, car Lovat avait écrit à Callières qui lui répond le 9 juin. Il se dit « surpris et fâché de la demande d'argent pour continuer le voyage ». (31251, fol. 131).

(3) Mss. 31252, fol. 61-62.

eues de se servir de son argent, et, loin de se montrer reconnaissant envers lord Perth de la somme que celui-ci a bien voulu lui avancer, il se plaint de « l'avarice de quelques-uns des grands d'Ecosse qui a été la ruine du Roy ». Puis, devenant plus explicite, il se déclare « fort peu obligé à l'amitié de mi Lord Perth.... qui », dit-il « devrait en homme d'honneur donner six fois autant de son argent que de voir les affaires de son Roy en danger de souffrir ou ma reputation gâté », ce qui est un comble ! Et il a le front d'ajouter : « Mais à l'avenir je me confieray autant dans son amitié que dans sa conduite.... » (1).

Bref, c'est Perth, l'homme qui jusqu'ici a tout fait pour l'aider dans son entreprise, c'est son plus grand bienfaiteur qui a tous les torts. Il fallait s'y attendre.

Enfin, le voici à Londres. « Jay arivé dans cette grande ville », écrit-il le 22 juin, « il y a six jour après un voyage assez heureux quoique fort dangereux, mais jay été fort malade en chemin et obligé de me faire saigné a huit heur du soir a mon arivé ici et de prendre plusieurs Medicines tous les jours depuis ce temps la. Dieu mercie je me porte beaucoup mieux et j'espere que le voyage que je vay comencer demain retablira ma santé » (2).

Il va donc se rendre en Ecosse, et c'est à partir de maintenant que sa conduite devient proprement tortueuse, et, à première vue, obscure. Essayons cependant de débrouiller l'écheveau et d'y voir clair.

Arrivé à Edimbourg, Lovat est à court d'argent, et il ne peut songer à gagner les Highlands sans un sauf-conduit, car il est toujours sous le coup de la sentence de proscription prononcée contre lui en mars 1702. Comment se procurer cet argent et ce sauf-conduit ? En se faisant présenter par ses amis, le duc d'Argyle et le comte de Leven, au duc de Queensberry, haut-commissaire de la reine Anne, comme une personne venue de France et qui a des choses importantes à lui révéler. C'est ce qui arrive ; et Lovat, mettant à profit la rivalité qu'il sait exister entre Queensberry d'une part, et Athole, Hamilton et Gordon d'autre part, remet au haut-commissaire les lettres dont il est chargé pour ces deux derniers, et en ajoute une autre qu'il forge de toutes pièces, et qu'il dit être adressée au duc d'Athole par la reine Marie-Béatrice. Sans doute juge-t-il qu'il doit bien cela au frère de la douairière de Lovat !

Après s'être par ce moyen mis dans les bonnes grâces de Queens-

(1) B. M., Add. Mss., 31252, fol. 75 à 82.

(2) *Ibidem*, fol. 88-89.

berry, et en avoir obtenu ce qu'il désirait, il gagne les Highlands. Mais ici il ne rencontre pas auprès des chefs de clan tout le succès qu'il escomptait. Ces messieurs manifestent en général plus de prudence que d'enthousiasme. Le plus résolu paraît bien être lord Drummond, le fils aîné de Perth, chez qui, à Drummond Castle, se tiennent plusieurs conférences. Elles n'aboutissent d'ailleurs qu'à cette conclusion : les Highlands se soulèveront *après* l'arrivée des troupes françaises ; que Lovat retourne à Versailles et qu'il décide Louis XIV à prendre l'initiative.

Lovat revient à Edimbourg, revoit Queensberry, lui raconte sur sa tournée dans les Highlands tout ce qu'il juge bon, et, en offrant à ce ministre de lui servir d'espion en France, en obtient un passeport pour la Hollande (1).

Va-t-il donc en définitive trahir la cause qu'il s'est donné pour mission de défendre ? Oui et non : pour un homme comme Lovat, les mots de trahison et de loyalisme n'ont qu'un sens relatif. Jusqu'ici, à vrai dire, et bien qu'il lui ait révélé plus de choses qu'il n'était en droit de le faire, il s'est, comme il le prétendra, plutôt servi de Queensberry qu'il ne l'a servi. Mais une fois de retour en France, que fera-t-il ? Oh ! ce sera très simple : il s'inspirera des circonstances. S'il réussit à persuader Louis XIV, il aura joué Queensberry et s'en moquera ; dans le cas contraire, il aura toujours la ressource de se mettre décidément au service du gouvernement de Londres. Et voilà comment, guidé au fond par l'unique souci de son intérêt personnel, Lovat joue son double jeu, espérant bien gagner d'un côté ou de l'autre (2).

Mais lui qui trahit ses amis avec tant de désinvolture, il oublie que ceux-ci peuvent en user de même à son égard. Le 8 novembre 1703, alors qu'il est revenu à Londres, voici que débarque à Douvres avec toute sa famille son cousin, le chevalier Maclean. Or celui-ci, qui a quitté Saint-Germain sous prétexte de se rendre en Ecosse et d'y servir de correspondant au duc de Perth (3), n'a pas plutôt mis pied à terre qu'il demande à comparaître devant le comte de Nottingham, secrétaire d'Etat de la reine Anne. Le procès de la pseudo-conspiration d'Ecosse va s'ouvrir : Lovat sent des ailes lui pousser aux talons ; le 13 novembre, grâce au passeport de Queensberry, il réussit à s'échapper de l'Angleterre.

Nous le retrouvons le 5 décembre « au Milieu d'Hollande », comme il dit à Gualterio (4). Le mauvais temps le retient quelques jours à

(1) Pour tout ceci, cf. *The Proceedings of the House of Lords etc.* déjà cité.

(2) *Ibidem*, p. 11 : *Mr. Campbell's Discovery*.

(3) C'est du moins ce qu'il affirme dans sa déposition : *The Proceedings of the House of Lords, etc.*, p. 54.

(4) B .M., Add. Miss., 31252, fol. 96.

Rotterdam, d'où le 14 décembre il mande au même Gualterio : « Mon cousin le Chevalier Mc Lean est prisonier a Londre. Il se rendi a un juge de paix, et je ne comprends pas cela ni son voyage par Callais » (1). Mais ce qu'il comprend bien par contre, c'est que Maclean va, par son intervention, déranger tous ses beaux plans. « Je le craigne beaucoup », dit-il, « car il a une tres mechante ffemme et un ffripon de beau-pere ». Et il a beau dire qu'il se console à la pensée que son cousin « ne peut lui faire de grands torts », on sent qu'il est inquiet.

Le 23 décembre il réussit à gagner Anvers, après avoir « miraculeusement » échappé à une patrouille hollandaise, et le lendemain de Noël, il se décide à partir pour Paris, bien qu'il soit « beaucoup incommodé et fatigué..... » (2).

Il y parvient quelques jours après et annonce son arrivée à lord Perth, en lui narrant, sans aucun doute, son voyage en Ecosse, et en s'y donnant le beau rôle, car le duc lui répond le 4 janvier 1704 : « Je suis très heureux de vous savoir sain et sauf en ce pays-ci, après toutes les persécutions auxquelles vous avez été en butte chez nous. J'espère que c'est de bon augure pour l'avenir ». Lord Perth ironise sans le savoir ! Il lui dit sa satisfaction d'apprendre que sa parenté en Ecosse a pu lui rendre quelques services. Il se déclare impatient de le voir et espère qu'ils pourront bientôt se rencontrer et parler tout au long de leur affaire (3).

Ainsi lord Perth, qui ne soupçonne toujours pas la fourberie de Lovat, ni son ingratitude à son égard, lui fait le meilleur accueil. Et il n'est pas le seul. La reine, et Middleton lui-même (celui-ci, peut-être parce qu'il n'est pas fâché de l'avoir à sa portée), Gualterio et Torey, à Versailles et à Saint-Germain : par tous et partout il est bien reçu, et, pendant quelques jours du moins, il peut se croire parfaitement en sûreté.

Mais une semaine s'est à peine écoulée, que d'outre-Manche arrivent des bruits inquiétants. La reine Marie-Béatrice reçoit des lettres, de provenances diverses, et qui incriminent Lovat (4). Puis, c'est la nouvelle de la Conspiration Ecossaise et du rôle qu'y a joué « ce Fraser of Beaufort que l'on dit être aussi dépourvu d'honneur que d'argent » (5). Et Middleton, de son côté, avertit Torey (6).

(1) *Ibidem*, fol. 100.

(2) *Ibidem*, fol. 103.

(3) Mss. 31253, fol. 27.

(4) B. M., Add. Mss., 20293, fol. 11.

(5) Marie-Béatrice à Gualterio : 15 janvier 1704

(6) Macpherson's *Original Papers*, I, 652-653.

Maître Simon, alerté, se défend comme un beau diable. « J'apprens », écrit-il à Gualterio le 19 janvier, « que la reine prête a cette heure l'oreille aux fausse et frivoles suggestions de mes Enemys contre moy ». Dédaignant, et pour cause, de confondre les « calomniateurs », il se contente de rappeler tout ce qu'il a fait pour le service du roi, qu'il s'est ruiné et a ruiné sa santé, « et si après tout cela », conclut-il, « je recontre (*sic*) des mêcontentemens a notre Cour je croy que je seray le dernier de ce pais la (l'Ecosse) qui se brisera sur la roche de la fidélité a son Roy » (1).

Le même jour, il écrit dans les mêmes termes, mais en anglais, à Middleton (2) et vraisemblablement à Perth, lequel lui répond aussitôt qu'il compatit vivement à tous ses ennuis et voudrait pouvoir y remédier, « mais », dit-il, « il ne faut pas trop vous hâter de concevoir des appréhensions qui, je l'espère, se trouveront injustifiées » (3).

Quelques jours après, le 20 janvier, Perth s'efforce de nouveau de rassurer Lovat sur les sentiments de la reine à son endroit. Elle n'attend, dit-il, que l'arrivée de John Murray (4), dont le rapport confirmera, du moins Perth en est persuadé, celui de Lovat. Mais, à son avis, celui-ci eût mieux fait de ne pas se montrer à la cour, avant l'arrivée de Murray, ce qui leur eût évité bien des ennuis (5). On sent percer ici un léger reproche : bien que sa foi en Lovat ne soit pas ébranlée, il est clair que Perth commence à trouver son ami un peu maladroit dans sa façon d'agir.

Lovat, de son côté, est beaucoup moins rassuré que Perth (et il a ses raisons pour cela) sur ce que pourront être les rapports de gens venant d'Ecosse. Il flaire un danger, et, pour le conjurer, rédige une longue lettre où il s'efforce de se justifier, et qu'il demande à Perth de lire à la reine (6). Mais il a beau faire, on ne croit guère à ses protestations, et il se plaint à Gualterio « de la Cour de St. Germain qui est pleine de malice contre lui » (7), et à Perth, « des accusations de trahison dont on le noircit à St. Germain, lui qui sert le Roy avec fidélité depuis l'âge de 14 ans » (8).

Et voici que le 14 février, James Murray, et non John, arrive à

(1) B. M., Add. Mss., 31252, fol. 109.

(2) Bodleian : *Nairne Papers*, vol. II, N° 62.

(3) B. M., Add. Mss., 31253, fol. 31.

(4) En fait elle attendait à la fois James et John Murray. (Cf. 20293, fol. 11).

(5) B. M., Add. Mss. 31253, fol. 33.

(6) Aff. Etr., *Corr. polit. Angl. Suppt.*, N° 226, fol. 341-343.

(7) B. B., Add. Mss. 31252, fol. 124-126.

(8) B. N., *Papiers Renaudot*, N° 7492, fol. 7-9. Aussi dans : W. D. Macray, *Corr. of N. Hooke*, Roxburghe Club 1870, vol. I, pp. 85-90.

Saint-Germain, et son rapport est très défavorable à Lovat ! Or, James Murray est un homme à qui l'on peut se fier. La reine Marie-Béatrice, dans la lettre qu'elle écrit à Louis XIV le 29 février, le donne comme « un gentilhomme écossais de bonne naissance et d'une grande probité » (1). Elle paraît désormais convaincue de la trahison de Lovat, et elle tâche de le représenter au roi de France comme un individu suspect ; du reste, dit-elle, même si ses intentions étaient droites, il serait incapable de rendre aucun service en Ecosse, « où pas plus de 40 ou 50 hommes de son clan ne le suivroient » : en quoi elle se trompait, ainsi qu'il apparaîtra par la suite.

Décidément, les choses vont bien mal pour le jeune Beaufort. A Saint-Germain, on le considère généralement comme un traître ; à Versailles, Torey renseigné par Middleton, Gualterio et Louis XIV alertés par la reine, commencent à se méfier. Mais, dans ce sable mouvant de l'opinion, il a encore un roc où s'appuyer : les Drummond, qui croient toujours en lui. Et, dans l'espoir sans doute de consolider ce point d'appui, l'ingénieux bonhomme va demander la main d'une fille de Melfort !

Il s'en ouvre d'abord au fils du duc de Perth, lord John Drummond, lequel lui répond le 26 février : « J'ai proposé de la manière que vous aviez dit votre dessein à my lord Perth, qui en paraît content » (2).

Mais il y a une chose que Perth juge beaucoup plus importante, et plus pressante, que les visées matrimoniales de Lovat, c'est de savoir que répondre à ceux qui lui affirment que son protégé a trahi. Car, sur ces entrefaites, le procès de la Conspiration Ecossaise a suivi son cours, et les dernières lettres venues d'Ecosse parlent de certains papiers de Simon Fraser qui ont été saisis à Londres, en suite de quoi Maclean et William Keith, le neveu de John Murray, vont être traduits en justice, et le fils aîné de Perth, lord James Drummond, est menacé de subir le même sort. « Faites-moi savoir si vous aviez des papiers à Londres », lui dit Perth ; « si vous avez dit au duc de Queensberry quelque chose de nature à laisser entendre que le roi de France nous aiderait dans notre entreprise ; si vous avez eu un entretien avec Will Keith, ou s'il vous est arrivé de parler de mon fils, lord Drummond, au duc de Queensberry. Car il importe que je sache là-dessus l'exacte vérité » (3).

Autant de questions auxquelles Lovat devrait répondre par l'affir-

(1) Citée par M. Haile, *Queen Mary of Modena*, p. 387.

(2) B. M., Add. Mss. 31251, fol. 181-182.

(3) B. M., Add. Mss. 31253, fol. 37.

mative ; mais il s'en garde bien, nous le supposons du moins (1), car Perth lui écrit ensuite : « Votre lettre m'a fait grand plaisir. Je suis heureux que vous ayez évité ce qu'on aurait pu vous reprocher à la cour de France » (2). Et voilà Lovat excusé, pour quelque temps encore, aux yeux de l'honnête homme qu'il dupe.

Cependant la nouvelle du mariage qu'il projette s'est répandue, et la médisance est allée son train. On a rappelé l'histoire du pasteur et du cornemuseux, et si Perth et son fils, prévenus en faveur de Lovat, n'y voient que des bruits calomnieux colportés par Athole et sa famille (3), tout le monde n'est pas de leur avis. Lady Perth, qui a entendu parler de quelque chose, n'est pas du tout favorable aux projets de l'entreprenant Simon, « car », dit John Drummond à ce dernier, « elle ne comprend pas l'illégalité de votre première union, tant au point de vue religieux qu'au point de vue juridique ». Lord Perth lui-même, à la réflexion, « trouve bien un peu extraordinaire que Lovat songe au mariage, alors que l'avenir paraît si incertain » (4). Et cependant il ne s'y opposera pas, si le prétendant « peut prouver que cela peut se faire en conscience et selon les principes de sa religion » (5).

Alors Lovat a recours à Gualterio. Il lui explique, ce qu'il répétera un jour à Torey, que la querelle entre la famille d'Athole et lui a été réglée par un jugement : lady Lovat ayant nié avoir jamais eu aucun rapport direct ou indirect avec lui, le tribunal a déclaré nul son prétendu mariage, et l'a poursuivi pour enlèvement (6). Les docteurs de Sorbonne, consultés par le nonce, déclarent que, s'il en est ainsi, Lovat peut légalement se marier.

Il ne reste donc plus qu'à obtenir le consentement de lord Melfort, exilé à Angers, et John Drummond estime qu'il ne le refusera pas (7). Mais la Providence veillait : la jeune personne, qui se trouvait alors dans un couvent de Saint-Germain-en-Laye, et que l'on oubliait de consulter, déclare que son intention est de se faire religieuse ! Maître Simon n'a plus qu'à digérer sa déconvenue.

Mais il n'est pas rare, dans le train ordinaire de la vie, qu'une

(1) Lord Perth brûle toutes les lettres qu'il reçoit de Lovat, et lui demande d'en user de même avec les siennes. Heureusement pour nous, Lovat n'en fait rien.

(2) Mss. 31253, fol. 39.

(3) John Drummond à Lovat ; lettre déjà citée (31251, fol. 181).

(4) B. M., Add. Mss. 31251, fol. 191.

(5) *Ibidem*, fol. 194.

(6) Mss. 31252, fol. 249. En fait Lovat avait été condamné pour viol : cf. W. C. Markenzie, *Op. cit.*, pp. 25 et 51.

(7) Mss. 31251, fol. 195.

déconvenue soit compensée par quelque heureuse fortune. Au moment où Lovat voit échouer ses projets de mariage, voici que l'Ecosse lui arrive un secours inattendu : trois lettres de lord James Drummond adressées, l'une à son père, l'autre à Torcy, la troisième à Gualterio, et dans lesquelles le jeune seigneur rend hommage aux efforts accomplis en Ecosse par Lovat pour le service du roi Jacques. Lord Drummond y dit « la joie inexprimable » qu'il a ressentie en apprenant de la bouche de Lovat « les intentions de Sa Majesté Très Chrestien d'assister le Roy son Maître dans ses justes prétentions aux Couronnes de ses Anecesters ». Lord Lovat, continue-t-il, « peut vous pleinement instruire de l'état des affaires dans le païs » (1), et « avecque combien de zele nous sommes prêts de seconder les desings de sa Majesté tres Chrestienne pour le service de notre prince » (2).

Lovat triomphe. « Je ne puis me retenir », écrit-il le 5 mars au colonel Hooke (3), « de vous envoyer cet exprès afin de vous apprendre, à vous et à M. de Callières, la joie que j'éprouve : le duc de Perth a reçu de son fils, milord Drummond, une lettre détaillée, qui explique, approuve et justifie tout ce que j'ai fait en Ecosse » (4). A quoi Callières répond le même jour : « Je me réjouis milord de ce que vous me mandés des bonnes nouvelles venues d'Escosse a milord Perth et de ce qu'elles servent a esclaircir la vérité » (5).

Mais en fait, si quelqu'un est en droit de se réjouir de ces nouvelles c'est surtout le duc de Perth, dont elles corroborent la thèse : « son fils aîné », note Renaudot, « l'assure que les principaux seig^{rs} d'Ecosse, tant montagnards, que du plat païs, sont prêts a prendre les armes pour leur Roy, qu'il en a leurs paroles, qu'ils n'attendent que d'estre assurés de la protection de la France pour cela, et qu'il viendra en France s'il est necessaire, pour en assurer le Roy & la Reine d'Ang^{re} de leur part » (6). Voilà de quoi confondre le scepticisme de Middleton et de ses amis. Ajoutons à cela que Perth a également reçu de John

(1) Lettre à Torcy : *Papiers Renaudot*, N° 7487, fol. 352. (Copie).

(2) Lettre à Gualterio : B. M., Add. Mss. 31249, fol. 29.

(3) Le colonel Hooke, que Macpherson (*Orig. Papers*, II. 74) appelle le colonel Hawke, nous est décrit par Saint-Simon, sous le nom de Hough, comme un « gentilhomme anglois, plein d'esprit et de savoir », et qui, « ne pouvant plus demeurer en Angleterre, vint en France, où, vivant en officier, il s'occupa toujours d'affaires, et fut payé pour cela par le roi (Louis XIV) et par le roi Jacques, au rétablissement duquel il pensoit sans cesse ». (*Mémoires*, XV, 405). En fait, Hooke était surtout un agent au service de Louis XIV, qui, dans une lettre au marquis de Drummond, du 17 juin 1705, (Add. Mss. 19254, fol. 60) en parle comme du « S^r Hooke Colonel dans mes troupes », et c'est comme tel aussi que nous le retrouverons au chapitre suivant.

(4) *Hooke's Correspondence*, I, 108. Edited by W. D. Macray.

(5) B. M., Add. Mss. 31251, fol. 197.

(6) B. N., *Papiers Renaudot*, N° 7492, fol. 15.

Murray une lettre qui confirme les dires de Lovat, « et fait l'éloge de sa valeur et de sa fidélité » (1), ce qui constitue une réplique au rapport défavorable de James Murray.

Seulement, il y a une chose que Lovat nous paraît oublier, c'est que, si lord Drummond et John Murray attestent la véracité de son rapport sur les dispositions de l'Ecosse et rendent hommage à son dévouement, ils ne peuvent, et cela pour l'excellente raison qu'il n'en savent rien, le disculper de ce dont on l'accuse, à savoir : ses relations suspectes avec Queensberry, avant et après sa visite dans son pays.

Or, de sa collusion avec le ministre de la reine Anne, on avait déjà des preuves, et il vient d'en arriver une nouvelle : c'est une lettre de lord Ailesbury au P. Sanders, confesseur de Jacques III, datée du 25 février, et qui donne comme un fait absolument certain que Lovat a été renvoyé en France par Queensberry (2). Aussi, quand Perth présente à la reine la lettre de son fils, celle-ci peut lui opposer la lettre de lord Ailesbury ; et Middleton a soin d'envoyer à Torcy les deux missives : le poison et l'antidote ! (3)

Si bien qu'en définitive, et en ce qui concerne Lovat, la situation ne s'est pas améliorée ; elle a plutôt empiré. En ce qui concerne Perth, c'est autre chose ; et Middleton et ses amis, estimant sans doute que le parti adverse retirerait trop de profit de la lettre de lord Drummond à son père, en contestent la valeur probante d'abord, l'authenticité ensuite. Ils réussissent à faire partager leur opinion par la reine. « Elle dit », écrit John Drummond au colonel Hooke, « que mon frère a été trompé lorsqu'il l'a écrite ». Et il ajoute : « My lord Perth se trouve, du fait de ces gens-là, dans une jolie situation ! » (4)

Mais ses ennemis, comme nous l'avons dit, vont plus loin : ils font courir le bruit que la prétendue lettre de son fils est un faux. Le pauvre duc en est réduit à faire la preuve de l'authenticité de la lettre, en comparant l'écriture avec celle d'autres missives de son fils adressées à la reine. Il montre également qu'il l'a reçue par l'entremise de John Drummond, banquier à Amsterdam (5).

La reine finit-elle par se rendre à ses raisons ? Elle croit peut-être à l'authenticité de la lettre, et encore !... « Je n'ai pas la lettre », écrit

(1) B. N. *Papiers Renaudot*, N° 7492, fol. 15.

(2) *Macpherson's Original Papers*, I, 670-671..

(3) Bodleian, *Carte Papers*, N° 238, fol. 72.

(4) *Hooke's Correspondence*, I, 109-110.

(5) Il est de fait qu'il en recevait par ce canal : cf. *Memoranda on Scotch Affairs by Capt. John Ogilvie*, Mss. of the D. of Portland at Welbeck (*Hist. Mss. Com.*), IV, 277.

Perth à Lovat, « la reine l'a envoyée à Mons^r de Torey et l'a assuré que j'étais convaincu que la lettre était bien de mon fils » (1). On voit par ceci que Marie-Béatrice ne s'engage pas trop. Du reste, que la lettre soit ou non de lord Drummond, la régente subit trop l'influence de Middleton pour se laisser impressionner par ce qu'on lui dit des sentiments de l'Ecosse.

Et c'est bien ce qui chagrine le duc de Perth : il se trouve dans la situation pénible, et assez mortifiante, de l'homme d'Etat, dont jadis on suivait les conseils, et qu'on n'écoute plus que par une sorte de condescendance déférente envers un vieux serviteur, mais sans attacher grande importance à ses avis. Qu'il en soit vexé dans sa vanité de courtisan, c'est indéniable, et au demeurant assez naturel, mais il y a plus : persuadé que le salut ne peut venir que de l'Ecosse, il souffre et s'exaspère à la pensée qu'on laisse échapper l'occasion ; et puisque Saint-Germain s'obstine dans son erreur, c'est sur la France et Louis XIV qu'il reporte tous ses espoirs. « S'il pouvait avoir l'occasion de parler au roi de France », fait-il dire à Lovat par son fils, « il le convaincrail à l'aide de plusieurs arguments connus de lui seul, de l'inimitié de la cour de Saint-Germain à l'égard de Sa Majesté, et de son opposition à toute entreprise écossaise » (2).

Seulement, il n'est pas libre d'agir comme il voudrait ; il se sent épié, suspecté. « Pour des raisons que je vous dirai une autre fois », écrit-il à Lovat (raisons que l'on devine se rapporter à Middleton), « je n'ose aller à Versailles, ni y envoyer personne en ce moment ; aussi, vous pouvez le dire à mes amis, ma situation est de tous points lamentable » (3).

Il ne désespère pas cependant de faire prévaloir son opinion, écrit à Callières au sujet de la fameuse lettre, s'ingénie à trouver un moyen d'en écrire à Torey sans alerter l'ennemi à Saint-Germain, en parle au maréchal de Coeuvres, qu'il rencontre au cours d'une revue, et qui, dit-il à Lovat, « a paru pleinement convaincu de la vérité de la lettre, de ce que notre projet a de raisonnable, et du mérite de Votre Seigneurie » (4).

Mais c'est en vain qu'il tâche à défendre, en même temps que le projet qui lui tient au cœur, le pittoresque aventurier qui y est si étroitement mêlé. On a l'impression de le voir peiner au sauvetage d'une

(1) B. M., Add. Mss., 31253, fol. 43.

(2) *Hooke's Corr.*, I, 126.

(3) B. M., Add. Mss., 31253, fol. 43.

(4) *Ibidem*, et fol. 46.

embarcation qui sans cesse menace de sombrer : à peine a-t-il fini d'aveugler une voie d'eau, qu'il s'en déclare une autre. La lettre de son fils n'a pas encore eu le temps de produire tout son effet que, le 3 avril, d'Alcantara, où il commande les forces françaises, le maréchal de Berwick envoie à la reine « une nouvelle confirmation de l'infidélité de Milord Lovat ». Il s'agit d'un écrit que lui a remis le P. Farrell, prêtre irlandais au-dessus de tout soupçon, lequel est arrivé au Portugal après avoir passé huit mois dans les prisons d'Angleterre ; et cet écrit contient le message suivant : « Milord Granard m'a chargé, au nom du duc de Hamilton et de son parti, de vous informer qu'un nommé Fraser, autrement dit Lord Lovat, a été envoyé en France par le Duc de Queensberry comme un Espion, et que s'il est encore là, ils souhaitent qu'on le fasse arrêter » (1).

La reine envoie aussitôt une copie de cet écrit à Gualterio, une autre à Torey. « Vous verrez », dit-elle au nonce, « ce que le duc de Berwick pense de Mylord Lovat ». Elle est, quant à elle, « persuadée que l'on fera bientôt tant de lumière sur cette affaire, que tous tomberont d'accord à son sujet ». C'est du reste un point sur lequel elle a toujours été peinée de ne pouvoir entrer dans les sentiments du nonce, ni lui faire partager les siens, « ce qui », remarque-t-elle, « ne nous est jamais arrivé auparavant » (2).

Et que fait Lovat, pendant que l'on reçoit sur son compte ces rapports édifiants ? Le demandez-vous ? Il songe à se marier !... L'affaire n'ayant pas réussi avec la fille de Melfort, il s'est rabattu sur l'une des filles du colonel Gordon O'Neill, et il compte sur Gualterio pour obtenir l'approbation de Versailles et de Saint-Germain. Mais le nonce, prévoyant sans doute ce qui se prépare, ne se hâte point d'intervenir, et conseille à Lovat de modérer un peu son ardeur matrimoniale. Et ce qu'il prévoyait se produit : Louis XIV, cédant apparemment aux instances de la cour de Saint-Germain, se décide enfin à éloigner Lovat de Paris.

L'aventurier, démasqué, à bout d'expédients, pour l'instant du moins, et sentant grandir autour de lui l'hostilité générale, accepte son exil avec une certaine alacrité. Toujours à court d'argent, il envoie le 11 mai à Gualterio une liste des nombreuses dettes qu'il laisse derrière lui, et que le nonce va sans doute payer, et il ajoute : « Je supplie tres

(1) Mss. 20311, fol. 45.

(2) B. M., Add. Mss., 20293, fol. 13.

humblement Son Excellence de me faire expédié. Car je voudrais déjà être hors de Paris » (1).

Et c'est alors que survient tout à coup l'homme sur lequel on ne comptait plus, que, d'un certain côté, on accusait même Lovat d'avoir assassiné : le 26 mai, John Murray arrive d'Ecosse, et... son rapport est favorable au dit Lovat. Mais il est trop tard ; et du reste, ainsi que nous l'avons fait remarquer, les éloges qu'on lui décerne sur sa conduite dans les Highlands n'empêchent point que le rusé compère ait trahi près de Queensberry.

Aussi, le lendemain même de l'arrivée de John Murray, Lovat quitte Paris. Le mercredi 28 mai, d'Orléans, il écrit à Gualterio : « J'ay parti hier par la poste a minuite et jay arivé ici aujourduy a une heure apres midy faisant les 34 lieus en treze heure de temps. Je partiray demain avec mon frere dans le Carosse de Bourges, qui arivera a Bourges le samedy a midy ». Il ne croit pas inutile d'ajouter que « sa bourse est fort légère » ! (2)

Le 31 mai il est à Bourges, « une endroit », dit-il « fort inconnu a mes peres et qui parait déjà fort triste a mes yeux » (3). Il y trouve bientôt que tout est plus cher qu'à Paris, « sauf », dit-il, « la voiture qui sont mes jambes » (4). Au bout de quelques jours il crie famine : « N'ayant pas un sols depuis 8 jours dans une ville ou je ne suis pas connu (heureusement !) il est impossible de mempecher d'avoir de chagrin » (5). Le 24 juin, ayant reçu la pension que lui sert Louis XIV, il prend de sages résolutions : « Je viveray doucement a la venir sur ce que le Roy me donne sans contracter un sols de debt » (6).

Mais le 13 juillet, comme on fête à Bourges la naissance du duc de Bretagne, il joue au grand seigneur : ayant « quelques Louis d'or epargnés jay acheté dix tonneau du vin et du pain pour rejouir les peuples dans la grande place de la ville et pour boir a la santé du Roy et du Duc de Brittagne ». Car il n'a pas mauvais cœur, au fond ; et puis, que voulez-vous, noblesse oblige ! « Comme je suis le seul homme de qualité dans la ville et qu'on sait que je vive du pension du Roy je me croyois obligé de me distinguer et de donner ce marque a tout le monde de mon zeile pour tout ce qui regarde le Roy..... » (7).

(1) Mss. 31252, fol. 150-151.

(2) *Ibidem*, fol. 157-158.

(3) *Ibidem*, fol. 159-160.

(4) *Ibidem*, fol. 161-162.

(5) *Ibidem*, fol. 169.

(6) *Ibidem*, fol. 173.

(7) *Ibidem*, fol. 183.

Zèle bien mal récompensé, car voici que le 2 août il est arrêté par le prévôt et six archers et conduit à Angoulême, où on l'enferme « dans une mechante Tour du Chatteau ». Il estime qu'il n'y vivra pas un mois, étant « d'un naturel que la prison le tuera en peu de temps » (1).

Il y vivra plus de trois ans, protestant sans cesse de son innocence et réclamant son élargissement ; tantôt faisant valoir sa conversion, et celle de son frère unique, « qu'il a amené en France pour se faire catholique », et déclarant son intention « de convertir toute sa famille et tribu (7 à 8.000 âmes) », ce pour quoi il juge pouvoir compter « sur la protection du Saint Siège » (2) ; tantôt affirmant « qu'il court risque de perdre la raison », tellement il est triste (3) ; d'autres fois se disant « sans argens, sans habits, sans linges » (4), bien que Louis XIV lui fasse une pension annuelle de 4.000 livres ; ou prenant occasion de la semaine sainte pour dire à Gualterio de profiter de ces jours de dévotion, « car la Reine est fort devote, my lord Midletoun aussi pretende de lêtre », pour obtenir la clémence de l'une et la réconciliation avec l'autre (5) ; et, entre temps, cherchant à épouser l'une ou l'autre, car, en quittant l'Ecosse, il a promis aux siens de se marier « afin de faire souche ! » (6)

Durant l'été de 1705, le bruit court même qu'il mène une vie scandaleuse au château. Or, il écrit à Gualterio : « Je suis ici dans l'endroit du monde le plus lugubre, personne ne demeure dans ce cha-teau. Je ne voy que des Hyboux ou des soldats ivres, et mon temperament demande la conversation particulièrement depuis que mon malheur m'a rendu tres triste et reveur » (7). Et cependant il y avait une raison à ce bruit : c'est que, dit-il à Torcy, l'année d'avant il a eu le malheur d'avoir de l'inclination pour Mademoiselle de St. André, qu'il a su depuis être la maîtresse déclarée de M. de Barnage, beau-frère de l'Intendant. Mais tout cela est bien fini, et « il ne songe [pas] plus a Elle qua la Reine de Moroc » (8).

Mais il y a quelqu'un à qui, par contre, il songe souvent, et avec une singulière amertume : c'est au « foible et ingrat my lord Perth..... qui », dit-il à Torcy, « m'abandonne aujourduy quoy quil est beaucoup

(1) B. M., Add. Mss., 31252, fol. 202.

(2) *Ibidem*, fol. 206.

(3) *Ibidem*, fol. 210.

(4) *Ibidem*, fol. 228.

(5) *Ibidem*, fol. 271.

(6) *Ibidem*, fol. 249.

(7) *Ibidem*, fol. 293.

(8) *Ibidem*, fol. 294.

l'auteur de mon malheur....» (1). Par une remarquable interversion des rôles, il en est venu à se persuader que celui dont il s'est cyniquement servi pour ses fins égoïstes, et auquel il devrait au moins savoir gré de l'avoir, à son détriment, si longtemps soutenu et défendu, a été la cause de sa ruine. « Le seul amy qui me reste a St. Germain », écrit-il à Gualterio, « m'a mandé que le duc de Perth étoit autant mon Enemy quil devroit etre mon amy. Cela ne m'ettonne pas. Sa foiblesse m'est trop connue et ingratitude qui est naturelle a sa famille pour esperer une forte protection de sa part. Mais je vous avoue, Monseigneur, que jay des regrets sensibles pour m'avoir ruiné pour cet pauvre ingrat qui a toujours laissé ses amys dans la bouë apres les y avoir poussés par des grimaces de sincerité et de devotion..... ». Et cela continue pendant une longue page : maître Simon en a gros sur le cœur. Il conclut : « Je le pardonne et je plains tous ceux qui ont afaire avec des amys timides et ingrats » (2).

Le duc de Perth n'avait que faire du pardon de Lovat ! S'étant enfin rendu à l'évidence, et profondément dépité (on le serait à moins) d'avoir été si longtemps sa dupe, il ne pouvait faire qu'une chose, c'était de cesser tout rapport avec lui. Le 2 août 1704, le jour même où l'on transférait Lovat de Bourges à Angoulême, il écrivait au colonel Hooke : « Vous avez appris, je suppose, le détail de la Conspiration Ecossaise, et en particulier qu'il est maintenant évident que lord Lovat a fourni assez de renseignements pour dévoiler toute l'affaire ; qu'il se proposait, par le moyen du duc de Queensberry, de ruiner ses ennemis personnels, le comte d'Arran (Hamilton) et le marquis d'Athole (3), et d'obtenir de la Princesse de Danemark (la reine Anne) son pardon et de quoi vivre ; et que, pour réaliser la première partie de son programme, et faire croire à ses dires, il a forgé une lettre de la reine au marquis d'Athole. Je crois qu'il est à l'heure actuelle à la Bastille » (4).

Cette dernière phrase montre à quel point lord Perth se désintéressait alors du sort de Lovat : il n'avait même pas pris la peine de s'informer de l'endroit où on l'avait relégué, et ce n'était que justice. Car la vraie victime en toute cette affaire, ce n'était pas le prisonnier d'Angoulême, lequel n'avait après tout que ce qu'il méritait, c'était le duc de Perth qui, à le soutenir, s'était notablement déconsidéré aux yeux de Marie-Béatrice. « Je n'ai jamais eu », avouera-t-il un jour à Gual-

(1) B. M., Add. Mss. 31252.

(2) *Ibidem*, fol. 284-285.

(3) Perth l'appelle « marquis », bien qu'il fût duc alors.

(4) *Hooke's Corr.*, I, 155-156.

terio, « un traitement si rude de la part de la Reine que pour ses Interests, mais a cette heure je suis guery de mon Estime pour luy » (1).

Quand Perth s'exprime ainsi sur son compte, le 23 avril 1712, Lovat n'est plus à Angoulême. Depuis octobre 1707, il est à Saumur, où, dans les limites de la ville, il jouit d'une liberté relative. Confortablement installé, et toujours pensionné par Louis XIV, il a trouvé moyen d'écrire le 20 août 1709 au comte de Leven, gouverneur du château d'Edimbourg, afin de l'avertir d'un projet d'invasion en Ecosse qu'il croit « être sur le tapis ». « Si cela arrive », dit-il, « soyez amplement persuadé que vous me verrez bientôt apres pour vivre et mourir avec vous a la teste de quelques braves garçons qui voudront me suivre en dépit de tout le monde » (2).

Or, cette lettre, où le fourbe se démasquait, lord Leven l'a envoyée à Saint-Germain (3), et le 21 décembre 1711, le duc de Perth en fait tenir une traduction à Gualterio. « Vostre Eminence », dit-il, « sçait avec quelle chaleur j'entrepris la Defense de ce miserable ; Elle a Esté autant prevenue en sa faveur que moy : tout ce que l'on disoit a son desavantage me paroissoit les Effets de la malice de ses Ennemies ». Même après la découverte des intrigues de Lovat avec Queensberry, Perth s'efforçait encore de lui trouver des excuses dans son esprit. « Mais », avoue-t-il, « la lettre dont Vostre Eminence voit icy la Copie m'a ouvert les yeux : et quoy qu'il nous Escrit des lettres comme s'il Estoit aussy detaché du monde qu'un St. Hilarion l'on peut voir que tout ce qu'il dit n'est qu'hypocrisie et mensonge..... » (4). Et il espère que, sachant maintenant que Lovat, « au lieu d'estre honneste homme, est espion dans toutes les formes » (5), Gualterio ne le jugera plus digne de sa protection.

Gualterio ayant répondu à ceci, le 23 janvier 1712, en envoyant à Perth une lettre qu'il vient de recevoir de Lovat, et qui prouve qu'il n'y a plus entre l'aventurier et lui aucun commerce, le duc lui mande le 29 février : « Pour ce qui est de My Lord Lovat, Le Roy Est persuadé que Vostre Eminence a pris le melieur partie en ne parlant plus de ses affaires » (6). Et le 23 avril encore : « Je suis bien aise que V. Emce a finy avec luy ».....

(1) B. M., Add. Mss. 31256, fol. 48.

(2) *Ibidem*, fol. 42.

(3) C'est du moins ce que dit le major Fraser, cousin de Lovat : cf. A. Ferguson, *Major Fraser's Ms.*, I, 180.

(4) B. M., Add. Mss. 31256, fol. 38-39.

(5) *Ibidem*, fol. 40.

(6) *Ibidem*, fol. 46.

Le dernier mot sur ce curieux personnage, dont nous aurons d'ailleurs l'occasion de reparler, car il n'a pas fini ses intrigues, pourrait bien avoir été dit par le duc de Perth, lorsqu'il ajoutait dans sa lettre du 29 février à Gualterio : « Il m'a bien trompé et ses lettres sont si pleines d'hypocrisie que je sçay ce qu'il faut penser d'un homme comme luy : il croit de se cacher de tous les hommes et ses finesses quand elles sont decouvert le rend le plus méprisable de tous les hommes. C'est Domage, Car il a des qualités Capable de l'avoir rendüe tres considerable : Mais la Droiteure, la bonne foy et l'honneur n'y Estant pas ruine toute ».

CHAPITRE VI

La Tentative de 1708

Les négociations : Perth toujours pour la tentative ; optimisme et utopies. La situation en Ecosse. Perth et le colonel Hooke. Rivalité de Perth et de Middleton. Les petits côtés d'un grand homme. Première mission de Hooke. L'attente anxieuse. Retour de Hooke et résultats de sa mission. Perth et la comtesse d'Errol. L'année 1706 : stagnation. Perth et l'espion Ogilvie. Deuxième mission de Hooke et ses résultats. Atermoiements de Louis XIV. L'action : Perth à Dunkerque ; contretemps et retards. On vogue vers l'Ecosse. Maladresses et déceptions. A bord du *Mars* poursuivi par Byng. L'échec et le retour. La réception à Marly

La trahison de Lovat, si regrettable qu'elle fût, n'était après tout qu'un fâcheux épisode, et, comme disait Perth, « cela ne changeait rien à l'affaire principale » (1). Louis XIV en avait cependant conçu une certaine méfiance à l'égard des agents jacobites, ou prétendus tels, et, puisqu'on lui demandait son concours, il voulait désormais s'assurer par un homme à lui des dispositions réelles de l'Ecosse, avant d'y aventurer des troupes, dont il avait grand besoin par ailleurs.

Seulement, cet envoyé de la cour de France ne pouvait débarquer en Ecosse et y séjourner sans risque ; il fallait lui adjoindre quelqu'un qui fût du pays, et, dès le mois d'avril 1704, le duc de Perth avait offert « son fils aîné du second lit, Milord Jean Drummond, pour aller en Ecosse avec l'homme du Roy ». Ce dernier, selon lui, pourrait demeurer sur le navire, pendant que lord Drummond verrait sa parenté, apprendrait par elle l'exacte vérité sur les dispositions des grandes familles écossaises, et reviendrait ensuite en rendre compte à son compagnon (2).

Mais ceci ne faisait point l'affaire de Versailles, où l'on voulait que l'envoyé de Louis XIV fît lui-même son enquête. On résolut donc,

(1) *Hooke's Corr.*, I, 156.

(2) B. N., *Papiers Renaudot*, N° 7492, fol. 193.

en attendant que l'on trouvât l'homme convenable, de se servir d'un moyen également suggéré par Perth (1) : on enverrait en Ecosse un pilote écossais, dont Middleton disait plaisamment à Torey : « Il s'appelle Caron, nom de nature à effrayer un érudit ; mais les marins ne s'occupent point des belles-lettres » (2).

Perth avait bonne opinion de ce Caron, le jugeant « un très honnête homme et fort capable ». Il proposa aussitôt à la reine de le faire venir de Dunkerque, où il se trouvait alors, afin qu'on pût « l'instruire de bouche ». Puis, devant l'inertie de la régente, il fit demander à Torey, par le colonel Hooke, d'appeler le dit Caron à l'insu de la cour de Saint-Germain estimant « qu'il était impossible de lui donner par lettre des instructions suffisantes » (3).

On le voit, Perth ne craignait pas de prendre, à l'occasion, certaines initiatives, car toutes ces lenteurs et ces hésitations l'exaspéraient, et il voulait en finir. Son ardeur s'explique par le désir qu'il a de voir son roi enfin restauré, et aussi (certains disent même surtout) par sa volonté de triompher de son rival Middleton. Sur ce dernier point, du reste, il a pour l'instant fort à faire : la faction adverse a beau jeu, depuis la mésaventure avec Lovat, de se gausser de sa naïveté et de son aveuglement, et de travailler à le déconsidérer aux yeux de tous. « Si vous sçaviez », écrit-il à un correspondant qu'il ne nomme pas, mais qui peut être Callières ou Pontchartrain, « tout ce que l'on fait... pour me rendre odieux et Impertinent dans l'Esprit de la Reine et de peu d'Importance dans celui de quelques unes de vostre Cour vous serriez Estonné » (4).

Ce n'est pas que la reine soit de parti pris opposée à ce que l'on tente quelque chose pour la restauration de son fils ; au contraire. Perth trouve « qu'Elle a les Meilleurs dispositions du monde pour l'Interest du Roy son fils. Mais », dit-il, « la persuasion Inébranlable qu'elle a de la fidélité de ses Ministres (entendons : des rivaux de Perth, Middleton et Caryll) l'emporte sur son bon sens, et ses plus zelez Intentions. Elle croit qu'ils sont aussi zélé qu'elle et qu'ils agissent d'aussy bonne foy. Mais J'ay peur qu'Elle se trompe » (5). Chose curieuse, elle en est venue à croire, ou plutôt, on a réussi à lui faire croire que c'est Perth qui empêche Louis XIV de fournir les secours nécessaires à toute entreprise !...

(1) Papiers Renaudot, N° 7492, fol. 191.

(2) Macpherson's *Original Papers*, I, 673.

(3) *Hooke's Corr.*, I, 46.

(4) *Aff. Etr., Corr. polit. Angl.*, N° 217, fol. 121.

(5) *Ibidem*, fol. 120.

Cependant le duc espère encore la voir revenir à une plus juste appréciation des choses ; car il lui a fait promettre de se laisser guider en tout ceci par les conseils de Torey. C'est donc en définitive sur ce dernier qu'il compte pour lever tous les obstacles. Si seulement il pouvait le voir ! « Je donnerais volontiers un doigt de chaque main de mon Corps pour avoir une audience de Monsieur de Torey avant qu'il sera avec la Reine », avoue-t-il (1).

C'est que l'occasion lui paraît très favorable. Il sait que les forces alliées sont dispersées : « Marlborough à l'autre bout de l'Allemagne, les Anglois et Hollandois en Portugal, peu de troupes dans la Grande Bretagne, l'Irlande prest a se revolter » (2). Il a, sur ce dernier point, rédigé et remis au colonel Hooke un long mémoire, où il indique le moyen de réconcilier les catholiques et les protestants d'Irlande, et de les unir dans une offensive concertée contre leur commun oppresseur, l'Angleterre. Le seul chef capable de mener cette affaire serait, à son avis, lord Granard, qui est tout puissant dans ce pays, et c'est donc avec lui qu'il conviendrait de s'aboucher (3).

Quel crédit cette proposition pouvait-elle trouver auprès de la cour de France ? Bien peu, sans aucun doute, car la seule mention de l'Irlande y ravivait de bien fâcheux souvenirs, et l'on n'y éprouvait aucun désir de renouveler la désastreuse campagne de 1690. Du reste, le moyen proposé par lord Perth pour rapprocher les catholiques, dépouillés par Cromwell, des protestants qui avaient profité de cette spoliation, était vraiment trop simple et faisait trop bon marché des obstacles et des difficultés, supposant acquise une victoire problématique, et donnant comme évident ce qui était à démontrer. On n'avait, disait-il, qu'à partager par moitié les biens contestés, et chacun y trouverait son intérêt ; car, la lutte terminée, et l'Irlande devenue indépendante, « il est hors de doute qu'un arpent de terre vaudrait deux comme les choses sont à présent » (4).

On voit d'ici le sourire sceptique avec lequel un Middleton accueillait ces généreuses utopies, et la satisfaction qu'il éprouvait à en faire ressortir l'inanité. Et l'on comprend aussi la sourde irritation de Perth à toujours se heurter à ce rival trop positif, qui, d'un mot dédaigneux, anéantissait toutes ses belles chimères. De là sa rancune contre Middleton et ses amis, qu'il accusait de trahir les intérêts de leur maître ; de là

(1) *Aff. Etr., Corr. polit. Angl.*, N° 217, fol. 120.

(2) *Ibidem*, fol. 121.

(3) *Hooke's Corr.*, I, 143-146.

(4) *Ibidem*, fol. 145.

cette indignation dont on sent le frémissement dans certaines de ses paroles : « J'espère que ils se feront paroître tels qu'ils sont a la fin. Et alors l'on vaira qui Est fidel a son Roy, Bon françois, sincere en ses procedures et droit en ses Intentions..... » (1).

D'ailleurs si les projets de lord Perth concernant l'Irlande paraissaient bien chimériques, il n'en était pas de même des espoirs qu'il fondait sur l'Ecosse. En cet été de 1704, on note en effet, au Parlement d'Edimbourg, une recrudescence de l'opposition des jacobites et des nationalistes aux directives venues de Londres, et Godolphin se voit contraint, pour en obtenir les subsides nécessaires à l'entretien des troupes, d'autoriser Queensberry à sanctionner, au nom de la reine Anne, le fameux *Acte de Garantie*. L'Ecosse va donc pouvoir s'armer pour sa défense.

Cette victoire fouette les énergies. Un poète anonyme chante le réveil de la vieille Ecosse, qui, « sortant d'une léthargie de cent ans, lève enfin sa tête martiale ». Cavale indomptée, trop longtemps soumise à la domination anglaise, « elle ronge son frein et tire sur ses traits, voulant être libre ». L'heure est propice, et elle est unique ; si on la laisse passer, ce sera l'esclavage éternel. « Maintenant, ou jamais ! » s'écrie le poète (2).

Maintenant, ou jamais : c'est aussi l'avis de lord Perth, et qu'il voudrait faire partager à tous. Nous trouvons à cette date, dans les papiers du nonce Gualterio, divers mémoires qui semblent bien avoir été rédigés, sinon par le duc en personne, du moins sous son inspiration, et qui ont tous pour objet de montrer l'opportunité d'une tentative en faveur du Prétendant (3).

Mais les semaines et les mois passent, et l'on ne décide rien.

Enfin, au printemps de 1705, voici venir d'Ecosse, avec le retour de Caron, tout un ensemble de nouvelles réconfortantes : la nation entière, le duc de Hamilton en tête, est plus unanime que jamais à vouloir lutter pour Jacques III. Il y a bien un peu d'hésitation chez les évêques, mais par contre les highlanders et les catholiques sont prêts à tout risquer pour la cause (4). Toutefois, à côté des promesses, il y a les demandes, car la bonne volonté ne suffit pas. Une lettre de la comtesse d'Errol à son frère, lord Perth, réclame l'envoi de 10.000 à 12.000 hommes de renfort, faute de quoi l'entreprise n'aboutira qu'à

(1) Aff. Etr., *Corr. polit. Angl.*, N° 217, fol. 121.

(2) David Laing, *Various Pieces of Fugitive Scottish Poetry*, 1825, pp. 6 et 8. « *The True Scots Genius, Reviving* ». Printed in the Year 1704.

(3) B. M., Add. Mss. 20311, fol. 68 à 76 et 275 à 279.

(4) *Hooke's Corr.*, I, 166-167.

un échec. Il faudrait aussi envoyer des armes, ou au moins de l'argent pour aider les gens du pays à s'armer eux-mêmes (1). Et l'on voudrait encore, ce qui est peut-être plus difficile, que la cour de Saint-Germain se méfie davantage des espions, et que ses desseins les plus secrets ne soient pas, comme ils le sont, connus aussitôt en Ecosse et même en Angleterre (2).

Ces nouvelles achèvent de convaincre lord Perth qu'il a doublement raison, d'abord de compter sur l'Ecosse, et ensuite de se méfier de Middleton et de ses partisans, par qui, selon lui, les secrets de Saint-Germain sont dévoilés. Et naturellement, plus il constate qu'il a raison, plus il s'irrite de se voir traité comme s'il avait tort. Son caractère s'aigrit ; son humeur devient chagrine ; il boude littéralement, comme un ami longtemps dédaigné, à qui l'on se décide enfin à demander un service. Ajoutons que la présence à Saint-Germain de son frère, le duc de Melfort (3), revenu d'exil dans les dispositions d'esprit que l'on devine, ne contribue pas peu à l'entretenir dans ces sentiments.

Sa mauvaise humeur n'attendait qu'une occasion pour se manifester, et c'est le colonel Hooke qui en eut les prémices. Voici à quelle occasion : Versailles s'était enfin décidé à envoyer en Ecosse, non pas encore des troupes, mais un agent chargé de faire une nouvelle et... définitive enquête, et Torey avait prié le colonel Hooke de questionner lord Perth sur les moyens à prendre pour assurer le succès de cette mission. Or, à peine Hooke a-t-il ouvert la bouche, que Perth éclate : « On veut », dit-il, « que je me mêle de cette affaire après m'avoir fait essuyer des traitemens indignes, aussi bien qu'à ceux que j'avois employé, comme M. Jean Moray (4), qui au lieu d'être recompensé, a été très mal traité ».

Hooke essaie de l'apaiser : il faut oublier le passé, dit-il ; on a pu se laisser abuser par les artifices de certaines gens (5), mais on voit maintenant où était la vérité.

Mais Perth l'interrompt brusquement ; il dit que Caron a été aussi mal récompensé que John Murray, et qu'il est résolu à quitter le service de la France.

(1) B. M., Add. Mss. 20311, fol. 66-67, et aussi *Hooke's Corr.*, I, 163-166.

(2) *Hooke's Corr.*, I, 163 : Colonel Patrick Graham to lord Perth.

(3) Saint-Simon dit en 1705 (XII, 449-450) : « Melfort était revenu à Paris. Ce ne fut qu'en ce temps-ci qu'il fut rappelé à Saint-Germain et déclaré duc. Le feu roi d'Angleterre l'avoit ordonné ainsi en mourant ». Nous lisons d'autre part dans Sourches, à la date du 17 mars 1705 (IX, 198) : « Le matin, on vit Milord Melford, revenu de son exil avec le titre de duc qu'on lui avoit rendu, faire la révérence au Roi, et paroître comme s'il ne lui fût rien arrivé ».

(4) John Murray.

(5) La faction Middleton.

Le colonel, sagement, le laisse « jeter son feu » ; après quoi, il lui fait observer que l'heure n'est plus aux récriminations ; que les ministres de Louis XIV ont enfin résolu d'agir, et que, si l'on ne profite pas de l'occasion, on ne la retrouvera plus ; que la cour de France serait « surprise de le voir si refroidi, après avoir montré tant d'ardeur » ; que si l'affaire réussit, M. Murray en bénéficiera ; et enfin que, Caron étant nécessaire pour transporter des agents en Ecosse, on ne peut se passer de ses services.

Une discussion s'engage alors sur la question de savoir qui l'on enverra en Ecosse, et Perth, apprenant qu'on veut y envoyer un Français, dit qu'un Français ne saurait y paraître sans un prétexte, et que, pour sa part, « il ne sait comment [en] trouver un bon ». Et lui qui, huit jours avant, proposait que l'on envoie un homme chez la comtesse d'Errol, déclare maintenant que sa sœur ne veut recevoir personne chez elle !

Hooke ne peut se retenir de lui en marquer sa surprise. Alors Perth devient plus conciliant, et dit qu'il connaît un Français qui serait propre à cette mission : c'est le sieur Doé, marchand à Paris (1). Hooke croit que l'on veut envoyer « un homme de guerre ». Là-dessus, nouvelle explosion de lord Perth : il répond brusquement « qu'il n'entend rien en tout cela, et qu'après qu'il se sera donné bien de la peine on se laissera conduire par d'autres ».

Hooke, qui comprend parfaitement à qui ces paroles font allusion (2), s'empresse de le rassurer : on n'en parlera qu'à lui seul. Mais Perth ne paraît pas convaincu ; et le colonel, sentant qu'il y a là une blessure d'amour-propre à laquelle il faut laisser le temps de se refermer, juge préférable de ne pas insister. Il le prie seulement de voir M. de Torcy, et auparavant Callières ; car, dit-il à ce dernier, en lui racontant toute cette scène, « je craignais que sa manière de parler et d'agir ne dégoutât M. de Torcy, et je vis bien la nécessité que vous le redressiez un peu avant que de tout risquer » (3).

Perth se proposait en conséquence d'aller voir Callières le surlendemain, 28 avril, mais une indisposition, dont il souffrait depuis quelques jours, s'étant subitement aggravée le 27, il ne peut mettre son projet à exécution. Hooke qui le voit ce jour-là, le trouve d'ailleurs « beaucoup plus traitable. Il croit », écrit-il à Callières, « que par le

(1) Perth écrit à Mabilion le 6 septembre 1706 : « Je suis sensible de la Mort de Monsieur Doé comme, je dois ; il Estoit mon amy, je prie Dieu de luy faire Misericord ». (B. N., F. Fr. 19656, fol. 64).

(2) Toujours à Middleton et à son clan.

(3) *Hooke's Corr.*, I, 171 à 173.

moyen de Carron, un Français peut être caché pendant quelque temps ; il m'a promis de contribuer tout ce qui dépend de luy a faire reussir l'affaire » (1).

Ainsi s'exprimait lord Perth le 27 avril. Or, dix jours plus tard, autre chanson. « M. de Torey m'a dit », écrit Hooke à Gualterio, « qu'on a résolu d'attendre les deputez qui doivent venir d'Ecosse et que M. le duc de Perth avoit été de cet avis » (2). Que signifient ces tergiversations ? Et pourquoi Perth qui semblait disposé à agir, ne veut-il plus le faire ? Hooke croit en avoir trouvé la raison :

« Il y a des gens dont je sçays les noms », écrit-il à Torey, et il en cite plusieurs, dont le duc de Melfort, « qui ont persuadé à My Lord Perth qu'il ne doit pas faire agir ses amis pendant que my Lord Middleton est aupres de la Reyne d'Angleterre ». Ces messieurs ont essayé d'obtenir du colonel qu'il travaille avec eux à éloigner Middleton, ce à quoi Hooke s'est refusé, « ne croyant pas », dit-il, « que le service du Roy ait rien de commun avec leurs querelles ». Et il ajoute : « Ils s'imaginent que la Cour a besoin de milord Perth en cette occasion, et qu'ainsi il doit en profiter pour s'oter un rival, et c'est par ce motif qu'il a changé de langage sur la seureté des envoyez, esperant s'attirer tout le maniment de l'affaire et porter ses amis en Ecosse à ecrire contre milord Middleton. C'est ainsi », conclut Hooke, « que le service du Roy souffre par des veües et des animositez particulières » (3).

Et cette idée, que Perth fait ici passer l'intérêt privé avant l'intérêt général, se renforce encore chez Hooke à la suite d'un entretien qu'il a le 27 mai avec Perth, et où celui-ci lui fait remarquer que l'envoi d'un homme en Ecosse ne portera ses fruits qu'à une condition : c'est que cet agent « se laisse conduire par M^{me} d'Errol, tant pour son débarquement que pour sa conduite apres » ; et il profite de l'occasion « pour parler du danger auquel il exposoit ses amis, si l'affaire est confiée à d'autres qu'à luy ». Hooke s'efforce de le rassurer sur ce point, mais Perth insiste : tant que Middleton est à la cour, dit-il, il sera difficile de lui en dérober la connaissance. « Je fis mon possible », dit Hooke, « de luy oter cette idée, et de luy faire comprendre que ses demelez particuliers ne doivent pas influer sur les affaires du public, mais je n'ose pas me flatter d'y avoir reussi ». Une conclusion s'impose à son esprit : « Il paroît avoir plus au cœur

(1) *Hooke's Corr.*, I, 175.

(2) *Ibidem*, 177.

(3) *Ibidem*, 179-180.

de se servir de la conjoncture pour triompher de son rival que de faire reussir la grande affaire » (1).

Ce jugement serait terrible pour Perth, s'il n'était, croyons-nous, légèrement téméraire. Il est évident que celui-ci voit de mauvais œil Middleton, cet ouvrier de la onzième heure, s'intéresser brusquement à une affaire, dont il croyait avoir le monopole ; il est même assez probable qu'il songe, ou qu'on le fasse songer, à profiter de l'occasion pour se débarrasser d'un rival ; mais de là à préférer la satisfaction de ses rancunes personnelles à la réussite du fameux projet, il y a loin. Hooke nous semble ici ne pas tenir assez compte de ce fait que Perth, n'ayant aucune confiance en Middleton et le considérant, à tort ou à raison, comme un homme suspect, voire un traître, a, en dehors de la jalousie, de bonnes raisons de refuser toute collaboration avec lui. De là l'insistance qu'il met à vouloir écarter Middleton.

Du reste, Hooke lui-même ne sait trop dans quelle mesure on peut faire foi sur ce ministre ; car, au cours d'une conversation, où il expose à la reine les scrupules de lord Perth, il dit à la souveraine « qu'il lui paraît nécessaire de s'accommoder à la faiblesse de ce dernier », et il a soin d'ajouter : « si c'est une faiblesse ». A quoi Marie-Béatrice répond « qu'elle est assez convaincue qu'il y a des traîtres à la Cour, mais qu'elle est aussi assurée de la fidélité des deux my lords » (Middleton et Caryll), qu'elle sait combien lord Perth les jalouse, mais qu'elle ne se croit pas tenue « d'entrer dans ses passions ». Elle ajoute qu'elle voit bien le faible de ses trois conseillers : Perth, « qui veut aller trop vite », Caryll, « qui ne veut rien faire », ce qu'elle attribue à son grand âge (2), et Middleton, qui lui paraît le plus modéré, mais avec une tendance à imiter Caryll. « Et cependant », dit-elle, « il a approuvé le dessein dont il s'agit comme l'unique ressource qui reste au Roy d'Angleterre et comme un coup important pour la France ».

La conclusion de l'entretien est qu'il convient de ménager le duc de Perth, puisqu'on a besoin de ses services, et « qu'il n'agirait peut-être pas avec la même franchise et le même zèle », s'il apprenait que d'autres sont mis dans le secret. La reine promet donc à Hooke « de ne pas dire à Perth qu'elle en a parlé aux deux autres » ; et Hooke, de son côté, « prie Torcy de ne pas en parler à Callières de si tost, de peur que Callières n'en avertisse Perth » (3).

Au surplus ce dernier va être rassuré sur un point qui l'inquiétait

(1) *Hooke's Corr.*, I, 185.

(2) Il a quatre-vingts ans.

(3) *Hooke's Corr.*, I, 195-197.

fort : « Je crois qu'il est bon », écrit le duc de Chevreuse à Hooke, « que vous disiez à milord Perth que c'est vous-même qu'on veut envoyer. Vous luy serez, sans doute, plus agreable que nul autre pour cette commission ; il ne trouvera pas pour vous les mêmes difficultez que pour un François ; et cela le determinera à venir voir et presser promptement M. de Torey, sans quoi ce ministre ne proposera rien icy » (1).

Perth devait aller à Versailles et voir Torey le 8 juin (2), mais auparavant la reine avait parlé à Louis XIV, « car elle est convaincue », dit Perth à Callières, « que, cette occasion icy perdue, il n'y a point de ressource pour les affaires du Roy son fils » (3). Or, le soir du 8 juin, Perth peut écrire à Hooke : « Vous savez, cher Colonel, quelle place j'occupe à la table royale, le roi étant entre la reine et moi. Elle était si impatiente de me communiquer la nouvelle, qu'elle lui chuchota de me dire qu'elle avait parlé (à Louis XIV), et que ce qu'elle demandait serait fait » (4).

Hooke allait donc enfin pouvoir partir, et c'est Caron qui le conduirait en Ecosse sur une frégate, l'*Audacieuse*, fournie par Pontchartrain, et armée à cet effet (5). Il emportait tout un dossier que lord Perth lui confia le 3 juillet, et qui contenait, outre les lettres adressées à divers membres de sa parenté en Ecosse, un mémoire qui est un vaste programme, et d'interminables instructions sur les dispositions de la noblesse écossaise, que, celles-ci du moins, le colonel jugea inutile d'emporter.

Des trois lettres adressées à sa sœur, la comtesse d'Errol, il y en avait une que Perth avait laissée ouverte à dessein, et dont Hooke a eu soin de garder une copie. Dans cette lettre, le duc, après avoir fait du colonel Hooke le plus grand éloge, ajoutait ceci qui nous aide à comprendre ses scrupules de naguère : « Avant de savoir que c'était lui qu'on avait choisi pour cette mission, j'étais absolument opposé à l'envoi d'un agent ; mais quand j'appris, ou seulement soupçonnai, que ce pouvait être lui, je n'eus plus d'hésitation ». C'est qu'il croit pouvoir compter entièrement sur Hooke, gentilhomme anglais au service de la cour de France, et qui n'a aucune accointance avec la faction de Middleton. « Il se laissera complètement guider par vous », dit-il à sa sœur.

(1) *Hooke's Corr.*, I, 188.

(2) *Sourches*, IX, 268.

(3) *Hooke's Corr.*, I, 189.

(4) *Ibidem*, I, 194. La lettre est en anglais.

(5) *Ibidem*, I, 198-199.

A celle-ci donc de tout disposer pour le succès de sa mission ; à elle de prévoir le déguisement sous lequel voiler la personnalité de Hooke (et il lui en suggère plusieurs), les moyens de le faire pénétrer à Edimbourg, la maison où se rencontrer avec les personnes qu'il doit voir, celle de la duchesse de Gordon, par exemple ; à elle de faire fréter un navire marchand pour le retour, au cas où il ne pourrait revenir sur l'*Audacieuse* ; à elle enfin d'agir avec discrétion et promptitude, faute de quoi tout sera perdu. Or, il importe de réussir, car, « si l'on ne fait rien cette fois, il faudra renoncer à toute espérance » (1).

Quelques jours après, le 7 juillet, il remet à Hooke, et pour la comtesse d'Errol, une autre lettre que le colonel jugera préférable de garder par devers lui, « de crainte qu'elle ne fasse plus de mal que de bien, car elle est pleine de récriminations ». De fait, le duc de Perth y découvrait un peu trop la blessure secrète dont saignait son cœur de vieux courtisan :

« Il est vrai », disait-il, après avoir recommandé à sa sœur d'activer les choses, « qu'ici même, à notre cour, le parti républicain anglais (2) est très puissant, et que le roi et la reine sont forcés de temporiser ; mais quelques expressions un peu vives de votre part leur ouvriraient les yeux. Vous pouvez dire ouvertement à la reine que, de l'avis de certaines gens en Ecosse, cette cour-ci est un peu lente à récompenser ses plus dévoués serviteurs, et si la reine vous demande ce que vous entendez par là, demandez vous-même au colonel Hooke quelle marque de faveur j'ai reçue depuis que je suis entré au service particulier du roi, il y a aujourd'hui neuf ans (3). En agissant ainsi vous rendriez service, non seulement à l'Ecosse, mais à tous les honnêtes gens, car il se peut que la façon dont le roi et la reine me traitent ait fait plus de mal qu'ils ne s'en doutent. Certes, on ne s'est point montré trop bon à mon égard, car, ici comme dans la plupart des cours, ce sont les scélérats qui l'emportent sur les braves gens. Si j'avais été Anglais et si j'avais menacé Leurs Majestés, on m'eût honoré davantage ; mais leur injustice ne m'a jamais fait relâcher de mon devoir ni de mon zèle à leur service ».

Et, en post-scriptum, il insistait encore : « Soyez assez explicite avec la reine pour lui faire voir qu'il est étrange, qu'ayant servi et souffert et étant placé comme je le suis aux yeux du monde, je n'aie

(1) *Hooke's Corr.*, I, 223-225.

(2) Middleton et ses amis.

(3) C'est-à-dire comme gouverneur du prince de Galles (juillet 1696).

reçu aucune marque de distinction. Vous avez du crédit auprès de la reine, et si vous voulez suivre mes conseils, j'en ferai profiter votre famille » (1).

Décidément, le duc de Perth n'est pas fait pour les vertus héroïques : il veut bien servir, mais il entend qu'on lui en sache gré ; et surtout il souffre de se voir préférer des gens qui, à son avis, n'ont pas à beaucoup près son mérite. Le duc de Perth, en ceci, ressemble à la plupart des hommes.

Hooke, qui le connaît bien, redoute un nouvel accès de mauvaise humeur le jour où Perth apprendra que Middleton et Caryll sont au courant de l'affaire. « Je supplie très humblement Votre Excellence », écrit-il à Gualterio le 13 juillet, « de se servir de la première occasion pour calmer l'esprit de M. le duc de Perth sur la communication du secret aux autres ; si les premières depeches que j'envoyerai à la Cour ne le trouvent pas content sur ce chapitre, toute l'affaire en souffrira ; et si Votre Excellence attend que la Reyne luy en ait parlé, il aura pris son plis, et il sera presque impossible de le redresser ; car, avec les meilleures dispositions du monde, il est un peu attaché aux premières impressions » (2).

C'est de Dunkerque que le colonel Hooke écrit en ces termes à Gualterio. Que fait-il là, et qu'attend-il donc pour partir ? Apparemment que les vents soient favorables. Enfin, le 16 juillet, il part. Est-ce pour de bon ? Pas encore : le vent a tourné pendant qu'on était en mer, et il a fallu regagner Dunkerque, où l'on est arrivé le 26. Mais ces dix jours de navigation tourmentée ont révélé au colonel qu'il est un bien mauvais marin : il a été malade, et ne pourra reprendre la mer que dans huit jours ! Pour comble de malheur, il a, une fois débarqué, rencontré un page du roi Jacques, un M. Labadie et sa femme, et il craint que, de retour à Saint-Germain, ceux-ci ne jasant, la femme surtout (3).

Tout en s'apitoyant sur son sort et lui souhaitant une meilleure santé, Perth s'efforce de le rassurer, sans trop l'être lui-même : « Labadie est un honnête homme », dit-il, « et j'espère qu'il ne dira rien, mais j'aurais voulu que personne n'eût connaissance de votre voyage jusqu'à ce que vous eussiez terminé votre mission ». Jusqu'ici personne ne parle de lui à Saint-Germain : on est trop discret pour cela ; mais il n'en est peut-être pas de même ailleurs, et c'est surtout l'avenir que le duc

(1) *Hooke's Corr.*, I, 235-237.

(2) *Ibidem*, I, 246.

(3) *Ibidem*, I, 251.

redoute. Il sait maintenant que Middleton et Caryll ont été mis dans le secret par la reine. Celle-ci le lui a dit elle-même, et Perth n'a pu dissimuler son mécontentement et sa désapprobation. « Mais », soupire-t-il, « mon rôle est de me soumettre, comme disent les quakers ! » Du reste, il a beau faire tout son possible pour plaire à son maître ou à sa maîtresse, ses ennemis et sa mauvaise étoile sont trop puissants. Ceci ne l'empêche point de servir son roi comme il le doit, et, quant à la reine, « qu'elle agisse selon ce qu'elle juge être le mieux pour ses intérêts, ou même son bon plaisir, j'accepte », dit-il, « d'être sacrifié à son contentement toutes les fois qu'il lui plaira de m'humilier devant quelqu'un » (1).

Voilà une résignation où l'on sent bien de l'amertume, et ce n'est pas la première fois que nous voyons lord Perth se poser en victime, se plaindre d'être sacrifié et de souffrir pour la justice. Serait-il donc atteint du délire de la persécution ?

Il est surtout mal entouré, et de gens qui ne se font pas faute d'envenimer les choses. Un certain Adam Blair, qu'il a chargé de porter une lettre à Caron, n'en a-t-il pas profité pour raconter à celui-ci « que l'on ne laisse se développer la présente affaire que pour la voir échouer entre les mains de lord Perth, et fournir ainsi l'occasion de le perdre ? » Hooke, informé de cet odieux racontar, en avertit la reine : « Quel mal cela eût fait », dit-il, « si Lord Perth l'avait su et l'avait cru ! Votre Majesté voit que ce ne sont pas les deux lords en question (2) qui entretiennent leurs divisions, mais de vulgaires intrigants qui s'ingénient à les exaspérer » (3).

Cependant les jours passent, et le colonel Hooke est toujours à Dunkerque. Enfin, le 3 août, à cinq heures du matin, il écrit : « Nous sommes juste sur le point de nous rendre à bord ; le vent est bon » (4).

Et maintenant, c'est, pour près de deux mois, le silence et l'attente du retour, deux mois durant lesquels Perth a, entre autres occupations, à tranquilliser la femme de Hooke, qui naturellement s'inquiète du sort de son mari. « Je vous avertirai dès que j'aurai des nouvelles », lui écrit-il, « mais, en attendant, soyez en repos, car il n'y a aucune raison d'avoir peur » (5). C'est ainsi qu'à l'ordinaire on rassure les épouses anxieuses. La pauvre femme écrit à son mari des lettres qu'elle remet au duc de Perth, lequel promet de les faire parvenir au desti-

(1) *Hooke's Corr.*, I, 257-258.

(2) Middleton et Perth.

(3) *Hooke's Corr.*, I, 253-256.

(4) *Ibidem*, I, 263.

(5) *Ibidem*, I, 267.

nataire. Il les lui enverra en effet, mais quand il le pourra, c'est-à-dire quand Hooke sera de retour à Dunkerque ! (1)

Enfin, le 28 septembre, il est heureux de lui mander la bonne nouvelle : « J'ai pensé qu'il ne vous déplairait pas de savoir que le colonel Hooke est revenu en France sain et sauf, et qu'il sera bientôt près de vous » (2).

Le lendemain soir, 29 septembre, Hooke arrive à Paris incognito, et le 30 il en informe le duc de Perth et demande à voir la reine à Fontainebleau, où se trouve alors la cour de France. « L'affaire est en bon train », dit-il (3). Malheureusement, la reine, qui souffre d'un cancer au sein, ne pourra se rendre à Fontainebleau, et elle s'en désole : « J'aurais pu », dit-elle à Gualterio, « parler au Roy, ou au moins à Madame de Maintenon et presser cette affaire de toutes mes forces, car je suis persuadée que c'est notre dernier effort avant la Paix » (4).

De son côté, Perth voudrait bien voir Hooke, maintenant qu'il le sent si proche ; mais la reine s'y oppose : elle veut que le colonel puisse dire aux ministres français qu'il n'a vu personne de Saint-Germain avant de se rendre à Fontainebleau, car il importe de ménager les susceptibilités. « J'accepte bien volontiers cette mortification », dit lord Perth à Hooke, « espérant que demain soir je pourrai vous voir un instant quelque part » (5).

Le lendemain, 1^{er} octobre, en effet, le duc de Perth accompagne Jacques III à Fontainebleau, et Hooke lui remet plusieurs lettres de la comtesse d'Errol, et une de son neveu, le comte d'Errol. La mère et le fils font également l'éloge de Hooke qui a, paraît-il, très bien réussi dans sa mission, et la première vante l'énergie qu'il a déployée, malgré son mauvais état de santé. Le comte d'Errol espère que l'Ecosse va entrer en action ; on se propose, dit-il, d'envoyer sous peu quelques personnes « pour mettre tout au point » (6). Quant à l'Irlande, c'est, dit la comtesse, « un feu qui couve sous la cendre ». Elle a, selon le désir de Perth, alerté lord Granard, mais celui-ci a fort à faire en ce moment pour lutter contre la gêne où se trouve sa famille (7).

Voilà pour les nouvelles générales, que Perth doit apprendre avec une réelle satisfaction.

Il en éprouve un peu moins, sans aucun doute, à lire ce qui suit.

(1) *Hooke's Corr.*, I, 345.

(2) *Ibidem*, I, 344.

(3) *Ibidem*, I, 347.

(4) B. M., Add. Mss. 20293, fol. 38.

(5) *Hooke's Corr.*, I, 347-348.

(6) *Ibidem*, I, 304.

(7) *Ibidem*, I, 305-308.

Le bruit court depuis longtemps en Ecosse, écrit sa sœur, d'une mésentente entre Middleton et lui, et ceci a le double inconvénient, d'abord d'être néfaste à la cause qu'il défend, ensuite de desservir ses parents auprès de Leurs Majestés. « En ce qui vous concerne personnellement », ajoute-t-elle (et c'est ici surtout que Perth doit faire la grimace), « nous sommes parfaitement satisfaits du cas que l'on fait de vos mérites, et nous trouvons que, vu les circonstances, la pension que l'on vous sert est considérable » (1).

La leçon est un peu dure, mais il faut avouer qu'elle était assez méritée. Seulement, ce sont de ces choses que l'on n'aime pas entendre dire, même par une sœur qui vous est chère. Du reste, ce n'est pas tout ; car après cette lettre qui déjà lui donne à réfléchir, Perth en ouvre une autre où il lit ceci : « A toutes les obligations que j'ai de vous aimer et de prier pour vous, et dont je ne cesserai jamais de vous être reconnaissante, il vous plaît d'ajouter celle d'être mon persécuteur » (2).

Que signifient ces paroles sybillines ? Voici : lady Errol venait de perdre son mari quelques mois auparavant, et Perth, avec cette inconsciente cruauté qu'ont parfois les gens les mieux intentionnés, lui avait à cette occasion écrit une longue lettre, où, selon une habitude que nous lui connaissons depuis longtemps, il lui parlait « de la nécessité d'être dans l'Eglise de Dieu pour avoir droit à ses promesses ». Le comte d'Errol étant né et mort protestant, c'était une assez fâcheuse manière de consoler sa veuve.....

Mais il y a plus : cette longue épître, que « sa tendresse pour sa sœur et son désir de la voir éternellement heureuse » l'avaient incité à écrire, qu'il jugeait lui-même « assez mal composée, âpre, informe et rugueuse, comme un fruit prématuré », mais où il croyait avoir mis « beaucoup de grandes vérités, et de celles qu'il faut connaître » (3), contenait malheureusement d'autres choses, que la bonté naturelle, à défaut de la charité chrétienne, eût dû le retenir d'y insérer. Car voici ce que dit lady Errol : « Je suis bien sûre que, si vous saviez le poids du lourd chagrin que j'éprouve à être privée d'un ami si cher, vous ne jugeriez pas opportun de l'accroître... en ravalant sa mémoire d'une façon si terrible, comme vous avez trouvé bon de le faire dans la première lettre que j'ai reçue de vous, au lendemain de ma perte doulou-

(1) *Hooke's Corr.*, I, 308-310. D'après ceci Hooke aurait remis à sa destinataire la lettre du 7 juillet. (cf. ci-dessus : p. 414), ou du moins aurait mis la comtesse d'Errol au courant des récriminations de son frère. Celui-ci d'ailleurs a pu les lui faire parvenir par une autre voie.

(2) *Ibidem*, I, 313.

(3) *Ibidem*, I, 235.

reuse ». Elle juge, et avec raison, qu'elle était en droit de s'attendre à plus de bonté de sa part, tant envers elle-même qu'envers son mari, ce dernier n'eût-il pas eu pour Perth toute l'affection qu'il lui portait. « Mais », conclut-elle, « pour les duretés que vous me témoignez, et dont depuis ce temps j'ai souvent et beaucoup souffert, je vous bénis et vous honore, surtout lorsqu'elles sont injustes, car elles me font mieux comprendre la vanité et l'incertitude de ce monde, et qu'il ne s'y rencontre rien sur quoi nous puissions ou devons compter » (1).

Si le duc de Perth aimait vraiment sa sœur autant qu'il le dit, cette plainte, amère et douce à la fois, dut le toucher au vif du cœur. Sans doute regretta-t-il d'avoir eu la main un peu rude ; et sans doute aussi se consola-t-il assez vite en se disant qu'après tout, s'il avait fait souffrir sa sœur, c'était pour son plus grand bien. Car il était de ces croyants austères qui font assez bon marché de la souffrance, pour autrui comme pour eux-mêmes, s'il doit en résulter quelque profit spirituel.

Mais laissons ces petites querelles entre frère et sœur, qui ne nous intéressent que dans la mesure où elles nous renseignent sur le caractère de notre héros, et revenons à la grande affaire qui préoccupait toute la cour de Saint-Germain.

La mission de Hooke avait-elle été aussi féconde qu'on le prétendait ? Elle avait produit quelques résultats, mais rien de définitif. « Le séjour de Hooke à Edimbourg a été trop court », mandait la reine à Gualterio, « pour que ceux à qui il était envoyé eussent le temps de prendre leurs dernières résolutions ; ils se réservent de le faire par un ou deux de leurs députés qu'ils enverront avant la fin d'octobre » (2).

De son côté, la comtesse d'Errol faisait savoir à son frère, le 6 octobre, que, depuis le départ de Hooke, il s'était produit des divisions parmi leurs amis, le duc de Hamilton en ayant mécontenté plusieurs par des agissements qu'ils jugeaient contraires à leurs intérêts et à ceux de la cause (3). Il est vrai que, deux mois plus tard, elle chargeait John Gordon, l'un des deux envoyés promis, de lui dire que, « depuis sa dernière lettre, tout allait de mieux en mieux en Ecosse » (4). Et le 22 décembre, elle lui mandait que, si l'on se plaignait encore beaucoup du duc de Hamilton, « l'ensemble du pays était fortement disposé à tenter quelque chose » (5).

Assurances plutôt vagues, à vrai dire ; mais Saint-Germain les

(1) *Hooke's Corr.*, I, 313-314.

(2) B. M., Add. Mss. 20293, fol. 40.

(3) *Hooke's Corr.*, I, 358-360. Lettre en langage convenu.

(4) *Ibidem*, I, 466.

(5) *Ibidem*, II, 4 et 5.

considérait comme suffisantes et s'étonnait que Louis XIV ne se décidât pas à intervenir. La reine Marie-Béatrice ne comprenait pas, écrivait-elle encore à Gualterio, « que le Roi T. C. n'accepte pas les offres des Ecossais ; une diversion en Ecosse serait en effet de son plus grand intérêt ». Mais, en cette fin de 1705, le roi de France songeait beaucoup plus à faire la paix que la guerre ; ce n'était pas vers l'Ecosse que se tournaient ses yeux, mais vers la Hollande, avec qui il entamait alors des négociations.

Et voici 1706 : durant l'hiver et jusqu'au carême, on danse beaucoup à Marly et à Versailles, par ordre du roi. Le jeune Prétendant qui approche de sa majorité, et la charmante princesse, sa sœur, y ouvrent parfois le bal et sont très admirés (1) : faible compensation pour une couronne qu'on ne peut les aider à reconquérir. Car, avec le printemps, les hostilités recommencent, et le vieux duc de Villeroy qui, par la volonté de Louis XIV, avait dansé à Versailles (2), est, par la volonté de Marlborough, honteusement battu à Ramillies. La frontière du nord est menacée ; ce n'est pas le moment d'envoyer des troupes en Ecosse. -

On le comprend à Saint-Germain, et l'année 1706 y est une année d'attente, dont la monotonie est à peine interrompue par quelques incidents. L'un d'eux mérite qu'on s'y arrête un instant.

Le 4 avril 1706, Charles Fleming, le plus jeune des deux frères Wigton, récemment arrivé à Saint-Germain, écrit à Hooke : « J'ai oublié hier de vous faire une commission de la part de Sa Grâce le Duc de Perth..... Il s'agissait de demander à M. de Torcy un passeport, pour permettre au sieur Jean Ogilvie de franchir la frontière et de se rendre en Hollande. L'affaire est urgente, et plus tôt elle sera réglée, plus Monseigneur le Duc vous en sera obligé » (3).

Or, sait-on qui est ce Jean Ogilvie, auquel lord Perth procure un passeport ? Le sieur Jean Ogilvie, *alias* John Lebrun, Gassion, etc., de la famille d'Airlie (4), est tout simplement un espion de profession au service de Harley, le ministre de la reine Anne !....

Ayant quitté Saint-Germain à la mort de Jacques II, il a gagné la côte normande, d'où un bateau de pêche l'a mené en Angleterre. Emprisonné pendant six mois à Londres, il a été libéré pour faire sa

(1) Souches, X, 20-21.

(2) Saint-Simon, XIII, 221.

(3) Hooke's *Corr.*, II, 47.

(4) Ne pas le confondre, comme fait Macpherson (*Original Papers* : II, 153), avec James Ogilvie of Boyne, fils de Sir Patrick, 7th Baron of Boyne, qui, lui, est un loyal et ardent jacobite.

besogne de trahison (1). Nous le retrouvons en Hollande, puis à Hambourg, où, en octobre 1705, il se lie avec le comte Belke, officier suédois au service de la France, et avec le fils aîné du duc de Perth, lord Drummond, qui s'est réfugié dans cette ville en 1704, à la suite du procès de la Conspiration Ecossaise, et s'apprête d'ailleurs à regagner l'Ecosse. En se donnant pour un agent jacobite, il gagne leur confiance et en profite pour envoyer à son maître Harley maints rapports sur leurs faits et gestes.

Revenu en France au début de 1706, il essaie de pénétrer à Saint-Germain, mais le duc de Perth lui mande le 10 janvier : « Je sais que votre visite ne sera pas agréable à la reine, pour quel motif, je ne saurais vous le dire ; mais je crois que cela provient d'Angleterre ». Et il se propose de parler à Sa Majesté, après quoi il se rencontrera avec Ogilvie au collège des Ecossais, rue des Fossés Saint-Victor. « Je vous en prie », dit-il, « ne manquez pas au rendez-vous » (2).

Pauvre lord Perth, éternelle dupe des intrigants et des fourbes ! S'il savait que celui, pour lequel il se donne tant de peine, vient de trahir son fils, et qu'il va dénoncer à Harley la comtesse d'Errol, sa sœur, comme « une dame aussi fertile en ruses et en intrigues qu'il y en a en Grande-Bretagne ! » (3)

Mais comment veut-on qu'il s'en doute ? John Ogilvie ne s'est-il pas présenté à lui en se recommandant de lord Drummond ? Ce fut, on s'en souvient, le moyen employé jadis par Lovat, et ce qui a réussi à Lovat réussira également à Ogilvie : le duc de Perth se trompera sur le compte de l'un comme il s'est trompé sur le compte de l'autre.

Ajoutons, à sa décharge, qu'il ne se trompe pas toujours. C'est ainsi qu'en mars 1706, il met en relations avec Torey et Chamillart un certain Gregg, « commis dans le bureau de l'un des Secrétaires de Londres et qui s'offre de donner avis de tout ce qui s'y passera » (4). Ce Gregg, qui n'est autre que le propre sous-secrétaire de Harley, va entretenir avec Chamillart une correspondance qui ne sera découverte qu'en janvier 1708.

Avec l'été de 1706, Jacques Stuart, ayant atteint sa majorité légale de dix-huit ans, éprouve le désir, bien légitime du reste, d'annoncer cette nouvelle à ses fidèles Ecossais, par des lettres écrites de sa propre

(1) *Hist. Mss. Com., Mss. of the Duke of Portland at Welbeck*, Rep. XV, App. Part IV, p. 160.

(2) *Mss. of the Duke of Portland*, IV, 278.

(3) *Ibidem*, IV, 298.

(4) *Hooke's Corr.*, II, 44.

main. Ces royales missives, que le jeune roi est si heureux de pouvoir enfin rédiger et signer *James R.*, seront portées en Ecosse par Caron, à qui lord Perth écrit le 26 juin de se tenir prêt à partir.

Parmi elles, il en est une que Jacques III adresse au marquis de Drummond pour le féliciter de son prochain mariage avec la fille du duc de Gordon. « L'affection », dit-il, « que j'ai pour vous et pour votre père me fait trouver agréable tout ce qui est pour votre intérêt ; je suis très sensible à vos services et à ceux de votre famille, ainsi que j'espère être à même de vous le montrer un jour, et de vous donner des preuves de mon affection pour vous » (1).

Le jour dont il parle viendra-t-il bientôt ? Vers la fin de 1706, il pouvait croire, et d'autres avec lui, que ce jour tant attendu ne tarderait plus guère. L'Ecosse en effet est alors en pleine effervescence. Le projet d'union avec l'Angleterre se heurte à l'opposition presque unanime du pays. A Edimbourg, où le Parlement s'est réuni le 5 octobre, la populace est déchaînée ; elle hue ou exalte les députés, selon qu'ils sont pour ou contre l'Union, jette des pierres contre le carrosse du haut-commissaire Queensberry, et l'accompagne de ses clameurs de haine. Il faut faire venir des troupes, et c'est sous leur protection que se tiennent les séances, où l'on discute âprement et dans une atmosphère d'orage.

Les colères ne sont pas moins vives dans le reste du pays, et une même répugnance pour l'union avec l'Angleterre créant une fois encore l'union sacrée entre les Ecossais, on voit les caméroniens eux-mêmes, ces irréconciliables ennemis des Stuarts, offrir leur alliance aux jacobites, afin de sauvegarder l'indépendance nationale.

Saint-Germain et Versailles vont-ils profiter de cette occasion qui se présente, et qui pourrait bien être la dernière, pour envoyer en Ecosse des troupes, des armes et des munitions, et surtout un chef, comme Berwick, lequel serait bien accepté de tous ? Saint-Germain le ferait, certes, s'il le pouvait, mais il ne le peut pas ; et Versailles, qui pourrait tout fournir aux nationalistes écossais, même des troupes, va se contenter de leur envoyer de nouveau un émissaire, chargé de sonder leurs véritables dispositions et de s'informer de leurs besoins !.... Cela tourne à la comédie. « J'ai grande peur », écrit la reine à Gualterio, « que nos pauvres amis de ce pays-là ne se trouvent offensés de ce procédé et qu'ils

(1) B. M., Add. Mss. 19254, fol. 104.

ne croient que c'est se moquer d'eux, que de leur demander souvent ce qu'il faut et ne leur jamais rien envoyer ! » (1)

Mais, puisqu'on a besoin de l'aide de la France, il faut bien se plier aux volontés de Louis XIV et de ses ministres. Hooke va donc repartir en Ecosse sous la conduite de l'inévitable Caron, que Perth recommande à Pontchartrain le 6 février 1707 : « Il est prest de partir Incessement et il n'attend que vos ordres » (2).

Mais il semble bien que le duc lui-même commence à voir clair dans le jeu de Versailles : « amuser » les Ecossais, les tenir en haleine par la promesse d'un secours qu'on ne leur enverra jamais, et, s'il se peut, les lancer dans une entreprise contre l'Angleterre. Aussi recommande-t-il la prudence à ses amis. « Que d'une part », mande-t-il à sa sœur, « ils ne s'engagent dans aucune tentative désespérée, et que d'autre part ils ne laissent point échapper une occasion qui ne se retrouverait plus ; qu'ils ne se décident qu'après avoir bien réfléchi et tout examiné, car, une fois les dés jetés, c'en est fini de la délibération, il faut vaincre ou mourir » (3).

Mêmes recommandations à son fils, « dont il connaît trop le zèle, pour ne pas juger nécessaire de lui conseiller de ne rien faire de trop précipité ou d'irrégulé » (4).

Et la preuve que Perth ne compte plus guère sur un envoi de troupes de la part de la France, la voici dans ce qu'il dit à sa sœur un mois plus tard (10 mars) : « Si vos gens peuvent régler leurs affaires eux-mêmes, parfait ; sinon, ne sacrifiez pas la certitude à l'incertitude » (5).

Hooke quitte Versailles vers le 12 mars, avec Robert Murray et le colonel John Murray, son frère. Les chemins sont affreux : il verse une première fois, puis c'est l'essieu de sa voiture qui casse, et ensuite ce sont les ressorts. La voiture de ses compagnons n'est pas plus heureuse (6). Oh ! les pittoresques voyages d'antan !

Arrivés à Dunkerque, ils y sont immobilisés plus d'un mois par les vents contraires, et Hooke fait une constatation qui l'inquiète : Caron s'adonne à la boisson, et il a le vin plutôt bavard ! Perth fera bien « de le tancer d'importance à son retour » (7). Mais sans doute

(1) B. M., Add. Mss., 20293, fol. 89.

(2) Aff. Etr., *Corr. pol. Angl. Suppt.*, N° 3, fol. 303.

(3) *Hooke's Corr.*, II, 129.

(4) *Ibidem*, loc. cit.

(5) *Ibidem*, II, 192.

(6) *Ibidem*, II, 187.

(7) *Ibidem*, II, 190.

sera-t-il trop tard : le mal sera fait. Le pauvre duc n'a vraiment pas la main heureuse dans le choix de ses hommes.

Enfin, le 17 avril, Hooke peut quitter Dunkerque et gagner l'Ecosse. Il visite lady Errol dans son château de Slaines, et lui remet les lettres dont il est chargé pour elle. La comtesse constate ainsi que son frère lui recommande la prudence ; que Chamillart redemande les mêmes explications déjà tant de fois fournies ; que Marie-Béatrice s'excuse de lui envoyer Hooke et rien d'autre, tel étant le bon plaisir de Louis XIV, ou, en tout cas, de M. Chamillart ; enfin que le roi Jacques, tout en lui conseillant également la prudence, promet d'arriver avec le renfort français, dès que ses amis d'Ecosse auront pris les armes.

Ce faisceau de nouvelles assez bigarrées aurait de quoi décourager un optimisme moins robuste que celui de la comtesse d'Errol ; mais son ardeur n'en paraît point refroidie, ni sa confiance ébranlée. Elle est toujours décidée à l'action et ne regrette qu'une chose : les lenteurs qu'on y apporte. Elle s'emploie comme jadis à faciliter la tâche de Hooke.

Cette tâche n'est point aisée : elle l'est même moins qu'en 1705, car la désunion s'est, nous l'avons dit, mise entre les jacobites d'Ecosse. Les rudes montagnards du nord, dont le chef est le duc d'Athole, se fiant à leur mâle courage et à leurs vaillantes claymores, sont pour l'action immédiate, avec ou sans l'aide de la France. A l'ouest et au sud, où l'on s'est mis à la remorque du duc de Hamilton, on estime au contraire que tenter l'aventure sans un sérieux appoint de troupes françaises, c'est courir à un échec certain.

Avec qui Hooke traitera-t-il ? Pas avec Hamilton, dit en substance Lockhart, car il est d'accord avec Middleton, et Perth, par haine de ce dernier, a conseillé à Hooke de s'adresser au duc d'Athole, avec lequel il s'est, paraît-il, réconcilié (1). La chose n'est pas impossible ; elle est même assez vraisemblable. Mais l'intervention de Perth, si intervention il y eut, était superflue : car (tout le monde est d'accord sur ce point) Hooke, agent de Louis XIV, a pour consigne de pousser les Ecossais à la révolte, sans engager formellement la parole de la France ; il est donc naturel qu'il se tourne vers ceux qui n'exigent point, pour entrer en action, le secours des troupes françaises.

(1) *The Lockhart Papers : Memoirs and Commentaries upon the Affairs of Scotland from 1702 to 1715*, by George Lockhart, 2 vol. London 1817, I, 229.

Et c'est ce qu'il fait, aidé du reste par les circonstances : car, depuis le 1^{er} mai, et en dépit des protestations, l'union des deux royaumes est un fait accompli, et plus que jamais l'Ecosse, indignée, réclame son roi et son indépendance.

Au cours d'une réunion qui se tient à Edimbourg, Hooke fait donc signer par une dizaine de seigneurs et quelques autres gentilhommes un mémoire destiné à Torey. Les signataires, déclarant agir au nom du pays tout entier, ce qui, note Lockhart, « est bien un peu présomptueux » (1), s'engagent, dès l'arrivée du roi Jacques, à le rendre maître de l'Ecosse ; après quoi, ils lèveront une armée de 30.000 hommes et envahiront l'Angleterre, comme en 1640 (2). Ils espèrent, mais sans l'exiger, que Louis XIV leur enverra au moins 5.000 hommes, avec des armes et des munitions, et un général en chef qui obtienne l'obéissance de tous, comme serait par exemple le maréchal de Berwick. En attendant, ils demandent, pour commencer la guerre, un subside de 100.000 pistoles.

C'est avec ce mémoire que le colonel Hooke, conscient d'avoir bien rempli sa mission, va revenir en France. Le 17 juin, il est à Dunkerque, d'où il écrit à Perth et se plaint amèrement de la conduite de Caron, laquelle a été détestable ; « seule », la considération de l'intérêt que lui porte Votre Grâce », dit-il, « m'a empêché de le mettre aux arrêts » (3).

Il y a cependant quelque chose de plus inquiétant que les propos inconsidérés d'un ivrogne, c'est que Hooke, à son insu, a été trahi. Parmi les gentilhommes de la réunion d'Edimbourg s'est glissé un certain Ker of Kersland, agent secret au service du gouvernement de la reine Anne, lequel, aussitôt la réunion terminée, s'est hâté d'aller faire son rapport à Londres ! » (4)

Cependant, le duc de Perth, qui attendait impatiemment des nouvelles d'Ecosse (5), a le plaisir de lire dans les lettres de sa sœur et de son fils aîné, que « le colonel Hooke a réussi, qu'on attend le roi et qu'on est prêt à tout faire pour lui rendre sa couronne » (6).

Il est heureux d'apprendre d'autre part (7) que l'on admire beau-

(1) *Lockhart Papers*, I, 231.

(2) Quand Montrose s'empara de Newcastle et de Durham.

(3) *Hooke's Corr.*, II, 412.

(4) *The Memoirs of Ker of Kersland, Esq. relating to Politics, Trade and History, in three Parts*, London 1727, 3rd. édition, I, 48. Cf. aussi : A. Shield and A. Lang, *The King over the Water*, p. 34.

(5) *Hooke's Corr.*, II, 417.

(6) *Ibidem*, II, 280-282.

(7) Par une lettre de M. Strachan, prêtre d'Aberdeen (*Hooke* : II, 288).

coup son second fils, John Drummond, lequel est apparemment reparti en Ecosse, et que, depuis son retour de Hambourg, lord Drummond, l'aîné, mérite également les éloges de tous par son zèle et sa bonne conduite. Notons en passant que ce dernier est maintenant marié et même à la veille d'être père, ce qui réjouit fort le duc de Perth.

Seulement, il y a une chose qu'on ne lui dit point, parce qu'on n'en sait rien, c'est que lord Drummond a, lui aussi, un espion attaché à sa personne. C'est un certain Dennis Connell, dont John Ogilvie dit à Robert Bryan, c'est-à-dire à Harley : « Ce jeune homme était à mon service. Je l'ai emmené avec moi à Hambourg et l'ai placé chez mylord Drummond. Il l'a donc suivi en Ecosse et y est demeuré jusqu'à ce que le prêtre (1) l'ait fait chasser. Là-dessus, il m'est revenu ; mais je me suis arrangé pour que lord Perth lui ordonne de rejoindre son poste ; et c'est ainsi qu'il est reparti chez lord Drummond, et que, par lui, tant qu'il y restera, je saurai tout ce qui s'y passe » (2).

Et voilà comment lord Perth, non seulement s'entoure d'espions, mais encore en approvisionne sa famille ! Il est vrai qu'il était alors particulièrement difficile de dire qui était espion, et qui ne l'était pas.

Cependant Hooke avait fait son rapport à Torey, qui avait paru satisfait (3), et la Cour de France ne se décidait toujours pas à agir. L'été de 1707 se passe. Des députés arrivent d'Ecosse, dûment commissionnés par les principaux seigneurs jacobites ; cachés au village de Montrouge, ils multiplient leurs instances (4).

L'automne arrive. Le duc de Perth, chez qui le souci des grandes choses n'abolit pas celui des petits intérêts, fait remettre par Hooke à Chamillart un mémoire, où il réclame... trois paires de bas, que sa fille lui a envoyées d'Ecosse et qui ont été confisquées à Dunkerque ! (5) Monseigneur le duc aura ses bas, mais Jacques III devra attendre six mois encore avant même que l'on essaie de lui rendre sa couronne.

Louis XIV, qui ne peut rétablir son hôte sur le trône de ses ancêtres, s'efforce selon l'usage de le distraire de son mieux. Après les piqueniques et les chasses de l'automne, ce sont les fêtes et les bals de l'hiver. Jacques III et la charmante Louise-Marie, sa sœur, y ont de nouveau tout le succès désirable. Le jeune roi de dix-neuf ans, dont la santé inspirait naguère de vives inquiétudes, se porte maintenant à merveille,

(1) Le chapelain de lord Drummond.

(2) Lettre du 4 sept. 1707 : Mss. of the D. of Portland, IV, 438.

(3) *Hooke's Corr.*, II, 418.

(4) Saint-Simon, XV, 412.

(5) *Hooke's* : II, 472.

et résiste à toutes les fatigues. Il est prêt pour les rudes travaux de la guerre.

Enfin, le 22 février 1708, le mercredi des Cendres met un terme aux réjouissances, et l'heure des grandes décisions semble devoir bientôt sonner. « On faisoit grand bruit dans le monde », dit de Sourches à la date du 2 mars, « d'une révolte considérable en Ecosse et l'on commençoit à dire que le Roy y enverroit des troupes » (1).

Louis XIV a-t-il enfin compris qu'il se doit, ne serait-ce que pour sauver les apparences, de tenter quelque chose pour son royal protégé, ou cède-t-il simplement aux instances de Madame de Maintenon et de tous ses ministres (2), toujours est-il qu'à Dunkerque une flotte se rassemble (3) sous le commandement du comte, alors chevalier, de Forbin, et que 12 bataillons (6.000 hommes, commandés par le comte de Gacé) sont venus de Flandre à Saint-Omer, où ils attendent l'embarquement. On a procédé dans le plus grand secret, mais aussi avec trop de lenteur, et une lettre de Paris, du 5 mars 1708, publiée par le *Mercure* de Hollande, montre que l'ennemi est déjà informé (4).

Ce lundi 5 mars précisément, le duc de Perth quitte Saint-Germain pour se rendre à Dunkerque, Middleton étant parti la veille avec ses deux fils, « sous prétexte d'aller à Paris faire une de ses retraites ordinaires » (5), et Jacques III, qui se fait alors appeler le Chevalier de Saint-Georges, prend congé de Louis XIV (6). Puis, le mercredi 7 mars, à six heures et un quart du matin, il quitte à son tour Saint-Germain « en parfaite santé, plein de joie, de courage et d'espoir » (7), et, arrivé au pont de Neuilly, oblique vers Saint-Denis et la direction du nord (8).

On est en mars, et les routes ne sont pas meilleures que l'année précédente. Conséquence : à deux lieues en-deçà d'Amiens, la chaise de poste du prince se brise, et il lui faut passer la nuit en cet endroit (9). Mauvais présage pour les gens superstitieux, qui ne manquent pas de rapprocher cet accident de celui qui advint à Jacques II sur la route de Brest, le 28 février 1689 !

(1) Tome XI, p. 34.

(2) Saint-Simon, XV, 408.

(3) Sur la composition de cette flotte, les avis diffèrent légèrement : Saint-Simon parle de 30 vaisseaux y compris les transports ; Berwick, de 8 gros vaisseaux, 24 frégates et 70 barques de transports ; Andrezel, de 5 gros vaisseaux, 21 frégates et 2 transports.

(4) *Mercure Hist. et Pol.*, mars à juin 1708, I, 305.

(5) Aff. Etr., *Corr. pol. Angl. Suppt.*, N° 226, fol. 26.

(6) Sourches, XI, 37, Dangeau, *Mémoires*, II, 300.

(7) Reine à M^{me} de Maintenon, citée dans *The King over the Water*, p. 95.

(8) Aff. Etr., *Corr. pol. Angl. Suppt.*, loc. cit.

(9) Dangeau, *Mémoires*, II, 301.

Le lendemain soir, le prince est à Boulogne où il couche, et le 9, à midi, il arrive à Dunkerque. Là, première déception : le port est bloqué par les navires ennemis, et les troupes, qui déjà étaient à bord, ont dû être débarquées (1). Le chevalier de Fretteville en apporte la nouvelle à Versailles le dimanche 11 mars, en même temps qu'une lettre de Jacques, qui, furieux de ce contretemps, veut passer à tout prix et gagner l'Ecosse (2). Louis XIV lui répond aussitôt de sa main en le priant de revenir à Saint-Germain, « et d'y attendre une conjoncture plus heureuse » (3).

Le lendemain, 12 mars, autre histoire : la flotte ennemie s'est révélée beaucoup moins forte qu'on ne croyait. Forbin, sur les instances du prince, pressé lui-même par Gacé (4), qui doit être nommé maréchal de Matignon dès qu'on sera en Ecosse, a ordonné le rembarquement des troupes. Seulement, il se produit un nouveau contretemps, et qui peut devenir sérieux : Jacques est malade. Au départ de Saint-Germain, sa sœur avait la rougeole, et il est parti sans lui dire adieu. Vaine précaution : Jacques a la rougeole ! (5) « Et voilà », dit Saint-Simon, « un homme au désespoir, qui veut qu'on l'enveloppe dans des couvertures et qu'on le porte au vaisseau » (6).

Le 13 mars au matin, courrier de Dunkerque : tout le monde est embarqué, sauf le roi, qui du reste va mieux. Le soir, autre courrier : toutes les troupes sont débarquées ; de l'avis des médecins, Jacques n'est pas en état de partir (7). C'est du moins ce qu'écrivit Forbin, lequel, soit dit en passant, donne nettement l'impression de n'agir en toute cette affaire, que contraint par l'obéissance. Toutefois, comme la reine est avisée de son côté par « ceux qui sont près de son fils.... que sa maladie n'est pas considérable » (8), Louis XIV expédie à Forbin, le 14 mars, l'ordre de mettre à la voile, quel que soit l'état du prince (9).

Celui-ci, du reste, ne demande toujours qu'à s'embarquer, et à ceux qui lui objectent les vents contraires et le danger des vaisseaux ennemis, il répond « que, quand il seroit embarqué, il ne rendroit pas les vents

(1) Dangeau, *Mémoires*, II, 302.

(2) Sourches, XI, 40 ; Saint-Simon, XV, 421.

(3) Aff. Etr., *Corr. pol. Angl. Suppt.*, N° 226, fol. 28.

(4) *Mémoires* du comte de Forbin, II, 252.

(5) Dangeau, *Mémoires*, II, 302 ; Sourches, XI, 41.

(6) *Mémoires*, XV, 422.

(7) Sourches, XI, 41-42.

(8) Dangeau, *Mémoires*, II, 303.

(9) Sourches, XI, 43 ; *Mercurie Hist. et Pol.*, avril 1708, I, 412

plus mauvais ni les ennemis plus forts, et que son devoir est d'être sur les vaisseaux que le Roy a bien voulu lui confier » (1). Il est d'autant plus impatient de partir, qu'il croit que l'Ecosse, avertie de son arrivée prochaine, est en émoi et scrute l'horizon.

Enfin, le samedi 17 mars, vers six heures du soir, Forbin, cédant, dit-il, aux instances de Gacé, toujours désireux d'être maréchal de France, met à la voile. Il ne le fait qu'à contre-cœur, non qu'il craigne l'ennemi, car les vaisseaux hostiles se sont retirés (2), mais le temps ne lui dit rien de bon. On approche de l'équinoxe de printemps, où les sautes de vent sont parfois redoutables (3). Quant au prince, bien qu'il ne soit qu'« à demi guéri et fort foible » (4), il est heureux et plein d'espoir. « Enfin me voici à bord », écrit-il à sa mère ; « le corps est fort foible, mais le courage est si bon, qu'il soutiendra la faiblesse du corps. J'espère ne vous plus écrire que du palais d'Edimbourg, où je compte arriver samedi » (5).

Hélas ! A peine s'est-on éloigné de quelques heures, qu'un brusque coup de vent met toute la flotte en péril. Forbin admire le courage du roi, qui, « tout jeune qu'il est, voit ce péril avec une fermeté et un sang-froid bien au-dessus de son âge » ; mais les gentilshommes qui l'accompagnent sont, paraît-il, moins héroïques. « Sa suite », dit-il, « eut belle peur ». Et le comte de Gacé ne fait pas meilleure figure que les Anglais. « Ils étoient tous malades », note ironiquement Forbin ; « tous vomissoient jusqu'aux larmes, et ils me pressoient avec instance de rentrer dans la rade » (6).

Il faut donc s'abriter derrière les bancs d'Ostende, où l'on reste à l'ancre pendant quarante-huit mortelles heures. Le 19 mars seulement, vers dix heures du soir, le vent étant passé au sud-est, on peut quitter le mouillage, et mettre le cap sur l'Ecosse (7). Malheureusement, tous ces fâcheux retards, s'ajoutant aux lenteurs des préparatifs, ont permis à l'ennemi de prendre ses dispositions pour déjouer l'attaque, et quarante-huit heures après que Forbin a levé l'ancre, les navires de Byng, lancés à sa poursuite, apparaissent devant Dunkerque. Toutefois, étant donné l'avance que Forbin a sur eux, « on espère », dit Dangeau,

(1) Dangeau, *Mémoires*, II, 305 : Dugué à Pontchartrain.

(2) Il paraît d'ailleurs que ce n'étaient que des armateurs français, ou de simples pêcheurs de Nieuport. (Sourches, XI, 45).

(3) *Mémoires* de Forbin, II, 254.

(4) Saint-Simon, *loc. cit.*

(5) Dangeau, *Mémoires*, *loc. cit.*

(6) *Mémoires*, II, 255.

(7) W. Musgrave, *The Secret History of Col. Hooke's Negotiations*, Dublin 1760, p. 135 : *The Account of M. d'Andrezel*.

« qu'il pourra débarquer en Ecosse avant qu'ils puissent venir le troubler » (1).

Normalement, c'est en effet ce que l'on était en droit d'attendre. Une frégate, retour d'Ecosse, n'avait-elle pas rencontré le 20 mars l'escadre française « faisant sa route par un vent frais » ? (2) C'est du reste ce que dit également M. d'Andrezel, qui faisait partie de l'expédition, et il ajoute même que, ce jour-là, « Sa Majesté britannique devint très malade » (3).

Mais, par une singulière malchance, il fallut, d'après Saint-Simon, que Forbin « se perdit de son chemin deux fois vingt-quatre heures », autrement dit que, quarante-huit heures durant, il fit fausse route (4), erreur à peine croyable, et que Saint-Simon s'explique difficilement : car enfin, la Mer du Nord devait lui être familière, et le trajet des bancs d'Ostende à l'estuaire du Forth n'est pas considérable.

Autant que nous puissions en juger, car les différents récits s'accordent assez mal (5), Forbin se trompa en effet, mais non dans le pareilles proportions. « La nuit qui suivit » (celle du 22 au 23 mars), dit M. d'Andrezel, « craignant de dépasser l'entrée du golfe d'Edimbourg, nous jugeâmes bon de mettre en panne » (6). Or, à l'aube du vendredi 23 mars, ils constatent qu'ils sont allés beaucoup trop au nord, et qu'il leur faut redescendre. Ils arrivent ainsi, durant l'après-midi de ce même vendredi, à l'entrée du Forth et mouillent à l'abri de l'île de May, en face de Crail (7). De là, ils font les signaux convenus : allument des feux, tirent le canon.... En vain ; rien ne répond et personne ne paraît (8). Malentendu, ou trahison ? Mystère ! (9)

(1) *Mémoires*, II, 306. Noter ici l'erreur de Sourches qui dit (XI, 48) que Byng est apparu « lors du départ du roi », et l'ambiguïté de Saint-Simon (XV, 424), qui permet de comprendre : « deux fois vingt-quatre heures après le départ » de Dunkerque, et non des bancs d'Ostende. Dangeau, par contre, est clair et formel, et c'est évidemment lui qui a raison.

(2) Sourches, XI, 49.

(3) *Account of M. d'Andrezel*, loc. cit.

(4) Et non, comme traduisent A. Shield et A. Lang (*Op. cit.*, p. 100) « qu'il se fourvoyât deux fois en l'espace de 24 heures », ce qui serait encore compréhensible.

(5) Ainsi Forbin parle d'une erreur de 6 lieues, c'est-à-dire jusqu'à peu près la hauteur de Montrose. D'Andrezel mentionne l'erreur sans la préciser. Ker of Kersland (*Mémoires* : I, 62-63) dit que l'escadre, en arrivant sur les côtes d'Ecosse, fit des signaux au château de Dunottar, propriété du comte Marishall, beau-fils de Perth, auxquels il ne fut d'ailleurs point répondu ; or Dunottar Castle est près de Stonehaven, aux 3/5 de la distance de Montrose à Aberdeen. Enfin Lockhart dit p. 245, que, « quand les Français aperçurent l'Ecosse, ils étaient à près de 30 milles au nord d'Aberdeen », c'est-à-dire, au large de Peterhead. Mais ces deux derniers ne parlent que par oui-dire, tandis que Forbin y était.

(6) *Account of M. d'Andrezel*, loc. cit.

(7) *Lockhart Papers*, I, 241 ; *Mémoires de Forbin*, II, 255.

(8) *Mémoires de Forbin*, loc. cit.

(9) D'après Lockhart, les signaux auraient été faits à Dunottar Castle, beaucoup plus au nord, par un navire détaché à cet effet, mais sans plus de résultat.

Vers minuit, on entend cinq coups de canon : est-ce la réponse aux signaux ? Oui ; mais pas celle qu'on attendait, car elle vient du large, où, aux premières lueurs de l'aube, apparaît la flotte anglaise mouillée à quatre lieues vers l'est !... Que faire ? Va-t-on livrer bataille ? Byng, qui a une forte supériorité, le voudrait bien, et il fait alors savoir à la reine Anne « qu'il est en vue de la flotte française et qu'il espère en rendre bon compte » (1).

Mais Forbin a compris aussitôt qu'il n'y a qu'un parti à prendre : celui de fuir. Usant de ruse, il feint de vouloir attaquer l'ennemi ; celui-ci se met en bataille et ainsi perd du temps, et Forbin, signalant à ses navires de le suivre à pleines voiles, en profite pour se glisser le long de la côte, en direction nord-est, puis nord (2). « Je ne sauvai l'armée », dira-t-il plus tard, « que parce que, n'ayant que des corsaires qui alloient bien et qui étoient espalmés de frais, nous eûmes bientôt gagné beaucoup de chemin » (3).

Tandis que Forbin, talonné par Byng, fuit ainsi vers le nord, les « Anglois » comme il dit — ce sont en fait, à part un seul, des Ecossais ou des Irlandais d'origine (4), — qui sont à bord du *Mars* avec lui, se livrent à différentes manifestations qu'il prend un malin plaisir à nous décrire. Ils commencent par protester contre cette fuite devant des vaisseaux qui ne sont, selon eux, que des charbonniers danois. Puis, quand l'un de ceux-ci se met à canonner le navire de Tourouvre, qui est à l'arrière-garde, les voilà qui s'alarment. « Ils se regardoient déjà comme perdus », dit Forbin ; « leur terreur panique me réjouissoit beaucoup » (5).

Cependant le roi Jacques, sur les instances de ses compagnons que le sifflement des boulets, assure Forbin, effraie de plus en plus, demande à celui-ci de les faire passer sur une frégate bonne voilière, laquelle pourra les débarquer au château de Wemyss, sur la côte de Fife, dont le propriétaire est un fidèle jacobite. Forbin répond : « Sire, j'ai l'ordre du Roi, mon Maître, d'avoir soin de votre personne comme de la sienne propre, et jamais je ne consentirai à ce que quittiez ce navire, pour être exposé dans un château, à la campagne, et sans secours ». Et, avec la rude franchise de l'homme de mer, il aurait ajouté : « Tous ceux

(1) *Mercure Hist. et Pol.*, avril 1708, I, 445.

(2) *Mémoires* de Forbin, II, 256.

(3) *Ibidem*, II, 257.

(4) A savoir : Perth et Middleton, Sheldon, l'ancien sous-gouverneur du prince, Antoine Hamilton, l'écrivain, et son frère Richard.

(5) *Mémoires*, II, 257.

qui osent vous donner d'autres conseils que les miens sont des traîtres ou des poltrons » (1).

Sur quoi un seigneur « anglais » de la suite du roi, et que Forbin ne désigne pas autrement, aurait dit à Jacques : « Sire, le comte entend la mer mieux que nous ; il répond sur sa tête de votre personne, il faut le croire » (2). Quel était ce seigneur anglais ? Certains ont prétendu que c'était le duc de Perth, dont le courage aurait faibli au moment d'agir. Lockhart trouve la chose improbable (3). Ne serait-ce pas plutôt Middleton, « le seul et véritable mentor que la reine donna au roi son fils pour l'expédition d'Ecosse », comme dit Saint-Simon ? (4) Tout nous porte à le croire.

Quoi qu'il en soit, le roi Jacques s'est incliné devant le refus de Forbin, quand celui-ci croit s'apercevoir soudain que l'un des navires ennemis le gagne de vitesse. Si cela continue, il va falloir transborder le prince sur une frégate, et attaquer cet insolent. Il fait donc mettre la chaloupe à la mer, et demande à Jacques quels sont ceux qui doivent s'embarquer avec lui, afin qu'ils se tiennent prêts. « Le roi », dit-il, « nomma son confesseur, milord Perth, le maréchal de Matignon (comte de Gacé) et milord Middleton ». Mais l'éventualité prévue ne se réalisa pas : le vaisseau ennemi, désespérant sans doute de rattraper le *Mars*, se rabat sur le *Salisbury*, que commande Nangis, et Forbin, dégagé, peut continuer de fuir en direction est-nord-est (5).

La nuit se passe ainsi, et l'aube du dimanche permet à nos fuyards de constater qu'ils sont hors de vue de l'ennemi. Et maintenant, que va-t-on faire ? D'après d'Andrezel, Gacé et Forbin proposent au roi Jacques de tenter un débarquement à Inverness, ce que le prince accepte avec empressement. Mais à ceci s'opposent le vent qui monte et bientôt souffle en tempête (6), et sans doute aussi l'intervention de Middleton, dont parle Saint-Simon : « Mais Middleton cria si haut que le roi d'Angleterre n'étoit attendu qu'à Edimbourg, et qu'ils ne trouveroient aucune disposition ailleurs, et le chevalier de Forbin le seconda si puissamment, et d'une manière si équivoque que, malgré le duc de Perth, malgré les deux Hamilton, malgré tous les officiers principaux du vais-

(1) *Mémoires de Forbin*, II, 259-260.

(2) *Ibidem*, II, 260.

(3) *Lockhart Papers*, I, 246.

(4) *Mémoires* XV, 418.

(5) *Mémoires de Forbin*, II, 260-261.

(6) *Account of M. d'Andrezel*, p. 136. Gacé dit la même chose p. 143. Cf. aussi *Mercur Hist. et Pol.*, avril 1708, I, 557-558.

seau, et sans y en appeler des autres navires, il fut décidé qu'on reprendrait la route de France » (1).

Ainsi parle un homme qui n'y était pas, et que l'on sent nettement prévenu contre Middleton et Forbin. Ce dernier, par contre, dit simplement : « Le roi assembla dès le matin un grand conseil de guerre, dans lequel, après avoir bien tout examiné, il fut résolu qu'ayant été découverts par les ennemis, ils ne manqueroient pas de suivre la flotte partout (2) ; et que, n'ayant aucun port en Ecosse pour y être reçus, nous regagnerions la France, puisqu'il ne restoit plus d'autre ressource » (3).

La crainte de Byng semble ainsi avoir été pour Forbin le commencement de la sagesse ; car il est clair que s'obstiner eût été s'exposer aux pires mésaventures. Il y avait eu une heure où le succès était possible, à la double condition d'agir promptement et d'être aidé par les jacobites écossais, double condition qui, malheureusement, ne s'était pas réalisée. L'échec était d'autant plus regrettable qu'au témoignage peu suspect de Ker of Kersland, il n'y avait pas, au moment où les Français arrivèrent à l'entrée du Forth, « de quoi tirer quatre salves, ni quarante hommes à l'effectif de la garnison, au château d'Edimbourg ». De sorte que, conclut-il, « n'eût-il débarqué qu'avec son valet de chambre », le roi Jacques « aurait eu la meilleure occasion de réussir qu'il ait jamais pu avoir » (4).

« Ainsi avorta », dit Saint-Simon, « un projet si bien et si secrètement conduit jusqu'à l'exécution, qui fut pitoyable..... » (5). Villars avoue de son côté qu'« il ne comprend rien au projet ni à la conduite qui a été tenue dans l'exécution ». Il est inadmissible, selon lui, « que notre flotte soit sortie de Dunkerque avec tant de péril, pour aller se promener sur les côtes d'Ecosse et s'en revenir sans au moins donner le bonjour à un Ecossais, et lui dire : « Dieu vous gard, nous étions venus pour vous, ne voulez-vous point de nous ? » (6)

Mais Louis XIV voulut bien être d'un avis différent, et « loua fort la conduite du comte de Forbin » (7). Sans doute n'était-il pas fâché de voir se terminer sans trop de pertes une affaire à laquelle

(1) *Mémoires*, XV, 427-428.

(2) En réalité, quand Byng eut renoncé à poursuivre davantage l'escadre de Forbin, il revint tranquillement à Edimbourg !

(3) *Mémoires*, II, 261-262. Matignon dit que cette résolution fut prise « de l'avis unanime de tous ces messieurs ». (*Merc. Hist. et Pol.*, avril 1708, I, 558).

(4) *Mémoires*, I, 63-64.

(5) *Mémoires*, XV, 435.

(6) Marquis de Voglié, *Mémoires du Maréchal de Villars*, Paris 1889 : Lettre à Boufflers, du 20 avril 1708, III, 240, Appendice.

(7) Dangeau, *Mémoires*, II, 307.

il ne s'était prêté que par acquit de conscience. Or, on n'avait perdu que deux navires jadis pris aux Anglais: le *Salisbury* de Nangis, qui avait été capturé, et le *Blackwall*, qui avait coulé. L'aventure aurait certainement pu finir plus mal.

Quant au duc de Perth, nous ignorons quelles furent ses impressions, car il n'a pas jugé bon de nous les faire connaître. Mais, de son attitude durant les années qui suivirent, nous pouvons inférer que cet insuccès n'avait pas ébranlé sa foi en une victoire possible par le moyen de l'Ecosse.

Ajoutons que si, pour un homme de son âge (il avait alors soixante ans), cette croisière assez mouvementée avait pu manquer de charme, il y avait eu cependant certaines compensations. Car, le mauvais temps et les canons de Byng mis à part, on ne mangeait pas mal à bord du *Mars*, où Forbin « avait embarqué 4 cuisiniers, beaucoup d'aides de cuisine et des officiers pour dresser les fruits ». La table du roi, de douze couverts, était, paraît-il, magnifiquement servie ; on y mangeait force perdrix et faisans, dont Forbin s'était amplement approvisionné, ainsi que « de tout ce qui pouvoit contribuer à la bonne chère et à la délicatesse des repas ». Et même lorsqu'il fut poursuivi par Byng, il ne voulut pas jeter à la mer les bœufs, moutons et veaux....., « car sans leur secours », dit-il, « nous aurions été réduits à manger du lard » (1).

Forbin, comme on voit, n'était pas de ceux à qui la gloire suffit comme nourriture : s'il ne savait pas vaincre, il savait au moins vivre, et bien vivre !

C'est le samedi 7 avril, veille de Pâques, que Jacques III débarque à Dunkerque, et le jour même il écrit à Louis XIV, le remerciant de tout ce qu'il a fait pour lui, et aussi de la permission de faire campagne en Flandre, qui apparemment lui a déjà été accordée (2). « J'attends icy », dit-il, « les ordres de Votre Majesté » (3). Ainsi le jeune prince ne voulait plus reparaître à Saint-Germain, ce qui se conçoit, mais partir directement pour la Flandre, où il servirait comme volontaire sous le nom de Chevalier de Saint-Georges. Mais Louis XIV ne l'entendait pas ainsi : « La saison est encore si peu avancée », lui répond-il le 11 avril, « que vous avez le temps de venir passer quelques jours

(1) *Mémoires*, II, 269-270.

(2) Comme l'indique la lettre de Middleton à Torcy, datée de Dunkerque 21, pour 12, mars 1708. *Corr. pol. Angl. Suppt.*, N° 226, fol. 27.

(3) *Ibidem*, fol. 36.

auprès de la Reyne. Je seray tres aise de vous embrasser et de régler avec vous les dispositions à faire par raport a V^{tre} Majesté » (1).

Cette lettre du Grand Roi trouva le Chevalier de Saint-Georges, non plus à Dunkerque, mais à Saint-Omer, où sa présence nous est signalée le 11 avril (2) ; Saint-Omer, petite ville calme et recueillie, sommeillant alors derrière ses remparts, et qui semblait toute désignée pour abriter sa jeune infortune. Les nombreux amis anglais qu'il y comptait, spécialement au collège des jésuites de la rue Saint-Bertin, s'empressèrent naturellement de lui manifester leur affectueuse commisération. Mais le flegme britannique, que le prince avait hérité de son père, lui fut ici d'un grand secours. « Il avait assez fait l'apprentissage de l'héroïsme », dit Rankine, « pour écouter leurs discours d'un air parfaitement détaché ; et, avec toute la sérénité qui convenait, et qu'il est rare de rencontrer chez un être aussi jeune, il orienta la conversation vers d'autres sujets » (3).

Le 19 avril, Jacques III et sa suite arrivaient à Saint-Germain, et le 22, qui était un dimanche, « à sept heures du soir » (4), la cour d'Angleterre se présentait à Marly. Nous laissons ici la parole à Saint-Simon, dont l'œil aigu a si bien vu cette scène.

« Il faisoit fort beau. Le roi, suivi de tout le monde, sortit au-devant. Comme il alloit descendre les degrés de la terrasse, et que nous voyions la Cour de Saint-Germain au bout de cette allée de la Perspective, qui s'avançoit lentement, Middleton seul s'approcha du roi d'un air fort remarquable, et lui embrassa la cuisse. Le roi le reçut gracieusement, lui parla à trois ou quatre reprises, le regardant à chaque fois fixement, à en embarrasser un autre (5), puis s'avança dans l'allée ».

La rencontre du vieux roi et de son jeune protégé fut particulièrement émouvante. « En approchant les uns des autres », continue Saint-Simon, « ils se saluèrent, puis les deux rois se détachèrent en même temps, chacun de sa Cour, doublèrent un peu le pas assez également l'un et l'autre, et avec la même égalité s'embrassèrent étroitement plusieurs fois. La douleur étoit peinte sur le visage de tous ces pauvres gens ».

Saint-Simon nous montre ensuite le duc de Perth faisant la révé-

(1) *Corr. pol. Angl. Suppl.*, N° 226, fol. 38.

(2) *Sourches*, XI, 59.

(3) Alexander Rankine, *Memoirs of the Chevalier de Saint-Georges*, 1712, cité par A. Shield et A. Lang, *Op. cit.*, p. 108.

(4) *Sourches*, XI, 68.

(5) On se souvient que Saint-Simon partage sur le loyalisme de Middleton les idées de lord Perth.

rence au roi, « qui le reçut honnêtement, mais seulement comme un grand seigneur », ce qui ne veut pas dire que Louis XIV n'éprouvait que de l'indifférence pour notre héros : les cadeaux princiers, que l'on peut admirer aujourd'hui encore à la bibliothèque du château de Drummond, sont là pour prouver le contraire (1). Il l'avait même en haute estime, et le faisait consulter à l'occasion (2). Mais on comprend que ce n'était pas l'heure des effusions bruyantes. « On s'avança après vers le château avec quelques mots indifférents qui mouroient sur les lèvres ».

Puis on se groupe selon les règles de l'étiquette, ou les attraites de la sympathie. « La reine avec les deux rois entrèrent chez Madame de Maintenon, la princesse demeura dans le salon avec Madame la Duchesse de Bourgogne et toute la Cour. M. le prince de Conti, saisi de sa curiosité naturelle, s'empara de Middleton ; le duc de Perth prit le duc de Beauvillier et Torey. Le peu d'autres Anglois, plus accueillis que d'ordinaire pour les faire causer, se dispersèrent parmi les courtisans, qui ne tirèrent rien de leur réserve qu'une ignorance affectée qui disoit beaucoup et des plaintes générales du sort et des contre-temps. Les deux rois furent longtemps tête à tête, pendant que Madame de Maintenon entretenoit la reine. Ils sortirent au bout d'une heure ; une courte et triste promenade suivit, qui termina la visite » (3).

On ne peut rien ajouter à cela.

(1) Ce sont les œuvres d'Horace et de Virgile, magnifiquement reliées en maroquin olive, semé de fleurs de lys et d' « L » couronnés en or, les plats ornés des armes de Louis XIII, et qui portent sur le faux titre : *Ex. don. Reg. Christianiss. Lud. XIV. Illustriss. Princip. Jac. Duci de Perth Cancell. Scotiae*.

(2) Lettre de Pontchartrain à Perth du 21 avril 1706. (C. B. Depping, *Corr. administrative sous le règne de Louis XIV*, Paris 1850-55, IV, 520).

(3) *Mémoires*, XV, 431-433.

CHAPITRE VII

Les dernières années d'activité

Lord Perth au lendemain de l'expédition de 1708 : il n'est pas découragé. L'espoir en Marlborough et ce qu'en pense Perth. L'argent manque à Saint-Germain. Le cardinal Gualterio ami du duc de Perth. Questions pendantes entre Rome et Saint-Germain. Lord Perth déçu par Rome et Versailles. Gualterio et la protectorerie d'Angleterre. Perth et l'interminable affaire des évêques irlandais Joies et tristesses. La mort passe. Jacques III à Bar-le-Duc. Misère et deuils

Si l'expédition de 1708 n'avait pas donné à Jacques Stuart la couronne à laquelle il aspirait, cette croisière de trois semaines dans la Mer du Nord avait au moins eu ce résultat de fortifier sa santé. « J'ay eu la consolation », écrit la reine à Gualterio, « de le revoir en parfaite santé ; après la maladie dangereuse et tous les autres risques de toute façon, qu'il a couru, il est plus grand et plus fort qu'il n'estoit.... » (1).

Mais ce qui avait été plutôt favorable au jeune Prétendant semble bien avoir été funeste à Perth, le sexagénaire. C'est en effet au retour de cette aventure qu'il ressentit les premières atteintes du mal dont il devait mourir un jour. « Depuis mon arrivé de Dunkirk », écrivait-il à dom Ruinart le 23 avril, « j'ay n'ay pas eu un moment de repos ou par les visites de ceux qui ont eu la bonté de me venir voir, ou par des Coliques Nephretiques qui m'ont tourmenté.... » (2).

Aussi, tandis que le Chevalier de Saint-Georges s'en allait guerroyer en Flandre et gagner ses éperons à Audenarde, le duc de Perth se voyait-il contraint de rester à Saint-Germain. Il n'y demeurerait pas inactif, comme bien l'on pense, écrivant de temps à autre, ou, s'il ne pouvait tenir la plume lui-même (3), dictant à son secrétaire des lettres

(1) B. M., Add. Mss. 20293, fol. 108.

(2) B. N., *F. Fr.* 19666, fol. 175.

(3) Perth à Gualterio, 5 août 1708 (B. M., Add. Mss. 20296, fol. 5) : « Des incommoditez qui ont esté causes que je n'ay pas suivi le Roy mon maistre a l'armée m'empeschent de répondre de ma main ».....

à Torey où à Gualterio, au bas desquelles il apposait une signature, où l'on constate parfois que sa main de malade a tremblé.

Et pourquoi écrivait-il ? Toujours pour le projet d'Ecosse, qui, à Saint-Germain du moins, n'était pas définitivement abandonné. Le 25 avril, avant de partir pour le front des Flandres, Jacques III avait envoyé un certain Charles Farquharson, avec mission de réconforter et encourager ses fidèles Ecossais. Loin de désespérer lui-même, il se disait résolu « à remuer ciel et terre et à n'épargner aucun effort pour se libérer, et eux avec lui ». Au début de mai, il avait même donné l'ordre de préparer des poisons et des coins à l'effet de frapper des *Jacobus* et autres pièces d'or et d'argent, « pour le jour », disait-il, « où nous en aurons besoin » (1).

Cependant, au château d'Edimbourg, où ils avaient été emprisonnés après l'échec de la tentative, les seigneurs écossais, chefs des jacobites, échangeaient, comme il est d'usage entre vaincus, des propos désobligeants et, d'aventure, se jetaient la vaisselle au visage : le comte d'Errol, neveu de Perth, et le comte de Marishall, son beau-fils, s'y prenaient de querelle, et le premier lançait à la tête du second une bouteille, qu'ils eussent mieux fait de vider en bons amis.... (2). Il est vrai qu'ils avaient peut-être commencé par là.

Et Perth, qui ne savait rien de ces disputes, continuait d'implorer en faveur de l'Ecosse l'aide de la cour de France. Treize jours après le désastreux combat d'Audenarde, il écrivait à Torey : « Nous sommes icy en peine de savoir si on a Commencé a prendre quelques mesures pour l'affaire d'Ecosse » (3). Sentant bien du reste ce que sa démarche avait d'inopportun au lendemain d'une défaite des armes françaises, il s'efforçait de présenter le projet « comme un moyen infail-
libile *si l'on réussit* de mettre le Roy en Estat de donner la loy a tous ces Ennimies comme Sa Majesté a toujours fait par le passé ».

Ce *si l'on réussit*, que nous soulignons, est caractéristique de la manière de Perth, qui, ainsi que nous l'avons déjà fait remarquer, raisonne toujours en supposant acquis ce qu'il s'agit précisément d'acquiescer. Il est vrai qu'ici il se donne comme l'interprète du sentiment de la reine ; mais il le partage, puisqu'il ajoute : « Il est certain qu'il n'y a pas de temps a perdre si on a resolu de faire quelque chose ». Et il trouve même inutile d'attendre le retour de Farquharson, lequel ne pourra revenir avant deux mois.

(1) Bodleian, *Carte Papers*, N° 180, fol. 484.

(2) Narcissus Luttrell, *Op. cit.*, VI, 301.

(3) Aff. Etr., *Corr. pol. Angl. Suppt.*, N° 226, fol. 96.

La réponse de Torey fut ce que l'on pouvait prévoir : Louis XIV, que l'affaire d'Ecosse n'intéressait plus le moins du monde (l'avait-elle jamais intéressé ?), trouvait « qu'il ne seroit pas prudent de hasarder présentement le roy d'Angleterre seul ou peu accompagné, sur la simple confiance des lettres reçues d'Ecosse depuis quelque temps ». Ne cherchant évidemment qu'à se dérober, le monarque « jugeait à propos d'attendre le retour de l'Envoyé ». Enfin, faisant allusion aux récentes déconvenues, Torey ajoutait : « Sa Majesté croit nécessaire de sçavoir au moins l'endroit où Jacques pourroit débarquer et la qualité aussy bien que les forces de ceux qui viendroient le joindre » (1).

Curiosité bien légitime, on l'avouera, après ce qui venait de se passer, mais qu'il n'était pas facile à la reine ni à ses conseillers de satisfaire. Car c'était précisément là le côté faible des aspirations jacobites : on ne s'entendait que sur le but à atteindre, mais sur les moyens à employer, les avis différaient, et l'on flottait dans le vague et l'indécision. « Marchons ! Agissons ! » répétait-on à Saint-Germain comme en Ecosse. Marcher où ? Agir comment ? Personne ne l'a jamais dit d'une façon bien nette.

Aussi, aux questions « indiscretes » de Louis XIV, Saint-Germain ne sut que répondre. On y continua de vouloir « faire quelque chose », comme dit le duc de Perth, mais sans trop préciser. Un certain Gordon étant arrivé d'Ecosse un mois plus tard, Perth écrit à Torey : « Sa Majesté (il s'agit de la reine) a jugé a propos de vous envoyer cet homme avec son memoire et de s'en rapporter entierement a vous Monsieur pour le temps et pour la manière que vous estimerez le plus propre pour proposer cette affaire..... » (2).

Du reste, la cour de Saint-Germain, à l'exception de lord Perth et de ses amis, n'avait pas renoncé à tout espoir de réussir par le moyen de l'Angleterre. Marlborough, entre deux victoires, continuait de correspondre avec la cour exilée. On se souvient de cette page où Saint-Simon nous le montre, au lendemain d'Audenarde, interrogeant Biron sur celui qu'il s'excuse d'appeler le prince de Galles, et se déclarant enchanté d'en apprendre tant de bien, « parce qu'il ne pouvoit s'empêcher de s'intéresser beaucoup à ce jeune prince » (3).

Or, durant l'été de 1708, le duc de Berwick et lui avaient échangé plusieurs lettres que la reine avait fait communiquer à Torey par le duc de Perth. « Vous pouvez estre assuré », écrivait Marlborough à-son

(1) *Aff. Etr., Corr. pol. Angl. Suppl.*, N° 226, fol. 97.

(2) *Ibidem*, fol. 148.

(3) *Mémoires*, XVI, 200.

neveu de la main gauche (1), le 17 juillet, six jours après Audenarde, « que [si] je pourray servir le Roy sans préjudice de l'interest de la Nation, je le feray de tout mon cœur, dont vous le pouvez assurer, mais qu'il faut toujours s'opposer à tout ce qui est de l'interest de la France » (2).

A quoi Berwick répondait aussitôt en le remerciant de ses bons sentiments pour M. Mathews (le roi Jacques). « Mais permettez-moy de vous dire », ajoutait-il, « que des souhaits et des paroles ne suffisent pas. Vous nous avez cy-devant conseillé de travailler de notre costé comme vous feriez du vostre ; nous avons faite une tentative qui n'a pas reussie, elle auroit eu son effet si la sœur de M. Mathews (la reine Anne) et vous aviez voulu..... » (3). Et il le priaît de dire « sincèrement » à quoi l'on pouvait se fier et ce qu'il conseillait de faire.

Lord Perth, transmettant la copie de ces lettres à Torey, ne cachait point la méfiance que lui inspirait Marlborough, fourbe entre les fourbes. « Il faudroit a mon avis », dit-il, « faire My Lord Churchill Expliquer ce qu'il Entend par l'*Interest de la Nation Angloise* et ce qu'il veut dire par *s'opposer a l'Interest de la France* ». Et il se demande si Marlborough est réellement bien intentionné pour la cour de Saint-Germain, ou s'il ne cherche qu'à l'amuser. « Il me semble », dit-il encore, « qu'il seroit bon de sonder s'il est possible ce que cet homme a en vue, et de le faire parler nettement et positivement, Car toutes ces parolles van-gues (*sic*) ne signifie rien » (4).

A Versailles on partageait la méfiance de Perth. Louis XIV trouvait que la réponse de Berwick était parfaite, et qu'il convenait de ne manifester aucune apparence d'empressement « à l'égard d'un homme qui jusqu'ici n'avait donné aucune marque de sincérité dans toutes ses avances ». La consigne était donc « de demeurer dans le silence jusqu'à ce que Marlborough escrive encore », et s'explique « nettement et positivement » (5).

On n'attendit pas longtemps, car Marlborough écrivit de nouveau, et l'on sut alors ce qu'il fallait entendre par l'*Interest de la Nation Angloise*, et par *s'opposer a l'Interest de la France*. « Il ne faut pas », disait-il à Berwick, « que ny vous ny personne s'attend que je puisse agir conjointement avec vous que lorsque je croiray que c'est pour le

(1) Berwick était, comme on sait, le fils naturel de Jacques II et d'Arabella Churchill, sœur de Marlborough.

(2) Aff. Etr., *Corr. pol. Angl. Suppt.*, N° 226, fol. 101 (2).

(3) *Ibidem*, fol. 102 (2).

(4) *Ibidem*, fol. 100.

(5) *Ibidem*, fol. 103 (2).

bien de mon pais, Et cela n'arrivera a mon advis que quand le Roy sera rappelé par la Nation » (1). Autrement dit, lord Churchill ne voulait pas *imposer* Jacques Stuart à l'Angleterre ; il ne voulait surtout pas collaborer à une restauration accomplie avec l'aide de Louis XIV, ce qui serait dans l'intérêt de la France, et, par conséquent, contraire à celui de l'Angleterre ; car pour lui il n'y a qu'un ennemi qu'il faut toujours combattre, et cet ennemi c'est la France.

Mais à Saint-Germain, où l'on envisageait la situation sous un autre angle, à Saint-Germain, où l'on était pour l'alliance avec la France, on ne voyait point comment concilier cette attitude de Marlborough avec les protestations de dévouement, dont par ailleurs il ne se montrait pas avare. Et Perth en communiquant sa lettre à Torey déclarait : « Elle est conforme à nos Expectations, et au Caractere de celui qui l'a faite. Vous voyez quelle opinion il veut faire acroire qu'il a de sa propre probité et de sa véracité. Je ne sçay pas si le Monde sera aussy favorable sur cela qu'il Est luy mesme » (2).

Cependant Berwick, qui tenait à garder le contact, écrivait à Marlborough le 7 août : on ne peut guère s'entendre sans conversation, lui disait-il ; Marlborough ne pourrait-il pas « nommer quelqu'un, ou trouver le moyen de dresser un projet, pour concerter l'affaire » (3). A quoi Churchill répondait trois jours plus tard que l'entrevue était impossible pour l'instant, et qu'ils ne pouvaient s'entretenir que par lettres, jusqu'à ce qu'on ait la paix, ce qu'il souhaite beaucoup (4).

Perth jette sa langue aux chiens : « Voicy », écrit-il à Torey, « deux lettres (5) copié exactement que vous aurez de la peine a reconcilier avec les procedures de My Lord Ch:(urchill) ; pour Moy tout ce qu'il fait me paroît une enigme ; ses Compliments d'un Costé et ses Actions de l'autre sont si contradictoire que rien plus. Dieu nous fasse la Grace de le bien battre une fois et de secourir l'Isle (Lille) et apres cela Je n'auray point de Doubt qu'il ne soit plus traitable : Car Je suis tres seur que l'Angleterre a bien besoin d'une paix, Car l'on y Est Epuisé et les fonds engagé pour 99 anns. Mais si les Ennimies prend l'Isle, l'on fera un effort pour trouver de l'Argent si cela est possible pour une autre Campagne..... » (6).

Ce fut malheureusement cette dernière hypothèse qui se réalisa.

(1) Aff. Etr., Corr. pol. Angl. Suppt. N° 226, fol. 105.

(2) *Ibidem*, fol. 104.

(3) *Ibidem*, fol. 114.

(4) *Ibidem*, fol. 115.

(5) Celle de Berwick et la réponse de Marlborough.

(6) Aff. Etr., Corr. pol. Angl. Suppt., N° 226, fol. 113.

Après une héroïque défense, Lille capitula. Puis ce fut le terrible hiver de 1709, la disette et la misère, et le printemps vit Louis XIV prêt à accepter toutes les conditions de la paix, sauf une : celle qui l'eût obligé à faire la guerre à son propre petit-fils. Il semblerait qu'on ne puisse demander pareille chose à un homme, et c'est cependant ce à quoi ses ennemis prétendaient le réduire. Alors Louis XIV prit la France à témoin, et la France répondit par « un cri d'indignation et de vengeance ».

Et la guerre continua. Et ce fut Malplaquet, la sanglante bataille où les pertes des vainqueurs furent doubles de celles des vaincus ; Malplaquet, la dernière victoire de Marlborough, et qui, sans la blessure de Villars, eût pu être sa première défaite. Le Chevalier de Saint-Georges y était, et, bien qu'il eût la fièvre, de l'aveu de tous il s'y distingua. Il avait voulu faire cette nouvelle campagne, et il y brilla plus par son courage que par la splendeur de son équipage, lequel, nous dit Dangeau, « était de beaucoup réduit » (1).

Car, à Saint-Germain, on était plus pauvre que jamais. La reine, aidée de son trésorier, le fidèle Dieconson, s'ingéniait à trouver de l'argent, qu'elle envoyait à son « brave chevalier ». Le 22 septembre 1709, nous voyons Perth écrire de sa part à Pontchartrain, pour réclamer « la somme de deux mil vingt six livres 17 sols, 1 denier », produit de la vente « des effets appartenant au Roy [son] maistre, qui estoient dans le Magasin du Havre ». Il prie le ministre de faire remettre la dite somme « au Trésorier general de la marine a Paris, pour estre payé a M. Dieconson.... le plutôt que faire se pourra ; car », dit-il « je puis vous assurer qu'on en a un tres grand besoin pour l'envoyer en Flandres au Roy, qui fait tout ce qu'il peut au monde pour ne pas toucher aux appointements de ses domestiques » (2).

Telle était la situation financière de la cour de Saint-Germain en 1709, et elle ne s'améliora pas l'année suivante. « J'ay appris de bone main », écrit la reine à Gualterio le 20 mars 1710, « qu'il y aura certainement une autre campagne, aussy le Roy mon fils se prépare pour la faire, quoiqu'il se trouve sans chevaus, sans equipage et sans argent. Il n'amène que deus gentilleshomes avec luy et sera bien tost prest pour partir » (3).

Il partit le 15 mai, « avec un très petit équipage et cela n'en est

(1) *Mémoires*, II, 332.

(2) *Aff. Etr., Corr. pol. Angl. Suppl.*, N° 4, fol. 50.

(3) B. M., *Add. Mss.* 20293, fol. 137.

que plus beau à lui », notait de Sourches (1). Saint-Germain sans le jeune roi, sans la reine-mère et la princesse qui passaient l'été à Chaillot, était bien triste. « Nous sommes icy », dit Perth, « dans une Solitude comme la Thebaïde Et presque aussi pauvre, Car Nous somme sept mois en arriere de Nos pensions et nos pauvres, qui n'ont pas du credit, sont dans la Derniere misere » (2).

Gualterio, à qui lord Perth faisait ainsi la confiance de ses ennuis, n'était plus en France. Nommé cardinal en 1706, il avait dû quitter aussitôt la nonciature de Paris, et se rendre à Ravenne, où Clément XI l'appelait en qualité de légat. Mais, avant de partir, « il avait eu », dit Saint-Simon qui était son ami et son correspondant assidu, « la complaisance de visiter M. du Maine et le comte de Toulouse avec le même cérémonial que les princes du sang », et « ce qui lui fit auprès du roi le plus sensible mérite le perdit à Rome ». Il y fut, paraît-il, « mal reçu du pape, de ses ministres, du sacré Collège », et longtemps « en proie à la plus fâcheuse disgrâce » (3).

Cela dura plusieurs années au terme desquelles, comprenant qu'il n'avait plus rien à attendre de la cour de Rome, Gualterio résolut de se montrer tel qu'il était. « Il se donna publiquement à la France, et mit les armes du roi sur sa porte comme un cardinal national » (4).

La nouvelle fut bien accueillie à Saint-Germain. « Je me réjouis avec vous », lui écrivit la reine, « de ce que vous avez enfin franchi le pas et vous estes déclaré François » (5).

Francophile avéré, Gualterio était également tout dévoué à la cause des Stuarts, et, bien que le cardinal Caprara fût, en sa qualité de protecteur d'Angleterre, l'agent officiel de Jacques III près de la cour de Rome, c'est surtout sur Gualterio que l'on comptait à Saint-Germain. « Nous avons mandé au Cardinal Caprara de vous consulter sans réserve sur tout ce qui nous regarde », lui écrivait la reine (6). Mais Caprara ne manifestait aucun empressement à recourir aux lumières de son collègue. « Je ne suis pas surpris », dit Perth, « que ce Cardinal ne soit pas porté à Communiquer les affaires du Roy à V. Em^{ce}. Mais la Reine m'ordonne de vous asurer que vous en serez informé en droiture de

(1) *Mémoires*, XII, 225.

(2) B. M., Add. Mss. 31256, fol. 5.

(3) *Mémoires*, XXIV, 6.

(4) *Ibidem*, p. 7. Cf. aussi *Merc. Hist. et Pol.*, février 1710, I, 132.

(5) B. M., Add. Mss. 20293, fol. 135. A noter que Louis XIV allait bientôt faire don à Gualterio de la « grosse abbaye de Saint-Remy de Reims » comme dit Saint-Simon (XX, 88), ce dont Perth félicite le cardinal dans une lettre du 14 août 1710.

(6) B. M., Add. Mss. 20293, fol. 136.

temps en temps si amplement que vous n'aurez pas besoin des Informations de Monsieur le Cardinal Caprara » (1).

Et c'est ainsi que s'établit, surtout à partir de 1710, entre le duc de Perth et son ami Gualterio, une correspondance qui, devenant de plus en plus fréquente, devait durer jusqu'à la mort du premier. Source précieuse d'informations, c'est elle principalement qui va désormais nous renseigner sur le mode d'existence et les sentiments de notre héros. Perth écrit toujours en français, et Gualterio répond, au début dans la même langue, ensuite et toujours en italien.

Pour l'instant, il y avait au moins deux questions pendantes entre Rome et Saint-Germain, sans compter celle, toujours actuelle, des secours en argent.

D'abord Rome menaçait de supprimer son collège écossais, sous prétexte d'en distribuer les ressources entre les deux autres collèges, anglais et irlandais. Mais cette mesure, outre qu'elle porterait atteinte à la dignité du roi Jacques, serait préjudiciable à la mission d'Ecosse dont elle tarirait le recrutement. Aussi, dès le mois de mars 1709, voyons-nous le Prétendant protester avec indignation auprès du cardinal Caprara. Mais, soit que ce dernier manquât de fermeté, soit pour une autre raison, la menace n'était pas encore écartée au bout d'un an. « Nous trouvons toujours des difficultés à Rome », mandait la reine à Gualterio le 20 mars 1710, « pour empescher l'union de nos trois collèges » (2).

Gualterio eut-il plus de succès que Caprara, à supposer que celui-ci eût agi ? Il faut le croire, puisque Perth lui écrit le 14 août 1710 : « Nous espérons que l'on ne parlera plus de l'union des Colleges, et assurément rien n'estoit plus propre que ce que V. Em^{ce} a représenté pour faire connoistre que ce seroit copier et sembleroit mesme approuver ce qui a été fait par le Parlement en Angleterre, en unissant les deux royaumes d'Ecosse et d'Angleterre » (3).

L'autre question, qui préoccupait vivement Jacques III, était que le pape lui reconnût le droit de nommer des cardinaux, des protecteurs pour ses trois royaumes et des évêques pour l'Irlande. Le prince, comme jadis son père, y tenait d'autant plus que c'était là le seul moyen qu'il eût de se faire traiter en roi par le souverain pontife. Mais Rome, qui faisait déjà la sourde oreille du temps de Jacques II, se montrait de moins en moins disposée à accorder ce qui, à ses yeux, n'était plus

(1) Mss. 31256, fol. 8.

(2) Mss. 20293, *loc. cit.*

(3) B. M. Add. Mss. 31256, fol. 8.

qu'une faveur, à mesure que s'amenuisait l'espoir de voir Jacques III régner ailleurs qu'en exil.

En 1706, au début de son « règne » (1), ce dernier avait nommé le cardinal Caprara protecteur d'Angleterre, le cardinal Sagripanti protecteur d'Ecosse et le cardinal Imperiali protecteur d'Irlande, et Clément XI avait obligeamment ratifié ces trois nominations. Par contre, à la proposition que le prince avait faite en 1704 de trois candidats comme évêques d'Irlande, nous constatons qu'en février 1707 (2) le pape n'avait pas encore répondu. Enfin, deux autres nominations étaient également en suspens depuis juin 1709, et une lettre pressante écrite à ce sujet en janvier 1710 (3) n'avait, elle non plus, produit aucun résultat, puisque Perth parle à Gualterio, le 14 août 1710, « des Evêques Irlandois dont les deux derniers nommez par le Roy ne sont pas encor faits » (4).

L'affaire devait du reste revenir plus d'une fois sur le tapis, et nous la retrouverons au cours des années qui vont suivre.

Mais en dehors de ces questions de politique religieuse, il est un point sur lequel la correspondance entre Perth et Gualterio revient sans cesse, qui en est comme le *leit-motiv* : c'est la question, l'éternelle question d'argent, de l'argent pour vivre, de l'argent pour reconquérir le trône. Seulement, en ce qui concerne le nerf de la guerre, Clément XI, impressionné par la supériorité manifeste de la Coalition, n'est guère plus disposé que ses prédécesseurs à subventionner une tentative dont il n'augure rien de bon. Tant que la situation présente continuera, Gualterio tient « pour chose desesperée de pouvoir tirer de luy un seul sold ».... Il faudrait « que les affaires prissent un bon train », dit-il, « et que la crainte dont il est opprimé à présent vînt à diminuer » ; alors on en pourrait peut-être « tirer des secours raisonnables » (5).

La vérité est que les finances pontificales sont sans cesse mises à contribution, et pour des motifs qui intéressent plus directement la religion, que l'entretien de la cour de Saint-Germain ou la mise sur pied d'une expédition en faveur du Prétendant. En cette année 1710, le duc de Perth lui-même, tandis qu'il signalait aux nonces de Paris et de Bruxelles les persécutions auxquelles les catholiques d'Ecosse étaient alors en butte, et les suppliait de s'entremettre en faveur des persécutés,

(1) Exactement le 4 octobre 1706. (Mss. 20292, fol. 2).

(2) *Stuart Papers*, I, 210 : Jacques III au cardinal Imperiali.

(3) *Ibidem*, I, 235.

(4) Mss. 31256, *loc. cit.*

(5) *Ibidem*, fol. 12 et 13.

écrivait dans les mêmes termes au cardinal Sacripanti, protecteur d'Ecosse, lui représentant la détresse des missionnaires de ce pays et la nécessité de leur envoyer des subsides extraordinaires (1). Comme tous les quémandeurs, il s'imaginait volontiers que ses demandes méritaient, plus que toutes les autres, d'être prises en considération, et que dans le trésor du Vatican il n'y en avait que pour l'Ecosse !

Il ne comprenait pas plus les hésitations du souverain pontife sur ce point, que les atermoiements de la cour de France au sujet d'une diversion en Ecosse. Faisant allusion à une lettre qu'il a reçue de Torey, il écrit à Middleton le 14 août 1710 : « Je ne puis imaginer ce qu'ils entendent par de plus amples et plus claires informations. S'ils veulent des pilotes, ils en auront pour l'ouest et pour l'est. On leur a exposé à plusieurs reprises quelles sont les dispositions du pays ; s'ils ont l'intention d'agir, que veulent-ils donc savoir qu'on ne leur ait déjà clairement expliqué ? » (2)

Mais lord Perth s'illusionne, s'il croit que Louis XIV songe alors à tenter quelque chose du côté de l'Ecosse. La France ne fait plus la guerre que parce qu'elle n'a pas pu faire la paix, et ce n'est pas au moment où Villars contient l'ennemi tant bien que mal entre la Scarpe et la Canche, qu'elle peut songer à une expédition en terre étrangère.

Quant au Chevalier de Saint-Georges, en coquetterie avec Marlborough et l'armée anglaise des Flandres, il se préoccupe beaucoup plus de s'y assurer des sympathies, que d'aller se mettre à la tête des jacobites écossais. C'est le moment où il écrit à lord Drummond, lequel, après un long emprisonnement à la Tour de Londres, est allé aux eaux et voudrait venir en France, « qu'il vaut mieux rester en Ecosse, et empêcher tous ses amis de s'exposer témérairement à se ruiner, et lui (le roi) avec eux » (3).

En fait, ce n'est pas l'Ecosse qui attire alors les regards, mais l'Angleterre où les tories s'efforcent de supplanter les whigs. L'un des deux partis ne finira-t-il point par rappeler Jacques III, afin de triompher de l'autre ? Gualterio se le demande, et Perth lui-même, vers la fin de 1710, se rallie à l'opinion générale. « Tout ce que le roi et la reine ont à faire à présent », dit-il le 5 décembre, « c'est d'estre attentif et veiller qui sera le premier qui aura besoin de la présence de Sa Majesté qui probablement tournera la balance » (4).

(1) W. Forbes Leith, *Op. cit.*, II, 268.

(2) Bodleian, *Carte Papers*, N° 210, fol. 352.

(3) B. M., Add. Mss. 19254, fol. 106.

(4) B. M., Add. Mss. 31256, fol. 16.

Quand Perth s'exprime ainsi, le triomphe des tories est assuré : ils sont maintenant au pouvoir, et ont une forte majorité au Parlement qui s'est assemblé le 25 novembre. Gualterio est plein de confiance, mais Perth se montre plus réservé dans ses pronostics. Il n'espère « rien de trop bon » de ce qu'il appelle « le pretendüe parlement d'Angleterre », comptant tout au plus voir dans leur attitude une indication en faveur de la paix ou de la guerre. « Car », dit-il, « la guerre n'est pas nostre affaire a present » (1).

Au printemps de 1711 se produisit un événement, à vrai dire de peu d'importance, mais que le duc de Perth et son ami Gualterio étaient loin de juger tel. Gualterio n'avait pas grande estime de son collègue Caprara, en tant qu'agent de Jacques III près de Sa Sainteté, le jugeant « fort foible et tres Imperialiste ». Perth, est-il besoin de le dire, partageait son sentiment sur ce point. « Le cardinal Caprara gâte tout », écrivait-il le 5 décembre 1710, « et », ajoutait-il, faisant allusion à l'inertie du trop vieux secrétaire de Marie-Béatrice, « à moins que par la mort l'influence de Milord Caryl ne cesse..., les affaires n'iront jamais bien à Rome » (2).

Or ce fut Caprara qui mourut, et Gualterio, qui désirait lui succéder comme protecteur des Anglais, en avertit aussitôt la reine d'Angleterre. Le 2 juin, celle-ci envoyait Perth à Torcy pour savoir si le remplacement de Caprara par Gualterio agréerait à Louis XIV, et elle était heureuse d'apprendre « que ç'estoit justement ce que Sa Majesté tres chretien souhaittoit et que Elle avoit mesme donné ses ordres, sachant déjà les intentions du Roy et de la Reine, a Monsieur le Cardinal de la Tremouille de travailler auprès de Sa Sainteté pour cet effet » (3).

Mais ici une première difficulté se présentait. L'abbé de Polignac, le plénipotentiaire de Gertruydenberg, celui que Saint-Simon appelle « l'insinuant et ambitieux abbé », aspirait depuis longtemps à la pourpre cardinalice. Deux fois déçu dans ses espérances, il venait de s'aviser que ce qu'il n'avait pu obtenir par ailleurs, il l'obtiendrait peut-être par l'entremise de Saint-Germain, dont « il avoit toujours fort ménagé la cour en France et à Rome » (4). La chose était précisément en bonne voie, et il fallait se garder de la compromettre, en pressant trop celle de la protectorerie, car, comme dit Perth, « la nomination

(1) Mss. 31256, fol. 20.

(2) *Ibidem.* fol. 16.

(3) Ms 20296, fol. 10. Perth à Gualterio, 4 juin 1711.

(4) Saint-Simon, *Mémoires*, XVI, 410 et 413.

d'un Cardinal est une affaire plus importante que n'est le choix d'un protecteur » (1).

Mais voici qu'au début de 1712 surgit une nouvelle difficulté, et qui paraît bien être la principale : le pape veut réserver ce poste à son neveu, le cardinal Albani ! Que ne l'a-t-il dit tout d'abord ? « Si Sa Sainteté », dit Perth le 29 février, « avoit parlé devant que la Nomination Etoit fait Sa Majesté auroit eu tout l'Egard Imaginable a sa Maison. Mais... il n'estoit plus temps de parler quand une affaire Est fait » (2). Du reste, comme il le faisait savoir lui-même à Gualterio, le roi était parfaitement satisfait de son choix (3).

Il n'en est pas moins vrai que, pour l'instant, on se trouvait dans une impasse. « J'ay nulle Espérance de la fin de l'Affaire de la protectorat devant la paix », écrit Perth dans son curieux jargon le 23 avril, « mais J'Espere qu'allors tout Ira mieux » (4).

Il était dit cependant que, sur ce point comme sur beaucoup d'autres, lord Perth ne verrait pas se réaliser ses espérances ; car la nomination officielle du cardinal Gualterio comme protecteur d'Angleterre ne devait avoir lieu qu'en 1717.

Une autre affaire, celle des évêques irlandais, dont nous avons déjà dit un mot, allait elle aussi donner bien du souci au duc de Perth, durant ces dernières années de sa vie.

A l'automne de 1711, Jacques III a, il est vrai, la satisfaction d'apprendre que le pape donne enfin son consentement aux nominations restées en souffrance depuis 1709 (5). Mais, dès l'été de 1713, les tiraillements recommencent.

Un jour de septembre, le duc de Perth reçoit du cardinal Imperiali, protecteur d'Irlande, une lettre qui lui cause « la dernière surprise » : Clément XI se propose de nommer archevêque d'Armagh Mgr Mac Mahon (6), évêque de Clogher, mais il voudrait auparavant connaître le sentiment de Sa Majesté (7).

Comment ! Faire archevêque d'Armagh, et par conséquent primat d'Irlande, l'homme qui a jadis accepté l'évêché de Clogher, sans même s'inquiéter de savoir si cela convenait au roi ! C'est une mauvaise plaisanterie. « J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'es-

(1) B. M., Add. Mss. 20296, fol. 10.

(2) Mss. 31256, fol. 47.

(3) Mss. 20292, fol. 52.

(4) Mss. 31256, fol. 48.

(5) *Stuart Papers*, I, 239 et 241.

(6) Que le cardinal appelle « Mlaklahon ».

(7) B. M., Add. Mss. 31256, fol. 67.

erire du 26 Aoust », répond Perth, « sans avoir osé en temoigner la moindre chose au Roi mon maître ». C'est qu'en effet, lorsque l'évêque de Clogher est venu pour saluer le roi Jacques à Dunkerque (1), Sa Majesté n'a pas « voulu permettre qu'il se presentat devant Elle..... ». Si le pape tient à savoir ce que l'on pense de son candidat, le voilà renseigné.

Et ce n'est pas tout ; car Perth profite de l'occasion pour dire combien le roi est déçu dans les espérances qu'il avait fondées sur la conduite de Clément XI à son égard. Est-ce là le même homme qui, lorsqu'il était le cardinal Albani, protestait de son entier dévouement à la cause des Stuarts, allant même jusqu'à déplorer le manque de zèle de son prédécesseur à leur service ? « Tout cela », dit Perth, « m'avoit engagé à persuader cette Cour des choses tres considérables qu'Elle devoit attendre de Sa Sainteté ». Mais quelle n'est pas sa confusion à constater qu'il a ainsi fait naître des espoirs que Rome ne se soucie nullement de réaliser !

Attaquant le mal à la racine, il ajoute : « Au reste je supplie Vre Emce de ne se laisser point imposer par une compagnie de gens, qui n'ont d'autres affaires à Rome, que de s'intriguer et de tâcher de jeter de la poudre aux yeux des gens pour venir à bout de leur fins particulieres ». Lord Perth vise ici les nombreux ennemis que les Stuarts ont à la cour de Rome. Si l'on voulait nommer ces informateurs, dit-il, « on verroit que la plupart sont des gens qui ne meritent pas grand credit, ou qui ont des veües d'interest, et enfin sur lesquels on ne devoit pas se rapporter » (2).

Cette mercuriale partit le 16 octobre, en même temps qu'une autre lettre adressée à Gualterio. Or il arriva, « par une pure méprise », qu'en ouvrant le paquet de ce dernier, on ouvrit également celui d'Imperiali, si bien que Gualterio put prendre ainsi connaissance de ce que Perth répondait à son collègue. Il s'en excuse, comme il convient, mais au fond n'en est pas fâché, ni surtout Perth qui trouve que « c'estoit une grande Bonheure ». « Je suis tout à fait scandalisé », dit Gualterio, « du procédé de la Cour de Rome à l'égard de S. M. B. Mais on ne peut rien de mieux que ce que V. Ex. marque la dessus à Mr le Card^l Imperiali. J'en ai pris note pour en faire en tems et lieu l'usage qu'il conviendra ; mais il faut continuer d'écrire avec cette fermeté, et ce n'est que par ce moyen qu'on avance aujourd'hui les affaires à Rome » (3).

(1) En 1708, lors de l'expédition d'Ecosse.

(2) Mss. 31256, fol. 68.

(3) B. M., Add. Mss. 20296, fol. 59-60.

Gualterio approuve donc entièrement la réponse de Perth au cardinal Imperiali, mais celui-ci naturellement la trouve moins à son goût. Il se déclare « très surpris des doléances de l'Illustrissime et Excellen-tissime Seigneur au sujet des évêques d'Irlande », essaie de justifier la conduite de Rome par les difficultés de l'heure présente, proteste de la pureté de ses intentions personnelles, et finalement le rassure sur l'intégrité et le désintéressement des informateurs du Saint-Siège (1).

Tout ceci ne convainc pas le duc de Perth. « Il paroît fâché », dit-il à Gualterio, « il fait des Excuses sur les affaires d'Irlande : Mais il ne dit pas que l'on ne ferra pas primat l'Evesque de Clochar..... ». Et cette fois, précisant ses accusations, il ajoute : « Je ne sçauray m'empêcher de supsonner le Card : Fabrony Comme le Conseilier qui donne le branle a tout ce que l'on fait au prejudice du Roy mon Maître » (2).

Perth ne se trompait pas dans ses soupçons, car nous voyons Gualterio reconnaître alors, dans une lettre à Middleton, que le cardinal Fabroni n'est pas très favorable aux prérogatives des princes, y voyant une diminution de la juridiction du Saint-Siège ; et Fabroni, dit-il, « jouit d'un singulier crédit auprès de Sa Sainteté..... » (3).

Mais si Perth a raison de soupçonner Mgr Fabroni, il n'en est pas moins vrai que le grand obstacle, aux yeux de Gualterio, est le cardinal Imperiali lui-même, « dont les maximes sont à vrai dire diamétralement opposées au service de Sa Majesté ». Il voudrait, dit Gualterio, « que le roi permette, ou du moins tolère, que l'on fasse des évêques en Irlande sans sa nomination, ce qu'on ne peut accorder sans trahir manifestement les droits de Sa Majesté ». Aussi Perth a-t-il bien fait de lui parler sans détours, et s'il en résulte quelque heureux changement, c'est lui qui en aura tout le mérite (4).

Mais voici qu'avec le mois d'avril 1714 arrivent de Rome des nouvelles inquiétantes. « L'on parle icy », dit Perth, « qu'à Rome On a fait ou au moins L'on est apres de faire 3 nouveaux Evesques En Irland..... J'Espère que c'est une fausse Nouvelle. Car autrement Je seray prest de faire bien du bruit au moins » (5).

Gualterio est-il en état de le rassurer sur ce point ? Non ; Gualterio ne sait rien de précis. Le pape lui a fait dire, et lui a répété lui-même à plusieurs reprises, « qu'il ne se ferait point d'évêques sans

(1) Mss. 31256, fol. 74-75.

(2) *Ibidem*, fol. 70.

(3) B. M., Add. Mss. 20297, fol. 260.

(4) Mss. 20296, fol. 61-62.

(5) B. M., Add. Mss. 31256, fol. 76.

le consentement du roi, et qu'il voulait arranger cette affaire à la satisfaction de Sa Majesté ». Bonnes intentions, mais qui ne se sont manifestées jusqu'ici par aucun acte, si bien que le cardinal n'ose trop se prononcer. Il compte avoir prochainement une audience de Sa Sainteté, et il en profitera pour plaider la cause du roi avec toute l'énergie possible (1).

L'audience lui a été accordée, et, le 20 mai, il en rend très longuement compte au duc de Perth.

D'abord, que celui-ci se rassure : il n'est nullement question de nommer de nouveaux évêques en Irlande.

Ensuite, pour ce qui est de la nomination des évêques en général, le pape lui a montré un bref qu'il se propose d'envoyer au roi, et dans lequel il déclare vouloir maintenir le droit de Sa Majesté. A chaque création d'un nouvel évêque, Sa Sainteté enverra un bref du même genre, où il sera dit que tel évêque est fait à la nomination du roi.

Donc que Sa Majesté prépare ses nominations et se tienne prête à les envoyer, soit à Sa Sainteté, soit au cardinal Imperiali, en tant que protecteur d'Irlande. Car il importe extrêmement de ménager la susceptibilité de ce dernier : il a tout pouvoir sur la Congrégation de la Propagande, laquelle tient elle-même Sa Sainteté en grande sujétion. Aussi est-ce par le canal d'Imperiali que le bref sera expédié au roi, et non par les soins de Gualterio. Celui-ci s'efface d'ailleurs très volontiers, n'ayant à cœur que le bien du service de Sa Majesté (2).

Lord Perth, comprenant la justesse de ces observations, s'incline, mais à contre-cœur ; car, plus il réfléchit à cette affaire, plus il est convaincu que le cardinal Imperiali et la Propagande « sont trahis par ceux qui doivent avoir du zèle pour la Religion et pour l'Interest de Leur patrie ».

Quant au roi Jacques, « il luy sera difficile », dit Perth, « de nommer des Evesques puisque je suis persuadé que Sa Majesté ne sait pas seulement quelles Evechées sont vacants » (3). Rome ayant agi en dehors de lui dans le passé, le pauvre monarque ne sait plus où l'on en est.

Gualterio abonde dans le même sens que Perth. « Vous avez », dit-il, « mis le doigt sur la plaie, en me disant que la Congrégation de la Propagande et le cardinal Imperiali sont trahis par ceux auxquels ils se fient, et particulièrement par les religieux irlandais, qui, pleins

(1) B. M., Add. Mss. 20296, fol. 72.

(2) B. M., Add. Mss. 20299, fol. 49 à 51.

(3) B. M., Add. Mss. 31256, fol. 84.

d'ambition pour eux-mêmes ou leurs amis, font ici de continuelles intrigues pour se procurer des évêques, et cela au détriment des intérêts du roi ». Il a été lui-même, et souvent, témoin de leurs manœuvres, mais il ne doute pas que Perth n'en soit encore beaucoup mieux informé (1).

La vérité est que, si Gualterio est instruit de ce qui se passe à Rome, Perth est surtout renseigné sur ce qui se fait en Irlande. Chargé par le roi Jacques d'édifier le cardinal Imperiali sur le compte de certains évêques que Rome veut leur imposer (2), il saisit l'occasion avec empressement. « Je luy ay donné », dit-il à Gualterio, « un Eschantillon d'un qui s'appelle Dulauny Evesque d'Ossory ». Capucin évadé de son monastère, sous prétexte que sa profession était entachée de nullité, d'une ignorance telle que son évêque refusait de lui confier une paroisse, ce Delauny a, au profit d'un sien cousin, calomnié un digne ecclésiastique que l'on proposait pour un évêché. Mais sa lettre étant tombée entre les mains de son supérieur, lequel y était du reste aussi maltraité que le candidat à l'épiscopat, l'ex-capucin « s'est Declaré le plus meschant Creature du monde et en pleurant a Genoux il a avoué sa faute ». On croyait le tenir, mais il s'est évadé, est allé trouver l'internonce à Bruxelles et s'est plaint d'être persécuté « parce qu'il Estoit pour la saine Doctrine, et si Devoué au St. Siègle ».

Et voilà l'homme que l'on a choisi pour être évêque d'Ossory ! « J'ay leu », dit Perth « la lettre que Delauny a cette heure Evesque a Eserit ou il offre de l'argent pour estre fait Evesque, et de payer outre cela un agent pour solieiter son affaire. Si cela n'est pas simony je ne sçay pas s'il y a un tel péché au monde ». D'ailleurs les Irlandais veulent avoir pour évêques « des gens de condition ». Perth trouve que ce n'est pas une qualité nécessaire, mais il reconnaît que dans ce pays-là, il convient d'en nommer de tels. Or, «celuy cy Est fils d'un cordonnier pire q'un savettier » (3).

Tel est l'exposé que Perth a fait au cardinal Imperiali, et Gualterio l'en félicite. Tout cela n'arriverait pas, dit-il, si, au lieu de ne prendre conseil que de l'internonce de Bruxelles, qu'entoure une nuée de *frati* ambitieux et intrigants, on s'inspirait des lumières de la cour de Saint-Germain (4), autrement dit, si Rome consentait enfin à ne faire évêques que les candidats présentés par le roi.

Mais le roi ne peut-il se tromper ? « A l'heure qu'il Est », dit Perth,

(1) 20296, fol. 82.

(2) *Stuart Papers*, I, 332.

(3) Mss. 31256, fol. 86-87. Perth écrit d'abord Dulauny, puis Delauny.

(4) B. M., Add. Mss. 20296, fol. 86.

« le Roy ne nomeroit personne sans une Deliberation et des Informations digne de sa prudence, et de sa Religion : Estant persuadé que sa conscience est chargé du Choix qu'il fera » (1).

Malheureusement l'entente n'est pas encore établie entre le pape et le Prétendant sur cette question des nominations. Le 12 juillet 1714, Jacques III écrit longuement à Clément XI et à Imperiali, insistant pour qu'on lui reconnaisse ce droit sans y mettre d'autres conditions que celles qu'on impose aux autres souverains (2). Là-dessus, les semaines et les mois passent, et Rome ne répond point. Une lettre de Gualterio du 4 décembre 1714 nous apprend que « l'affaire n'est pas encore terminée » (3).

On finit cependant par s'entendre au printemps de 1715, et l'accord a ce résultat assez imprévu : c'est que Jacques III écrit au pape et au cardinal Imperiali qu'il nomme à l'archevêché vacant d'Armagh l'évêque de Clogher, l'indésirable Mac Mahon ! (4) Quels furent sur ce revirement les sentiments du duc de Perth, nous l'ignorons ; car, après le 9 septembre 1714, où il revient une fois encore sur la simonie du célèbre Delauny, sa correspondance, telle du moins que nous la connaissons, ne contient plus la moindre allusion à l'affaire des évêques d'Irlande.

Il nous reste maintenant à dire un mot des principaux événements qui parfois égayèrent, mais le plus souvent assombrirent les dernières années du duc de Perth.

Les joies d'abord. Elles sont rares au déclin de cette existence : quelques lueurs fugitives dans un soir que l'ombre envahit.

Peut-on compter au nombre de ces joies le mariage en 1711 de son fils Edward avec celle qu'Antoine Hamilton appelle « la belle Middleton » ? Sans doute ; mais ce ne fut pas une joie sans mélange, car si les enfants s'aimaient, les pères, comme on sait, ne s'aimaient guère, et l'on comprend que Perth en parle sans enthousiasme.

Le 15 janvier 1712, il a le plaisir, car c'en est un, d'annoncer à Gualterio « que My Lord Churchill, qu'on appelle icy Marlborough, est tout à fait hors de jeu ». Cette disgrâce, jointe à l'arrivée des plénipotentiaires à Utrecht, et à la création de dix nouveaux pairs au Parlement de Londres, lui fait « espérer de voir la paix avancé assez viste ». Espérer ? Croit-il donc que la paix qui se prépare à Utrecht puisse être favorable à son roi ? Non ; il ne se fait guère, nous l'avons vu, d'illusion

(1) Mss. 31256, fol. 89.

(2) *Stuart Papers*, I, 329 et seq.

(3) Mss. 31256, fol. 94.

(4) *Stuart Papers*, I, 366.

sur ce point. Mais enfin la paix sera un soulagement pour tout le monde. Ce sera aussi le commencement d'une ère nouvelle, avec de nouvelles possibilités, de nouveaux espoirs,..... et de nouvelles illusions ! « Nous Esperons », dit Perth, « que Comme la Guerre n'a produit rien de bon pour nous, la Paix pourra bien ouvrir les yeux aux sujets enfascinées du Roy Mon Maître » (1).

Bonne nouvelle encore que celle que Gualterio lui mande le 30 janvier 1713 : le pape vient de faire l'abbé de Polignac cardinal à la nomination du roi Jacques (2). Lord Perth en éprouve une profonde satisfaction. « J'ose esperer », répond-il aussitôt, « que Sa Sainteté a esté applaudie pour la justice qu'elle a rendüe au Roy Mon Maitre en cette occasion » (3).

Bonne nouvelle enfin et surtout que celle qu'il apprend de la bouche de la reine, le 13 janvier 1713 : c'est, dit-il à l'intéressé, « que dans le mois de May nous voirons icy Monseigneur le Cardinal Gualterio » (4). Celui-ci voulait, en effet, comme dit Saint-Simon, « venir voir le roi (de France) et ses amis encore une fois en sa vie ». Durant son séjour, qui se prolongea du 17 juin au 10 octobre (5), « il fut extrêmement fêté de tout le monde », et Louis XIV, « véritablement touché de ce voyage, le lui témoigna par toutes sortes d'amitiés et de distinctions : il fut de tous les Marlis » (6).

Quant au duc de Perth, ce fut certainement sinon la dernière, du moins l'une des dernières joies de sa vie, de pouvoir rendre visite au cardinal, de le voir dans l'intimité, dans ces tête-à-tête affectueux où, entre amis, on échange volontiers des propos que l'on ne peut pas toujours confier à des lettres. « Je tacheray a Paris, ou je seray pour une quinzaine de jours », lui mande-t-il le 16 août, « d'attraper l'occasion de trouver V. Em^{ce} quand elle sera la, car j'avou que je languis après l'honneur de me presenter devant Elle » (7).

Et voilà, semble-t-il, qui épuise la liste des joies réservées aux vieux jours de lord Perth. Il convient toutefois d'y ajouter celles qu'il pouvait goûter dans le cercle familial, en la compagnie de sa femme et de sa fille Theresa (8), de son fils lord Edward et de sa bru lady

(1) B. M., Add. Mss. 31256, fol. 44 et 45.

(2) B. M., Add. Mss. 20296, fol. 13.

(3) *Ibidem*, fol. 16.

(4) Mss. 31256, fol. 55.

(5) Dangeau, *Mémoires*, III, 51 ; *Journal*, XV, 6.

(6) Saint-Simon, XXIV, 8.

(7) B. M., Add. Mss. 31256, fol. 70.

(8) Son dernier enfant. Elle était née à Saint-Germain et devait se faire religieuse.

Betty. Cette dernière avait apparemment conquis l'affection de ses beaux-parents. « Nous prenons tout le soin que nous pouvons de notre fille », écrit-il au comte de Middleton, le 17 juin 1713 (1).

Au surplus, le mariage de lord Edward et de lady Betty avait été, autant qu'on en peut juger, un vrai succès. Le jeune ménage mettait de la joie autour de lui : témoin cette lettre de Puitsieux à Middleton. Puitsieux est un « petit homme, fort gros et entassé, plein d'esprit, de traits et d'agréments, tout à fait joyeux, doux poli et respectueux », au total, un homme « d'excellente compagnie », et que « tout le monde aime » (2). C'est aussi un « bon et joyeux convive », et qui mourra presque octogénaire des suites d'un grand repas donné par..... les chartreux (3). Il est allé avec toute sa famille présenter ses respects à la reine d'Angleterre, et il écrit le 14 avril 1713 : « M. le Duc et Mme la Duchesse de Perth nous ont reçus avec une politesse, et avec une magnificence extreme. Ils nous donnerent un disner trop grand et trop bon. M^e vôtre fille y estoit, Mylord, et elle fit fort bien les honneurs du logis, aussi bien que notre cher et bon ami Mylord Edouard son mary » (4).

Bref, il y avait encore de bons moments dans la vie du duc de Perth, de ces bons moments qui, parce qu'ils sont rares, n'en sont que mieux appréciés. Mais, à côté de ces joies clairsemées, que de sujets d'anxiété et de tristesse !

Sa santé d'abord, dont l'état devenait de plus en plus inquiétant. Gravelle et strangurie : le mal qui a jadis emporté le père est en train de tuer le fils. Les crises se rapprochent, deviennent plus aiguës. A partir de 1712, il souffre de temps à autre d'une « fluxion sur les yeux », qui l'empêche de lire et d'écrire. Au début de 1714, et surtout au printemps, son état s'aggrave. « Je ne fais que de me relever d'une dangereuse maladie », dit-il à Gualterio le 14 mai (5). Lady Lucie Stuart, qui est à Paris, écrit alors à sa mère, la comtesse de Traquair : « Je n'ai vu qu'une fois la duchesse de Perth, car le duc est si faible qu'il ne peut voyager » (6). A son second fils, John, à ce moment à Londres, Perth mande le 4 juin : « Tout le monde ici est en bonne santé, sauf votre père qui souffre constamment ». Et le 1^{er} août encore : « J'ai

(1) Bodleian, *Carte Papers*, N° 211, fol. 189.

(2) Saint-Simon, *Mémoires*, XII, 320.

(3) *Ibidem*, XXXVI, 140-141.

(4) Bodleian, *Carte Papers*, N° 211, fol. 238.

(5) B. M., Add. Mss. 31256, fol. 80.

(6) W. Fraser, *The Book of Carliaverock*, II, 185. Le texte original est assez curieux par l'orthographe et le dialecte écossais : « *the Duck (sic) is so very tender that he is not able to travell* ».

très mal à la gorge, mais on me dit que ce n'est pas dangereux ; cependant je décline vite. Je serais content avant de mourir de vous savoir bien marié » (1).

Car il n'y a pas que les souffrances physiques (encore qu'elles ne soient pas les plus commodes à supporter), il y a aussi les souffrances morales, soucis de famille, deuils cruels, tristesses causées par la politique : toute cette armée du malheur, dont Shakespeare dit « qu'elle ne vient pas en espions isolés, mais par bataillons ».

Nous venons de voir que Perth s'inquiète de l'avenir de son cadet John. L'aîné, lord Drummond, qui est en Ecosse et qui, au printemps de 1713 vient d'avoir un fils, lui donne encore plus de souci, car il gère bien mal sa fortune. Des amis d'Ecosse ont averti le duc, dès juin 1711, et leur lettre était des plus alarmantes : la famille serait à la veille de la ruine ! Que lord Drummond ait un héritier, c'est très bien, mais à condition qu'il ait aussi quelque chose à lui léguer. Or, « j'ai bien peur », dit Perth, « qu'il ne laisse pas un rouge liard à ce pauvre enfant » (2).

Et puis, à partir de 1712, ce sont les deuils qui se multiplient. En janvier, c'est sa belle-fille, lady Betty, qui a la petite vérole. Elle en réchappe d'ailleurs, plus heureuse en cela que les Enfants de France. « Je n'ay pas eneor parlé », écrit Perth à Gualterio le 29 février, « de la Triste Situation ou l'on se trouve en ce Royaume icy, Mgr le Dauphin et Mme la Dauphine Envoyé au tombeau ensamble et le Roy vieux et les heritiers des enfans ! Quelle prospect ! » (3) Il veut dire : « Quelle perspective ! »

Oui, la cour de France était cruellement frappée, et le fils aîné du Dauphin étant mort également le 8 mars, le même convoi « qui porta les trois corps à Saint-Denis » (4), semblait emporter l'espoir de la dynastie.

Mais voici que la cour de Saint-Germain va être plongée dans le deuil à son tour. Le 2 avril, le roi Jacques tombe malade : c'est la petite vérole. Il est bientôt très mal, reçoit les derniers sacrements, et, malgré sa constitution délicate, ou peut-être à cause d'elle, finit par prendre le dessus.

Moins heureuse est la princesse Louise-Marie, sa sœur. Le 10 avril, elle constate en s'habillant qu'elle a contracté la redoutable maladie. D'abord on espère la sauver, elle aussi ; mais il faut bientôt y renon-

(1) Mss. 19254, fol. 61.

(2) *Perth's Corr.* at Blairs, N° 98.

(3) B. M., Add. Mss. 31256, fol. 46.

(4) *Mémoires de Torcy*, II, 282.

cer. « Le matin du 18 », dit la fidèle Ogilvie qui la soignait, « elle posa sur mon sein sa tête mourante et passa sans un murmure » (1). Elle n'avait pas encore vingt ans !

La désolation fut générale, car la princesse était universellement admirée et aimée. Quant au duc de Perth, pour qui elle avait eu de délicates attentions (2), et qui la chérissait, la lettre qu'il écrivit alors à Gualterio n'est qu'un long cri de douleur. « Ah ! Monseigneur quelle perte venons nous de faire ! V. Em^{ce} l'a veu et alors les Esperences de ce qu'elle pourroit Estre Estoit grandes : Mais Elle les a toutes surpassé Et si l'on voudroit Commencer de parler de son merite de sa pieté de son humeur obligeante de toutes ses belles qualités l'on ne finiroit jamais. Pour Moy sa mort m'a tellement abbatüe que je n'en reviendray pas de long temps. Et l'Estat ou je voy la Reine me creve le Coeur... Toute Nostre Cour Est dans la Derniere Consternation. Nostre Chere Princesse Estoit la Joye et l'ame de toutes les Conversations. C'estoit chez elle que tout ce qui pouvoit divertir et plaire se trouvoit, et elle avoit l'art d'obliger grands et petits, et sans sortir de son caractere ny perdre de son Rang et veritable Grandeur, Elle gaignoit tous les Cœurs par ses Mannieres Nobles, et engageantes. Mais elle n'est plus pour nous..... ». Et, après avoir narré les circonstances de sa mort exemplaire, il ajoutait : « Pardonez Monseigneur que je vous Entre-tien si long temps sur une si triste sujet Mais mon Cœur en Est plein, et V. Em^{ce} a assez de bonté de pardonner ma foiblesse » (3).

Ce que lord Perth, tout préoccupé d'exhaler sa douleur, ne dit pas à Gualterio, mais à quoi il devait penser cependant, c'est que la disparition de la jeune princesse, déjà navrante par elle-même, était encore un désastre pour la cause des Stuarts. L'évêque Burnet, que sa haine pour la famille exilée rendait perspicace, écrit à ce propos : « Tous ceux qui la connaissaient l'admiraient comme une personne extraordinaire sous tous les rapports, si bien que des gens qui n'avaient qu'une médiocre opinion du Prétendant lui-même, faisaient le plus grand éloge de la princesse. Et c'est ainsi qu'il perdit le vaste crédit qu'elle lui procurait auprès de tous ceux qui la voyaient ou conversaient avec elle » (4).

(1) *The Exiles at St.-Germain's*, déjà cité, p. 212.

(2) La bibliothèque de Drummond Castle renferme trois ouvrages dont la princesse fit présent à lord Perth. L'un est une bible de 1599, édition de la Vulgate, portant l'inscription : *Louise Marie Princess January 28th 1701* ; et sur la feuille de garde on lit : *this Book was given by her Royell Highnes to the Duk of Perth and constantly since used by him wherfor I desire it may not goe out of the family.*

(3) B. M., Add. Mss. 31256, fol. 47 et 48.

(4) *History of His own Times*, en 2 vol., II, 602.

La position du roi Jacques était donc considérablement affaiblie par la mort de sa sœur. Un autre événement fâcheux, qui se produisit vers la fin de 1712, vint encore le priver d'un appui, beaucoup moindre à vrai dire, mais cependant appréciable. Le 15 novembre, alors qu'il s'apprêtait à rejoindre son poste d'ambassadeur en France, auquel la reine Anne l'avait nommé, le duc de Hamilton, cousin de lord Perth, et bien connu pour être favorable au Prétendant, était lâchement assassiné à l'issue d'un duel où il avait tué lord Mohun. Le second de ce dernier, un officier irlandais du nom de Macartney, vint derrière le pauvre duc, blessé lui-même et que l'on aidait à monter dans son carrosse, « et lui donna un Coup d'Espé a travers du Corps » (1).

A tous ces malheurs venaient s'ajouter enfin les tristesses de la situation politique. La paix qui se préparait à Utrecht, et que nous avons vu lord Perth appeler de ses vœux, devait avoir pour premier résultat d'éloigner Jacques III de Saint-Germain. Oui, la pauvre cour exilée, d'où la grâce et le sourire de la jeune princesse avaient disparu, allait encore être privée de la présence du jeune roi ; oui, l'infortunée reine qui avait déjà perdu son mari et sa fille, allait encore être séparée de son fils ! Ainsi le voulaient les alliés. « Dieu vous détache peu à peu de toutes les choses de la terre », lui écrivait Gualterio, « pour vous avoir toute à Lui » (2).

Le 6 septembre 1712, le pauvre prince deux fois exilé prit tristement congé de sa mère. Où allait-il se rendre ? Ses amis anglicans le conjuraient de chercher refuge en pays protestant. « Mais c'est ce que Sa Majesté ne feroit pas », dit Perth. « Car elle ne veut pas donner lieu de supposer qu'elle est capable de changer de religion » (3). D'autre part il en coûtait à Jacques de quitter la France, et il ne s'y croyait pas encore tenu, car la paix n'était pas signée. Il n'alla donc pas plus loin que Châlons-sur-Marne.

Mais ceci ne fit pas l'affaire du gouvernement anglais. Jacques Stuart à Châlons : la menace était encore trop proche. Il fallait un exil beaucoup plus lointain, ou la paix ne serait pas signée. Toutefois, comme la reine Anne était personnellement moins exigeante, lorsque le duc de Lorraine offrit de donner asile au prince sur son territoire, son offre fut acceptée.

Jacques irait donc à Bar, que le duc mettait à sa disposition. Mais il ne s'y rendit point tout de suite. « Sa Majesté », dit Perth à Gualterio

(1) Perth à Gualterio, 11 décembre 1712. (Mss. 31256, fol. 51).

(2) B. M., Add. Mss. 20294, fol. 157.

(3) Mss. 20296, fol. 13.

le 20 novembre, « est toujours à Chalons en Champagne et il y sera jusque a la paix, car sans cela il n'y aura point de surté pour lui a Bar le Duc » (1). C'est que M. de Lorraine lui avait mandé qu'il « lui feroit préparer un appartement et lui donneroit des gardes à pied et à cheval, mais ne pouvoit répondre de la sûreté de sa personne » (2).

En fait le prince errant ne devait quitter Châlons qu'en février 1713 ; il passait par Lunéville, où se trouvait alors la cour de Lorraine, et où les réjouissances du carnaval lui adoucirent sans doute les débuts de ce nouvel exil, et le 21 il arrivait à Bar (3). Le duc lui fit le meilleur accueil. « Nous sommes charmés », écrit Perth le 11 mai suivant, des « nouvelles que nous avons de la manière dont le duc de Lorraine reçoit notre roi » (4).

Pendant ce temps, revenue de Chaillot à la morne solitude du Château Vieux à Saint-Germain, Marie-Béatrice, sans mari et sans enfants, se débattait au sein de ses milliers d'Irlandais affamés. Il en était venu 20.000 en France, dont les deux tiers avaient péri dans les guerres, mais les veuves et les enfants restaient à sa charge (5). Une fois de plus, Perth faisait appel à la charité du saint-père : « Je m'estonne », dit-il le 19 février 1713, « que Sa Sainteté ne fait pas payer les 10 milles Ecüs si longtemps promis a la Reine. Le Douaire de sa Majesté ne sera pas payé que 6 mois apres la publication de la paix. On avoit promis au Roy Mon Maître de luy avancer 50 mille Escüs a Sa sortie du Royaume, et cela ne pourra pas etre fait a present de maniere que par ces accidents la misere est grande parmis les pauvres Catholiques qui souffrent extremement » (6).

Les dix mille écus seront remis à la reine au début de 1714 ; quant au douaire de 50.000 livres sterling, alloué à Marie-Béatrice par une stipulation du traité de Ryswick, mais resté dans la poche de Guillaume d'Orange (7), il ne lui sera jamais payé. « Car l'on veut », dit Perth, « que la Reine reconnoisse La Princesse de Dennemark Comme ligittime souveraine de La Grande Bretagne, autrement point de payment » (8). La condition était, de toute évidence, inacceptable : autant demander à Marie-Béatrice de reconnaître publiquement que Jacques III n'était pas son vrai fils.

(1) Mss. 20296, fol. 13.

(2) Souches, XIII, 419.

(3) *Mercuré Hist. et Pol.*, mars 1713, p. 297.

(4) *Perth's Corr.* at Blairs, N° 97.

(5) *Journal de Chaillot*, cité par M. Haile, *Queen Mary of Modena*, p. 448.

(6) B. M., Add. Mss. 20296, fol. 16.

(7) Mémoire à Torcy, cité par M. Haile, *Op. cit.*, pp. 448-449.

(8) Mss. 31256, fol. 77.

C'est également au début de 1714 que lord Perth, bien malade lui-même, ainsi que nous l'avons dit, eut la douleur de perdre son frère, le duc de Melfort, lequel mourut le 25 janvier (1). Au printemps suivant, sa sœur, la comtesse d'Errol, dont le fils était en France depuis plus d'un an (2), mourait à son tour, et, double regret pour le duc de Perth, elle mourait protestante. « J'aurais voulu » dit-il à ce propos, « que sa nièce (3) fût auprès d'elle : une bonne parole fait quelquefois de l'impression » (4).

Avec la comtesse d'Errol disparaissait en outre le plus sûr appui que le Prétendant eût en Ecosse (5), et cela, au moment même où allait se présenter la plus belle occasion qu'il eût jamais de ressaisir la couronne d'Angleterre.

(1) Mss. 31256, fol. 76.

(2) Aff. Etr., *Corr. pol. Angl.*, N° 248, fol. 327. Perth à Torcy.

(3) Lady Mary, comtesse de Marishall, ou lady Anne.

(4) A son fils John Drummond, 4 juin 1714, (Mss. 19254, fol. 61).

(5) « Il eût mieux valu pour Sa Majesté perdre la moitié de tous ses amis que la seule comtesse d'Errol, qui par sa sagesse et son courage faisait l'union entre eux tous », écrivait Gualterio à Perth le 24 juillet 1714. (Mss. 20296, fol. 85).

CHAPITRE VIII

La suprême déception

Mort de la reine Anne et pourquoi son frère ne lui succède pas. Perth conseille l'action et n'est point cru. Lovat rentre en scène. La question des subsides : le pape ne se décide point. Perth s'impatiente et se désole. L'Ecosse prend feu. La question du commandant en chef. Nouvelles vraies et fausses nouvelles. Le Prétendant quitte Bar. L'échec d'Ormond. Optimisme de Perth. Secours du pape. Perth chante victoire. La vérité sur Dumblain. Le Prétendant en Ecosse. Perth heureux et plein d'espoir. Echec et retour du Prétendant. Grande déception de Perth. Ce qu'il pense de toute l'affaire. Tristesse et anxiété. Il rend service jusqu'à la fin. Sa dernière maladie et sa mort.

Le Duc de Perth venait de voir disparaître coup sur coup son frère et sa sœur, tous deux plus jeunes que lui ; et il se savait lui-même à la merci d'une crise fatale du mal dont il souffrait depuis plusieurs années. Et cependant son portrait, peint par Largillière en 1714, n'est pas celui d'un vieillard proche de la tombe. Le visage s'est empâté, il est vrai, et le double menton a perdu ce qu'il avait jadis de volontaire. Mais, sous les sourcils qui ont blanchi, le regard des yeux bruns n'a guère changé : le duc de Perth n'a pas encore épuisé toute la vitalité qui est en lui. Il ne mourra point avant d'avoir connu le suprême espoir et la suprême déception.

À l'été de 1714, en effet, les jacobites purent se croire à la veille d'événements décisifs. « La Princesse de Denémark », mandait Perth à Gualterio le 29 juin, « a un Mal qu'en Anglois on appelle le feu de St. Antoine à sa jambe. Il est vray que l'on la croit un peu soulagé, Mais pas tout à fait hors de Danger » (1).

En fait, la reine Anne n'avait plus que six semaines à vivre. Elle se mourait lentement, et des regards anxieux épiaient son agonie. Qui allait recueillir la couronne chancelante ? Georges de Hanovre, le successeur désigné par le Parlement, ou Jacques Stuart, l'héritier voulu

(1) B. M., Add. Mss. 20296, fol. 19.

par la nature ? Bien que, cédant à un mouvement de crainte, elle eût laissé mettre à prix la tête de son frère (1), la reine, au fond, lui restait attachée, et c'est lui qu'elle voulait pour successeur. On le savait, et c'est ce qui inquiétait les uns et réjouissait les autres. Quant au prince Georges, elle n'avait jamais consenti à ce qu'on le fît venir en Angleterre, et le baron Schutz, envoyé du Hanovre, avait si peu d'espoir qu'il disait que, si son candidat l'emportait, ce serait un miracle (2).

Or, ce fut le miracle qui se produisit ! Pourquoi ?

D'abord parce que Jacques Stuart était catholique : grave inconvénient ! « L'on le presse de tout Costé de se faire protestant, autrement adieu la Couronne », écrivait Perth à Gualterio. Mais c'était lui demander l'impossible. « La fermeté de Sa Majesté sur cett article Est admirable, Car elle les a assuré que non seulement la Couronne de ses 3 Royaumes mais de l'Univers ne le tenteroit pas » (3). C'était exact. « Tout ce que je puis vous dire de certain », mandait le prince au même cardinal, « c'est que je n'abandoneray jamais la Religion Catolique et que je suis prest a tout sacrifier pour elle » (4).

D'ailleurs le catholicisme du Prétendant n'était pas un vice rédhibitoire, et l'on eût sans doute passé outre, s'il y avait eu en Angleterre quelques hommes à la fois aptes et résolus à lui assurer la succession. Mais on s'était fié pour cela aux belles promesses du trésorier Harley, « homme si ténébreux et si impénétrable », disait Berwick, « qu'on est souvent tenté de le croire un coquin » (5). C'était l'opinion de lord Perth, qui voyait que le trésorier était « un fourbe », et qu'il trompait en même temps la reine Anne, la cour de Saint-Germain et tous les tories (6). Il le voyait, et parfois se hasardait à le dire, mais il avait le malheur « de n'estre point Creu » (7).

Donc, seconde raison de l'échec du Prétendant : l'absence de préparation politique. Restait la manière forte : « tacher », comme disait Perth, « de faire des amys pour retablir le Roy par les arms ou perir en chemin » (8). Et l'on avait cru pouvoir compter pour cela sur le duc d'Ormond, lord lieutenant-général du royaume, très populaire, et dont l'influence sur l'armée était, nous dit-on, considérable. Mais en-

(1) Proclamation du 23 juin 1714.

(2) Macpherson, *Original Papers*, II, 526.

(3) B. M., Add. Mss. 31256, fol. 79.

(4) Mss. 20292, fol. 64.

(5) Cité par A. Shield and A. Lang, *Op. cit.*, p. 201.

(6) Mss. 31256, fol. 84.

(7) *Ibidem*, fol. 90.

(8) *Ibidem*, fol. 85.

core eût-il fallu qu'il l'exerçât dans le sens désiré, et bien qu'on l'en priât souvent, il n'en avait rien fait.

Fourberie de Harley, carence d'Ormond : voilà pour l'Angleterre. Or, c'était aux jacobites anglais qu'il incombait de préparer la restauration de Jacques III, si l'on voulait qu'elle s'accomplît sans coup férir. Et en tout cas c'était en eux que depuis quelques années le Prétendant avait mis tous ses espoirs. C'est sur eux qu'il se fondait, et un peu aussi sur Louis XIV, en quoi il avait tort : le roi de France vieux, fatigué, les mains liées par le traité d'Utrecht, n'entraît plus guère en ligne de compte.

Et c'est ainsi que le miracle a pu s'accomplir.

Dès qu'il a appris la mort de sa sœur, Jacques III est accouru de Bar, espérant que Louis XIV l'aiderait à gagner l'Ecosse. Hélas ! Louis XIV l'a tout simplement renvoyé à Bar, « a 2 heures du matin », et « sans luy accorder quelque temps de se reposer ». Alors le duc de Perth, indigné, n'a pas craint de proposer à son maître de forcer la consigne. « Pour moy », dit-il, « et peut estre estoije le seul de cette avis, J'Estois pour prier le Roy d'Echaper et d'aller en Escosse ». Jacques y était tout disposé, mais comme on était sans nouvelles de l'Ecosse depuis quelque temps, on l'en dissuada, au grand dépit de Perth qui avait déjà fait « un Espece de plan Comment cela pouvoit Estre Executé ». « Le temps fera voire », dit-il, « si j'avois raison ou non » (1).

En attendant, le pauvre Prétendant est retourné à Bar, où il n'a personne, dit Perth, qui soit « capable de luy donner une bon conseil ». Et Middleton ? Middleton est précisément celui dont Perth se méfie le plus. Il ne l'accuse plus de trahison, il est vrai, mais d'égoïsme et de paresse : satisfait de sa situation, il ne veut rien faire pour la changer.

La vérité est que le sceptique et rusé Middleton voit sans doute trop clair. Il a découvert depuis longtemps, depuis toujours, l'inanité des espoirs et des rêves jacobites. Esprit positif et calculateur, c'est lui qui, lorsque l'imagination de ses collègues prend feu, l'asperge d'eau froide. Lui-même ne pêche point par excès d'imagination ; ce n'est pas un vrai jacobite.

Perth, au contraire, est assez représentatif de l'espèce, par la façon dont il accueille, sans les contrôler, les « bonnes » nouvelles, renchérit sur elles, échafaude des projets qu'il trouve parfaitement réalisables, s'indigne contre Middleton qui ne partage pas son enthousiasme, contre Louis XIV qui refuse d'aider les jacobites, contre le pape qui

(1) B. M., Add. Mss. 31256, fol. 88.

les oublie ; puis, quand le rêve s'écroule, déclare que la faute en est à celui-ci ou à celui-là, que désormais tout est perdu, humainement parlant, et qu'il n'y a plus d'espoir qu'en Dieu !

Et voici qu'avec l'automne arrivent d'Ecosse deux envoyés, lesquels assurent au roi que, s'il était venu à eux aussitôt après la mort de sa sœur, « il auroit Esté maitre de ses trois Royaumes sans coup ferir ». Perth avait donc raison ? Il le croit du moins, car pas un instant il ne lui vient à l'esprit que ces braves gens ont pu s'illusionner. Et alors, quels regrets ! Et quelle revanche aussi contre Middleton qui naguère a déconseillé au roi de partir ! contre cet homme « qui a », dit-il, « plus d'Esprit, plus de jugement, et beaucoup plus de capacité que moy et qui Est bien mieux Escouté, mais qui n'aura jamais plus de zele pour la Maison Royale ni plus de desinterressement que moy » (1).

Qu'en cette occurrence le Prétendant eût mieux fait de suivre les conseils du duc de Perth, la chose est discutable ; elle ne l'est point par contre en ce qui concerne le fait suivant.

Le 1^{er} novembre 1714, se produisait un événement qui, à première vue, peut paraître de peu d'importance, et qui cependant était assez inquiétant et devait avoir par la suite de funestes conséquences : le célèbre Lovat, ayant réussi à s'échapper de Saumur, puis, par Rouen et Dieppe, à gagner Boulogne, débarquait à Douvres !

Comment avait-il été amené à prendre cette détermination énergique ? Le major Fraser, son cousin, va nous le dire. Il paraît qu'au mois de juillet précédent, et par un dimanche matin, ce dernier s'était présenté chez le duc de Perth à Saint-Germain. Il venait de Versailles, où il avait séjourné dix jours, essayant vainement d'obtenir l'élargissement du prisonnier de Saumur ; Callières, à qui il s'était adressé, l'avait renvoyé à lord Perth, disant qu'on ne pouvait rien faire pour Lovat sans l'agrément de Saint-Germain.

D'après ses dires, qui paraissent assez vraisemblables, Perth l'aurait reçu avec beaucoup de courtoisie, lui donnant « une bouteille de vin », et l'invitant à déjeuner pour le lendemain, ce que le major accepta. Mais le lundi, après le déjeuner, le duc le fit entrer dans son cabinet et lui demanda s'il reconnaîtrait l'écriture de son chef, lord Lovat. Sur sa réponse affirmative, il lui montra une lettre que celui-ci ne reconnut que trop bien : c'était la fameuse épître que maître Simon avait envoyée au comte de Leven le 20 août 1709 ! (2)

(1) B. M., Add. Mss. 31256, fol. 92.

(2) Cf. ci-dessus p. 402.

Découragé, le major allait renoncer à poursuivre ses efforts, mais lord Perth lui conseilla de persévérer malgré tout, lui souhaitant beaucoup de succès, et lui disant qu'il allait écrire au roi, à la reine et à plusieurs autres personnes, afin d'appuyer sa démarche. Là-dessus, Fraser prit congé de son hôte et se rendit à Bar, où, comme on pouvait s'y attendre, et malgré l'intervention de Perth, il échoua dans sa mission (1).

C'est à la suite de cette tentative infructueuse que le major étant allé retrouver son cousin à Saumur, les deux hommes résolurent de brusquer le dénouement : puisqu'on ne voulait pas accorder à Lovat la liberté qu'il réclamait, il ne lui restait plus qu'à la prendre. Et c'est ce qu'il fit. Mais il est évident que, quittant la France après y avoir été retenu contre son gré pendant dix ans, il n'emportait dans son cœur aucune tendresse à l'égard de Jacques III et des jacobites !.... En fait, l'homme qui venait de débarquer à Douvres allait se révéler l'un des plus redoutables adversaires des Stuarts, et le jour n'était pas loin où le Prétendant regretterait de n'avoir pas écouté les conseils de clémence que lui donnait lord Perth. Il est des hommes dangereux qu'il vaut mieux avoir pour amis que pour ennemis ; il est vrai qu'avec Lovat, on ne savait jamais exactement s'il était, ou allait être, pour ou contre !

On est en droit de conjecturer, du moins d'après les dires du major Fraser, que le duc de Perth ne fut guère satisfait de l'intransigeance manifestée à cette occasion par le roi Jacques. Une chose est certaine en tout cas, c'est que la présence de Lovat en Angleterre l'inquiète passablement. Il s'en plaint à Gualterio qui lui répond : « Je regrette infiniment que Milord Lovat se soit enfui ; Dieu sait ce qu'il va encore comploter en Angleterre ! » (2)

Mais le grand souci qui préoccupe alors notre héros, c'est d'obtenir l'aide financière du Saint-Siège pour la restauration des Stuarts.

Ecrivant le 9 novembre à son ami Gualterio, il aborde le sujet épineux. Le cardinal Imperiali, dit-il, leur a souvent laissé entendre « sous mains » que « par son Credit Il croyoit pouvoir obtenir De Nr St Pr quelque chose pour la Reine ». Mais Perth se fait scrupule de s'adresser à ce cardinal sans passer par Gualterio. Et cependant « ce seroit assurément L'Argent le plus bien Employé que Sa Sainteté a Jamais Employé, Car », dit-il, confondant comme toujours la cause des Stuarts et celle de l'Eglise catholique, « il y va de l'Interest de la Religion plus que de l'Utilité de Sa Majesté » (3).

(1) Alexander Fergusson, *Op. cit.*, I, 176 à 183.

(2) Mss. 31256, fol. 102.

(3) *Ibidem*, fol. 96.

La réponse de Gualterio est celle que l'on pouvait attendre de son zèle désintéressé : si le cardinal Imperiali, qui a, dit-il, beaucoup d'ascendant sur Sa Sainteté, peut en obtenir quelque secours, il ne faut pas hésiter à s'adresser à lui. Ce qui importe, en effet, c'est que le roi Jacques reçoive les subsides. Personnellement, il continue d'intércéder en faveur de Leurs Majestés, mais se heurte toujours aux mêmes objections (1).

Le 23 décembre, nouvelles instances de Perth : la tentative en Ecosse est pour bientôt, il le croit du moins, et il estime que « Sa Sainteté pour l'Interest de la Religion Est obligé d'aider le Roy par une bonne somme d'argent dans une occasion si pretieuse et si pressante ». Les circonstances lui paraissent très favorables, « Car la Disposition de bien recevoir Sa Majesté Est presque Universelle », et il espère que le pape « Envoyra l'Argent pour les preparatives » (2).

Cette lettre n'était pas encore parvenue à Gualterio, que le pape envoyait des ordres au nonce à Paris pour le versement de « quelque subside » au roi Jacques. Était-ce l'effet de l'intervention d'Imperiali ? Apparemment ; car Gualterio, qui en félicite le duc de Perth le 15 janvier, affirme n'en avoir rien appris de la bouche de Sa Sainteté. « Au contraire », dit-il, « dans le même temps qu'Elle en expédiait l'ordre formel, Elle continuait de me faire à ce sujet les objections accoutumées ». Et il insinue que si le pape agit de la sorte à son égard, c'est sous l'influence d'Imperiali. Mais l'essentiel, répète-t-il, est que le roi soit secouru (3).

Oui, et qu'il le soit fortement, et le plus tôt possible, se dit lord Perth, qui, s'illusionnant sur les dispositions réelles de la nation anglaise, et se la représentant volontiers comme impatiente d'accueillir en libérateur le fils de Jacques II, s'irrite à la pensée que, faute d'argent, ce beau rêve ne peut devenir une réalité. L'année 1715 nous le montre sans cesse ballotté entre l'espoir et la déception, un jour annonçant : c'est pour cette fois, et le lendemain : ce sera pour plus tard ; couplets alternants, avec un refrain qui, lui, ne change pas : ce sont les fonds qui manquent le plus.

Qu'attend donc le pape pour envoyer enfin « une bonne somme », et non pas seulement quelques milliers d'écus ? Le pape a des besoins personnels, et qu'il juge beaucoup plus pressants : il a sa guerre à soutenir contre les Turcs, guerre qui vide ses coffres, et, dans l'état troublé

(1) Mss. 31256, fol. 102-103.

(2) *Ibidem*, fol. 98.

(3) *Ibidem*, fol. 111.

où est l'Italie, il ne peut songer à les remplir en imposant de nouvelles taxes à ses sujets. Du reste, et au fond de lui-même, il ne croit pas à cette fameuse expédition d'Ecosse, dont on lui rebat sans cesse les oreilles. Il n'y croira et n'aidera le Prétendant que quand il le verra effectivement embarqué dans l'aventure.

Cependant, de Bar-le-Duc, ce dernier lui écrit lui-même : « Je puis dire sans craindre de trop exagérer, que mon rétablissement et ma destinée dependent maintenant sur la manière dont V. S. recevra ma très humble prière ». Et il conclut : « Votre zèle T. S. P. doit maintenant éclatter pas tant par des larmes et des soupirs, que par l'application d'un remède proportionné à la grandeur du mal.... » (1).

Et tandis qu'il adresse ce pressant appel à la générosité du pape, le Prétendant doit d'autre part modérer le zèle de ses fidèles Ecossais, lesquels déjà commencent à se concerter et à s'agiter. « Je vous en conjure au nom de tout ce qui vous est cher et de tout ce que vous me devez », écrit-il le 11 mars aux lords Drummond et Breadalbane, « patientez encore un peu. Tenez-vous tranquilles et ne donnez pas prétexte au gouvernement de vous molester ou de vous mettre hors d'état de me servir ci-après (2) ».

Le conseil était judicieux, mais les plus ardents parmi les jacobites ne le goûtaient guère. Perth lui-même s'impatientait de ces lenteurs forcées, regrettait « l'occasion perdue et difficile à rattraper », rejetait la faute comme toujours sur ceux qui auraient dû aider le roi et ne l'avaient pas fait, s'inquiétait de l'avenir, songeait à son fils et aux dangers dont il le sentait menacé (3). Et le mois d'avril s'écoulait ainsi dans l'inaction, le pauvre roi sans royaume recevant de ses amis plus de conseils que de secours effectifs.

Le mois de mai n'amenait aucun changement appréciable, et Perth se désolait de voir que l'on ne faisait rien, alors que, dit-il, « le Gros de la Nation mesme en Angleterre demande le Retour de leur Roy legitime avec un empressement inexprimable » (4). Bolingbroke qui, fuyant la menace de la prison, sinon de l'échafaud, était arrivé à Paris au début d'avril, confirmait ces bonnes dispositions du peuple anglais.

Par contre, en dehors des whigs qui l'avaient imposé à la nation, les Anglais n'éprouvaient que de l'antipathie pour le prince de Hanovre, et ils ne se faisaient pas faute de la lui manifester. Perth, renseigné

(1) B. M., Add. Mss. 20292, fol. 71.

(2) Cité par A. Shield and A. Lang, *Op. cit.*, p. 209.

(3) B. M., Add. Mss. 31256, fol. 137.

(4) *Ibidem*, fol. 141.

sans doute par Thomas Carte, l'historien, qui venait également de débarquer à Paris, nous dépeint le peuple criant son mépris dans les rues de Londres « à la barbe de l'Electeur ; en lui montrant un Orange il Crient Nous ne voulons pas des leggs du Prince d'Orange,..... et au lieu de Massüe l'on portent devant son Carross des Corns sur un baton » (1).

Et alors, les choses étant ainsi, pourquoi, gémissait Perth, faut-il qu'on ne puisse profiter d'une si belle occasion ! Sûrement le pape ne connaît pas la situation, sans quoi son zèle pour l'intérêt de la religion lui ferait un devoir d'employer à la restauration d'un prince catholique, ce qui peut rester des trésors laissés à ses successeurs par Sixte-Quint.

Evidemment, répondait Gualterio, le pape ne pourrait faire un meilleur usage des trésors de l'Eglise ; « mais le grand malheur est que Sa Sainteté a conçu une fâcheuse impression de méfiance concernant la situation des affaires de Sa Majesté », et cela par suite des rapports de certaines gens « que Sa Sainteté croit sincères » (2).

C'est bien cela, dit Perth ; on fait croire au pape que le rétablissement du roi est impossible, et alors, quand nous lui demandons de nous aider, il s'imagine « que c'est plustost pour attraper quelque argent... pour nos besoins icy que pour une Entreprise de Consequence ». Mais le due est d'avis que si Sa Sainteté était une fois bien convaincue du contraire, elle n'hésiterait pas « a prodiguer les tresors de l'Eglise pour une fin si Chrétien » (3). Et il n'a pas tout à fait tort, ainsi que nous le verrons, encore que Clément XI n'aille jamais jusqu'à « prodiguer » des trésors, que du reste il ne possède pas.

Vers la fin de juillet, on crut un instant que l'heure de l'action avait sonné. « Nos affaires sont venüe en fin a une certain Crise, tellement qu'il faut ou faire quelque chose ou quitter le jeu », écrivait Perth le 21 (4). On ne fit ni l'un ni l'autre. Jacques, impatient de partir, avait fait préparer un navire au Hâvre, mais les conseils de prudence prévallurent. Bolingbroke, dont le Prétendant avait fait son secrétaire d'Etat, alerta Torcy qui avertit Louis XIV, et le vieux roi, inquiet pour son jeune protégé, craignit de le voir tout compromettre par la précipitation. Berwick fut également d'avis qu'il fallait attendre des nouvelles

(1) Délicate allusion aux déboires matrimoniaux de l'Electeur, qui avait fait emprisonner sa femme et détestait son fils et héritier.

(2) Mss. 31256, fol. 145.

(3) *Ibidem*, fol. 151. N'oublions pas que Perth écrit souvent le français comme il le prononce, à l'anglaise.

(4) Mss. 31256, fol. 153.

d'Ormond ; car on comptait toujours sur ce dernier pour déclencher et diriger l'insurrection dans l'ouest de l'Angleterre.

Or, tandis qu'on attendait, il arriva ceci : le duc d'Ormond, loin de prendre la tête d'un mouvement jacobite, dut, sous la menace imminente de l'arrestation, quitter précipitamment l'Angleterre. « Il avoit seulement le temps de se jeter dans une barque de pêcheur et se retirer icy ou il Est a present », écrit Perth le 11 août (1). Et le pauvre duc se désole une fois de plus : il voit l'usurpateur recevant pleins pouvoirs de son Parlement (2), et, avec ce ton de prophète de malheur qu'il prend si volontiers, il s'écrie : « Je m'attends d'entendre que mes Enfants mes parents et tous nos amys seront bientost en prison et nos familles ruinées de fond en Comble, et tout cela par le Delay de quinze jours. Car », ajoute-il, passant de la jérémiade à l'affirmation outre-ucidante, ce qui est bien aussi dans sa manière, « si le Roy aurait suivie son Inclination il auroit Esté aujourd'hui a la teste d'une armée de 24 mille hommes ». Et pour finir cette réflexion, que l'on dirait empruntée à quelque *Exercice du Chemin de la Croix* : « Mais il faut adorér la sainte providence de Dieu, et pleurer nos pechés qui sont la Cause de Nos malheurs » (3).

Avec le mois de septembre les événements se précipitent. Louis XIV meurt, et avec lui disparaît l'espoir de l'assistance que, nonobstant les engagements pris à Utrecht, il avait résolu de prêter en secret au roi Jacques (4).

Et c'est alors que brusquement, et prématurément, l'Ecosse prend feu ! Le comte de Mar, qui, tout en servant la reine Anne, est resté comme tant d'autres en correspondance suivie avec le Prétendant, vient enfin d'arrêter son choix. Très mal accueilli par le prince de Hanovre, destitué de ses fonctions de secrétaire d'Etat, il a quitté Londres précipitamment, et, le 6 septembre, il a déployé l'étendard du roi Jacques, le bel étendard bleu et or, au-dessus des landes de Braemar (5).

Stimulé par cette nouvelle, le roi Jacques voudrait partir, rejoindre ceux qui se soulèvent pour lui. Un gentilhomme est arrivé, envoyé par lord Drummond « pour l'assurer », dit Perth, « qu'on aura en Escosse en 15 jours de temps, si le Roy veut aller a eux, 25 milles hommes prests a sacrifier leurs vies pour son service ».... « Mais le Moyen d'aller a eux ? » gémit-il. L'ennemi est alerté : les vaisseaux du roi Georges sil-

(1) Il était arrivé à Paris le 7 août. (*Mercuré Hist. et Pol.*, août 1715, p. 178).

(2) Adresse des Communes à Georges I^{er}, 31 juillet. (*Ibidem*, p. 229).

(3) Mss. 31256, fol. 157.

(4) Cf. Saint-Simon, *Mémoires*, XXIX, 259.

(5) Mss. 31256, fol. 164.

lonnent les mers, barrant le passage. Une fois de plus lord Perth éprouve l'amère satisfaction de constater qu'il a eu raison contre ceux qu'on lui a préférés. « J'Étois toujours », dit-il, « pour avoir Commencé l'Entreprise plus tost de 6 semaines Et alors il n'y avoit nulle Difficulté. Et l'on en Est convaincüe a cette heure, Mais il y avoit des avis contraires que l'on a préféré a mes sentiments » (1).

Les avis contraires avaient été, nous l'avons vu, ceux de Louis XIV poussé par Bolingbroke, et ceux de Berwick. Mais Louis XIV est mort, et Berwick conseille maintenant le départ immédiat. Par contre, Bolingbroke et Ormond, estimant qu'on ne peut rien faire avec les seuls Ecossais, engagent le prince à différer quelque temps encore. Poussé par les uns, retenu par les autres, le roi Jacques n'en continue pas moins ses préparatifs, résolu quant à lui à partir dès qu'il le pourra. Mais quand le pourra-t-il ?

En attendant, et bien que le duc de Perth se plaigne, dans une lettre du 23 octobre, d'être « dans une Ignorance tres grande de presque toutes les Choses qui concernent le present soulèvement », il arrive cependant d'Ecosse des nouvelles assez encourageantes, encore qu'elles ne soient pas toujours exactes. C'est ainsi qu'on a appris que les jacobites s'étaient emparés de la ville de Perth. « On dit », écrit le duc à Gualterio, « que c'est mon fils aîné qui l'avoit surpris avec deux cent cheveaux et quelque centaines de ses Montagnards » (2). Et bien non, ce n'était pas lord Drummond, mais le colonel John Hay qui avait accompli cet exploit, singulièrement facilité d'ailleurs par la complicité de la garnison, que le duc d'Athole avait préposée à la défense de la ville.

Lord Drummond avait failli faire mieux, en se rendant maître du château d'Edimbourg, et si difficile que cela paraisse, il y fût sans doute parvenu, n'eût été l'imprudence de certains de ses hommes, dont les propos inconsiderés donnèrent l'alarme. Perth, qui ne relate point le fait, se contente d'affirmer, avec sa belle assurance de stratège en chambre : « Si l'Entreprise sur le Chateau d'Edinburgh auroit eu du succes, Nos gens auroit Esté En Angleterre a l'heure qu'il Est » (3).

Peut-être, mais à la condition d'être commandés par un autre homme que le comte de Mar, lequel n'avait aucune des qualités d'un chef militaire.

Mais alors, pourquoi le roi Jacques, par une commission datée du

(1) Mss. 31256, fol. 162-163.

(2) *Ibidem*, fol. 164.

(3) *Ibidem*, fol. 166.

7 septembre (1), l'avait-il nommé « Commandant en chef de ses forces de terre et de mer en Ecosse » ? « L'on peut s'Estonné », dit Perth à ce sujet, « de ce que le Comte de Marr eu le Commendement deféré a luy puisque le Marquis de Huntly fils ainé du Duc de Gordon, mon fils My lord Drummond et le fils du Duc d'Athol sont devant luy en rang. Mais les deux premiers sont des Catholiques et L'autre trop jeune pour cela » (2).

Ceci est une explication par la négative : nous savons pourquoi l'on n'en a pas nommé d'autres, mais nous ignorons toujours ce qui a motivé le choix du comte de Mar. La vérité est que Mar ayant pris l'initiative du soulèvement, le Prétendant, ne fût-ce que par reconnaissance, lui devait cette marque d'estime. Mais, dans sa pensée, ce choix n'était que provisoire ; Jacques comptait sur Berwick, à qui, le 13 octobre, il venait d'envoyer sa commission de commandant en chef, le substituant ainsi, ou plutôt le superposant, à Mar (3).

Berwick, c'était peut-être le succès assuré ; mais, maréchal de France et naturalisé Français, il fit savoir qu'il ne pouvait quitter le royaume sans la permission du Régent. Et c'est ainsi qu'après avoir poussé son frère à agir, il l'abandonnait à l'heure de l'action !

La déconvenue du prince fut cruelle, cruelle et inattendue. Elle ne le découragea point cependant ; avec ou sans Berwick, il partirait. Après tout, ce qu'il fallait aux insurgés pour les animer et leur inspirer confiance, c'était la présence du roi. John Drummond, le second fils de Perth, venait justement d'arriver avec des nouvelles réconfortantes : vingt-deux seigneurs du royaume d'Ecosse avaient pris l'engagement « de soutenir l'Interest du Roy Jusqu'au derniere goutte de leur sang ». On avait bon espoir. « Dieu sçait », écrivait Perth à Gualterio, « qu'elle sera la Reüssite de cette affaire, Mais c'est la Chose depuis la Malheureuse Revolution qui paroît la plus probable de relever les affaires du Roy » (4).

Seulement la question était toujours de savoir comment le prince pourrait atteindre l'Ecosse. « On l'a Empeché pendant que La Mer Estoit libre », dit Perth, « Et a cette heure Il y a 30 vaisseaux de Guerre qui Croise pour l'Interceptor et 100.000 livres sterling a gagné si l'on le peut attraper et le tuer » (5).

(1) *Stuart Papers*, I, 415.

(2) Mss. 31256, *loc. cit.*

(3) A. Shield and A. Lang, *Op. cit.*, p. 229.

(4) Mss. 31256, fol. 166. Au folio 165, Perth donne à Gualterio la liste des nobles écossais, partisans de Jacques III. Ils sont au nombre de 26, auquel il ajoute « plus de 600 barons et gentilshommes ».

(5) *Ibidem*, fol. 166.

Et pendant ce temps-là, ainsi qu'il est d'usage en période troublée, les fausses nouvelles commencent à se répandre. Un jour c'est Bristol qui s'est déclaré pour le roi Jacques ; un autre jour ce sont les jacobites qui ont pris Glasgow et capturé un convoi de vivres et de munitions destiné aux troupes du duc d'Argyle, le champion de Georges I^{er} ; ou bien ce sont les soldats de ce dernier qui désertent et vont grossir l'armée du comte de Mar. Celui-ci aurait avec lui 12.000 fantassins et 3.000 cavaliers, évaluation que Perth donne comme certaine (1), et qui est cependant fortement exagérée. Mar n'a guère que 4 à 5.000 hommes, médiocrement armés et insuffisamment approvisionnés en munitions, et lord Perth, dans sa lettre précédente, a précisément réclamé pour eux l'aide du pape : 10.000 armes avec des munitions à l'avenant, que Sa Sainteté pourrait acheter à Gênes et que l'on trouverait l'occasion de faire transporter en Ecosse.

En fait, il n'y a qu'une seule chose dont le duc de Perth soit sûr, et qu'il annonce également à Gualterio, c'est que le duc d'Ormond vient de quitter Paris pour essayer de gagner l'ouest de l'Angleterre, et d'y prendre la direction du mouvement insurrectionnel. Mais nous verrons ce qui en adviendra.

Deux semaines se passent, et le 10 novembre (2) Perth écrit à Gualterio : « Depuis ma dernière lettre les choses par rapport aux affaires du Roy mon Maître ont bien augmenté. Sa Majesté ayant quitté Bar il y a quinze jours Est allé trouver une Occasion de passer la mer, et de se mettre a la teste de ses fideles sujets dont le nombre augmente considerablement ». Le Prétendant avait en effet quitté Bar le 28 octobre, était passé par Paris, avait vu sa mère à Chaillot, et, après des aventures que l'on dirait extraites d'un roman de cape et d'épée (3), était arrivé le 8 novembre à Saint-Malo.

Là, il attendait d'avoir des nouvelles du duc d'Ormond, « parti depuis plus de 17 jours pour l'Angleterre », et dont on ne savait rien encore. Car il était évident que si Ormond réussissait à provoquer un soulèvement dans l'ouest, c'est à lui que le roi irait se joindre, le trajet étant que de vingt-quatre heures. « Mais si cela nous manque », dit Perth, « il faut hasarder de Gagner l'Escosse, et cela serroit non seulement plus Dangereuse pour la Navigation, Mais tout le passage Est gardé par des vaisseaux de Guerre » (4).

(1) Mss. 31256, fol. 167.

(2) La lettre est datée par erreur du 20 novembre

(3) Cf. Saint-Simon, *Mémoires*, XXIX, 274-281.

(4) Mss. 31256, fol. 169

Or cela devait manquer, et Perth en indique lui-même la raison, sans le savoir du reste : « Pour ce qui Est de l'Angleterre », dit-il, « l'on a arrêté des Milliers des bien Intentionés. Un Coquin d'Escossois, qui avoit le secret de toutes les affaires, en qui l'on avoit un Confiance sans reserve a trahy toutes les bonnes Intentions de nos gens, ayant decouvert tous les projets qu'on avoit Concerté pour rendre la Restauration du Roy infalible » (1). Le « Coquin d'Escossois » est un certain Maclean, ami et confident d'Ormond, et, quoi qu'en pense lord Perth, qui ne semble pas y attacher trop d'importance, c'est cette trahison et ses conséquences que le duc d'Ormond va donner comme prétexte à sa propre inertie.

N'oublions pas d'ailleurs que Perth n'a jamais été très partisan de la tentative par l'Angleterre. Par contre, écoutons-le une fois encore parler de sa chère Ecosse, refaire pour l'édification de Gualterio le dénombrement des forces du comte de Mar, dont les effectifs croissent à chaque nouvelle lettre : hier 15.000, aujourd'hui 18.000, demain 20.000 ! Et Argyle « n'a avec luy pour s'opposer a tout cela que 2.500 hommes de troupes réglés et 4.000 Milices qui ne vallent pas grand chose ».

Et justement le colonel Hay, celui qui naguère s'emparait de la ville de Perth, vient d'arriver d'Ecosse. « Il nous assure », dit Perth, « que le Roy en Est le Maitre a l'heure qu'il Est, que tout va a Merveille en ce pays la ». Mar serait en marche vers les insurgés d'Angleterre, de sorte que si les Anglais tiennent leurs promesses, « le Roy sera bientost retablie » (2).

Nouvelles excellentes en effet, si seulement elles étaient exactes. Mais lord Perth accepte tout cela de confiance ; il ne se demande pas si le colonel est bien renseigné et si les faits justifient son optimisme. L'excès d'esprit critique n'a jamais troublé son sommeil : on lui dit que tout marche à souhait, et il le croit.

Sa joie serait complète si le pape voulait enfin accorder l'argent qu'on lui demande depuis si longtemps. Des particuliers favorables au roi, dit-il, avaient promis de lui en fournir abondamment ; mais l'argent est devenu très rare en France. On y trouvait plus facilement « Dix Mille Escus en vingt quatre heures il y a trois ans que Dix Louis d'or a l'heure qu'il est » (3).

Huit jours s'écoulent, et son optimisme se tempère d'une extrême

(1) Mss. 31256, fol. 170.

(2) *Ibidem*.

(3) *Ibidem*, fol. 171.

anxiété au sujet du roi. « Nous sommes Ignorants ou il Est », avoue-t-il, « et s'il Est sur mer ou pas encor party ». Or, Jacques est alors au cap Fréhel, attendant « le premier vent favorable », et bien résolu à le mettre à profit (1).

Quant à la situation en Ecosse, il la croit toujours aussi bonne, et même meilleure ; car il a appris dans l'intervalle le raid du détachement de Mac Intosh of Borlum : 1.600 hommes (il dit 2.000) prélevés sur l'armée de Mar, et qui, ayant réussi à franchir le Firth, mais ayant échoué devant Edimbourg, étaient finalement parvenus à se joindre aux révoltés du Northumberland. Vu de Saint-Germain, et magnifié par l'imagination enfiévrée des jacobites, cela paraissait un exploit merveilleux.

Mais comment Perth s'explique-t-il que Mar, avec ses « vingt mille hommes bien armé et bien payé » (ce sont ses expressions) n'ait pas encore trouvé moyen de bousculer Argyle, qui n'a pas « trois mille hommes des troupes réglées et deux mille des gens ramassés » ? C'est très simple : « La raison pour quoy ils (Mar et ses hommes) n'ont pas fait plus de progres Est qu'ils ne veulent pas quitter leurs postes de peur qu'a l'arrivé du Roy Sa Majesté trouve l'Endroit ou il doit débarqué degarny de troupes.... ». Belle excuse pour justifier l'inertie d'un incapable ! Mais dès que le roi aura rejoint son armée, oh ! alors, Perth prévoit que l'on va bientôt « Denicher Argyle Et avancer vers l'Angleterre ou l'on Espere d'estre bien aidé par les fidelles Anglois » (2).

Et voilà comment l'on gagne des batailles à distance !

Cependant de Rome arrivent aussi de bonnes nouvelles. Le 12 novembre Gualterio mande à Perth que Sa Sainteté se montre assez disposée à fournir les 10.000 armes demandées (3). Le duc reçoit la lettre du cardinal le 1^{er} décembre à huit heures du soir, et « a la haste » (4) il répond..... quoi ? Que le pape est bien bon, et qu'on le remercie ? Non ; tout est changé : on espère trouver des armes plus à portée, et Perth est chargé par la reine de prier Sa Sainteté d'accorder « une bonne somme d'argent au lieu des armes en question..... », « Car c'est l'argent qui manque Et avec une bonne somme l'on feroit des merveilles » (5).

(1) Jacques à Bolingbroke, *Cal. of Stuart Papers*, I, 458-459.

(2) Mss. 31256, fol. 171-172.

(3) Mss. 20296, fol. 107.

(4) Il est si pressé qu'il date sa lettre du 1^{er} novembre alors qu'elle est indubitablement du 1^{er} décembre.

(5) Mss. 31256, fol. 175.

La reine Marie-Béatrice avait de son côté prié le nonce à Paris d'écrire au pape, et de lui représenter « qu'il n'y avait pas de plus grand obstacle au rétablissement du roi, son fils.... que le manque d'argent ». Puisque, disait-elle, le roi est actuellement en chemin pour rejoindre ses sujets, et qu'après Dieu le succès de toute cette affaire dépend à présent d'un prompt secours d'argent, elle ne pouvait douter que le saint-père ne fit « un effort extraordinaire pour y suppléer le plutôt que cela se pourra : car tout dépend de la promptitude de ce secours » (1).

Cédant à ces instances, Clément XI se décidait enfin, le 10 décembre 1715, à envoyer la somme de 30.000 écus, tout en s'excusant de ne pouvoir faire plus pour l'instant (2). La vérité, que Gualterio ne déguise pas, est que le saint-père « garde encore quelque doute sur le succès de l'entreprise ». Si les affaires du roi étaient une fois bien en train, et qu'on en avait de bonnes nouvelles, « on obtiendrait facilement d'autres sommes et plus importantes » (3).

Eh bien, s'il ne faut que des bulletins de victoire pour desserrer les cordons de la bourse pontificale, le duc de Perth va se charger d'en rédiger. « Il y a deux jours », écrit-il le 15 décembre à Gualterio, « qu'un Courrier du Duc de Mar Est arrivé avec la Relation d'une Bataille que nos Gens ont gagné contre My Lord Argyle. Et Nostre victoire auroit Esté absolument complete sans que nostre aile gauche par la méprise d'une parolle de Leur Generall auroit cédé à l'aile Droit des Ennimies. Mais cela ne nous a rien cousté de nostre Costé quoy que par la beaucoup des Ennimies se sont sauvé ». Et, avec un légitime orgueil, il ajoute : « Mon fils qui a Commandé Nostre Cavallerie et mon petit fils qui en Est Generall Major quoyque a peine a-t-il 21 ann me mande que la nombre de ceux qui ont Combattue et battüe les Ennimies Estoit bien moindre que celle des Ennimies qui ont Esté battüe ; Mais nos gens Estant pour la Cavallerie des Gentilshommes et nos braves Montaignards ont fait des Merveilles » (4).

Il y a cependant quelques ombres à ce beau tableau de « victoire ». D'abord la partie semble perdue dans le nord de l'Angleterre : encerclés dans la petite ville de Preston, les insurgés, après avoir durant toute la journée du 23 novembre (5) soutenu de furieux combats, ont dû le lendemain se rendre à discrétion. Ensuite il y a toujours le nerf de la guerre qui fait défaut. « Nous n'avons pas de quoy nous pourvoir des

(1) Mss. 20293, fol. 162.

(2) Mss. 20295, fol. 24.

(3) Mss. 20296, fol. 116.

(4) Mss. 31256, fol. 177-178.

(5) Le 12 novembre pour l'Ecosse.

choses Necissaires Car Nostre poudre apres la bataille nous manque ». Enfin, il faut bien qu'il avoue, « c'est de l'arrivé de la Nouvelle de l'arrivé (*sic*) de Sa Majesté que nous sommes en peine,..... car sans son arrivé nous n'avancerons pas beaucoup en nos affaires » (1).

Mais voici qui est bien pis : cette bataille de Dumblain (2), dont par ailleurs, il envoie à Rome « un récit exact » (3), et qu'il est ainsi amené à présenter comme une victoire des jacobites, n'a été en fait qu'un de ces combats indécis, où chacun des deux adversaires peut se croire vainqueur. La supériorité numérique était, quoi qu'en dise lord Perth, induit en erreur par son fils, nettement du côté de Mar (4). Celui-ci, venant de Perth, s'était porté à la rencontre d'Argyle qui venait de Stirling ; le 24 novembre (5), il avait attaqué, dans l'espoir de battre son adversaire et de le rejeter au-delà de Stirling. Vainqueur par sa droite et vaincu à sa gauche, il s'était replié d'abord sur Auchterarder, puis sur Perth. Il n'avait donc pas atteint son objectif. Par contre Argyle avait pu maintenir sa position de Stirling, barrant aux insurgés la route des Lowlands et de l'Angleterre : c'était donc à lui en définitive que revenait le véritable fruit de la victoire.

Tandis que ses partisans, tant au nord de l'Angleterre qu'en Ecosse, jouaient ainsi la partie et la perdaient, que devenait le Prétendant ? Après avoir longtemps erré d'un port à l'autre, le long des côtes bretonnes et normandes, « dans des pluys continouelles ayant toujours les pieds mouillés » (6), il finissait par s'arrêter à ce plan : gagner Dunkerque sous un déguisement, et là s'embarquer à l'insu de tous. Il y parvenait, non sans peine, et, le vendredi 27 décembre, il s'embarquait enfin « sur un vaisseau d'environ 50 tonneaux..., sans estre connu a bord de personne que d'un Monsieur Le Franc qui avoit conduit toute l'affaire de l'embarquement, ayant loué, équipé et pourvu le vaisseau de vivres » (7).

(1) Mss. 31256, *loc. cit.*

(2) Appelée aussi bataille de Sheriffmuir, car elle s'est livrée entre les deux localités.

(3) *Perth's Corr.* at Blairs, N° 102.

(4) Malgré la défection, deux jours avant la bataille, des 200 highlanders du marquis de Huntly, sous prétexte qu'on leur avait imposé plus de corvées qu'aux autres, et celle des 400 Frasers, rappelés par leur chef lord Lovat, et mis au service du roi Georges ! « Que doit-on penser de ce My Lord Lovat », dit Perth à Gualterio, « qui a Sauteur a Communé 2 fois par semaine Et fait l'hypocrite si adroitement que l'on l'a Estimé comme un Saint ? Il a Renoncé à sa Religion a sa pretendue fidelité au Roy et a son honneur sans faire de difficulté de tacher de Debaucher et faire deserter tout ceux de son nom ». (Mss. 31256, fol. 183).

(5) Le 13, un dimanche, pour l'Ecosse.

(6) Perth à Gualterio, Mss. 31256, fol. 186.

(7) *Ibidem*, fol. 182 : Rapport de M. Le Franc communiqué par Perth. D'après Saint-Simon (XXX, 2), c'est Bolingbroke qui fréta ce vaisseau « en Normandie, où le Prétendant vint s'embarquer, non en Normandie, mais à Dunkerque, où on avoit fait passer le vaisseau ». Bolingbroke, oui, mais avec M. Le Franc en sous-ordre.

Le jeudi suivant, 2 janvier (22 décembre pour l'Ecosse), le modeste sloop pénétrait dans le port de Peterhead. « C'est une petite ville qui appartient à mon petit fils le Grand Mareschal d'Escosse », dit Perth. Les nouvelles que Jacques y apprit étaient très bonnes, trop bonnes pour être vraies. Tout allait pour le mieux, « il ne manquait que la présence de Sa Majesté ».

Le 3 janvier (23 décembre), il partait pour Fetteresso, propriété de la comtesse de Marishall, fille aînée du duc de Perth, « et le jour suivant qui Etoit la veille de Noël », dit ce dernier, « je compte qu'il sera arrivé chez ma fille à dîner. Il trouvera en Elle un cœur qui le recevra comme s'il estoit un Ange du Ciel, lorsqu'il se sera fait connoître » (1).

Hélas, ! il y trouva aussi le duc de Mar (2), et de lui il apprit la vérité. Il connut la fausse victoire de Sheriffmuir et le désastre de Preston ; la défection des Camerons, des Frasers et d'autres clans ; la prise d'Inverness par Lord Lovat, entraînant le départ de Seaforth et de Huntly inquiets pour leurs terres ; Argyle renforcé par plusieurs milliers de Hollandais, alors que les effectifs de Mar étaient réduits de moitié, si bien que celui-ci songeait à abandonner la ville de Perth !

Mais à Saint-Germain, où l'on ignorait tout ceci, depuis le 12 janvier que l'on savait le roi arrivé sain et sauf à Peterhead, la confiance et la joie régnaient. « La reine d'Angleterre », écrit la Princesse Palatine, « a été bien heureuse d'apprendre l'arrivée et la bonne réception de son fils en Ecosse ; la pauvre femme n'est pas accoutumée à se réjouir ; sa satisfaction a été si vive que la fièvre qu'elle avoit lui a passé » (3).

L'heureuse mère écrivait aussitôt à Gualterio et au pape, leur annonçant la bonne nouvelle, et remerciant Clément XI des 30.000 écus qu'il avait envoyés à son fils. Seulement, il en fallait davantage : si le secours se borne là, disait-elle au cardinal, « ce sera autant d'argent perdu ! » (4)

De la maison de lady Panmure, à Brechin, où il s'était rendu, après avoir passé chez la comtesse de Marishall huit jours entiers de fièvre et de dépression physique et morale, le Prétendant écrivait de son côté au saint-père le 11 janvier 1716 (5). Reposé de ses fatigues et débarrassé de sa fièvre, il avait repris courage et espoir. Il suppliait Sa Sainteté de se hâter de le secourir, car, disait-il, « c'est la promptitude

(1) Mss. 31256, fol. 183.

(2) Il l'avait nommé duc au mois de novembre précédent.

(3) *Corr. de Madame*, déjà citée (lettre du 21 janvier 1716), I, 210.

(4) Mss. 20293, fol. 163-165.

(5) La lettre est datée, *more scotico*, du 31 décembre 1715,

seule qui peut rendre utiles les effets de sa bonté paternelle à mon égard » (1).

D'après Gualterio, le rapport sur le voyage de Jacques III en Ecosse avait causé au pape un vif plaisir. « Ces bonnes nouvelles », dit-il à Perth, « l'ont fort animé, et au cours de l'audience que j'ai eue il y a deux jours, il m'a assuré qu'il ferait tous les efforts possibles pour l'assister » (2).

Cependant les jours s'ajoutaient aux jours. A Saint-Germain on était sans nouvelles du roi, mais on ne s'en étonnait pas, Sa Majesté, dit Perth le 26 janvier, ayant écrit « qu'elle voudrait savoir l'Estat des choses avant que renvoyer un vaisseau pour Donner de ses nouvelles ».

Quinze jours plus tard, le 9 février, les nouvelles arrivent et elles sont bonnes. « Nous le Croyons Couronné a l'heure qu'il Est », dit Perth en parlant du roi Jacques (3).

Le vieux duc est enfin satisfait, il est heureux, il se sent d'humeur à plaisanter. Ecrivant le même jour à l'un de ses amis de Rome, il lui conte à titre de curiosité l'anecdote bizarre de la poule jacobite, anecdote qu'il tient de son second fils, John, récemment venu d'Ecosse. Cette remarquable gallinacée appartenait à un whig de Peterhead, et l'œuf qu'elle avait pondu portait « en bas-relief ces caractères aussi distincts que possible : IAM : ΔIII ». En retournant le seul signe Δ, pouvait-on y lire autre chose que IAM(ES) VIII ? (4) La pauvre poule l'apprit à ses dépens. « Le whig », dit Perth, « porta l'œuf à ma fille (la comtesse de Marishall) sans examiner le sens des caractères, et quand celle-ci lui eut dit ce qu'ils devaient signifier, il s'en retourna chez lui et tua la poule ! » (5)

Or, par une cruelle ironie du sort, ce même 9 février où Perth, croyant son maître couronné, se détendait ainsi l'esprit, en Ecosse le pauvre Prétendant, les larmes aux yeux, était contraint de signer l'ordre d'abandonner la ville de Perth ! Un seul homme aurait pu le sauver en cette extrémité : Berwick, et le 12 janvier, Mar, sur l'ordre du prince, avait écrit à Berwick (6). Mais celui-ci ne répondrait que le 12 février, quand tout serait perdu, qu'il ne convenait ni à son honneur ni à l'intérêt du roi « qu'il désertât comme un simple troupié ».

(1) Mss. 20292, fol. 84.

(2) Mss. 20296, fol. 122.

(3) Mss. 31256, fol. 184 et 186.

(4) Se rappeler que Jacques III est Jacques VIII pour l'Ecosse

(5) *Perth's Corr*, at Blairs, N° 108.

(6) *Cal. of Stuart Papers*, I, 500.

En s'éloignant de Perth, qu'il ne pouvait plus défendre contre l'armée d'Argyle, Jacques n'avait du reste pas l'intention de renoncer à la lutte. Il voulait se replier sur Inverness, qu'il comptait reprendre avec l'aide de Huntly et de Seaforth. Volonté ou velléité ? Toujours est-il que le 14 février le vit marcher, non sur Inverness, mais sur Montrose, où, ne se croyant pas poursuivi par l'ennemi, il se proposait, nous dit Mar, de laisser un peu souffler ses troupes (1). Illusion : le samedi 15 il apprenait que le duc d'Argyle, qui ne s'était pas arrêté à Perth, n'était qu'à quatre milles de Montrose !

Que faire ? Fuir et abandonner ses soldats ? Il ne pouvait s'y résoudre. Mais on lui fit comprendre que sa présence n'aurait désormais d'autre effet que d'exciter l'ennemi contre ses partisans. Il finit par se résigner à contre-cœur. Un navire de quatre-vingt-dix tonneaux, la *Marie-Thérèse* de Saint-Malo, se trouvait par hasard dans le port de Montrose (les Stuarts n'avaient de chance que dans le malheur) ; il s'y embarqua, emmenant avec lui le duc de Mar, le marquis de Drummond, qu'une chute de cheval sur la glace avait blessé à la jambe, et quelques autres. A la faveur de la nuit, la *Marie-Thérèse* réussit à se glisser entre neuf vaisseaux de guerre qui l'attendaient en rade, et le 21 février le royal fugitif débarquait à Gravelines (2).

Aussitôt à terre, il se préoccupait d'envoyer en Ecosse deux navires, avec mission d'en ramener le plus grand nombre possible de ses amis. Puis par Boulogne, Abbeville et Beaumont-sur-Oise, il gagnait Saint-Germain, où il arrivait le 26 février (3).

Pour le duc de Perth, c'était la dernière et la plus grande déception de sa vie, déception d'autant plus vive, que plus vif aussi avait été son espoir. Le 16 février il écrivait encore à Thomas Innes : « Nous n'avons pas de nouvelles de chez nous. Stair, dit-on, prétend que tous les amis du roi se sont révélés de faux amis et l'ont abandonné. Je suis sûr qu'il ment » (4). Et il attendait, confiant, l'arrivée des bonnes nouvelles, trompant son attente par la lecture d'ouvrages pour ou contre le jansénisme.

Mais, le 23 février, averti de l'échec et désabusé, il écrivit : « En ces heures mélancoliques, ma seule consolation est de lire, car je suis incapable de m'appliquer constamment aux affaires sérieuses » (5).

(1) *Cal. of Stuart Papers*, I, 508.

(2) Perth à Gualterio, Mss. 31256, fol. 188-189 ; *Cal. of Stuart Papers*, I, 509 ; *Merc. Hist. et Pol.*, mars 1716, p. 291.

(3) *Merc. Hist. et Pol.*, mars 1716, p. 291.

(4) *Perth's Corr.* at Blairs, N° 109.

(5) *Ibidem*, N° 110.

Hélas ! Quatre jours après, ce n'était plus seulement la mélancolie, c'était la douleur et l'angoisse. « Vous pouvez juger de la détresse et du chagrin de Marie (1) et de ma pauvre lady Perth, si je vous dis que notre meilleur espoir est que Neddy est prisonnier, ainsi que le comte de Marishall et son frère. Vous savez combien sanguinaire est ce gouvernement inique. Priez pour nous » (2). Et le 1^{er} mars à Gualterio : « C'est avec un Cœur pénétré de Douleur que j'ecris cette fois a V. Em^{ce}. Il Est vray que le Roi mon Maitre est en sureté, mais ses affaires en Escosse sont entierement ruiné, et une quantité prodigieuse de gens de qualité perdue » (3).

Le soir du 26 février il a eu la consolation de revoir son fils aîné, lord Drummond, boitant d'une jambe, et qu'il n'avait pas vu depuis vingt-deux ans (4). Mais il était torturé par une crise de strangurie, « un mal qui ne me quitte jamais », dit-il, « mais parfois l'excès de la douleur me rend incapable de quoi que ce soit » (5).

Une pensée le hante : que sont devenus lord Edward, le comte de Marishall et son frère ? Lorsque le Prétendant a quitté Montrose, Edward était à cinq milles de là ; quant au comte de Marishall, il a noblement refusé de fuir. « Le pauvre enfant qui n'a que 22 ans », dit Perth, « s'est Excusé, priant Sa Majesté de le laisser pour avoir sa part dans le sort de sa patrie ».

Et voilà son imagination de malade qui travaille et lui présente sa situation sous les couleurs les plus noires. Son fils et ses petits-fils ne sont plus ; il les croit tous tués, « tellement », dit-il, « que j'ay perdue Mes Enfants, Mon bien, et tout ce que j'avois au Monde, et j'ay la Mortification de voir périr ma Chere Patrie c'est a Dire tout les honnestes gens d'Ecosse et la plus Grand partie de mes parents » (6).

Un mois s'écoule, et son état ne fait qu'empirer. La strangurie le tourmente maintenant nuit et jour. Dès que survient une accalmie, il en profite pour écrire à Gualterio une très longue lettre le 29 mars, suivie d'une autre le 4 avril, dans lesquelles il se soulage de toute l'amertume qu'il a sur le cœur.

Devant les ruines de son beau rêve écroulé, il éprouve le besoin d'analyser les causes de la catastrophe, ce qui est bien humain. De plus il se sent en dette avec son ami le cardinal, auquel il a jadis fait parta-

(1) Sa fille aînée, lady Marishall.

(2) *Corr.* at Blairs, N° 111.

(3) *Mss.* 31256, fol. 188.

(4) Depuis septembre 1694 où ils s'étaient rencontrés à Anvers.

(5) *Corr.* at Blairs, N° 112.

(6) *Mss.* 31256, fol. 189.

ger tous ses espoirs : on devait réussir, on n'a pas réussi, pourquoi ? Il faut qu'il le lui dise. Aussi bien, il n'a plus à se gêner, maintenant que Bolingbroke est en disgrâce : quelques jours après son retour en France, le roi Jacques lui a redemandé les sceaux.

Car c'est lui, Bolingbroke, qui aux yeux de Perth, a été la cause de tout le mal. Les Ecossais, dit-il, ont prié le roi d'aller à eux en juin dernier, c'est-à-dire avant que l'Electeur ait eu le temps de se fortifier en Angleterre. A cet effet, ils lui ont envoyé une première fois son fils, lord John Drummond, et Jacques III, qui ne demandait qu'à agir, a renvoyé peu après lord John en Ecosse avec la nouvelle qu'il serait bientôt à la tête de ses fidèles sujets. Mais Bolingbroke avait eu « le talent de s'insinuer dans l'Estime de Leurs Majestés », lesquelles croyaient « avoir trouvé un trésor en luy », et il « empecha le Roy de partir ». Pourquoi cela ? Parce que, dit Perth, les Anglais et lui ne voulaient pas que l'Ecosse eût « la Gloire d'avoir donné le branle a une si fameuse entreprise », et que de plus « ils ont envie d'avoir le Roy sur le throne mais lié pieds et poigns », et non pas « fortifié par une armée a sa Devotion ». Et c'est ainsi que John Drummond, à son arrivée en Ecosse, « trouva des lettres du Roy l'avertissant que sa Majesté avoit pour des bonnes raisons deferré son voyage ».

Là-dessus se produisit l'initiative du duc de Mar, et derechef les jacobites envoyèrent lord John « pour prier le Roy d'aller a eux avec toute la Diligence possible ». Mais le mauvais temps, des méprises et « la Négligence de son Secetaire de [pour] ne rien dire de pis », firent que le roi fut « errant par cy par la près de deux mois ». Et Perth rappelle qu'il a fait son possible pour que l'on envoie en Ecosse « des officiers dont on avoit plus de 600 prest de partir ». Leur présence à Dumblain eût changé la face des choses. « Mais », dit-il, « non seulement les officiers n'ont party que trop tard, et seulement environ 50...., Mais l'on n'a pas Envoyé un grain de poudre, un fusil, ni une Espé avec 15 vaisseux (*sic*) qu'on a Envoyé en Escosse dont nos Ennimies n'ont pas pris un seul. Et l'on avoit prest 10.000 fusils, 30.000 (milliers) de poudre et toutes choses a proportion prest d'Envoyer ».

A qui la faute ? A Bolingbroke encore, lequel « a toujours entrepris de faire toutes choses et n'a pas seulement fait une seul ». Et pourquoi donc ? Parce que, dit Perth, résolu à déchirer tous les voiles, « La Débauche, les femmes, le vin, et les liens infames ont Esté les affaires les plus Importantes : et quelquefois quand Monsieur le Duc d'Ormond, qui Estoit son protecteur en Angleterre, avoit affaire de luy

parler sur les affaires du Roy il auroit Esté 3 ou 4 jours sans le deterrer » (1).

Enfin, il y a eu en Ecosse la défection des deux marquis, Huntly et Seaforth, « qui quoyque Catholiques ont manqué ou de fidelité, ou de courage ». Il y a eu aussi la malchance insigne : les 100.000 écus (2), que Louis XIV avait obtenus de son petit-fils, le roi d'Espagne, et que Bolingbroke (toujours Bolingbroke), au lieu de les envoyer avec le roi, a fait mettre sur un vaisseau, lequel s'est échoué sur un banc de sable, « et l'argent est allé au fond de la mer ». Et ce terrible hiver d'Ecosse, un hiver comme on n'en avait pas vu depuis cent ans, qui a gelé les rivières, favorisant l'avance d'Argyle et le passage de son artillerie !

Bref, « toutes choses ont Conspiré a nostre pert », dit-il ; « c'est la volonté de Dieu et nous le prions de nous donner la Grace de nous soumettre a sa sainte volonté avec joye ».

Cette résignation chrétienne, le pauvre due l'a manifestement, et il y a quelque mérite, car les nouvelles qu'il reçoit d'Ecosse sont désolantes. Les troupes de l'usurpateur ont tout mis à sac. « Ces barbars », dit-il, « ont pillé nos Maisons et pris jusqu'au bouteilles et barilles des caves, V. Em^{ce} peut bien juger que les pierreries des Dames et la vaisselle d'argent n'ont pas Eschapé ». Il apprend « que sa brüe la Marquise de Drummond et reduite a la derniere misere, elle et cinque pauvres Enfants qui n'ont pas sauvé leurs habits ». Il se voit perdant « les portraits de ses Antcestrs, un service de vaiselle d'Argent D'oré que La Reine Anne Ayeule du Roy son Maitre avoit Donné a son Grand père,..... et sa bibliothèque que son Grand père avoit commencé de former et que l'on avoit augmenté Considerablement ».

Tout ceci ne l'empêche pas de conclure avec cette magnanimité qui est de tradition dans la famille : « Pour moy et mes Enfants, nous sommes sur le pavé : Mais nous suffrons en bon Compagnie, et quoyque

(1) Peut-être trouvera-t-on ici que Perth est trop sévère pour Bolingbroke et le charge à plaisir. Mais d'autres témoignages corroborent le sien : les révélations de Francis Atterbury, évêque de Rochester, et du général Hamilton, qui ouvrirent les yeux du Prétendant ; la lettre de Mar à Straiton, du 11 mars 1716 (*Cal. Stuart Papers*, II, 12) ; et surtout (*fas est ab hoste doceri*) Stair, l'ambassadeur de George I^{er} à Paris, avouant au propre secrétaire de Bolingbroke, « comme s'il s'agissait d'une plaisanterie ou d'une aimable faiblesse, que le pauvre Harry... s'enivrait et racontait à ses maîtresses tous les secrets du roi, et qu'il dépensait pour elles l'argent destiné aux armes et aux munitions ». (Stair à Craggs, *Hardwicke State Papers*, cité par A. Shield et A. Lang dans *The King over the Water*, p. 259).

(2) Berwick parle de « 100.000 ducats en lingots d'or », et nous lisons d'autre part dans la *Corr. de Madame*, I, 218-219 (lettre du 21 février 1716) : « Je sais de bonne source que le pape et le roi d'Espagne ont fourni de l'argent au Prétendant ; le pape a donné trente mille livres et le roi trois cent mille écus ; quant à mon fils (le Régent), il n'a donné ni un liard ni une obole ».

nous avons tout perdüe, Je ne trouve pas que cela touche mes fils le moins du monde. La Cause est juste, nos Consciencees en repos, et de ne nous pas trouver a nostre aise nous Est commune avec beaucoup des gens d'une Eminente qualité ».

Deux choses cependant lui font de la peine : le sort de son fils Edward et de ses deux petits-fils, « qui sont dans les Montaignes », et dont il n'a toujours pas de nouvelles, et la situation lamentable du roi son maître, lequel « voit bien des gens d'une qualité eminente reduit a la Mendicité et n'estant pas Capable de leur donner seulement du pain souffre dans son bon Cœur un amertume quisante » (1).

Le pauvre Prétendant venait d'écrire au pape pour lui annoncer son échec, ne désespérant pas encore, disait-il, de réussir une autre fois. Ne pouvant plus rester en France, il demandait asile dans les Etats de Sa Sainteté, et osait, sans attendre la réponse de Clément XI, se retirer dans le Comtat d'Avignon (2). Le saint-père ayant dit oui, Jacques l'en remerciait par une lettre datée d'Avignon le 4 avril 1716 (3).

Ainsi qu'on le voit, le jeune prince ne renonçait pas à tout espoir. Un Anglais ne renonce jamais ; il serre les machoires et recommence : *never say die* ! Un Ecossais pas davantage : « Tant que Sa Majesté est en vie », dit Perth, « il y a toujours quelque chose a Esperer ». Et le voilà déjà formant des projets : « La seul ressource seroit de faire un fond d'argent sous mains, d'amasser des Magazins, et de se tenir en repos pour quelque temps, et quand on y pense le moins, renouveler nostre entreprise ou en Ecosse, ou en Irlande » (4).

On se lasse de tout, sauf de l'espérance, quoi qu'en ait dit Lamar-tine. C'est ainsi qu'à cinq semaines de sa mort le duc de Perth regardait encore vers l'avenir.

Mais avant de songer à l'avenir, il restait à liquider le passé. De cette fameuse entreprise d'Ecosse, si mal préparée et plus mal conduite encore, deux hommes allaient cependant tirer quelque profit : le duc de Mar et le capitaine Le Franc. Ce dernier avait au moins le mérite d'avoir bien fait ce qu'il avait à faire ; quant au duc de Mar, il n'avait que celui, très discutable, d'avoir précipité des événements, qui aussitôt le dépassèrent et firent ressortir son insuffisance.

Le roi Jacques en jugea différemment. Il offrit à Mar la succession de Bolingbroke, et Mar, après quelque hésitation, finit par accepter. Faut

(1) Mss. 31256, fol. 190 à 195, *passim*.

(2) Mss. 20292, fol. 86 : « Frès de Chaalons ce 22 mars 1716 ».

(3) *Ibidem*, fol. 87.

(4) Mss. 31256, fol. 192.

également Chevalier de la Jarretière, celui-ci écrivait d'Avignon le 8 avril pour annoncer à Perth cette bonne nouvelle. Il lui envoyait en même temps les instructions du roi concernant l'Ordre du Chardon : Sa Majesté, comme si elle eût été au palais de Windsor, voulait que ses serviteurs portassent leurs insignes (1).

Perth répondait le 15 avril, entre deux crises de son mal, félicitant Mar de sa promotion et regrettant de n'avoir pu suivre son royal maître, ce qui lui aurait valu l'honneur d'attacher la Jarretière à la jambe du nouveau chevalier, « ainsi que cela me revenait », dit-il, « comme étant le dernier de ceux qui ont reçu cette marque de la faveur de mon Maître ».

Il ajoutait un mot au sujet de M. Le Franc, lequel lui avait écrit de Dunkerque le 3 avril, lui demandant d'user de son influence sur la reine, afin d'obtenir du roi qu'il soit anobli ou ait quelque emploi au service de Sa Majesté (2). Le plus simple pour le roi, dit Perth, est de faire Le Franc Chevalier, ce qui lui permettra, de porter l'épée, ainsi qu'il le désire. « Le roi », ajoute-t-il, « n'a qu'à charger la reine ou quelqu'un d'autre de lui conférer cet honneur en son nom » ; car Le Franc ne peut se rendre en Avignon, « ce serait un trop grand voyage à entreprendre pour un homme pauvre » (3).

C'est ainsi que, jusqu'à la fin, le duc de Perth s'emploie à rendre service à ceux qui font appel à son obligeance. Le 23 mars il a écrit, ou plutôt, ne le pouvant faire lui-même, il a fait écrire par son secrétaire une lettre au duc d'Aumont, lettre qu'il a simplement signée de sa main tremblante de vieillard malade, et c'était pour obtenir la réintégration « dans le service de la France d'un brave officier, le sieur Duval, Capitaine de Dragons au Régiment de Pasteur, troupes d'Espagne », qui en était parti dans l'espoir de rejoindre le roi Jacques en Ecosse (4).

Enfin, le 19 avril, il peut encore signer une lettre, la dernière à notre connaissance. Elle est adressée à son ami, le cardinal Gualterio, et a trait à deux officiers, les capitaines Philippe Hease et O'Donogh, « qui ont tout perdu pour le service du Roy ». Le premier voudrait épouser l'une des filles du second, qui est sa filleule. Il faudrait que Sa Sainteté accorde une dispense gratis, car O'Donogh « a encore cinq filles sans avoir seulement du pain pour les faire vivre » (5).

(1) *Cal. of Stuart Papers*, II, 72.

(2) *Ibidem*, II, 88.

(3) *Ibidem*, II, 87.

(4) B. N., *F. Fr.*, 22797, fol. 178-179.

(5) Mss. 31256, fol. 196.

Mais le jour allait venir où le pauvre duc ne pourrait même plus tenir la plume pour signer une lettre. Avec le mois d'avril, en effet, sa santé déclinante commence à donner à son entourage de sérieuses inquiétudes. On envisage une opération. « S'il était en Ecosse », écrit, le 7 avril, le Docteur Abercromby qui juge son état très grave, « aucun médecin ne conseillerait l'opération, aucun chirurgien n'oserait la tenter, mais, à vrai dire, les chirurgiens français sont beaucoup plus adroits que les nôtres, et j'espère qu'il guérira » (1).

L'opération est délicate, en effet, et on la retarde le plus possible, Mais à la fin d'avril, le malade est si bas qu'il faut condamner sa porte à ses amis (2). Le 3 mai, la duchesse de Perth aux abois écrit à Thomas Innes : « My Lord me prie de vous faire ses compliments, qui, il est à craindre, seront les derniers, et il voudrait que vous fassiez dire neuf messes pour lui à la châtelle de Ste. Geneviève, afin, si possible, d'être délivré, par l'intercession de cette grande Sainte, des tortures que lui cause l'arrêt de l'urine. Je vous demande de prier pour la conservation de sa vie, en considération de sa malheureuse épouse et de sa famille désolée ». Elle a entendu dire qu'un fou furieux avait été guéri par le moyen d'un certain M. Gourdan, ou de quelque autre saint personnage, et elle conjure l'abbé Innes d'implorer son assistance. Que l'on dise aussi des messes à l'abbaye (de Sainte-Geneviève), le malade le désire (3).

Trois jours se passent, et la situation loin de s'améliorer s'aggrave. Le duc « est si dangereusement malade qu'on le juge perdu » (4). Le 11 mai enfin, on se décide à l'opérer, et à une heure de l'après-midi la duchesse écrit de nouveau à l'abbé Innes : « J'ai ordonné, Monsieur, à mon valet de pied de vous faire savoir que My Lord avait été taillé, et jusqu'ici, Dieu merci, il n'y a pas d'accident. Mais il a beaucoup de fièvre et il souffre, comme il l'a fait depuis plusieurs jours. On l'a saigné légèrement à deux reprises depuis l'opération. J'ai grande confiance en ce M. Gerrien qui est certainement l'homme le plus capable de sa profession ». Et elle demande encore que l'on prie beaucoup pour le pauvre malade (5).

Mais l'heure de Dieu avait sonné : le duc de Perth mourut ce même jeudi 11 mai 1716, âgé de soixante-huit ans moins deux mois. Peut-être avait-il eu avant d'expirer, la consolation d'apprendre que son fils, lord

(1) *Cal. of Stuart Papers*, II, 70.

(2) *Ibidem*, II, 130.

(3) *Perth's Corr.* at Blairs, Letters of the Duchess of Perth, N° 1.

(4) W. Fraser, *The Book of Carluherock*, II, 238.

(5) *Perth's Corr.* at Blairs, Letters of the Duchess of Perth, N° 2.

Edward, et ses deux petits-fils avaient enfin débarqué sains et saufs à Morlaix ; mais il n'eut certainement pas celle de les revoir. Lord Edward, en arrivant à Saint-Germain, trouva sa famille plongée dans le deuil (1).

Le 12 mai, « le corps de haut et Puissant Seigneur Milord Jacque Drummond, Duc de Perth, grand chancelier d'Ecosse, gouverneur de Sa Majesté Britannique Jacque troisième Roy d'Angleterre d'Ecosse et et d'Irlande, chambellan de la Reyne », était porté en l'église de Saint-Germain-en-Laye, où la messe fut « célébrée solennellement le corps présent ». « Le soir du même jour », il était « transféré à Paris pour estre inhumé dans la chapelle du College Ecossois » (2).

Car c'est là, près du monument élevé par ses soins à la mémoire du roi Jacques II, qu'il avait voulu reposer. Et c'est là aussi que, jusque vers la fin du siècle dernier, on pouvait lire « sur une longue dalle de marbre blanc, arrondie par le haut et encadrée d'une bordure de marbre noir », son épitaphe latine énumérant avec une scrupuleuse exactitude, ses titres, ses fonctions, sa conversion, ses mérites et ses vertus (3).

Le 17 mai, le roi Jacques écrivait d'Avignon à lord Drummond, désormais duc de Perth : « J'ai été plus affligé que surpris d'apprendre la mort de votre père. Je perds en lui, j'en suis sûr, un vrai et fidèle serviteur : ses mérites m'étaient connus et je les eusse récompensés, s'il avait vécu jusqu'à ce qu'il plaise à Dieu de m'accorder de plus heureux jours. Veuillez, je vous prie, faire savoir à Madame la duchesse de Perth et à toute votre famille, la part que je prends à leur juste douleur, et le désir que j'ai de leur donner des preuves de la considération et des faveurs qu'ils méritent si bien, tant par eux-mêmes qu'à cause de lui » (4).

Après le témoignage du fils, celui de la mère : dans le P. S. d'une lettre de la reine Marie-Béatrice à Gualterio, datée « a Chaillot ce 2^d Aoust 1716 », nous lisons : « Je ne doute pas que vostre bon cœur n'ait esté un peu touché de la perte, que nous avons faite du pauvre Duc de Perth, vous connoissiez son merite, et la véritable amitié, que j'avois pour lui » (5).

Ajoutons à cela une simple mention de Dangeau dans son *Journal*, de Saint-Simon dans ses *Mémoires*, et voilà toute l'oraison funèbre du duc de Perth.

(1) *Cal. of Stuart Papers*, II, 160 : lettre de lord Edward à Jacques III.

(2) Convoy de M. le duc de Perth : *Registres Paroissiaux de Saint-Germain-en-Laye*, année 1716, fol. 45.

(3) Cf. Guilhermy, *Inscriptions de la France*, I, 617.

(4) Mss. 19254, fol. 106.

(5) B. M., Add. Mss. 31254, fol. 92.

Conclusion

Si maintenant, avant de prendre congé de notre héros, nous essayons de dégager de tout ce qui précède une impression d'ensemble, que voyons-nous ?

Nous voyons d'abord un grand seigneur, au caractère fier et entier ; un magistrat autoritaire, soucieux d'ordre et de discipline, intransigeant et sévère jusqu'à la cruauté dans l'exercice de ses fonctions. Cet homme-là ne connaît qu'une chose : le loyalisme, la fidélité aux Stuarts, et malheur à ceux qui ne sont pas de son avis !

Nous voyons ensuite un gentilhomme ami du savoir, esprit cultivé et d'une grande curiosité intellectuelle. Celui-ci est un galant homme, aux manières affables, d'une exquise urbanité, d'un commerce aussi intéressant qu'agréable. Quand il conte une de ces anecdotes plaisantes où il excelle, un fin sourire détend l'arc d'ailleurs joli de ses lèvres.

Nous apercevons enfin, sous ces deux hommes, un être plus profond, à l'âme sérieuse et grave, un chrétien convaincu, pour qui le salut éternel est en fin de compte la grande, l'unique affaire. Celui-là, lorsqu'il était protestant, avait dans le privé l'austérité d'un puritain, et quand il se fit catholique, il voulut un jour l'être plus que le pape, et donna dans le jansénisme.

De ces trois hommes, l'Ecosse a surtout connu le premier, et c'est ce qui a valu à celui-ci beaucoup plus d'ennemis que d'amis. A ce point de vue, l'exercice du pouvoir ne lui a point réussi ; il a mis en relief tous les côtés les plus déplaisants de son caractère. Et pour comble d'infortune, le troisième homme est entré en scène et s'est fait « papiste » ! Ce fut le coup de grâce : lord Perth est devenu tout à fait odieux à l'immense majorité de ses compatriotes.

Sur le continent par contre, et particulièrement en France, où l'on ne savait de son rôle en Ecosse que son dévouement au service des Stuarts et de la cause catholique, on ne lui a point ménagé l'estime et l'admira-

tion. On a surtout vu en lui l'homme qui avait souffert pour son loyalisme politique et pour son inébranlable attachement à ses croyances religieuses. On a fort apprécié aussi ce gentilhomme, ami des lettres et des beaux arts ; et le fidèle jacobite, le fils spirituel de Bossuet est devenu le familier de Mabillon et de Ruinart.

Et alors, selon que l'on interroge les témoins de Grande-Bretagne ou ceux de France, le jugement diffère du tout au tout. Pour un Burnet, et après lui pour un Macaulay et tous les autres qui ont suivi, à de très rares exceptions près, le duc de Perth est un être odieux et méprisables. Pour Bossuet, c'est un héros, un confesseur de la foi, qu'il salue en termes éloquents, presque lyriques. De nos jours, Mgr Baunard, insuffisamment documenté, a cru devoir lui décerner la palme du martyr.

A notre humble avis, les uns et les autres exagèrent.

Non, lord Perth n'a été ni un héros, ni un martyr. Il n'a pas été un héros ; car son loyalisme et son dévouement, s'ils ne connurent pas d'éclipse, n'ont pas toujours eu ce noble désintéressement qui en eût fait des vertus héroïques. Il n'a pas été un martyr ; car ce n'est pas seulement pour sa foi qu'il a souffert, mais aussi pour s'être fait l'instrument d'une politique impopulaire, et pour les rigueurs indiscutables de son administration.

Dirons-nous qu'il fut un grand homme ? Pas même ; car, bien qu'il fût élevé à la magistrature suprême de son pays, il n'y avait pas en lui l'étoffe d'un chef : il n'en possédait ni le coup d'œil, ni l'énergie, ni surtout l'esprit de décision.

Ce n'était pas davantage un esprit supérieur : il manquait un peu de perspicacité et de sens critique, ce qui le rendait assez facile à duper, et lui faisait souvent prendre ses désirs pour des réalités ; par ailleurs, une certaine étroitesse d'esprit l'empêchait d'entrer dans les vues des autres : d'où son intransigeance politique et son sectarisme religieux.

Mais, si lord Perth n'a été ni un héros, ni un martyr ; s'il ne nous est apparu, au cours de cette histoire, ni comme un grand homme, ni comme un esprit supérieur, il n'a pas été non plus l'être odieux et méprisables que l'on nous présente de l'autre côté du détroit.

Engagé dans les luttes politiques de son temps, et aiguillonné par l'ambition, il a pu se mêler à certaines intrigues ; mais nous n'avons point vu que, ce faisant, il ait jamais manqué sciemment à l'honneur.

Reste sa conversion au catholicisme ; aux yeux de ses ennemis, c'est la faute impardonnable, celle où s'est révélée toute la bassesse de son âme d'hypocrite et d'ambitieux. Or, nous croyons l'avoir suffisamment montré, cette conversion n'a pas été le fruit d'un bas calcul, mais l'effet d'une conviction sincère.

Nous ne craignons donc point de l'affirmer, et ce sera la conclusion de cette étude que nous avons entreprise sans aucune espèce d'idée préconçue, et que nous nous sommes efforcé de conduire avec toute l'impartialité possible, s'il est une chose que l'on ne puisse refuser à James Drummond, duc de Perth, et au converti de Bossuet, c'est d'avoir été un homme droit et foncièrement honnête, ainsi qu'il sied à un vrai gentilhomme.

Vu, le 24 Avril 1933 :

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,*

H. DELACROIX.

Vu et permis d'imprimer .

*Le Recteur
de l'Académie de Paris,*

S. CHARLETY.

INDEX

A

ABERCROMBIE, Rev., à Holyrood, 199.
 ABERCROMBY, Dr Patrick, 485.
 ABERDEEN, sir George Gordon of Haddo, comte d', chancelier, 85, 88-89, 92 note (1), 98, 99-103, 107, 176.
 ABINGDON, lord, défection de, 211.
Abrégé de la vie de dom Mabillon, 370.
Abrégé de la Vie de Jacques II, 352.
Acte de Garantie, 376, 408.
Acte de Succession, 376.
 ADDA, comte d', nonce du pape, 187.
 AGATHE, princesse, 1.
 AILESBURY, Thomas, comte d', cité, 74, 396.
 AIRLY, comte d', 51.
 AIRSMOSS, combat à, 72.
 AIX-LA-CHAPELLE, traité d', 33.
 AIX-LA-CHAPELLE, lord Perth à, 252-253.
 AYR, comté d', la *Highland Host* dans le, 53, 55.
 ALBANI, cardinal, 290, 302, 311, 320 ; son neveu, 448.
 ALBANO, lord Perth à, 273-274, 310.
Alexandre, pièce de Racine, vue par Jacques III, 339.
 ALEXANDRE VIII, pape, 274, 293, 302 note (3).
 ALIGRE, François d', Abbé de St-Jacques de Provins, 190.
 ALNWICK, bataille d', 3.
 ANCONE, lord Perth à, 266.
 ANDRÉ I^{er}, roi de Hongrie, 2.
 ANDREZEL, M. d', 430, 432.

ANGERS, lord Drummond à, 30-32.
 ANGOULÊME, lord Lovat à, 400-401.
Annales Ordinis Sancti Benedicti, 363.
 ANNE, princesse, fille du duc d'York, 75, 85, 208, 325-326 ; reine d'Angleterre, 375-376, 380, 384, 401, 458, 459, 461, 462.
 ANVERS, lord Perth à, 251, 254, 257, 258.
 ARENBERG, princesse d', 253.
 ARGYLE, Archibald, 7^e comte d', 14.
 ARGYLE, Archibald, 9^e comte d', 77-78, 94, 107, 120-122.
 ARGYLE, John, duc d', 379, 385, 389, 472-477, 479, 482.
 ARGYLE, Mlle d', religieuse, 257.
 ARNAULD, Henri, évêque d'Angers, 190.
 ARRAN, comte d', cf. HAMILTON, 4^e duc de.
 ARTICLES, Comité des, 75.
 ARUNDEL, lord, 184.
 ATHELING, prince Edgar, 1.
 ATHOLE, John, marquis d', 47, 54, 59-63, 68, 100, 129, 173, 192, 209, 211-213, 222, 223, 227 ; duc d', 378, 379, 389, 394, 401, 424, 470 ; son fils, 471.
 ATTERBURY, Francis, évêque de Rochester, 482 note (1).
 AUMONT, duc d', 484.
 AVIGNON, Jacques III à, 483.
 AVRIL, François, de Pignerolle, 30.

B

BAGNOLES, M., Intendant, 387.
 BALCARRES, Colin, 3^e comte de, 90, 205, 209-212, 214, 216, 220, 223, 250, 255, 256, 259, 262, 276, 303 note (2), 314, 317, 318.

- BALUZE, Etienne, érudit, 362.
- BANNOCKBURN, bataille de, 3.
- BANNOCKBURN, Hugh Paterson of, 128.
- BARBERINI, Antonio, cardinal, 163, 284 note (1).
- BARBERINI, Carlo, cardinal, 284, 288, 289.
- BARBERINI, Francesco, cardinal, 284 note (1).
- BARBERINI, Lucrezia, 284 note (2).
- BARCLAY, Robert, 125.
- BARCOS, Martin de, 374 note (1).
- BARILLON, Paul, diplomate, 71, 76, 138.
- BARNAGE, M. de, 400.
- BASS, île de, 88, 221.
- BATAILLER, François, évêque, 190.
- BAUNARD, Mgr, II, 230 note (3), 488.
- BAVIÈRE, Joseph-Ferdinand, Electeur de, 261.
- BAYLE, Pierre, 250, 251.
- BEAUMANOIR DE LAVARDIN, Jean-Baptiste de, évêque de Rennes, 190.
- BEAUMONT et FLETCHER, œuvres de, 89-90.
- BEAUVILLIER, duc de, 336, 343, 436.
- BELHAVEN, lord, 337, 338.
- BELKE, comte de, 421.
- BELLASIS, lord, 184.
- BELLENDEN, lord, 36.
- BELLESHEIM, Alphons, erreur d', 352 note (2).
- BELLOU, Hilaire, cité, 117.
- BEN JONSON, œuvres de, 90.
- BENTINCK, Guillaume, comte de Portland, 323.
- BERNOU, abbé, 147 note (2).
- BERWICK, duc de, 314, 352, 383, 398, 425, 439-441, 462, 468, 470, 471, 478.
- BETHAM, Dr, précepteur du prince de Galles, 320, 321, 338-339, 373.
- BIRON, 439.
- BLAIR, Adam, 416.
- BLAIR DRUMMOND, intendant de Perth, 216, 218.
- BLAIR HUNTER, P. O. (O. S. B.), er-
reur de, 352 note (2).
- BLESSINGTON, lord, 138.
- BOIVIN, les frères, érudits, 362.
- BOLINGBROKE, Henry St. John, vi-
comte de, 467, 468, 470, 476, 481-483.
- BOLOGNE, lord Perth à, 265.
- BOOG, 93-94.
- BORDEAUX, ville de, 5 ; université de, 30.
- BORIS, le P. Joseph de, 268.
- BORLUM, Mac Intosh of, 474.
- BOSSUET, 137, 139, 147, 148 ; ses let-
tres à Perth, 149, 197, 232, 246, 306,
349-353 ; à Renaudot, 239, 348 ; à Lo-
vat, 385 ; contre William Wake, 175 ;
Bossuet et Jacques II, 351, 352 ; Bos-
suet et le Jansénisme, 372 ; sa mort,
353 ; son oraison funèbre par le P. de
la Rue, 354.
- BOSSUET, l'abbé, son neveu, 350, 354.
- BOSWEL, magistrat de Kirkaldy, 221,
222.
- BOTHWELL BRIDGE, bataille de, 69.
- « Botte », supplice de la, 73.
- BOUFFLERS, maréchal de, 308.
- BOUGIS, dom Simon, 367-370.
- BOUILLON, cardinal de, 350.
- BOURGES, université de, 29 ; Lovat à,
399.
- BOURGOGNE, duc de, 334, 340, 456 ;
duchesse de, 337, 436, 456.
- BOYLE, Robert, le savant, 122-123.
- BRAND, Mr., 211.
- BRANTÔME, cité, 74 note (6).
- BREADALBANE, lord, 467.
- BREADY, 234.
- BRETAGNE, duc de, naissance du, 399.
- BRETONNEAU, François, 352.
- BRIELLE, en Hollande, Perth à, 258.
- BRODIE OF BRODIE, James, 134.
- BROWNE, sir Thomas, 37, 38.
- BRUCE, Peter, imprimeur à Edimbourg,
203 note (4).
- BRUCE, Robert, futur roi d'Ecosse, 3.
- BRUNEAU DE TARTIFUME, cité, 30
note (2).
- BRUNSWICK-LUNEBOURG, Charlot-
te-Félicité, princesse de, 285.
- BRUXELLES, lord Perth à, 257, 307.

BULTEAU, Charles, 292 note (3).
 BURNET, Alexander, archevêque de Glasgow, 61, 62 ; archevêque de St. Andrews, 134.
 BURNET, Gilbert, cité, 63, 74, 81, 95-96, 105-106, 108, 117, 137, 145, 150, 155, 161, 163, 166, 167, 189, 457.
 BURNET, Dr, 240.
 BURNTISLAND, école de, 22 ; Perth à, 218-220, 247.
 BURTON, historien, cité, 146, 248 note (1).
 BYNG, amiral, 429, 431, 433 note (2).

C

« CABAL », la, 64.
 CAILLET, Bénigne, prof. au Collège de Navarre, 353.
 CAIRNCROSS, archevêque de Glasgow, 165 note (1), 168, 173.
 CALAIS, Jacques II à, 313, 314 ; Lovat à, 387, 388.
 CALLENDER, comte de, 8, 217.
 CALLIÈRES, M. de, diplomate, 381, 383, 384, 388 note (2), 395, 397, 410, 412, 413, 464.
 CAMBRIDGE, université de, 187.
 CAMERON, Richard, 72.
 CAMPBELL, lady Jane, aïeule de lord Perth, 14.
 CAMPINE, la (Belgique), 252.
 CANARIES, Rev., 168.
 CANUT, roi anglo-saxon, 2.
 CAPRARA, Mgr, 270, 271, 287-291, 294-296, 305, 443-445, 447.
 CARGILL, terres de, 3 ; paroisse de, 11.
 CARGILL, Donald, 72, 73.
 CARLINGFORD, comte de, 261.
 CARLISLE, Ch. Howard, comte de, 90.
 CARON, pilote, 406, 408-411, 413, 416, 422, 423, 425.
 CARSTARES, William, 109, 110, 379.
 CARTE, Thomas, historien, 468.
 CARYLL, lord, secrétaire de la reine Marie-Béatrice, 276, 281-283, 289-291, 303 note (3), 304, 307, 309, 312, 325, 328, 336, 388, 406, 412, 415, 416, 447.

CASAL, affaire de, 299-302.
 CASENOVE, hôtel de, à Angers, 30.
 CASIMIR, roi, 367.
 CASSANDER, 257.
 CASSILIS, comtesse de, 90.
 CASSINI, 265.
 CASTEL-GANDOLFO, 275.
 CATHOLICISME en Ecosse, 169-170.
 CAUMARTIN, abbé de, 362.
 CAUMARTIN, Mme de, 367, 368.
 CESSNOCK, Hugh Campbell of, 94-97.
 CHAILLOT, couvent de, 316, 325.
 CHAMILLART, ministre de la guerre, 421, 424, 426.
 CHARLES I^{er}, roi d'Angleterre, 8, 10.
 CHARLES II, battu à Worcester, 11 ; débarque à Douvres, 15 ; intervient en faveur de lord Drummond, 15-16 ; son caractère, 44 ; accès de colère, 61-62, 102 ; ce qu'il dit à lord Perth, 67 ; rappelle le duc d'York à Londres, 71 ; l'en éloigne, 74 ; remanie le gouvernement d'Ecosse, 82-83 ; sanctionne la création du Comité secret, 100 ; sa mort, 114 ; ses deux Ecrits sur la religion, 136-138 ; son mot sur les religions catholique et protestante, 251.
 CHARLES II, roi d'Espagne, 283, 309, 326.
 CHARTRES, capitaine, 196.
 CHÉTARDYE, M. de la, curé de St. Sulpice, 339.
 CHEVREUSE, duc de, 413.
 CHRISTIANE, princesse, sœur d'Edgar Atheling, 1.
 CHURCHILL, Arabella, 440 note (1).
Circuit court, 92-94, 112.
 CLARENDON, comte de, 75, 130.
 CLAVERHOUSE, James Graham of, 68, 233-235.
 CLAYTON, Luke of, 93.
 CLÉMENT XI, pape, 302 note (3), 337, 345, 443, 445, 448-451, 453, 459, 466-468, 474, 475, 477, 478, 483.
 CLITUMNE, source du, 270.
 COCHRANE, sir John, 55-56, 94.
 COCKBURN, Mr., orfèvre, 216.

- COEUVRES, maréchal de, 397.
- COLLÈGE de Clermont, 182 ; de Navarre, 182 note (6), 353 ; collège écossais de Paris, 170, 181, 182 note (6), 188, 190, 325-326, 374 ; de Douai, 170, 182, 188, 247 ; de Rome, 170, 188, 444 ; de Madrid, 170.
- COLLÈGE ROYAL de Médecine d'Edimbourg, fondation du, 79-80.
- COMITÉ DE L'OUEST, Perth au, 53-56. *Compounders*, 317, 376.
- COMPTON, évêque de Londres, 187.
- Concert Ridicule*, le, de Pallaprat, vu par Jacques III, 339-340.
- CONDÉ, victoires de, en Franche-Comté, 33.
- Conférence avec M. Claude* (Bossuet), 139, 256.
- CONNELL, Dennis, espion, 426.
- CONSPIRATION ÉCOSSAISE, procès de la, 390, 393, 401, 421.
- CONTI, prince de, 436.
- Contre la Version du N. T. imprimée à Trévoux*, 352.
- COOK, agit contre lord Perth, 220.
- COOK, le Père, chapelain de lord Perth, 260.
- CORELLI, Archangelo, musicien, 274.
- CORNBURY, lord, défection de, 211.
- COTTON, sir Robert, directeur des Postes, 329.
- Country Party*, (en Ecosse), 376.
- Covenant* de 1638, signé, 6 ; supplanté par le *Test*, 92.
- CRAIGIE, Euphémie Wallace of, épouse John Drummond, 90 ; cf. lady MELFORT.
- CRAWFORD, témoin au procès de Campbell of Cessnock, 96.
- CRAWFURD, comte de, 235-237, 239, 240, 244.
- CRAWFURD, lady, 245.
- CRÉNAN, M. de, gouverneur de Casal, 299 note (3), 302.
- CROIX DU MARCHÉ à Edimbourg, 72, 79, 113, 115.
- CROLLY, Mme de, lady Anne Gordon, 142 note (4), 142-143, 147, 155, 231.
- CROMWELL, Oliver, 8-11, 15, 22, 43-44, 407.
- CROMWELL, Richard, son fils, 15.
- D**
- DALRYMPHE, sir James, cf. STAIR, lord.
- DALZIEL, général, 73, 108.
- DANBY, lord, 59, 60.
- DANTE, cité, 265 note (3).
- DAVID I^{er}, roi d'Ecosse, 190.
- DAVIDSON, Rév., 199.
- Description de l'Abbaye de la Trape*, traduite par lord Perth, 360.
- DICCONSON, trésorier de la reine Marie-Béatrice, 442.
- DICK, sir James, maire d'Edimbourg, 84 note (1), 85.
- Dictionary of National Biography*, cité, 146.
- DOÉ, Monsieur, marchand à Paris, 410.
- DORIA, Mgr, nonce, 260.
- DOUGLAS, colonel, 120.
- DOUGLAS, James, 91.
- DOUGLAS, Jane, épouse lord Drummond, 34 ; 48.
- DOUGLAS, William, 10, 34, 46 note (1) ; voir aussi HAMILTON, 3^e duc de.
- DOVER, lord, 184.
- DRUMMANE, terre de, 2.
- DRUMMOND, André, fils de Melfort, 247 note (2).
- DRUMMOND, Anna, fille de lord Perth, 219 note (4), 247, 275.
- DRUMMOND, Annabella, reine d'Ecosse, 3.
- DRUMMOND, Anne, sœur de lord Perth : naissance, 14 ; maladie, 23 ; épouse le comte d'Errol, 41 ; 229, 231 ; emprisonnée, 237 ; 239, 247, 276, 408, 410, 411, 413-415, 417-419, 421, 424 ; sa mort, 460.
- DRUMMOND, Charles, fils de lord Perth, 219, note (4), 247.
- DRUMMOND, David, Mr., 219.
- DRUMMOND, Edward, fils de lord Perth, 247, 353, 367, 368 note (2), 370, 371 note (3), 453, 480, 483, 486.

DRUMMOND, George, of Blair, 57 note (5), 128.

DRUMMOND, James, 1^{er} comte de Perth, 4.

DRUMMOND, James, 3^e comte de Perth, 7, 10, 11 ; veuf, 14 ; efforts pour se faire indemniser, 15-16 ; caractère, 16-20 ; 21, 23 ; conseiller privé, 24 ; succède à son père comme 3^e comte de Perth, 24 ; écrit à Lauderdale, 28, 36-37 ; 34, 38 ; sa mort, 41.

DRUMMOND, James, *futur chancelier* : naissance, 8 ; enfance, 12, 19-20 ; éducation, 14 ; à la *grammar school* de Perth, 21-23 ; maladie, 23 ; à l'université de St. Andrews, 25-28 ; à Angers, 30-32 ; lettres à Lauderdale, 33, 35, 36 ; mariage, 34 ; sa vie à Stobhall, 37 ; lettre au Rev. Patrick Drummond, 37-41 ; naissance de son fils aîné, 41, de sa fille aînée, 43 ; succède à son père comme 4^e comte de Perth, 43. Cf. ensuite : PERTH, 4^e comte de.

DRUMMOND, James, fils aîné du précèdent ; naissance, 41 ; conversion, 159-160 ; au collège écossais de Paris, 182-183 ; lettre à son père, 234 ; en Irlande et à Saint-Germain, 236 ; à Rome, 244 ; rappelé en Ecosse, 246 ; à Saint-Germain, 247, 255 ; revoit son père à Anvers, 258 ; retour en Ecosse, 259 ; se présente au prince d'Orange, 275 ; arrêté, 278 note (1) ; ardent jacobite, 380, 390 ; menacé d'arrestation, 393 ; ses lettres favorables à Lovat, 395-398 ; épouse la fille du duc de Gordon, 422 ; espionné, 426 ; Jacques III lui écrit, 422, 446, 467 ; a un fils et gère mal sa fortune, 456 ; lettre à son père, 469 ; prouesse manquée en Ecosse, 470 ; commande la cavalerie à Dumblain, 475 ; revient à Saint-Germain, 479-480 ; duc de Perth : Jacques III lui écrit à l'occasion de la mort de son père, 486.

DRUMMOND, Jane, lady, fille du 1^{er} comte de Perth, 4.

DRUMMOND, John, 1^{er} lord Drummond, 3.

DRUMMOND, John, 2^e comte de Perth, aïeul du duc de Perth, 5, 6, 9-10, 12 ; Mémoires cités, 14 ; sa mort, 24.

DRUMMOND, John, fils cadet du précèdent, 7, 9, 16, 31.

DRUMMOND, John, frère du duc de Perth et futur comte de Melfort : enfance, 12 ; éducation, 14, 21 ; maladie, 23 ; à St. Andrews, 25-28 ; à Angers, 30-32 ; lettre à Lauderdale et mariage, 35 ; ambition, 48-49 ; contre son frère, 64-66 ; sous-gouverneur du château d'Edimbourg, 65 ; et Argyle, 78 ; sous-trésorier, 87 ; 96 ; contre Aberdeen, 99-100, supercherie, 109-110 ; et la *circuit court*, 112 ; proposé comme secrétaire d'Etat, 114 ; partage le gouvernement avec son frère, 118 ; ami de Queensberry, 124, 125 ; puis ennemi, 126-130. Cf. ensuite MELFORT.

DRUMMOND, John, fils cadet de lord Perth, 57, 247, 393, 394, 396, 405, 425-426, 455-456, 471, 478, 481.

DRUMMOND, John, banquier à Amsterdam, 396.

DRUMMOND, John, of Pitkellony, 224.

DRUMMOND, Lillias, sœur cadette du 3^e comte de Perth, comtesse de Tullibardine, 7 note (5), 12, 57.

DRUMMOND, Lillias, of Machany, épouse lord Perth en deuxième noces, 57 ; 92 ; sa conversion et sa mort, 150-154.

DRUMMOND, Malcolm, fils de Maurice, 3.

DRUMMOND, sir Malcolm, vainqueur à Bannockburn, 3.

DRUMMOND, Mary, fille aînée de lord Perth, 43, 214, 219 note (4) ; épouse lord Keith, futur comte de Marishall, 247 ; reçoit Jacques III, 477 ; 478, 480.

DRUMMOND, Maurice, 1^{er} du nom, 3.

DRUMMOND, Patrick, 3^e lord Drummond, 4.

DRUMMOND, Patrick, Rév., 37.

DRUMMOND, Robert, comte de Roxburgh, 83.

DRUMMOND, Theresa, dernière fille de lord Perth, 454.

DRUMMOND, Thomas, fils de Melfort, 247 note (2).

DRUMMOND, William, fils de lord Perth, 219 note (4), 247, 353, 365.

DRUMMOND, William, fils de Melfort, 247 note (2).

DRUMMOND, William, de Hawthornden, le poète, 105 note (3), 231 ; son petit-fils, 231.

DRUMMOND, château de : construction, 4 ; embellissement, 5-6 ; occupé par les cromwelliens, 11 ; la famille y revient, 15 ; le chancelier s'y réfugie en 1688, 217-218 ; occupé par les orangistes, 236 ; conférences de jacobites au, 390 ; bibliothèque au, 436.

DRYDEN, John, 137 note (4).

DRYMEN, terre de, 2, 3 ; château de, 24.

DULAUNY, ou DELAUNY, évêque d'Ossory, 452-453.

DUMBARTON, comte de, 97, 129.

DUMBARTON, comté de, 2, 3.

DUNBAR, bataille de, 74 note (6).

DUNBAR, Rév., prêtre à Holyrood, 188, 199.

DUNCAN, roi d'Ecosse, 2.

DUNCAN, Rév., ministre presbytérien, 91.

DUNDONALD, lord, 186.

DUNKELD, évêque de, 174.

DUNKERQUE, expédition préparée à 314.

DUVAL, le sieur, capitaine de Dragons, 484.

DYKES, Patrick, professeur à Dumferline, 159 note (3).

DYSART, lady, duchesse de Lauderdale, 46, 48, 65, 112.

E

EARN, vallée de l', 4.

ECHQUIER, l', en Ecosse, 83 note (4).

EDIMBOURG, château d', servant de prison, 7, 78 ; conservé à Jacques II par le duc de Gordon, 233 ; garnison en 1708, 433 ; presque pris par lord Drummond, 470.

EDIMBOURG : troubles à, 166-167 ; révolution à, 214-216.

EDOUARD II, roi d'Angleterre, 3.

EDOUARD, le Confesseur, 2.

EDOUARD, le Proscrit, 2.

EDOUARD, prince, 3.

ELIE, frère, capucin d'Assise, 268.

ELLIS, Mgr, 281, 287, 290, 291, 298 note (2).

ERROL, comte d', 41, 89, 229, 330 note (4), 418 ; son fils, 417, 460.

ERSKINE OF CARNOCK, 95-96 ; cité, 128.

ESTE, Francesco, duc d', 281, 282.

ESTE, Marie-Béatrice d', duchesse d'York : 71, 75, 85, 87, 88 ; reine d'Angleterre, 205 ; reine en exil, 282, 284-285, 290, 292, 315-316, 319, 327, 330, 333 ; veuve et régente, 336-340, 350, 352, 356, 364-366, 370, 371, 377, 380-386, 389, 391-393, 395-398, 400, 401, 406, 411-413, 416, 417, 419, 420, 422, 424, 428, 436, 437, 442, 443, 447, 455, 458-460, 472, 475, 477, 486.

ESTE, Rinaldo, duc d', 259, 265, 282-285, 292, 350.

ESTIENNOT, Claude, bénédictin, 292 note (3), 362.

EVELYN, témoignage invoqué, 138.

Exposition de la doctrine de l'Eglise Catholique (Bossuet), 139, 256.

F

FABRONI, Mgr, 320, 450.

FAGON, médecin, 330.

FALCONER, sir John, 86.

FARQUHARSON, Charles, 438.

FARRELL, le Père, Irlandais, 398.

FARRER, H. L., cité, 147.

FÉLIBIEN d'AVAUX, dom Michel, 366, 371, 372.

FÉLIBIEN DES AVAUX, 360.

FÉNELON, 343-344, 350, 374.

FERRARE, lord Perth à, 264.

FINALE DI MODENA, lord Perth à, 264.

FLEMING, Charles, 182, 235, 236, 238, 240, 241, 245, 420.

FLEMING, William, 182 note (3).

FLEURY, abbé Claude, ouvrage traduit par Perth, 237.

FLORENCE, lord Perth à, 278.

FLORIO, Jo, 256.

FOLIGNO, lord Perth à, 267.

FONTAINEBLEAU, fêtes à, 339.

FORBIN, comte de, 427-434.

FOTHERINGHAM, prêtre, à Drummond Castle, 149.

FOUCAULT, de, intendant en Normandie, 313 note (1).

FOULIS, sir J., of Colington, 59.

FOUNTAINHALL, intervient au Parlement, 173 ; cité, 63, 79, 85, 87, 88, 91, 92, 94-97, 99-105, 108, 111, 115-118, 120-122, 124-130, 149, 153, 159, 161, 165-168, 171, 172, 174-178, 180, 185, 186, 188, 189, 192, 193, 199, 203-206, 222 note (2).

FRANÇOIS D'ASSISE, saint, 263-269.

FRASER, Dr., 231.

FRASER, Major, cousin de Lovat, 386, 464-465.

FRETTEVILLE, chevalier de, 428.

FULLER, contre la naissance du prince de Galles, 324.

FUY, M. de la, à Angers, 30, 32.

G

GACÉ, comte de, 427-429, 432.

GASK, lord, fils de James Murray of Gask, 18, 19.

Gazette de Venise, 294.

GEORGE 1^{er}, 461-462, 467-469.

GERBERON, dom, bénédictin de Saint-Maur, 374.

GERMAIN, dom Michel, bénédictin de Saint-Maur, 292 note (3).

GERMAIN, tombeau de saint, 367.

GERRIEN, Monsieur, médecin, 485.

GIRALDINI, marquis de, 265.

GLASGOW, lord Perth à, 53-54 ; avec la *circuit court*, 94.

GLENCAIRN, lord, 10.

GLOUCESTER, duc de, sa mort, 325.

Gloucester, naufrage du, 83-85.

GODOLPHIN, trésorier de la reine Anne, 376, 408.

GOES, cardinal de, 304, 305, 309.

GORDON, Anne, mère de lord Perth : mariage, 8 ; séjour en France, caractère, 13 ; mort, 14 ; parenté, 34.

GORDON, Charles, ministre presbytérien, 206-208.

GORDON, duc de, 172, 192, 216, 233, 389 ; sa fille épouse lord Drummond, 422 ; situation où elle se trouve en 1715, 482.

GORDON, duchesse de, 414.

GORDON, George, cf. HUNTLY, 1^{er} marquis de.

GORDON, Mary, lady Perth : 145 ; épouse le chancelier, 161 ; insultée à Edimbourg, 166 ; quitte cette ville, 214 ; cherche à s'enfuir avec son mari, 219-222 ; partage sa prison, 224, 226 ; est séparée de lui, 234 ; ses suppliques en faveur de son mari, 240-242, 245, 246 ; aux eaux d'Aix, 251 ; à l'auberge de Tongres, 253 ; se fait beaucoup d'amies à Anvers, 259, 260 ; soignée par la marquise de Giraladini, 265 ; à Rome, 271 ; y est également aimée, 278 ; duchesse, 337 ; sa douleur à la mort de son fils, 365-366 ; reçoit dom Ruinart, 370 ; son opinion sur Lovat, 394 ; reçoit Puysieux, 455 ; son angoisse en 1715, 480 ; ses lettres à l'abbé Innes quand le duc est à la mort, 485.

GORDON, dame Mary, 34.

GORDON O' NEILL, colonel, 398.

GOURDAN, M., 485.

GRAEME, ou GRAHAM, capitaine, 215, 354-355 ; colonel, 356, 359, 386 ; sa femme, 355-356, 359.

GRAEME, Patrick, frère Archange, 354 note (3), 359.

GRAEME, Robert, frère Alexis, 354-359.

GRANARD, lord, 398, 407, 417.

GRASCOME, 137 note (4).

GRÉGOIRE IX, pape, 268.

GREGG, sous-secrétaire de Harley, 421.

GRENOBLE, université de, 30.

GUALTERIO, cardinal, 144, 381, 383-384, 386-395, 398-403, 408, 411, 415, 417, 419, 420, 437 442-454 458, 460 note (5), 461, 462, 465, 466, 468, 470-475, 477, 478, 480, 484, 486.

GUILLAUME LE CONQUÉRANT, 1.

GWYN, Nell, 44.

H

- HADDO, George Gordon of, cf. ABERDEEN.
- HALIFAX, lord, 138, 155.
- HALLOT, sieur du, à Angers, 30, 31.
- HALTOUN, lord, Ch. Maitlaud, 86-88.
- HAMILTON, Anne, duchesse de, 46 note (1).
- HAMILTON, comte Antoine, 318 note (2), 357, 431 note (4), 432, 453.
- HAMILTON, général, 482 note (1).
- HAMILTON, James, 1^{er} duc de, 8, 9 note 1.
- HAMILTON, John, archevêque, primat d'Ecosse, 25.
- HAMILTON, Richard, frère d'Antoine, 431 note (4), 432.
- HAMILTON, sir Robert, 52, 68.
- HAMILTON, William, 2^e duc de, 46 note (1).
- HAMILTON, William Douglas, 3^e duc de, 46, note (1) ; beau-frère de lord Perth : lettre à Rothes, 48 ; à Queensberry, 50 ; et le Comité de l'Ouest, 54-55 ; contre Lauderdale, 59-67 : et le Test, 77 ; confère avec le duc d'York, 80 ; obtient le ruban bleu, 88 ; Perth lui écrit, 49, 51-52, 156, 157, 158 ; 94, 100, 109, 114, 172-173, 174, 176 ; échange de propos aigres-doux avec Perth, 178 ; 186, 192 ; opposé à Perth, 204 ; 211 ; au secours de Perth, 235, 237, 241.
- HAMILTON, 4^e duc de, 328, 337, 376, 386, 389, 398, 401, 408, 419, 424, 458.
- HARCOURT, marquis d', 314.
- HARLAY, Président de, 362.
- HARLEY, lord, *Voyages en Angleterre* (1723), 123 note (2).
- HARLEY, Robert, comte d'Oxford, 420, 421, 426, 462.
- HAY, John, colonel, 470, 473.
- HAY, Richard Augustin (P. de la Haye), génovéfain de Paris, 189-199.
- HEASE, Philippe, capitaine, 484.
- HEINSIUS, 330.
- HELVOETSLUYS, lord Perth à, 258.
- HENDERSON, Dr., médecin de la famille de Perth, 58.
- HENRI IV, roi de France, assassiné, 5.
- HENRIQUEZ, Inigo, 305.
- HEPBURN, prieur, 25.
- Heriot's Hospital*, écoliers de, et le Test, 79.
- HOGUE, La (ou La Hougue), combat de, 245.
- HOLYROOD, palais de, 74 ; mis à sac, 215-216 ; chapelle catholique à, 165, 166, 178-180, 188 ; abbaye de, essai de restauration, 190-199 ; chapelle de l'abbaye, 191 ; restaurée, 195.
- HOOKE, colonel, 395, 396, 401, 406, 407, 409-420, 423-426.
- HOPTONE, lord, mort de, 17.
- HOWARD, Mgr, cardinal, 163, 271, 298 note (2).
- HUDDLESTON J. (S. J.), 137 note (4).
- HUME, Alexander, 91-92.
- HUME, Isabelle, sa femme, 92.
- HUNTLY, George Gordon, 1^{er} marquis de, 13.
- HUNTLY, George Gordon, 2^e marquis de, 10, 12, 13-14, 142 note (4).
- HUNTLY, 3^e marquis de, fils du précédent, 51.
- HUNTLY, 4^e marquis, puis comte de, 471, 476 note (4), 477, 479, 482.
- HYDE, lord, 85.
- I
- IMPERIALI, cardinal, 445, 448-453, 465, 466.
- Indulgence*, 1^{re}, 185 ; 2^e et 3^e, 186.
- INGLETON, Dr., sous-précepteur du prince de Galles, 320.
- INGRAM, témoin au procès de Campbell of Cessnock, 96.
- INNES, famille, 182 note (6).
- INNES, Louis, 182, 191-192, 231, 367.
- INNES, Thomas, 182 note (6), 367, 479, 485.
- INNES, Walter, 285.
- INNOCENT XI, pape, 163, 164, 292, 304 note (1).
- INNOCENT XII, 272-274, 293, 297, 298, 301, 302, 304, 305, 310-312.
- INNSBRUCK, lord Perth à, 261.

Instruction sur les Etats d'Oraison (Bossuet), 352.

Instruction Pastorale (Bossuet), 352.

INVERNESS, débarquement à, proposé à Jacques III, 432 ; pris par Lovat, 477 ; Jacques III veut se replier sur, 479.

J

JACQUES I^{er} d'Ecosse, 3, 21-22.

JACQUES IV d'Ecosse, 4, 74.

JACQUES V d'Ecosse, 192.

JACQUES VI d'Ecosse et I^{er} d'Angleterre, 4, 14, 80.

JACQUES II d'Angleterre : avènement, 115 ; son catholicisme, 116 ; Perth lui écrit, 121, 128, 158-159, 181 ; sa politique religieuse en Ecosse, 166-199 ; malades de cette politique, 167, 173, 185, 187, 204 ; restaure l'Ordre du Chardon en Ecosse, 192 ; sourd aux avertissements de Louis XIV, 208 ; rappelle ses troupes régulières d'Ecosse, 210 ; s'enfuit en France, 218 ; ordre au comte de Mar de libérer Perth, 231 ; arrive à Kinsale, 233, 236 note (6) ; à St. Germain, 254 ; lettre à Innocent XII accreditant Perth, 285-286 ; implore le secours du pape, 292-294, 297-302, 304-307, 309-312 ; à Calais, 313 ; lettre à Berwick, 314 ; retour à St. Germain, 315-317, 323, 325 ; aux eaux de Bourbon, 327 ; irrité contre Melfort, 329 ; dernière maladie et mort, 330-336 ; lit les ouvrages de Port-Royal, 339 ; et l'archevêque de Reims, 350-351 ; et Bossuet, 351 ; et la Trappe, 358 ; et Mabillon, 364, 427 ; apparaît à Middleton, 377 ; et Lovat, 379 ; emploie Hooke, 395 note (3) ; ses lettres à Perth, 120, 128, 167, 203, 322.

JACQUES III, le Prétendant : naissance : 206 ; opinion sur lui, à Rome, 295 ; sentiments du pape à son égard, 298 ; le prince enfant, 316 ; son éducation, 319, 321-327, 340-344 ; l'opinion de Fénelon, 344 ; à la mort de son père, reconnu par Louis XIV comme roi d'Angleterre, 331-334 ; début de son règne en exil, 336 ; l'offre de lord Belhaven, 337-338 ; le Dr. Betham et l'influence janséniste, 338-339 ; fêtes et bals, 339-340 ; rend visite aux bénédictins de St. Maur, 366-

367 ; reçoit la *Vie de Mabillon*, 370-371 ; chances de restauration, 375-377 ; et lord Lovat, 380, 386, 402 ; mouvements en sa faveur en Ecosse, 408, 417 ; admiré au bal, 420, 426 ; atteint ses 18 ans, 421-422 ; conseille la prudence à la comtesse d'Errol, 424 ; la tentative de 1708, 427-436 ; va guerroyer en Flandre, 437 ; frappe des *Jacobus*, 438 ; et Marlborough, 439 ; se distingue à Malplaquet, 442 ; et les évêques irlandais, 443-454 ; malade, 456 ; perd sa sœur, 457 ; à Châlons, 458 ; à Bar-le-Duc, 459 ; pourquoi il ne succède pas à la reine Anne, 462-463 ; Louis XIV le renvoie à Bar, 463 ; s'oppose à son départ pour l'Ecosse, 468 ; préparatifs, 470 ; nomme Mar commandant en chef, 471 ; aventures, 472 ; s'embarque à Dunkerque, 476 ; arrive à Peterhead, 477 ; ce qu'il fait en Ecosse, 477-479 ; le retour en France, 479 ; se réfugie en Avignon, 483 ; lettre à lord Drummond lors de la mort du duc de Perth, 486.

JACQUES DE LA COUR, dom, abbé de la Trappe, 331, 359-360.

JANSÉNISME, le, à la cour de St. Germain, 338, 339.

JANSON, Mgr Toussaint de Forbin-Janson, 273, 282, 286, 295, 305.

JANVIER, le miracle de saint, à Naples, 277.

JEAN-BART, 314.

JERVISWOODE, Baillie of, (Complot de Rye-House), 110.

JOHNSTON, le Père, 175.

JONES, Lucy, et lord Lovat, 380.

K

KEELING, Josiah, saunier à Londres, 95.

KEITH, maître d'armes, 168.

KEITH, William, neveu de John Murray, 393.

KENNEDY, évêque, 24.

KER, lady Jane, épouse le 2^e comte de Perth, 5.

KER OF KERSLAND, 425 ; témoignage, 433.

KILLIKRANKIE, victoire de, 235.

KILPATRICK, Easter et Wester, lord Perth à, 54.
 KINCARDINE, Alexander Bruce, 2^e comte de, 62.
Kirk, la, 6 ; son triomphe, 9 ; ses prétentions, 45, 92.
 KIRKALDY, 220 ; lord Perth à, 222-224.
 KNOX, doctrine de, 76.

L

LABADIE, Monsieur, 415.
 LAMBERT, général, 9.
 LAMY, dom, bénédictin de St. Maur, 366.
 LANG, Andrew, témoignage d', 56, 59, 61, 146, 202.
 LARGO, mariage de John Drummond à l'église de, 35.
 LASSELS, Richard, *A voyage through Italy*, 263 note (2).
 LA TRÉMOUILLE, cardinal de, 447.
 LAUDERDALE, John Maitland, comte de, 16 ; au collège de St. Léonard, 26 ; portrait et caractère, 45 ; duc de, 46 ; et la *Highland Host*, 47 ; lutte contre Hamilton et Perth, 59-67 ; au second plan, 69 ; homme fini, 74 ; sa mort, 87.
 LAUDERDALE, duchesse de, cf. DY-SART, lady.
Law-burrows, 55, 60.
Leasing-making, 61.
 LEDIEU, abbé, *Mémoires et Journal de*, cités, 350-352.
 LEERS, libraire à Rotterdam, 250.
 LE FRANC, capitaine, 476, 483, 484.
 LENNOX, sénéchal de, 2.
 LÉOPOLD, empereur d'Allemagne, 292, 294, 304 note (1), 309.
 LE PELLETIER, ministre d'Etat, 331, 362-363.
 LESLEY, William Aloysius, S. J., 296, 306-307.
 LESLY (Lesley, Leslie), William, abbé, 244, 285 note (6), 286-288, 311, 315, 319, 320, 325, 328, 343 note (2), 353.
 LESMAHAGOW, affaire de, 68.
 L'ESTRANGE, sir Roger, 203.
Lettre d'Eusèbe Romain, etc. (Mabillon), 363.

LEVEN, comte de, 385, 389, 402.
 LINDSAY, lady Sophia, 78.
 LINGARD, cité, 116, 138, 330.
 LIVOURNE, lord Perth à, 278, 313.
Livre des Choses Mémorables..., cité, 367, 370.
 LOCHIEL, Cameron of, 218.
 LOCKHART, sir George, président de la Session, 172-173, 185, 211.
 LOCKHART, George, of Carnwath, cité, 424-425, 432.
Lois pénales, Jacques II essaie de les supprimer, 171-178 ; 184-187.
 LONDRES, lord Perth à, 28, 33, 59-63, 66, 82, 87-89, 100-103 117-118 122, 123-130, 145 (?), 154-158, 177, 203.
 LONGUERUE, abbé de, 362.
 LORETTE, lord Perth à, 266.
 LORNE, lord, 10.
 LORRAINE, duc de, 458, 459.
 LOUIS XIII, Anne Gordon à la cour de, 13.
 LOUIS XIV : fournit des subsides à Charles II, 60 ; avertit Jacques II, 208 ; soutient Jacques II, 292-294 ; ordre de livrer Casal, 299 note (3) ; vaincu par Guillaume d'Orange, 308 ; les alliés contre lui, 309 ; forcé d'abandonner les Stuarts, 311 ; fournit des forces à Jacques II, 314 ; lui laisse le château de St. Germain, 315 ; son jugement sur Marie-Béatrice, 316 ; ses libéralités, 318 ; visité par le prince de Galles et sa sœur, 323 ; échange de compliments, 326 ; prépare une flotte, 328 ; exile Melfort, 330 ; sa conduite à la mort de Jacques II, 332-335 ; reçoit Jacques II et sa mère, 339 ; sentiments de Jacques III à son égard, 342 ; à propos de Lovat, 381, 383, 384, 386, 387, 390, 393, 395 note (3) ; Perth compte sur lui, 397 ; il éloigne Lovat de Paris, 398 ; lui fait une pension, 400, 402 ; à propos de la tentative de 1708, 405, 406, 413, 420, 424-428, 433-436 ; son estime pour Perth, 436 ; s'intéresse peu à l'affaire d'Ecosse, 439 ; se méfie de Marlborough, 440 ; prend la France à témoin, 442 ; ami de Gualterio, 447, 454 ; renvoie Jacques III à Bar, 463 ; s'oppose à son départ pour l'Ecosse, 468 ; sa mort, 469.

LOUVOIS, Melfort lui écrit, 293.
 LOUZUN (Lauzun), duc de, 367.
 LOVAT, lady, douairière, 378, 394.
 LOVAT, lord, Simon Fraser of Beaufort, 378-403 ; 464-465 ; 476 note (4), 477.
 LUNDIN, John Drummond of, cf. DRUMMOND John, futur Melfort.
 LUNDIN, Margaret, 35 note (1).
 LUNDIN, Sophia, épouse John Drummond, 35 ; sa mort, 90.

M

MABILLON, dom, 204, 361-371, 374, 385.
 MACARTNEY, officier irlandais, 458.
 MACAULAY, cité, 164, 178, 218, 224, note (1), 298, note (2).
 MAC COGELAN, 385.
 MACGILL, Dr., 240.
 MACKENZIE, George, of Rosehaugh, cité, 47 ; avec Lauderdale contre Hamilton et Perth, 59, 60, 63, 67, 80 ; dans ses fonctions d'avocat du roi, 87, 94, 96, 97 ; du Comité Secret, 100 ; 109, 111 ; perd son emploi, 174.
 MACKENZIE, Thomas, 204.
 MACKENZIE, Mr., recommandé par Perth, 384.
 MACKY, John, cité, 59, 88, 131, 132.
 MACLEAN, ami d'Ormond, 473.
 MACLEAN, Alexander, 383.
 MACLEAN John, 380-382, 390, 391, 393.
 MAC MAHON, Mgr, 448-450, 453.
 MACPHERSON, Æneas, 112.
 MACPHERSON, Hector, I.
 MACPHERSON, James, l'historien, 138.
 MADAME, duchesse d'Orléans, citée, 317, 477, 482 note (2).
 MAESTRICHT, lord Perth à, 252.
 MAGUS, meurtre du primat d'Ecosse sur la lande de, 68.
 Maiden, la, guillotine, 7, 121.
 MAINE, M. du, 443.
 MAINTENON, Mme de, 333, 338-339, 380, 383, 417, 427 436.
 MAITLAND Richard, greffier de lord Perth, 90 note (3), 93, 99.
 MAITLAND, Robert, frère de Lauderdale, 35 note (1).
 MALCOLM IV, roi d'Ecosse, 21.
 MALCOLM, canmore, roi d'Ecosse, 2.
 MALCOLM, David, cité, 14, 23 27, 33.
 MALEBRANCHE le Père, lu par Perth, 134.
 MALPLAQUET, bataille de, 344, 442.
 MANSUERK (Mansuet), le Père, 143 note (3).
 MANUEL COMMENE, empereur, reliquaie de, 367.
 MANTOUE, duc de, 299 note (3).
 MAR, comte de, 223-224, 231, 233 ; son fils, comte puis duc de, 469-479, 481, 482, note (1), 483, 484.
 MARCHAND, dom Robert, bénédictin, 369, 372.
 MARES, R. P. des, 360 note (2).
 MARGUERITE, princesse, 1 ; épouse Malcolm III, 2.
 MARGUERITE, sainte, tombeau de, 367.
 MARISHALL, lord, 380 note (4), 438, 477, 480.
 MARISHALL, lady, cf. DRUMMOND, Mary.
 MARLBOROUGH, 376, 407, 420, 439-442, 453.
 MARLY, fêtes à, 339-340, 420 ; rencontre de Louis XIV et de Jacques III en 1708, 435-436.
 MARSHALL, comte, 36
 MARTIANI, Mgr, 285.
 MARTIN, Joachim, sieur des Loges, 30.
 MAURICE, le Hongrois, 2.
 MÉDICIS, Marie de, couronnement de, 5.
 MELDRUM, Urqhart of, 161.
 MELFORT, John Drummond, comte de : nommé vicomte, 126-127 ; conversion, 154-155 ; convoqué par Jacques II, 156 ; mot de Middleton sur lui, 161 ; nommé comte, 179 ; corruption, 202 ; maladresse et provocation, 205 ; s'enfuit en France, 227 ; envoyé à Rome, 236, 289, 291, 293 ; odieux à St. Germain, 250 ; chevalier de la Jarretière, 254 ; dessert son frère, 255 ; le boude,

- 275 ; chef des *non-compounders*, 317 ; à Paris, 324 note (1) ; sa fameuse lettre à son frère et son exil à Angers, 328-330 ; visite l'abbaye de St. Germain-des-Prés, 367 ; coulé par Middleton, 377 ; Lovat veut épouser sa fille, 394 ; revenu à St. Germain, 409, 411 ; sa mort, 460 ; lettres de son frère, 214, 217, 226-227, 236 ; lettres à son frère, 173, 194, 233, 328-330 ; à l'abbé Innes, 236-237, 238.
- MELFORT, lady, 155, 255.
- MELVILLE, comte de, 238, 241-242, 245.
- MELVILLE, maître de, son fils, 242.
- MENIZE, M. de, (John Menzies), 348.
- MERSINGTON, lord, 215.
- MIDDLETON, 1^{er} comte de, 45.
- MIDDLETON, 2^e comte de, 84, 101, 114, 161 ; rival de Perth à St. Germain, 317, 325, 328, 336, 352, 376, 377, 380-382 384, 386 391-393, 395-397, 400, 406, 407, 409, 411-416, 463, 464 ; part pour l'Ecosse, 427 ; en mer, 431 note (4), 432, 434 note (2) ; à Marly, 435-436 ; reçoit lettres de Perth, 446, 455.
- MIDDLETON, Elizabeth, fille du précédent et femme d'Edward Drummond, 373, 453-456.
- MIDHOPE, château de, 19.
- MODÈNE, lord Perth à, 265, 283-284.
- MOHUN, lord, tue le duc de Hamilton en duel, 458.
- MONCK, général, 15.
- MONMOUTH, duc de, 59, 68, 69, 120, 122.
- MONROE, 110, 111.
- MONROE, sir George, officier, 210.
- MONTAGUE, Walter, 139.
- MONTFAUCON, dom Bernard de, 371-372.
- MONTIFEX, Marie de, 3.
- MONTIFEX, William de, 3.
- MONTPELLIER, université de, 30.
- MONTROSE, marquis de, 7, 8 note (4), 11 ; à l'université de St. Andrews, 26 ; 425 note (2).
- MONTROUGE, envoyés d'Ecosse à, 426.
- MORAY, comte de, 59-63, 114, 127, 173, 176.
- MORIN, Abbé de Ste Geneviève à Paris, 190, 194, 195-196.
- MORPETH, Mary, 105 note (3).
- MUNICH, lord Perth à, 261.
- MURRAY, James, 385-386, 392-393.
- MURRAY, James, of Gask, 7 note (5), 57.
- MURRAY, John, 386, 392, 393, 396, 399, 409, 410, 423.
- MURRAY sir John, 62.
- MURRAY, Mungo, 105 note (3).
- MURRAY, sir Patrick, 209.
- MURRAY, Robert, 423.
- MURRAY, William, 7.
- Musaeum Italicum* de Mabillon, 204.

N

- NAIRNE, David, sous-secrétaire d'Etat à St. Germain, 271, 282, 283, 305.
- NAMUR, siège de, par le prince d'Orange, 302 ; chute de, 303, 304 ; citadelle de, capitule, 307, 308.
- NANGIS, 432, 434.
- NAPIER, Mark, cité, 47, 68, 217.
- NAPLES, lord Perth à, 276-277.
- NEERWINDEN, champ de bataille de, 253.
- NESMOND, 314.
- NETHERBOW, porte d'Edimbourg, 72.
- NEUVILLE, Ferdinand de, évêque de Chartres, 190.
- NEWBURGH, eaux de, 240.
- NEW-JERSEY, colonie de, 125, 126.
- NEWTON, lord, 102, 105.
- NIMÈGUE, lord Perth à, 259.
- NICHOLSON, Dr., 220.
- NOAILLES, abbé de, futur évêque de Châlons, 362.
- NOAILLES, cardinal de, archevêque de Paris, 323, 339.
- NOAILLES, maréchal de, 362.
- Non-compounders*, 317, 376.
- Non-jurors*, 328.
- NORFOLK, cardinal de, 147 note (2), 197, 204, 244.

NOTTINGHAM, comte de, grand amiral sous Jacques I^{er}, 4.

NOTTINGHAM, comte de, secrétaire d'Etat de la reine Anne, 390.

O

O'DONOGH, capitaine, 484.

OGILVIE, James, of Boyne, 420 note (4).

OGILVIE, John, of Airlie, 420, 421, 426.

OGILVIE, lady, 327, 457.

ORANGE, Guillaume d', 205, 208 ; débarque en Angleterre, 211 ; *Déclaration* aux peuples anglais et écossais, 212 ; roi d'Angleterre, 229, 234, 239, 292, 294-304 ; 306-311, 314, 323, 326, 329, 330, 335, 376, 379, 381, 459.

ORMOND, duc d', 462-463, 469, 470 472, 473, 481.

OTTOBONI, cardinal, 27+.

OXFORD, université d', 187.

P

PADOUE, lord Perth à, 263.

PALLAVICINI, princesse, 274, 278.

PANMURE, lord, 186.

PANMURE, lady, 477.

PAPIN, Isaac, 256.

PARLEMENT D'EDIMBOURG, 8, 10, 16, 64 ; composition, 75-76 ; 1^{er} Parlement écossais de Jacques II, 118-120 ; 2^e session, 173-176 ; et lord Perth, 233, 234, 236, 237, 238 ; troubles au, 422.

PARLEMENT DE LONDRES, 10, 15, 60, 61, 63, 64, 66, 74, 76, 171, 461.

PARME duc de, 299 note (1).

PATERSON, George, principal de la *grammar school* de Perth, 22.

PATERSON, John, évêque d'Edimbourg, 134, 168, 171-172, 174-175 ; archevêque de Glasgow, 194, 212.

PEARSON, ministre de Carsphairn, 113.

PENNANT, sir Thomas, cité, 24, 26.

PEPYS, Samuel, 84.

PERKINS, Edouard, sous-gouverneur du prince de Galles, 320.

PERTH, James Drummond, 4^e comte de : et la *Highland Host*, 47-57 ; nommé conseiller privé, 48 ; mort de sa première femme et second mariage, 57 ;

passé-temps littéraires, 58 ; contre Lauderdale, 59-66 ; au château de Drummond, 64-65 ; voyage à Londres en 1679, 66 ; revirement, 66-69, 80-81 ; interroge des prisonniers, 73 ; membre du Comité des Articles, 75 ; engage le duc de Hamilton à prêter le serment du Test, 77 ; juge Argyle, 78 ; fondation du Collège Royal de Médecine d'Edimbourg, 79 ; Perth et le duc d'York, 81-82, 88-89 ; nommé grand justicier, 83, 88 ; naufrage du *Gloucester*, 83-85 ; procès de Haltoun, 86-88 ; rend service à Aberdeen, 88 ; dans ses fonctions de grand justicier, 90-98 ; avec la *circuit-court*, 93, 94 ; contre Aberdeen, 99-103 ; nommé chancelier, 103-104 ; rigueurs excessives, 105-110 ; contre les caméroniens, 113, 114 ; chef incontesté à Edimbourg, 114 ; proclame Jacques VII d'Ecosse, 115 ; appelé à Londres, 117 ; conseiller privé d'Angleterre, 118 ; discours au Parlement d'Edimbourg, 119-120 ; rapports avec Robert Boyle, 122-123 ; avec l'évêque Sancroft, 124, 135 ; ami de Queensberry, 124-126 ; son rival, 126-130, 156-159 ; ami du Rév. Francis Turner, 132-133 ; anglican inquiet, 131-136 ; Perth et Jacques II, 136 ; conversion, 140 ; luttes intimes, 141-142 ; la démission du chancelier, 142-145 ; sincérité de sa conversion, 146-147, 154 ; il la doit surtout à Bossuet, 147 ; prosélytisme : il convertit sa femme, 149-152 ; le Dr. Sibbald, 151-152 ; son frère, 154-155, son fils aîné, 159-160 ; cherche à convertir sa sœur, 230, 256 ; convoqué par Jacques II, 156 ; son troisième mariage, 161-164 ; sa politique religieuse en Ecosse, 165-199, 203, 204 ; en 1688, 201 ; richesse et puissance, 202-204 ; isolement, 204 ; sonde les dispositions des presbytériens, 209 ; les prodromes de la Révolution, 209-214 ; manque d'énergie et de décision, 212-213 ; se retire à Drummond Castle, 214 ; gagne Burntisland, 219 ; arrêté en mer, 220 ; prisonnier à Kirkcaldy, 222-224 ; conduit au château de Stirling, 224 ; prisonnier à Stirling, 225-241, 244-246 ; mis au secret, 234 ; sa santé s'altère, 240 ; va aux eaux de Peterhead, 240 ; en prison de nouveau, 244 ; liberté relative, 245 ; en prison, 246 ; libération, 246 ; départ pour l'exil, 247 ; dans les Pays-Bas, 249-263 ; revoit son fils aîné, 258 ; tra-

verse l'Allemagne, 260, 261 ; en Italie, 261-278 ; santé mauvaise, 273, 275, 278 ; départ pour St-Germain-en-Laye, 278 ; négociations à Modène, 283-285 ; à Rome, 285-312 ; audiences d'Innocent XII, 297-298, 300-301 ; arrivée à St-Germain, 315 ; franc-maçon, 317 ; gouverneur du prince de Galles, 319-340 ; nommé duc, 336 ; gentilhomme de la Chambre du roi et chevalier de la Jarretière, 340 ; rend compte à Clément XI de l'éducation du prince de Galles, 340-343 ; Perth et Bossuet en France, 346-354 ; et le frère Alexis, 354-359 ; et la Trappe, 359-360 ; et les bénédictins de St-Maur, 360-374 ; et Mabilion, 360-367 ; et dom Ruinart, 367-371 ; janséniste, 371-374 ; et lord Lovat, 379-403 ; chef des *non-compounders*, 376 ; rival de Middleton, 377, 378, 380, 381, 384, 395-397, 406, 409, 412, 418 ; la tentative de 1708, 405-436 ; mauvaise humeur, 409-410 ; récriminations, 414-415 ; l'espion Ogilvie, 420, 421, 426 ; recommande la prudence, 423 ; se rend à Dunkerque, 427 ; souffrant au retour, 437 ; implore l'aide de la France, 438-439 ; opinion sur Marlborough, 440-441 ; misère et tristesse à la cour de St-Germain, 442-443 ; relations avec Rome : l'affaire des évêques irlandais, 444-453 ; rencontre Gualterio, 454 ; maladie, 455 ; souffrantes morales, 456-459 ; il perd sa sœur et son frère, 460 ; en 1714, 461 ; conseille en vain l'action, 463 ; et le Major Fraser, 464 ; quête pour les Stuarts, 465-466, 468, 472, 473 ; s'impatiente, 467 ; jérémiades, 469 ; optimisme, 473, 474 ; bulletin de victoire, 475 ; la suprême déception, 479-480 ; ne renonce pas à l'espoir, 483 ; rend service jusqu'au bout, 484 ; sa mort, 485 ; ses lettres à Bossuet, 134, 148, 169, 176-177, 179-184, 198, 216, 227-228, 306, 346, 349-350, 352.

PERTH, comté de, 3 ; troubles dans le, 68 ; missions catholiques dans ce comté, 198.

PERTH, ville de, *grammar school* dans la, 21-22 ; chartreuse à la, 21-22 ; les jacobites s'emparent de la, 470.

PETERHEAD, Perth aux eaux de, 241.

PETRE, le Père, Jacques II et le, 187.

PHILIPHAUGH, bataille de, 7.

PHILLIPE V d'Espagne, 326.

PIE VII, pape, 268.

PLINE LE JEUNE, cité, 270.

PLOYDEN, Mr, sous-gouverneur du prince de Galles, 320.

POITIERS, université de, 29.

POLIGNAC, abbé de, 447, 454.

PONT, M. du, ministre protestant français, 166.

PONTCHARTRAIN, 413, 423, 436 note (2), 442.

PONTE MOLLE, 270.

PORCHERON, dom Placide, *bénédictin*, 292 note (3).

PORTER, colonel, envoyé à Rome, 292.

PORTSMOUTH, duchesse de, 44, 82 note (1), 96, 100, 102, 176.

POWIS, comte de, 184.

PRESTON, bataille de, 8.

PRIOLO, Mère Françoise-Angélique, 316.

PRIOR, Matthew, 324.

POZZOLES, lord Perth à, 277.

PUYSIEUX, marquis de, 455.

Q

QUEENSBERRY, William Douglas, 3^e comte de, 46, 50, 55, 63, 67 ; trésorier, 85 ; contre Aberdeen, 99-104 ; 109 ; chef, avec Perth, du gouvernement d'Edimbourg, 114 ; appelé à Londres, 117, 124 ; conseiller privé d'Angleterre, 118 ; discours au Parlement d'Edimbourg, 120 ; veut se faire catholique, 143 note (4) ; brouille avec Perth, 126-130, 156-159 ; disgrâce, 172, 176 ; duc de Queensberry : 389, 390, 393, 396, 398, 399, 401, 402, 408, 422.

QUESNEL, le Père, 272, 374.

R

RAMILLIES, défaite de, 420.

RAMSAY, évêque de Ross, 174.

RANCÉ, abbé de, 357-359.

RANKINE, Alexander, cité, 435.

RATHILLET, Hackston of, 72.

RATISBONNE, lord Perth à, 261.

RÉBELLIAU, M. Alfred, cité, 184.

REIMS, archevêque de, 350-351.

- RENAUDOT, abbé Eusèbe, 147, 148, 176, 231 ; valeur comme traducteur, 228 note (1) ; lettre à Bossuet, 239 ; Perth le rencontre, 362 ; 370, 384, 386, 395.
- RENWICK, James, 113, 187.
- RHIN, bords du, décrits par Perth, 260.
- RIMINI, lord Perth à, 266.
- RIVO TORTO, lord Perth à, 269.
- RIZZINI, abbé, à St.-Germain, 285.
- ROBERT I^{er}, roi d'Ecosse, cf BRUCE, Robert.
- ROBERT II, roi d'Ecosse, 3.
- ROBERT III, roi d'Ecosse, 3.
- ROBERTSON, John, ministre protestant, 115, 188.
- ROCHESTER, comte de, 130, 158.
- ROHAN, Louis de, prince de Guéméné, 30.
- ROME, lord Perth à, 271-272.
- RONCHI, Dr. James, aumônier de la duchesse d'York, 74.
- ROSS, archevêque de St. Andrews, 165 note (1), 171.
- ROSSLYN, lady, 143 note (4).
- ROTHES, chancelier, 55, 67, 162.
- ROTHESAY, David Stuart, duc de, 3.
- ROTTERDAM, lord Perth à, 249-251, 258.
- ROXBURGH, lady, 5.
- RUBICON, le, lord Perth franchit, 266.
- RUE, Père de la, 354.
- RUINART, dom Thierry, bénédictin, 367-371, 437.
- Rump*, le, 15.
- RUPELMONDE, comtesse de, 254.
- RUSSELL, amiral, 294, 302.
- RYAN, le Père, génovéfain, 195, 196.
- RYE-HOUSE, complot de, 94, 241.
- S**
- SABBATHIER, dom Pierre, bénédictin, 371-373.
- SAGRIPANTI, cardinal, 445, 446.
- SAINT-ANDRÉ, Mlle de, 400.
- SAINT-ANDREWS, lord Drummond transféré à, 7 ; ville et université de, 24.
- SAINT-DENIS, église abbatiale de, 5.
- SAINT-OMER, collège des jésuites anglais à, 325, 387 ; lord Lovat à, 386, 387 ; 12 bataillons concentrés à, 427 ; Jacques III s'y arrête en 1708, 435.
- SAINT-LEONARD, « college » de, 24-27.
- SAINT-MARY, « college » de, 25.
- SAINT PAUL, cité, 137.
- SAINT-SALVATOR, « college » de, 24-27.
- SAINT-SIMON, cité, 320, 329-335, 340, 324, 350, 377, 378, 395, 409, 420, 426-428, 430, 432, 433, 435-436, 439, 443, 447, 454, 455, 469, 472, 476, 487.
- SANCROFT, William, archevêque de Cantorbéry, 124, 126, 132-135.
- SANDERS, le Père, 352, 396.
- Santa Casa*, lord Perth à la, 267.
- Satire Ménippée*, 81.
- SAUMUR, lord Lovat à, 402.
- SAVELLI, princesse, 274.
- SAVILLE, Henry, 61.
- SCARBOROUGH, sir Charles, médecin du duc d'York, 79.
- SCOTT, Walter, cité, 171, 216.
- SEAFORTH, lord, 477, 479, 482.
- SEDLEY, Mrs., 116.
- SEIGNELAY, marquis de, 208.
- SEMPIL, lady, 197.
- SETON, lady Isabel, 4.
- SÉVIGNE, Mme de, citée, 316.
- SHAFTESBURY, lord, 59.
- SHARP, archevêque de St. Andrews, 68, 72.
- SHELDON, Dominic, 320, 431 note (4).
- SHERIFFMUIR, bataille de, 475-476.
- SIBBALD, Dr. Robert, 58, 79-80, 132, 144, 149-153, 166, 167, 174-175, 183.
- SMOLLETT, Tobias, 354 note (3).
- SPADA, cardinal, 298, 299, 302, 320.
- SPALDING, cité, 13.
- SPENCE, William, torturé, 107, 108.
- SPENSER, Edmund, œuvres achetées par Perth, 67.
- SPOTTISWOODE, John, archevêque de St. Andrews, 183.

SPREUL, John, torturé, 73.
 STAFFORD, vicomte de, 86.
 STAIR, lord, James Dalrymphe, 76, 77, 102.
 STAIR, lord, John Dalrymphe, 479, 482 note (1).
 STEUART, John, of Grandtully, 30-32.
 STEUART, sir Thomas, of Grandtully, 31-33.
 STEUART, Grizel, épouse de John Drummond, 31.
 STEWART, James, greffier de Melfort, 205.
 STILLINGFLEET, évêque de Worcester, 137 note (4).
 STIRLING, château de, mis en état de défense, 209 ; 225 ; comté de, 2.
 STOBHALL, terres de, 3 ; château de 3, 11, 74.
 STORY, Richard, 90-91.
 STRACHQUAN, prêtre à Holyrood, 198.
 STRATHMORE, comte de, 216.
 STUART, Alexander, archevêque, 25.
 STUART, John, fils de Robert III, 3.
 STUART, Louise-Marie, princesse, 316, 322, 323, 327, 371, 420, 426, 428, 443, 456-457.
 STUART, lady Lucy, 445.
 STUART, Mary, fille aînée de Jacques III, épouse de Guillaume d'Orange, 205, 234.

T

TARBAT, sir G. Mackenzie of, 86, 87, 100, 101, 122, 125-127, 172, 176, 177, 211, 212, 384.
 TARRAS, lord, conspirateur de Rye-House, 114.
 TASSIN, dom, cité, 368.
Test, serment du, 76-80 ; essai de suppression, 172-178 ; suppression, 184-187, 205.
 THIARD, Mgr de, évêque de Toul, 338.
 THUILLIER, dom Vincent, bénédictin, 371, 374.
Thumbscrews, 108-109.
 TIPPERMUIR, bataille de, 7 note (1).

TIRLEMONT, chanoines de, 254.
Tolbooth, prison, 93, 222, 224.
 TONGRES, lord Perth à, 253.
 TORCY, 381-384, 386-388, 391, 393-398, 400, 406, 407, 410-413, 420, 421, 425, 426, 436, 438-441, 446, 468.
 TORWOOD, près de Stirling, 73.
 TOULOUSE, comte de, 443.
 TOULOUSE, ville de, 5 ; université de, 30.
 TOUR, M. de la, gouverneur de Calais, 387, 388.
 TOUROUVRE, 431.
 TRAPPE, la, 316.
Traité de la Communion sous les deux Espèces (Bossuet), 139.
 TRAQUAIR, comte de, 184.
 TRAQUAIR, comtesse de, 455.
 TRIANON, fêtes à, 339.
 TULLIBARDINE, Patrick, lord, 7 note (5).
 TULLIBARDINE, comte de, 7.
 TURENNE, victoires de, en Flandre, 33 ; conversion, 139, 140.
 TURNER, Rev. Francis, futur évêque d'Ely, 132 note (4), 133, 134.
 TWEEDALE, marquis de, chancelier, 247.
 TWISDEN, Mr., jacobite, 324.
 TYRCONNEL, lord, écrit à Perth, 232-233.

U

UNIVERSITÉS FRANÇAISES, les, et l'Ecosse, 29.
 URBAIN VIII, pape, 163.
 UTRECHT, lord Perth à, 250 ; traité d', 453-454.
 UTTOXETER, bataille d', 8-9.

V

VAUBAN, 383.
 VAUDEMONT, princesse de, 259.
 VEITCH, John, 129.
 VEITCH, William, 129.

VELINO, cascades du, vues par Perth, 270.

VENDOME, maréchal, 285 note (5).

VENISE, lord Perth à, 262-264.

VERSAILLES, on danse à, 420.

VÊSUVE, ascension du, 277.

Vicentina, la, cantatrice italienne, 264.

VICTOR-AMÉDÉE, duc de Savoie, 299 note (3).

VILLARS, 383, 433, 442, 446.

VILLEROY, M. de, 302, 307, 308, 420.

W

WAKE, William, futur archevêque de Cantorbéry, 175.

WALLACE, capitaine, 215.

WALLACE, Mr., précepteur de lord Drummond, 159-160, 183, 194, 361, 365, 366.

WARDLAW, apothicaire à Stirling, 240.

WATSON, imprimeur à Edimbourg, 189, 203 note (4).

WEMYSS, comtesse de, 59.

WEMYSS, James, 27.

Whiggamores, *Raid des*, 9.

WHITEFORD, Rev., 182, 196, 197-198.

WHITFORD, colonel, 159.

WIDRINGTON, Robert, S. J., 143 note (2).

WIGTON, John Fleming, comte de, 182, 235, 242-243, 276.

WILSON, ancien boucanier, 221.

WINDSOR, célèbre audience à, 67.

WINTON, comte de, 84.

WODROW, Rev. Robert, cité, 57, 69, 73, 91, 92, 93, 113, 143 note (4), 173 note (2), 208, 329 note (4).

WOODSTOCK, lord, fils du comte de Portland, 324.

WORCESTER, bataille de, 11 ; le 2^e duc de Hamilton mortellement blessé à, 46 note (1).

WURTZBOURG, lord Perth à, 260.

Y

YORK, duc d', futur Jacques II, 59, 65 ; le Parlement anglais contre lui, 66 ; gouverne l'Ecosse, 69 ; à Edimbourg, 71, 74 ; 76, 77, 78, 80 ; et le naufrage du *Gloucester*, 83-84 ; à Edimbourg, 85 ; et le procès de lord Halcoun, 86-87 ; boutade attribuée au, 92 ; 95, 100 ; abandonne lord Aberdeen, 102 ; 114.

YORK, Anne Hyde, duchesse d', 75, 137 note (4).

Z

ZÉLANDE, traversée de la, par lord Perth, 257-258.

Table des Matières

Introduction	I
Bibliographie	V

Première Partie : EN ECOSSE

CHAPITRE I

*Les Origines et la Naissance de James Drummond.
L'Enfance et le Milieu familial*

Les ancêtres : de Maurice le Hongrois au 1^{er} lord Drummond. La construction du château. Le 1^{er} comte de Perth. Le 2^e comte de Perth et l'embellissement du château. « Le malheur des temps » : le prisonnier de Philiphaugh ; « être ou ne pas être ». La naissance de James et l'année 1648 en Ecosse. Situation de la famille : le grand-père ; le père et les raisons de son existence obscure. Les cromwelliens au château de Drummond. Impressions d'enfance de James et de son frère. La mère : son éducation, son caractère et sa mort prématurée. La Restauration et les vains efforts du père pour se faire indemniser. Son caractère d'après sa correspondance	1
--	---

CHAPITRE II

La Jeunesse et l'Education. — Le Mariage.

James et son frère au collège de Perth ; leur maladie. La mort du grand-père. A l'université de Saint-Andrews ; le collège de Saint-Léonard ; ce qu'y firent James et son frère. Le séjour en France : la jeune noblesse d'Ecosse et la fréquentation des universités françaises ; à l'Académie des Exercices d'Angers. Le retour au pays. James se fait humble devant Lauderdale. Le mariage de James et de son frère. Le jeune chef de famille ; Stobhall et l'existence de gentilhomme campagnard. Le caractère de James à cette époque d'après sa correspondance. Naissance de son fils et héritier. Mort de son père	21
--	----

CHAPITRE III

Le Conseiller Privé

Le 4^e comte de Perth et sa participation à la lutte de l'Etat contre la <i>Kirk</i> : l'administration de Lauderdale ; l'expérience de la	
---	--

Highland Host ; le rôle qu'y a joué le comte de Perth ; son attitude au Comité de l'Ouest. La mort de sa première femme et son second mariage. L'année 1678 et l'entrée définitive de Perth dans la vie politique. La lutte contre Lauderdale : ses péripéties à Londres ; à Edimbourg, au Parlement d'Ecosse ; comme à Tippermuir : John contre James ; deuxième voyage à Londres : Perth en est-il ? La défaite des Hamiltoniens. Perth à Londres : son évolution. L'année tragique : 1679 43

CHAPITRE IV

Le Grand Justicier

Les extrémistes s'agitent et le gouvernement sévit. La guerre aux cargillites et aux caméroniens. La torture. Perth à Edimbourg, et la cour du duc d'York. Le 3^e Parlement écossais de Charles II. Le Comité des Articles. Le serment du Test et la résistance qu'on lui oppose. Le cas d'Argyle. Perth et la fondation de l'Ecole de Médecine d'Edimbourg. Son revirement à partir de 1681. Perth et le duc d'York. Il est nommé grand justicier. Le naufrage du *Gloucester*. Le procès de Haltoun et le rôle qu'y joue Perth. Ami du duc d'York. Perth dans ses fonctions de grand justicier. La *circuit court* : de Stirling à Glasgow. Procès de Campbell of Cessnock et conduite de Perth en cette occurrence 71

CHAPITRE V

Le Chancelier

Perth, avec son frère et Queensberry, contre le chancelier Aberdeen : les phases de la lutte et la disgrâce d'Aberdeen. Perth nommé chancelier. Les rigueurs de son administration : ce qu'il faut en penser ; les procès de Spence et de Carstares ; les *thumbscrews* ; supercherie de Lundin. Comment Perth comprend son rôle. L'idée qu'on se fait de la justice. Les rebelles et le gouvernement : *the killing time*. Mort de Charles II et avènement de Jacques II. Les difficultés du nouveau roi et le but qu'il poursuit. L'ouverture du Parlement et le discours de Perth. La vaine tentative d'Argyle et l'activité de Perth. Perth et le savant Robert Boyle. Rivalité de Perth et de Queensberry. Perth se fait catholique 99

CHAPITRE VI

La Conversion.

Perth et la religion : épiscopalien et anglican inquiet ; ses relations avec le haut clergé ; le défenseur et le collaborateur de l'épiscopat. Comment s'accomplit sa conversion : les papiers de Charles II ; l'*Exposition* de Bossuet ; les luttes intimes et le triomphe de la vérité. La question de sa démission. Sa conversion et la politique. L'opinion des historiens. Perth et Bossuet. Son prosélytisme : conversion du D^r Sibbald ; conversion et mort de sa femme ; conversion de son frère. Conséquences de sa conversion. L'essai de réconciliation avec Queensberry. Il convertit son fils aîné. Son mariage avec Mary Gordon et les racontars de Burnet 131

CHAPITRE VII

Au Service du Catholicisme

La politique religieuse de Perth : tumultes et répression. L'effort de propagande catholique ; le catholicisme en Ecosse à cette époque. Jacques II et l'abrogation des lois pénales : préparation du terrain et perspectives peu rassurantes ; anglicans contre catholiques ; l'échec devant le Parlement. Activité de Perth ; qu'il avait prévu l'échec. Le roi se range à son avis. Entente parfaite entre eux. Aménagement de la chapelle de Holyrood. Perth et les missions catholiques en Ecosse ; ce qu'il en dit à Bossuet. Perth et le collège écossais de Paris. Nouvelle tactique de Jacques II, et pourquoi elle échoue ; maladresses et provocations. Le génovéfain Hay et l'essai de restauration de l'abbaye de Holyrood. Conclusion : le peu de succès et ses raisons	165
---	-----

CHAPITRE VIII

La Révolution de 1688.

Perth à la veille de la Révolution : sa richesse et sa puissance ; comment il s'aliène de plus en plus les esprits. La politique royale met le comble à ses maladresses. La naissance du prince de Galles et la rumeur infâme. L'interrogatoire de Gordon. L'intervention de Guillaume d'Orange. L'Ecosse mise en état de défense : les défections ; l'attitude des presbytériens. Le départ des troupes régulières. Athole contre Perth : la faute suprême ; Perth mis en demeure de partir. L'émeute à Edimbourg : scènes de pillage. Perth au château de Drummond : les heures d'angoisse. Il se décide à gagner la France. Sa tentative de fuite et son arrestation	201
---	-----

CHAPITRE IX

Le Prisonnier de Stirling

Le château de Stirling et la prison de Perth. Les sentiments du prisonnier d'après ses lettres à sa sœur, à son frère, à Bossuet. Les vaines missives de Jacques II. La sœur au secours du frère. La réponse de Bossuet. La sévérité du gouvernement à l'égard de Perth et ses motifs. Crawford et le cas des frères Wigton. Les passe-temps du prisonnier. On lui offre la liberté à certaines conditions ; ce qu'en pense Melfort ; intervention de Crawford. La santé de Perth s'altère ; il va aux eaux de Peterhead. Le procès de Melville contre Perth. La vérité sur les frères Wigton. La liberté relative. L'élargissement définitif et le départ pour l'exil	225
--	-----

Seconde Partie : EN EXIL

CHAPITRE I

Le Voyageur : les Pays-Bas, l'Allemagne et l'Italie

Perth à Rotterdam : l'ami de P. Bayle. A Anvers. A travers la Campine. Aux eaux d'Aix. Le retour à Anvers. Desservi par Melfort ; fortune menacée ; prosélytisme. Départ pour la Hollande : incidents du voyage. Il revoit son fils aîné. En route pour Rome : la traversée de l'Allemagne. Venise ; la terre tremble. De Venise à Modène. Bologne. Il franchit le Rubicon. Lorette et la *Santa Casa*. Assise et saint François. Terni et les cascades du Velino. Rome : impressions de Perth. Sa santé s'altère. Séjour à Albano. Souffrances morales. Jacques II l'appelle à Saint-Germain. L'excursion à Naples. En route vers la France 249

CHAPITRE II

Le Négociateur : Modène et Rome

La mission du comte de Perth en Italie. Aux prises avec le duc de Modène. Ce qu'il doit faire à Rome. La question de la protection. Perth et Mgr Caprara. Le cas de Mgr Ellis. Jacques II et la papauté. L'atmosphère de la cour de Rome. L'audience d'Innocent XII. Perth et les cardinaux. La deuxième audience d'Innocent XII. La chute de Namur : l'effet sur la cour de Rome. Perth exhale sa mauvaise humeur. La sermonne au P. Lesley. Perth est exaspéré. Il ne se décourage point. Son impuissance. Résultat de sa mission 281

CHAPITRE III

Le Gouverneur du Prince de Galles

La cour de Saint-Germain au moment où Perth y arrive : la famille royale et son entourage ; rivalités, intrigues, misère. Perth est nommé gouverneur du prince de Galles. Idée qu'il se fait de son emploi. En quoi consiste son rôle. Caractère du petit prince. Le gouverneur dans ses fonctions. L'incident Melfort et ses conséquences. Dernière maladie et mort de Jacques II. Perth nommé duc. L'intervention de lord Belhaven. Le Dr Betham et l'influence janséniste. Rapports avec la cour de France. Perth cesse ses fonctions. Son compte-rendu au pape : le prince tel qu'il sort de ses mains en 1706. L'opinion de Fénelon en 1709 313

CHAPITRE IV

Les Amitiés françaises du duc de Perth

Lord Perth et Bossuet ; il lui recommande M. de Menize ; échange de lettres ; Bossuet à Saint-Germain ; il envoie ses ouvrages à Perth ; la distribution des prix au Collège de Navarre ; mort de Bossuet. Perth et la Trappe : L'épisode de frère Alexis ; Perth

et le successeur de Rancé. Perth et les bénédictins de Saint-Maur : ses lettres à Mabillon ; celui-ci lui fait présent de ses ouvrages ; mort de William Drummond ; relations entre l'abbaye de Saint-Germain-des-Près et la cour exilée ; mort de Mabillon ; Ruinart écrit sa vie à la demande de Perth ; difficultés à surmonter ; Perth au R. P. Général ; mort de Ruinart. Perth janséniste 347

CHAPITRE V

Le duc de Perth et lord Lovat

Situation politique en Ecosse et à Saint-Germain au début du XVIII^e siècle. Lord Lovat entre en scène. Son passé et ses desseins. Ses offres de service aux deux cours : contrecarré par Middleton et soutenu par Perth. Sa conversion au catholicisme. Son départ pour l'Ecosse : intrigues et trahison. Retour par la Hollande. La vérité transpire. Perth défend toujours Lovat. Le retour de James Murray. Projet de mariage. Les lettres de lord Drummond : triomphe de Lovat et joie de Perth. Efforts de Perth en faveur du projet d'Ecosse. Lovat démasqué ; son exil à Bourges, puis à Angoulême. Perth est désabusé 375

CHAPITRE VI

La Tentative de 1708

Les négociations : Perth toujours pour la tentative ; optimisme et utopies. La situation en Ecosse. Perth et le colonel Hooke. Rivalité de Perth et de Middleton. Les petits côtés d'un grand homme. Première mission de Hooke. L'attente anxieuse. Retour de Hooke et résultats de sa mission. Perth et la comtesse d'Errol. L'année 1706 : stagnation. Perth et l'espion Ogilvie. Deuxième mission de Hooke et ses résultats. Atermoiements de Louis XIV. L'action : Perth à Dunkerque ; contretemps et retards. On vogue vers l'Ecosse. Maladresses et déceptions. A bord du *Mars* poursuivi par Byng. L'échec et le retour. La réception à Marly 405

CHAPITRE VII

Les dernières années d'activité

Lord Perth au lendemain de l'expédition de 1708 : il n'est pas découragé. L'espoir en Marlborough et ce qu'en pense Perth. L'argent manque à Saint-Germain. Le cardinal Gualterio ami du duc de Perth. Questions pendantes entre Rome et Saint-Germain. Lord Perth déçu par Rome et Versailles. Gualterio et la protectorie d'Angleterre. Perth et l'interminable affaire des évêques irlandais. Joies et tristesses. La mort passe. Jacques III à Bar-le-Duc. Misère et deuils 437

CHAPITRE VIII

La suprême déception

Mort de la reine Anne et pourquoi son frère ne lui succède pas. Perth conseille l'action et n'est point cru. Lovat rentre en scène. La question des subsides : le pape ne se décide point. Perth s'im- patientie et se désole. L'Ecosse prend feu. La question du comman- dant en chef. Nouvelles vraies et fausses nouvelles. Le Prétendant quitte Bar. L'échec d'Ormond. Optimisme de Perth. Secours du pape. Perth chante victoire. La vérité sur Dumblain. Le Préten- dant en Ecosse. Perth heureux et plein d'espoir. Echec et retour du Prétendant. Grande déception de Perth. Ce qu'il pense de toute l'affaire. Tristesse et anxiété. Il rend service jusqu'à la fin. Sa dernière maladie et sa mort	461
Conclusion	487
Index des noms propres	491
Table des matières	509
